

ROUHOLLAH ABBASSI

LE DÉVELOPPEMENT ET L'ÉDUCATION DANS L'IRAN ACTUEL

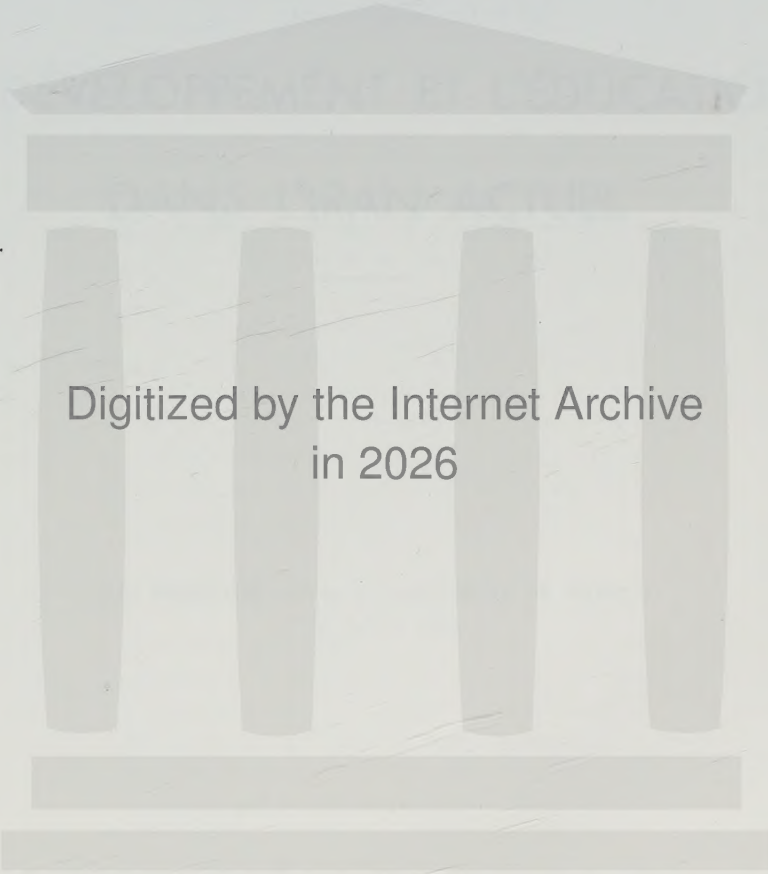
THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS V
— LE 8 JUIN 1976 —

SERVICE DE REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE DE LILLE III

- 1980 -

COMPOSITION DU JURY

- M. André PIATTIER, *Directeur d'Etudes à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes,*
- M. Louis Vincent THOMAS, *Professeur à l'université de Paris V,*
- M. Paul MERCIER, *Professeur à l'Université de Paris V,*
- M. LE THANH KHOI, *Professeur à l'Université de Paris V,*
- M. Pierre FOUGEYROLLAS, *Professeur à l'Université de Paris VII,*
- M. Pierre ANSART, *Professeur à l'Université de Paris VII,*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Introduction	3
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Terre et hommes d'Iran

LE DÉVELOPPEMENT ET L'ÉDUCATION

§ 2 - Caractéristiques géographiques de l'Iran. Les principales zones naturelles et climatiques ..	27
--	----

DANS L'IRAN ACTUEL

§ 3 - Les ressources minières	32
§ 4 - L'habitat	38
§ 5 - Les richesses minières de la terre	47

CHAPITRE 2 - Les ressources humaines	45
--	----

§ 1.A - Historique du peuplement	45
--	----

§ 1.B - Caractéristiques traditionnelles de la Société iranienne	48
--	----

a) Société iranienne avant l'Islam	49
--	----

b) Société iranienne dans la période islamique ..	53
---	----

§ 2 - La croissance de la population depuis le début du 19ème siècle	76
--	----

§ 3 - La répartition géographique de la population	84
--	----

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS V
- LE 8 JUIN 1976 -

§ 4 - Analyses démographiques	93
-------------------------------------	----

- La natalité	95
---------------------	----

- L'intensité de la natalité	98
------------------------------------	----

- La précocité de la natalité	100
-------------------------------------	-----

- La fécondité et l'artéfact de la population à l'égard du nombre d'enfants	107
---	-----

- La planification familiale et ses effets sur la fécondité	113
---	-----

- La mortalité	115
----------------------	-----

- La mortalité infantile	118
--------------------------------	-----

- La surmortalité féminine	118
----------------------------------	-----

- Espérance de vie à la naissance	118
---	-----

L'Atelier de Reproduction des Thèses décline toute responsabilité
touchant la qualité technique des documents qu'il reproduit.



T A B L E D E S M A T T I E R E S

- TOME I -

PAGES

Introduction	8
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Terre et hommes d'Iran

CHAPITRE 1 - Les ressources d'Iran	27
§ 1 - Le relief et climat	27
§ 2 - Caractéristiques géographiques de l'Iran. Les principales zones naturelles et climatiques ..	27
§ 3 - Les ressources en Eau	32
§ 4 - L'utilisation de la terre	38
§ 5 - Les richesses minières de la terre	41
 CHAPITRE 2 - Les ressources humaines	 45
§ 1.A - Historique du peuplement	45
§ 1.B - Caractéristiques traditionnelles de la Société iranienne	48
a) Société iranienne avant l'Islam	49
b) Société iranienne dans la période islamique .	53
§ 2 - La croissance de la population depuis le début du 19ème siècle	76
§ 3 - La densité géographique de la population	84
§ 4 - Analyses démographiques	93
- La natalité	96
- L'intensité de la nuptialité	98
- La précocité de la nuptialité	102
- La fécondité et l'attitude de la population à l'égard du nombre d'enfants	107
- La planification familiale et ses effets sur la fécondité	113
- La mortalité	115
- La mortalité infantile	118
- La surmortalité féminine	118
- Espérance de vie à la naissance	118

.../...

§ 5 - Les migrations internes de la population et l'urbanisation	120
- L'exode rural	126
- L'immigration rajeunit la population des villes	136
- Les motifs d'immigration	141
- Problèmes d'éducation posés par l'accélération de l'urbanisation	143
§ 6 - La structure d'âge de la population iranienne, l'importance des jeunes d'âge scolaire	145

DEUXIEME PARTIE

- La modernisation et le développement de l'éducation en Iran

Les principales caractéristiques de l'éducation en Iran	150
CHAPITRE 1 - L'historique de la pédagogie et de l'éducation en Iran	151
1- Education en période pré-islamique	151
2- Période islamique	156
3- Les écoles étrangères en Iran	181
CHAPITRE 2 - L'enseignement pré-primaire	192
§ 1 - La croissance des effectifs scolaires	192
§ 2 - La comparaison avec les pays voisins et la France	193
§ 3 - L'enseignement pré-primaire est réservé à certaines grandes villes et plus particulièrement à Téhéran ..	196
§ 4 - L'enseignement pré-primaire est le quasi monopole du secteur capitaliste privé	203
CHAPITRE 3 - L'enseignement primaire	205
§ 1 - L'évolution récente dans l'enseignement primaire et les perspectives d'avenir	206
A) Les écoles modernes	206
B) La croissance des effectifs	208
C) Les taux de scolarisation dans le primaire	211
D) Les inégalités régionales de la scolarisation dans le primaire	220
a) L'inégalité tenant à l'habitat : villes - villages et l'oeuvre de l'Armée du Savoir	220
b) La particularité de Téhéran, ou la polarisation sur la capitale	227
E) Les inégalités entre les garçons et les filles ..	229

§ 2 - Les structures et les défauts du système d'enseignement primaire	232
A) Structures	232
1°) Les écoles ordinaires	232
2°) Les écoles de l'Armée du Savoir	234
3°) Les écoles Tribales	235
4°) Quelle est le sort des différents types d'enseignement primaire	235
5°) La durée des études primaires	240
B) Le fonctionnement du système et ses défauts	241
B1.- L'évolution du rapport maîtres-élèves	241
B2.- Les différences dans la formation des maîtres du primaire	245
B3.- L'efficacité de l'enseignement primaire : le rendement scolaire et la déperdition des effectifs	249
- les abandons	249
- les redoublements	250
- les taux de rétention et les taux apparents de déperdition des effectifs scolaires dans le primaire	254
- la réussite au certificat d'études primaires	258
- les comparaisons internationales des taux de rendement à l'école primaire	258
CHAPITRE 4 - L'enseignement secondaire	261
§ 1 - L'évolution récente de l'enseignement secondaire	261
A - Général	261
- Les taux nets de scolarisation dans l'enseignement secondaire général	264
B - L'enseignement secondaire professionnel et technique	267
- Comparaisons internationales de la part de l'enseignement professionnel et technique dans l'ensemble de l'enseignement secondaire	270
§ 2 - Les structures et le fonctionnement du système d'enseignement secondaire et ses défauts	270
A - Structures	271
B - Le fonctionnement du système et ses défauts	279
B1.- L'évolution du rapport maître-élève	279
B2.- Les différences dans la formation des maîtres du secondaire	280

B3.- Le rendement scolaire et les déperditions des effectifs	281
- Redoublements et les élèves hors d'âge	285
B4.- La promotion des élèves dans le secondaire ..	287
CHAPITRE 5 - L'enseignement supérieur	289
§ 1 - Données préliminaires sur les insuffisances de l'enseignement supérieur	289
§ 2 - Evolution récente de l'enseignement supérieur en Iran	292
§ 3 - La répartition géographique des établissements d'enseignement supérieur	296
§ 4 - Les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur ..	309
§ 5 - Les étudiants iraniens à l'étranger	311
§ 6 - Les principales disciplines étudiées	327
CHAPITRE 6 - Le coût de l'enseignement	338
§ 1 - L'évolution des dépenses publiques globales afférentes à l'enseignement public et privé	340
§ 2 - La répartition des dépenses publiques d'éducation selon les niveaux et les types d'enseignement	346
§ 3 - Les comparaisons internationales dans la répartition des dépenses selon les degrés et types d'enseignement	354
§ 4 - L'évolution comparée des dépenses d'éducation et des dépenses militaires en Iran	360
§ 5 - Les coûts unitaires par élève et par niveau et catégorie d'enseignement	365
A - Dépenses publiques par élèves afférentes à l'enseignement public et privé en Iran	367
B - Les coûts unitaires iraniens comparés à ceux de certains pays	372
C - Les coûts unitaires comparés dans les universités iraniennes et turques	375

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE I - Les changements qualitatifs dans la population iranienne	382
§ 1 A - L'alphabetisation	382
§ 1 B - La croissance de la population analphabète	389
§ 1 C - Les différences entre les générations pour l'alphabetisation	395

§ 1 D - Les comparaisons internationales des populations analphabètes	398
§ 1 E - Les comparaisons interdépartementales des proportions d'analphabètes	412
§ 2 - Le stock d'éducation de la population	417
§ 3 - Les catégories socio-professionnelles	425
§ 3 A - Le niveau d'éducation des catégories socio- professionnelles	436
§ 3 B - Les modifications intervenues depuis 15 ans dans la structure de la population employée, analysée par C.S.P. et par statut dans la profession	445
CHAPITRE 2 - Les bénéficiaires de la croissance du capital intellectuel	455
§ 1 - La répartition de la matière grise par secteur d'activité	455
§ 2 - Le principal bénéficiaire du capital intellectuel en Iran	460
§ 3 - Les détenteurs du capital "éducation"	483
A - Niveau d'éducation et prestige social	484
B - Niveau d'éducation et salaires	485
C - Niveau d'éducation et chômage	494
D - Niveau d'éducation et l'exode des cerveaux	509
CHAPITRE 3 - L'éducation et les mouvements socio-politiques	515
1/ Mass Media	516
2/ Participation des intellectuels dans la politique officielle	552
3/ Participation des intellectuels dans l'opposition politique	574
CONCLUSION	593
LISTES DES TABLEAUX	608
LISTE DES FIGURES	616
BIBLIOGRAPHIE : ouvrages et documents cités	619
INDEX	627

- TOME II -

I - BIBLIOGRAPHIE GENERALE

II - ANNEXES - DOCUMENTS - STATISTIQUES

INTRODUCTION

Le retard des sciences économiques et sociales sur les sciences de la matière est l'une des causes des malheurs actuels de l'humanité.

Jean FOURASTIE (1)

Depuis le milieu du XXème siècle une attention particulière s'est fixée sur les problèmes de l'éducation et en particulier les implications de l'enseignement sur l'économie et la société. D'où le foisonnement des recherches et des publications dans les domaines de "la sociologie de l'éducation" et de "l'économie de l'éducation". La pédagogie elle-même a pris un nouvel essor depuis que les sociologues et les économistes ont privilégié l'éducation dans les différentes axes de recherches.

Certes, les discussions sur l'éducation ne sont pas nouvelles. Mais ces discussions étaient loin d'être pluridimensionnelles. On l'abordait le plus souvent sous l'angle philosophique et en particulier sous l'angle de la morale.

(1) Le Grand Espoir du XXème siècle. Edit. Gallimard - 1972, Coll. Idées - page 11.

Bien que les recherches pluridisciplinaires soient encore assez rares en matière d'éducation, il semble que la voie est en train de s'ouvrir pour une collaboration interdisciplinaire (1) entre les trois principales disciplines qui s'intéressent le plus aux problèmes de l'éducation, à savoir :

- L'économie
- La sociologie
- La pédagogie

Malgré tous les efforts déployés ces dernières années, pour la création de cette branche interdisciplinaire appelée "sciences de l'éducation" les trois principales disciplines n'ont pu collaborer jusqu'ici que sur des objectifs très limités, aussi bien en raison de la divergence des buts poursuivis qu'en raison de la diversité de leurs méthodes et surtout de leur niveau de maturité.

La sociologie et la pédagogie collaborent de façon étroite, depuis déjà fort longtemps au point de se confondre presque entièrement et de faire dire à Emile Durkheim (2) que "tout est social dans l'éducation". La difficulté de la collaboration vient du côté de la science économique qui s'estime plus mûre que les deux autres disciplines.

(1) Dans le cadre de la réforme de l'enseignement en France, (1968) fut créé à Vincennes un département des "sciences de l'éducation". En Turquie, il fut même créé, à l'Université d'Ankara une "Faculté des sciences de l'Education". Les pays Anglo-saxons avaient déjà précédé la France de quelques années dans la création de tels établissements pour permettre à plusieurs disciplines de collaborer dans leurs recherches et enseignements sur l'éducation.

(2) Ce grand père de la sociologie occupait à la Sorbonne la chaire de Pédagogie - Cf. son ouvrage "Education et sociologie" 4ème édition - Paris 1938. - Il a toujours considéré qu'il y avait des liens très étroits entre ces deux disciplines.

La science économique, qui était autrefois une discipline d'observation, conduisant à la description d'une situation donnée et d'en fournir éventuellement une explication théorique, s'est complètement transformée depuis une trentaine d'années pour devenir une science (auxiliaire) de l'action.

D'autre part, la science économique a, dans une large mesure, surmonté les difficultés provenant des controverses doctrinales pour orienter ses recherches vers le perfectionnement des théories du développement (en raison de la prise de conscience de la gravité des problèmes des Pays sous-développés et aussi ceux de la reconstruction consécutive à la seconde guerre mondiale) et du rendement de l'éducation en termes économiques.

L'orientation ainsi prise par la science économique classe celle-ci dans une position privilégiée comme étant un savoir universellement valable, pouvant s'adapter aux conditions particulières de chaque société. Cette affirmation est indiscutable au moins pour les techniques de planification économique. Sans anticiper sur les développements ultérieurs que nous nous proposons de faire, on peut dès maintenant dire que, sans les apports des sociologues et des éducateurs, aucune planification de l'éducation, par les seules économistes, n'est concevable. Nous le disons, pour dissiper tout malentendu qui pourrait naître de considérations ci-dessus, et nous faire passer, à tort pour un défenseur des "positions impérialistes" de la science économique.

La sociologie, de son côté, semble s'éterniser (au moins en France, où l'on conteste la validité des méthodes empiriques anglo-saxonnes), dans les crises méthodologiques. "Il est ... admis que la sociologie n'est pas encore... en mesure d'accomplir sa fonction, qu'il y a une crise, des méthodes, par lesquels elle mène ses investigations..." (1)

(1) Roger Girod (Sociologue) in cahiers internationaux de sociologie, - Vol. XXVI, P.U.F. - PARIS 1959.

Georges Gurvitch a consacré une bonne partie de ses recherches à des problèmes d'ordre méthodologique, pour pouvoir marier les méthodes dialectiques de l'Ecole Française avec celles plus empiriques des sociologues américains (1).

Il ne faut cependant pas croire que la sociologie n'a pas du tout progressé. Au contraire, le développement de cette discipline a été très (sinon trop) rapide. Mais les progrès accomplis depuis une trentaine d'années l'ont été dans des directions tellement diverses qu'elle donne l'impression d'une discipline fragmentée dans un désordre préjudiciable à l'élaboration d'une théorie sociologique d'ensemble. Cependant, il n'est pas concevable d'analyser le phénomène "enseignement" du point de vue du seul économiste ou de l'éducateur. D'autre part, l'économiste ne serait pas en mesure d'élaborer ses propres techniques d'analyse, de prévision et de planification sans les concepts de "société globale" ou de "groupes sociaux", mais au point par les sociologues. Par ailleurs, les relations sociales entre groupes de divers niveaux (communauté nationale, minorités ethniques, milieux urbains, ruraux, sédentaires nomades etc...) ne peuvent être analysées que par les outils forgés par les sociologues.

La pédagogie, plutôt qu'une science autonome, pouvait jadis être définie comme un art, ou un ensemble de techniques permettant aux adultes de transmettre de façon efficace (l'économiste dirait : au moindre coût) aux classes d'âge plus jeunes, certaines attitudes sociales et professionnelles pour les intégrer dans les cadres sociaux préétablis (le sociologue dirait : les socialiser).

(1) Voir les justifications, de la méthode qu'il baptisa "Dialectique hyper empirique" dans son "traité de sociologie" P.U.F., - page 23 et la vocation de la sociologie P.U.F. page 289 et s - 321 et s

Dialectique et sociologie - PARIS - Ed. Flammarion - 1972, voir en particulier page 231 et ss.

Aujourd'hui, elle peut-être définie comme "... l'art de transformer les sociétés" (1), surtout dans un pays comme l'Iran où, ni la famille ni l'atelier artisanal ne peuvent plus constituer des milieux éducatifs suffisants.

Les techniques pédagogiques utilisées peuvent avoir des conséquences tant économiques, (coût et rentabilité de l'enseignement plus ou moins élevés) que sociologiques (comportements sociaux hostiles ou favorables à l'égard des institutions d'enseignement etc).

C'est dire combien sont inséparables les divers aspects de l'enseignement que nous venons d'évoquer brièvement : économique, sociologique, pédagogique. Cependant, il nous semble qu'il est nécessaire de voir séparément ce phénomène qui était avant tout social et culturel et qui est en passe de devenir avant tout économique en raison du coût croissant de l'enseignement aussi bien en valeur absolue totale qu'en part du produit national et, d'autre part, des difficultés de répartition des ressources disponibles entre les divers secteurs prioritaires.

A) LES DIVERSES APPROCHES DE L'ETUDE DE L'ENSEIGNEMENT

a) Approche économique

Les économistes se sont beaucoup plus tardivement intéressés aux problèmes de l'enseignement que les sociologues. Cependant, "les problèmes de l'économie de l'éducation" (puisque la terminologie est ainsi consacrée), constituent l'un des deux axes de recherches les plus importants de la science économique (2).

(1) Ortega, la pedagogia social como programa politico, oeuvres complètes, 1ère édit., Vol. I - MADRID, 1946 - page 506, cité par Fraga IRIBARNE dans "facteurs sociologiques d'un système d'éducation", Colloque international de Paris (déc. 1959) Revue Tiers-Monde, Tome I, Nos 1-2, Janvier 1960. PUF PARIS.

(2) L'autre axe étant les efforts d'intégration de la dimension spatiale dans la théorie écon. générale qui est encore loin d'aboutir.

L'étude des aspects économiques de l'enseignement pouvait être envisagé sous deux optiques : Le coût et la rentabilité. Il est évident que sans une mesure rigoureuse du coût, la rentabilité ne pouvait être quantifié. Cependant, ce n'est pas de cette manière là que les études ont été menées, mais bien, suivant le schéma suivant :

- comment les prix et les dépenses ont varié dans le temps ? (1)
- comment calculer les besoins en main-d'oeuvre qualifiée ? (surtout scientifiques et ingénieurs) (2).
- quel est la relation entre la croissance économique (ou les revenus individuels) et les dépenses d'éducation (ou le niveau d'éducation)?(3)

Ce rapide passage en revue de l'approche économique de l'enseignement en montre immédiatement les limites :

L'enseignement ne l'intéresse que parce qu'il a un coût ou qu'il constitue un goulot d'étranglement ou un gaspillage inutile ou qu'il rapporte quelque chose et qu'il est un investissement utile.

(1) Seuls quelques pionniers sont cités en référence. Pour plus de détails voir les ouvrages spécialisés.

- John Vaizey, the costs of Education, Londres 1958.

- Friedrich Edding Die Entwicklung der Ausgaben für Schulen und Hochschulen Keil 1958.

(2)-Prévoir les cadres de demain OCDE - Paris 1960.

-Michel Debeauvais "La traduction des objectifs d'emploi en objectifs d'éducation - Revue Tiers-Monde - Tome V, N° 17, Janvier-Mars 1964.

(3)-Stanislas Stroumiline, membre de l'Académie des Sciences de l'URSS, "Les bénéfices économiques de l'instruction publique" (Recherches effectuées entre 1918-1924, l'étude la plus ancienne sur la rentabilité de l'éducation). Supplément au n° 27 des "recherches internationales", Sept.-Octobre 1961.

-Th. Schultz, Education and Economic growth in social forces influencing American Education - Chicago 1961.

-E. Dennison - The Sources of economic growth in the U.S. "Committee for Economic Development - New-York 1962 - Reproduit en grande partie dans le "facteur résiduel et le progrès économique", O.C.D.E. - PARIS 1964.

-J-Cl. Bicher "la rentabilité de l'investissement humain", revue écon. n° 4 - Juillet 1960.

Le professeur André PIATIER (économiste) propose le schéma théorique suivant pour la balance coûts et rendements de l'homme pendant la durée de vie, de la naissance à la mort (1). La durée de vie est mise en abscisse et les coûts et rendements en ordonnée.

"On peut y distinguer, dit-il, dans la composition des coûts, la part de l'éducation (2), de la santé, etc... Les actions possibles pour le développement y apparaissent également".

"-allongement de la durée de vie d'abord. Les pays peu développés ont une espérance de vie courte et perdent ainsi une partie des années actives qui constituent la partie positive du schéma ;"

"-éducation accrue ensuite qui augmente les coûts de la période de jeunesse mais augmente plus que proportionnellement le rendement ultérieur"(3)

Aux U.S.A. comme en France, de nombreux économistes cherchèrent à tirer des conclusions théoriques à partir des recherches appliquées et des enquêtes qui en constituent la base.

On peut citer en France les deux enquêtes de l'I.N.S.E.E. effectuées en 1964 et en 1970 (4) pour déterminer d'une part les relations entre les niveaux de salaire et l'éducation et ensuite le rôle de l'éducation dans la mobilité sociale.

(1) André Piatier - "L'emploi des nouveaux moyens de communication dans les systèmes d'éducation pour la vie entière" - Etude préparée pour l'UNESCO PARIS - décembre 1974 - page 31.

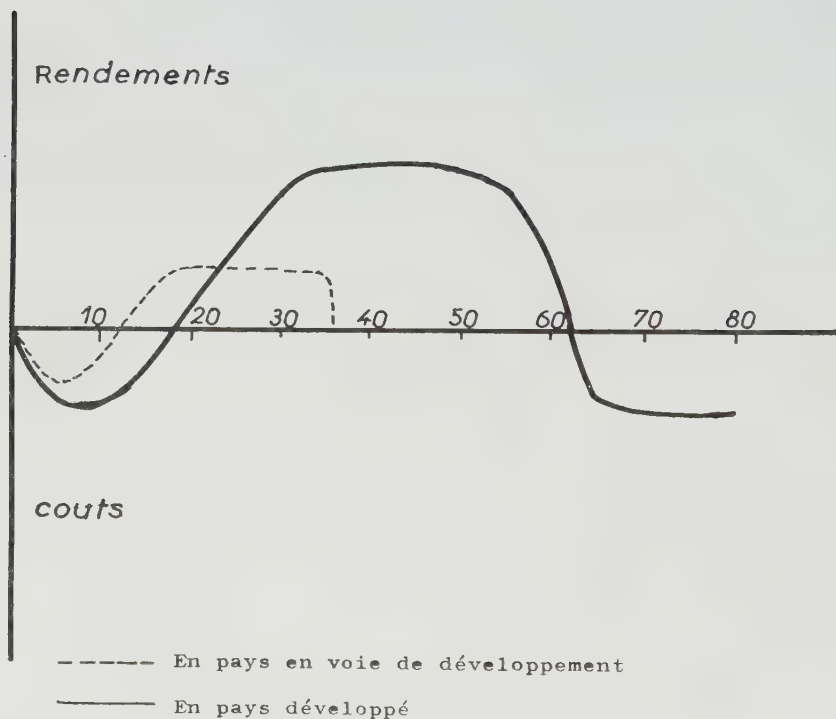
(2) - idem - page 32, souligné par nous.

(3) - idem - souligné par nous.

(4) Formation et qualification (1964 - Etudes et conjoncture - N° 2 - PARIS 1967 - P.U.F.

Formation et qualification professionnelle, 1970
Economie et statistique n° 41 - Janvier 1973 - Une partie des résultats de cette dernière enquête a été commentée dans le premier numéro d'une nouvelle publication : Le Monde de l'Education - Décembre 1974.

Schéma théorique proposé par le prof. André Piatier pour montrer la balance très positive entre les "coûts (jeunesse) et rendements (vie active) de l'homme pendant la durée de vie".



Les résultats de la première enquête de l'I.N.S.E.E. ont paru, à quelques jours près, au même moment que ceux de l'enquête menée au C.E.T.E.M. Centre d'Etudes des Techniques Economiques Modernes, sous la Direction du Professeur A. PIATIER, portant sur les relations, éducation - revenu (1).

On peut dire que depuis les années 60, l'un des principaux axes de la recherche économique en France est constitué par la problématique de l'éducation.

Même les recherches sur les problèmes de développement avaient été amenées à privilégier le facteur éducation pour expliquer le chômage structurel régnant dans les pays sous-développés.

Le Professeur L. V. Thomas (sociologue) suggèrait, à propos des "problèmes spécifiques de l'Industrie en Afrique Noire : économie et idéologie" que le (...) "chômage structurel (est dû ... à l'absence de formation scolaire et professionnelle de la main d'oeuvre incapable d'assurer toute une gamme d'emplois..." (2).

b) L'approche sociologique

Elle est beaucoup plus ancienne. Les sociologues ont toujours considéré l'enseignement comme un domaine privilégié d'études. Cependant, la sous-branche appelée de nos jours "sociologie de l'éducation" ne s'est constituée et, perfectionnée qu'assez récemment. Son représentant en France est le Professeur Bourdieu et son équipe de recherches EPHE-CNRS.

(1) Niveaux d'Education et revenus salariaux, enquête pilote, sur les résultats de l'Education auprès du personnel des entreprises. (Essais méthodologiques dans les secteurs de l'électronique et du commerce et du commerce intégrés (C.E.T.E.M. - PARIS - Avril, 1967).

(2) Cf. article in "Développement et civilisation" de l'I.R.F.E.D., N°43 PARIS, Mars 1971

Traditionnellement les sociologues se sont penchés sur les problèmes de :

- Adaptation de l'enseignement aux groupes sociaux : urbain - rural, bourgeois - ouvriers, etc...
- Comportement des différents groupes sociaux devant les différents types d'enseignement
 - . l'enseignement et la modification de la structure sociale
 - . l'enseignement en tant que la filière de l'ascension et de la mobilité sociale (1)
 - . l'influence des forces sociales et des groupes de pression sur le contenu de l'enseignement
 - . les facteurs sociaux de la réceptivité de l'éducation
 - . les types de transformation sociale que détermine l'action de l'enseignement
 - . (l'amélioration de la dynamique de la stratification sociale) (2)
 - . Structures sociales et la diffusion de l'éducation. (3)

Les problèmes énumérés ci-dessus ne sont pas les seuls étudiés par les sociologues, mais c'est en gros les grandes lignes de leurs études. Plus loin, quand nous allons poser certains de ces problèmes dans l'analyse socio-économique des différentes catégories de population iranienne, leur compréhension ne sera que plus claire.

(1) Cf. S.M. Lipset et R. Bendix - Social Mobility in industrial Society, Berkeley, 1959. - En particulier le chapitre intitulé "Educational opportunities" - Pages 91 et suiv.

(2) Vance Packard - "The Status seekers" - New-York 1959.
Joseph A. Kahl "The American classe structure" - New-York 1957 - 4e édit.

(3) Voir les interventions de MM. HOSELITZ, BUSIA, PAUVERT, TIRYAKIAN et de Mme DORMEAN au Colloque international de Paris (déc. 1959) - Revue Tiers-Monde Tome 1 - N°21-2 - PARIS 1960, pages 180 et suivantes.

L'enquête de l'I.N.S.E.E. 1970 sur la "formation et la qualification professionnelle" en France (1) a montré que la mobilité sociale était très faible. Cependant il y a une corrélation très étroite entre le niveau d'éducation et la catégorie socio-professionnelle. Ces deux résultats mis en parallèle ne veulent pas dire que l'éducation ne se développe pas en France.

Mais, comme l'a montré la magistrale étude de MM. Ch. BAUDELLOT et R. ESTABLET (2), le système d'enseignement et le contenu des manuels scolaires sont tels qu'il y a pour chaque catégorie sociale une filière différente. Les fils d'ouvriers sont pratiquement condamnés à être à leur tour des ouvriers (peut-être un peu plus qualifiés). Du reste l'enquête INSEE 1970 montre bien que 64 % des ouvriers avaient pour père des ouvriers.

c) L'approche pédagogique

Cette discipline, qui se consacre à part entière aux problèmes d'enseignement, a fait, depuis la guerre de très grands progrès. Mais ces progrès consistent surtout en l'intégration de nouvelles techniques mises au point ailleurs, à l'amélioration du rendement scolaire : techniques audiovisuelles (3) de l'enseignement par la projection de films synchronisés avec un magnétophone, leçons télévisées, radiodiffusées etc...

(1) Op. Cit. Cf. plus haut

(2) L'école capitaliste en France - Edit. François Maspéro - Cahiers Libres n°s 213 - 214 - PARIS - dernière édition 1974.

(3) Guy PALMADE - Les méthodes en pédagogie, P.U.F. 1953

Gérard CHARNOZ - "L'enseignement, effort improductif ?" - perspectives d'une organisation scientifique du travail scolaire - P.U.F. - PARIS 1960.

Sur le plan théorique, les progrès sont assez médiocres, cependant que les recherches appliquées ont permis de calculer avec plus ou moins de succès certain optimums : Nombre d'élèves par classe suivant le type d'enseignement, nombre d'heures hebdomadaire ou annuel de cours, etc...

D'autre part, en fonction de la "demande" croissante d'enseignement et aussi des besoins de la croissance économique, ont été réétudiés les problèmes de :

- l'orientation scolaire et professionnelle,
- la formation accélérée,
- la recherche de nouvelles méthodes de sélection scolaire avec pour corollaire la mise en cause du système traditionnel des concours et examens (la docimologie) (1).

- l'adaptation des méthodes pédagogiques au milieu social dans lequel elles ne peuvent s'appliquer que si elles ont été conçues (ou transposées moyennant les modifications nécessaires) en tenant compte de son niveau culturel et de ses aspirations aussi bien sociales qu'économiques.

Ce dernier point, nous le verrons, est d'une importance capitale pour l'Iran. Nous le retrouverons à l'occasion de certaines questions spécifiques à l'enseignement en Iran.

(1) Le mot a été prononcé pour la première fois par M. PIERON en 1929 à l'occasion des premières recherches systématiques entreprises dans ce domaine. Il l'a développé dans son "traité de psychologie appliquée" P.U.F. - PARIS, 1952.
Voir aussi, le Courrier de la Recherche Pédagogique - N° 6, Mars 1957 et dans le Figaro du 10.9.57, l'article de M. CAPELOVICI.

B) LES PROBLEMES SPECIFIQUES DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES PAYS SOUS-DEVELOPPES

Le Tiers-Monde se caractérise surtout par deux traits essentiels :

- Les bas niveaux de revenus, autrement dit, la faiblesse des ressources économiques et financières disponibles.

- "L'explosion démographique", (expression très couramment utilisée, bien que peu scientifique), résultant de la diminution de la mortalité et du maintien d'un taux élevé de la natalité. Ceci aboutit à des taux d'accroissement naturel de population de trois à quatre fois supérieurs à ceux que connaît le monde occidental, dit "pays développés".

Ces deux caractéristiques réunies posent les bases des problèmes spécifiques de l'enseignement dans les pays pauvres. Près de la moitié de la population totale de ces pays est à l'âge de la scolarité, mais, elle est très imparfaitement scolarisée du fait du manque de ressources (sauf récemment le quintuplement des ressources des pays producteurs de pétrole).

L'analyse de certains indicateurs socio-économiques des pays développés et des pays peu développés montre qu'il y a une relation très étroite entre certains indicateurs du niveau de développement, en particulier entre le revenu par tête et le niveau d'éducation.

Les données suivantes sont un peu anciennes mais les comparaisons sont valables : (voir tableau page 23).

En mettant en évidence l'énorme différence entre les pays riches d'une part, et les pays pauvres de l'autre, nous voulons montrer non seulement les inégalités sur le plan de l'enseignement dont le produit se concrétise

COMPARAISONS INTERNATIONALES

- points de repère -

sur trois catégories de richesse

- 1 - Economique (colonne 1)
 2 - Démographique (colonnes 2 et 3)
 3 - Culturelle (colonnes 4 et 5)

		1	2	3	4	5
PAYS	ANNEE	REVENU PAR TETE en dollars	TAUX D'AC- CROISSEMENT NATUREL DE LA POPULA- TION (%)	% DE LA POPULAT. SCOLARI- SABLE (5-24 ans)	% DE LA POPULAT. SCOLARI- SEE (5-24ans)	Nbre D'ETUDI- ANTS POUR 100.000 HABITANTS
USA	1965	3.800(3)	14,0(5)	38(2)	69,4(2)	2.840
URSS	1964	-	18,1(4)	38(2)	60,1(2)	1.585
FRANCE	1964	1.890(3)	6,8	32(2)	58,6(2)	940
R.F.A.	1964		6,7	27(2)	54,8(2)	455
Roy.Uni	1964		6,1	-	58,9(2)	352
////////////////////////////////////						
TURQUIE	1964	310(3)	25,0	43(2)	31,9(2)	293
INDE	1963	100(3)	25,5	-	-	284
PAKISTAN	1964	100(3)	28,0	-	-	227
IRAN	1966	310(3)	29,4	46	31,2	126(1)

Sources : Colonne 1 - Statistiques ocde, Nations-Unies

Colonne 2 - Pour l'IRAN - Le 4ème plan de développement

sauf Colonne 3 -)

indication Colonne 4 -) OCDE et nos calculs à partir des annuaires démographiques

contraire Colonne 5 -) de l'ONU et de l'UNESCO

NOTES -

- (1) - Légèrement sous-estimé car l'IRAN envoie beaucoup d'étudiants à l'étranger, qui ne sont pas compris dans ce total. Ce chiffre doit être proche de 200 d'après notre estimation.
- (2) - 1970
- (3) - 1968
- (4) - l'U.R.S.S. en chiffres 1959 - Editions de Moscou - 1961.
- (5) - Moyenne annuelle 1955 - 59, - Etudes Economiques OCDE 1961.
 Notons que ce taux est en très nette diminution.

sous forme de "Stock d'éducation" (1) mais aussi, le fait que nos analyses ultérieures des problèmes sociaux économiques de l'enseignement en Iran ne pourront être menés à bien que dans la mesure où "la méthode des comparaisons" les placera dans le cadre mondial ou tout au moins régional, des problèmes du même type.

En effet, de simples comparaisons des données sur l'enseignement entre les différentes régions de l'Iran ou les pays voisins du même niveau de développement économique et social ou encore, des comparaisons entre Paris et Téhéran ne sont pas suffisantes.

"La démographie galopante" (encore une terminologie barbare mais consacrée tout de même) n'explique pas à elle seule le sous-équipement social du Tiers-Monde. Le revenu par tête est un indicateur, bien qu'imparfait, mais commode à ce niveau de réflexion, des possibilités de financement du système d'enseignement.

Si en France, près de 41 % seulement des jeunes de 5 à 24 ans restent en dehors du système d'enseignement, contre 69 % en Iran c'est parce qu'il y a d'abord en France dans la population totale, une proportion moins grande de la classe d'âge 5 - 24 ans et qu'ensuite le revenu par tête y est de 6 à 7 fois plus élevé.

La forte ressemblance avec la Turquie, pays voisin, s'explique par les mêmes considérations.

(1) Cf. Michel Debeauvais. "L'éducation de la population française et son évolution de 1850 à 1980. - PARIS IEDES 1960.

Le but et l'objet de notre recherche

Par l'étude concrète du cas de l'Iran en matière d'éducation liée à l'économie et à la société, nous pensons pouvoir contribuer à la compréhension des problèmes de développement en général. Nous n'avons pas la prétention de tirer nous-même des conclusions théoriques à partir de notre recherche appliquée au seul cas de l'Iran. L'utilité de notre travail sera appréciée dans la mesure où l'on jugera qu'il pourra s'insérer dans un ensemble de recherches intéressant la théorie du développement en général et les problèmes spécifiques du Tiers-Monde.

L'objet central de notre recherche sera constitué par l'analyse du système d'enseignement et de la production de l'industrie de l'éducation. Mais l'étude de l'éducation en soi ne peut donner matière à conclusion. Nous allons donc étudier plus particulièrement l'impact de l'éducation sur le développement socio-économique et vice-versa.

A notre connaissance, aucune recherche sur les rapports de l'éducation avec la société et l'économie iranienne n'a encore été tentée. Les thèses soutenues et les publications aussi bien en Iran qu'à l'étranger ont traité soit de l'éducation en soi, soit de la société ou de l'économie iranienne, sans les relier ensemble (Cf. Bibliographie).

La première partie de notre travail sera consacrée à la présentation de la Terre et des hommes d'Iran pour faciliter la compréhension des problèmes d'éducation, de la stratification sociale et de la structure économique.

Le chapitre 2 de cette première partie traitera de façon approfondie des ressources humaines. Cela se justifie tout d'abord par l'importance des problèmes démographiques qu'affronte l'Iran, (on peut dire que c'est le problème

le plus important de l'Iran, aussi bien en matière d'éducation qu'en matière économique) et ensuite par la rareté ou la faiblesse de qualité des travaux antérieurs.

On mettra plus spécialement l'accent sur la proportion des populations à l'âge de la scolarité et sur celle des populations urbanisées, à cause de leur implication sur les taux de scolarisation.

Dans la deuxième partie, on traitera de la modernisation et du développement de l'éducation en Iran. L'étude sera menée du point de vue, économique (coût de l'éducation), social (taux de scolarisation suivant un certain nombre de catégories sociales), et pédagogique (rapports maîtres-élèves, taux d'abandon~~ne~~, de redoublement, de rétention).

L'analyse sociologique ^{ne} sera malheureusement pas très poussée, du fait du manque de données. Les seules données concernant l'origine sociale de la population scolaire ont été fournies à l'UNESCO sur les problèmes du retard scolaire. Aussi bien, nous contenterons-nous des catégories sociales peu homogènes telles que sociétés urbaines ou rurales, ou les deux catégories classiques, hommes-femmes.

Cette deuxième partie comportera au total, 6 chapitres :

- L'historique de l'éducation
- L'enseignement pré-primaire
- L'enseignement primaire
- L'enseignement secondaire
- L'enseignement supérieur
- Le coût de l'enseignement.

Dans la troisième partie, nous analyserons, du point de vue économique et social, les résultats de l'éducation. L'accent sera mis plus parti-

culièrement sur les changements sociaux dans la population iranienne en rapport avec le développement de l'éducation. Les trois chapitres de cette dernière partie traiteront des problèmes suivants :

- les changements qualitatifs dans la population iranienne. (Alphabétisme suivant les générations, stock d'éducation, éducation et mobilité sociale).
- les bénéficiaires de la croissance du capital intellectuel (secteurs économiques, administration, les détenteurs du savoir).
- l'éducation et les mouvements socio-politiques depuis 1796.

Notre conclusion sera, en quelque sorte, la synthèse de nos préconclusions partielles.

Outre la bibliographie que nous pensons pouvoir réunir de façon très large, nous incluerons à la fin de ce travail une longue série de documents chiffrés.

P R E M I E R E

P A R T I E

TERRE ET HOMMES D'IRAN

- CHAPITRE 1 -

LES RESSOURCES D'IRAN

§ 1 - LE RELIEF

L'Iran est un vaste plateau fortement plissé au nord et à l'ouest. La superficie équivaut trois fois celle de la France : 1.645.000 km².

La chaîne des montagnes du nord, l'Alborz, qui borde le sud de la mer Caspienne culmine plusieurs fois à plus de 4.500 mètres.

Les longues chaînes parallèles du Zagros s'étendent du nord-ouest vers le sud-est, en bordure de la Mésopotamie.

Au sud, les monts de Fars et au Sud-est les monts de Mokran, constituent des écrans entre l'humidité chaude et malsaine du Golfe persique et de la mer d'Oman et le plateau central aride et désertique.

Au centre et à l'est s'étendent des déserts de sable et de lacs salés d'une surface équivalent à celle de la France : 400.000 km². Cette étendue désertique est complètement stérile du point de vue agricole mais, comme nous le verrons plus bas, elle cache en profondeur des richesses naturelles fort précieuses.

§ 2 - CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES DE L'IRAN : LES PRINCIPALES ZONES NATURELLES ET CLIMATIQUES

L'Iran est situé à de basses latitudes et il est caractérisé dans l'essentiel par un climat continental sub-tropical. Le littoral de la caspienne du Golfe Persique et de la mer d'Oman constituent une exception. Le premier a un climat sub-tropical humide et le deuxième un climat tropical sec avec un été chaud et un hiver doux (1).

La zone du climat continental sub-tropical sec comprend de vastes régions intérieures de l'Iran, délimitées de toutes parts par des chaînes de montagnes dont les plus importantes sont l'Elbours et le Zagros. Entre les chaînes de montagnes dans cette zone se trouvent des vallées fertiles, des plaines et des dépressions. Par contre, dans les régions centrales et certaines autres de l'Iran il y a toute une bande de déserts salins, et de semi-déserts qui couvrent jusqu'au tiers du territoire du pays. Les écarts de température dans les régions mentionnées atteignent 50° C.

En dépit de la très grande diversité des conditions naturelles de l'Iran, liées dans une très large mesure à la configuration complexe du terrain, un trait est caractéristique pour la plupart des régions du pays : la faible quantité des précipitations. Ce fait, ainsi que les températures assez hautes en Iran, quand l'évapotranspiration dépasse de 10 fois l'apport d'humidité, complique considérablement l'activité économique et la rend même impossible dans certaines provinces. Les données concernant les précipitations sur le territoire de l'Iran et les températures dans les différentes régions du pays sont données dans l'annexe.

(1) Cambridge History of Iran, Vol. I, pp. 212-250 ; Ahmed Hussein. Adl. Le climat de l'Iran. t.l. Téhéran, 1960, p. 28.

Fig. 1
RELIEF ET COURS D'EAU DE L'IRAN



Les précipitations annuelles moyennes dans le pays ne dépassent pas 250-300 mm³, c'est-à-dire qu'elles sont inférieures au tiers de la quantité annuelle moyenne des précipitations sur le globe. Dans les années de sécheresse les précipitations sont insignifiantes dans les régions centrales : pas plus de quelques dizaines de mm³. Par contre, dans certaines régions telles que le Ghilan occidental, la quantité annuelle des précipitations atteint 2.000 mm³.

Le volume total des précipitations en Iran est de 400-480 milliards de m³ dont 230-280 milliards de m³ s'écoulent. Une partie de ces eaux salées est inutilisable. Le volume total des eaux naturelles pouvant être utilisé par l'agriculture est de l'ordre de 150-200 milliards de m³ par an.

Les particularités climatiques de l'Iran ne sont pas étudiées suffisamment. Le réseau des stations météorologiques sur le territoire est insuffisant. A la fin du III^e Plan quinquennal (1967/68) le nombre des stations hydro-météorologiques a été porté à 600. Cependant il est nettement insuffisant. Il a été établi que dans des conditions climatiques semblable à celles de l'Iran il faut avoir une station hydro-météorologique pour 50 km² afin de déterminer exactement les ressources en eau et d'établir la quantité des précipitations. Cependant il n'y a qu'une station semblable en Iran pour 2.750 km² et dans les régions montagneuses et désertiques elles sont inexistantes. C'est pourquoi les stations hydro-météorologiques existant dans le pays ne peuvent nous donner un tableau exact du régime des cours d'eau en Iran et de la quantité des précipitations.

Voici, à titre de comparaison, le nombre des stations hydro-météorologiques dans les différents pays (1) :

Israël		une station pour 37 km ²
Grande-Bretagne	-	45 km ²
Italie	-	55 km ²
Allemagne occidentale	-	90 km ²
Inde	-	945 km ²
Iran	-	2.750 km ²

On voit clairement ici que l'Iran est de loin du pays le moins doté en stations hydro-météorologiques : ce qui expliquera dans une large mesure l'insuffisance de nos données de base et des imperfections dans l'appréciation de la pluviométrie en Iran.

Néanmoins celles dont on dispose et qui sont placées dans l'annexe nous permettent de conclure à l'idée d'une forte irrégularité des précipitations. Ce qui crée de plus grandes difficultés à l'agriculture iranienne qui connaît non seulement une insuffisance des précipitations, mais également une répartition irrégulière au cours de l'année.

Dans les régions convenant à l'agriculture la masse essentielle des précipitations annuelles tombe en automne et en hiver. En été bien qu'elle soit nécessaire aux semis et notamment aux vergers, la quantité d'eau qui tombe n'atteint pas le minimum nécessaire dans les régions du Nord et du Nord-Ouest.

(1) Tehrane-e economist. n° 652 1966 p. 32-33.

Ainsi dans la région de Kermanchan et de Ravansara il n'y a presque pas de précipitations en été. Dans la région de Latiana sur les 509, 7 mm³ de précipitations annuelles II, 4 mm³ seulement tombent en été. Dans la région de Gorgan, la plus favorisée du point de vue de la répartition saisonnière des précipitations, sur un nombre total de 655,5 mm³ de pluie il tombe en été 98,2 mm³ et en automne 145,2 mm³. De cette répartition irrégulière des précipitations souffrent même les régions baignées par la Caspienne où du point de vue de la quantité générale des précipitations de même que de leur répartition par saisons, la situation est relativement normale. Selon Monsieur Rowhani, Ministre des eaux et de l'énergie électrique, à Ghilan où l'on cultive des plantes exigeant beaucoup d'eau, telles que le riz, on perdait jusqu'à ces derniers temps chaque année jusqu'à 40 % de la récolte par suite du manque d'humidité.

Aussi pouvons-nous accepter la partition du territoire iranien proposée par Ahmed Hossein Adl (1) effectuée suivant la quantité des précipitations.

La zone ayant une quantité moyenne de précipitations est divisée en cinq sous-zones. La première occupe un territoire très réduit et englobe certaines régions montagneuses au Nord et à l'Ouest de l'Iran (Demayend, Alamkough, Zardhouh, Sebalam, etc.), il y tombe plus de 2.000 mm³ de précipitations. Dans l'ensemble cette zone ne convient pas à l'agriculture, mais seulement à l'élevage transhumant.

La deuxième sous-zone (de 1.000 à 2.000 mm³ de précipitations) comprend avant tout une région de faible superficie, qui va du littoral sud-ouest de la Caspienne depuis Astara jusqu'à Nowchahr. Les autres conditions étant égales, cette région convient le plus à la culture des plantes. A cette seconde sous-zone se rattachent également certaines régions montagneuses de l'Elbourz, de Zagros et les régions frontalières entre l'Iran et la Turquie.

La troisième sous-zone (de 700 à 1.000 mm) comprend le littoral de la Caspienne de Noushahr à Benderchahpour, les versants nord-est de l'Elbourz, les régions montagneuses du Kourdistan, de l'Azerbaïdjan.

La quatrième sous-zone (de 500 à 700 mm) comprend les régions de Behshahr de Gorgan, de Ravansara, de Karanda et de Boroudjerd ainsi que certaines régions dans les autres parties du pays.

La cinquième sous-zone (de 300 à 500 mm) comprend la plus grande partie du territoire de l'Azerbaïdjan, du Kourdistan, la région de Marag, de Hamadak, de Kermanc hah, d'Arak, les régions sud-ouest de l'Ostan central, une partie importante du Farsistan et du Khorassan.

La zone à faible quantité de précipitations est divisée en trois sous-zones. La première (de 200 à 300 mm) et la deuxième (de 100 à 200 mm) comprennent les régions de l'Azerbaïdjan, à l'Ouest de Tabriz, limitées par Makou, Khof, Golshanhan, la partie essentielle du Kousistan, le littoral du golfe Persique et de la mer d'Oman, les régions méridionales de l'Ostan central, la plus grande partie de l'Ispahan, de Kirman, de Sistan, presque tout le Beludjistan, la moitié méridionale du Horasan et les régions confinant à l'U.R.S.S.

(1) Ahmed Hossein Adl. Le climat de l'Iran. Téhéran, 1966 pp. 176 à 213.

Tableau n° 1 - MOYENS D'IRRIGATION ARTIFICIELLE EN IRAN

millions de m³

MOYENS D'IRRIGATION	I R A N		KHORASSAN	
Points d'eau naturels	Iran(1)	%	(2)	%
Rivières	21.098(1)	28,0	1.328	10,9
Sources	15.181	20,1	1.690	13,8
Bassins, réservoirs rudimentaires et autres	7.954	10,5	658	5,4
<u>Eaux souterraines</u>				
Puits à poulie et similaires	1.756	2,3	123	1,0
Quanats	24.086	32,0	7.410	60,3
Puits artésiens et similaires	5.346	7,1	1.036	8,6
T O T A L	75.421	100,0	12.245	100,0

(1) Concernant 253 cas de pompage électro-mécanique des eaux des rivières.

(2) Concernant 4 cas de pompage électro-mécanique des eaux des rivières.

Source : Farhangueâbâdihâzé Ke'chvar 1970

Cité par Bagher Parham

"La communauté de Production et l'appareil d'administration"

Thèse 1974 E.P.H.E. VIème section.

La troisième sous-zone (moins de 100 mm³) comprend les vastes déserts et demi-déserts de l'Iran intérieur, les régions orientales du Sistan, les régions centrales du Beludjistan. La faible quantité des précipitations sur tout le territoire de la zone examinée rend presque impossible l'agriculture sans irrigation.

La répartition des précipitations sur tout le territoire de l'Iran atteste que la plupart des régions de plaines, c'est-à-dire des régions qui conviennent à l'agriculture, manquent d'eau.

§ 3 - LES RESSOURCES EN EAU DE L'IRAN

La quantité relativement minime des précipitations sur le territoire de l'Iran dans les conditions d'un climat assez chaud explique dans une large mesure le très faible développement du réseau hydrographique.

L'Iran possède un petit nombre de lacs qui, en règle générale ont des eaux salées et ne conviennent pas à l'agriculture.

Dans certains lacs de l'Iran, notamment dans le plus grand - Rizaie, l'eau a une si forte teneur en sel qu'on n'y rencontre que les représentants les plus inférieurs du règne animal.

Le réseau fluvial de l'Iran est limité. La plupart des cours d'eau ont un débit faible et un écoulement provisoire. En été, ils sont secs et en hiver abondants. Par contre, au printemps, le niveau de l'eau monte à tel point qu'ils débordent et causent de grands préjudices à l'agriculture.

On distingue généralement six bassins, qui constituent la quasi totalité des réserves d'eau de l'Iran.

a) Le bassin du Nord forme les rivières qui prennent leurs sources dans les neiges de l'Elbourz et qui se jettent dans la Caspienne (1). La superficie totale du bassin du Nord représente près des 12 % de tout le territoire de l'Iran.

b) Le bassin de l'Ouest et du Sud-Ouest formé par les rivières qui prennent naissance dans les montagnes de Zagros et portent leurs eaux dans le golfe Persique et la mer d'Oman. Ce bassin couvre environ 25 % du territoire du pays. (Il faut y rattacher également les bassins des fleuves Tigre et Euphrate).

c) Le bassin sans écoulement dont les rivières se jettent dans le lac Rezaie. Sa superficie représente environ 3 % du territoire du pays.

d) Le bassin central sans écoulement. Les cours d'eau de ce bassin se jettent dans les lacs salés. Sa superficie représente près de 50 % du territoire du pays.

e) Le bassin sans écoulement des lacs salés à la frontière de l'Afghanistan (près de 7 % du territoire du pays).

f) Les rivières coulant vers le désert de Kara-Koum et qui se perdent dans les sables (près de 3 % du territoire du pays (2)).

(1) Bien que le Sefidroud prenne sa source dans la partie méridionale du Kourdistan, il se rapporte également au bassin du Nord, car il se jette dans la Caspienne.

(2) "Organisation indépendante d'irrigation". Annuaire de statistiques du réseau fluvial de l'Iran. N° 7, 1956/57 (dans la suite "Organisation indépendante d'irrigation").

Les cours d'eau de l'Iran dans les régions septentrionales et occidentales sont alimentés par les pluies et la fonte des neiges et dans les régions centrales, méridionales et orientales surtout par les pluies.

Voyons les traits caractéristiques de certaines rivières de l'Iran selon les bassins.

Jusqu'à ces derniers temps le territoire de l'Iran se trouve mal étudié du point de vue de l'hydrologie. Ces dernières années à la suite du large développement pris par l'irrigation, la mise au point et la réalisation des plans de construction des ouvrages hydro-électriques en Iran, on a commencé à procéder à des observations hydrométriques et hydrologiques sur les principales rivières du pays. Depuis 1951 la corporation d'irrigation indépendante du service hydrographique et de statistique de l'Iran publie des annuaires hydrologiques qui donnent les indications essentielles concernant les rivières.

Sur la base des annuaires hydrologiques et autres matériaux une tentative a été faite pour déterminer le débit des fleuves iraniens.

1/ Les bassins des fleuves se jetant dans la Caspienne

Se trouvant pour la plupart dans la région de forte humidité, les bassins des fleuves de la Caspienne abondent aussi bien en eaux de ruissellement qu'en eaux souterraines. Sur une superficie relativement réduite nous trouvons un grand nombre de fleuves, de rivières et de ruisseaux ainsi que des cours d'eau éphémères qui se forment au printemps dans les ravins, les défilés des montagnes et les vallées desséchées, pendant la fonte des neiges ou en été après d'abondantes pluies. Ses anciens canaux d'irrigation se sont transformés en lits de cours d'eau. Dans les plaines et les cours inférieur de certaines rivières il y a de nombreux marais. Les régions montagneuses conviennent particulièrement à la formation des eaux souterraines dont l'importance pour l'alimentation des fleuves étudiés est très grande. La plupart des rivières sont de faibles longueurs et ont des bassins insignifiants. Sur un nombre considérable de rivières seules quelques unes ont plus de 100 km. La longueur de la plupart des rivières ne dépasse pas quelques dizaines de km. Une seule exception : le fleuve Sefid Roud a 780 km de longueur. C'est le deuxième fleuve de l'Iran par sa longueur et son débit.

Les rivières de la région examinée prennent leur source à de grandes altitudes (De 2.000 - 3.000 m). Dans leur cours supérieur et moyen ces rivières sont des torrents de montagne ; ils dévalent par des pentes abruptes et leur action érosive est très grande.

Le plus grand fleuve de ce bassin est Sefid-roud. Il prend naissance sur les versants nord des montagnes du Kourdistan. La plus grande partie du bassin de ce fleuve se trouve sur le haut plateau de l'Azerbaïdjan iranien.

La superficie du bassin de Sefid-roud est de 57.800 km² (1). Le débit annuel moyen est de 4 milliards de m³ dont près de 1,7 milliards de m³ sont utilisés pour l'irrigation de 92.000 hectares dans la province de

(1) Parviz Hekmet. "Hydrologie de certaines rivières de l'Iran", pp. 9-12.

Ghilan et près de 2,3 milliards de m³ s'écoulaient sans aucun profit dans la Caspienne.

Le niveau de l'eau de Sefid-roud avant la construction du barrage, commencée en 1956 et achevée en 1962, variait considérablement. En période sèche baissait considérablement et les pertes causées par la sécheresse en 1958-1961 atteignaient la somme considérable de 388 millions de rials.

Le fleuve Gorgan prend sa source dans les montagnes d'Alla-dag à une altitude dépassant 1.300 m. Sa longueur est de près de 300 km. Le débit annuel moyen est de 370,2 millions de m³.

2/ Le bassin des rivières se jetant dans le Golfe Persique et dans la mer d'Oman

Ces rivières prennent leur source dans des régions montagneuses d'où la fonte des neiges amène le débordement de ces rivières qui provoque des inondations des cultures. Quoique leur débit soit faible (voir tableau IV en annexe), leurs eaux sont utilisées quasiment, dans l'irrigation.

3/ Les bassins sans écoulement (tableaux 5 - 6 et 7 en annexe)

Ces bassins sont formés par rentes les rivières qui ne se jettent ni dans le Golfe Persique ni dans la mer d'Oman. On distingue généralement trois bassins qui ne possèdent pas d'écoulement.

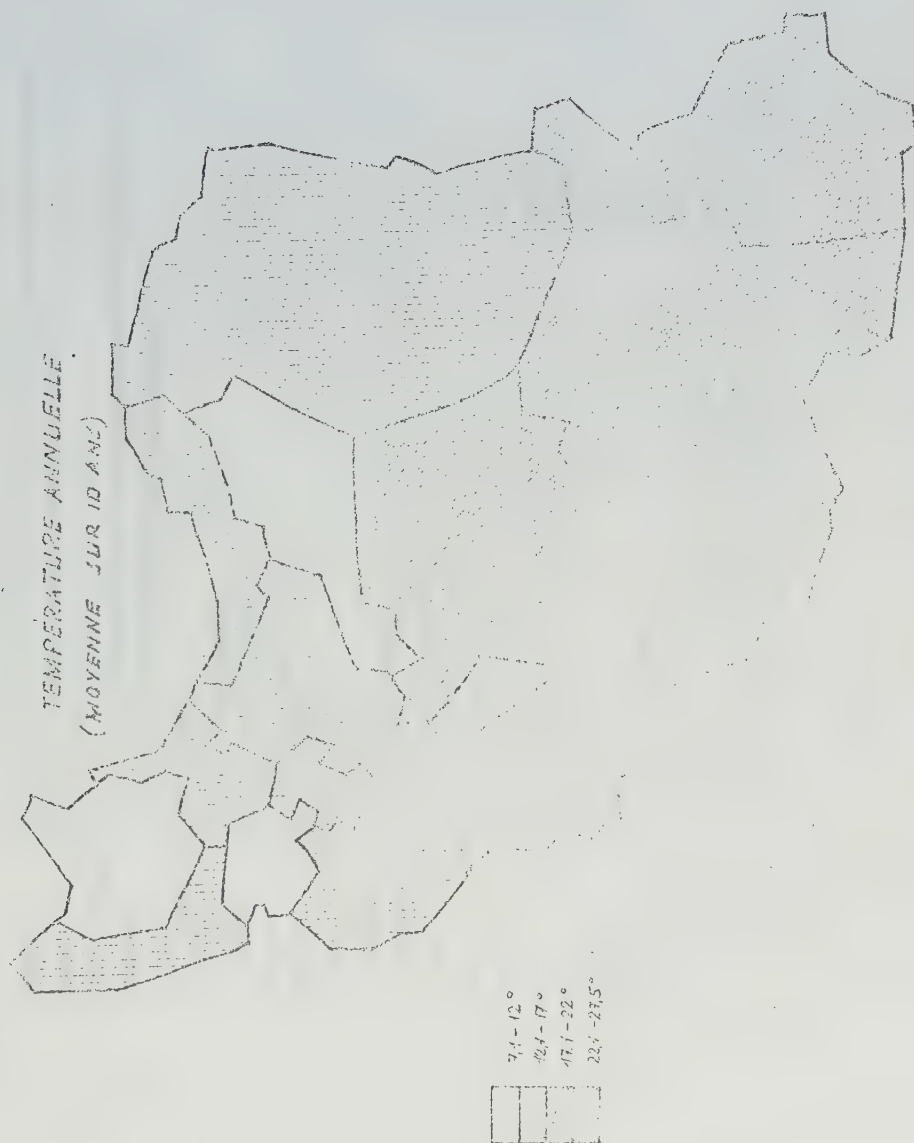
- le lac Rizaie qui sert de réservoir à l'irrigation de quelques 70.000 hectares en Azerbaïdjan Occidental.

- le Bassin Central dont les rivières se jettent dans des lacs salés et sont à faible débit. Bien que l'évaporation soit importante dans ce bassin central, une partie de l'eau est récupérée en fin d'irrigation.

- le bassin des lacs salés à la frontière Iran-Afghanistan

- le bassin de Kara-Koum.

TEMPÉRATURE ANNUELLE
(MOYENNE JURIDIQUE)



LES PRÉCIPITATIONS ANNUELLES (MOYENNE SUR 10 ANS)

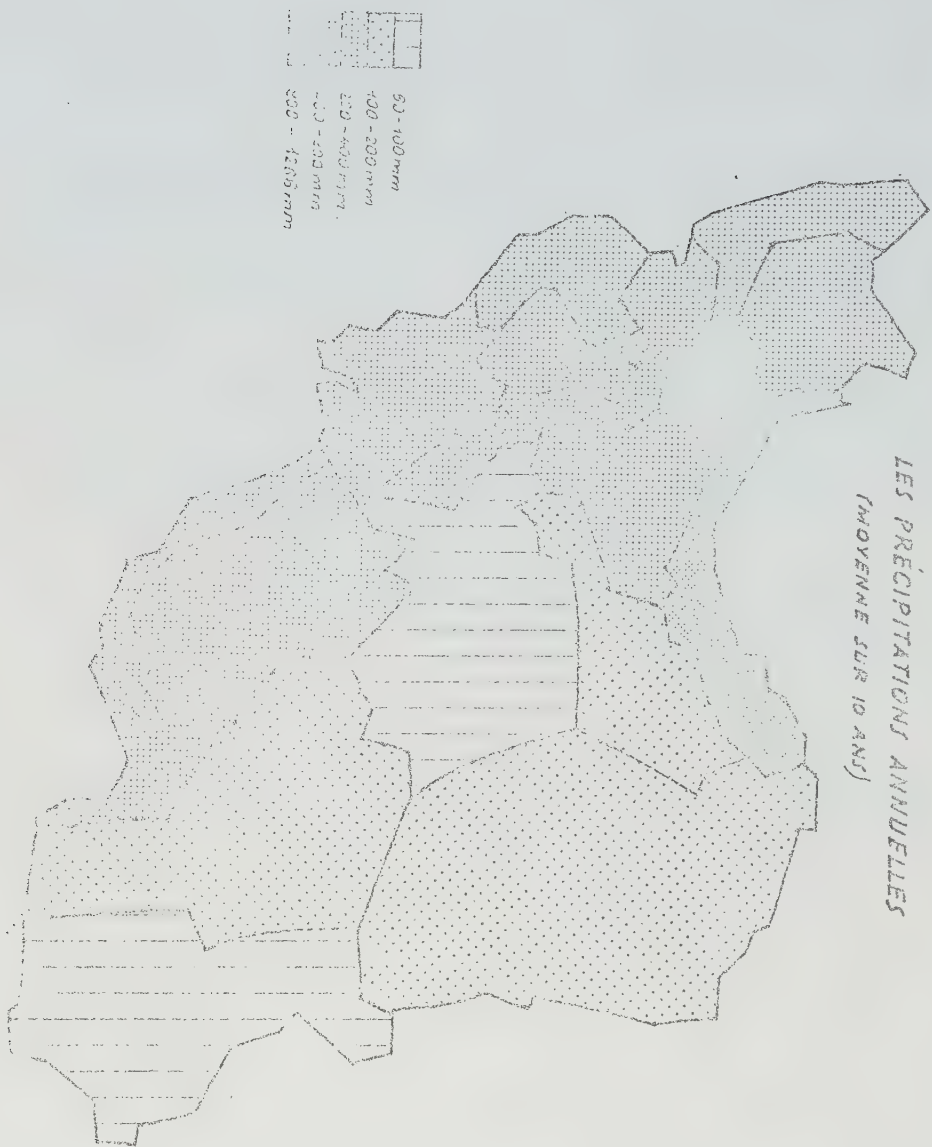
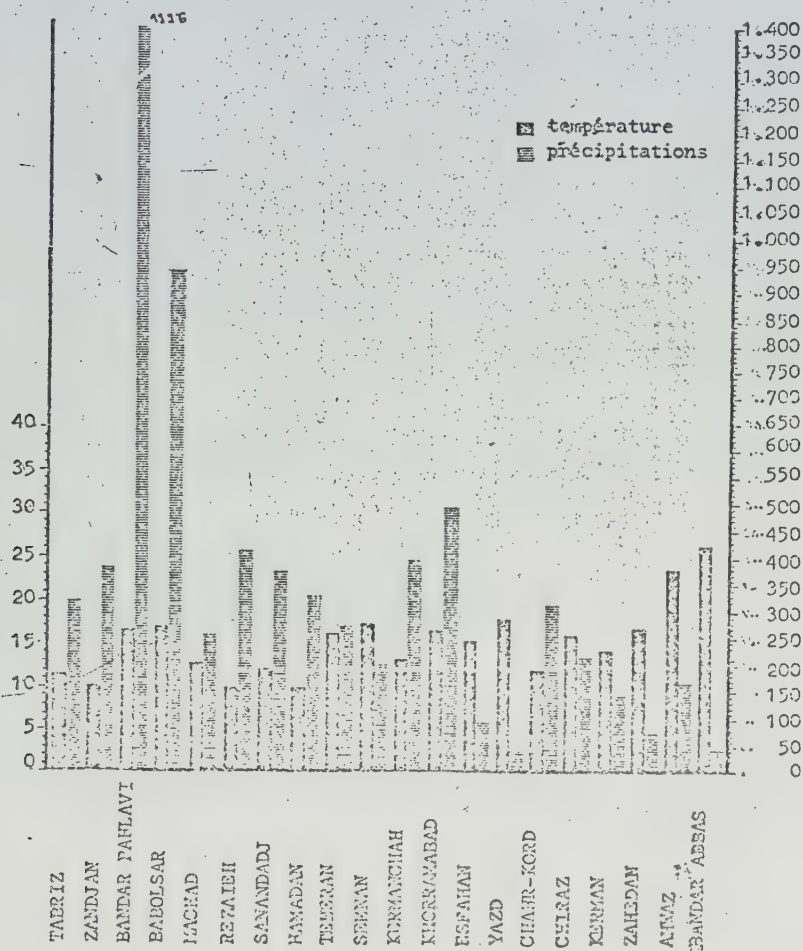


Fig. - La température et les précipitations annuelles de certaines villes de l'Iran en 1972



§ 4 - L'UTILISATION DE LA TERRE

Nous avons commencé par dire que la terre d'Iran était trois fois plus étendue que celle de France. Nous allons maintenant nuancer notre affirmation. C'est une étendue pas plus grande que celle de France qui est effectivement utilisable en Iran.

20 % du territoire est couvert de déserts de sables salés. Mais en réalité la proportion de terres incultivables et de pâturages complètement désertiques dépasse la moitié du pays : 52 % (1). Ensuite il y a 18 % du territoire qui est très aride, constituant un pâturage très pauvre à l'heure actuelle. Mais cette proportion aride pourrait être cultivée si elle pouvait être irriguée de façon convenable.

Les forêts occupent près de 11 % du territoire. Mais une partie des forêts est utilisée en pâturage permanent.

De ce fait, les forêts qui, selon les historiens, auraient été fort denses et très étendues sur les montagnes de l'Alborz et du Zagros, se réduisent d'année en année.

Les prairies et pâturages permanents ne constitue que 6 % du territoire, dans un pays où, nous le verrons, plus bas, l'élevage ^{est le} gagne-pain d'une bonne partie de la population agricole.

L'agriculture proprement dite est pratiquée sur 12 % du territoire iranien. Mais il faudrait encore nuancer cette proportion car sur ces 12 % de la terre cultivée 7 % reste en jachère ou en friche. C'est donc, seulement, 5 % du territoire qui est effectivement cultivé chaque année, dont moins de

1) Ces données sont extraites de "Selected Statistics" de 1351 ou 1972 - 1973 - Statistical Center of Iran

la moitié avec irrigation (2 %).

Il apparaît ainsi que la seule façon d'augmenter la production agricole en Iran est de commencer par augmenter l'irrigation des terres avant de songer à la mécanisation.

De 1962 à 1972, 390.000 hectares de terres auraient été rendues à la culture grâce à l'irrigation d'après l'organisation du plan (1). Pendant le Vème plan (1973-1977) 200.000 hectares de terres nouvelles devraient pouvoir être cultivées avec la réalisation des projets d'irrigation. Si donc, ces chiffres étaient exacts et si l'objectif ^{était} ~~sera~~ atteint comme prévu, l'Iran aurait gagné 590.000 hectares pour la culture. Cela fait donc 0,36 % du territoire national et 2 % de la partie du territoire classé comme "cultivable".

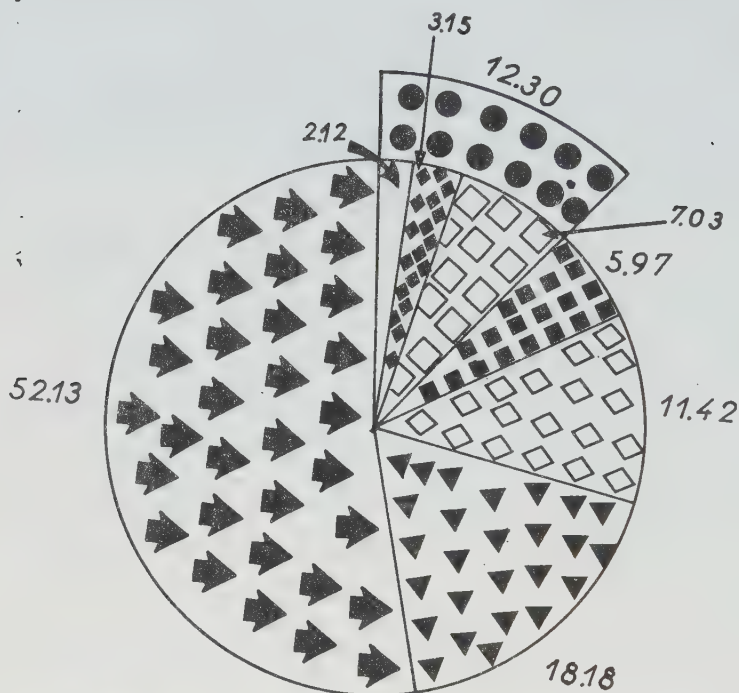
Les régions agricoles dans l'ordre d'importance décroissante sont les suivantes :

- 1°) Le littoral de la mer Caspienne
- 2°) Khorassan (aux environs de Machhad)
- 3°) Azarbaïdjan
- 4°) Kurdistan
- 5°) Fars
- 6°) Les zones avoisinant les villes de Tehran et d'Esfahan
- 7°) L'ouest du littoral du Golf Persique.

Cette classification montre que la pluviosité est très fortement corrélée avec l'importance de la production agricole.

(1) 3ème et 4ème Plan de développement.

Fig. 4 LAND UTILIZATION IN 1350



1. Fallow lands and lands under cultivation
- a. Lands under irrigated crops



- b. Lands under unirrigated



- c. Temporary Fallow lands



2. Permanent meadows and pastures



3. Forests



4. Poor pastures: arid but cultivable lands



5. Uncultivable lands, desert pastures

§ 5 - LES RICHESSES MINIERES DE LA TERRE

La pauvreté végétative du territoire iranien est largement compensée par la richesse du sous-sol. Vient naturellement en premier lieu le pétrole et le gaz naturel. L'Iran est très riche aussi bien en pétrole qu'en gaz naturel.

L'Iran a comme principal atout pour son développement à moyen et à long terme le pétrole. D'après le rapport de l'organisation de pétrole publié en 1971 en langue persane, l'Iran posséderait 13 % des réserves mondiales connues. Il s'agit là du gage de réussite le plus convaincant du développement économique.

Les gisements reconnus sinon déjà exploités sont situés entre le golf persique et le plateau désertique du centre de l'Iran.

Le gaz naturel découvert plus récemment mais connu en Iran depuis fort longtemps est situé dans les mêmes régions. Il est question de la construction d'un gazoduc pour la consommation européenne (11,6 % des réserves mondiales) (1).

A côté de cette inestimable richesse, il y en a d'autres moins connues parce que moins exploitées :

LE CHARBON

L'exploitation des réserves de charbon en Iran a été très réduite dans le passé. Le gisement le plus important et le plus ancien se trouve à Zirab dans le département de Mazandéran avec une production de 43 mille tonnes en 1957. Les gisements les mieux connus et les plus riches se trouvent dans le département de Kerman.

(1) Oil and Gas Journal, cité par Saadi Saghafi "Recherche d'une stratégie pour la commercialisation du pétrole iranien" Thèse 3ème cycle. Faculté des sciences économiques et de gestion, Université de Dijon. 17 Juillet 73

LE CUIVRE

Le cuivre est exploité depuis longtemps en Iran avec des moyens rudimentaires. En 1940, une raffinerie électrolytique fut construite par l'Etat près de Tehran. La production des principales mines se répartissait de la manière suivante en 1957 :

Esfandagh	10.000 tonnes
Zandjan	1.250 -

LE PLOMB

L'exploitation du minerai contenant du plomb était principalement concentrée à 4 régions en 1957 :

Baba-chéicâ et Dareh et Dareh-Noghreh	13.000 tonnes
Lakan et Zandjan	2.000 -
Khaneh-Sormeh	1.200 -
Kachlak	3.000 -

Le besoin du pays en plomb est estimé à environ 50.000 tonnes, par an et devrait entièrement être satisfait par la production locale en 1973.

LE FER

Les réserves découvertes sont peu importantes mais suffisantes pour les besoins du pays dans l'immédiat.

Ces réserves se trouvent essentiellement à Arak (71 millions de tonnes) et à Yazd et Kerman (33 millions de tonnes). Les autres réserves de minerais de fer semblent être sans grande importance si l'on en croit les données avancées par l'organisation du Plan.

L'OR

L'or se trouve surtout dans des veines de minerais de quartz.

Une société gouvernementale exploite les mines de Goulpayégan. Les filons ne contiennent que 15 à 17 grammes d'or fin par tonnes. Les réserves d'or étaient estimées à 2,6 tonnes par "l'annuaire de l'industrie et des mines" en 1961. Le 4ème Plan indique par ailleurs une réserve de 2 tonnes d'or pur pour la mine de Muteh. La production devrait atteindre 2 tonnes d'or entre 1968 et 1972.

Les autres minerais actuellement exploités sont :

Le chrome à Abbassabad	5.000 t. par an	
Le manganèse à Rabat Kerim	14.200 t.	-
Le sel de gemme à Hormuz	30.000 t.	-
Le manganèse à Ardestan	2.700 t.	-

Il y en a bien d'autres qui sont exploités à petite échelle comme l'argent, le nickel, le molybdène, le cobalt, le soufre etc...

Nous traiterons de la contribution des mines et autres richesses de sous-sol à la formation du produit national brut dans la 2ème partie de notre recherche.

Fig. 5 PRINCIPAUX PROJETS DE DEVELOPPEMENT

MINIER

-Secteur public sauf indication contraire-



PROSPECTION

- Cuivre .. ▲
- Fer △
- Plomb .. ◆
- Charbon . ▲
- Or ●
- Autres minerais. □
- Centres d'assistance technique et financière ■

PRODUCTION

Concentration mécanis

- ▼
- ▽
- ◆
- ▼
- ○

Cuivre sect. privé ▲

- CHAPITRE 2 -

RESSOURCES HUMAINES

Le peuplement du territoire iranien est en grande partie déterminé par la géographie (1) et son histoire.

§ 1 - HISTORIQUE DU PEUPLEMENT

Les tribus de pasteurs de langue indo-européenne envahirent le plateau iranien au II^{ème} millénaire avant notre ère et s'y sédentarisèrent rapidement au contact des populations qui s'y trouvaient déjà sédentarisées depuis le V^{ème} millénaire avant J.-C. Ils y trouvèrent même une vie urbaine fort développée dès le III^{ème} millénaire dans le Khozistan (ou plaine de S^uriane, du nom de la célèbre ville de Suse) qui constitue le prolongement naturel de la Mésopotamie, où était fondée la civilisation bien connue de l'Elam (2).

Avec l'invasion du plateau par les premières vagues d'aryens (ou d'iraniens), les villes se transforment en "villes-forteresses" sous l'autorité d'un chef ou d'un prince.

-
- (1) Nous ne donnerons qu'un bref aperçu du déterminisme géographique sans entrer totalement dans la discussion qui dépasserait le cadre de cette étude. Nous devons souligner néanmoins que si la géographie détermine la répartition spatiale de la population, le mode de vie de la population détermine à son tour la géographie elle-même. Les déserts iraniens sont l'oeuvre, autant des facteurs naturels que de l'homme lui-même.
- (2) Cf. Pierre Amiet - Elam. PARIS 1966. La métamorphose du village de Suse en ville puis en capitale de l'Elam est particulièrement bien décrite dans cet ouvrage.

Les villages sont aussi, à cette époque, de grosses agglomérations plus ou moins fortifiées.

La population rurale est sédentarisée, les éleveurs n'effectuant que de courtes migrations pastorales.

La conquête de l'Iran par les Arabes, commencée en 637 de notre ère, se poursuivit jusqu'aux dernières décennies du VII^{ème} siècle. Mais cette conquête, à la différence des invasions médiévales, n'eût que des conséquences anthropo-géographiques limitées : domination politique, puis assimilation religieuse du plateau iranien. Les tribus arabes, liées au dromadaire qui redoute les grands froids d'hiver, ne purent se répandre que dans les chaudes vallées orientées vers le Golf persique des monts Zagros.

Par contre les invasions médiévales à partir du X^{ème} siècle marquèrent profondément la physionomie du pays. Les envahisseurs créèrent un tel contexte d'insécurité que tant les citadins que les villageois n'eurent alors d'autres ressources que de se réfugier dans les montagnes ou d'errer d'un bout à l'autre du territoire.

La régression généralisée de la vie sédentaire conduisit à une véritable "BEDOUINISATION" de la population iranienne. Des villes et des villages disparurent sans laisser de trace. Ainsi, la ville de Mughan sur l'Arax, bien connue des géographes arabes devint plus tard la "steppe de Mughan" pâtûrage des tribus Turkmènes.

Malgré les efforts des autorités depuis une quarantaine d'années pour sédentariser les populations nomades, cette "BEDOUINISATION" n'a pu

être encore entièrement résorbée.

D'après les statistiques officielles, il y aurait eu en 1966 710.000 nomades, soit 3 % de la population totale. Mais il nous semble que la population nomade est nettement sous-estimée et qu'en réalité, près de 10 % de la population iranienne se compose de nomades se déplaçant au gré des saisons.

Caractéristiques traditionnelles
de la Société Persane (1)

"La Perse n'est ni un Etat ni une nation. C'est l'étrange combinaison d'une anarchie féodale et d'une fiscalité centralisée, l'instable mélange de tribus nomades et de cultivateurs à peine fixés au sol.

Moulouk-ous-Savaïf, disent les indigènes, fédération monarchique ou plus exactement, troupeau royal de nations : un agrégat de peuples ambulants, d'où émergent quelques îles de sédentaires, ici des bourgs et des villages deshabités la moitié de l'année, de loin en loin quelques villes qui, dense fourmilière aujourd'hui, ne sera demain que ruines abandonnées".

Victor BERARD : Révolutions de la
Perse - p. 21 ; PARIS, 1910
Librairie Armand Colin

§ 1. B

Il faut souligner que l'étude de la société iranienne, et de ses structures n'est possible que grâce à l'analyse du processus historique et de son évolution, car on rencontre souvent des faits actuels dont l'origine remonte aux premiers temps de la Perse.

Il est, maintenant, classique de diviser l'histoire de la Perse en deux grandes périodes ;

- des origines jusqu'à la conquête arabe
- de la conquête arabe jusqu'à nos jours.

(1) Une étude, même très sommaire, sur les caractéristiques de la Société iranienne nous a paru indispensable. Dans les chapitres qui viennent, nous déterminerons le rôle des intellectuels et les conséquences sociales de l'éducation dans la réalisation des changements sociaux. Il est nécessaire de connaître l'origine de ce groupe, sa dépendance envers d'autres couches de la société. (Cf. Le chapitre intitulé : L'éducation et la Politique).

a) La société iranienne avant l'Islam

Les Mèdes furent d'abord sous la dépendance des Assyriens, qu'ils ont par la suite renversés et ils ont fini par dominer les Perses. La religion iranienne, comme celle de l'Inde, est d'origine polythéiste.

En Médie s'élabore une religion qui pousse à l'extrême les éléments dualistes et qui finalement prend forme sous le nom de Mazdéisme, du nom de son Dieu suprême Ahura Mazda, ou Zoroastrisme du nom de son fondateur Zoroastre. Les inscriptions de cette époque nous apprennent qu'il y régnait un despotisme basé sur le culte inviolable de la personne royale, divinité descendue sur terre.

"Conception commune à tous les anciens Aryens, atténuée et effacée en Grèce par le sentiment croissant de la dignité individuelle, mais qui, en Perse, devient le seul principe d'Etat, principe de vie et principe de mort ; principe de vie, car c'est le seul par lequel l'Etat perse dure et subsiste, et il inspire à l'occasion des héroïsmes et des dévouements égaux à ceux de la liberté grecque ; principe de mort, car il dégrade l'individu et l'annihile et, une fois ébranlé tout croule avec lui" (1).

On peut considérer que la civilisation persane des temps anciens était celle d'un peuple sédentaire. Ceci est confirmé par la haute spiritualité des croyances qui ne pouvaient s'épanouir que dans un contexte favorable et chez un peuple qui avait su dominer les plus

.../...

(1) J. DARMESTETER : Coup d'oeil sur l'histoire de la Perse. Leçon d'ouverture du cours de langues et littératures de la Perse fait au collège de France le 16 Avril 1885.

fort dessèlements naturels. (1)

C'est d'ailleurs, selon toute vraisemblance, cette haute spiritualité qui a permis à ce peuple de résister à toutes invasions,

"L'hégémonie de la Médie, fondée vers l'an 650 avant le Christ par Phraorte, passe sous son second successeur, Astyage, des Aryens du Nord aux Aryens du Sud, des Mèdes aux Perses ..." (2).

- (1) Le plateau iranien a été comparé à un Triangle dont les deux côtés sont formés par les chaînes de montagnes et s'étendent presque jusqu'à la base du triangle, qui est la frontière Irano-Afghane. A quelques rares exceptions près, les grandes villes iraniennes se situent à la périphérie le long de l'intérieur des chaînes, là où le sol profite de l'humidité drainé par les montagnes, là où des puits peuvent être creusés sur les versants et où on trouve les sources permettant d'amener l'eau aux réservoirs par des canaux souterrains.

Il faut souligner que l'exploitation des eaux souterraines a joué un rôle économique important dans l'histoire de la Perse. L'hydrologie faisait partie de la vie des Perses. Parmi les travaux accomplis dans le domaine, on peut citer : la civilisation des eaux cachées (traité de l'exploitation des eaux souterraines) composé en 1017 par Karagi (Mohammad al) et traduit de l'arabe en français par Aly Mazaheri et publié par l'Inst. d'Etudes et de Recherches Interethniques et inter-culturelles (I.D.E.R.I.C.) de l'université de Nice - 1973. Cf. l'introduction du traducteur et celle de Charles MORAZE.

- (2) Pour résumer, nous pourrions présenter les caractères de la société iranienne d'avant l'Islam de la façon suivante :

C'est une société d'agriculteurs et d'éleveurs. De grands progrès ont été faits dans le domaine de l'irrigation grâce à la création de barrages. La religion et l'Etat ne font qu'un. La mobilité sociale est extrêmement difficile sinon impossible. A l'époque Achéménide, l'agriculture se développe, le commerce évolue et on procède à l'exploitation des mines, on extrait de l'or, de l'argent et du fer. Darius est considéré comme le premier fondateur d'une administration gouvernementale. La royauté était théocratique. A l'époque séleucide et hellénistique, l'urbanisation prend un élan considérable et plusieurs villes se créent sur le modèle grec. C'est dans ces villes que les peuples grecs et persans se mélangent. Les esclaves existent mais sont considérés comme appartenant à la famille.

A l'époque achéménide (560-331) la ville n'était qu'une agglomération bâtie autour de la résidence royale et des satrapes (1) dans les provinces. Elle n'a rien de commun avec la ville occidentale ; telle qu'on la connaît dans l'Antiquité et au Moyen-Age (centre de production artisanale, ayant un marché), dans laquelle vivaient des communautés structurées avec une administration.

On pense cependant que la ville sous cette forme est apparue en Iran dès la conquête de la Perse par Alexandre (330 av. J.C.) (2).

(1) "Elle (la Perse) organise, sous la main d'un administrateur de génie, Darius, fils d'Hystaspes (521-485) le plus vaste empire qui eût jamais paru encore en Asie et elle le fait durer pendant deux siècles, période immense si l'on songe à la diversité des éléments de race, de religion et de langue qu'avaient à manier et à contenir les trente Satrapes envoyés des rives de l'Indus jusqu'à Chypre, de Memphis en Bactriane, de Susiane en Arménie".

James DARMESTETER - Coup d'oeil sur
l'histoire de la Perse (p. 17)
PARIS, - Ernest LEROUX - éditeur
28, rue Bonaparte - 1885

(2) L'urbanisation qui favorise généralement le développement de l'éducation, n'a pas pu généraliser l'enseignement en Iran. Comme on le verra plus tard l'éducation restera le monopole de la classe dirigeante jusqu'à l'avènement de l'Islam.

Ainsi, lorsque Ardechir, qui était un mage couronné, abdiqua en faveur de son fils Sapor, il lui dit :

"Sachez, O mon fils, que la religion et la royauté sont deux soeurs qui ne peuvent exister l'une sans l'autre, car la religion est la base de la royauté, et la royauté est la protectrice de la religion" (1)

Sous son second successeur, Sapor KK, est promulguée l'édition officielle des textes sacrés, le Zend Avesta ; c'est précisément l'époque où en Occident le christianisme monte sur le trône avec Constantin et que s'élabore à Nicée son crédo définitif (Darmesteterp. 29).

A la période des Sassanides (226-651), ainsi que le démontre le nombre des documents, (littérature pehlevie, inscriptions, médailles, sceaux, témoignages des historiens byzantins, arméniens, arabes et persans, on assiste à une culture florissante, surtout dans les domaines religieux.

La Perse à cette époque était le point de rencontre des diverses civilisations, (Byzance, la Chine, l'Inde)

(1) Cité par DARMESTETER pp. 28-29
tiré de Maçaudi, "Les prairies d'or" - traduction - Barbier de Meynard II, 162 - cf. Mirkhond - histoire des Sassouides - trad. Silvestre de Sacy - p. 42

Elle envoie le Manichéisme en Occident ; elle reçoit le Nestorianisme de Bysance et les derniers platoniciens chassés par Justinien, sauront former le germe de la philosophie et des sciences grecques, qui s'épanouiront plus tard dans la philosophie arabe (1).

b) La société iranienne dans la période islamique

L'invasion de l'Islam renversa le système politique, mais ne put affecter ni la pensée ni la culture iranienne. Au cours des siècles, l'Iran fut dominé par les Turcs, les Mongols et des Afghans, mais, ce ne fut qu'une succession de systèmes politiques; le fond de la société iranienne resta le même. "Si l'on regarde de près on voit que l'élément national a disparu de la surface plus que du fond et que la Perse, en acceptant l'étranger

-
- (1) "La célèbre -Ecole des Perses-" à Edesse fut fondée au moment où l'empereur Jovin céda aux Perses la ville de Nisibe (où avec le nom de Probus apparaît celui du premier traducteur d'oeuvres philosophiques grecques en Syriaque). En 489, l'empereur byzantin Zénon ferma l'école à cause de ses tendances nestoriennes. Maîtres et élèves restés fidèles au nestorianisme prirent refuge à Nisibe où ils fondèrent une nouvelle école, qui fut principalement un centre de philosophie et de théologie. En outre, dans le sud de l'empire iranien, le souverain Sassanide Khosro Anûsh-Ravân (521-579) fonda à Gondé-Shâhpour une école dont les maîtres furent en grande partie des Syriens. (Si l'on tient compte qu'en 529 Justinien ferma l'école d'Athènes, et que sept des derniers philosophes néoplatoniciens prirent refuge en Iran, on a déjà un certain nombre des composantes de la situation philosophique et théologique du monde oriental à la veille de l'Hégire (622)).

Henri Corbin : Histoire de la philosophie islamique - p. 31

PARIS, - Gallimard nrf 1964

l'a transformé plus qu'elle ne se transformait elle-même ; qu'elle a adapté sa vie et sa foi nouvelle aux habitudes et aux traditions héréditaires et que ce n'est pas sans raison, que pour la masse du monde musulman, la Perse est hors de l'Islam". (1)

Cette transformation de l'Islam par la pensée persane est encore plus frappante dans la théologie politique. Le pouvoir, selon la théorie persane, appartient au roi, investi, du fait de son origine supra-terrestre, de la gloire divine (Farri-Yazdan).

"A la faveur des révolutions politiques, la Perse reporta sur la tête de l'arabe Ali, l'héritier légitime de Mahomet, exclu du califat, toutes les splendeurs et les saintetés de la vieille royauté nationale" (2)

Celui qu'elle appelait autrefois dans ses protocoles Shâh Bagî minocite, "le roi divin, fils du ciel" et dans ses livres sacrés Ahuratuca "le seigneur et guide", seigneur dans l'ordre du monde, guide dans l'ordre de l'esprit, elle l'appelait à présent d'un nom arabe, IMAM, "le chef" ; titre le plus simple d'imaginer et en même temps le plus auguste, car toute la souveraineté du monde et de l'esprit y était contenue.

Pour empêcher l'influence des classes sociales dans le choix du chef ou des Califes, la Perse instaura le droit héréditaire de l'Imam Ali, infaillible et sacré. C'était un bon moyen pour empêcher les individus ou le peuple de participer aux affaires politiques, c'était aussi le moyen d'empêcher la naissance des strates politiques, dans la société, malgré l'existence des couches sociales (du point de vue économique) ; ce fut

(1) DARMESTETER - p. 36

(2) - p. 40

aussi l'un des principaux éléments du maintien du despotisme iranien, puisque l'ordre du roi est une émanation divine.

Toutefois, il ne faut pas oublier que l'autocratie n'a jamais pu apporter de stabilité politique. La société iranienne a toujours été un foyer de troubles. On a souvent considéré les deux périodes, Safavides et Ghajar, comme étant des périodes de stabilité. Mais quel était le prix de cette stabilité provisoire ? !!!

Au temps des Safavides l'Iran était plus que jamais chiite fervent. Le chiisme fut proclamé religion d'Etat et le pays était en guerre avec l'empire Ottoman. On assista même à une alliance "christianisme chiisme" contre l'Islam ottoman. De plus, le despotisme s'y exerçait avec toute sa force ; la torture et la cruauté y était monnaie courante. Les princes étaient combattus par leurs pères (les rois), les chefs militaires étaient mis en pièces rien que par la fantaisie du roi. Quand Montesquieu traite du despotisme oriental c'était du système gouvernemental des Safavides qu'il parle.

".... De tout temps, les peuples d'Orient ont été gouvernés, comme il le sont encore aujourd'hui, par des rois qui ont un pouvoir illimité, qui jugent sur le champ et sans procédure juridique, qui d'un seul mot de leur bouche et sans autre forme, font périr ceux qu'ils condamnent et dont les ministres agissent de même manière, chacun selon l'étendue de son pouvoir. Il est donc dangereux de les choquer par des leçons, et de là est venu que l'on enseigne la sagesse par des fables" (1)

(1) Chardin T. - 5 p. 24

Effectivement nous nous devons de mentionner l'une des raisons qui ont permis de si belles pages d'écriture. L'une des conséquences du despotisme fut la naissance de merveilleux moralistes qui maîtrisaient à fond l'art de la parabole. Ainsi, dans les histoires de Kalila et Dimna les personnages sont des animaux qui représentent souvent les caractéristiques des courtisans. Le roi était représenté par le Lion, ce qui est d'ailleurs le cas pour toutes les fables moralistes.

Il nous semble intéressant à ce sujet de faire le parallèle avec les fables de la Fontaine et d'Esope et de souligner leur probable origine orientale (1).

C'est grâce à cette méthode analogique (celle employée dans la plupart des fables) que les proches du roi arrivaient à faire des remarques concernant le caractère et les décisions du roi. Outre l'évidence des histoires du recueil de Kali et Dimna, d'autres poètes, et non des moindres, tel Saadi, ont usé de ce stratagème. Celui-ci dans un poème intitulé "Testament d'un roi à son fils" décrit ce qui, selon lui, permettrait à un roi de régner judicieusement sur son royaume, et qui est évidemment très éloigné de la pratique des Shah iraniens. Voici à peu près ce qui est dit dans ce poème :

Il faut écouter l'esprit du pauvre et non désirer son propre bonheur. Il ne faut pas être le loup au sein du troupeau endormi.
Le sujet est la racine, le roi est l'arbre.
L'homme doit chercher la sagesse, le bien et craindre la méchanceté.
Car de la violence naissent ruines et mauvaise réputation".

(1) Cf. R. ABBASÏ : La Perse dans la littérature française de la deuxième moitié du 17ème siècle - pp. 44-54 - Thèse de 3ème cycle l'Université d'Amiens

A l'époque Ghajar, tout va changer ; jusqu'à l'année 1834, le despotisme qui régnait en Iran~~x~~ était basé sur les éléments intérieurs et sur l'obédience religieuse. Mais à partir de l'année du couronnement de Mohammed Shah (1834), l'influence des grandes puissances étrangères, et donc la fin de l'indépendance, marquera l'histoire politique de l'Iran, et sera déterminante dans la rupture avec le passé. Ce fut un point de "flexibilité" historique.

Voici à peu près l'évolution des choses : pour se rendre de Tabriz, où il était gouverneur général, à Téhéran, Mohammad Shah, prince héritier, se fit escorter par les ministres anglais et russes.

Désormais les princes pourront monter sur le trône sans être contestés par les autres prétendants (surtout par les autres princes de souche royale). La fin des contestations intérieures était, en effet, une grande victoire pour les rois, mais c'était, en même temps, accepter la fin de l'indépendance politique de la Perse (1).

(1) W.S. Haas : Iran - p. 93 et suiv. Columbia University Press - New York - 1946.

"Not until two European great powers, Great Britain and Russia, look a determined interest in Persian affairs, was a peaceful succession secured. The undisputed enthronement of Mohammed Shah, in 1834, was due to this foreign influence, and his march from Tabriz, where he had been governor general, to Teheran, escorted by the British and Russian ministerr, marked a break with the past and foreshadowed the approaching end of Persian independance" - p. 96

Mais faisons un petit retour en arrière et penchons-nous sur la réalité religieuse en Perse.

Le gouvernement temporel et spirituel de la communauté chiite appartient aux descendants d'Ali. Après l'occultation du douzième Imam, s'ouvre une longue période d'attente, jusqu'à l'apparition de Mahdi qui doit inaugurer, à la fin des temps, le règne de la vie éternelle.

Pendant la période d'occultation, c'est le roi (1) qui est reconnu comme le lieutenant du prophète; il est donc le successeur des Imams (eux-même premiers successeurs légitimes du prophète) et le vicaire du douzième Imam. Chardin a très bien saisi cette idée et la présente sous la forme suivante :

"Ils disent que dès que cet Imam enlevé reviendra sur la terre, le roi sera obligé de lui remettre toute son autorité, et que s'il ne le faisait pas sur le champ, on l'assommerait, qu'il sera le gelaudar (avant-garde) de l'Imam, c'est-à-dire son écuyer et lui tiendra l'étrier. Les rois de Perse ne se tiennent point offensés de cet article de foi ; au contraire, ils y souscrivent eux-mêmes, se disant par honneur les lieutenants et agents de l'Imam absent et ses esclaves. Les successeurs provisoires de

(1) Les safavides (1499-1722) étaient issus de la lignée des Imams, et leur monnaie portait l'inscription :

- "Esclave du Roi de la terre" - C.a.d. du douzième Imam
Caché

l'Imam doivent être parés des plus grandes vertus. Le souverain sera donc un homme pur de mœurs et qui a acquis toutes les sciences à toutes les questions qui lui sont faites sur la religion et le droit civil" (1) et les Imams, attribuent les mêmes qualités au roi.

"Il n'y a assurément aucun souverain au monde si absolu que le roi de Perse, car on exécute toujours exactement ce qu'il prononce, sans avoir égard ni au fond, ni aux circonstances des choses, quoiqu'on voie clair comme le jour, qu'il n'y a, la plupart du temps, nulle justice dans ses ordres et souvent pas même de sens commun...". (2)

Faut-il en conclure que les rois de Perse étaient des tyrans ?

Notre réponse ne pourra qu'être ambiguë. Oui, ils étaient des tyrans pour leurs rivaux et pour tous ceux qui conspiraient contre la royauté, mais pour le peuple, indifférent au fait que Pierre gêne ~~sur~~ Paul, le roi n'était pas un tyran (3). Au contraire, le peuple avait souvent une confiance et croyance religieuse en la personne du roi.

(1) Chardin T. 5 p. 212

(2) Chardin T. 5 p. 229

(3) Ce n'est pas sans raison que Béhaoddine Amali (1547-1621/953-1030) l'homme religieux le plus remarquable de l'époque, dont la parole faisait autorité, en évoquant l'alliance de la cour et de "cheikh-ol-islam" :

- "Qu'est-ce que le pain et le halva ? c'est la cour du roi, écarte-t-en".

"Elle fait perdre la sagesse et la bonne conscience.

Il faut fuir les rois, il le faut"

"Honte à toi, qui marches dans la voie divine d'être fier d'avoir plié les genoux devant le roi"

"L'approche des rois fut un grand malheur pour votre âme, une chausse-trappe sur le chemin de Dieu"

"O, Dieu, O Dieu, quel Islam est-ce là ? C'est l'infidélité au au Dieu éternel".

(Amoli : oeuvres poétiques - Nân-o-Halvâ - p. 27 texte persan
Ed. Mahmoudi - Tehran (1936/1957)

"J'ai vu des malades se trainer à ses pieds et sur le chemin par où il passait, qui tenaient une tasse d'eau à la main, et le priaient de tremper les doigts dedans, protestant à haute voix d'avoir cette foi, que l'eau recevrait par cet attouchement une vertu suffisante pour leur guérison, je vis cela une fois, l'an 1666 en Hyrcanie où le roi était. Il prit la tasse qui lui fut présentée par la main du grand portier, qui est comme le premier maître d'hôtel. Il y trempe les deux doigts de la main droite les plus proches du pouce, et un peu après, il y mit le pouce et remua l'eau laquelle ayant été redonnée au malade il l'a bu avec avidité " (1) (2).

(1) Ch T. 5 p. 223

(2) A ce propos, Eric ROULEAU nous dit :

"... Mystique, il (le roi d'Iran) se croit volontiers investi d'une mission divine et déclare qu'ils entretient avec son peuple "des liens spirituels étroits". A une radio américaine, il confiait en février dernier qu'il avait eu "des rêves et des apparitions" au cours desquels Dieu lui avait révélé la mission à laquelle il l'avait destinée. S'il a échappé à des attentats, déclarait-il, "c'est parce que Dieu m'a épargné pour accomplir les tâches qu'il m'a confiées" (Eric Rouleau - in Le Monde du 23 Juin 1974 - l'habileté au service de l'absolutisme).

Une grande responsabilité morale lui était imposée, difficile à assumer par un seul homme, dans la plupart des cas. Il rendait justice en public et se devait de recevoir personnellement plaintes et pétitions. Ainsi, Nasr ed Din Shah, voulant porter remède à une administration corrompue, fit dresser sur toutes les places publiques de Téhéran et des provinces, une sorte de boîte à lettres, dans laquelle les gens pouvaient déposer leurs plaintes. Sa naïveté était extrême : la répression dans les provinces s'accrut, car il suffisait aux gouverneurs d'envoyer un espion sur les lieux pour démasquer ceux qui osaient critiquer sa politique et pour ensuite les faire sévèrement punir. Ce même Shah créa aussi, un "Tribunal spécial pour les opprimés" (1).

Il est très difficile de trouver un pouvoir aussi illimité que celui des rois de Perse, en Occident. (Sauf dans le cas d'une coïncidence de circonstances anormales, par exemple, l'apparition d'une personnalité extraordinaire et le déclin des institutions sociales, juridiques et économiques, (2).

(1) La cruauté des despotes persans ne s'exerçait qu'à l'égard des grands, souvent ambitieux du trône, ou révoltés. Et le peuple préférerait se soumettre à un pouvoir unique, investi du pouvoir divin, plutôt que d'obéir à différents chefs.

(2) Il existe un "infinitif composé dans la langue persane qui révèle une signification sociologique très intéressante : L'expression "faire le roi" (Pâdechâlri Kardan) signifie "opprimer quelqu'un et violer la justice". Chaque fois qu'un Persan se trouve en face d'une oppression et d'une tyrannie, il s'écrit : "Est-ce que vous êtes roi ?"

Cf. le journal de voyage de Chevalier Chardin

Tome 5 - p. 119

Les rois d'Europe, même sous un régime absolutiste, devraient tenir compte de l'aristocratie, dont ils étaient issus. Parfois, ils devaient même s'appuyer sur la bourgeoisie afin de neutraliser, à l'occasion une noblesse trop exigeante. En fait, le possesseur de la couronne voyait son "bon plaisir" limité par les intérêts des nobles.

En Occident le roi est au sommet d'une pyramide hiérarchique et ne peut ignorer la puissance de certaines classes sociales ; tel n'est pas le cas en Perse où le roi est à la tête d'une société formée par un seul state (1).

Le Chah considérait le pays et les gens comme sa propriété et agissait en conséquence.

A l'exception des postes ministériels, encore que ceux-ci n'y échappaient pas toujours, tous les autres s'achetaient, avec toutes les conséquences de marchandage social que cela entraînait. C'est ainsi que se développa une technique de ruse et de simulation, que les persans assimilèrent avec une rare perfection.

Outre, les revenus réguliers venant des fermages, des douanes, des achats de postes et autres, la confiscation des biens accroissait agréablement les caisses du roi. C'était un droit du souverain, qui par de tels actes ne faisait que reprendre ce qui lui appartenait. Chacun pouvait en être victime, quelque fût son rang. Mais le pouvoir du roi ne s'arrêtait pas là ; ainsi que nous l'avons déjà mentionné, il est même arrivé que le prince héritier soit tombé sous la suspicion du roi et que celui-ci l'ait fait assassiner.

Quant à l'administration, elle était totalement dépendante de la volonté arbitraire du bureaucrate qui la dirigeait.

Ajoutons, et ceci est primordial pour comprendre le fonctionnement économique, qu'il n'existait aucune différence entre le trésor public et la bourse personnelle du Shah.

En Iran, comme dans les autres pays islamiques, il n'existe aucune hérédité aristocratique, ou s'il en existe, elle ne pourrait être comparée à celle des pays occidentaux. Or, l'aristocratie occidentale a joué un rôle important dans le développement des sociétés, surtout à partir du Moyen-Age. Conjointement, les professions libérales (juristes, docteurs,...) prennent une part sans cesse croissante dans la vie politique et sociale. En Iran on ne peut parler ni de ces couches sociales ni de leur rôle.

Ces différences entre la société européenne et la société iranienne ne sont ni accidentelles, ni secondaires, elles reflètent la structure même du corps social.

Pourquoi ne vit-on jamais se regrouper les nobles en Iran ? Ils étaient suffisamment nombreux pour qu'ait pu naître une conscience de classe. Il faut croire cependant que la constante menace d'une confiscation de leurs biens et la simple autorité du roi ont été assez fortes pour faire échouer toute tentative de création de classe sociale ayant des attributions propres.

Toute personne haut placée vivait dans la peur constante qu'un arrêt du roi ne lui confisquât ses biens, qu'il pût être banni de la cour et révoqué de son poste.

Les despotes persans ne prenaient en considération "ni probité, ni mérite, ni zèle, ni services rendus".

"La vie des gens dépendait de leur fantaisie ; Un mot malencontreux pouvait les priver de leurs biens et même de la vie et tout cela sans aucune forme de procès et sans prendre aucun soin de vérifier le crime imputé". (1)

Le roi par ces pratiques visait trois objectifs :

- a) accroître son trésor
- b) limiter la puissance économique, en vue d'annihiler le pouvoir politique des citoyens
- c) empêcher la création d'une hérédité nobiliaire.

C'est là une des causes de l'isolement des rois dont certains par peur, changeaient de lit et de chambre à coucher plusieurs fois dans la nuit. Les ministres eux-mêmes n'avaient qu'un rang de domestique. Les titres afférant à ces charges sont significatifs : "esclave", "la terre de dessous du pied", "bête de sacrifice", "fils de l'esclave".

Le phénomène urbain a cependant donné naissance à une classe issue de la cour, mais qui toutefois en reste éloignée. Les harems jouent un grand rôle dans cette société urbaine. Les gouverneurs envoient des filles et même leurs filles à la cour afin de les "haramiser". Elles sont les femmes du monarque et bénéficient de ce fait d'une certaine influence dans la machine administrative. Elles sont là pour défendre les intérêts d'une noblesse provisoire. Notons que l'apparition des harems est une des conséquences de l'urbanisation en Turquie ottomane et en Iran Safavide. Les femmes nomades et les femmes villageoises ne portent pas de voile. L'"Haramisation" des femmes n'était possible que grâce à une "société d'abondance" urbaine.

(1) ch. T. 5. - p. 229.

Le même auteur nous rapporte qu'un de ses amis nommé Rustam Can, avait rendu visite au roi "m'étant venu voir sortir de chez le roi, dit Chardin, il entra d'un air gai, prit un miroir, se mit à ajuster son turban en souriant, et puis il me dit : "Toutes les fois que je sors de devant le roi, je tâte si j'ai encore la tête sur les épaules, et j'y regarde même dans le miroir dès que je suis revenu au logis".

Le roi Ghajar Nasseroddine avait 1000 femmes dans son Harem (1). Le nombre des enfants du roi Fathali atteignait le chiffre faramineux de 830. Ces enfants occupaient souvent des postes importants, les autres se contentaient du seul métier qu'ils connussent : celui d'être prince (2) Les titres jouaient un grand rôle dans la distinction des personnalités en Iran. Ces titres appartenaient tout d'abord aux prêtres : "l'honneur du prédicateur", "le signe de Dieu", "le pilier de la religion". Puis la société évoluant, on décerne ce genre de titres aux autorités administratives : "l'ombre du roi", "la confiance du royaume", "l'oeil du gouvernement" etc.(3)

De 1848 à 1898 le roi avait attribué près de 600 titres, ce qui signifie qu'au début de ce siècle, le roi et ces quelques centaines de familles régnaient dans le pays.

Une couche d'intellectuels

Au sein de cette classe religieuse, beaucoup étaient loin d'avoir une foi orthodoxe. Nombreux sont ceux qui portent le nom de Soufi. Leur doctrine ou plutôt leur philosophie mystique, est essentiellement un enseignement d'amour basé sur l'union mystique.

(1) Cf. Dr J.B. Feuvrier, trois ans à la cour de Perse - Paris, 1899

(2) Reza Shah (1925-1941 durée de son règne) abolit les privilèges des princes de l'ancienne dynastie.

(3 et 4) Une fois ces titres abolis par Reza Shah (1925-41) d'autres, universitaires et militaires le remplacent : "M. le Docteur", "Mr l'ingénieur" etc... D'où l'exode envahisseur vers certains pays étrangers afin de se procurer un titre de doctorat. Pour enseigner à l'université il faut posséder un diplôme universitaire (niveau doctorat) et pour l'obtenir, il est nécessaire de se rendre à l'étranger. Pour cela, on doit, soit être subventionné par l'Etat, soit appartenir aux familles aisées donc à l'appareil d'Etat.

La politique actuelle de l'Etat favorise beaucoup cette couche. Malheureusement l'attention est portée plutôt sur la forme que sur le contenu.

"Le vivant, c'est celui dont la vie se fonde sur celle de son créateur, non celui qui la fonde sur la substance^u de sa forme corporelle, si bien que la réalité de sa vie, c'est sa mort, puisque sa mort est l'accès au degré de la vie primordiale" (1)

Le but et l'intention du Soufi sont d'atteindre la vérité absolue et de bien la comprendre. Il est pour cela obligé de se connaître lui-même ; il cherche cette vérité absolue par l'âme et le coeur. Il considère cette vérité comme l'essence de l'existence et l'âme du monde. Ainsi, toute l'attention du mystique est portée sur la connaissance de Dieu et de lui-même, que le Soufi considère comme possible pour l'homme. On pourra résumer le Tassawof de la manière suivante :

- a) la connaissance de Dieu
- b) la connaissance de soi-même
- c) la recherche du chemin qui mène à Dieu (2)

(1) Louis MASSIGNON : Essai sur les origines du lexique. Technique de la mystique musulmane - pp. 305-306 - PARIS, Librairie Philosophique J. VRIN, 1954

"Si ce visage ami veut répandre mon sang, c'est en dansant de joie que je joncherai sa route avec ma vie, je l'ai bien senti, ma mort sera ma vie" (Djalal-oddine-Roumi ; in textes mystiques d'Orient et d'Occident T.I. - p. 266 éd. par Solange Lemaitre. Cf. St-Mathieu XVI-25

"Qui veut sauver sa vie, la perdra, mais celui qui perd sa vie à cause de moi, la trouvera"

"A mon profond regard

Un vertigineux effroi dérobe ta face

Mais, dans la grâce merveilleuse de l'extase,

Je sens ton contact au tréfond de mon coeur".

AJ. ARBERRY : Le Soufisme - traduction de J. GOUILLARD
 Cahier du Sud - cité par S. LEMAITRE dans "Textes mystiques d'Orient et d'Occident - p. 230

(2) Cf. The "AWARIFU-L-MA'ARIF, par : Shaikh Shahābu-d-Dīn'Umar bin Muhammad-i-Sahrwardi - SAMUEL Weiser inc. New York 1970 - CALCUTTA 1891

Quant aux origines sociales du Tassawof (mysticisme musulman, il faut noter que à l'aube de l'apparition de l'Islam, la pensée du prophète ne pouvait pas être accueillie à la Mecque, cette ville étant le centre commercial de l'Arabie et l'endroit où les idoles étaient conservées. Nous voyons le prophète obligé de quitter cette ville pour se rendre à Médine, où un accueil plus chaleureux lui sera réservé. A cette même époque, la Perse était en proie à différentes contradictions sociales. L'impôt exigé par l'Etat et la religion des mages opprimaient de plus en plus la population, ce qui entraîna l'apparition de MAZDAK.

Dans le même temps, les conditions socio-économiques de la Perse étaient telles que même sans l'apparition de l'Islam, on pouvait s'attendre à des changements. La guerre de la Perse contre les Romains, le manque de sécurité, la misère générale, le luxe de la cour royale (surtout celle de Khosrow-Parviz) avait déjà miné le système gouvernemental des Sâssanides. Il n'est pas étonnant que l'Islam arriva en très peu de temps à envahir la Perse.

A l'époque des Omayyades, la situation change considérablement, les guerres successives et le luxe qui régnait à l'époque préparèrent un milieu favorable au développement des contradictions dans la société islamique. Les Omayyades ne disposaient pas de moyens suffisants pour régner sur l'empire islamique et une division y apparut : ils cédèrent la place aux Abbassides (sauf l'Andalousie qui resta aux mains des Omayyades). Au temps des Abbassides, le pouvoir central était efficace et capable d'écraser toute révolte dans n'importe quel pays conquis. Dans un tel milieu, la pensée mystique trouva le moyen de s'introduire. Mais le mysticisme croissant était accompagné d'une pensée matérialiste sous le règne des Abbassides.

Il est significatif de constater que c'est au 2ème siècle de l'Hégire que les grands mystiques musulmans apparurent. Bien que l'embryon de la pensée mystique se fût déjà formé au début de l'Islam et que le côté métaphysique du prophète et de l'Islam fût assez prononcé, il fallut pourtant attendre le deuxième siècle pour qu'elle mâtîère à son développement.

Les conditions matérielles de l'empire islamique au 2ème siècle présentaient une ressemblance considérable avec celles de l'empire sassanide : d'abord, il existait un gouvernement central chargé de gérer l'empire islamique et les satellites. Dans les provinces, les gouvernements régnaient sur les artisans, les paysans et les commerçants. Si les peuples conquis s'étaient convertis à l'Islam, c'était pour qu'il puisse répondre à leurs aspirations ; mais les gouverneurs n'étaient pas capables d'appliquer les principes de la religion à la gestion, de leurs domaines. C'est pourquoi, les pays conquis essayèrent d'obtenir l'indépendance et de se séparer de la métropole. On assiste à la consolidation du chiisme en Iran.

Bien qu'il y eût une certaine alliance entre les gouverneurs d'Iran et les Califes, on voit que cette alliance ne ménageait que l'intérêt des deux partis. Et le peuple, de nouveau, se trouvait dans les mêmes conditions qu'à l'époque Sassanide.

Il chercha d'autres issues. Il est curieux de constater qu'à cette même époque, on voit les oeuvres des philosophes traduites en arabe, ce qui facilita énormément la propagation de la métaphysique.

On voit, à cette même époque, se multiplier le nombre des "Khanéghah" où les mystiques pouvaient parler entre eux de leurs secrets et "fermer la bouche devant les profanes".

C'étaient des écoles philosophiques secrètes. Ils prétendaient être porteurs de secrets cachés. "A qui on a appris les secrets divins, on mit un sceau sur la bouche et on l'a cousue".

Qu'allaient-ils faire exactement ? Renoncer à l'Islam ? Contester le système gouvernemental des Califes ? Diffuser le panthéisme ? Propager l'athéisme ? Défendre l'Islam du prophète ? ...

On les vit partout répandre leurs opinions en cachette. Ainsi les contestataires du régime gouvernemental islamique trouvèrent un appui fort et fidèle parmi ces initiés.

La Perse fut le lien propice à tout élément s'opposant aux Califes : d'abord en consolidant la doctrine chiiste, ensuite en donnant une extension au mysticisme.

L'époque des Rois Safavides fut marquée par l'accession des Soufis au pouvoir. Mais l'attachement de certains rois aux plaisirs matériels finit par avilir aussi bien le système politique que la doctrine philosophique. Avec eux le temps des soufis, des vrais soufis, fut révolu.

Au 19ème siècle, ce mouvement social spirituel réapparut sous le manteau de la franc-maçonnerie.

Rallié à la franc-maçonnerie française, ce mouvement eut un caractère nationaliste et anti "Russe". Les franc-maçons iraniens ont joué un grand rôle dans la période 1906-1911, période de la révolution constitutionnelle.

Grâce à sa parenté avec l'esprit du mysticisme iranien et surtout à la spiritualité, ce mouvement convient aisément aux goûts du groupe intellectuel, écrasé par l'oppression d'un despote.

"There are few of our European institutions which allure more the curiosity of orientals than freemasonry. Its mysterious secrecy excites their imagination and particularly of those - a very large portion, especially in Persia, - who are disposed to Sooffeeism, or freethinking in religious matters. The accounts they have received of the freemasons of Europe, magnified and probably distored by the channels trthrough which they reach them, dispose them to imagine that to belong to this fraternity is to obtain possession of much mystical and supernatural Know, ledge which is hid from the un initiated ; and I have seldom Known a Persian, of the description alluded to, who did not desire to become a freemason" (1)

Eugène Bernard LEROY prend la défense de la Franc-maçonnerie contre les accusations des ennemis de l'ordre "Les opinions que l'on se fait (en France particulièrement) sur notre Ordre, dans le grand public, ont pour base un certain nombre d'idées fausses extrêmement tenaces qu'il importe avant^I tout d'éliminer. Contrairement aux préjugés courants, la Franc-maçonnerie n'est ni une organisation politique, ni une religion, ni une secte philosophique ; ce n'est pas davantage une association de "courte échelle", et ceux qui viennent y chercher des "moyens de parvenir" ne tardent pas à être amèrement déçus" (2).

(1) James Baillie Fraser : Narrative of the residence of the Persian Princes in London, in 1835 and 1836 - T.1 pp. 231-232.
London, Richard Bentley - New Burling ton street - 1838.

(2) Eugène Bernard Leroy : La Franc-Maçonnerie jugée objectivement, p. 20

En ce qui concerne la Franc-Maçonnerie iranienne, il faut noter que nos Franc-Maçons ont créé, surtout à partir des années vingt de ce siècle un ordre qui recrute ses adhérents parmi des personnes déjà parvenues. Le recrutement s'est fait parmi les tenants des postes politiques influents. Ainsi on voit des grands féodaux, des Ministres, des Princes former ce qu'on pourrait appeler "une chasse gardée". D'où, l'aspect politique de cet ordre et d'où la méfiance du peuple, qui en était écarté (1).

En réalité, ce que nous appelons la "bourgeoisie" ou classe moyenne est, en Iran, la classe des commerçants. Cependant ne nous trompons pas, car mis à part son importance économique et politique, celle-ci ressemble assez peu à la bourgeoisie libérale européenne. Elle est conservatrice, réactionnaire par son esprit. La collectivité des marchands et des artisans le Bazaar (2), ne bougeaient que lorsque leurs propres intérêts étaient en jeu. Ainsi, il n'est pas rare que même de très puissants rois aient dû abolir un décret, parce que le Bazaar, en signe de contestation, avait décidé d'interrompre la vie économique du pays. Soulignons que la puissance des commerçants est inhérente à l'organisation très solidement structurée du Bazaar.

Ces Bazaar étaient le cœur de la ville à laquelle ils insufflaient toute la vie économique. Leur importance au sein de la société iranienne est primordiale.

-
- (1) Ce qui explique les critiques et accusation que l'on peut trouver dans l'ouvrage pamphétiste anti-maçonnerie d'Ismail Raïne : Faramouch-Khāneh va Framaçonnerie dar Iran - 1347 - TEHRAN (1968)
- (2) sur le plan de l'urbanisme il est intéressant de constater que la cour, la Mosquée et le bazar font un même bloc.

Cf. R. Abbassi : Introduction à la sociologie urbaine (la ville de Tehran)
Thèse de 3ème cycle - NANTERRE 1969.

Lieux de commerce et de spéculation bancaire, ils étaient un centre de renseignement "à la pointe du jour". L'extension et la diversité des composantes du Bazaar, alliés à ce fantastique "instrument" qu'est le "téléphone arabe" permettaient en un temps minime, de savoir vers où tournait le vent, et nous connaissons tous les réalités des "rumeurs de Bazaar". Pour les mêmes raisons, c'est un mass medium parfait, grâce auquel se crée l'opinion publique et se fomentent les conspirations politiques.

Au bas de l'échelle sociale, nous trouvons toutes sortes de marginaux, aux professions mineures et souvent hasardeuses, créant un mélange changeant, capable d'exprimer les aspects les plus fantasmagoriques de la vie. C'est le cas des danseurs, des chanteurs et des musiciens ambulants (souvent d'origine juive), des dresseurs de singe et d'ours, des conjurateurs de sort, des jongleurs et bouffons et de maintes autres espèces d'errants.

Au dix-neuvième siècle, le principe fondamental du gouvernement en Iran subit un profond changement. Le mariage entre la cour et la religion avait survécu pour des siècles et même quelques milliers d'années. L'expansion colonialiste exercée par les européens fut un grand élément perturbateur dans le mariage (religion-cour). En effet, dès 1834, année de l'intervention directe des anglais et des russes dans la vie du pays, la cour n'éprouve plus le besoin absolu de l'aide du clergé. Dorénavant, l'Etat exigera des Mallahs (curé), qu'ils s'occupent uniquement des affaires purement religieuses et qu'ils n'interviennent pas dans les affaires d'Etat.

Parallèlement, c'est exactement à cette époque qu'on assiste à l'apparition d'une couche de Mollahs contestataires. Leur rôle politique fut parfois significatif, comme le démontre l'histoire suivante :

En 1890, le Shah avait concédé à la "British Imperial Bank of Persia", le contrôle exclusif de la production et de la vente du tabac en Perse. Le peuple, comprenant que ce monopole exercé par une puissance étrangère interférerait dans les structures économiques du pays, créa un mouvement de protestation. Les Madjtaheds les plus connus et les plus estimés en prirent la tête, en publiant, à travers tout le territoire un ordre interdisant de fumer. Cet ordre fut si consciencieusement suivi que le Shah dû annuler cette concession un an plus tard.

Au sein de la masse, naît une classe sociale, correspondant à une certaine forme de la bourgeoisie occidentale, qui est formée par les commerçants. Le manque d'aristocratie leur garanti un certain rang social, une importance économique et politique, qui pendant longtemps demeureront supérieurs à ceux dont jouissait la même classe en Occident.

Dans les contes, le marchand est, par son importance, proche des ministres, et il va même, par ses richesses et son éducation, jusqu'à concurrencer les princes.

Deux autres personnages typiquement persans, ne s'inscrivent dans aucune des structures sociales, on pourrait, dans notre langage contemporain les surnommer les "Ultra-marginaux". Ce sont le "Luti" et le "Dervishe".

Le plus pittoresque et le plus marquant est le Luti. Il est difficile d'en donner une idée exacte, si ce n'est qu'il semble avoir été à l'origine de l'arlequin occidental. Le Luti revêtait diverses formes sans être lié à aucune d'elles. Joyeux luron, charlatan, bagarreux, poseur et dandy, il était toujours prêt à tirer parti (et profit) du présent. S'il n'appartenait pas souvent, par son origine, à la plus basse classe, il maintenait avec ses membres les meilleurs relations, et posant souvent en défenseur de la veuve et de l'orphelin face aux grands de ce monde. Malheureusement ces Lutis se transformèrent en un groupe dangereux et néfaste. Certains gouvernements les utilisèrent pour former des assassins et une force de frappe contre l'élément populaire.

Quant aux Dervishes, ils étaient avant toute chose des "mendiants saints" passant leur vie à chercher Dieu, ou à répandre leur savoir. Ils arrivaient ainsi à vivre oisivement, spéculant sur les sentiments religieux des gens, et ceux-ci, effectivement, les assumaient (1).

Bien qu'il y ait eu parmi eux des gens honnêtes, le plus grand nombre d'entre eux avaient choisi cet habit afin de ne rien faire, devenant ainsi des parasites sociaux et une vraie plaie public en Iran.

L'esclavage en Orient n'eut jamais la forme inhumaine qu'on lui a donné en Occident. La plupart des esclaves venaient d'Abyssinthe et d'Afrique noire, mais évidemment les esclaves blancs étaient les plus "privés".

(1) Il ne faut pas confondre les mystiques avec les derviches. Le mysticisme iranien, la philosophie des vrais Soufis atteignit son apogée vers la fin du 15ème siècle. Dès cette date, il ne restera plus grand chose de ce mysticisme sinon une caricature déformée.

Les voyageurs occidentaux étaient surpris de voir le traitement humain, presque égalitaire que recevaient les esclaves, hommes ou femmes ; ils n'étaient pratiquement jamais employés aux travaux de force, même pas en agriculture.

En Iran, le prix des esclaves était tel, que seuls les plus riches pouvaient en posséder. Dans la maisonnée patriarcale, ils étaient traités comme les autres domestiques, et si le persan ne payait guère ses serviteurs, du moins avait-il envers eux une attitude paternaliste qui compensait.

Une mention spéciale doit être faite pour les Eunuques. Ceux-ci étaient souvent élevés au rang de précepteur de l'enfant de la maison. Les Eunuques du sérail étaient les confidents du roi et parfois même leur premier conseiller, de sorte que leur influence était considérable. Il n'était pas rare que les Eunuques de la cour soient élevés à de hautes dignités. Ainsi, sous le règne de Fath Ali Shah et de Mohammed Shah, des Eunuques d'origine caucasienne devinrent gouverneurs d'Ispahan et de Yazd, bien qu'ils soient demeurés esclaves jusqu'à leur mort.

Notre examen de la société iranienne en milieu urbain serait incomplet si nous omettions de parler de quatre autres groupes sociaux, vivants eux, par la force des choses, en marge de la société. Ce sont les Arméniens, les Juifs, les Parsis et les Gitans.

La position des Arméniens était celle d'êtres socialement inférieurs. Bien qu'ils n'aient jamais été officiellement persécutés, leur traitement dépendait de l'arbitraire des autorités. La majorité vit dans

des communautés fermées, l'une à Azerbaïdjan, l'autre à Julfa, près d'Ispahan, lieu où Shah Abbas 1er les avaient transplantés, voulant faire bénéficier sa capitale de leur don pour le commerce.

Les juifs, eux, furent toujours considérés comme des parias. Bien qu'ils ne soient plus assujettis à une "taxe sur la personne" ils vivent partiellement dans des ghettos. Ils gagnaient leur vie en tissant la soie, en taillant le verre et comme joailliers. Et plus récemment ils ont obtenu plus de liberté et s'intègrent plus facilement dans la Société iranienne. Cependant, une partie d'entre eux a émigré en Israël, mais certains (les plus riches) ont préféré revenir en Iran, n'ayant pu supporter le racisme des juifs occidentaux. Dans la Société traditionnelle les juifs ne jouissaient pas de grands avantages sociaux et étaient condamnés à exercer des métiers vils (vendeurs des boissons alcoolisées, musiciens ambulants, danseuses lascives et travailler dans les entreprises étrangères).

La situation des Parsis, (zoroastriens) qui demeuraient fidèles à la Foi de leurs ancêtres, était un tant soit peu meilleure. Ils se firent connaître comme de bons et honnêtes marchands. Mais eux aussi étaient assujettis à de honteuses discriminations.

Les mouvements révolutionnaires de gauche ont favorisé l'émancipation des minorités religieuses.

Désavantagées par la société traditionnelle, celles-ci ont fourni de braves combattants aux organisations de tendances socialistes et gauchiste.

Les Gitans, ne se différencient guère de leurs homologues des autres pays, diseurs de bonne aventure et d'adroits chaudronniers.

§ 2 - LA CROISSANCE DE LA POPULATION DEPUIS LE DEBUT DU 19ème SIECLE

Le premier recensement de la population iranienne eut lieu en Novembre 1956 et le second et dernier recensement en novembre 1966.

Avant 1956, il n'existait donc que quelques évaluations des voyageurs occidentaux pour le 19ème siècle et deux dénombrements partiels de la population de certaines villes le premier en juin 1939 et le second en août 1941 pour pouvoir mener à bien le rationnement dû à la seconde guerre mondiale. Un troisième dénombrement assez grossier eut lieu en 1943 pour l'ensemble du pays.

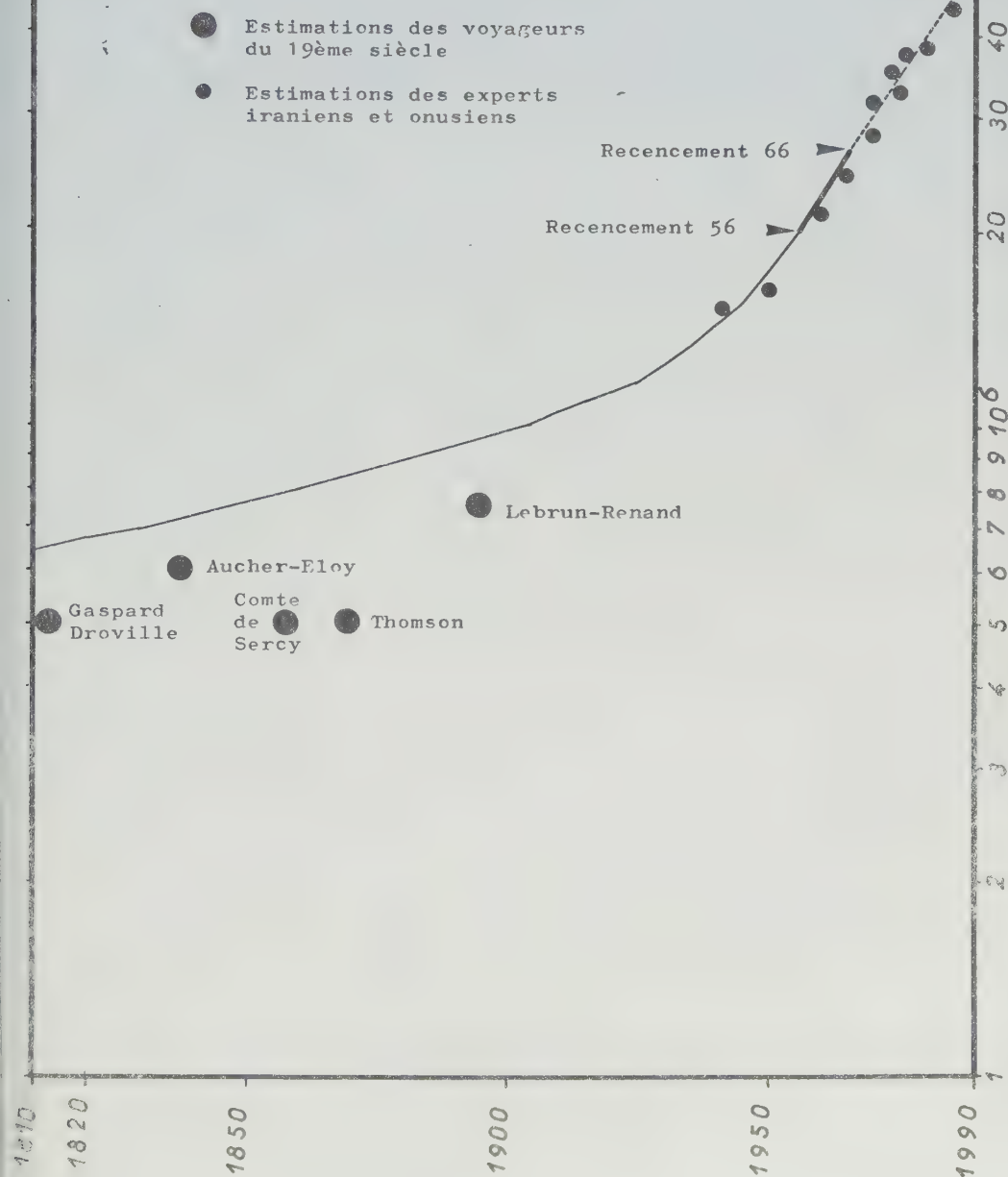
Compte tenu de toutes les données disponibles tant pour la population de l'Iran que pour les principales caractéristiques démographiques (fécondité, natalité, mortalité etc...) des populations d'autres pays mieux connus, nous avons effectués des calculs retrospectifs prolongés jusqu'en 1810 d'une part et des calculs prospectifs à l'horizon 1990.

Le résultat de nos calculs est visualisé sur la figure n° 6 ci-après :

.../...

FIG. 6

LA CHOISSANCE DE LA POPULATION IRANIANNE AU COURS DES
19ème ET 20ème SIECLES



Quant à la justification de nos estimations contenues dans le tableau 2 que nous confrontons à celles d'autres experts, on consultera le tableau 3 qui relève les taux de croissance annuels retenus par nous-même et d'autres experts ou chercheurs pour la population iranienne ainsi que les taux de croissance implicites de la population mondiale d'après les estimations de P. Baïroch (1).

Nos hypothèses de calculs sont donc basées sur les taux de croissance de la population. En Iran le taux de croissance apparent a été de 3 % par an entre 1956 et 1966, dates des deux derniers recensements. Il aurait été de 1,9 % entre 1943 et 1956, c'est-à-dire entre le "dénombrement global et le premier recensement. Mais en fait, ce dernier taux de croissance n'a aucun sens à notre avis, car le dénombrement de 1943 ayant été effectué pour les besoins du rationnement il est fort possible que certains se sont faits compter plusieurs fois afin d'avoir plusieurs tickets de rationnement. Mais l'exagération des populations urbaines a dû être atténuée par le fait qu'il n'a pas été possible de dénombrer certaines catégories de population difficilement accessibles.

Les deux points relativement sûrs pour nos calculs furent donc les populations de 1956 et de 1966. A partir de là, moyennant quelques précautions sur les taux de croissance observés dans cette partie du monde, nous avons supposé qu'il était plausible d'admettre pour l'Iran du début du 19^{ème} siècle un taux annuel de croissance de 0,4 %. Ce taux s'est progressivement élevé avant d'atteindre un tournant explosif vers les années 1950 (voir tableau 3).

(1) P. Baïroch - Directeur d'Etudes à l'E.P.H.E. - VI^{ème} section
 "Le Tiers Monde dans l'impasse" - Edit. Gallimard - Coll. Idées
 n° 250 PARIS 1971.

Tableau n° 2 - LA CROISSANCE DE LA POPULATION IRANIENNE AU COURS
DES 19ème et 20ème SIECLES SELON LES DIFFERENTES ESTIMATIONS ET
SELON NOS PROPRES CALCULS

en milliers d'hab.							
Années	Experts Bharier	(1) iraniens et ousiens	Nos calculs	Années	Experts Bharier	iraniens et ousiens	Nos calculs
1810	:	:	6.550	1885	:	-	45.880
1820	:	:	6.810	1890	:	-	53.440
1830	:	:	7.090	1891	:	-	51.140
1840	:	:	7.380	Dénombrement (1943) et recensements			
1850	:	:	7.680	(1956 - 1966)			
1860	:	:	8.080	taux de			
1870	:	:	8.490	croissan			
1880	:	:	8.920	ce annuel			
1890	:	:	9.380	implicite			
1900	9.860	:	9.860	1943	:	15.200	:
1905	10.210	:	10.210	1956	:	18.955	1,95
1910	10.580	:	10.570	1966	:	25.789	3,10
1915	10.960	:	10.950	Données des recensements corrigés			
1920	11.370	:	11.330	pour tenir compte des lacunes			
1925	11.780	:	11.850	statistiques			
1930	12.590	:	12.390	La fiabilité de nos calculs			
1935	13.520	:	13.280	selon les périodes :			
1940	14.550	:	14.240	1810 - 1900 plus ou moins de 10 %			
1945	15.660	:	15.640	1900 - 1950 - : - 5 %			
1950	17.580	16.585	17.190	1950 - 1975 - : - 2 %			
1960	22.830	21.500	21.180	1975 - 1990 - : - 5 %			
1965	26.300	24.549	24.550				
1970	30.350	29.256 28.358	28.740				
1975	-	34.143 33.152	33.640				
1980	-	38.769	39.380				

(1) La ligne supérieure, experts iraniens, la ligne inférieure experts ousiens

Tableau n° 3 - TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DE LA POPULATION IRANIENNE
SELON LES ESTIMATIONS

P E R I O D E S		BHARIER	%	O.N.U.	%	EXPERTS IRANIENS	%	ABBASSI	%
1810	1850	-	:	-	:	-	:	0,4	:
1850	1900	-	:	-	:	-	:	0,5	:
1900	1920	0,7	:	-	:	-	:	0,7	:
1920	1930	1,0	:	-	:	-	:	0,9	:
1930	1940	1,45	:	-	:	-	:	1,4	:
1940	1950	1,0	:	-	:	-	:	1,9	:
1950	1960	2,7	:	2,6	:	-	:	2,4	:
1960	1965	2,9	:	2,7	:	-	:	3,0	:
1965	1970	2,9	:	2,9	:	-	:	3,01	:
1970	1975	-	:	3,2	:	3,1	:	3,1	:
1975	1980	-	:	3,2	:	-	:	3,2	:
1980	1985	-	:	3,1	:	-	:	3,1	:
1985	1990	-	:	-	:	-	:	3,1	:

Tableau n° 3 - (suite) TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DE LA POPULATION
 MONDIALE D'APRES LES ESTIMATIONS DE PAUL BAIRROCH -
 LE TIERS MONDE DANS L'IMPASSE - page 96 -
 Les calculs sont effectués par nous-mêmes.

P E R I O D E S		MONDE	%	PAYS DEVELOPPES	%
1700	1800	0,46		0,55	
1800	1860	0,50		0,63	
1860	1880	0,51		1,25	
1880	1900	0,67		1,41	
1900	1920	0,61		0,89	
1920	1930	1,10		1,15	
1930	1950	1,00		1,05	
1950	1960	1,80		1,30	
1960	1970	1,90		1,20	

Tableau n° 4 -- POPULATION IRANIENNE AU 19ème SIECLE D'APRES LES
ESTIMATIONS DES VOYAGEURS

en millier

ANNEE	HABITANTS	
1812	5.000	(1)
1838	6.000	(2)
1858	5.000	(3)
1869	5.000	(4)
1894	7.500	(5)
1900	8.000	(6)

(1) Droville Gaspard, voyage en Perse en 1812 et 1815
2ème édition, Paris, 1825.

(2) Aucher Eloy, Relation de voyage en orient de 1830 à 1838
Paris 1842.

(3) de Sercy (comte) une Ambassade extraordinaire, La Perse en 1839
PARIS 1840 - page 140

(4) Thomson "La Perse, sa population, ses revenus, son armée, son commerce"
in bulletin - soc. Géog. - 15ème série, coll. XVIII Paris 1869

(5) Lebrun-kenaud, La Perse politique et militaire au XIXème siècle
Paris 1869

(6) Cl. Auet, La Perse en automobile - Paris 1905.

L'examen du graphique 6 montre combien les voyageurs du 19ème siècle avaient sous-estimé la population iranienne. Certes, nos calculs sont approximatifs et il peut y avoir une erreur d'estimation de notre part, de l'ordre de 10 % en plus ou en moins pour la période 1810 - 1900. Mais, nous avons effectué nos calculs sur la base du territoire actuel, or, au début du 19ème siècle, une partie du Caucase appartenait à l'Iran et qui fut par la suite annexée par la Russie. Il résulte de cette observation que les estimations des voyageurs occidentaux du 19ème siècle sont inférieures de 30 à 40 % à la réalité d'alors selon que l'on tient compte du Caucase ou que l'on l'exclut.

Par contre pour la période du 20ème siècle les estimations tant des experts iraniens qu'onusiens se trouvent bien regroupées autour de la courbe qui résulte de nos propres estimations.

La prolongation de la tendance à l'horizon de 1990 fut relativement aisée compte tenu du fait que d'une part les migrations internationales (entrées ou sorties nettes des iraniens et des étrangers) sont relativement peu importantes et d'autre part la dynamique de la croissance démographique, due à l'énorme proportion des jeunes femmes à l'âge de procréer, ne saurait être sensiblement infléchie dans un avenir aussi rapproché par des mesures de planning familial. (1)

Ainsi, le cap de 50 millions d'habitants sera-t-il franchi dès 1988 d'après nos calculs qui ne peuvent être entachés d'une erreur probable de plus de 5 %.

(1) Nous traiterons de ce problème dans un paragraphe consacré à l'analyse démographique.

§ 3 - LA DENSITE GEOGRAPHIQUE DE LA POPULATION

Le territoire iranien est très inégalement occupé par la population. Cette inégalité est en partie due à la diversité des conditions géographiques et climatiques du pays qui ont été étudiées plus haut (chapitre 1 - première partie). Mais elle est due aussi pour une bonne part à l'excès de centralisation politique et administrative et au fait que les gouvernements ont, dans le passé, favorisé telle ou telle région au détriment d'autres parties du territoire qui ont été délibérément négligées.

D'après les données du recensement de 1966, plus de la moitié de la population iranienne (51 %) vivait dans 6 départements sur 21. La superficie totale de ces 6 départements ne constitue que 18 % du territoire national. D'un autre côté, 18 % de la population peuple d'une manière clairsemée 50 % du territoire national.

Voici les 6 départements avec le pourcentage de population nationale et la densité :

	% de la population nationale	Densité habitants au Km2
OSTAN MARKAZI	19	54
GUILAN	7	48
HAMEDAN	4	44
MAZENDERAN	7	39
AZARBAIDJAN EST	10	39
- OUEST	4	35
TOTAL 6 Départements	51	45

Les 6 départements où le peuplement est le moins dense sont les suivants (recensement de 1966) :

	% de la population nationale	Densité habitants au Km ²
SEMNAH	0,8	2,5
SISTAN-BALOUTCHESTAN	1,9	2,8
KERMAN	3,2	4,4
ILES ET PORTS D'OMAN	1,3	5,3
KHORASSAN	9,8	8,0
ILES ET PORTS DU GOLF PERSIQUE	1,0	9,4
TOTAL 6 départements	18,0	5,7

Ainsi la densité géographique varie de 2 à 54 habitants au kilomètre carré. Le prochain recensement prévu pour 1976 fera probablement ressortir des inégalités encore plus importantes entre les départements déshérités et ceux entourant la capitale.

L'Iran n'arrive pas à prendre véritablement possession de son espace national. Comme le dit le Professeur André PIATIER, cela équivaut à une perte de territoire conquis par l'ennemi (1), page 32.

(1) "Un Etat qui n'a pas une politique d'aménagement du territoire parfaitement liée à son effort de planification, n'arrive pas à prendre véritablement possession de son espace national. Le danger est moins visible mais aussi grave que la perte de province conquises par un ennemi éventuel" - André PIATIER. Introduction générale de "Structures traditionnelles et développement" de M. Petit-Pont - Travaux du Centre d'Etude des Techniques Economiques Modernes (CETEM) Editions Eyrolles et d'Organisation - PARIS 1968 - P. XXVIII.

Sur la figure 7, la densité de la population est indiquée non plus au niveau des ostans et Farmandarikols (départements) mais à un échelon inférieur de Chahrestans (sous-préfecture). Nous voyons que l'est et le sud-est du territoire national ne sont pratiquement pas occupés : moins de 5 personnes au kilomètre carré. Cette partie blanche de la carte correspond, certes, grosso modo aux régions désertiques au sens agronomique du terme, mais il est évident que cette partie désertique du territoire tendra à s'étendre en l'absence d'une politique de mise en valeur (agricole ou minière).

Nous sommes persuadés que le prochain recensement qui aura lieu en 1976, fera assombrir davantage les parties hachurées du nord et du nord-ouest tandis que la partie blanche restera ou s'étendra vers l'ouest.

Cependant, la croissance démographique est telle que malgré les migrations massives vers le nord et le nord-ouest (cf. infra) les densités antérieures² des régions peu habitées risquent fort de se maintenir.

Par exemple à Sistan-Baloutchestan (Sud-est du pays) la densité qui était de 2,4 habitants au km² en 1956 est passée à 2,8 en 1966. Mais c'est là un phénomène plutôt sociologique qu'économique. Les Baloutches qui peuplent cette région n'émigrent pas facilement vers d'autres régions du pays, même si les conditions économiques ne sont pas très favorables dans cette partie du territoire.

DENSITÉ DE LA POPULATION EN 1966

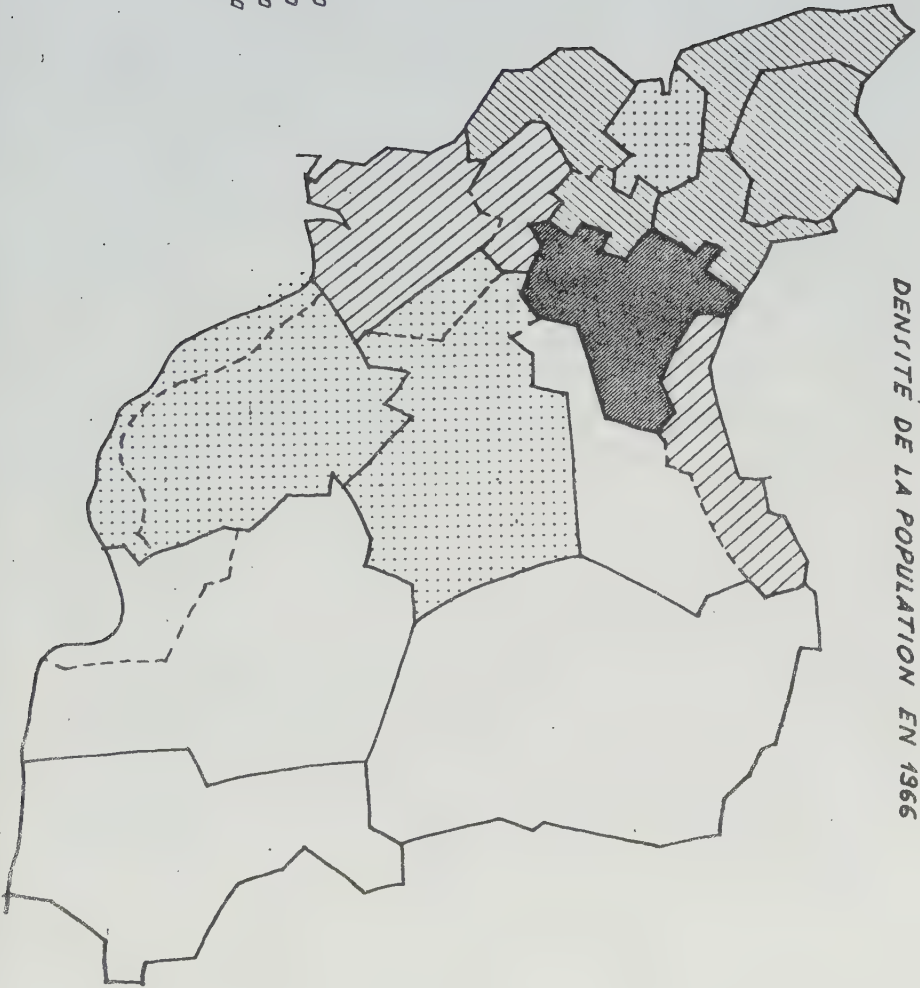


Tableau n° 5 -- DENSITE DE LA POPULATION DANS LES DIFFERENTES REGIONS DE L'IRAN
LORS DES DEUX DERNIERS RECENSEMENTS

Ostans et farmandarikols (Départements)	Superfi- cie km ²	1956		1966		
		populat. milliers	Densi- té km ²	popul. milliers	Densi- té km ²	
T O T A L	1.648.000	18.954.704	11,5	25.789	15,6	
Ostans :						
O. Markazi (central	60.761	2.717.309	44,7	4.985	54,5	
Guilân	48.624	1.629.699	33,5	1.755	48,0	pas compar.
Mâzandarân	155.166	1.683.905	10,9	1.845	39,0	pas compar.
Azarbaydjan est	73.682	2.142.270	29,1	2.636	39,3	
Azarbaydjan ouest	35.391	721.136	20,4	1.087	34,9	
Kermânchâhân	59.448	1.376.989	23,2	819	33,3	pas compar.
Khouzestan	117.712	2.068.503	17,6	1.707	26,4	pas compar.
Fârs	148.668	1.320.614	8,9	1.585	11,9	pas compar.
Kermân	225.173	789.345	3,5	842	4,4	pas compar.
Khorâssân	314.283	2.007.581	6,4	2.521	8,0	
Esfahân	197.400	1.513.577	7,7	1.706	11,2	pas compar.
Sistan-Baloutchestan	177.832	428.363	2,4	503	2,8	
Kordestan	33.860	555.413	16,4	620	24,8	
Farmandarikols : En 1956 compris dans les Ostans						
Hamadan	20.182	compris Kermânchâhân		890	44,1	
Semnân	81.598	compris Mazendér		208	2,5	
Lorestân	31.383	comp. Khouzistan		767	24,5	
Iles et ports d'Oman	66.557	comp. Kerman		349	5,3	
Tchehârmahâl Bakhtiari	14.820	comp. Esfahân		301	20,3	
Iles ports Golf Persique	27.653	comp. Fârs		259	9,4	
Ilâm	18.162	comp. Kermânchâhân		213	11,7	
Kohkilouyé-Boweyr Ahmadi	14.261	comp. Khouzestan		190	13,4	
Zandjan	compris dans Guilân 22.000					
Yazd	compris dans Esfahân 57.000					

Pour les comparaisons valables des densités entre 1956 et 1966, voir tableau 5 bis.

Tableau n° 5 bis - DENSITES DE LA POPULATION PAR PROVINCE EN 1956 et 1966 -
DONNEES COMPARABLES.

	1956	1966	Différence
O. Markazi central	45	82	+ 37
. Guilân	34	36	+ 2
Mâzandarân	11	13	+ 2
Azarbaydjan est Azarbaydjan ouest	} = 26	34	+ 8
Khouzestan	18	21	+ 3
Fârs	9	11	+ 2
Kermân	4	5	+ 1
Khorâssân	6	8	+ 2
Sistan-Baloutchestan	2	3	+ 1
Kordestan	21	26	+ 5

COMPARAISONS INTERNATIONALES

L'Iran est le pays le moins peuplé de la région du point de vue du nombre d'habitants au kilomètre carré.

L'annuaire de statistiques de l'O.N.U. 1972 (paru en 1973) donne les indications suivantes sur la base des estimations de la population au milieu de l'année 1971 (sauf pour Pakistan 1970).

IRAN	= 18	SYRIE	= 35
IRAK	= 22	TURQUIE	= 44
JORDANIE	= 24	ISRAEL	= 146
AFGANISTAN	= 27	PAKISTAN (et BENGLADESH)	= 121

La faible densité iranienne parmi les pays de la région s'explique essentiellement par le fait que les plus grands déserts de cette partie du monde se trouvent justement sur le territoire iranien.

LA DENSITE BIOLOGIQUE EN IRAN

La présence de grandes étendues désertiques en Iran oblige le chercheur à faire de nouveaux calculs de densité.

Le premier calcul que nous avons effectué consiste à éliminer les surfaces inutiles (déserts et montagnes ne permettant ni l'agriculture ni l'élevage). Ainsi en 1973 il y aurait en Iran 25 habitants au km². La densité est encore très faible en Iran même en éliminant les déserts et montagnes.

La densité biologique proprement dite se calcule sur la base des terres utilisées pour l'agriculture et l'élevage.

En Iran un hectare de terre nourrit à l'heure actuelle 1,5 habitants. Ce chiffre indique à la fois la pauvreté de la terre et celle des techniques agricoles.

DENSITE DE LA POPULATION ACTIVE AGRICOLE PAR HECTARE DE TERRES

Un autre genre de calcul peut être effectué de la manière suivante : On considère d'une part la surface agricole et d'autre part la population active travaillant dans l'agriculture.

Un premier calcul de ce genre a été effectué en Iran par Chasteland (1) après le recensement agricole de 1960 mais uniquement pour les terres agricoles irriguées.

Les résultats que nous reproduisons ci-après (tableau 6) montrent aussi la grande diversité du pays quant à la densité des agriculteurs par hectare de terres irriguées. Les variations vont de 0,32 agriculteurs pour un hectare de terre irriguée à Kerman, à 1,4 agriculteurs pour la même surface à Kordestan.

La densité d'agriculteurs dépend non seulement de la variété des cultures mais aussi de la mécanisation agricole. Cependant la présence d'une machine agricole ne repousse pas automatiquement le surplus de main d'oeuvre agricole, si bien qu'une terre de même surface peut être travaillée à la fois par une pléthore de main d'oeuvre et un parc de machines agricoles important. Ce fait a été qualifié de "sous-emploi agricole" par les économistes et les sociologues spécialisés dans les problèmes des pays du Tiers-Monde. Nous reviendrons sur ce sujet lors de nos analyses sur les problèmes de chômage.

(1) La population de l'Iran 1956-1986 - Université de Téhéran
- En français -

Tableau n° 6 - DENSITE DE LA POPULATION AGRICOLE DU SEXE MASCULIN
(TRAVAILLANT UNIQUEMENT DANS L'AGRICULTURE) DE 10 ANS,
ET PLUS PAR HECTARE DE TERRES IRRIGUEES DANS LES
DIFFERENTS OSTANS D'IRAN - en 1960 -

Source : recensement de l'agriculture (1)

		Terres agricoles irriguées 1000 ha		Agriculteurs de 10 ans et + masc.		Densité par ha de terres irriguées	
TOTAL	IRAN	100	4.766	100	3.040.826	0,64	
OSTANS :							
O. Markasi (centr.)		11	519	7	203.099	0,39	
Guilân		7	322	11	332.044	1,03	
Mâzandarân		5	236	10	314.489	1,33	
Azarbaydjan est		12	529	14	428.032	0,81	
Azarbaydjan ouest		6	279	4	135.536	0,49	
Kermâncâhân		5	223	8	228.345	1,02	
Khuzestan		10	451	9	262.889	0,58	
Fârs		12	536	7	212.711	0,40	
Kermân		7	316	3	101.708	0,32	
Khorâssân		21	935	13	381.333	0,41	
Esfaân		4	188	6	186.908	1,00	
Sistan-Baloutchestan		2	110	2	72.750	0,66	
Kordestan		2	71	3	100.087	1,40	
Tchehârmahâl Bakhtiari		1	50	3	80.895	1,61	

(1) Cité par Chasteland, la population de l'Iran 1956-1986
Université de Tehrân.

§ 4 - ANALYSES DEMOGRAPHIQUES

Les caractéristiques démographiques de la population iranienne, qu'il s'agisse de la natalité, de la fécondité ou de la mortalité etc... sont assez mal connues. C'est ce qui explique le fait que chaque chercheur retient un taux d'accroissement différent de tous les autres (cf supra le tableau n° 3).

On peut dire qu'à l'heure actuelle, il y a, dans les écrits, autant de taux d'accroissement démographique qu'il y a de chercheurs s'intéressant aux problèmes de la population iranienne.

D'où vient ces divergences ?

Tout d'abord comment calcule-t-on le taux de croissance de la population ?

La première méthode, celle qui est la plus simple consiste à prendre les données des deux derniers recensements de la population effectués en 1956 et 1966. De la sorte, on calcule d'abord un taux d'accroissement décennal que l'on transforme ensuite en taux annuel, en supposant qu'il n'y a eu pendant cette période aucun changement dans les différents éléments de l'accroissement. C'est-à-dire que la natalité, la mortalité et les migrations internationales (Iran-étranger) n'ont pas varié.

Cette mesure donne le taux d'accroissement total qui est différent du taux d'accroissement naturel. Mais beaucoup de chercheurs estimant que les migrations entre l'Iran et les pays étrangers peuvent être considérées comme négligeables et donc que l'accroissement total peut être assimilé à l'accroissement naturel. Cet argument est valable. Mais ce qui ^{est} contestable

c'est le degré d'exactitude des deux recensements.

En démographie, pour apprécier le degré d'exactitude d'un recensement on utilise diverses méthodes dont la plus simple est le test du rapport de masculinité par âge ou par groupe d'âge.

L'analyse du recensement de 1956 met en évidence un sous-dénombrement du sexe féminin et celle du recensement de 1966 un sous-dénombrement du sexe masculin dans les classes d'âge 15-25 ans (1) ce qui peut s'expliquer par le service militaire d'une durée de 2 ans qui effraie la population masculine de ce groupe d'âge qui se dissimule.

Les données brutes des recensements sont ensuite ajustées par les chercheurs ou experts-démographes selon les différentes méthodes. Selon que l'on utilise telle ou telle méthode, on aboutit à des totaux différents et par conséquent à des taux d'accroissement différents.

Ainsi, les calculs et estimations pour le taux d'accroissement annuel peuvent varier de 2,6 % (le IVème plan de développement économique et social - 1968 - 1972) à 3,3 % pour la période 1966 - 1971 (Nasser - Maroufi BOZORGI - Article publié dans la brochure bilingue français-anglais et intitulée "Quelques aspects démographiques de la population d'Iran"- Téhéran 1968 page 14).

(1) Cf. Thèse 3ème cycle démographie de M. ZANDJANI Habibollah sur "perspectives de vieillissement de la population iranienne" Université René Descartes - Sorbonne - PARIS 1973-1974.

Cf. également l'excellente analyse démographique de MM. CHASTELAND Jean-Claude et AMANI (Mehdi) et de Mme PUECH Odile intitulée "La population de l'Iran, perspectives d'évolution 1956-1986" Université de Téhéran 1966.

Même les experts démographes de l'O.N.U. qui ont pourtant une très bonne réputation ne sont pas d'accord entre eux. Dans les différentes publications onusiennes que nous avons consultées, il y a des différences notables.

Voici quelques taux de croissance retenus suivant les publications :

Annuaire démographique	O.N.U. - 1971 =	3,3 %
Annuaire de statistiques	O.N.U. - 1971 =	3,0 %
-	-	- 1972 = 2,88 %

Finance et développement B.I.R.D. Mars 73 = 2,90 %

Ces divergences proviennent, d'une part de la méthode d'ajustement (ou de pas d'ajustement) des données brutes et d'autre part de la méconnaissance des deux principales composantes de l'accroissement démographique : la natalité et la mortalité.

La natalité est la composante dite "invariable", du fait qu'elle ne varie pas sensiblement à court ou à moyen terme sauf des mesures très énergiques de planning familial comme par exemple en Inde.

Par contre la mortalité est considérée comme la variable "significative" car c'est la diminution rapide de celle-ci qui permet au Tiers-Monde d'enregistrer de forts taux d'accroissement naturel de population.

Nous allons étudier donc ces deux principales composantes en liaison avec les composantes secondaires, telles que la nuptialité, la divorcialité, la fécondité d'une part et la mortalité infantile, la sur-mortalité féminine, l'espérance de vie à la naissance etc... d'autre part.

LA NATALITE

Les premiers calculs des taux de natalités ont été effectués en Iran en 1964 par le centre de statistiques qui proposait les résultats suivants :

Villes	=	38,9	pour	1000
Villages	=	53,6	-	-
Iran entier	=	48,3	-	-

Mais ces taux n'ont aucun sens puisqu'ils ont été calculés sur la base de statistiques fausses ou incomplètes fournies par le "Bureau d'Enregistrement de l'Etat-Civil".

Comme le fait remarquer M. Mehdi AMANI, Professeur de Démographie à l'Université de Téhéran, 33 % des enfants ne sont pas enregistrés dans la catégorie d'enfants nés dans l'année (1).

Le test du rapport de masculinité des naissances enregistrées entre 1961 et 1970 montre des variations telles qu'il est difficile d'attribuer la moindre confiance à ces données du "Bureau d'Enregistrement de l'Etat Civil". D'après les données du tableau 16 page 46 de l'Annuaire de Statistiques de l'Iran - 1970, nous avons calculé, les rapports de masculinité des naissances suivants :

Nombre d'hommes pour 100 femmes

1961 - 105	1966 - 108
1962 - 102	1967 - 108
1963 - 110	1968 - 104
1964 - 112	1969 - 102
1965 - 95	1970 - 105

(1) Cf. L'article sur "Essai d'évaluation du sous enregistrement des enfants de moins d'un an au recensement de 1956" in "Quelques aspects démographiques de la population d'Iran" Téhéran 1968 page 52 - en français.

Ainsi les variations du rapport de masculinité des naissances entre 95 et 112 en l'espace d'un an montrent clairement qu'il faut éliminer cette source de renseignement pour le calcul du taux de natalité.

Pour remédier à l'insuffisance des statistiques, il y a eu un certain nombre d'enquêtes partielles qui ont été étendues à l'Iran entier sur la plan des résultats.

La première enquête est celle des chercheurs de l'I.N.E.D. (Institut National d'Etudes Démographiques) France, dans 173 villages au Sud de Téhéran, en 1950. Les résultats commentés par L. HENRY (1) font ressortir un taux de 51,4 ‰ (p. 1.000).

ALI HADJ YOUSSEF (2) cite les résultats d'une enquête plus récente effectuée en 1968. Le taux de natalité serait d'après cette enquête, de :

49,0 ‰ pour l'ensemble du pays

38,0 ‰ pour 4 villes provinciales

NASSER MAROUFI BOZOEGI (3) de l'Institut des Recherches Sociales de l'Université de Tehrân a effectué des calculs basés sur les résultats des deux recensements et "les différentes enquêtes" (sic). Ses estimations des taux de natalité se résument comme suit selon les périodes.

(1) "Aspect démographique d'une région rurale d'Iran"
in Revue Population - Paris 1953 - n° 3

(2) Statistiques sociales (Recueil)

(3) "Population projection par Iran" - 1956 - 1976
article publié dans la brochure bilingue, français
anglais, intitulée "Quelques aspects démographiques de la
population d'Iran" - Tehrân 1968

1956 - 1961 = 50,44 ‰

1961 - 1966 = 50,39 ‰

1966 - 1971 = 49,38 ‰

Etant donnée l'imprécision de ses données de base, il nous paraît étonnant qu'il ait pu citer des taux aussi précis (à 100.000ème près).

Les données citées dans les annuaires de statistiques de l'O.N.U. sont les estimations de la "Population division".

<u>Date de l'annuaire</u>	<u>Période d'estimation</u>	<u>Taux de natalité</u> ‰
1961	1956 - 61	45,0
1971	1965 - 70	45,4
1972	1965 - 70	45,4

Parmi tous les taux de natalité que nous venons de citer quel peut-être le taux le plus plausible ?

Nous utiliserons la méthode d'analogie en comparant les données des pays voisins sur les taux de natalité et leurs composantes secondaires. Le tableau (7) suivant est extrait de l'annuaire statistique de l'O.N.U. 1972 qui nous permet des comparaisons bien qu'il y ait une certaine marge d'imprécision avec les données précédentes que nous avons récapitulées.

L'étude de ce tableau nous permet d'affirmer que les estimations de l'O.N.U. pour les taux de natalité et de fécondité sont très probablement inférieures à la réalité. Le taux de natalité le plus probable pour l'IRAN devrait être de 49 ‰.

L'INTENSITE DE LA NUPTIALITE

Le nombre de personnes mariées et surtout la précocité de mariage déterminent dans une large mesure la fécondité des femmes et les progrès sanitaires aidant, la baisse de la mortalité infantile taux de natalité d'une population.

Tableau n° 7 - COMPARAISONS DES TAUX DE NATALITE ET DE LEURS COMPOSANTES
SECONDAIRES DE L'IRAN AVEC LES PAYS VOISINS

PAYS	ANNEES	NATALITE	NUPTIALITE	DIVORCIALITE	FECONDITE
I R A N	1965-70	45,4	5,7	0,5	161,8
TURQUIE	1967	39,6	-	0,3	-
SYRIE	1965-70	47,5	7,8	0,5	126,3
IRAQ	1965-70	49,3	2,9	0,4	60,5
AFGANISTAN	1965-70	50,5	-	-	-
KOWEIT	1965-70	43,3	3,8	1,4	190,0
PAKISTAN	1965-70	50,9	-	-	247,0
IRAN d'après les autres sources (voir paragraphes précédents)					
=====					
L. HENRY	1950	51,4	-	-	242,9
Hadj YOUSSEF	1968	49,0	-	-	-
N. M. BOZORGI	1966-71	49,4	-	-	-
CASTELAND	1966	50,5	-	-	223,0

Source : O.N.U., et autres

Taux bruts de nuptialités, de divorcialités et de natalité sont calculés pour 1.000 habitants. Les taux de fécondités, pour les enfants nés vivants pour 1.000 femmes de 10 à 49 ans.

Les très grandes différences, entre les pays de la région quant aux taux de nuptialité proviennent soit des définitions de la nuptialité (nuptialité totale ou nuptialité légitime), soit des conditions juridico-sociales de l'âge du mariage (1).

En ce qui concerne l'Iran le taux de nuptialité donné par l'ONU (5,7 %) semble bien correspondre à la réalité. Nos calculs sur les résultats du recensement de 1966 selon l'état matrimonial des personnes confirment à peu près ce taux.

La proportion de célibataires définitifs (ceux qui ont peu de chances de se marier et donc de procréer) donne une idée assez précise de la nuptialité par le raisonnement "à contrario".

On peut voir ainsi que l'Iran a une des plus fortes nuptialités féminines par rapport à ses voisins immédiats.

En effet, 1,2 % seulement des femmes âgées de 50 ans ne se sont jamais mariées et peuvent être considérées comme des célibataires définitifs. Seulement le Pakistan devance légèrement l'Iran. La comparaison avec les pays développés comme la France ou les Etats-Unis montre la distance séparant entre deux groupes de pays (voir tableau 8).

La nuptialité est incomparablement plus élevée en Iran et chez ses voisins que dans les pays occidentaux.

(1) En Iran, l'article 1041 du code civil fixe l'âge minimum pour le mariage à 15 ans révolus pour les filles et à 18 ans pour les garçons. Cependant la limite inférieure pour les filles n'est pas respectée. A la campagne les mariages à moins de 15 ans sont très fréquents pour les jeunes filles. Le recensement de 1966 a montré que la population féminine de 10 à 14 ans était déjà mariée dans les proportions suivantes selon l'habitat :

villes = 1,2 %, villages = 2,7 %

Tableau n° 8 - PROPORTION DE CELIBATAIRES DEFINITIFS PAR SEXE DANS LES
DIFFERENTS PAYS COMPARES A L'IRAN

En % de la population âgée de 50 ans

P A Y S	Années de recensement	Sexe masculin	Sexe féminin
IRAN	1956	4,0	1,2
IRAK	1957	5,0	4,2
PAKISTAN	1961	2,5	0,9
TURQUIE	1960	2,5	1,8
TUNISIE	1956	2,5	2,3
FRANCE	1954	9,0	8,0
U.S.A.	1960	7,0	6,5

Célibataires définitifs : ceux qui ne se sont jamais mariés à l'âge de 50 ans.

Source : J.C. CHASTELAND et collaborateurs

"La population de l'Iran perspectives d'Evolution 1956-1986"

Université de Tehran 1966 (en français)

LA PRECOCITE DE LA NUPTIALITE

Les relations entre la précocité du mariage et l'importance de la descendance sont bien connues. Nous montrerons simplement ici que le mariage est très précoce en Iran (en particulier pour le sexe féminin) en comparaison avec les autres pays.

L'âge moyen des femmes au premier mariage serait 18,6 ans d'après les résultats du recensement de 1956, soit un peu plus élevé qu'au Pakistan (16,5 ans) mais nettement moins élevé que dans les autres pays voisins, la Turquie et l'Irak. En France, l'âge moyen des femmes au mariage est 5 ans de plus qu'en Iran (le temps de prendre une avance de 3 à 4 enfants sur les françaises).

Cependant, de l'avis des spécialistes (1) cet âge moyen des femmes au premier mariage serait sous-évalué du fait qu'une partie de la population féminine mariée avant l'âge légal de 15 ans aurait soit caché son mariage soit déclaré un âge plus élevé qu'en réalité.

Selon une enquête réalisée en 1965, même à Tehran, 1,7 % des femmes mariées auraient contracté leur mariage avant l'âge légal de 15 ans (2).

On sait pourtant que dans les zones urbaines l'âge moyen des femmes est plus élevé qu'à la campagne. Par exemple dans les villes de la Province de Guilon le recensement de 1956 fait ressortir l'âge moyen des femmes au premier mariage à un peu plus de 20 ans.

(1) Voir Chasteland Op. cit.

(2) Cf. Bagher SAROUKHANI "Le choix du conjoint en Iran et en Occident" Thèse de Doctorat ès lettres PARIS Sorbonne Publiée par la Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence - page 74 Tableau VI.

Tableau n° 9 - L'AGE MOYEN AU PREMIER MARIAGE EN IRAN ET
DANS CERTAINS AUTRES PAYS

P A Y S	Dates de recensement	Sexe masculin	Sexe féminin	!!
IRAN	1956	25,5	18,6	!
IRAK	1957	26,7	20,2	!
PAKISTAN	1961	23,9	16,5	!
TURQUIE	1960	24,7	19,2	!
				!
TUNISIE	1956	26,5	20,4	!
				!
FRANCE	1954	26,0	23,0	!
U.S.A.	1960	26,4	20,7	!

Source : J.C. CHASTELAND et collaborateurs

"La population de l'Iran perspectives d'Evolution 1956-1986"

Université de Tehran 1966 (en français)

La principale caractéristique de la nuptialité féminine est donc sa précocité. Nous pensons que les données relativement les plus sûres sont celles de Tehrân.

C'est la raison pour laquelle nous nous pencherons à étudier de plus près l'âge des femmes Tehraniennes au mariage.

La figure 8 montre que les deux sources de renseignements que nous avons utilisés ne donnent aucune distribution pouvant se rattacher à la loi de Gausse. Il semble plutôt qu'il y ait trois distributions différentes selon l'âge au mariage puisque la distribution sur un graphique gousso-arithmétique permet de tracer 3 droites de Henry (sur une distribution parfaitement normale tous les points devraient se situer sur une seule droite qu'on appelle communément droite de Henry).

Cependant, la figure montre bien que plus de la moitié des femmes se marient avant l'âge de 21 ans.

D'autre part on remarque que près de 95 % des femmes se sont mariées avant l'âge de 29 ans.

La précocité du mariage des iraniennes tend à prendre le dessus sur le mariage tardif d'après l'étude des statistiques chronologiques :

En effet, les mariages conclus après l'âge de 27 ans étaient de 27,6 % en 1960. Cette proportion est tombée progressivement à 18,7 % en 1965 en passant par 22,9 % en 1963 (1).

(1) SAROUKHANI Op. cit. page 79.

L'âge modal reste fixé autour de 16 - 18 ans pour les femmes de Tehran et de Mach'had : respectivement 28,7 % et 39,8 % des femmes (1).

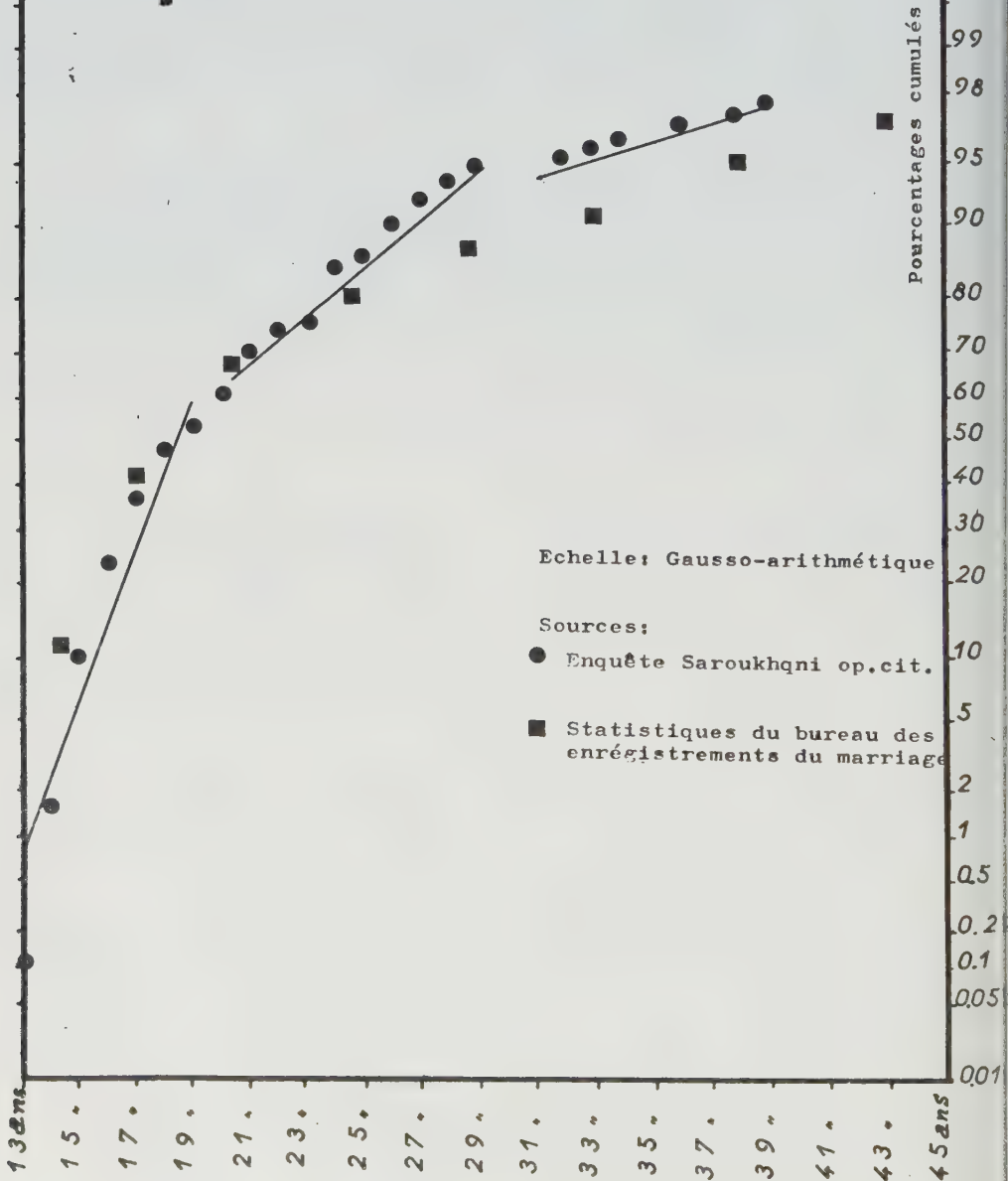
D'après la même enquête, les femmes estiment que l'âge souhaitable pour le mariage est de 18 ans et moins, dans la proportion de 75,5 % à Mach'had..

La tendance effectivement observée de la précocité grandissante des mariages ainsi que la tendance souhaitée par les femmes auront sûrement de grandes conséquences à l'avenir sur la natalité en anéantissant par exemple les mesures de planification familiale actuellement en cours.

(1) J.C. CHASTELAND et collaborateurs d'Etudes sur la fécondité et quelques caractéristiques des femmes mariées - Tehran 1968

Fig. 8 LE DISTRIBUTION DES TEHRANIENNES MARIEES SELON L'AGE AU MARIAGE

-Ajustements graphiques: droites de Henry-



LA FECONDITE ET L'ATTITUDE DE LA POPULATION A L'EGARD
DU NOMBRE D'ENFANTS

Le taux de fécondité des iraniennes estimé par l'O.N.U. (tableau 7) nous paraît un peu en dessous de la réalité. Nous l'estimons légèrement supérieur à 220 ‰ ou si l'on veut, le taux avancé par Chasteland, expert des Nations-Unies en Iran, 223 ‰ en 1965 - 66 nous paraît acceptable pour des raisons que nous verrons en étudiant les naissances et l'attitude à l'égard des naissances.

Nous allons voir aussi que la fécondité en Iran a plutôt tendance à augmenter pour les femmes mariées jeunes.

D'après une enquête effectuée en 1965 par la Section Démographique de l'Institut d'Etudes et de Recherches Sociales de l'Université de Tehrân (1), le nombre moyen d'enfants nés vivants par femme mariée une fois (moyen tous âges) est de 3,9 à Tehrân et de 4,5 dans le reste du pays (2).

Le questionnaire utilisé permettait de rassembler des données sur le niveau de la fécondité (légitime) actuelle et rétrospective. Dans les 4 districts ruraux et la ville de Tehrân, on peut observer pour 1965 1966 les différences spatiales et temporelles suivantes :

-
- (1) J.C. CHASTELAND et collaborateurs d'Etudes sur la fécondité et quelques caractéristiques des femmes mariées Tehrân 1968 - Publication bilingue, anglais-français
 - (2) L'enquête a été menée dans la capitale auprès de 2800 ménages et dans 4 districts ruraux auprès de 4.800 ménages.

**Tableau 10 - FECONDITE RETROSPECTIVE ET ACTUELLE (légitime)
A TEHRAN ET DANS 4 DISTRICTS RURAUX**

Fécondité retrospective (nombre moyen d'enfants nés vivants)			Fécondité actuelle (nombre annuel de naissances vivantes pour 1.000 femmes mariées)		
4 districts ruraux	Tehrân		4 districts ruraux	Tehrân	
Tous âges	45 - 49 ans		Tous âges	Tous âges	
4,47	3,76		295 ‰	210 ‰	
45 - 49 ans	Tous âges				
7,59	3,89				

Source : J.C. CHASTELAND et collaborateurs

"La population de l'Iran perspectives d'évolution 1956-1986"

Université de Tehran 1966 (en français)

On notera l'écart très sensible existant entre les villages et Tehrân. Cependant, il faut aussi noter que la descendance finale observée à Tehrân (plus de 5 enfants) demeure encore très élevée, en comparaison avec celles des pays dits malthusiens où l'on observe une descendance finale de 2 à 3 enfants en moyenne pour les femmes âgées de 45 à 49 ans.

L'attitude à l'égard du nombre d'enfants varie légèrement suivant que les femmes ont déjà des enfants ou non, (voir tableau 11 et fig. 9).

Il y a également des différences assez sensibles entre la réalité (nombre d'enfants nés vivants pour les femmes de 40-49 ans) et le nombre d'enfants souhaitables.

Université de Tehran

On voit sur la figure 9 que le mode se déplace vers la gauche indiquant une tendance vers la diminution du nombre d'enfants, suivant les distributions :

En effet les fréquences maxima des réponses se situent comme suit:

	<u>Nombre d'enfants</u>	<u>% de femmes</u>
Nombre d'enfants nés vivants		
Réponses des femmes de 40 à 49 ans	6	13,7
Nombre d'enfants souhaitables pour les femmes de tous âges ayant ou non déjà des enfants	4	37,5
Nombre d'enfants souhaitables pour les femmes sans enfants tous âgés	2	39,0

Pour plus de détails voir tableau 11 suivant.

A la question, "Quel est le nombre idéal d'enfants, pour une famille complète ?" - il se trouvait des femmes pour répondre plus de 15 enfants à Tehrân.

Voici la répartition en %

Tableau n° 11 - REPARTITION EN %

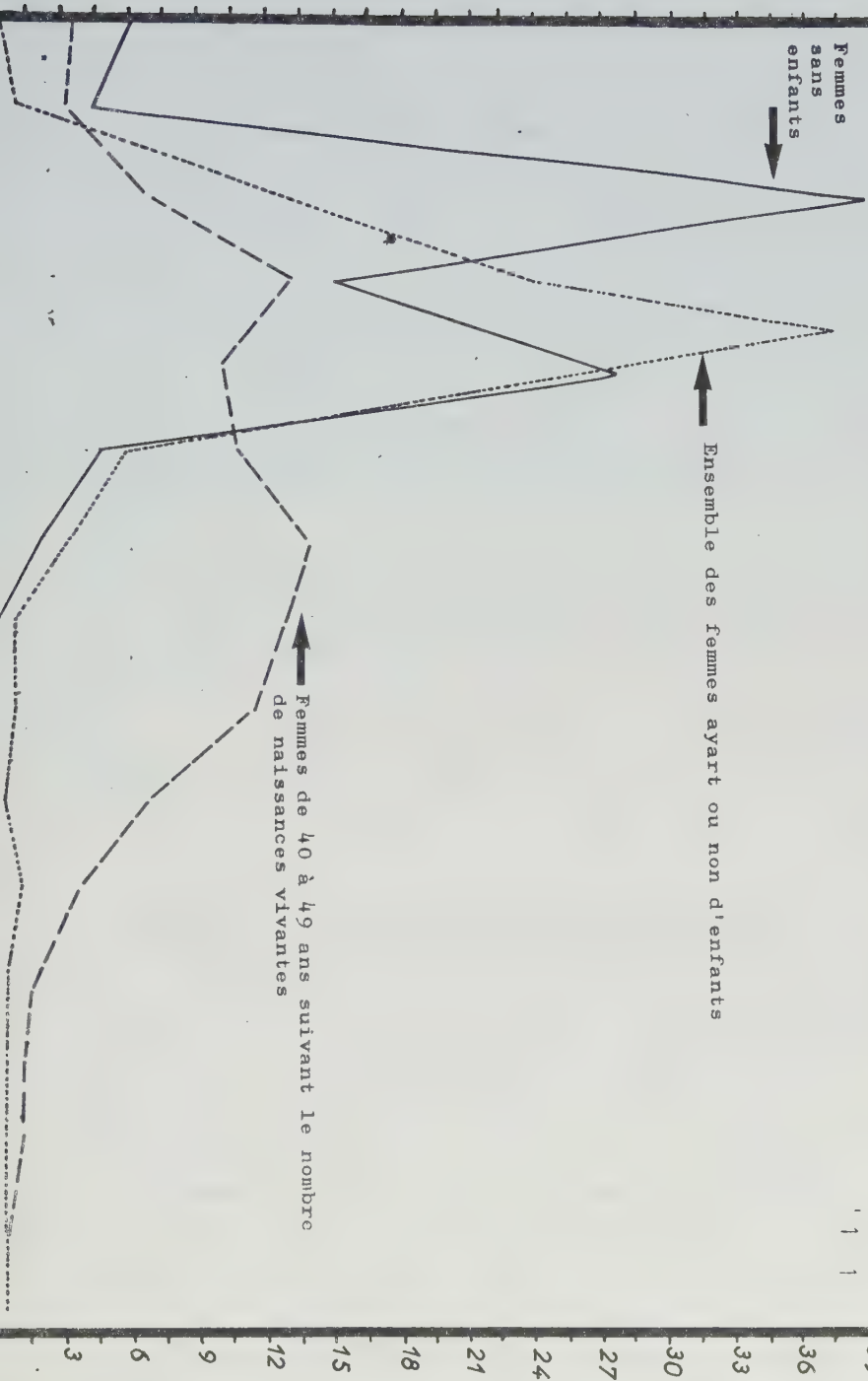
Répartition des réponses des femmes sans enfants sur le nombre idéal d'enfants	Nombre d'enfants	Répartition des réponses - Nbre idéal Tous âges avec ou sans enfant	Répartition des femmes de 40-49 ans suivant le nombre d'enfants nés vivants
5,0	0	0,0	3,6
4,0	1	1,0	3,1
39,0	2	25,0	6,9
15,0	3	24,1	13,3
27,5	4	37,5	10,0
4,5	5	5,8	10,7
2,0	6	3,5	13,7
-	7	0,7	12,9
-	8	0,6	11,1
-	9	0,2	6,7
1,5	10	1,1	3,8
-	11	0,1	1,8
-	12	0,2	1,3
-	13	-	0,9
0,5	14	0,1	0,2
-	15 et +	0,1	-
100,0		100,0	100,0

Source : J.C. CHASTELAND et collaborateurs

"La population de l'Iran perspectives d'évolution 1956-1986"

Université de Tehran 1966 (en français)

Fig. 9 Répartition des Tehraniennes selon le nombre idéal d'enfants et selon le nombre observé de naissances vivantes en 1966



Une enquête plus récente (1971) montre que la fécondité légitime diminue quelque peu à Tehrân pour le groupe d'âge de 15 à 44 ans alors qu'elle augmente dans certains petits groupes d'âge et en particulier dans le groupe le plus jeune (15 - 19 ans).

La comparaison des résultats de l'enquête 1971 avec celui de 1966 confirme la tendance à la diminution du nombre d'enfants souhaitables, diminution qui devient, en quelque sorte, réalité actuelle.

Tableau n° 12 - TAUX DE FECONDITE LEGITIME DES FEMMES PAR GROUPES d'AGE EN 1966 et en 1971 (Naissances vivantes pour 1.000 femmes)

	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	15-44
1965	341	354	249	165	142	55	221
1971	408	285	219	173	127	66	185
Variations en %	+ 20	- 19	- 12	+ 5	- 10	+ 20	- 16

Source : Zandjani Habibollah "Perspectives de vieillissement de la population iranienne" Thèse 3ème cycle PARIS Sorbonne 1974 - page 44.

NOTE METHODOLOGIQUE

Les deux enquêtes en question n'étaient pas directement comparables. Celle de 1966 portait sur un échantillon aléatoire de 2797 ménages, alors que celle de 1971 ne retenait qu'un échantillon (aléatoire ?) de 1.338 femmes mariées de 15 à 49 ans.

Pour annuler l'effet de différence des deux échantillons, la Section d'Etudes Démographiques de l'I.E.R.S. de l'Université de Tehrân aurait pris la précaution suivante : prendre au hasard d'après la structure par âge des femmes mariées de 1971, un nombre égal à celui de la nouvelle enquête parmi les questionnaires des femmes interrogées en 1966.

Il est évident que la précaution n'est pas suffisante pour les comparaisons par petits groupes d'âge quinquenaux, sauf pour les deux premiers (15-19 et 20-24 ans) étant donné la faiblesse des effectifs de l'échantillon.

On peut cependant considérer que pour le grand groupe d'âge de 15 à 44 ans la comparaison reste valable à 5 % près.

En conclusion on peut dire que la fécondité légitime des Tehraniennes a pu enregistrer une diminution entre 1966 et 1971 de l'ordre de 10 à 20 %.

LA PLANIFICATION FAMILIALE ET SES EFFETS SUR LA FECONDITE

Les mesures préliminaires pour la limitation des naissances semblent avoir débuté dès 1966, en prélude à la préparation du IVème plan de la santé 1968-1972 avec l'introduction sur le marché des procédés contraceptifs pharmaco-chimiques tels que "la pilule".

Dans l'enquête dont il a été question dans le sous-paragraphe sur la fécondité plus de la moitié des femmes de Tehrân (58 %) avaient entendu parler des "pilules", ce qui indique que l'introduction de ce procédé contraceptif avait été accompagnée d'une campagne d'information relativement efficace (du moins efficace dans la capitale).

Cependant l'impact de ces premières mesures n'a pas dû être très grand, car en 1971, les experts ad-hoc de l'O.N.U. à leur arrivée à Téhéran se sont mis à faire un "background" (rétrospective) très pessimiste pour voir le chemin parcouru depuis 1966 (1).

Ils ont estimé en effet que le taux de croissance de la population pour 1971 serait encore de près de 3,2 %, bien que, pendant cette période, les centres de planification familiale aient reçu quelques 200.000 personnes à Téhéran et 800.000 dans d'autres localités (2).

Le premier plan d'ensemble pour l'abaissement de la fécondité a été préparé par ces mêmes experts en 1971.

Parmi les mesures proposées, il y avait l'élévation de l'âge minimal au mariage. Sur la demande du Département de planification familiale le gouvernement a soumis au parlement, en 1972 un projet de loi dans ce sens. Mais 2 ans après ce projet n'était pas encore ratifié.

Le V^eème Plan de développement entré en vigueur en Mars 1973 (et suspendu fin 1973 pour être révisé à la suite de la croissance inattendue des recettes de devises en provenance du secteur pétrolier) met l'accent sur la limitation des naissances. Toute la première partie de ce plan est consacrée à ce problème.

L'objectif final est de réduire le taux d'accroissement de la population à 1 % dans les 15 prochaines années.

(1) Cf. Population and family planning in Iran.
Note by the secretary général of - United Nations
7 april 1971 réf. St/SOA/SER R/13 page 4

(2) Annuaire statistique d'Iran - 1970-71 page 138

"Afin d'arriver à cet objectif, il est prévu que la décroissance de la natalité durant le 5ème Plan serait de 7 %, le taux de natalité passant de 47 % à 40 %. Compte tenu de la baisse du taux de mortalité au cours de cette période (1973-1977) de 16 % à 14 %, le taux d'accroissement annuel de la population devrait se réduire de 3,1 % à 2,6 % à la fin de la période" (1).

Pour atteindre cet objectif, le contrôle des naissances qui concerne actuellement 6 % des femmes à l'âge de procréation devrait s'étendre à 20 %.

Au cours de la période quinquennale précédente (1968-1972) les dépenses engagées pour le programme de la limitation des naissances ne se sont élevées qu'à 6,7 millions de dollars. Or, le Vème Plan prévoit une somme 17 fois supérieure à celle du 4ème Plan, soit l'équivalent de quelques 113 millions de dollars.

LA MORTALITE

A cause de l'imprécision des statistiques fournies par le Bureau d'Enregistrement de l'Etat Civil, on ne connaît pas comme il faut, le taux de natalité que nous venons d'exposer.

En effet, comment se fier à des statistiques comme celles du tableau 11 suivant lequel la surmortalité masculine aurait atteint des niveaux incroyables.

Mais comme nous allons le voir la surmortalité existe plutôt du côté des femmes.

(1) Le Vème Plan développement- texte anglais page 137.

En l'absence de statistiques précises sur la mortalité "enregistrée", les experts d'Iran et des Nations Unies ont effectué quelques estimations basées sur des résultats d'enquêtes partielles, corrigées par les résultats "ajustés" des recensements.

- Estimations des experts des Nations-Unies

Les estimations des taux de mortalité varient suivant les périodes d'estimation (rien de plus naturel puisque ce taux est sensé être en constante diminution) et aussi suivant les experts. Voici quelques taux de mortalité.

SOURCES	Années d'estimation	Taux en % o
Mission O.N.U. planning familial	1951	20,0
- - - -	1961	17,0
Annuaire statistique O.N.U.	1961	25,0
- - -	1971	16,0
- - -	1965-70	16,6
Mission O.N.U. planning familial	1971	14,0

Les variations de taux sont trop considérables aussi bien dans le temps que suivant les experts ONUSIENS pour formuler la moindre préférence avant de voir les résultats des **calculs** effectués par les démographes iraniens.

- Calculs et estimations des démographes iraniens :

Les taux de mortalité iraniens ne devraient pas en principe s'éloigner beaucoup de ceux des pays voisins comme la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan etc... Aussi bien c'est par analogie que nous nous

proposons de choisir pour l'Iran le taux de mortalité le plus plausible.

Après avoir voici quelques taux de mortalité proposés par les chercheurs :

SOURCE	Période de référence	Taux ‰
MEHDI AMANI	1950	21,8 (1)
NASSER MAROUFI BOZORGI	1956 - 61	24,46
- - -	1961 - 66	20,41
Enquête du Centre de Statistiques	1963	15,0
NASSER MAROUFI BOZORGI	1966 - 71	16,17
HADJ. YOUSSEFI (données de base) (parues en 1971)	1968	19,0

Pour les références précises - Cf. sous-paragraphe
Natalité et Fécondité.

Les taux de mortalité des pays voisins seraient d'après les
annuaires de l'O.N.U. comme suit dans l'ordre décroissant :

SOURCE	Période de référence	Taux ‰
AFGANISTAN	1963 - 70	26,8
PAKISTAN	1963 - 70	18,4
JORDANIE	1963 - 70	16,0
IRAK	1963 - 70	15,0
SYRIE	1963 - 70	15,0
TURQUIE	1967	14,5
ISRAEL	1971	16,0

(1) Pour les régions rurales seulement - Enquête du Ministère
de la santé publique en collaboration avec la Fondation Rockefeller
172.

Compte tenu de tous ces éléments de comparaison, nous estimons que le taux de mortalité en Iran devrait se situer dans les années 65 -70 entre 15 et 17 % et plus vraisemblablement autour de 16 %.

La mortalité infantile, qui constitue plus du quart de la mortalité générale serait de 134 % d'après Nasser Maroufi Bozorgi pour la période 1966 - 71 (1) et de 100 % d'après Habibollah Zandjani (2).

Ces taux sont à rapprocher de ceux du Pakistan (1965-70) 142 % et de Turquie (1967) 153 % d'après l'O.N.U. Le taux actuel de mortalité infantile en Iran devrait se situer autour de 120 % ou si l'on veut entre 100 et 140 %. Car ici la fourchette d'incertitude nous semble plus large.

LA SURMORTALITE FEMININE

D'après les résultats des deux derniers recensements, il apparaît nettement qu'il y a surmortalité féminine.

En effet, le rapport de masculinité des naissances qui est de 105, passe à 108 pour le groupe d'âge de moins de 5 ans. Il y aurait ainsi une surmortalité féminine dans ce groupe d'âge tout jeune.

Quand on considère le groupe d'âge de 65 ans et plus on s'aperçoit que le rapport de masculinité s'élève à 114, ce qui veut dire qu'avant cette limite d'âge il y a eu plus de décès de femmes que d'hommes.

L'ESPERANCE DE VIE A LA NAISSANCE

Celle-ci est estimée à 50 ans par l'O.N.U. Hadj Youssef confirme

(1) Quelques aspects Démographiques de la population d'Iran. Op. Cit.
 (2) Thèse 3ème cycle. Op. Cit.

ce ceux dans une étude récente (1), en donnant de plus quelques détails supplémentaires. L'espérance de vie à la naissance serait légèrement supérieure dans les villes (52,5 ans) à celle des villages (47,5 ans).

Habibollah Zandjani (2) accepte la durée de 50 ans comme espérance de vie à la naissance pour 1966 tout en l'estimant à 52 ans pour 1971.

A un ou deux ans près ceci nous paraît acceptable dans la mesure où l'espérance de vie à la naissance dans les pays voisins se situe à peu près à ces niveaux d'après l'O.N.U.

TURQUIE	54,5 ans
SYRIE	52,8 ans
IRAK	51,6 ans
PAKISTAN	
Hommes	53,7 ans
Femmes	48,8 ans.

Pour l'Iran, personne à notre connaissance n'a calculé l'espérance de vie à la naissance pour les sexes séparément.

Mais, compte tenu de la surmortalité féminine que nous avons signalée plus haut, nous pouvons estimer que l'espérance de vie à la naissance la plus plausible serait la suivante selon les sexes :

Hommes	53 ans
Femmes	49 ans
Les deux sexes	51 ans.

(1) La population Iranienne dans les deux recensements 1956-1966
Tehran, 1972.

(2) Thèse 3ème cycle op. cit.

Il faut noter que la surmortalité féminine est surtout due au taux excessif de la fécondité. Nous avons vu Supra que près de 26 % des femmes ont procréé 8 enfants et plus parmi lesquels 2 % ont eu même plus de 12 enfants.

§ 5 - LES MIGRATIONS INTERNES DE LA POPULATION ET L'URBANISATION

Historiquement, l'Iran, après avoir connu la civilisation urbaine la plus ancienne vit ses populations se désintéresser de la vie sédentaire en général et de la vie urbaine en particulier, sous la poussée des invasions (mongoles et turcomanes).

Au début du 20ème siècle, les quatre cinquième de la population (10 millions au total) est rurale.

La proportion de population urbaine ne s'accroît guère jusqu'en 1940. Elle passe de 21 % en 1900 à 22 % en 1940. Mais, dès 1940 tout change sous la poussée de l'exode rural.

La croissance de la population urbaine atteint un taux annuel de 4,1 % contre 1,1 % pour la population rurale dans la décennie 1940-1950.

Depuis 1950, l'urbanisation continue de s'accélérer et on ne voit pas quand ce processus pourrait connaître une certaine stabilisation.

Dans la décennie des années 50, le taux de croissance annuel des populations urbaines atteint une moyenne de 4,7 %. Dans la décennie suivante il monte à 4,9 % et selon les experts de l'O.N.U., qui, pour la première fois, se risquent à faire des prévisions de populations urbaines à l'horizon de 1985 pour l'ensemble des pays du monde (1), ce taux de croissance devrait se maintenir dans les 10 ou 15 années à venir à ce niveau élevé.

C'est un taux de croissance explosif, car il implique le doublement des populations de villes tous les 14 ans. En 1974, 14 millions d'iraniens vivent dans les villes. Ils seront donc 28 millions en 1988. Cela implique la construction de 3 millions de logements supplémentaires nouveaux en 14 ans, sans compter le renouvellement du parc immobilier existant dont une partie est constituée de logements en pisés, de taudis de toute sorte, d'habitations troglodytiques (1) souterraines. Nous traiterons plus bas de toutes les implications socio-économiques de l'urbanisation accélérée de la population iranienne. En quelques dizaines d'années des millions de villageois ont émigré dans les villes, si bien qu'en 1974 43 % de la population iranienne réside dans les agglomérations de 5.000 habitants et plus (2).

La moitié de la population iranienne résidera dans les villes vers 1982-83 (voir figure 10 et tableau 13). A l'exception de l'Irak, l'Iran sera en avance sur ses autres voisins immédiats, comme la Turquie, le Pakistan, la Syrie.

En effet, les comparaisons internationales dans la région montrent que le taux d'accroissement de la population urbaine est très élevé en Iran et en Irak et beaucoup plus lent dans les autres pays (voir figure 11 et tableau 14).

En Irak, le taux d'accroissement de la population urbaine qui était moins élevé qu'en Iran dans la décennie 1950-1960, 3,9 % contre 4,7 %, s'accélère dans la décennie suivante et dépasse l'Iran : 5,1 % contre 4,9 %. On a l'impression qu'en Irak l'urbanisation se fait par bond alors qu'en Iran, la "vitesse de croisière" est régulière à un rythme élevé.

(1) cf. notre mémoire de diplôme IEDES - Paris 1969 sur "les conditions économiques des troglodytes à Tehran", pages 54-55.

(2) La définition de localité urbaine repose uniquement sur le poids démographique. Le seuil de 5.000 habitants a été retenu par l'Iran sur la recommandation des experts de l'O.N.U.

Tableau n° 13- LA POPULATION (URBAINE ET RURALE) DE L'IRAN AU XXème SIECLE.

6

10

122

ANNEE	TOTAL	URBAINE	RURALE
1900	9,86	2,07	7,79
1905	10,21	2,14	8,07
1910	10,58	2,22	8,36
1915	10,96	2,30	8,66
1920	11,37	2,39	8,98
1925	11,78	2,47	9,31
1930	12,59	2,64	9,95
1935	13,52	2,86	10,66
1940	14,55	3,20	11,35
1945	15,66	3,96	11,70
1950	17,58	4,89 *(4-5) ONU	12,69 (12-0) ONU *
1955	19,88	6,05 -	13,83 -
1960	22,83	7,76 ± (7-1)	15,07 (14-3) ONU *
1965	26,30	10,03 * (9-1) ONU	16,27 (15-3) ONU *
1970	28,20	11,50 *	16,70 *
1975	33,10	14,70 *	18,40 *
1980	38,60	18,50 *	20,10 *
1985	45,--	23,20 *	21,80 *

Sources : O.N.U. - * Le reste du tableau a été
 puisé dans Economic Development in Iran
 1900 - 1970 EMARIBR.

Fig. 10 LA CROISSANCE DE LA POPULATION IRANIENNE SELON L'HABITAT
1900-1985

En million

population rurale

population urbaine

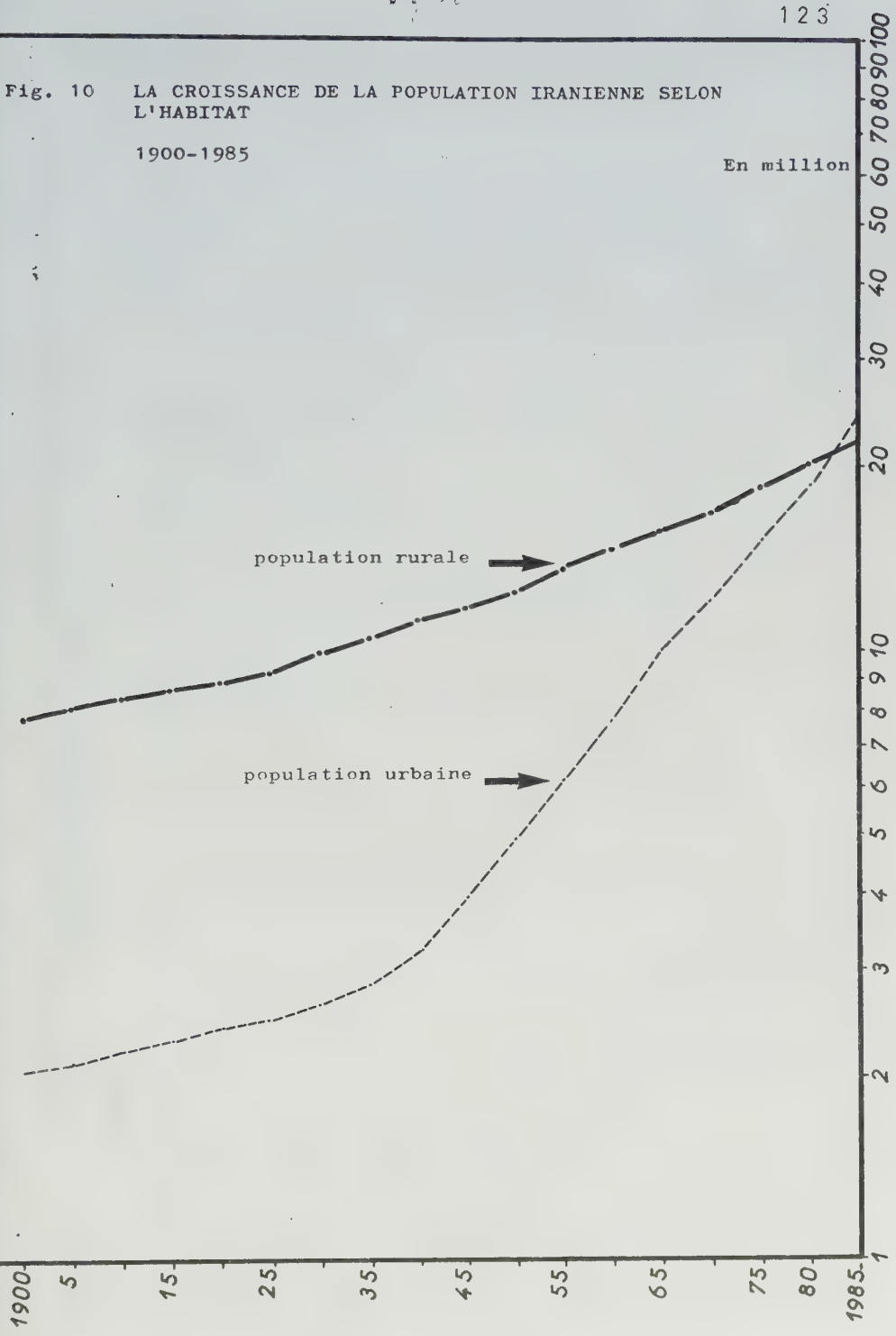


Fig. 11 LES PROPORTIONS DE POPULATIONS URBANISEES EN IRAN ET CHEZ SES VOISINS AU COURS DE LA SECONDE MOITIE DU 20e. SIECLE

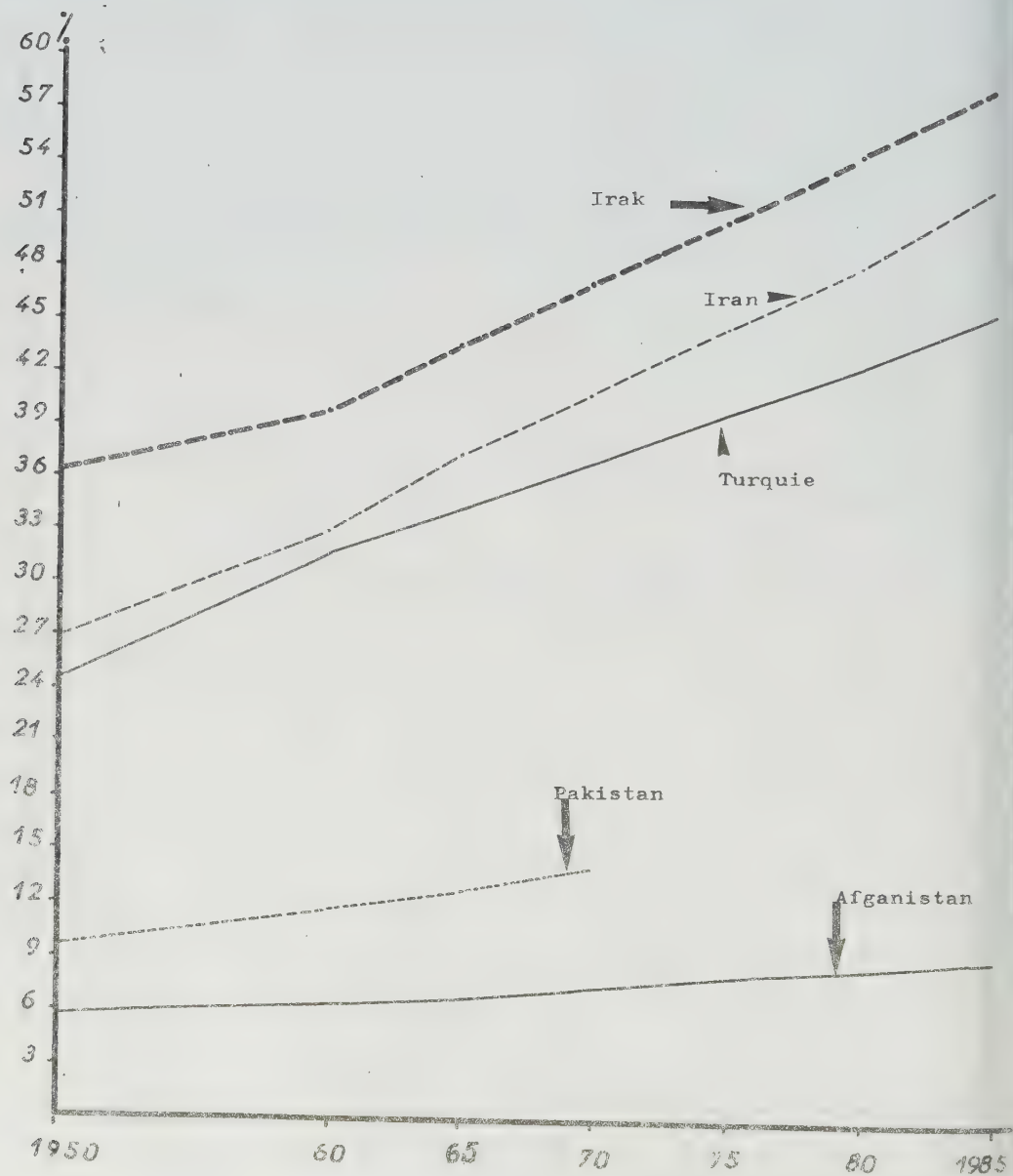


Tableau n° 14 - POPULATIONS URBAINES, RURALES, TOTALES ET PROPORTIONS D'URBAINS EN IRAN ET DANS QUELQUES PAYS VOISINS -en milliers-

		Taux de croissance annuel en %											
		1950	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010
Afghanistan	U	700	900	1.050	1.268	1.541	1.878	2.277	2,6	3,5	4,0	3,4	3,4
	R	11.198	12.900	14.001	15.710	17.760	20.128	22.684	1,4	2,0	2,4	2,1	2,1
	T	11.898	13.800	15.051	16.978	19.301	22.006	24.961	1,5	2,1	2,6	2,1	2,1
	%	5,88	6,52	6,98	7,47	7,98	8,53	9,12	-	-	-	-	-
Iran	U	4.500	7.134	9.172	11.575	14.707	18.597	23.249	4,7	4,9	4,8	4,8	4,8
	R	12.085	14.366	15.377	16.783	18.445	20.172	21.801	1,7	1,5	1,8	1,8	1,7
	T	16.585	21.500	24.549	28.358	33.152	38.769	45.050	2,6	2,8	3,1	3,1	2,9
	%	27,13	33,18	37,36	40,82	44,36	47,97	51,61	-	-	-	-	-
Pakistan (avant la sécession de Bangladesh)	U	7.620	11.880	14.994	19.193	-	-	-	4,6	4,9	-	-	-
	R	69.000	88.497	101.336	117.705	-	-	-	2,5	2,9	-	-	-
	T	76.620	100.377	116.330	136.898	-	-	-	2,7	3,1	-	-	-
	%	9,95	11,84	12,89	14,02	-	-	-	-	-	-	-	-
Irak	U	1.884	2.767	3.561	4.565	5.870	7.558	9.689	3,9	5,1	5,1	4,8	4,8
	R	3.296	4.178	4.619	5.125	5.702	6.352	7.044	2,4	2,1	2,1	2,2	2,2
	T	5.180	6.945	8.180	9.690	11.572	13.910	16.733	3,0	3,4	3,7	3,4	3,4
	%	36,37	39,84	43,53	47,11	50,73	54,34	57,90	-	-	-	-	-
Turquie	U	5.154	8.725	10.674	13.127	16.151	19.743	23.931	5,4	4,2	4,1	4,5	4,5
	R	15.655	18.784	20.473	22.436	24.595	26.784	28.919	1,8	1,9	1,7	1,8	1,8
	T	20.809	27.509	31.147	35.563	40.746	46.527	52.850	2,8	2,6	2,7	2,7	2,7
	%	24,77	31,72	34,27	36,91	39,64	42,43	45,28	-	-	-	-	-

Source : O.N.U. Annuaire statistique 1972 - Estimations - (Les calculs ont été effectués par nous-mêmes).
U = Urbain ; R = rural ; T = Total.

Par contre, le taux d'accroissement de la population urbaine en Turquie, qui était le plus élevé de la région dans la décennie 1950-60 (5,4 %) se ralentit très nettement dans les années 1960-70 : 4,2 % par an.

Pour les projections 1970-1985, les experts de l'ONU considèrent les taux suivants d'accroissement annuels des populations urbaines :

IRAK	:	+ 5,1 % par an
IRAN	:	+ 4,8 % " "
TURQUIE	:	+ 4,1 % " "
AFGANISTAN	:	+ 4,0 % " "

L'EXODE RURAL

La croissance rapide des populations urbaines est due pour une part à l'explosion démographique des 30 dernières années, mais son ressort essentiel est l'exode rural.

Comme le disent les experts de l'OCDE (1) "Les villes ont toujours exercé un puissant attrait sur les hommes et c'est en général vers elles qu'ont convergé les forces les plus créatrices des sociétés. Elles ont été des creusets de civilisation et des centres d'innovation. Les grandes découvertes et les révolutions de l'époque industrielle sont parties des villes. Dans les villes se sont formées les classes moyennes (.....), les jeunes ruraux désirent souvent fuir le style oppressif de la société rurale, les structures d'autorité dominées par les Anciens, l'envahissement de la famille élargie, le désespoir d'un monde clos et souvent hostile au changement (.....). Le système d'éducation actuel a certainement contribué à une inadaptation aux travaux des champs et ce n'est pas un hasard si la plupart des enquêtes mettent en évidence le

(1) Cf. le rapport du C.A.D. (Comité d'Aide au Développement), examen 1973 - Paris, novembre 1973, page 117.

lien existant entre le niveau d'éducation et la propension à émigrer vers les villes" (1).

Quelles que soient les causes et les conséquences de l'exode rural, il faut d'abord trouver des méthodes pour mesurer l'ampleur de ce phénomène qui joue un rôle capital dans l'accroissement de la demande sociale d'éducation.

1°) La méthode la plus simple consiste à supposer que le taux d'accroissement naturel de la population est le même dans les villes et les villages. Tout surcroît de population des villes serait ainsi dû à l'exode rural. Par exemple, en Iran, entre les deux recensements (1956-66), la population globale s'est accrue de 37 %. En négligeant les mouvements migratoires internationaux qui sont vraiment sans importance en Iran, on peut admettre que cet accroissement de 37 % en 10 ans correspond bien à l'accroissement naturel de la population.

Mais, étant donné que pendant la même période, la population urbaine s'est accrue en fait de 80 %, on peut donc estimer l'exode rural à la différence des deux taux : $80 \% - 37 \% = 43 \%$. On voit ainsi que l'exode rural constitue plus de la moitié de l'accroissement de la population des villes.

Cependant, étant donné que l'hypothèse de départ ne se vérifie pas en Iran (parce que le taux d'accroissement naturel est plus élevé dans les campagnes que dans les villes), le calcul simple sous-estime l'exode rural.

(1) Le rapport fait allusion à deux enquêtes en Colombie et dans certains pays d'Afrique : T.I. Schultz, "Rural-Urban Migration in Colombia", octobre 1970, paper 4488 reproduced by the Rand Corporation, et "African Rural Employment Study", paper n° 2, Derek Byerlee, septembre 1972.

Compte tenu de ces différences, nous avons recalculé la part de l'exode rural dans l'accroissement des populations urbaines : lorsque la population d'une ville passe de 100.000 à 200.000, on peut être certain que le surcroît de 100.000 habitants se compose pour :

60.000	d'exode rural et pour
40.000	d'accroissement naturel.

Dans le rapport CAD-OCDE (op. cit. page), pour l'ensemble des pays en voie de développement, le flux de l'exode rural est estimé à la moitié environ de l'accroissement de la population urbaine.

Comme en Iran, plus de la moitié de l'accroissement de la population urbaine est le fait de l'exode rural (60 %), on peut dire que ce phénomène a plus d'ampleur en Iran que dans l'ensemble des pays du Tiers Monde dont parle le rapport du CAD-OCDE.

2°) La seconde méthode pour la mesure des mouvements migratoires consiste à considérer, lors des recensements, le lieu de naissance des habitants.

Cette méthode qui est théoriquement très bonne, a été mal utilisée en Iran. En effet, on a considéré comme immigrée toute personne recensée dans une localité qui n'est pas son lieu de naissance. Ainsi ont été incluses dans la masse des immigrés les personnes se trouvant en déplacement provisoire.

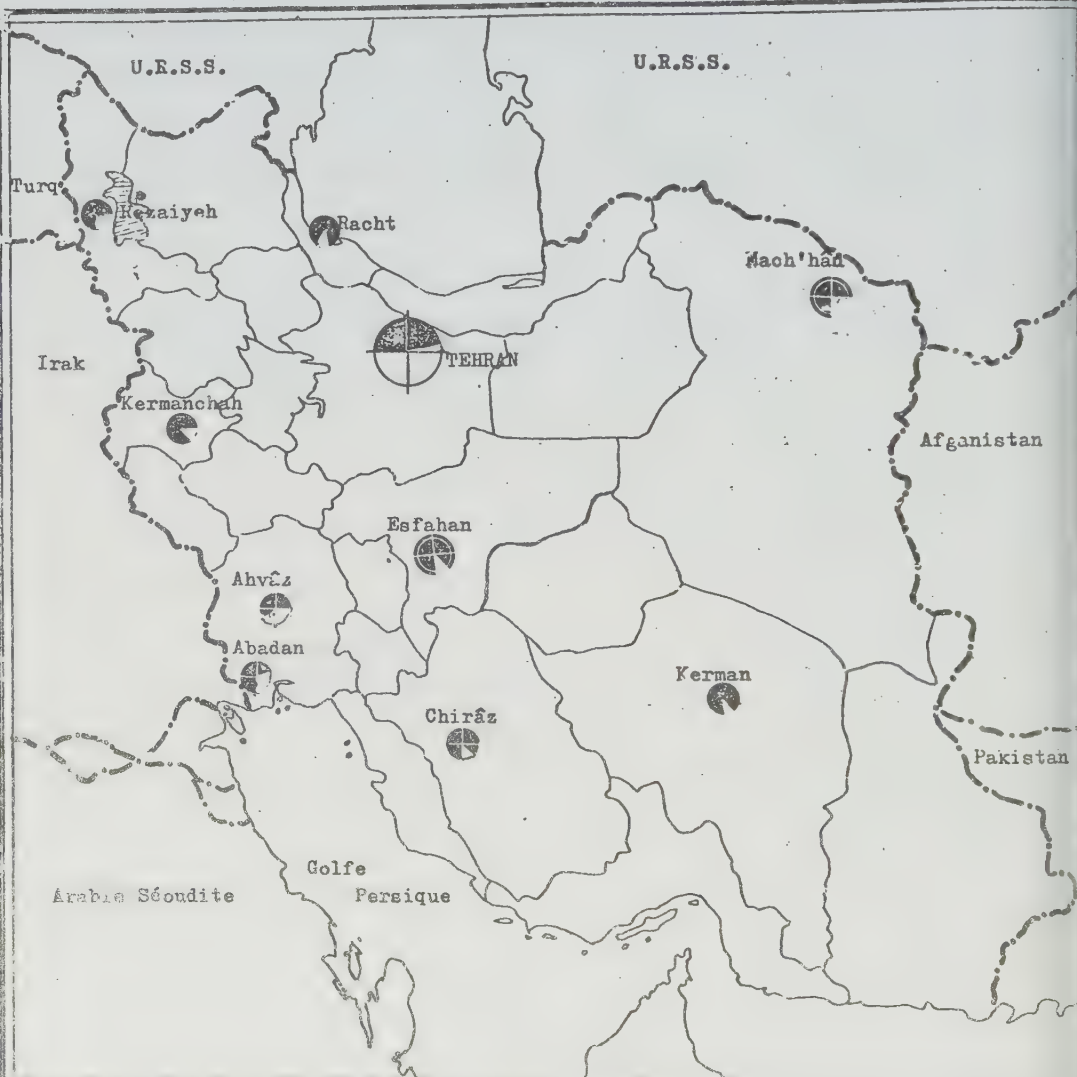
Malgré la mauvaise définition de l'immigré, nous pensons cependant que les résultats ne doivent pas être très éloignés de la réalité, car le nombre de personnes en déplacement provisoire ne devrait pas être très important au moment du recensement de 1966 (novembre 1966).

C'est pourquoi nous allons reproduire dans le tableau 15, ci-après, la population de 11 villes en 1966 avec les pourcentages d'immigrés, c'est-à-dire natifs d'autres localités.

Tableau 15 : LA POPULATION DE CERTAINES VILLES EN 1966 ET LA PROPORTION
D'IMMIGRES

Villes	Population en milliers	% d'immigrés dans la population
Tehran	2.720	53
Esfahan	424	10
Mach'had	409	24
Abadan	273	33
Chiraz	270	17
Ahvaz	206	40
Kermachah	187	15
Racht	143	15
Rezaiyeh	111	24
Kerman	85	12
Sanandadj	54	13

Fig. 12 La proportion d'immigrés dans certaines villes en 1966



Natifs de la ville en noir, immigrés en blanc

On voit ainsi que plus de la moitié de la population de la capitale se compose d'immigrés, soit près d'un million et demi de personnes.

Ahvaz, qui est la 7ème ville d'Iran en importance démographique, abritait à cette époque 40 % d'immigrés.

Le tiers de la population d'Abadan, ville industrielle du sud (raffinerie de pétrole et pétro-chimie) est également composé d'immigrés.

Quel que soit le degré de précision des méthodes utilisées, on remarque l'importance des mouvements migratoires en Iran. Mais les renseignements obtenus à partir de ces deux méthodes sont très insuffisants. On ne sait pas en particulier le sens géographique des migrations, l'habitat d'origine n'ayant pas été enregistré. D'autre part, on n'a aucune idée sur les motifs d'immigration.

Ces lacunes ont été en partie comblées par deux enquêtes effectuées par le Ministère du Travail en 1964 et en 1969 (1).

En 1964, on a pu dénombrer 4,3 millions d'immigrés et en 1969 4,4 millions.

Plus du tiers du mouvement migratoire est le fait de l'exode rural. En effet, 52 % des immigrés sont d'origine rurale, mais 17 % du total des immigrés ont simplement changé de village, et 35 % d'entre eux ont quitté leur village pour s'installer dans les villes, soit donc un exode rural pur de 1,5 million de personnes. (Voir tableau 16, page suivante, sur l'origine et la destination des immigrés en nombre et en % du total).

(1) Publications du Ministère - 1964 - n° 35 et 1969 n° 44.

Tableau 16 : LE MOUVEMENT MIGRATOIRE EN 1969 SELON L'ORIGINE ET LA DESTINATION

A) en nombre

B) en %

A) en milliers

Destination \ Origine	de ville	de village	de l'étranger	Total
A villes	1.860	1.566	34	3.470
A villages	185	759	5,8	951
A l'étranger	-	-	-	-
TOTAL	2.045	2.325	39,8	4.421

B) en %

Destination \ Origine	de ville	de village	de l'étranger	Total
A villes	42	35	1	78
A villages	4	17	0	22
A l'étranger	-	-	-	-
TOTAL	46	52	1	100

Source : Publication du Ministère du Travail n° 44 - Téhéran 1969.

La figure 13 montre toutefois que la migration la plus importante s'effectue de villes à villes. Ainsi, les migrations interurbaines sont légèrement supérieures à l'exode rural. En terme de proportions, le mouvement migratoire interurbain constitue 16,4 % de la population des villes en 1969. Quant à l'exode rural, le stock des émigrés est de 9,2 % de la population rurale, et de 13,8 % de la population des villes en 1969.

Dans une étude prospective réalisée par la Société d'Etude DOXIADIS, en collaboration avec les experts du plan, on peut constater que l'exode rural continuera d'augmenter d'année en année jusqu'en 1990 en terme de flux annuels.

Ainsi, le flux annuel estimé à quelques 200.000 immigrants en 1969 serait passé à 350.000 en 1975 pour atteindre le sommet de 700.000 en 1990.

En terme de stock, l'exode rural atteindrait 2.300.000 entre 1967 et 1975 et en l'an 2000 plus de 17 millions malgré le ralentissement des flux annuels.

La figure 14 que nous avons tracée à partir des données de l'étude de DOXIADIS (tableau 17) montre l'évolution de l'exode rural en terme de stock et de flux annuels entre 1967 et 2000.

D'après l'analyse que nous avons faite des données, nous constatons qu'en 1970, 1 villageois sur 1.000 quittait son village pour s'installer dans une localité urbaine. En 1985, 32 villageois sur 1.000 devraient émigrer vers les villes, en une seule année, ce qui est énorme comme on en conviendra quand on songe que ce sont surtout les éléments les plus jeunes, les plus dynamiques et probablement les plus instruits des villageois qui s'en vont vers les villes.

Fig. 13 Origine et destination des migrants
-Stock en milliers de 1969-

ORIGINE

DESTINATION

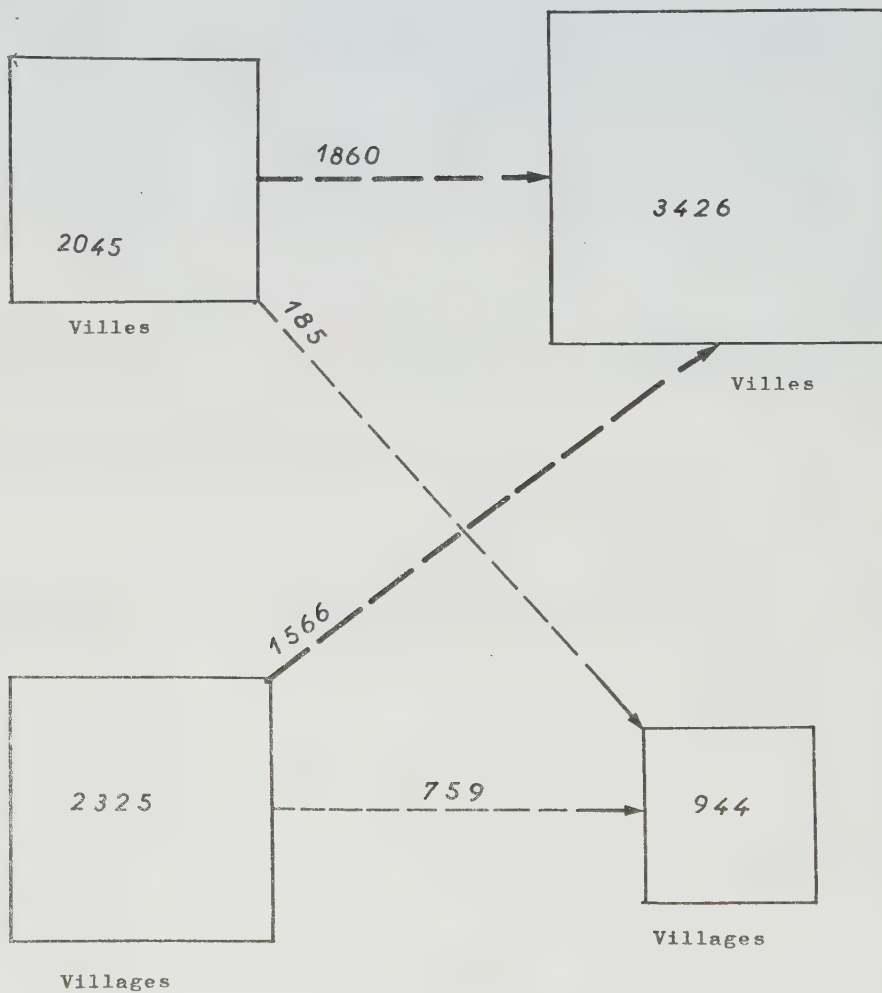


Tableau 17 : IMMIGRATION DE LA POPULATION RURALE VERS DES ZONES URBAINES

A n n é e	Immigrants total cumulé	Flux annuels EMG par an
1 9 6 7	182.548	182.548
1 9 6 8	379.897	197.349
1 9 6 9	592.147	212.250
1 9 7 0	830.179	238.032
1 9 7 3	1.681.782	304.507
1 9 7 4	2.008.607	326.825
1 9 7 5	2.358.938	350.331
1 9 8 0	4.511.759	490.459
1 9 8 5	7.403.998	691.982
1 9 9 0	11.241.053	727.955
1 9 9 5	13.982.387	640.000
2 0 0 0	17.208.841	401.788

Source : Organisation du plan - Etude DOXIADIS.

D'après l'enquête du Ministère du Travail de 1969, près de la moitié des migrants (46 %) se sont dirigés vers l'Ostan Central et naturellement en grande partie vers la capitale (36 %).

Les départements les plus attractifs sont situés pour la plupart dans le nord et le nord-ouest.

Voici la répartition en % des immigrés par département.

Ostan central	:	46,0 %	Mazenderan	:	5,0 %
Khorassan	:	8,6 %	Fars	:	5,0 %
Khouzestan	:	8,0 %	Azarbaïdjan ouest:	:	3,2 %
Azarbaïdjan est	:	6,2 %	Guilan	:	3,0 %
Esphahan	:	5,7 %	TOTAL	:	90,7 %

Source : Publication n° 44 du Ministère du Travail.

Les 9,3 % des immigrés non répartis ci-dessus sont saupoudrés dans les autres départements dont les pourcentages varient de 0,1 à 2,1.

L'IMMIGRATION RAJEUNIT LA POPULATION DES VILLES

D'après les résultats du recensement de 1966, on peut déterminer la proportion d'immigrés dans la population urbaine totale.

La plus grande proportion des immigrés se trouve dans le groupe d'âge de 20 à 24 ans. Près de la moitié de la population urbaine de ce groupe d'âge est composée d'immigrés : 44,3 %.

Viennent ensuite les groupes à la force de l'âge dans les proportions suivantes dans la population urbaine :

25 - 29 ans :	42,8 % d'immigrés	40 - 44 ans :	38,7 % d'imm.
30 - 34 ans :	42,0 % "	45 - 49 ans :	39,2 % "
35 - 39 ans :	41,2 % "	50 - 54 ans :	36,8 %.

(voir tableau 18 ci-après).

Fig. 14 EVOLUTION RECENTE ET PREVISIBLE DE L'EXODE RURAL

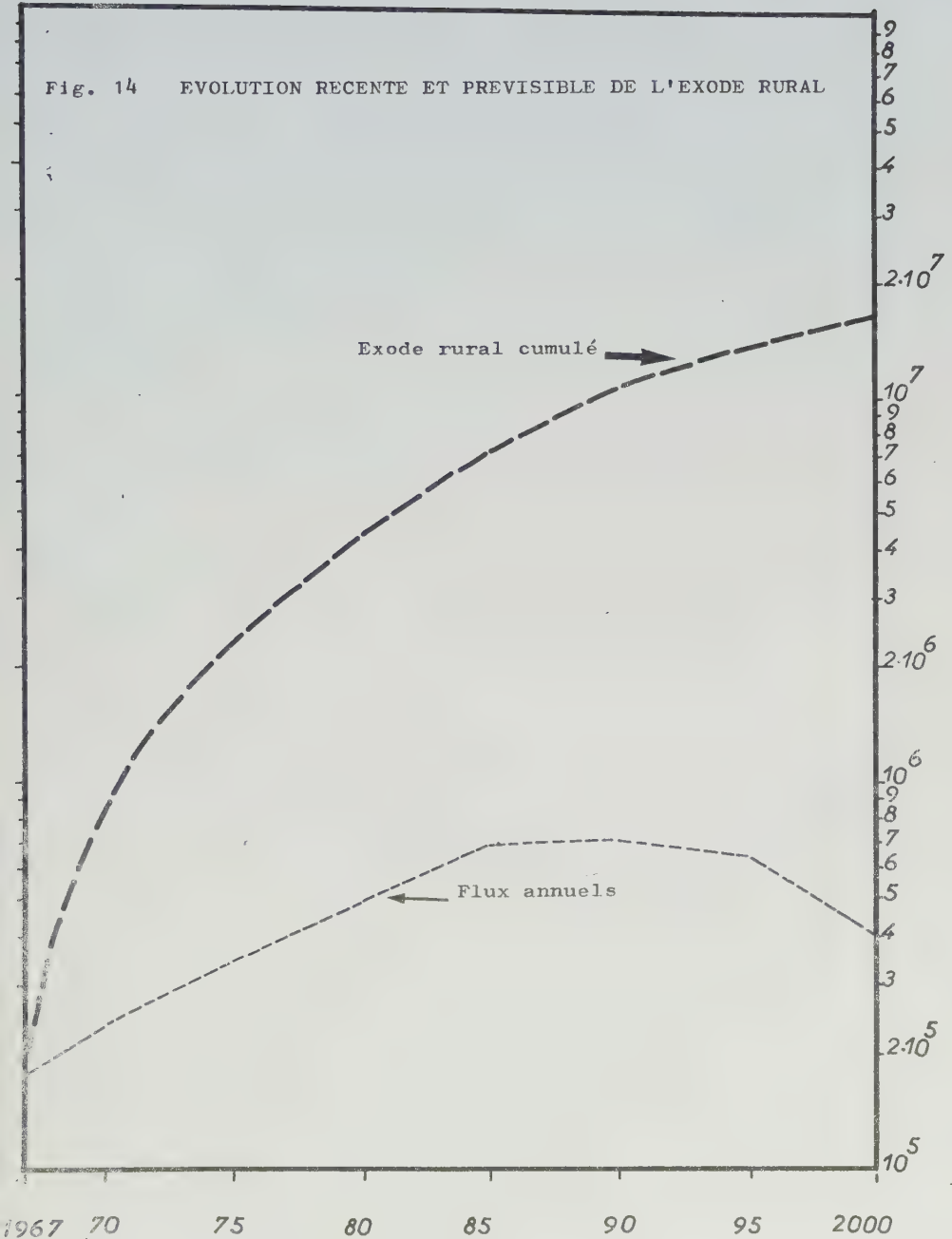


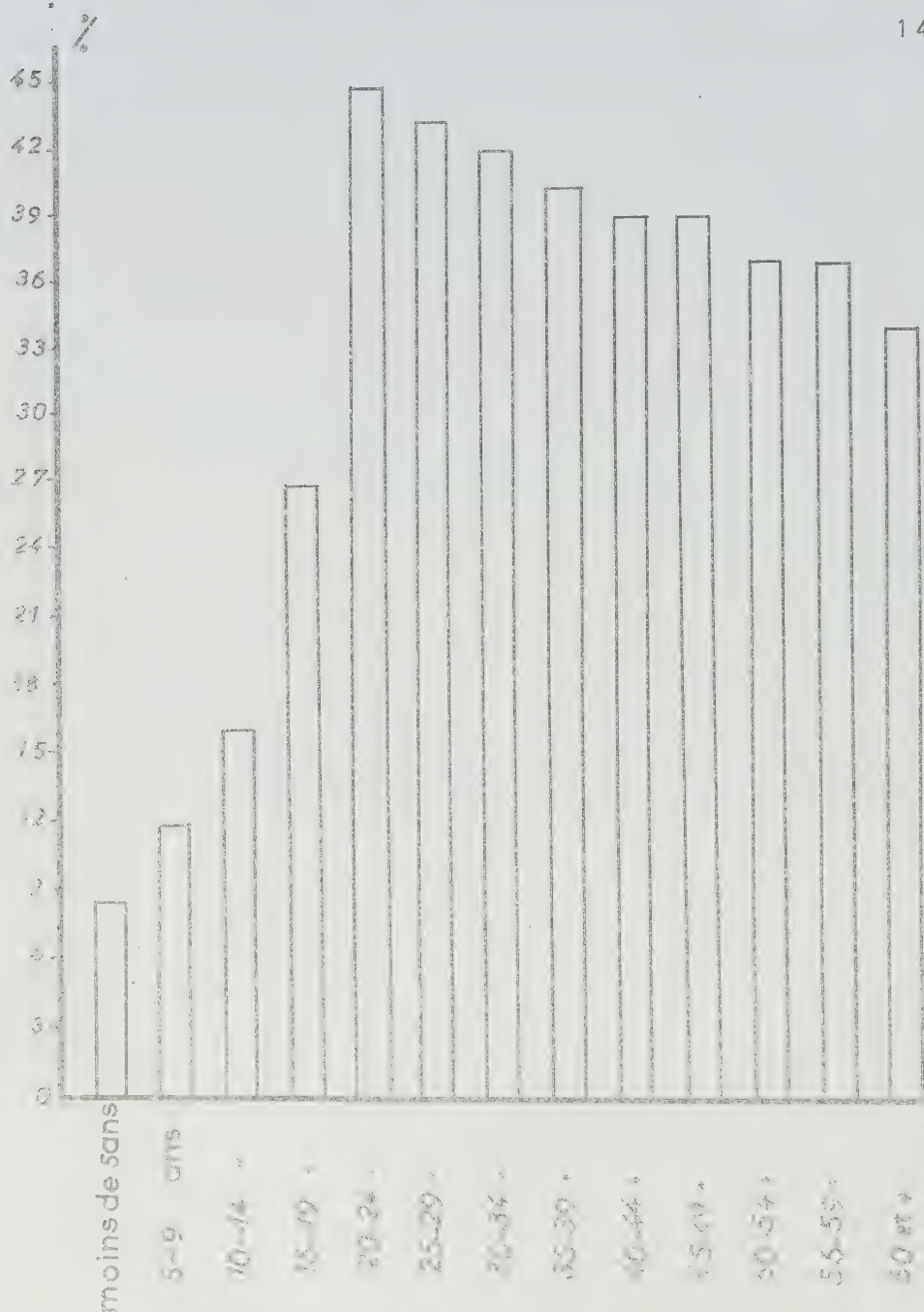
Tableau 18 : LA POPULATION URBAIN DE L'IRAN SELON L'AGE ET LE LIEU DE NAISSANCE (recensement 1966).

Hommes + Femmes	Total	Nés sur place		Nés dans autres chahrestans du même ostan		Nés dans les chahrestans d'autres ostans		Nés à l'étranger
		Nombre	%					
Total	9.794.246	7.208.820	73,6	898.438	1.639.769	47.219		
Moins de 5 ans	1.550.972	1.431.994	92,3	49.300	66.523	3.155		
De 5 à 9 ans	1.496.835	1.316.212	87,9	72.215	105.354	3.054		
De 10 à 14 ans	1.269.319	1.055.440	83,2	83.866	127.811	2.203		
De 15 à 19 ans	948.368	695.241	73,3	92.010	159.509	1.608		
De 20 à 24 ans	772.893	430.749	55,7	106.125	233.656	2.363		
De 25 à 29 ans	660.891	378.042	57,2	92.085	186.250	3.564		
De 30 à 34 ans	638.472	370.329	58,0	89.353	173.722	5.068		
De 35 à 39 ans	552.918	325.360	58,8	75.054	146.192	6.312		
De 40 à 44 ans	497.845	305.026	61,3	64.428	122.850	5.541		
De 45 à 49 ans	339.693	206.371	60,8	45.393	84.330	2.599		
De 50 à 54 ans	299.949	189.486	63,2	38.254	69.379	2.830		
De 55 à 59 ans	167.257	105.034	62,8	20.778	39.413	2.032		
De 60 à 64 ans	254.646	167.163	65,6	20.111	54.989	2.383		
65 ans et plus	344.188	232.372	67,5	28.466	69.791	3.558		

Par suite de l'exode rural, la proportion des personnes de 20 à 29 ans n'est que de 12,4 % dans la population rurale contre 14,6 % dans la population urbaine (1966). Nous n'avons pas de données plus récentes sur la structure d'âge des populations rurales et urbaines, mais il est probable que les proportions actuelles doivent être respectivement de 10 % et de 16 %.

Fig. 15 LA PROPORTION D'IMMIGRES DANS LES DIFFERENTS GROUPES D'AGE DE LA POPULATION URBAINE EN 1966

140



Les motifs d'immigration

L'enquête du Ministère du Travail de 1964 distingue deux catégories d'immigrés :

- 1°) Immigrés principaux
- 2°) Immigrés secondaires, personnes accompagnant l'immigré principal.

La grande majorité des hommes immigrés principaux, ont avancé le motif du travail pour leur déplacement :

Immigrés en quête d'un meilleur emploi :	: 63,7 %
- - de travail pour la première fois :	13,5 %
- en transfert d'emploi -	11,1 %
TOTAL POUR LE MOTIF "TRAVAIL"	88,3 %

L'enseignement est également un motif d'immigration ; mais son importance est relativement faible : 2,1 % des hommes-immigrés principaux.

Le mariage ne constitue pour les hommes immigrés principaux qu'un motif fort négligeable (0,4 % du total) contrairement aux femmes.

Pour les femmes-immigrées principales, la motivation principale de déplacement est le mariage : 73,6 %.

Le motif de travail n'est invoqué que par 8,4 % des femmes immigrées principales.

L'enseignement est un motif d'immigration pour les femmes (immigrées principales) rarement invoqué : 0,7 %.

Quant aux immigrés secondaires, les motivations invoquées sont, par les hommes et par les femmes assez proches.

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
	%	%
Travail	79,7	81,6
Mariage	0,7	0,6
Enseignement	1,3	1,0

Pour plus de détails, voir tableau 19, suivant :

Tableau n° 19 - LES MOTIFS D'IMMIGRATION SELON LE SEXE ET LE STATUT DES
IMMIGRES EN 1964 -

Statut : IP = Immigrés principaux
IS = Immigrés secondaires

(En pourcentage du total de chaque catégorie d'immigrés).

MOTIFS	TOTAL		HOMMES		FEMMES	
	IP	IS	IP	IS	IP	IS
1. En quête d'un meilleur emploi	43,6	53,4	63,7	52,5	2,9	53,9
2. En quête de travail pour la première fois	10,7	11,5	13,5	9,9	5,0	12,4
3. Transferts d'emploi	24,6	0,7	11,1	17,3	0,5	16,3
4. Mariage	7,6	16,7	0,4	0,7	73,6	0,6
5. Pour rejoindre les membres de la famille	5,8	2,1	2,6	3,0	12,2	1,6
6. ENSEIGNEMENT	1,6	1,1	2,1	1,3	0,7	1,0
7. Autres motifs	6,1	14,5	6,6	15,3	5,0	14,1
TOTAL :	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Publication n° 35 du Ministère du Travail.

L'enquête de 1969 n'a retenu que deux motifs d'immigration et de ce fait les résultats en pourcentage ne sont pas comparables avec ceux de 1969. De plus il n'est question que d'immigrés principaux, les immigrés secondaires (Cf. supra) ayant été exclus.

Ces deux motifs sont le travail et l'enseignement.

Voici les proportions pour les hommes et les femmes séparément :

	Hommes	Femmes
Travail	97,1	87,8
Etudes	2,6	12,2

Source : Publication n° 44 du Ministère du travail.

PROBLEMES D'EDUCATION POSES PAR L'ACCELERATION DE L'URBANISATION

Sans anticiper sur les développements que nous pensons apporter sur ce sujet dans la deuxième partie de notre travail consacrée plus particulièrement à l'éducation, nous jugeons utile d'évoquer ici brièvement deux problèmes préliminaires posés par l'urbanisation accélérée de la population iranienne.

Il y a tout d'abord le fait que les activités socio-économiques des villes exigent une main-d'oeuvre plus instruite que celles des villages. De ce fait, la demande d'éducation est plus forte dans les villes que dans les villages. L'offre d'éducation suit, bien que de très loin, cette demande sociale.

Cela se traduit par des différences considérables dans les taux de scolarisation entre les villes et les villages. En 1966 ces taux étaient respectivement de 80 % et de 30 % dans l'enseignement primaire (malgré l'obligation de la scolarité à ce niveau).

L'enseignement secondaire est tout à fait exceptionnel à la campagne et l'enseignement supérieur totalement inexistant.

Dans quelle mesure l'accélération de l'urbanisation peut-elle avoir une influence sur l'augmentation du "stock d'éducation" ?

Il est évident que la dispersion de l'habitat à la campagne est une des causes du retard des zones rurales sur les localités urbaines. 80 % de la population rurale (6 ans et plus) est analphabète contre 42 % de la population urbaine en 1971 (1).

(1) SAMPLE SURVEY - Selected statistics (1972 - 73) - Statistical Center of Iran - page 27.

Mais l'accélération de l'exode rural ne mettra-t-elle pas en cause, de par son ampleur, la supériorité des villes sur les villages ?

Déjà en 1971, les constructions scolaires pour l'enseignement primaire, avaient pris un retard considérable par rapport aux besoins. Il y avait dans les villes en 1971, 177.000 classes primaires alors que les besoins étaient estimés à 250.000 (1). Il y avait donc un retard de 73.000 classes soit 30 % des besoins. Si l'on compte les classes supplémentaires nécessaires de 1971 à 1977 qui sont estimées à 23.000, il faudrait donc construire 100.000 classes en 6 ans.

Dans certaines villes, comme Masdjed Soleyman, il faudrait construire pendant la même période plus de classes primaires qu'il n'y en avait en 1971. A Tehrân, il faudrait construire 7.815 classes primaires supplémentaires dont le coût est estimé à plus de 2 milliards de rials. Pour l'ensemble du pays le coût total de la construction des classes primaires serait de l'ordre de 26 milliards de rials (environ 340 millions de dollars U.S.).

Certes, le problème du financement ne se pose plus pour l'IRAN depuis que le prix du pétrole a été ajusté à l'évolution des prix mondiaux des produits manufacturés. L'Iran possède dans ses comptes bancaires plus de 8 milliards de dollars U.S. (2) et le quart du capital du puissant groupe sidérurgique Allemand Krupp (3).

Mais les investissements aussi massifs dans la seule construction des classes primaires entrainera fatalement une forte dose d'inflation et les responsables de l'économie iranienne hésiteront à les réaliser. Si bien qu'en 1977 il devrait subsister encore des retards assez considérable.

Nous reviendrons sur ce sujet après avoir analysé le développement économique et social de l'Iran.

(1) Le rapport de la Société d'étude DOXIADIS - op. cit.

(2) Interview du chah au journal "Le Monde" du 25.6.74

(3) Les Echos du 18.7.74

§ 6 - La structure d'âge de la population iranienne et l'importance des jeunes d'âge scolaire.

Comme dans tous les pays du Tiers-Monde connaissant un fort taux d'accroissement naturel, la population iranienne est jeune et continue de se rajeunir.

En effet les moins de 15 ans qui constituaient 43 % de l'ensemble des iraniens sont maintenant de 47 % du total.

Une structure d'âge de cette nature implique que le problème d'éducation est, d'une part, primordial et d'autre part quasiment insoluble dans un avenir proche.

La population d'âge scolaire (5 à 24 ans) constitue à peu près la moitié de l'ensemble de la population iranienne : 42 % en 1956, et 45 % en 1971 (voir tableau n° 20 et fig. 16).

Si tous les enfants étaient scolarisés la population active se réduirait au groupe d'âge de 25 - 64 ans. Or, ce groupe théoriquement actif ne constitue que 32 % de la population de 1971.

Si l'on élimine les femmes qui participent peu à l'activité économique, comme nous le verrons plus bas, il resterait un pourcentage très infime 17 % environ; soit un actif pour 5 inactifs.

Ce raisonnement d'économiste sert de justification au pouvoir d'expliquer le sous-développement de l'éducation. Et comme le dirait Jean Fourastié là où il y a "sous-éducation", il y a nécessairement "sous-développement"⁽¹⁾.

(1) Revue population I.N.E.D. - PARIS XIV n° 2 - Juin 1958, p. 226.

Comment rompre ce cercle vicieux ?

Abattre d'abord le "sous-enseignement" ou le "sous-développement" ?

L'un et l'autre exigeant des ressources financières importantes, les économistes d'après-guerre ont soutenu qu'il fallait choisir le secteur le plus rentable et des calculs un peu sophistiqués les ont amené à conclure que les investissements en éducation étaient les plus rentables et que par conséquent ce dernier secteur devait être prioritaire (1).

Mais en fait ces calculs basés, essentiellement sur le rapport entre le revenu individuel et le niveau d'éducation n'ont pas de précision scientifique indiscutable (2).

Ce qui est certain, c'est que plus la proportion de jeunes est importante dans une population comme celle d'Iran, plus grande doit être la proportion du budget de l'Etat (et des familles) consacrée à l'éducation. Si les dépenses d'éducation sont insuffisantes, il y aura nécessairement "sous-enseignement".

(1) Cf. William G. BOWEN "Estimation de l'apport économique de l'éducation", in Rapport du Groupe d'étude sur les Aspects Economiques de l'Enseignement de l'OCDE. - Paris, Mars 1964 - pages 49 et 179.

(2) Cf. John Vaizey - Economie de l'éducation - Editions ouvrières - PARIS, 1964 - publié en anglais en 1962 par Faber and Faber, sous le titre "The Economics of Education".

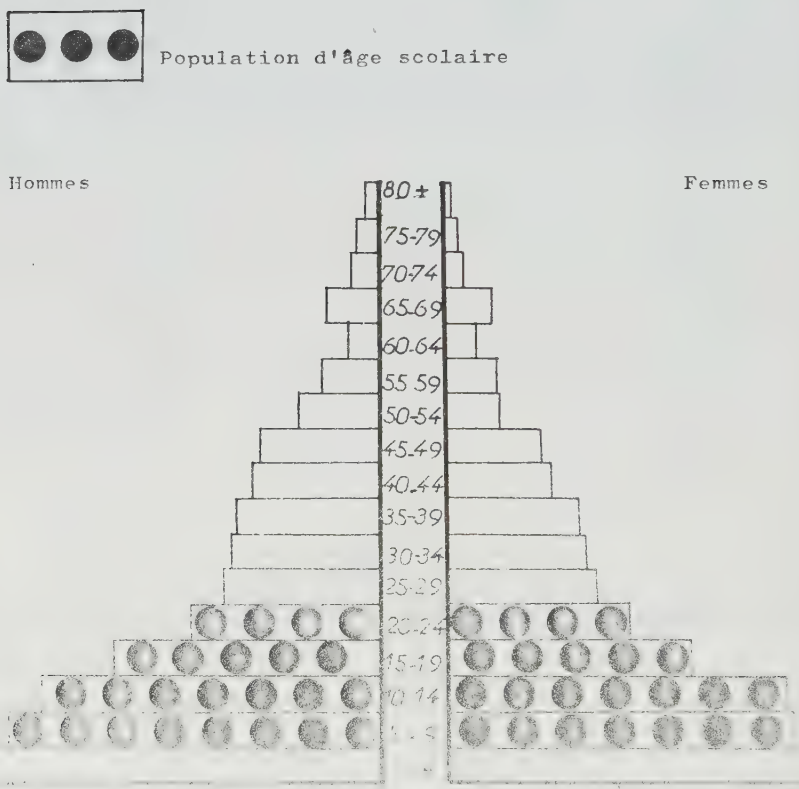
Tableau n° 20 - Structure d'âge de la population

147

(En milliers)

AGES	1 9 5 6			1 9 6 6			1 9 7 1		
	RECENSEMENT			RECENSEMENT			ENQUÊTE SUR ÉCHANTILLON		
	2sexes	H	F	2sexes	H	F	2sexes	H	F
0 - 4	3.580	1.812	1.768	4.437	2.308	2.129	5.491	2.782	2.709
5 - 9	2.693	1.363	1.330	4.116	2.128	1.978	4.189	2.180	2.009
10 - 14	2.083	1.055	1.028	3.017	1.594	1.423	4.036	2.092	1.944
15 - 19	1.750	887	863	2.175	1.106	1.069	2.964	1.566	1.398
20 - 24	1.542	782	760	1.823	934	889	2.119	1.077	1.042
25 - 29	1.342	682	660	1.738	890	848	1.767	905	862
30 - 34	1.177	600	577	1.668	863	805	1.681	861	820
35 - 39	1.028	526	502	1.418	764	654	1.610	833	777
40 - 44	892	456	436	1.321	738	583	1.362	732	630
45 - 49	801	408	393	844	479	364	1.256	699	557
50 - 54	690	350	340	741	370	370	790	446	344
55 - 59	574	287	287	428	224	204	678	335	343
60 - 64	453	221	232	670	344	328	377	194	183
65 - 69	326	150	176	346	189	157	556	280	276
70 - 74	212	96	116	341	178	163	260	139	121
75 - 79	118	52	66	104	58	46	221	113	108
80 & +	60	25	35	177	90	87	109	56	53
TOTAL	19.321	9.752	9.569	25.354	13.257	12.099	29.466	15.290	14.176
Importance de la population à l'âge scolaire en milliers et en %									
du total -									
5 - 24	8.068	4.087	3.981	11.131	5.762	5.359	13.308	6.915	6.393
%	42	42	42	44	43	44	45	45	45

Fig. 16 Pyramide de la population iranienne en 1971



D E U X I E M E P A R T I E



LA MODERNISATION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION EN IRAN

Les principales caractéristiques de l'Education en Iran :

On peut les résumer de la façon suivante :

- L'enseignement pré-primaire (écoles maternelles ou jardins d'enfants) est essentiellement dispensé en "privé" et ne concerne que les enfants de la bourgeoisie urbaine.

- L'enseignement primaire, "universel et obligatoire depuis 1911", est dispensé essentiellement en "public" et ne concerne au maximum que les trois quarts des enfants d'âge de la scolarité du primaire dans certaines villes et plus particulièrement à Tehran. Dans les campagnes, plus d'un enfant sur deux ne connaît pas l'école.

- L'enseignement secondaire est dispensé en "public" et en "privé" et concerne une toute petite fraction des diplômés du primaire.

- L'enseignement supérieur est dispensé principalement à "l'étranger", les structures d'accueil intérieures ayant été de tout temps inférieures à la demande qui ne concerne qu'une infime fraction des diplômés du secondaire.

- A tous les niveaux de l'enseignement, les filles sont bannies relativement aux garçons (c'est une société mâle).

Voilà, en gros, les traits principaux de l'éducation en Iran, traits qui demandent des analyses et descriptions approfondies.

Après un bref historique de l'éducation en Iran, nous allons mener notre recherche d'après un plan que diviseront les divers niveaux d'enseignement : pré-primaire, primaire, l'éducation des adultes, secondaire général, secondaire professionnel et technique, et enfin l'enseignement supérieur.

- CHAPITRE I -

Historique de la pédagogie et,
de l'Education en
IRAN

§ 1 - Education en période pré-islamique

La situation géographique de l'Iran, placée entre la Chine, l'Inde et l'Asie Mineure, favorisa les échanges culturels. Carrefour des idées, la Perse bénéficia de l'expérience de ses voisins (1).

Le Zoroastrisme avec son autorité incontestée, a joué un rôle déterminant dans l'éducation en Perse avant l'avènement de l'Islam. L'éducation visait, avant tout, à enseigner la justice et la vérité. Il est difficile de savoir si ces qualités sont issues des enseignements de Zoroastre, (lutte du Bien et du Mal), ou si elles sont simplement l'aboutissement d'un renforcement des valeurs morales, chez un peuple qui possédait déjà à un haut niveau le sens de l'intérêt public.

Par ailleurs, Zoroastre, accorde beaucoup d'importance à la "Science" et à la "Raison" ; il encourage ses adeptes à bien apprendre les trois buts essentiels de l'éducation qui sont :

Bien penser - Bien parler - Bien agir

Autrement dit, savoir servir la société, la famille et atteindre un niveau supérieur dans la classification sociale.

(1) "... Les persans sont le peuple le plus ouvert aux coutumes étrangères. En particulier, ils ont jugé les costumes des Mèdes plus beaux que les leurs et les ont adopté, ainsi que la cuirasse des Egyptiens pour la guerre. Ils cultivent tous les genres de plaisirs dont ils entendent parler..."

"Dotes-moi d'un enfant bien éduqué. Un enfant qui participe à sa communauté. Un enfant qui remplit son devoir envers la Société. Un enfant qui s'efforce pour le bonheur de sa famille, de sa cité et de son pays. Un enfant honorable qui subviennne aux besoins des autres" (1)

"... les jeunes perses, ... apprenaient la droiture, la sagacité, la soumission au bien général, l'honneur, la franchise". (2)

Dans ce système, la société s'appuie sur l'aptitude et la "conscience sociale" des parents.

De la naissance jusqu'à l'âge d'environ 7 ans, ils sont totalement responsables de l'enfant.

"La mère ne doit jamais s'en éloigner, ni écourter sa période de lactance. C'est à elle qu'incombe le devoir de lui faire faire ses premiers pas dans la vie civique en lui enseignant les fondements du Bien et du Mal (3). Le père, lui, doit répondre de son entretien et veiller à lui donner une bonne éducation et lui apprendre la politesse (notion essentielle dans le zoroastrisme).

L'enfant ne doit recevoir aucun châtiement corporel, ni punition en échange il doit respect et obéissance à ses géniteurs.

La collectivité, en cas de non-respect de ces chartes, pouvait retirer la garde de l'enfant à sa famille. Celle-ci doit veiller à l'adaptation de l'enfant à l'ordre social, car les parents sont jugés responsables de tout écart.

(1) Yasnâ n° 62 - 65

(2) Roger GAL - Histoire de l'Education - Puf. Coll. "que sais-je" n° 310

(3) MAZAHERI - La famille iranienne - p. 168 - Paris, librairie orientale et américaine - G.P. Maisonneuve 1938.

C'est donc un processus d'éducation à but collectif, dont la cellule familiale n'est que la première représentation.

Ce sont les parents qui lèguent leurs connaissances morales et juridiques à leurs enfants. Arrivés à l'âge adulte, 15 ans, ceux-ci seront aptes à continuer la chaîne.

L'apprentissage ou scolarisation commence vers l'âge de 7 ans. Le garçon reprendra le métier de son père, qui l'intègre petit-à-petit à sa caste. Le système est extrêmement cloisonné, l'accès à un rang différent étant presque impossible (1)

En effet, un édit impérial déclare : l'enfant ... "suivra la profession paternelle et ne s'adonnera qu'au métier en vue duquel Dieu l'a créé".

Un dicton dit encore : "Education et instruction par la caste". L'enseignement est fonction directe de la situation sociale, allant de l'apprentissage manuel aux études les plus poussées pour les castes nobles. (Grandes Familles, Mages, Juges, Agents d'impôts).

(1) On peut rapprocher ce système de celui qui était pratiqué à la même époque en :

Egypte : l'hérédité dans les fonctions sociales et dans les métiers déterminait la place et l'éducation de chacun
L'éducation était entre les mains des prêtres, détenteurs de la science profane du temps comme des idées religieuses (cf. R. Gal)

Inde : l'éducation est totalement asservie à un système social et destinée à la perpétuer. L'individu naît prisonnier de sa caste ou de son groupe social à la fonction héréditaire (Cf. R. Gal)

Chine : C'est un dressage des individus aux usages, rites, mœurs et sentiments traditionnels qui tenait lieu d'éducation. Il est cependant remarquable que malgré cet état de fait les écoles chinoises étaient ouvertes à tous ceux qui pouvaient s'y rendre (Cf. R. Gal)

Ceux-ci recevaient une instruction approfondie concernant la religion et la morale, les lettres, l'arithmétique et l'éducation physique (équitation, tir, natation, chasse). (1)

Cette instruction leur était délivrée par des maîtres choisis parmi des princes. Quelques autres précepteurs appartenaient au clergé. "Les relations maître-élève, étaient basées sur l'amitié et le respect, se classant au 4ème rang dans la hiérarchie des relations amicalo-affectives. La première étant père-fils, la deuxième frère-frère, la troisième beau-père - beau-fils, la quatrième maître-élève" (2)

L'Etat se chargeait, lui, de l'entretien et de l'instruction des orphelins, ainsi que des garçons destinés à la fonction publique.

Il semble même que dans ce cas, il y ait eu un semblant de pédagogie, puisqu'on tenait compte des aspirations et des penchants de l'élève dans le choix d'une profession (3)

Mais en fait, quel que soit le milieu, le père demeurait le meilleur directeur d'études et c'est à lui que revenait l'enseignement des grands préceptes moraux. C'est dire que l'essentiel de cette éducation visait à la réalisation de valeurs morales élevées.

(1) "... ils (les persans) jugent du mérite d'un homme d'abord à sa valeur guerrière, puis au nombre de ses fils ; l'homme qui peut en montrer le plus, reçoit chaque année des présents du Roi, car le nombre pour eux, fait la force. Leurs enfants, de cinq ans jusqu'à vingt ans, apprennent trois choses seulement : monter à cheval, tirer à l'arc et dire la vérité. Avant cinq ans, un garçon ne paraît jamais devant son père et vit auprès des femmes, ceci pour éviter au père un chagrin, au cas où l'enfant mourrait en bas âge".

Hérodote. L'enquête I
n° 136 p. 108
Bibliothèque de la Pléiade

(2) Histoire de la culture iranienne - Issa Seddigh page 12 - texte persan

(3) Mazahéri - La famille iranienne - P. 172 - 174.

Quant aux jeunes filles, l'écart entre les classes pauvres et les classes privilégiées était beaucoup plus prononcé. Chez les unes un bon apprentissage et des notions d'économie ménagère suffisaient, chez les autres on trouvait même parfois, de grands érudits, car elles avaient droit à une instruction presque aussi étendue que celle des garçons (1). Ceci a provoqué une certaine émancipation et un rejet du patriarcat à l'époque Sassanide. Mais, en dépit de toutes les différences de sexe ou de caste, il reste un point acquis à tous : l'égalité face à l'enseignement religieux et moral.

Si le père ne peut s'en charger, il doit envoyer son enfant chez le prêtre, qui lui enseignera le catéchisme et d'autres notions nécessaires au bien-aller de la collectivité.

Dans ce bref examen de l'éducation en Perse pré-islamique nous pouvons observer ce fait essentiel :

L'Etat imposait sa politique à l'enseignement et à l'éducation des individus. "On inculquait aux enfants que le Roi est assis sur le trône selon la volonté de Dieu" (2).

Par ailleurs une déclaration de Darius (inscription de Bistoun) déterminera la politique de la monarchie persane pendant des siècles :

"Je suis ROI d'après la volonté d'Ahuramasda, Ahuramasda m'a gratifié la royauté"(3).

Malheureusement deux grands défauts en sont la conséquence :

- le peuple ne bénéficie d'aucune éducation et surtout d'aucun enseignement

(1) Mazahéri. La famille iranienne - p. 172-174.

(2) Issa Seddigh - Histoire de la culture iranienne p. 19

(3) Idem.

- On formait les enfants en vue d'avoir des hommes dociles et soumis à la volonté du Roi ou du représentant de Dieu.

En conclusion nous pouvons dire que cette civilisation, plus qu'aucune autre peut-être, a mis en pratique cette formule de Roger Gal :

"bien adapter et conformer chacun au monde où il aura à vivre sans qu'il se pose d'inutiles problèmes ou qu'il en pose aux autres, n'est-ce pas la seule finalité sociale que l'éducation saura observer" ?

§ 2 - La Période Islamique

La conquête de la Perse par les Arabes bouleversa toutes les institutions du pays vaincu.

De 632 à 1258 c'est la période des califes qui couvre l'histoire du monde musulman. Cette période se divise en trois parties inégales :

a) la période des califes orthodoxes (632 - 661)

Abou bakr - Omar - Othman et Ali. Période de la théocratie islamique

b) la période des Omayyades (661 - 749) : Période de l'Impérialisme Arabe

c) La période des Abbassides (749 - 1258) : Période de l'ascendance persane et de l'Islam cosmopolite et philosophique.

L'Iran traversait une période de silence jusqu'à l'avènement des Abbassides. L'islamisation du pays se fit graduellement ; les mages zoroastriens essayèrent de sauver les monuments écrits de leur culture. Les arabes ne connaissant pas l'art de l'"Administration", de la "comptabilité" et des finances, firent appel aux spécialistes persans, qui se servaient de la langue pahlavi pour leurs travaux de secrétariat.

L'université de Gandi-Shapour réussit à préserver sa bibliothèque et certains lettrés aristocrates se mirent à traduire les oeuvres persanes en arabe.

A cette époque il y eut parallèlement deux systèmes d'éducation en Iran.

- le système traditionnel, utilisé par ceux qui ne s'étaient pas convertis à l'Islam et qui pratiquaient encore le Zoroastrisme.
- le système d'éducation islamique pratiqué par les nouveaux convertis.

Les classes nobles et riches, appliquaient les deux systèmes d'éducation, à la formation de leurs enfants.

Pour le peuple qui ne jouissait d'aucune instruction scolaire et méthodique avant l'Islam, le changement du système politique n'altérerait guère son propre système d'éducation.

L'enseignement religieux lui était à présent donné par l'intermédiaire de la mosquée, à travers l'étude du Coran, des traditions et des fondements de la religion.

La religion Islamique ne reconnaissant pas de classes sociales, ni de privilèges de caste, ce fût un facteur favorable au développement de l'enseignement (1).

(1) Il faut noter que l'origine des concepts moraux des auteurs persans, vient de l'enseignement coranique. Celui-ci distingue à plusieurs reprises "les gens qui savent" de ceux qui "ne savent pas", (il faut tenir compte du sens du savoir et de la science, à ce propos). Il faudrait aussi souligner la philosophie fataliste émanant du Coran, qui dit que : "Dieu donne la gloire à qui il veut, et Dieu abaisse le rang de qui il veut".

O Dieu ! Souverain du Royaume
Tu donnes la royauté à qui tu veux
et tu enlèves la royauté à qui tu veux
Tu honores qui tu veux
et tu abaisses qui tu veux
Le bonheur est dans ta main
Tu es en vérité, puissant sur toute chose

"Les croyants sont frères.

Etablissez donc la paix entre vos frères.

Craignez Dieu ! Peut-être vous fera-t-on miséricorde" (1).

Par ailleurs l'introduction des iraniens dans l'appareil administratif des Abbassides, favorisa le développement scientifique. L'enseignement n'étant plus la chasse gardée d'une aristocratie, c'est à partir de cette période qu'on voit apparaître de grands savants et érudits.

L'Iran, bien que libéré du joug arabe, gardera cependant la religion musulmane et respectera ses préceptes.

Les fondements socio-économiques ayant été presque stationnaires, au moins jusqu'en 1800, on observe peu de différences notables dans les conceptions éducatives tout au long de ces siècles (2).

Parmi les nombreux auteurs qui se sont penchés sur les problèmes de l'éducation et de l'enseignement, nous avons choisi de parler du point de vue de cinq d'entre eux.

Ceux-ci sont : Avicennes - Onsor'ol Maali - Imam Mohammed Ghazzali Toussi et Saadi.

(1) Le Coran XLIX - 10

(2) Il nous faut toutefois mentionner l'influence de la Grèce qui leur a légué son esprit dialectique.

Ainsi que nous le verrons plus loin c'est pour les débats, discussions et plaidoyers que se feront la plupart des cours de l'enseignement supérieur.

Sous l'hégémonie Mongole (XIIIe - XVe siècle) trois auteurs ont remarquablement traité des questions pédagogiques : Awhadi (+ 1337 à Maragha). Djāmi ou Jami (1414 - 1492) un des plus grands esprits persan poète, érudit, mystique - Davāni (1427 - 1502) inspiré par Toussi.

Aux époques suivantes, l'enseignement fût marqué par l'influence shiite, cette religion ayant été déclarée "religion d'Etat" dès l'époque des Safavides (1500 - 1722) (1).

A/ Avicenne (980 - 1037)

Selon lui, les buts de l'éducation sont au nombre de cinq : Foi-morale-Santé-Alphabétisation (lettres) - Arts et Métiers.

Il recommande pour l'enfant, le choix, d'un nom convenable et beau, et d'une nourrice en bonne santé morale et physique.

Jusqu'à l'âge de 6 ans, il ne faut pas le contredire ou lui interdire ce qu'il désire afin d'éviter qu'il devienne peureux et coléreux.

A 6 ans il faut envoyer l'enfant à l'école jusqu'à 14 ans ; son maître devant être croyant, pratiquant, propre, juste et sage. Il insiste sur la nécessité d'envoyer l'enfant à l'école afin qu'il y soit incité à la compétition et aux échanges culturels par la présence d'autres enfants.

Le programme scolaire devrait comprendre : le Coran, le catholicisme, la langue, la poésie morale et didactique, la gymnastique, l'acquisition d'un art et d'un métier. Dès que l'enfant a acquis un métier, il faudrait le marier et le rendre indépendant.

(1) Le seul précepte suivant nous montre dans quelle mesure, la religion shiite imposait sa doctrine dans la vie sociale.

"L'éducation de l'enfant doit être basée sur l'amour envers Ali et ses onze descendants, autrement il sera considéré comme l'enfant naturel".

B/ Onsor'ol Ma'ali (+ 1069) surnommé Qâbous -

Celui-ci formule ses concepts sur l'éducation dans un ouvrage divisé en 44 chapitres : le "GHABOUNAMAH". Cet ouvrage traite des problèmes moraux, du savoir vivre, de la bienséance, et des qualités indispensables pour postuler aux différents emplois (juge, secrétaire, astrologue, ministre, Roi ...).

Le 27ème chapitre du Ghabounamah traite des questions éducatives. Le chapitre 31 traite de l'étude des sciences et le chapitre 6 traite de l'étude des arts.

L'auteur prétend que l'enfant hérite son intelligence de ses parents, mais il insiste sur le rôle d'une bonne éducation.

"Le meilleur héritage, dit-il, que tu laisseras pour ton enfant, sera l'art et la culture" (1).

Toutefois, soulignons que Onsor'ol Ma'ali ne parle que des enfants de l'aristocratie et des riches, pour lesquels l'école se fait à domicile. Les matières enseignées seraient : le Coran, la littérature persane, la versification et la poésie, l'histoire, les mathématiques, les arts et métiers, l'équitation, la natation et l'usage des armes.

Mais la méthode éducative préconisée par Onsor'ol Ma'ali est répressive : Le maître doit, selon lui, administrer un châtiment corporel à l'élève négligent. Le père ne doit pas punir lui-même son fils, mais le faire par l'intermédiaire du maître, cela afin que l'enfant n'ait pas de haine contre son père. Il recommande, aussi, aux parents, la fréquentation des bons milieux pour leurs enfants. Il affirme que cette fréquentation est bénéfique à celui-ci.

.../...

En ce qui concerne les filles, il conseille aux parents d'être doux et aimables envers elles, et de les aider matériellement afin qu'elles puissent se marier convenablement.

C) Ghazzali (1058-1112) surnommé pour ses enseignements mystiques :
"l'argument décisif de l'Islam"

Pour lui les buts de l'éducation sont au nombre de trois :

- le bonheur temporel et spirituel
- la satisfaction de Dieu
- la maîtrise de Soi ; la purification morale ; la revivification de la religion.

Ghazzali distingue trois périodes dans l'éducation de l'enfant.

a) de sept à dix ans :

Il faut donner à l'enfant l'habitude de se purifier et de faire ses prières ;

b) de dix ans à l'âge de la puberté :

Pendant cette période l'enfant doit être puni au cas où il commettrait des fautes, il faut aussi critiquer devant lui, les mauvaises actions.

c) après la puberté :

A partir de cette étape, il faut expliquer à l'enfant la philosophie et les raisons pour lesquelles on lui a enseigné telle ou telle chose.

Ghazzali fait des remarques très intéressantes concernant la manière dont il faudrait critiquer un enfant : "il faut admirer l'enfant quand il fait quelque chose de bon, mais il ne faut pas le réprimander devant autrui quand il commet une erreur". Ce genre de conseils doit être donné en privé.

Ghazzali insiste sur le côté pratique de l'enseignement :

"Si tu mesures deux mille mesures de vin cela ne te donnera pas la gaieté, il faut en boire pour être gai" ;

Voici d'une façon assez succincte les conseils de Ghazzali :

- il faut être aimable envers l'enfant
- si le conseil donné n'a pas d'effet, il faut procéder à une punition
- il faut l'empêcher de fréquenter de mauvais amis
- il faut l'habituer à une vie simple
- le père doit exiger que son fils le respecte.

Pour les filles Ghazzali invite les parents à les marier une fois atteinte la puberté.

D) Toussi (1199 - 1274)

Le but de l'éducation est, selon lui, la compréhension du bonheur. L'enseignement consiste à inculquer :

1. les devoirs religieux
2. l'hygiène
3. l'obéissance aux parents, l'honnêteté, la modestie
4. l'alphabetisation et la littérature (réciter des poèmes historiques et moraux)
5. les exercices physiques
6. les arts et les sciences.

Toussi prétend que chaque enfant est prédisposé pour un art particulier. L'éducateur doit donc découvrir les goûts et talents de son élève et lui donner un enseignement en conséquence.

Toussi conseille aux maîtres de développer la mémoire de leurs élèves en leur faisant réciter beaucoup de poèmes (moraux).

Pour réprimander l'enfant, Toussi conseille l'indulgence, et la critique ne devrait se faire qu'en privé. Enfin, Toussi pense qu'il faut accoutumer l'enfant à "vivre à la dure".

E) Saadi (1212 - 1293)

Il est l'auteur qui a eu le plus d'influence sur l'esprit du peuple. Ses préceptes moraux circulent de bouche à oreille comme les bonnes leçons d'un grand maître.

"A vrai dire, Saadi reste le premier à traiter de la morale sur un mode poétique (si l'on met de côté l'ennuyeux poème moral de Sanaï). Son art révèle à l'Orient, non plus une morale sentencieuse et dogmatique mais un enseignement aimable et enjoué.

... Le bon sens et l'esprit de Saadi, son style simple et vif, devaient au reste faire école" (1).

Le "Goulistan" et le "Boustan", livres de Saadi, sont pour les persans leur premier contact avec la littérature.

Un des huit chapitres du Goulistan traite de "l'effet de l'éducation". Ce chapitre sous la forme d'une vingtaine d'histoires expose d'une manière persuasive les principes moraux de l'éducation formulés par l'auteur.

(1) Cf. Henri Massé : Essai sur le poète Saadi.

Voici quelques uns de ces préceptes :

- "L'instruction ne porte de fruit qu'autant que la nature la seconde".
- "Vous avez beau polir un méchant fer, il n'en devient pas meilleur" (1)
- "Le vrai héritage de votre père, c'est la science, car pour ses richesses, dix jours suffisent pour les consommer (2)
- Tant que l'arbre est jeune, il est facile de le diriger comme on veut ; quand on l'a laissé croître, il n'y a plus que le feu qui puisse le redresser"(3)
- "Quoique l'or et l'argent naissent des pierres, toute pierre ne produit pas l'or et l'argent" (4)
- Combien de femmes enceintes gagneraient d'accoucher d'un serpent plutôt que d'un fils qui fera leur tourment et leur opprobre (5)

Pour résumer nous pouvons dire que le but de Saadi consiste en quelques préceptions : la vertu - la sagesse - le bien-parler - savoir compter sur Soi.

Ainsi que nous l'avons vu à travers ces différents points de vue, il y a des dominantes permanentes chez tous : l'enseignement doit être engendré et perpétué par l'étude du Coran et ses dérivés. Toute chose doit être étudiée par rapport aux textes sacrés.

-
- (1) Gulistan. chap. 7 hist. 1
 - (2) - hist. 2
 - (3) - hist. 3
 - (4) - hist. 6
 - (5) - hist. 10

Le grand changement par rapport à l'époque pré-islamique, est l'importance accordée à l'expression de l'individu, à sa "Voie".

On pourrait classer cette démarche comme étant opposée au fatalisme, mais ce n'est en fait que l'un de ses produits.

On y aperçoit le germe d'une éducation moins étatique, plus mystique et par conséquent individuelle. A chacun de tirer profit de l'enseignement offert, tout en tenant compte du fait que :

"Quand même vous mèneriez l'âne du Christ à la Mecque, de retour il serait toujours un âne" (1).

Nous y voyons aussi les premiers essais de pédagogie institutionnalisée. Toussi par exemple demande à ce qu'on tienne compte du naturel de l'enfant pour l'orienter (2).

Voyons à présent ce qu'il en était dans la pratique.

L'enseignement primaire était donné dans des "Maktab" (école) à la tête duquel se tenait un "Maktabdar" (maître d'école). Le Maktab était une institution libre et indépendante qui n'était soumise à aucun contrôle. Le Maktabdar pouvait être, soit un homme religieux (Akhound), soit un laïc ayant un certain niveau d'études.

Chardin expose d'une manière ironique la méthode d'enseignement pratiquée dans ces Maktabs.

"Les écoliers lisent chacun leur leçon à haute voix, tous à la fois : l'un commence son A.B.C, un autre épelle, un autre lit du persan, un autre de l'arabe ; l'un tourne d'une langue à l'autre, un répète des

(1) Gulistan hist. I

(2) "On s'abstiendra de mettre en évidence sa faute, car cela causerait endurcissement et exciterait l'enfant à recommencer ...
... (il faut) développer de préférence toute faculté qui se manifeste plus qu'une autre dans la nature de l'enfant".

Ethique Nacirienne citée par

H. MASSE -
Anthologie Persane p. 296

vers, un autre de la prose, l'un étudie la grammaire, un autre la syntaxe ; cependant chacun lit tout haut et fort haut, le maître l'obligeant de crier de toute sa force, ce qui fait que l'on peut appeler un vrai sabbat car assurément on ne s'y entend pas soi-même, et de vingt pas qu'on approche d'une école, l'on entend le tintamare". (1)

Tavernier, l'autre grand voyageur fait la même observation :

"Les persans envoient leurs enfants de bonne heure à l'école qu'ils appellent mektébé et il s'en trouve plusieurs dans chaque quartier ; ils font un étrange bruit dans ces écoles, répétant tous ensemble leur leçon à haute voix et le maître frappant sur celui qui se relâche à crier" (2)

Le programme enseigné dans ces Maktab était très limité :

L'habileté à lire et à écrire (la calligraphie est un art recherché), étaient choses hautement considérées. Le maître exigeait que ses élèves maîtrisassent cet art (3).

Cela fait, l'écopier se mettait à apprendre le catéchisme musulman et aussi à apprendre par coeur des textes variés. Parmi ceux-ci il faut nommer le dictionnaire versifié persan-arabe, dont, la récitation était indispensable.

En effet, grâce à ce dictionnaire l'élève se familiarisait avec les règles de la poésie et apprenait, en même temps, les mots arabes utilisés dans les lettres persanes.

(1) Voyage du Chevalier Chardin - éd. 1811 - T.4. p. 226

(2) Tavernier Voyage en Perse - p. 236

(3) L'absence d'imprimerie impliquait la formation d'un grand nombre de calligraphes pour la transcription des livres.

La lecture du Coran couronnait souvent les études primaires, car la plupart du temps, lorsque l'élève était arrivé à lire ce texte sacré, il considérait ses études terminées. De plus, au Maktab, il avait acquis quelques notions d'arithmétique, et, ceux qui voulaient travailler dans le commerce, avaient pu y apprendre l'écriture des caractères du "Siagh" (qui n'est qu'une autre forme de représentation des chiffres arabes).

Les dépenses pour l'entretien de ces écoles ne sont pas considérables. En effet, d'après les traditions islamiques, les écoles pouvaient bénéficier de l'aide des oeuvres pieuses. C'est pourquoi les familles n'étaient pas tellement gênées pour envoyer leurs enfants à l'école. Les parents devaient cependant participer aux frais scolaires :

"La dépense de l'école est fort petite en ce pays-là (Perse) et chacun paie selon ses moyens, sans faire de marché en y envoyant ses enfants ; à Espahan par exemple, la grosse paie de l'école n'est que d'un écu par mois, et la moindre n'est que de dix sols, il y a même des écoliers qui ne paient rien"(1)

En ce qui concerne la rémunération des maîtres d'écoles, une remarque s'impose : traditionnellement, le fait d'enseigner le Coran et la langue arabe était considéré comme une oeuvre sacrée et bienfaisante ; les maîtres n'enseignent donc pas le Coran et la religion pour gagner leur vie, mais pour faire plaisir à Dieu.

Aussi, des personnes charitables, consacraient une partie de leur richesses, mobilières ou immobilières, soit de leur vivant soit par testament. Les charités ou legs subvenaient aux besoins des maîtres et à l'entretien des locaux. En outre, les familles des élèves récompensaient les maîtres en leur offrant des cadeaux à différentes occasions :

(1) Chardin T.4 pp. 226-227

Après avoir appris à lire le Coran, après avoir terminé l'étude de tel livre religieux etc... (1)

Complétant ses observations sur le traitement des instituteurs, Chardin ajoute :

"Les maîtres ont outre la paie du mois, plusieurs émoluments et au lieu qu'en Europe, c'est aux fêtes qu'on fait des présents à ses maîtres, c'est en Perse, lorsque l'on commence une nouvelle leçon ou quand on prend un nouveau livre. Le présent est toujours proportionné aux moyens des parents de l'écuyer et au degré de science où il monte. Le gros présent est quand on fait prendre le texte de l'Alcoran, qui est arabe, et comme on passe bien du temps sur ce livre parce qu'il est estimé non seulement comme le centre de la science révélée, mais encore comme le plus exact, la plus pure grammaire et la plus sublime rhétorique, on fait des présents au maître lorsqu'on en vient à certains chapitres qu'on tient pour les plus forts et plus difficiles que les autres.

Si quelque écolier manque à faire son présent, le maître ne le chasse ni ne le châtie, mais il excite ses camarades à lui faire honte et à le harceler par des grimaces et autrement jusqu'à ce qu'il ait satisfait à la coutume. Ils y ont intérêt parce que quand on fait un présent au maître, il donne campo aux écoliers" (2).

Les familles aisées employaient des précepteurs particuliers et n'envoyaient pas leurs enfants à l'école. Quelquefois, dans les petites villes et les villages où il n'y avait pas d'école, les notables payaient des maîtres pour instruire leurs enfants. Ces maîtres étaient nourris et logés par la famille.

(1) C'est pour cela, qu'en dépit des recommandations du Coran, on voit le Maktabdar établir une différence entre les enfants des riches et ceux des pauvres.

(2) Chardin T.4. p. 227

"Mais les enfants de bonne maison ne vont point à ces écoles et leurs parents prennent des gens chez eux pour les instruire, ne les laissant point sortir qu'ils n'aient 18 ans ou plus, si ce n'est pour aller à la chasse ou pour tirer de l'arc ou jouer au mail.

De là vient que ces enfants sont sages, civils et honnêtes et qu'il ne sort jamais de leur bouche une mauvaise parole n'ayant point eu de fréquentation, ni de commerce avec la lie du peuple" (1).

Après avoir examiné l'enseignement primaire, nous essaierons de comprendre les institutions concernant le secondaire.

La mosquée fut le premier lieu où l'on délivra un tel enseignement (2). La construction des mosquées en Iran date du premier siècle de l'hégire (VIIe).

Les ouvrages traitant des questions religieuses commencent à paraître dès le deuxième siècle. Les riches fournissent des livres, les donnant gratuitement aux bibliothèques des mosquées. Dès cette époque, les mosquées sont munies de fondations pieuses rapportant un certain revenu. Ceux-ci sont consacrés à l'entretien de la mosquée et subviennent aux besoins des élèves et des maîtres. Certaines mosquées avaient des locaux réservés à l'éducation et à l'entretien des orphelins.

La mosquée gardera son importance en tant que centre d'enseignement général jusqu'au Xème siècle (3).

(1) Tavernier - Voyage en Perse - p. 236

(2) Parallèlement en Europe au Xème et XIème siècle le cloître des cathédrales tiennent lieu d'école et servent à l'origine de la grande effervescence intellectuelle du Moyen-Age

(3) Réorganisation de l'enseignement sous les Abbassides.

Les "Madrassah", institution correspondant à nos collèges du Moyen-Age, ne sont apparues que vers le troisième siècle de l'hégire. Auparavant à l'exception de l'université de Gondi Chapour, ce rôle était tenu par la mosquée.

La première Madrassah fut construite par Nasser Kabir (+ 304 hégire). Au quatrième siècle (hégire) grâce à la bonne volonté de Khadjé Nizamolmolk (1) la création des madrassah se développa et elles furent officiellement dotées d'une fondation pieuse.

Khadjé Nizamolmolk (1018-1092) Tous les madrassahs construits sous son initiative prirent le nom de Nezamieh. Le plus important d'entre eux fut le **nezamieh de Bagdad**, dans lequel enseigna Ghazzali et étudia Saadi.

De son vivant on inaugura des madrassahs dans les grandes villes telles Nichamour - Balkh - Marat - Espahan - Khanof - Marue - Amol - Bassorah - Mossul. Il faut remarquer que le parallèle de cette oeuvre apparaît en Europe vers la fin du XIIème siècle avec la création de la Sorbonne en 1253 et celle d'autres universités ou collèges en Allemagne, en Suède (celle d'Uppsala) ...

Dans ces madrassahs, les étudiants avaient leur logement, qui consistait en deux chambres et un vestibule, qu'ils devaient meubler eux-mêmes.

"Les plus grands (des madrassahs) ont cinquante à soixante logements vides et sans meubles, c'est à chacun de les meubler selon ses moyens ou son humeur" (2).

(1) Cependant, d'après certaines sources, AL-MAKRIZI et AL SUYUTI, les Modrassaks auraient une origine beaucoup plus lointaine ; Nizamal-Mulk, par son énergie et son enthousiasme, n'aurait été que le régénérateur d'une institution ancienne (cf. article madrassahs in Encyclopédie de l'Islam.

(2) Chardin T.4. p.224

L'enseignement supérieur était comme on le constate encouragé.

Le programme des madrassahs était composé de l'étude de : (1)

La littérature classique, la grammaire arabe, les éléments de logique, les mathématiques et surtout l'astronomie, celle-ci afin de déterminer les horaires des prières et du jeûne. Toutefois ces collèges n'avaient plus l'importance dont ils jouissaient au Moyen-Age. En réalité la création scientifique et littéraire avait subi une grande décadence dès la fin du XIIIème siècle.

Cependant, pour en revenir aux madrassahs, il faut dire que certaines personnes paresseuses, abusaient de ce système d'enseignement gratuit où elles étaient nourries et logées, afin de ne pas travailler.

"On y voit des étudiants qui ont soixante ans, comme je l'ai dit, et qui ont femmes et enfants, de manière que ces académies sont quelquefois des lieux d'une extrême ignorance où l'on se fourre, non pas tant pour l'amour des sciences, què pour vivre plus à l'aise et sans travailler"(2).

Le fondateur du collège était responsable du revenu qui était alloué et qui était, comme nous l'avon vu, en partie issu des fondations pieuses (3) La responsabilité de ces fondations était confiée à un "Motavalli" qui trouve son équivalent dans le mot français de "Fabricier" (4). Le directeur nomme le "principal" et autres administrateurs du collège, qui reçoivent qui leur plaît comme boursier.

(1) "Le programme d'enseignement dans les Madrassahs dépendait de la capacité intellectuelle du maître, du nombre des étudiants et des revenus provenant des fondations pieuses. En général on commençait par la grammaire arabe et l'art de la poésie (la poétique) puis on attaquait la logique, le droit canonique, l'exégèse du Coran, les mathématiques, la philosophie et la médecine. Une importance exceptionnelle était donnée à la poésie et à l'art d'écrire".

Mizani Aruzi - Quatre discours -
p. 60 et p. 71

(2) Chardin T.4. p. 229-230

(3) Fabricier ou Fabricien : Membre de la fabrique d'une église.

(4) Voir note page suivante

Le tableau suivant donne à titre d'exemple, le montant du revenu annuel d'un collège de Tehrân, ainsi que la ventilation des dépenses d'après les récits de voyage de Rochechouart, datant de la seconde moitié du 19ème siècle.

Il s'agit d'une école très importante dont le budget annuel ne peut être comparé à ceux d'autres écoles. Cependant cela donne une idée sur les diverses dépenses et surtout sur les allocations d'études aux élèves qui s'élevaient à plus de 100 francs-or par élève.

Tableau n° 20 A -

Distribution du revenu annuel du Collège de Mervi qui s'élève à : 1.600 tomans

<u>Destination</u>	<u>Somme</u>
Moutarelli prélève 10 %	160 tomans
Les professeurs, la moitié	800 -
L'aumônier le 20ème	80 -
Achat annuel des livres	30 -
Bibliothécaire	24 -
Portier	18 -
Gages divers	24 -
TOTAL :	1.136 tomans

Cette somme de 1.136 retirée des 1.600 tomans du revenu global, il reste 494 tomans (environ 5.000 Frs) qui est à partager entre les 40 élèves.

Soruce : C.J. Rochechouart : Souvenir d'un voyage en Perse en 1867
 Paris : Challemeil Aîné - Editeur : 1867 pp. 110 - 111
 Cité par A.R. ARASTEH
 In Education and Social awakening in Iran - p. 85

Avec l'apparition des écoles modernes, les écoles traditionnelles les "maktab" (écoles primaires) et les "madrassah" (secondaires et supérieures) ont commencé à perdre de leur importance au début du 20ème siècle, surtout après la révolution constitutionnelle de 1907.

Cependant le déclin des écoles traditionnelles ne commencera à s'accroître qu'à partir de 1935, comme on peut le voir sur le tableau suivant.

De nos jours, il reste peu d'écoles traditionnelles ; car celles-ci ont perdu leur fonction de former les élites outre que religieuses. Les quelques écoles traditionnelles qui subsistent encore dans certains centres religieux ne forment que des "mollah" et des prédicateurs.

Dès 1948, il ne restait plus qu'un millier de maktab et 200 "madrassah".

"Quand le fondateur d'un madrassah meurt, c'est son héritier qui prend sa place et lorsqu'il arrive que les biens du fondateur soient confisqués par le Roi, c'est le grand pontife, qu'on nomme cèdre (Ssadr : poitrine, chef) qui devient curateur du collège. Sur quoi, il faut encore observer que quand on a, une fois, fait une telle fondation on n'en est plus le maître, il faut laisser le revenu au collège" (1).

Toutefois, certains étudiants travaillaient en même temps qu'ils étudiaient. L'activité la plus fréquente, pour gagner leur vie, était la transcription des livres. En effet c'était un art fort répandu en Perse et qui assurait le "pain" à une infinité de gens.

Mais, par ailleurs, beaucoup de mécènes entretenaient et aidaient les étudiants, comme le dit Chardin, c'était souvent :

Tableau : L'ENSEIGNEMENT TRADITIONNEL (MAKTAB et MADRASSAH avec leurs effectifs)

		Maktab	Elèves	Maîtres	Madrassah	Elèves	Maîtres
1 9 2 3	.....	83	2.081	53	40	626	21
1 9 2 4	.....	1.026	22.924	1.120	240	4.976	343
1 9 2 5	.....	1.301	28.942	1.535	282	5.984	264
1 9 2 6	.....	-	-	-	-	-	-
1 9 2 7	.....	1.476	45.998	2.574	279	-	279
1 9 2 8	.....	2.137	-	-	310	-	-
1 9 2 9	.....	1.891	35.931	1.974	326	5.532	349
1 9 3 0	.....	2.163	37.423	2.321	315	4.598	414
1 9 3 1	.....	2.114	39.229	2.197	329	4.135	334
1 9 3 2	.....	2.640	50.957	2.740	328	3.663	331
1 9 3 3	.....	2.910	53.653	2.968	334	3.446	417
1 9 3 4	.....	3.044	56.202	3.162	371	4.110	625
1 9 3 5	.....	3.329	60.008	3.400	390	4.004	587
1 9 3 6	.....	2.935	55.645	3.230	353	2.935	305
1 9 3 7	.....	2.745	56.533	2.912	311	2.981	326
1 9 3 8	.....	2.653	55.946	2.688	298	1.301	243
1 9 3 9	.....	2.356	54.069	2.472	298	2.373	235
1 9 4 0	.....	2.397	51.922	2.433	238	1.341	137
1 9 4 1	.....	1.797	37.289	1.896	250	784	249
1 9 4 2	.....	1.596	33.016	1.693	206	1.010	113
1 9 4 3	.....	1.445	28.991	1.455	189	890	115
1 9 4 4	.....	1.333	27.012	1.339	196	1.299	126
1 9 4 5	.....	1.346	27.790	1.274	173	2.907	146
1 9 4 6	.....	1.279	22.087	1.238	172	3.057	284
1 9 4 7	.....	1.120	21.015	1.099	242	5.829	732
1 9 4 8	.....	1.117	22.833	1.101	204	6.530	521

Source : L'Indicateur du Plan.

"Des grands seigneurs disgraciés ou d'autres qui se sont retirés de la cour et des affaires, lesquels enseignent publiquement, faisant leçon soir et matin à des heures qu'ils marquent, et souvent ils entretiennent les étudiants de papier et de livres, leur donnant à manger certains jours de la semaine et même des habits, et quelquefois encore de l'argent. On dit qu'il y a des gens qui font cela par vanité, car les étudiants qui viennent en foule à de si généreux maîtres, sont autant de trompettes qui vont publier leur savoir, leur générosité et leur vertu" (1).

Chardin nous dit aussi par ailleurs qu'il est vrai que rien ne donne plus de réputation en Perse que d'instruire à ses dépens beaucoup de disciples et de favoriser les savants et la science" (2).

Les méthodes d'enseignement proprement dites étaient jusqu'au début de notre siècle très mal adaptées et rudimentaires.

"La classe est souvent la chambre du régent, l'étudiant vient prendre cours chez lui, il s'assied sur ses talons et le régent lui ayant fait signe de commencer, il lit une période de deux ou trois lignes dans un auteur et se tait" (3).

Le maître lui donnait les explications nécessaires et la même chose se répétait pour les autres étudiants, après quoi l'étudiant prenait congé et allait ailleurs prendre une autre leçon. Un maître enseignait simultanément plusieurs sciences et un étudiant prenait des cours concernant différentes matières dans la même journée soit avec le même soit avec différents professeurs. La méthode ... "était celle de l'antiquité" nous dit Chardin.

(1) (2) (3) - Chardin T.4. pp. 251-252 ; pp. 233-234 ; p. 234

Après avoir fait des progrès dans l'étude des sciences les étudiants se réunissaient à trois ou quatre afin de discuter.

"L'un tenant l'affirmative et l'autre la négative, ce qu'ils font quelquefois devant un régent, quelquefois entre eux seuls ; mais ils n'ont point de disputes, ni de leçons publiques comme il y en a en France pour la médecine et pour le droit" (1).

Contrairement aussi à la France, l'élève ne subissait aucun examen pour être diplômé d'un madrassah. Au cours de son enseignement le maître avait des contacts personnels avec son élève et les discussions continues entre maître-élève et entre les élèves eux-mêmes en présence de celui-ci, lui permettaient de juger de la compétence scientifique de l'élève. Le diplôme, proprement dit, consistait à la rédaction d'un certificat sur la dernière page du livre étudié et que l'élève devait lire, analyser et interpréter pour les autres.

Nous pouvons donc dire que cet enseignement était avant toute chose un enseignement autodidactique. Comparé à celui qui était divulgué dans les universités européennes, nous sommes en droit de nous étonner que ces élèves aient même pu en tirer un réel bénéfice. Chardin donne les raisons qui selon lui sont à l'origine du retard de cet enseignement : si on ajoute "aux talents naturels, les autres excellentes dispositions qu'ils ont à l'étude, comme est l'application et l'assiduité, la frugalité, la sobriété et l'amour pour les sciences, jusqu'à s'y dévouer toute leur vie, on jugera qu'il faut de nécessité qu'ils y fassent de progrès, mais ils en feraient beaucoup plus s'ils avaient les belles méthodes de notre Europe.

(1) Chardin T.4. - p. 236

S'ils ne s'appliquaient qu'à une discipline à la fois, s'ils avaient les livres à aussi bon marché que l'imprimerie nous les fait avoir, et enfin si leurs maîtres étaient assez justes ou assez charitables pour enseigner de leur mieux et tout ce qu'ils savent, chose qu'on dit qu'ils ne font que pour leurs parents ou pour leur intimes amis" (1).

On peut dire que le système d'enseignement et ses méthodes ne subirent aucun changement notable au cours du XIXème siècle et même jusqu'au début du XXème siècle.

Les Maktab et les Madrassahs restèrent les principaux centres d'enseignement dans toutes les villes du pays.

Cependant au cours du XIXème siècle un pressant besoin de cadres se fait sentir. En effet la défaite de l'armée iranienne par les Russes le 12 Octobre 1813, (traité du Golestan et en 1828, traité de Torkmantchai), fût considérée par le peuple, comme un drame national. Pour cette guerre, l'Iran avait pu lever une armée de 20.000 hommes, mais elle manquait d'officiers pour les diriger. C'est à la suite de cet échec que fut créé l'Ecole Polytechnique dite Darol-Fanoun, chargée de former, entre autre, des cadres militaires.

La création de cette école peut être considérée comme le pas le plus important accompli au cours de ses deux derniers siècles. Créée sous l'initiative d'Amir Kabir, elle avait pour objectif la formation de spécialistes dans les différentes disciplines techniques et scientifiques (2).

(1) Chardin T.4. p. 236.

(2) "A Téhéran, il y a une école où les rudiments de l'éducation libérale sont enseignés par des professeurs Anglais et Français sur un mode très ambitieux. On recrute dans cette école, les courtiers, diplomates et employés du gouvernement du Shah, les cadres de l'armée aussi".

In the Land of the Lion and Sun p. 339
C.J. WILLS : éd. 1883

Les premiers professeurs qui y enseignèrent étaient autrichiens. Le créateur de cette école, étant un fervant nationaliste, ne voulait pas confier la formation des futurs cadres aux Anglais, ni aux autres pays intéressés, tout particulièrement la Russie. A ce propos, le Docteur Schneider, médecin principal de l'armée française attaché à la légation de France à Téhéran, médecin particulier du Chah de Perse, Nasser-ed-Din, rapporte que ce souverain se plaisait à dire "qu'il craignait la force des Russes et la perfidie des Anglais, n'aimait pas beaucoup les Allemands, dont la brusquerie et l'orgueil heurtent souvent, du reste, la politesse raffinée des Persans, mais qu'il avait une prédilection marquée pour les français, auxquels seuls il accordait toute sa confiance" (1).

Cette politique d'Amir Kabir montre clairement jusqu'à quel point l'Iran était menacé par les Russes et les Anglais. (2)

(1) Cité par Jean Méliá in visages Royaux d'Orient - p. 73 - PARIS, 1930.

(2) Le nationalisme d'Amir Kabir lui coûta la vie. Mais l'histoire de la Perse contemporaine le présente comme l'homme le plus efficace et le plus vigilant que l'Iran ait connu jusqu'à nos jours.

(3) C'est ainsi que les chaires des différentes disciplines furent respectivement confiées à :

- Lieutenant Kreziz - Docteur Polak - Fekti (Fetki, Kotaki, Fekate)
Lieutenant Nemiro - Capitaine Gumonès - Carmotla - Capitaine Zattie

auxquels il faut ajouter :

- Metrasto (Italien) pour l'infanterie - Bohler (Polytechnicien français) pour les mathématiques et la topographie - Schimler (hollandais) pour la médecine - Richard (français) pour le français - Cagerpolo (italien) pour le dessin

et quelques professeurs iraniens :

- Mirza Malkom pour la géographie - Mirza Seyed Ali pour la médecine traditionnelle - Cheikh Mohammed Saleh Esfani pour l'Arabe et le Persan.

Les objectifs d'Amir Kabir concernant l'enseignement étaient au nombre de trois :

1/ L'envoi régulier (subventionné par l'Etat) de jeunes iraniens en Europe.

2/ La création de centres d'études scientifiques sur les modèles européens.

3/ Le recrutement de professeurs et spécialistes étrangers pour former des cadres administratifs et militaires, des enseignants et des professeurs.

Il est intéressant de se reporter au tableau de la page suivante pour voir la répartition des 105 étudiants au cours de l'année 1852, année d'inauguration.

L'Etat prit en charge la totalité des dépenses des étudiants (1) qui bénéficiaient d'une bourse et prenaient leur déjeuner à l'Ecole. Celle-ci était ouverte à toutes les couches de la société, sans distinction, et cela durera jusqu'à l'année 1859 c'est-à-dire pendant 7 ans. Dès cette année des discriminations financières et des difficultés politiques mirent des obstacles au développement de l'Ecole, de sorte que seules les familles riches pouvaient avoir accès à l'enseignement universitaire de l'Ecole Polytechnique. C'est ainsi qu'à l'époque où le pays avait le plus besoin d'universitaires, la capacité d'admission des candidats resta réduite. En exemple, pour l'effectif de l'Ecole, voir le tableau de la page suivante concernant l'année 1880.

(1) Le budget de l'Ecole en 1852, année de son inauguration, était de 3.875 livres anglaises (7.750 Tournans iraniens) et de 10.000 Livres anglaises (30.000 Tournans) en 1891 - G. Curson, vol. 1 - p. 494

Sheil Glimpses of life and manners in Persia - P. 389

Tableau n° 20 c - Les étudiants de l'Ecole polytechnique dans
l'année d'inauguration en 1852, selon les disciplines

Discipline	Etudiant	%
Artillerie	26	24,7
Médecine	20	19
Pharmacie	7	6,6
Cavalerie	5	4,7
Infanterie	30	28,6
Minéralogie	5	4,7
Génie	12	11,4
TOTAL	105	100,0

Tableau n° 20 d - La distribution des étudiants de l'Ecole
Polytechnique en 1880.

Discipline	Etudiant	%
Discipline militaire	75	19,3
- scientifique	140	36,2
Enseignement du français	45	11,6
- de l'anglais	37	9,6
- de russe	10	2,6
Topographie et cartographie	30	20,7
	387	100,0

Afin de mieux déterminer la place de l'enseignement parmi les dépenses de l'Etat nous donnerons au tableau de la page suivante, le budget de l'Etat pour l'année 1852. On y constatera que l'enseignement n'absorbe que 3 millièmes de la dépense totale : 7.750 Toumans sur 2.656.601 Toumans.

L'Ecole possédait une imprimerie qui publia un grand nombre d'ouvrages préparés par les professeurs et autres auteurs. E.G. Brown donne le chiffre de 161 ouvrages dont 70 de mathématiques, médecine et sciences, 14 traitants des questions militaires et le reste concernant la littérature, l'histoire, la philosophie etc... (E.G. Brown, *The press and poetry of modern Persia*, Cambridge University press 1914 pp. 157-166).

L'Ecole Polytechnique a rendu de grands services en ce qui concerne la formation de spécialistes. Malgré l'insuffisance des moyens on y travaillait avec des méthodes scientifiques.

"Je fus favorablement impressionné par ces procédures qui étaient du début à la fin caractérisées par l'ordre, la courtoisie et la méthode scientifique" (1) - (E. Brown, *A year amongst Persians* p. 98)

Nous pensons que l'aspect social de cette Ecole était prépondérant. Les diplômés de Dar-ol-Fanoum jouèrent un rôle important dans le développement social qui aboutit à la Révolution Constitutionnelle de 1907.

Durant son existence (1851-1891) elle a donné 1.100 diplômés. Nous reviendrons sur ce sujet dans le chapitre traitant de l'éducation et la politique.

(1) E.G. Brown : *A year amongst Persians* - p. 98 - London 1893

Nous pourrions dire en suivant la pensée de Sassi, que "à part le Darol Fanoum, réservé aux fils des personnares importants, l'Ecole des Sciences Politiques de fondation toute récente, et quelques écoles étrangères, il n'existait aucun établissement moderne d'enseignement" (1)

§ 3 - Les écoles étrangères en Iran

Dans l'approche du problème posé par les écoles étrangères en Iran, qui sont pour la plupart des écoles religieuses, nous ne pouvons étudier séparément l'impact de ces écoles d'avec "la politique" pratiquée par les missionnaires et leur influence sur le pays.

En effet, dès 334 après J. C. les chrétiens encouragés par l'attitude tolérante des Persans face aux étrangers, viennent s'installer en Iran. C'est ainsi que les Nestoriens persécutés par Rome s'y enfuiront.

Nous voyons dès cette époque des chrétiens avoir le rôle d'ambassadeur et Yazdeguard Ier (399-420) envoie Maroutha évêque de Mésopotamie, en qualité d'ambassadeur auprès de Théodose II (2). Un peu plus tard KhosroParviz, à la fin du VIème siècle, épousera une chrétienne très zélée, phénomène qui favorisa beaucoup les chrétiens.

Ceci est encore plus évident sous l'empire Mongol, chez qui la chrétienté entrevoie un allié contre les hérétiques musulmans.

(1) SIASSI : La Perse au contact de l'occident - p. 139 - PARIS, 1931

(2) RAWLINSON - pp. 351 et 59

Effectivement, les Mongols, n'ayant aucune religion établie, ne voyaient guère d'inconvénient à laisser la libre circulation des idées chrétiennes. On verra de nombreux missionnaires partir vers ces contrées prêcher les évangiles. A leur suite le Pape Innocent IV envoie Jean du Plan de Carpin, dont on peut dire qu'il ouvrit la route de l'Asie, comme Vasco de Gama ouvrit celle des Indes.

Ce fut ensuite Saint-Louis qui dépêcha Guillaume de Rubrouck (dit Rubrûquis) Missionnaire flamand (1).

En fait, les chrétiens sont si bien traités que le Pape Jean XXII encouragé par cette politique, partagera, à l'aide de la bulle Redemptor Noster, l'Asie toute entière entre les missionnaires des deux ordres : dominicains et franciscains (En 1320 on trouve la trace d'une mission dominicaine chez les Arméniens). Deux archevêchés sont créés, l'un pour l'Asie occidentale à Sultanieh en Iran, confié aux dominicains et l'autre, pour l'Asie orientale à Khan-Balik (Pékin) confié aux franciscains.

25 églises sont bâties à Sultanieh ; autour de son archevêché se créent une dizaine d'évêchés. La religion catholique reprend vigueur dans toutes ces régions qui étaient menacées à la fois par l'Islam et par le schisme (2).

Philippe II (1527-1598) roi d'Espagne et du Portugal, envoie le père Simon Moralès à la cour de Mohammad Shah Khondabendieh. Celui-ci, influencé par ce même père Moralès envoie en retour un ambassadeur à la cour d'Espagne. Malheureusement ils périrent, au cours d'une tempête, sur la côte orientale d'Afrique.

(1) Celui-ci nous a laissé le récit de son voyage dans un style anecdotique, de journal - Cf. Guillaume de Rubrouck - récit de son voyage Traduit du latin par Louis de Bakker - PARIS, Ernest Leroux - Ed. 1877.

(2) Mgr. Olichon (p.p. 163-164) - les Missions PARIS, 1936 - in-4°, cité par Sadre p. 54.

Par la suite le père "Pacifique de Provins" établit la première mission française, de l'ordre des Capucins, sous le règne de Shah Abbass. Pour sa part le Pape Clément VIII envoie auprès de ce même Shah Diego de Miranda et Francesco de Costa (1). C'est dire que le XVI^e et XVII^e siècle furent propices à l'installation des chrétiens. Ainsi à Ispahan, on pouvait déjà voir trois couvents :

- les Augustins, sous la protection du roi du Portugal
- les Carmes déchaussées, dépendent de l'Espagne et de l'Italie
- les Capucins, sous le roi de France.

Et, les missions évangéliques d'Alexandre de Rhodes et du père Aimé Chezaud.

L'idée se généralise. Des hospices et des écoles dirigées par des Capucins se créent à Ispahan et à Tabriz, des églises et d'autres écoles tenues par des jésuites se dressent à Chemakly et Erivan, une communauté dominicaine naît à Nakhtchivan.

Enfin en 1966, le père Ignace de Jésus publie à Rome une "Grammatica Linguae Persicae" ; c'est le départ d'une expansion qui ira toujours croissante. Mais en fait, c'est surtout le XIX^e siècle qui, grâce à un gouvernement affaibli et à une demande sans cesse croissante d'indépendance, offrit aux missions le moment propice à une réelle installation. Une meilleure compréhension et analyse du problème iranien tout au long des siècles, leur permit aussi d'entrevoir que la seule approche possible, était non pas d'évangélisation mais plutôt l'éducation et la prophylaxie.

(1) BAYANI K. - les relations de l'Iran avec l'Europe occidentale -p. 161
PARIS, Les Presses Modernes 1937.

Ainsi après avoir examiné les différents contacts de la chrétienté et des missionnaires avec l'Iran, nous voyons se définir leur influence dans l'éducation. Il ne faudra toutefois pas s'étonner du peu de conversions qu'ont fait ces missionnaires car cela est du au caractère propre des Iraniens.

A ce sujet de nombreux récits circulent, pour la plupart humoristiques. La suivante est l'une des plus typiques :

... C'est un missionnaire, à la veille de son départ d'Iran, se souvenant de sa vie passée, confie à son aide persan sa peine devant son échec : car en 40 ans de service il avait seulement réussi à convertir 3 persans au christianisme. "Mais, Monsieur" protesta son interlocuteur, "vous avez très bien réussi ; car l'Islam a envahi ce pays voici 1300 ans et personne n'est musulman". (Cité par Reza Arasteh) (1)

C'est ce même trait de caractère qui pousse les persans à accepter en apparence un fait, afin de mieux le circonvenir.

(1) Reza Arasteh - Education and social Awetening in Iran - P. 155

En ce qui concerne l'enseignement de ces écoles religieuses nous avons essayé de retracer leur développement et leurs buts.

L'activité des missionnaires était intensive, se faisant surtout sentir dans les provinces. Les villes d'Ourmiah et de Tabriz semblent avoir été le terrain le plus favorable à leur travail.

"Le Patriarcat d'Etchmiadzin envoya des professeurs, un comité de bienfaisance de femmes arméniennes, constitué à Tauris, créa des ouvriers des jardins d'enfants, ouvrit des écoles dans toute la province. A Tauris, à Salmas, à Ourmiah, des associations musicales et théâtrales se formèrent : des bibliothèques furent fondées (1).

Ce même auteur, qui fut ambassadeur de France en Iran avant la première guerre mondiale, parle de l'intérêt des élèves pour l'étude du français : "Depuis une trentaine d'années, la mission américaine d'Ourmiah a pris pied à Tauris. Le temple presbytérien ne réunit qu'une centaine de "communicants : le dispensaire, l'hôpital de quinze lits et les deux écoles (190 garçons et 120 filles) attirent surtout la clientèle arménienne. Sous la pression des familles, les missionnaires américains viennent de se décider à introduire chez eux l'enseignement du français. Ils ont fait venir de là-bas un professeur, M. Léon Vauthier..." (2).

C'est ainsi que nous nous apercevons de l'expansion qu'avait acquise la langue française. Voici un autre témoignage concernant ce phénomène : c'est celui d'un savant français, M. Henri Binder, au cours de son séjour dans la ville d'Ourmiah.

(1) E. AUBIN - La Perse d'aujourd'hui - P. 45

(2) - ibid -

"Tous les jeunes gens apprennent le français ; nous leur posons plusieurs questions de géographie, auxquelles ils répondent très bien. Ceux qui se destinent à être prêtre font quelques études de latin ; ils nous traduisent couramment, à livre ouvert, quelques passages de l'épître et récitent des vers français. Les Pères sont respectés et aimés de leurs élèves" (1)

Voici une liste résumée des principales écoles étrangères en Iran, qui permettra dès l'abord de mieux identifier l'étendue du sujet.

- 1872 : l'école de l'Américan Presbyterian Mission fondée à Téhéran.
- 1896 : l'américan Presbyterain mission établit une école pour fille à Téhéran
- 1904 : The "Sturart Memorial Collège" établi par the British church missionary society
- 1898 : Alliance française créée à Téhéran par "The Alliance Israelite Universelle".
- 1911 : l'école commerciale établie par les Russes.

En 1840, donc, les Lazarites français s'installent au nord ouest du pays dans la ville d'Ourmia. Vers 1914 ils avaient 6.000 adeptes, pour la plupart issus de milieux non-musulmans. Ils avaient pour les diriger 60 prêtres et 3 Evêques.

Par ailleurs d'autres européens, surtout des Moraves, envoyèrent des missions protestantes en Iran.

(1) H. BINDER - Au Kurdistan (Mission scientifique du Ministère de l'Instruction publique - P. 90 - PARIS, 1887)

En 1833, la "Basal Mission Society" établit une école à Tabriz, mais ne pouvant y avoir un rôle d'évangélisation, ferme ses portes quatre ans plus tard.

En 1869, la "Chuch Mission Society" ouvre un centre à Ispanan puis plus tard à Chiraz, Yazd et Kerman. (Se reporter au tableau page suivante), qui résume fort bien le développement de ces écoles.

Un séminaire masculin fut créé par les missionnaires protestants (américains) en 1836 à Rezaieh ; On y enseignait l'écriture, la lecture, l'arithmétique, les calligraphies anciennes et l'anglais. En 1878, cette même école se transforme en Collège, et dispense, outre les cours académiques, des leçons concernant l'Industrie, la Théologie et la Médecine.

En 1885, l'Evêque de Canterbury envoya à Urmi - Rezaieh une mission.

Plus tard, vers 1890, des nonnes vinrent y installer des pensions pour jeunes filles (Mrs BISHOP, Journey in Persia p. 229).

Voici à peu près les écoles anglicanes existant en 1889,

- "High school" à Urmi, pour garçons de moins de 17 ans.

2 écoles dans la plaine d'Urmi

1 école supérieure à Urmi, destinée aux prêtres et aux candidats prêtres.

Il y avait 76 garçons de plus de 17 ans.

En plus il y avait 72 écoles de village à fonction épisodique, où 1.248 garçons et 225 étaient instruits (Sykes, Persia and its people pp. 127-128).

Tableau n° 20 F - Ecoles de "Church Mission Society - 1937

Lieu	Centre en- seignement	Centre en- seignement	G	F	T
Ispahan	Stuart memorial collège for boys		396		396 (1)
	Stiteman Memorial for girls		111	254	254 (2)
					111
Kirman	Ecole de garçons		111		111
	Ecole de filles			45	45
Yazd	Ecole de filles			240	240
Shiraz	Ecole de filles			44	44
	TOTAUX		507	583	1.090

Source : HOARE : Something in Iran - London, 1937.

Cité par ARASTEN - Education Social awakening in Iran - P. 157

(1) 69 étaient pensionnaires

(2) 12 étaient pensionnaires

Le tableau page suivant a le mérite de nous montrer l'évolution de ces écoles sur une période assez vaste.

Mais en fait ces écoles étaient surtout fréquentées par des Nestoriens et des Arméniens. En 1910, il y avait environ 25.000 Nestoriens dans la ville d'Urumiah. Celle-ci était et est la ville ayant la plus forte concentration chrétienne, ce qui s'explique facilement par sa situation géographique. A cette même époque on comptait 90.000 chrétiens pour toute la Perse (Nestoriens, Arméniens, Grecs, Orthodoxes, Protestants et catholiques romains) Sykes pp. 127-128.

Cependant les missions ne s'avouèrent pas vaincues et en 1904 s'ouvrit une école pour garçons musulmans. En 1913 son effectif dépassait 300 élèves dont 120 étaient musulmans, certains appartenant même à des familles dirigeantes. Quoique ces musulmans ne se soient pas facilement convertis au christianisme ceux, qui par la suite, occupèrent les postes influents en jouèrent pour sauvegarder et protéger les intérêts des missionnaires.

En résumé à l'automne 1919 l'école de garçons de Tabriz inscrivait 400 élèves et on ajouta à l'enseignement les mathématiques, la géologie, la chimie, l'étude de la Bible et des autres sujets religieux.

En 1929 - 1930 le nombre des élèves fréquentant les écoles étrangères atteignait 8.185 enfants distribués comme suit :

Ecoles françaises..... 5.598

Ecoles américaines 2.587

TOTAL 8.185

Tableau n° 20 G - Américan Presbyterian Mission Schods

In Iran - 1836-1934 (1)

ANNEE	Nbre d'écoles	G	F	T
1836	1 (2)	30	-	30
1850	35	531	196	727
1870	56 (3)	-	-	865
1890	147 (4)	-	-	2.666
1922	24	2.331	1.327 (5)	3.658
1934	7	-	-	1.185
TOTAUX				

(1) Board of Foreign Missions of the Presbyterian Church in the USA

(2) La première école, était un séminaire masculin, établi à Rezaieh pour les jeunes Nestoriens

(3) deux de ces écoles étaient des pensionnats

(4) huit d'entre elles étaient des pensionnats

(5) ceci est une estimation.

Cf. Reza Arasteh.

Pour la même année le nombre total des élèves en Iran atteignait : 154.419. Nous regrettons d'avoir peu de documents concernant les écoles françaises avant 1900.

Par contre, ainsi que nous le montre le tableau page suivante, de plus amples informations sont disponibles pour une période ultérieure.

Il est souhaitable que ce petit bilan sur les écoles en Iran permettra de mieux comprendre le contexte dans lequel se déroulèrent les réformes qui suivirent.

Tableau n° 20 H - La liste détaillée des écoles françaises
en Perse avec leur effectif (1929-30)

	G	F	T
I. Alliance israélite :			
Teheran	750	400	1.150
Hamadan	600	300	900
Isfahan	500	200	700
Chiraz	450	150	600
Kermanschah	250	150	400
Sehna	125	75	200
Yazd	200	-	200
	2.875	1.275	4.150
II. Ecoles des Pères Lazaristes :			
Téhéran (collège)	-	-	270
Djalfa-Isfahan			48
Tabriz			80
(Ecole			293
Ourmieh (Séminaire			22
(Ecole d'instituteurs			18
			731
III. Ecoles des filles de la Charité			
Téhéran (Jeanne d'Arc)			315
Djolf-Isfahan			62
Tabriz			140
			517
IV - Lycée Franco-Persan			
Téhéran			200
	TOTAL :		5.598

- CHAPITRE II -

L'ENSEIGNEMENT PRE-PRIMAIRE

- Jardins d'enfants ou écoles maternelles

§ 1 - LA CROISSANCE DES EFFECTIFS SCOLAIRES

Ce type d'enseignement s'adresse théoriquement aux enfants de 3 à 6 ans accomplis. Mais en fait la majorité des élèves sont âgés de 4 à 5 ans.

Les deux premières écoles maternelles furent créées sur l'initiative privée en 1910 et en 1924. Mais le véritable développement de ce type d'enseignement ne commença qu'après la Seconde Guerre Mondiale.

La croissance des effectifs scolaires a connu des bonds considérables jusqu'en 1960, date à laquelle le Gouvernement Iranien a voulu contrôler le développement un peu anarchique des écoles maternelles privées. L'année suivante, en 1961, une centaine d'écoles privées avaient disparu entraînant une baisse de scolarité de 9.000 élèves (1).

Le niveau de la scolarité connu en 1960 n'a pu être rattrapé qu'en 1971.

En 1972-73, à la fin du IVème Plan, il y avait 24.000 élèves dans les écoles maternelles dépassant largement l'objectif du Plan qui était de 20.000 élèves.

(1) De plus, l'année 1961 est une année de récession économique d'après le IVème Plan et les rapports annuels de la Banque Markazi.

Le Vème Plan qui débuta en mars 1973 prévoyait 415.000 élèves pour mars 1978 soit une multiplication par près de 18. En raison d'une augmentation substantielle des recettes de l'organisation du Plan à la suite de la hausse des prix du pétrole, il est probable que l'objectif déjà ambitieux du Plan sera révisé en hausse.

Pourquoi un Plan aussi ambitieux pour l'enseignement pré-primaire, alors que, comme nous le verrons, l'enseignement primaire laisse à désirer ?

L'organisation du Plan explique ce choix par la mise en vigueur d'un Plan nutritionnel également très ambitieux. Tous les enfants des écoles maternelles devraient bénéficier de ce Plan nutritionnel qui prévoit principalement la distribution gratuite du lait et de la poudre de lait.

§ 2 - LA COMPARAISON AVEC LES PAYS VOISINS ET LA FRANCE

L'Iran, comparé à la Turquie, semble avoir une cinquantaine d'années d'avance.

Comme le montrent le tableau 21 et la figure 17, il y a une différence entre les deux pays, du simple au quintuple, au profit de l'Iran, alors que la population totale de la Turquie est légèrement supérieure à celle de l'Iran (1).

Comme nous ne disposons pas de statistiques des élèves du pré-primaire par âge pour pouvoir calculer les taux de scolarisation, nous avons calculé le nombre d'élèves des écoles maternelles pour 100.000 habitants, dans chacun des pays suivants pour 1969-70 (2) :

(1) En 1970, Turquie 35 millions, Iran 31 millions.

(2) Nos calculs sont basés sur les statistiques démographiques des Nations-Unies et les statistiques scolaires de l'UNESCO. Population totale : milieu de l'année 1969 - Effectifs du pré-primaire l'année scolaire 1969-70.

Tableau 21 : LE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT PRE-PRIMAIRE EN IRAN ET EN TURQUIE

ANNEES SCOLAIRES	Nombre d'écoles			Nombre d'élèves	
	IRAN		TURQUIE	IRAN	TURQUIE
	Privées	Total pu- bl.+priv.	Total		
1943 - 1944	-	-	-	1.874	-
1952 - 1953	-	74	52	5.520	-
1953 - 1954	-	115	52	5.344	2.177
1954 - 1955	-	98	53	7.059	2.427
1955 - 1956	-	103	56	6.245	2.573
1956 - 1957	-	165	64	9.300	2.758
1957 - 1958	-	202	59	11.530	2.796
1958 - 1959	-	280	63	16.110	2.886
1959 - 1960	-	286	66	17.058	2.847
1960 - 1961	243	348	-	22.006	-
1961 - 1962	142	254	-	13.142	-
1962 - 1963	158	245	-	12.949	-
1963 - 1964	175	262	-	13.296	-
1964 - 1965	199	280	80	13.620	3.018
1965 - 1966	194	257	-	13.714	-
1966 - 1967	202	260	-	14.685	-
1967 - 1968	214	267	-	15.208	-
1968 - 1969	290	337	108	19.462	4.054
1969 - 1970	319	376	109		4.772
1970 - 1971	291				
1971 - 1972	376				
1972 - 1973	366				
1977 - 1978	(Prévision Vème Plan)			415.000	

Sources pour l'Iran :

Source 1 : Educational Statistics - Ministère de l'Education. Publications annuelles de 1962 à 1970, Téhéran

Source 2 : Statistical Handbook of Iran - Plan Organisation, Téhéran, mars 1970.

Source 3 : Ali Hadjyoussef - Plan Organisation. Recueil de statistiques sociales. Données de bases en persan, Téhéran, 1971.

Source 4 : Vème Plan de développement 1973 - 1978.

Sources pour la Turquie :

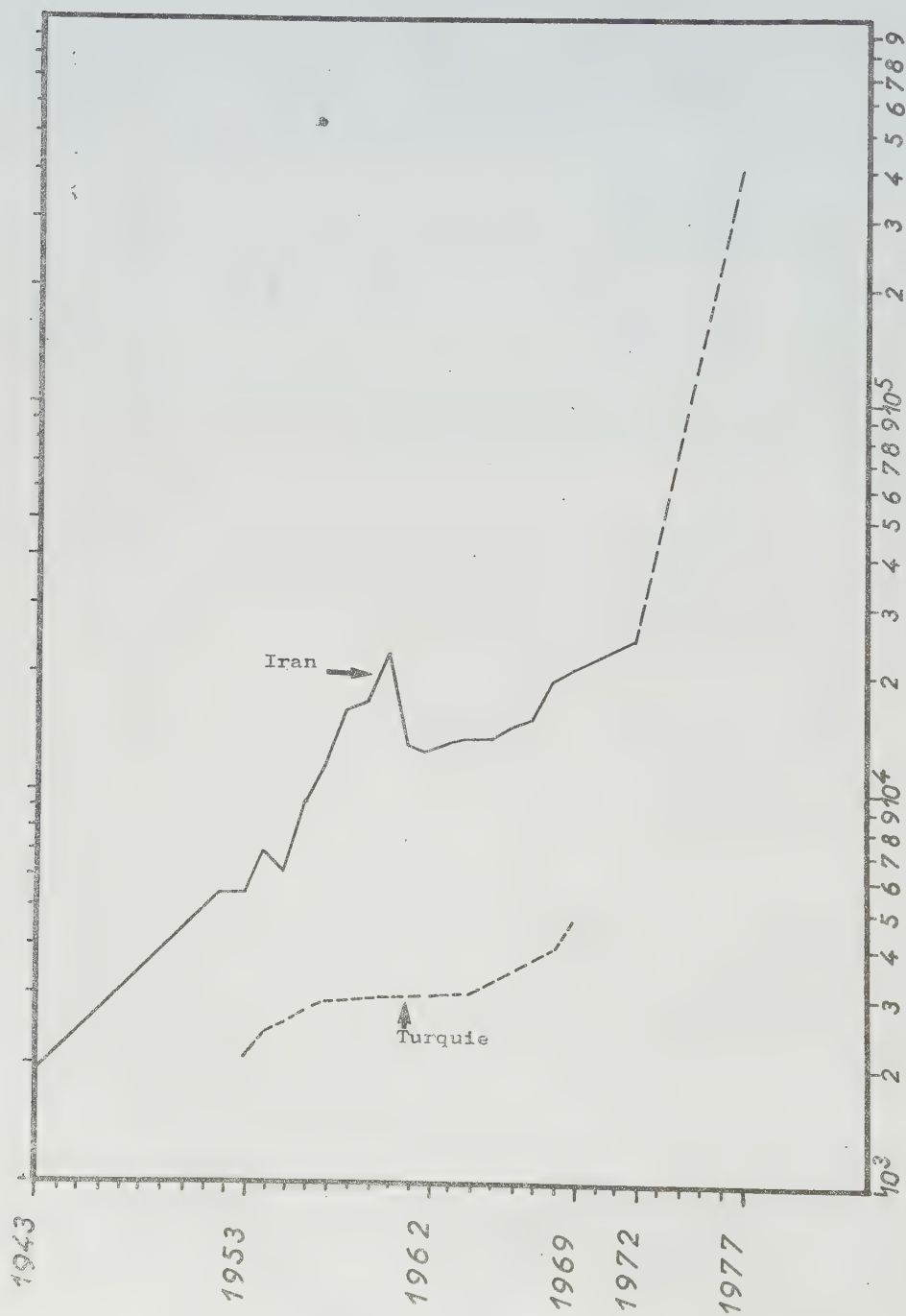
Source 1 : Pocket data book of Turkey, Ankara, 1969.

Source 2 : Statistiques de l'Education Nationale 1953 - 1960. Ministère de l'Education de Turquie, Ankara, 1963.

Toutes les sources nationales ont été complétées par l'annuaire statistique de l'UNESCO, 1971.

Fig. 17 LA CROISSANCE DES EFFECTIFS DE LE SCOLARITE PRE-PRIMAIRE EN IRAN ET EN TURQUIE

195



IRAN	:	72	élèves	pour	100.000	habitants
AFGANISTAN	:	10	-	-	-	-
TURQUIE	:	14	-	-	-	-
SYRIE	:	445	-	-	-	-
IRAK	:	171	-	-	-	-
ISRAEL	:	4.182	-	-	-	-
FRANCE	:	4.205	-	-	-	-

Il apparaît ainsi que dans la région, l'Iran se trouve dans une situation médiane par rapport aux pays voisins. Si en Afganistan et en Turquie, l'enseignement pré-primaire est dramatiquement insuffisant, la situation en Iran n'est pas très brillante par rapport aux deux pays développés, l'Israël et la France que nous avons retenus comme repères significatifs, le sous-développement du pré-primaire iranien est beaucoup plus évident.

Cependant, si les objectifs initiaux du Vème Plan iranien se réalisent, le retard devrait être plus que comblé, dépassant le niveau des pays les plus développés, car, en 1977, il devrait y avoir 1.154 élèves pour 100.000 habitants. Comme nous l'avons dit plus haut, il est probable que l'objectif du Vème Plan en cours de révision sera encore plus élevé.

§ 3 - L'ENSEIGNEMENT PRE-PRIMAIRE est réservé à certaines grandes villes et plus particulièrement à Tehran.

En 1968-69, on ne compte dans les localités rurales que 844 élèves, soit 4 % du total iranien. Pendant que les effectifs du pré-primaire des

.../...

viles connaissaient des bonds considérables à partir de 1963, la proportion des élèves des localités rurales continuait de se dégrader comme en témoigne le tableau ci-après.

Tableau 22 : NOMBRE ET PROPORTION D'ÉCOLES MATERNELLES ET D'ÉCOLIERS DANS LES LOCALITÉS RURALES

<u>Année scolaire</u>	<u>Nombre d'écoles</u>	<u>Proportion dans l'en-</u> <u>semble d'Iran</u> %
1959-1960	18	6,3
1960-1961	30	8,6
1963-1964	20	8,0
1968-1969	16	4,7
1970-1971	15	4,2
<u>Nombre d'élèves</u>		
1959-1960	628	3,7
1960-1961	745	3,4
1963-1964	558	4,5
1968-1969	844	4,3
1970-1971	609	3,1

D'autre part, sur 18.000 élèves des zones urbaines, 10.000 se trouvent concentrés dans les villes de la province centrale qui abrite la capitale, soit donc 56,7 % du total des élèves urbains.

Sur les tableaux 23 et 23 bis, nous avons reproduit les données disponibles sur la répartition par département des écoles maternelles et des élèves suivant le type d'habitat (zones rurales, urbaines) et suivant le statut de l'école, écoles publiques et privées.

Tableau 23 : REPARTITION GEOGRAPHIQUE (DEPARTEMENTALE) DES JARDINS D'ENFANTS
SELON LE TYPE D'HABITAT (VILLES - VILLAGES), 1968 - 1969

Départements	Nombre d'écoles et d'élèves					
	Zones rurales		Zones urbaines		Total	
	Ecoles	Elèves	Ecoles	Elèves	Ecoles	Elèves
Iran entier	16	844	321	18.618	337	19.462
Province centrale	2	163	208	10.551	210	10.714
Semnan	-	-	1	32	1	32
Guilan	-	-	4	201	4	201
Mozanderan	1	23	9	461	10	484
Azarbaidjan-Est	9	356	28	2.302	37	2.658
Azarbaidjan-Ouest	-	-	10	538	10	538
Kermashahan	-	-	4	183	4	183
Hamadan	1	127	3	121	4	248
Ilam	-	-	-	-	-	-
Fars	1	130	10	860	11	990
Iles du Golfe Persique	-	-	1	41	1	41
Khouzistan	1	20	12	1.144	13	1.164
Lorestan	-	-	2	49	2	49
Kohkhillouyeh	-	-	-	-	-	-
Kerman	-	-	4	249	4	249
Iles d'Oman	-	-	2	104	2	104
Khorassan	1	25	10	678	11	703
Ispahan	-	-	7	653	7	653
Bahktiari	-	-	-	-	-	-
Kordistan	-	-	2	148	2	148
Sistan Belouchestan	-	-	2	96	2	96
Yazd	-	-	2	207	2	207

Source : "Educational statistics". Ministry of Education, Téhéran, 1970. Edition bilingue, anglo-persane.

Tableau 23 bis : LES JARDINS D'ENFANTS EN IRAN

Départements	Nombre d'écoles					
	1970-1971		1971-1972		1972-1973	
	Publique	Privée	Publique	Privée	Publique	Privée
T O T A L	58	291	55	376	53	366
O. Markazi central	0	204	2	273	3	298
Guilan	1	1	1	7	1	9
Mazandaran	0	12	0	18	0	12
Azarbaydjan est	23	14	20	11	16	10
Azarbaydjan ouest	14	6	11	5	10	5
Kermanschahan	0	3	0	4	0	4
Khouzestan	3	13	3	15	3	16
Fars	6	8	6	9	4	12
Kerman	0	6	0	5	0	5
Khorassan	6	6	6	10	10	7
Esfahan	1	6	1	6	1	6
Sistan-Baloutchestan	0	1	1	1	1	1
Kordestan	0	2	1	2	1	2
O. Saheli côtier						
Hamadan	0	4	0	4	0	4
Semnan	0	1	0	1	0	1
Lorestan	0	2	0	2	0	1
Iles et ports d'Oman	2	0	1	0	1	0
Tcheharmahal Bakhtiari	1	0	1	0	1	0
Iles Ports Golf Persiq.	0	1	0	1	0	1
Ilam	0	0	0	0	0	0
Kohkilouyé-Boweyr Ahmadi	0	0	0	0	0	0
Zandjan *			0	1	0	1
Yazd	1	1	1	1	1	1

* Compris dans Guilan jusqu'en 1970-1971
Annuaire statistique 1972.

La première constatation, c'est l'absence totale d'écoles dans trois départements : Ilâm, Kohkilouyeh, Baktiari, en 1968.

La deuxième, c'est l'absence d'écoles dans les zones rurales de quinze départements sur vingt et un à la même date.

La troisième observation, c'est le fait que les élèves urbains de sept départements abritant les plus grandes villes d'Iran constituent 90 % des élèves des maternelles urbaines.

Pour apprécier correctement les inégalités géographiques dans la scolarisation des enfants, il aurait fallu calculer des taux de scolarisation par âge (1).

Mais, étant dépourvus de statistiques d'élèves par âge (et par département), nous avons eu recours aux proportions d'élèves par 100.000 habitants comme pour les statistiques internationales (cf. Supra).

Les éléments de notre calcul se trouvent dans le tableau 24 ci-après. Ainsi, on voit que les écoles maternelles ne sont d'une certaine importance relativement à la population que dans deux départements : le département central avec 132 élèves pour 100.000 habitants à cause de Tehrân et l'Azarbaïdjan est avec 115 élèves pour 100.000 habitants à cause de Tabriz.

Dans l'ordre décroissant, le troisième département est le Khouzistan, mais il est loin derrière le second puisqu'il n'y a là que 64 élèves pour 100.000 habitants.

(1) Par exemple, le taux de scolarisation se calcule comme le rapport des enfants scolarisés dans la maternelle et âgés de 3 à 6 ans par rapport à la population totale des enfants de 3 à 6 ans. Pour être plus précis, on doit même calculer séparément pour 3 ans, 4 ans, 5 ans, etc ...

Tableau 24 : LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ELEVES DES JARDINS D'ENFANTS
RAPPORTEE A LA POPULATION TOTALE DES DEPARTEMENTS CONCERNES
(1966, année du recensement)

Départements	Population totale en milliers	Elèves-écoles maternelles	Nombre d'élèves pour 100.000 hab.
Central (1)	4.985	6.615	132
Semnan	208	27	13
Guilan	1.755	126	7
Mazandaran	1.845	522	28
Azarbaydjan est	2.606	2.998	115
Azarbaydjan ouest	1.087	475	43
Kermanschahan	789	239	30
Hamadan	890	177	20
Ilam	201	-	-
Fars	1.463	665	45
Iles du Golfe Persique	255	56	22
Khouzestan	1.617	1.038	64
Lorestan	692	50	7
Kohkilouyeh	165	-	-
Kerman	773	202	26
Iles d'Oman	347	93	26
Khorassan	2.518	560	22
Isphahan	1.805	502	27
Bakhtiari	300	-	-
Kurdistan	620	52	8
Sistan Baloutchestan	502	113	22

Sources : Population totale - Ali Hadjyoussef. Organisation du Plan. "Recueil de statistiques sociales", Téhéran 1971. Texte persan. Population du pré-primaire. Educational statistics. Ministry of Education, Téhéran 1967.

Nombre d'élèves pour 100.000 habitants : nos calculs.

(1) En 1970-1971, dans tout l'Iran, 19.308 enfants étaient scolarisés dans les jardins d'enfants. La part de l'Ostan central était de 9.630 répartie comme suit : Agglomération de Téhéran (Téhéran + Rey + Chemiran) 9.478, le reste de l'Ostan central 152. Ainsi, la part de la capitale était de 49 % du pays entier et de 98,4 % de l'Ostan central.

Tableau 24 bis : NOMBRE D'ENFANTS FREQUENTANT LES JARDINS D'ENFANTS EN IRAN
DANS LES TROIS DERNIERES ANNEES

Départements	1970-1971		1971-1972		1972-1973	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
T O T A L	3.234	16.074	3.243	17.994	3.624	18.149
O. Markazi central	0	9.630	243	11.251	466	11.451
Guilan	39	44	34	247	39	298
Mazandaran	0	733	0	783	0	601
Azarbaydjan est	1.369	1.315	1.091	1.336	934	1.269
Azarbaydjan ouest	412	266	330	231	381	239
Kermanchahan	0	169	0	199	0	192
Khouzestan	357	1.202	314	1.063	289	1.124
Fars	361	579	461	600	547	821
Kerman	0	342	0	277	0	331
Khorassan	366	472	468	576	663	467
Esfahan	80	649	65	719	61	627
Sistan-Baloutchestan	0	52	27	82	25	78
Kordestan	0	117	66	118	36	109
Hamadan	0	244	0	217	0	274
Semnan	0	35	0	36	0	37
Lorestan	0	102	0	61	0	25
Iles et ports d'Oman	115	0	30	0	45	0
Tcheharmahal Bakhtiari	14	0	10	0	33	0
Iles Ports Gol Persique	0	53	0	67	0	52
Ilam	0	0	0	0	0	0
Kohkilouyé-Boweyr Ahmadi	0	0	0	0	0	0
Zandjan (1)				40	0	50
Yazd	121	70	104	91	105	104

(1) Compris dans Guilan jusqu'au 1970-1971.

Annuaire statistique 1972.

Dans les autres départements, il n'y a pour ainsi dire qu'une sorte de saupoudrage d'écoles maternelles, puisque le nombre d'élèves pour 100.000 habitants varie de 7 à 45 sans compter les départements où aucune école maternelle n'a été créée, faute, sans doute, d'initiative privée dont dépend le développement de ce type d'enseignement.

§ 4 - L'enseignement pré-primaire est le quasi monopole du secteur capitaliste privé dont l'objectif intrinsèque est la maximisation du profit.

La politique du gouvernement a consisté jusqu'ici à encourager le secteur privé, en lui accordant des subventions et même en lui vendant des écoles "clés en main".

C'est ainsi que ces dernières années, 85 % environ des écoles et des écoliers relèvent du secteur capitaliste dont le chiffre d'affaires (que nous ignorons) est constitué, outre les subventions, des paiements des parents.

Le tableau 25, ci-après, montre la répartition de ce secteur d'enseignement entre l'Etat et le capitalis^{me} privé qui détient le monopole de fait mais un monopole voulu et soutenu par l'Etat.

Tableau 25 : L'ENSEIGNEMENT PRE-PRIMAIRE SELON LES SECTEURS

ANNEES SCOLAIRES	ECOLES MATERNELLES			
	Publiques	Privées	Totales	% Privées
1968 - 1969	47	290	337	86
1969 - 1970	57	319	376	85
1970 - 1971	58	291	349	83
1971 - 1972	55	376	431	87
1972 - 1973	53	366	419	87
	ELEVES DES MATERNELLES			
1968 - 1969	2.745	16.717	19.462	86
1969 - 1970	3.137	17.077	20.214	84
1970 - 1971	3.234	16.074	19.308	83
1971 - 1972	3.243	17.994	21.237	85
1972 - 1973	3.624	18.149	21.773	83

- CHAPITRE III -

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Depuis 1911, ce cycle d'enseignement est universel et obligatoire en Iran. On pourrait donc penser que la population iranienne est instruite avec un minimum de 5 à 6 années de scolarité.

Mais, comme le dit le Chah lui-même, "... nos gouvernements proclamaient sur le papier l'application en Iran des décisions les plus progressistes des pays avancés en matière d'éducation. Ainsi, par exemple, en 1911, la loi fondamentale d'éducation décrétait l'instruction primaire obligatoire pour tous les enfants à partir de l'âge de 7 ans (.....). Durant les premières années après août 1941, une fois de plus une loi sur l'instruction obligatoire fut votée. Mais (.....) elle demeura lettre morte. Ainsi en juillet 1943, le Parlement adopta un programme d'après lequel, en l'espace de dix ans, l'instruction obligatoire devait se réaliser dans l'ensemble du pays. Mais en pratique, au bout de ce laps de temps, 50 % des enfants ayant de 7 à 12 ans restaient privés d'éducation Parmi les enfants ayant de 6 à 12 ans, respectivement 16 % dans le département du Kurdistan et 20 % dans le département du Baloutchestan fréquentaient l'école ; les autres, par suite du manque de facilités demeuraient analphabètes". (1)

(1) S.M. Impériale Mohammed Reza Pahlavi-Aryamehr. "La révolution sociale de l'Iran", publiée par la bibliothèque impériale Pahlavi, mai 1967.

La dénonciation par le Chah de la carence de "ses" gouvernements devrait lui permettre de lancer le point VI de sa révolution blanche, L'ARMEE DU SAVOIR constituée de jeunes conscrits qui font leur service militaire comme instituteurs dans les villages.

Nous allons voir plus bas l'impact de cette nouvelle institution sur l'amélioration des taux de scolarisation dans les campagnes et sa contribution à la lutte contre l'analphabétisme.

§ 1 - L'EVOLUTION RECENTE DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

A - LES ECOLES MODERNES

Depuis la création, en 1889, de la première école primaire moderne, les écoles traditionnelles appelées "maktab" ont été progressivement remplacées (cf. Supra l'historique).

a) La phase de démarrage 1910-1924

En 1910, il n'y avait qu'une centaine d'écoles primaires modernes. Mais, comme le montre la figure 18, les écoles modernes ont connu un succès très franc jusqu'en 1924. La croissance presque verticale des écoles pendant cette période indique bien la décadence des "maktab" et leur remplacement par des écoles modernes.

En 14 ans, le nombre des écoles modernes a été multiplié par 29, soit un taux de croissance annuel de 27,2 %, ce qui correspond à un doublement du nombre d'écoles tous les trois ans.

b) La phase de stabilisation 1924-1952

La période s'étendant sur 28 ans n'est stabilisée qu'en apparence, car nous manquons de statistiques entre ces deux dates. Il est probable que

le nombre d'écoles modernes ait continué d'augmenter après 1924 avec un rythme un peu moindre qu'avant pour rechuter brutalement pendant la seconde guerre mondiale avec l'occupation du pays par les alliés afin de pouvoir acheminer de l'aide à la Russie Soviétique.

En tout cas, pendant toute cette période, le nombre d'écoles n'a augmenté que de 2.390 unités (+ 73 %). Cela représente un taux de croissance annuel de 2 % à peine supérieur au taux de croissance démographique (cf. Supra tableau 3).

c) La phase de rattrapage du temps perdu 1952-1972

La dynamique de la croissance du nombre d'écoles est commencée une fois encore comme à la fin du XIXème siècle grâce à l'initiative privée sous la poussée de la demande d'éducation émanant des couches aisées de la population. En effet, pour que des capitaux privés puissent s'investir dans un domaine, il faudrait que la demande fût solvable.

La figure 18 montre clairement que la pente de la courbe des écoles privées est plus grande que l'ensemble des écoles.

Le nombre des écoles privées est passé de 247 à 1.324 unités (tableau 26), soit un taux de croissance annuel de 8,75 %. Le taux de croissance annuel des écoles publiques (1) n'a été que de 5,1 % pendant la même période. La proportion des écoles privées est passée de la sorte de 4 % en 1952 à 8 % en 1972 (2).

(1) à l'exclusion des écoles de l'armée du savoir dont nous parlerons à propos des inégalités régionales.

(2) En Iran, on appelle les écoles privées Dabestanmelli, ce qui peut se traduire littéralement "Ecole Primaire Nationale".

Le ralentissement de la croissance des écoles publiques coïncide avec le lancement de "l'Armée du Savoir" en 1962-1963 (1). Les écoles de l'Armée du Savoir dirigées (et parfois même construites) par les jeunes conscrits possédant un bagage scolaire du niveau du baccalauréat au début sont d'inégale valeur. Il y a des écoles avec une seule classe et d'autres de 2 à 6 classes.

D'autre part, les écoles de l'Armée du Savoir sont créées dans les villages afin de combattre l'inégalité entre les villes et les campagnes. Aussi bien étudions-nous ce point après avoir étudié l'inégalité entre les villes et les villages.

Notons cependant que dans certaines villes, il existe aussi des écoles fondées par l'Armée du Savoir. Par ailleurs, le conscrit-instituteur, à la fin de sa période de service militaire, peut demander son intégration au Ministère de l'Education et continuer d'enseigner dans son école. Dans ce cas, l'école est purement et simplement comptée parmi les écoles ordinaires.

Les écoles de l'Armée du Savoir se sont très rapidement multipliées depuis leur création, passant de 2.346 unités en 1962 à 10.588 en 1971, soit une croissance annuelle moyenne de 18 % malgré les transferts au secteur dit ordinaire pour bien souligner le caractère "révolutionnaire" de l'Armée du Savoir.

B - LA CROISSANCE DES EFFECTIFS

Les effectifs croissent à un rythme plus important que celui des écoles. En 1928-1929, on constate même une croissance annuelle de plus de 35 %, suivie d'une rechute inexplicable de 19 %.

(1) Certaines écoles primaires ordinaires ont été mises à la disposition de l'Armée du Savoir.

Fig. 18 Les progrès de l'école primaire moderne depuis 1910

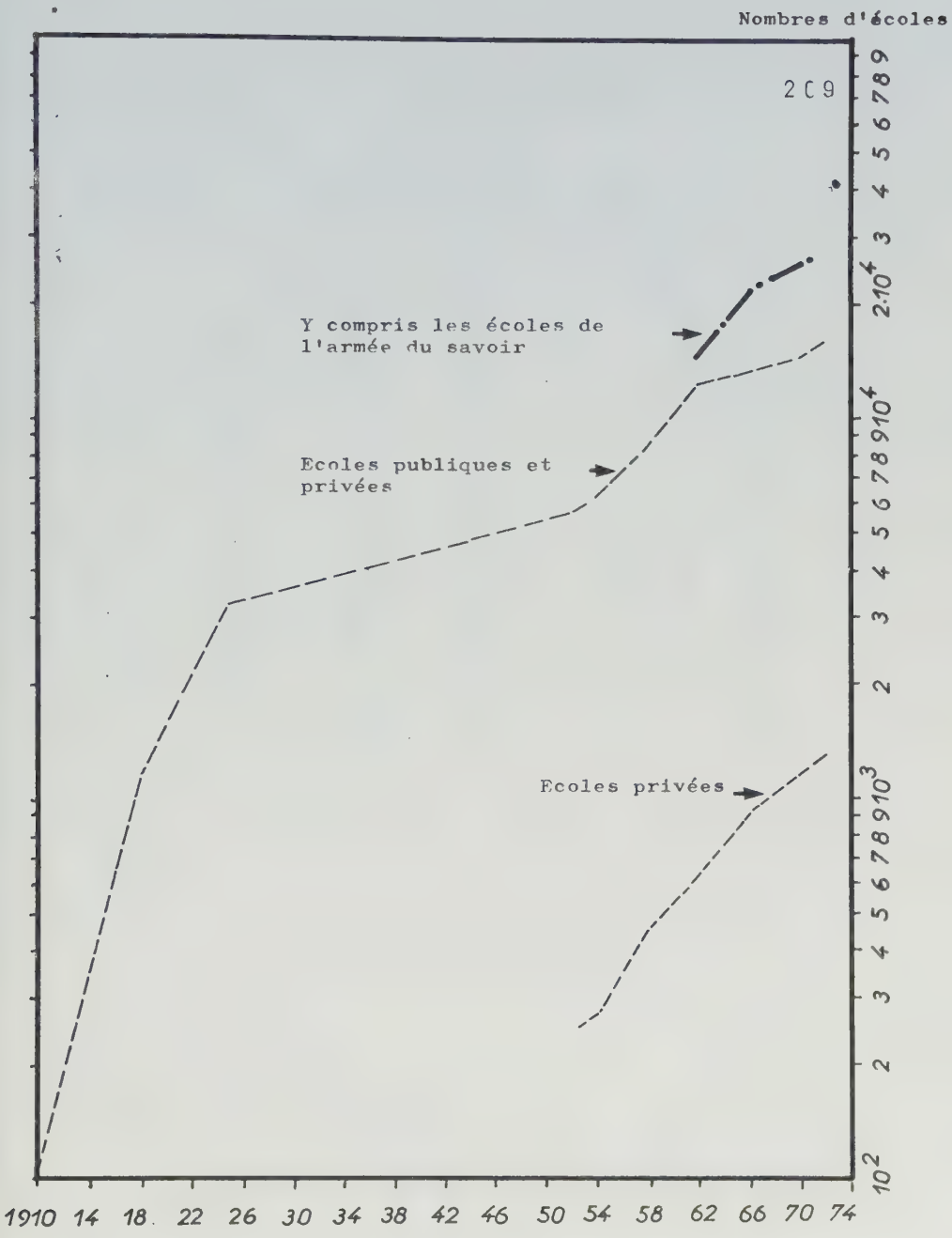


Tableau 26 : L'EVOLUTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. NOMBRE D'ECOLEES
PUBLIQUES, PRIVEES, DE 1910 à 1972.

Années scolaires	Nombre d'écoles	Publiques	Privées	Privées en % du total
1910 - 1911 (1)	113			
1918 - 1919 (2)	1.180			
1924 - 1925 (3)	3.285			
1952 - 1953 (4)	5.675	5.428	247	4,3
1953 - 1954	5.956	5.681	275	
1954 - 1955	6.273	5.977	296	
1955 - 1956	6.737	6.369	367	
1956 - 1957	7.301	6.889	412	
1957 - 1958	7.750	7.308	442	
1958 - 1959 (7)	8.488	8.017	471	
1959 - 1960	9.289	8.786	503	
1960 - 1961	9.809	9.267	542	
1961 - 1962	10.852	10.282	570	
1962 - 1963	12.451	11.810	641	5,1
1963 - 1964 (5) (6)	13.302	12.614	688	
1964 - 1965 (6)	15.657	14.899	758	
1965 - 1966 (6)	15.135	14.307	828	
1966 - 1967 (6)	14.740	13.802	938	
1967 - 1968 (6)	15.429	14.394	1.035	
1968 - 1969 (6)	15.556	14.425	1.131	7,8
1969 - 1970 (8) (6)	15.777	14.616	1.140	
1970 - 1971 (8) (6)	15.202	13.980	1.222	
1971 - 1972 (8) (6)	15.348	14.048	1.300	
1972 - 1973 (8) (6)	15.902	14.578	1.324	8,3

Sources :

- 1) Rapports annuels du Ministère de l'Education, Téhéran 1910 et 1928, cités par Reza Arasteh, p. 73.
- 2) Notre estimation d'après le nombre d'élèves : environ 170 par école.
- 3) L'année statistique du Ministère de l'Education, Téhéran, 1940, p. 1 citée par R. Arasteh.
- 4) 1952 à 1963 : Statistical Handook of Iran, Téhéran, mars 1966.
- 5) 1963 à 1969 : Educational statistics op. cit. série de 1964 à 1970.
- 6) Non compris l'Armée du Savoir.
- 7) "En 1959, nous possédions plus de huit mille écoles primaires dépendant du gouvernement (soit 18 % d'augmentation par rapport à 1922)". Mémoire du Chah d'Iran, p. 25. D'après cette affirmation, l'Iran comptait 7.230 écoles primaires en 1922, ce qui contredit nos chiffres de 1924-1925. Le Chah a dû compter les maktab avec les écoles modernes.
- 8) Selected statistics 1972-1973 Statistical center of Iran.

Pour la période allant de 1910 à 1930, le nombre d'élèves a été multiplié par 12, soit une augmentation annuelle moyenne de 13,2 %. Ensuite, la croissance des effectifs continue sur un rythme irrégulier mais cependant assez important jusqu'en 1941, année de l'entrée des troupes alliées en Iran, qui se traduit par une baisse de près de 11 % du nombre d'élèves. De 285 milliers d'élèves en 1940, on n'en trouve plus que 238 mille en 1943-1944, soit une réduction de 17 % en 3 ans.

La reprise de la croissance commence avant la fin de la Guerre Mondiale, dès 1944. Depuis cette date, le taux de croissance annuel varie de 3 à 16 %. Mais, en moyenne, de 1944 à 1972, il est de 9,5 % par an.

D'après le Vème Plan, de 1973 à 1977, la scolarisation au niveau du primaire devrait atteindre 6,5 millions d'enfants, soit 25 millions d'enfants de plus qu'à la fin du IVème Plan (1). Le taux de croissance annuel implicite serait donc un peu supérieur à celui que nous avons calculé pour 1944-1972 : 10,2 % contre 9,5 %. Toutefois, au cours du IVème Plan (1968-72), la croissance des effectifs n'a été que de 4,4 %.

Notons cependant que le Vème Plan est en cours de révision et qu'il est possible que l'objectif soit révisé en hausse, étant donné l'augmentation substantielle des revenus pétroliers.

C - LES TAUX DE SCOLARISATION DANS LE PRIMAIRE

Les taux de scolarisation se calculent de deux façons :

(1) Depuis 1972, les statistiques du primaire n'incluent que les 5 premières années, la sixième étant désignée comme classe d'orientation. Nous l'avons ajouté à nos statistiques pour conserver l'homogénéité des séries.

Fig. 19 La croissance des effectifs de l'enseignement primaire depuis 1910 et les prévisions du V. plan pour 1977-78

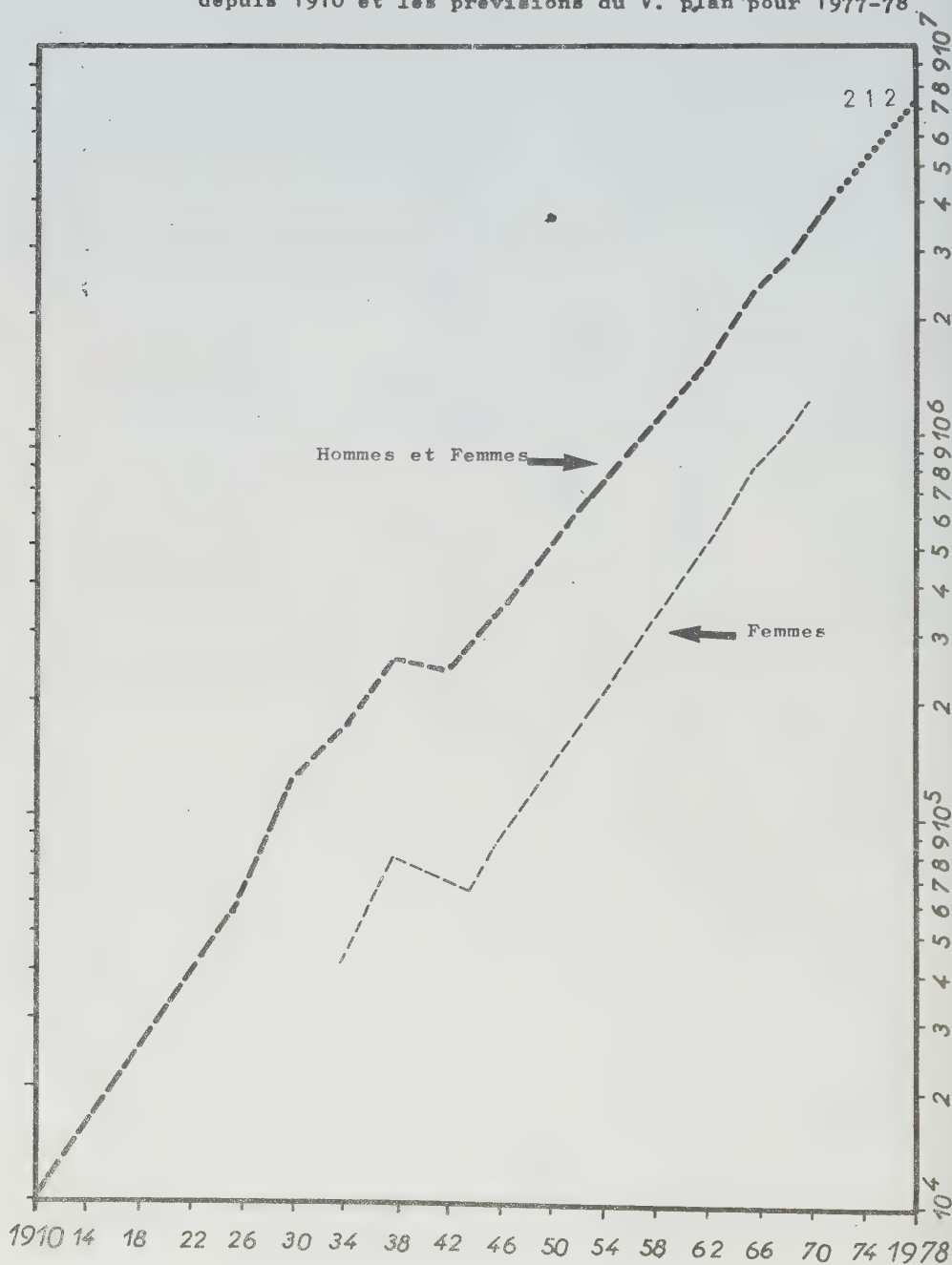


Tableau 27 : L'EVOLUTION DU NOMBRE D'ELEVES DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
1910 - 1947-48.

Années scolaires	Nombre d'élèves en milliers			Taux de croiss. ann. %
	Garçons	Filles	Total	
				en IRAN
1910 - 1911			10,5	
1917 - 1918			24	
1924 - 1925 *			56	
1925 - 1926			57	
1926 - 1927				
1927 - 1928			102	
1928 - 1929			138	35,03
1929 - 1930			112	- 18,84
1930 - 1931			126	12,50
1931 - 1932			131	3,17
1932 - 1933			141	7,63
1933 - 1934			151	6,62
1934 - 1935	125,1	42,5	168	11,25
1935 - 1936	126,9	43,1	170	1,18
1936 - 1937	150,6	59,7	210	23,58
1937 - 1938	177,2	75,7	253	20,47
1938 - 1939	181,7	80,4	262	3,55
1939 - 1940	183,2	81,4	265	1,13
1940 - 1941	204,6	81,9	285	8,30
1941 - 1942			254	- 10,89
1942 - 1943			244	- 4,00
1943 - 1944	173,1	65,2	238	- 2,20
1944 - 1945	192,8	65,6	258	8,40
1945 - 1946	220,5	73,2	293	13,50
1946 - 1947	258,3	86,1	344	17,4
1947 - 1948			381	10,70

Sources :

- 1) Rapport annuel de l'Education, 1910, cité par R. Aresteh, op. cit.
- 2) Annuaire statistique, cité par Medard, op. cit.
- 3) Annuaire statistique cité par Aminezada, op. cit. (de 1925 à 1941).
- 4) Educational statistics in Iran, 1962 (1941 à 1948).

* "En 1922 ... , il n'existait, dans la Perse, que 440 écoles dépendant du gouvernement et comptait environ 43.000 écoliers". Mémoire du Chah d'Iran, p. 250. Pour l'année 1922-1923, M. Alexandre Téhérani, dans sa thèse (Nouvelles Iran-Berlin, 1943, p. 52) nous donne le nombre de 44. 979 pour l'ensemble des élèves primaires et secondaires et 427 écoles. Nous avons donné ces chiffres bien qu'ils soient contradictoires avec les nôtres pour avoir été cités par Frédy Bémont dans son ouvrage descriptif "L'Iran devant le progrès" p. 24, P.U.F. 1964. Puis le même auteur nous cite les chiffres de C. Rassekn et M. Alawi (Educational Health and Municipal Facilities in Iran, Téhéran, 1960, ibid, p. 24) contradictoires aussi bien avec ses autres sources qu'avec les nôtres que voici :

	1925	1947	1959
Ecoles	649	5.132	9.101
Elèves	48.779	428.454	1.279.355.

Tableau 27 bis : CROISSANCE DES EFFECTIFS SCOLAIRES DANS L'ENSEIGNEMENT
PRIMAIRE DE 1953 à 1972 ET LES PREVISIONS DU Vème PLAN
pour 1977.

Années scolaires	Nombre d'élèves en milliers			% taux d'accrois- sement annuel Iran ent.	% taux d'accrois- sement annuel zones rur.
	pays entier	dont zones rurales	dont filles pays entier		
1953 - 1954	731		188		
1954 - 1955	746		213	3,1	
1955 - 1956	769		229	6,0	
1956 - 1957	816		244	11,4	
1957 - 1958	910		278	12,1	
1958 - 1959	1.021		326	15,2	
1959 - 1960	1.176		387	12,8	
1960 - 1961 (1)	1.327	574	431	8,3	
1961 - 1962	1.436	604	466	8,7	5,2
1962 - 1963	1.554	677	506	10,6	12,0
1963 - 1964	1.719	727	558	13,0	7,4
1964 - 1965	2.030	841	666	16,0	16,6
1965 - 1966	2.181	878	740	8,3 2)	4,4
1966 - 1967	2.378	942	824	7,5	7,0
1967 - 1968	2.578	1.033	906	8,1	9,6
1968 - 1969 (3)	2.753	1.103	993	7,0	6,8
1969 - 1970	2.976				
1970 - 1971	3.002		1.207		
1971 - 1972	3.063				
1972 - 1973 (4)	2.963				
1977 - 1978	5.000				

1) La distinction zones rurales, zones urbaines, date de cette année, sur la recommandation de l'UNESCO au Gouvernement Iranien, en 1959.

Sources : 1 - Statistical Handook of Iran.

2 - Educational statistics in Iran, série 1964-1969.

3 - Selected statistics 1972-1973, série 1969-1973.

2) 7,4 %, l'Armée du Savoir non comprise.

3) 293.000 élèves fréquentaient les écoles de l'Armée du Savoir ainsi pour cette année, le nombre total du primaire atteignait 3.046.000 enfants dont 34 % de filles. Le pourcentage des élèves des régions urbaines atteignait 54 %. D'après les prévisions du IVème Plan, les effectifs de l'enseignement primaire atteindrait 3,17 millions en 1972-1973 et le taux de scolarisation passerait de 58 % pour l'ensemble du pays à la fin de la période du IVème Plan, à 93 % dans les villes et 55 % dans les régions rurales.

4) A partir de 1972, on ne compte plus que les effectifs des 5 premiers grades de l'enseignement primaire qui est de 6 ans. En 1971, il y avait 259 mille élèves de "first guidance course". En 1972, le nombre total d'élèves, y compris les élèves du "first guidance course", s'élèverait à 4.002 milliers en 1972 et à 6.544 milliers en 1977.

- Le taux net est la proportion en pourcentage des élèves scolarisés entre 6-11 ans (pour l'Iran) par rapport au total des enfants de 6-11 ans.

- Le taux brut est la proportion des élèves scolarisés dans le primaire quelque soit leur âge par rapport au total des enfants de 6-11 ans.

La mesure la plus correcte est évidemment "le taux net de scolarisation". Si, comme c'est le cas en Iran, il y a beaucoup d'enfants en dehors du groupe d'âge scolaire, du fait du retard scolaire ou de l'admission tardive, cela a pour effet d'augmenter artificiellement le taux de scolarisation. Cependant, du fait du manque de statistiques par âge des effectifs scolarisés, la seconde méthode est plus pratique. C'est la raison pour laquelle l'UNESCO ne publie que des taux bruts de scolarisation. Cela rend très malaisées les comparaisons internationales, mais il vaut mieux que rien.

De toute manière, certaines statistiques de l'UNESCO sont établies pour des âges de 5 à 20 ans, année par année, pour le primaire et le secondaire.

D'autre part, dans un document sur le "Développement de l'Education en Asie", l'UNESCO avait proposé le calcul des taux de scolarisation par rapport au groupe d'âge de 5 à 15 ans pour contourner les difficultés de comparaison internationale (1).

Nous avons réuni, dans le tableau 28, les taux de scolarisation les plus récents en Iran et dans les 6 pays voisins. Il s'agit des taux bruts de scolarisation et les comparaisons sont difficiles. Mais il nous semble qu'il ne devrait pas y avoir de grandes difficultés, car nous pensons que le retard scolaire des élèves du primaire doit être du même ordre de grandeur en Iran et dans les pays voisins.

(1) Développement de l'Education en Asie, UNESCO - Paris 1967. Les statistiques concernaient l'année 1964 et 18 pays asiatiques. L'Iran était classé au 14ème rang pour les taux de scolarisation dans les 18 pays étudiés.

Tableau 28 : LES TAUX DE SCOLARISATION BRUTS DANS L'ENSEIGNEMENT
PRIMAIRE EN IRAN ET DANS QUELQUES PAYS VOISINS

	1960	1965	1969
IRAN : 6 - 11 ans			
Total	40	53	62
Filles	31	36	46
IRAK : 7 - 12 ans			
Total	67	72	68
Filles	37	43	41
AFGANISTAN : 7 - 12 ans			
Total	10	16	20
Filles	2	5	6
SYRIE : 6 - 11 ans			
Total	65	80	83
Filles	39	52	60
TURQUIE : 7 - 11 ans			
Total	78	102	112
Filles	61	-	95
PAKISTAN : 6 - 10 ans			
Total	33	40	44
Filles	16	22	25
ARABIE SEOUDITE : 6 - 11 ans			
Total	12	24	33
Filles	2	11	20

Source : Annuaire statistique de l'UNESCO 1971.

L'Iran se trouve dans une position médiane parmi les 7 pays comparés pour 1969. Ces pays se classent comme suit dans l'ordre décroissant des taux de scolarisation pour l'ensemble des deux sexes :

TURQUIE
 SYRIE
 IRAK
 IRAN
 PAKISTAN
 ARABIE SAOUDITE
 AFGANISTAN
 (voir figure 20).

L'Iran semble avoir fait beaucoup de progrès entre 1960 et 1969 puisque le taux de scolarisation s'est amélioré de plus de 50 %. Mais, avant d'étudier l'évolution du retard scolaire, nous ne pouvons nous prononcer dès maintenant sur cette amélioration puisqu'il s'agit des taux bruts de scolarisation. L'amélioration aurait pu provenir uniquement du fait de l'accroissement du retard scolaire.

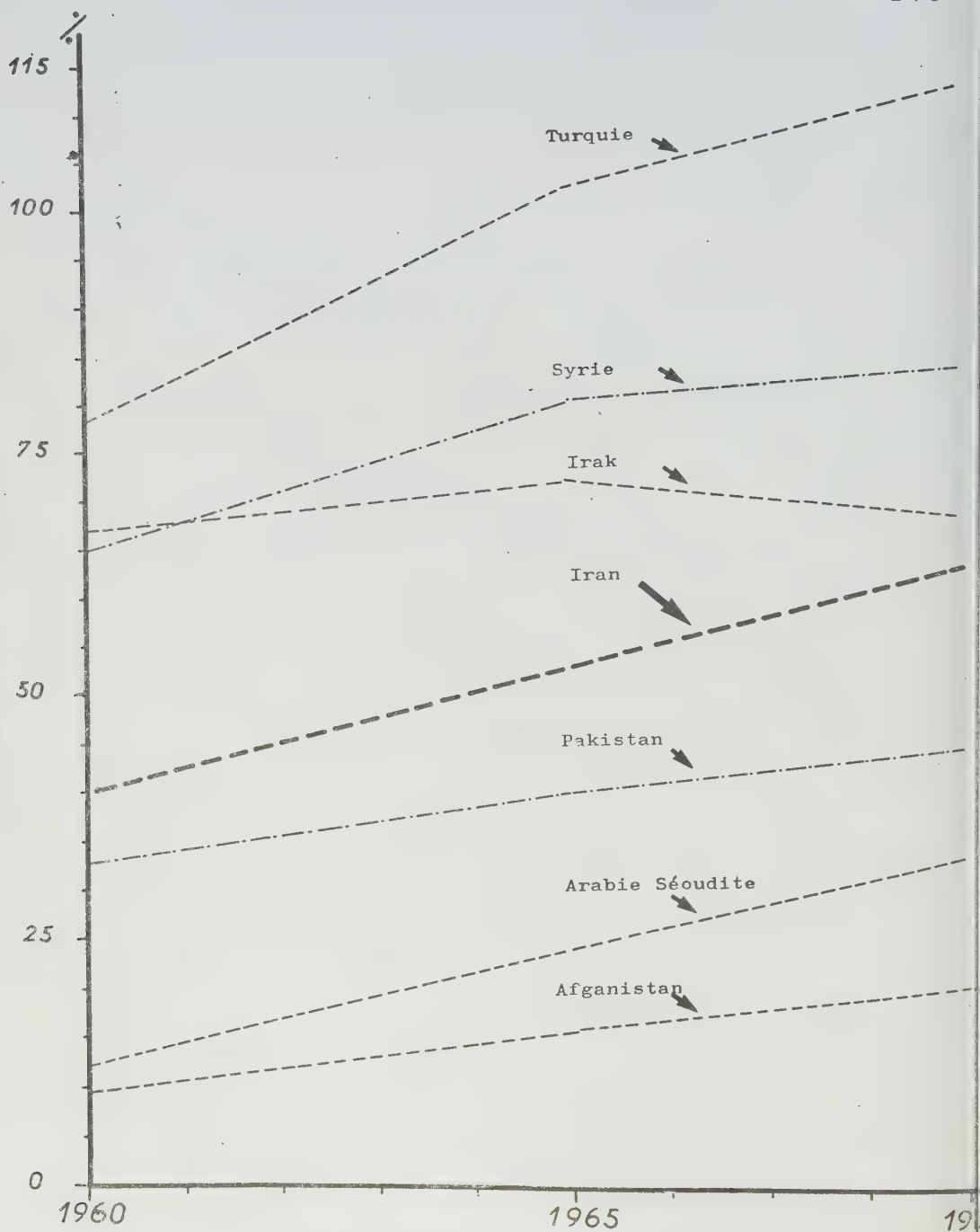
De tous les pays musulmans de la région, la Turquie se classe au premier rang de l'effort de scolarisation dans l'enseignement primaire. Le taux de scolarisation y est presque deux fois plus élevé qu'en Iran.

L'Afganistan est, de tous les pays de la région, le plus retardataire, puisque le taux brut de scolarisation atteignait à peine 20 % en 1969. Cela veut dire qu'il y a moins d'un enfant sur cinq qui fréquente l'école primaire. En Iran, les dirigeants ^{à tort} ~~s'enorgueillissent~~ du fait que le taux de scolarisation iranien est trois fois plus important qu'en Afganistan. Mais notre graphique 20 montre bien combien cet orgueil est vain.

En Iran, le troisième plan avait prévu un taux de scolarisation de 60 % en 1968 pour le groupe d'âge de 6-11 ans contre 43 % calculé pour le début de la période (année scolaire 1963-1964). Il n'était pas précisé s'il s'agissait de taux de scolarisation nets ou bruts.

Fig. 20 L'évolution des taux de scolarisation bruts dans l'enseignement primaire en Iran et dans quelques pays voisins 1960-1969

218



Nous avons refait les calculs en éliminant les enfants hors d'âge 6-11 ans et nous nous sommes aperçus qu'il s'agissait bien des taux bruts de scolarisation. Car les taux nets de scolarisation se situaient à 40 % en 1963 et à 50,2 % en 1968.

Le IVème Plan (1968-1973) avait prévu un taux brut de scolarisation pour 1973 de 75,1 % qui correspond à un taux net de 67,5 % (1). D'après nos calculs, ces objectifs n'ont pas été atteints tout à fait : ils sont respectivement de 74 % et de 64 %.

Le Vème Plan (1973-1977) ne propose pas un taux précis de scolarisation. Mais, comme nous l'avons vu à propos de la croissance des effectifs scolaires à l'horizon de 1977 (+ 10,2 % par an de 1973 à 1977), le taux brut de scolarisation pourrait atteindre 90 %, le taux net se situant à 75 % environ, soit 3 enfants sur 4 à l'école primaire.

Les inscriptions à l'école primaire par année d'âge donnent une idée précise aussi bien sur les taux d'inscription que les admissions tardives.

Le tableau 29, établi d'après les données communiquées à l'UNESCO, montre, d'une part, les admissions tardives cumulées avec les redoublements. Nous constatons, en effet (voir figure 21), que les taux d'inscription à 6 ans sont extrêmement faibles : 17 % en 1960 et 32 % en 1968.

Les taux d'inscription les plus élevés se constatent de 7 à 9 ans. Ceci s'explique d'abord par des admissions tardives et ensuite par le redoublement que nous étudierons plus loin.

(1) Il était prévu, pour les villes, un taux de 93 % de scolarisation contre 55 % pour les villages.

Nous avons choisi la France à titre de repère pour une comparaison sur la figure 21.

En France, comme en Iran, l'école primaire est obligatoire à partir de 6 ans. Seulement en France, comme on constate sur la figure 21, l'obligation de la scolarité n'est pas théorique comme en Iran où beaucoup de villages manquent d'écoles ou de maîtres ou encore des deux à la fois.

Les taux d'inscription inférieurs à 100 signifient en France qu'il y a quelques abandons (10 ans), quelques infimes admissions tardives et d'autant de redoublements (à 9 ans surtout).

La figure 21 mesure le retard iranien sur la France et prouve le bien-fondé de la maxime devenue bientôt célèbre de J. Fourastié : "Un pays sous-développé est un pays sous-enseigné" (1).

D - LES INEGALITES REGIONALES DE LA SCOLARISATION DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

En Iran, la scolarisation est non seulement très imparfaite, même comparée aux pays immédiatement voisins, mais aussi et surtout présente de très grandes inégalités entre les villes et les villages d'une part, et entre les différents départements d'autre part.

a) Les inégalités tenant à l'habitat dans les villes et les villages.

Les taux de scolarisation (bruts) des enfants de 6 à 11 ans varient du simple au double, suivant qu'il s'agit des villes ou des villages.

(1) Cf. article paru dans la Revue Population de l'INED, Paris, juin 1958, volume XIV, n° 2, page 226.

Fig. 21 Les taux d'inscription par années d'âge dans le primaire en pourcentage du total des enfants du même âge.

221

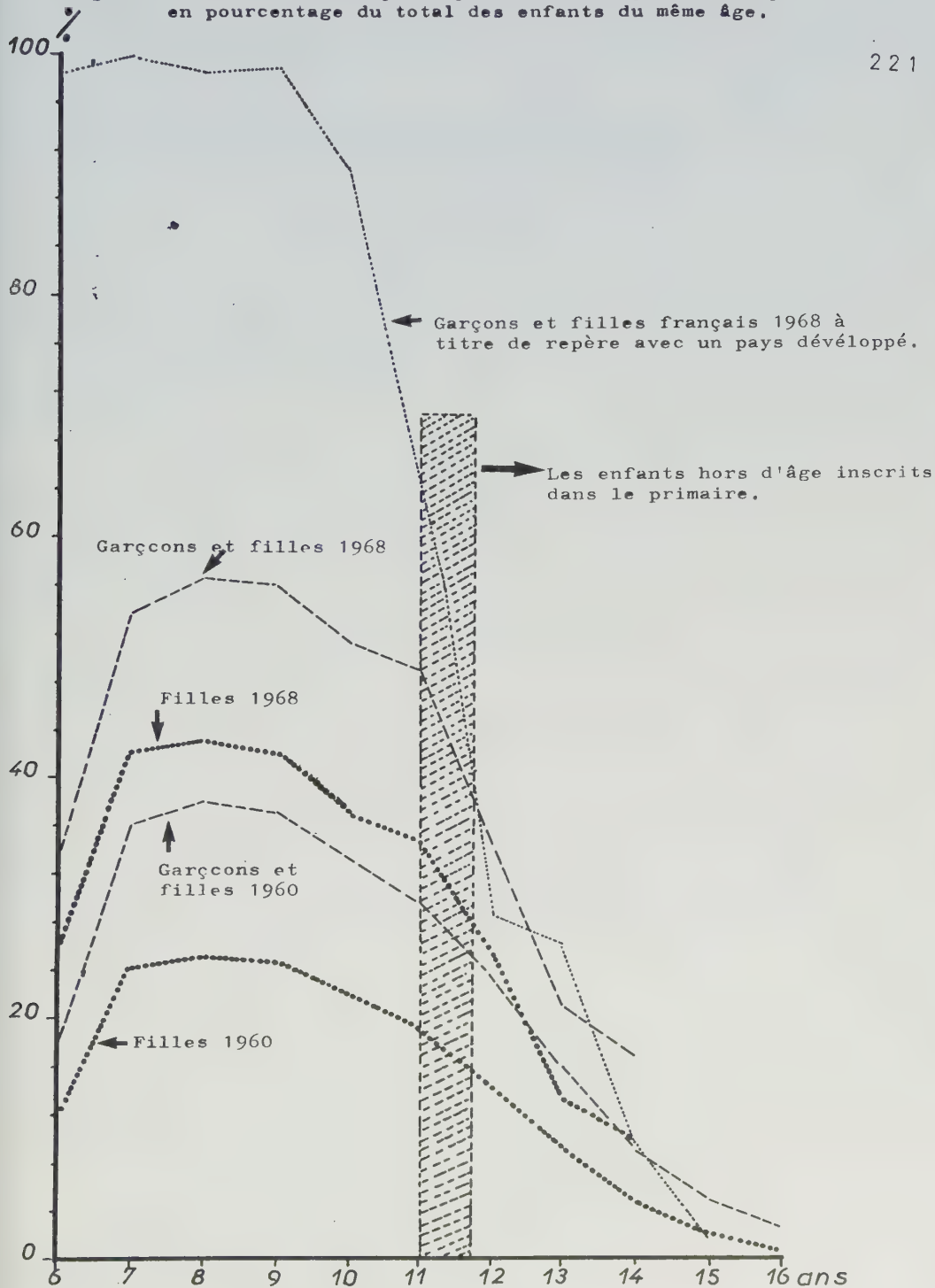


Tableau 29 : TAUX D'INSCRIPTION, PAR ANNEE D'AGE DANS LE PRIMAIRE, EN POUR-CENTAGE DU TOTAL DES ENFANTS DU MEME AGE.

Ages	1 9 6 0			1 9 6 8		
	M F	M	F	M F	M	F
6	17,2	23,4	10,7	32,1	39,7	24,3
7	36,1	47,7	24,3	53,7	65,4	41,7
8	38,1	50,8	25,1	56,5	70,0	42,7
9	37,1	49,2	24,7	56,2	70,2	41,8
10	33,1	44,1	21,7	51,4	65,2	37,2
11	30,0	40,7	19,0	49,0	62,9	34,7
Les enfants hors d'âge dans le primaire						
12	23,7	32,2	15,0	35,1	44,9	25,1
13	16,0	22,5	9,4	21,0	28,1	13,8
14	9,4	13,8	5,0	17,3	24,8	9,6
15	4,9	7,4	2,2	-	-	-
16	3,0	4,9	1,1	-	-	-

Source : Annuaire statistique 1971 de l'UNESCO.

Voici quelques taux récents :

		<u>Villes</u> %	<u>Villages</u> %
1966 - 1967	.....	78	31
1967 - 1968	.....	82	46
1972 - 1973	.....	93	55

Les disparités ainsi observées entre les villes et les villages cachent en réalité des disparités encore plus considérables suivant les zones d'habitat des différents départements.

Les dernières statistiques que nous avons pu trouver pour calculer les taux de scolarisation par zone d'habitat et par département, remontent à l'année 1967-1968 (voir tableau 30).

Nous pouvons ainsi observer que les taux de scolarisation bruts varient de 20 % (zones rurales du département de Kurdistan) à 100 % (les villes du département central), soit donc une distance de 1 à 5.

La figure 22 est dessinée pour mieux montrer les différences entre les zones rurales et urbaines des départements.

On y constate les faits marquants suivants :

- l'Ostan Markazi (département central) qui abrite la capitale, est une entité qui est très nettement favorisée par rapport au reste du pays. C'est la raison pour laquelle nous l'avons représenté par une petite étoile contre de simples points pour les autres ;

- dans deux départements seulement (ceux qui se trouvent au-dessus de la diagonale), les taux de scolarisation des villages sont légèrement supérieurs à ceux des villes ;

- la majorité des départements se trouvent en-dessous de la moyenne nationale, aussi bien pour les zones rurales que pour les deux zones réunies ;

- le Khouzistan (n° 7 sur la figure 22) est le département le plus déséquilibré de l'Iran puisque la différence entre les taux de scolarisation des villes et des villages y est la plus élevée ;

- le Kurdistan (n° 12 sur la figure 22) est le département le plus déshérité de l'Iran pour les taux de scolarisation. Cette situation s'explique par deux raisons : le département est peuplé d'une minorité ethnique non persanophone. D'autre part, le peuple Kurde est composé essentiellement de tribus nomades. Or, la scolarisation exige une vie sédentaire et la connaissance de la langue persane.

Les données les plus récentes pour les taux de scolarisation par département ne distinguent pas les zones d'habitat.

Aussi bien avons-nous été conduits à dessiner la carte administrative de l'Iran pour les taux de scolarisation nets pour les deux zones réunies.

Sur la figure 23, nous voyons très clairement les différences entre les départements pour 1972-1973. Les données que nous avons utilisées sont celles qui étaient prévues par le IVème Plan pour 1972-1973 (tableau 30). Nous avons vu plus haut que l'objectif du IVème Plan sur le plan national n'avait pas été atteint. En taux nets, prévision 67,5 % des enfants de 6 à 11 ans, réalisation 64 %. Il faut donc interpréter la carte géographique ci-après comme un ordre de grandeur pas très loin de la réalité mais pas comme une réalité définitive. Il est fort possible que la non-réalisation des objectifs du IVème Plan soit due pour grande partie aux départements déjà déshérités. Dans ce cas, les écarts que fait ressortir notre carte doivent être encore plus importants.

Fig. 22 Les inégalités des taux de scolarisation selon les zones d'habitat (rurale-urbaine) et les départements en 1967-68.

- Voir la liste numérotée des départements sur le tableau suivant -

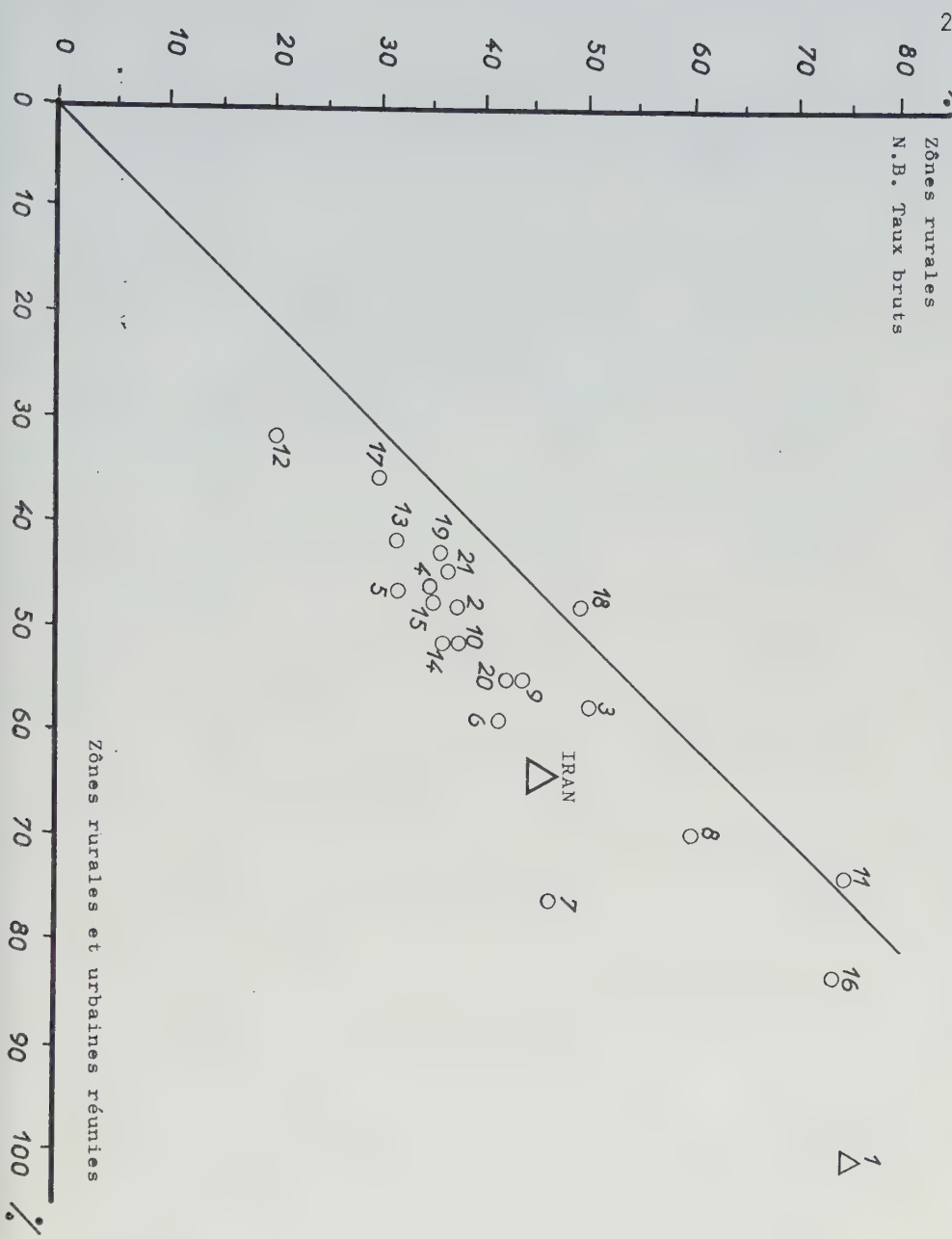


Tableau 30 : LES TAUX DE SCOLARISATION 6-11 ANS PAR OSTAN URBAIN ET RURAL
 Réalisation fin IIIème Plan 1967-1968. Prévision fin IVème Plan
 1972-1973. Armée du Savoir comprise. Enseignement public et
 privé.

Ostans et Fermendarikols	IIIème Plan			IVème Plan		
	Taux nets	Deux zones	taux bruts	Taux nets	Taux bruts	
	deux zones	%	zon. rur. %	%	%	
Central	86,3	100,3	75,8	92,0	102,2	
Guilan	41,4	48,1	37,9	56,3	62,5	
Mazanderan	49,5	57,5	51,6	63,7	70,8	
Azarbaïdjan est	40,2	46,7	35,2	56,6	62,9	
Azarbaïdjan ouest	40,2	46,8	31,8	54,5	60,6	
Kermanschahan	50,7	58,9	41,9	64,0	71,1	
Khouzistan	65,3	75,9	47,2	77,3	85,9	
Fars	60,5	70,3	60,4	73,4	81,5	
Kerman	47,1	54,8	44,4	61,0	67,8	
Khorassan	45,0	52,3	38,0	59,6	66,2	
Isphahan	63,7	74,1	75,1	78,8	87,5	
Kurdistan	27,5	32,0	20,2	43,9	48,8	
Sistan et Balouchis- tan	36,8	42,8	31,9	51,4	57,1	
Hamadan	44,7	52,0	41,7	59,3	65,9	
Loristan	40,2	46,8	34,9	55,3	61,4	
Semnan	72,2	84,0	74,0	81,7	90,8	
Ilam	31,0	36,0	30,3	48,6	54,0	
Bakhtiari	41,0	47,7	49,7	51,2	56,9	
Kokilouyeh	36,9	42,9	35,7	51,2	56,9	
Khalidj Fars	47,0	54,6	44,3	60,9	67,7	
Behr Oman	38,9	45,2	37,1	54,1	60,1	
IRAN	55,2	64,2	46,1	67,5	75,1	

Source : 3 et 4ème Plans cités par Médard, op. cit. p. 361 - 362.

Néanmoins, il apparaît que l'Ostan central conserve son avance avec un taux net de scolarisation de 92 %, soit plus de deux fois plus important que ceux des départements de Kurdistan et d'Ilam.

D'autre part, près de la moitié des départements ont des taux nets de scolarisation variant entre 50 et 60 %.

Tout indique que l'Ostan central constitue un espace de polarisation et plus on s'éloigne de la capitale, plus les taux de scolarisation diminuent.

Cette situation est due à la centralisation des activités administratives, économiques et surtout culturelles à Téhéran.

b) La particularité de Téhéran ou la polarisation sur la capitale.

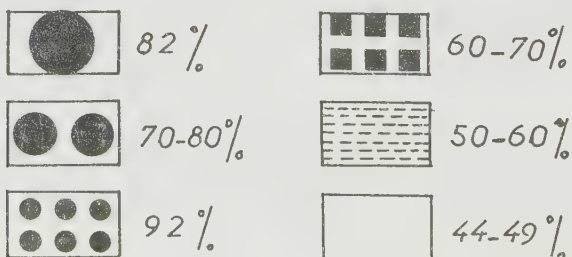
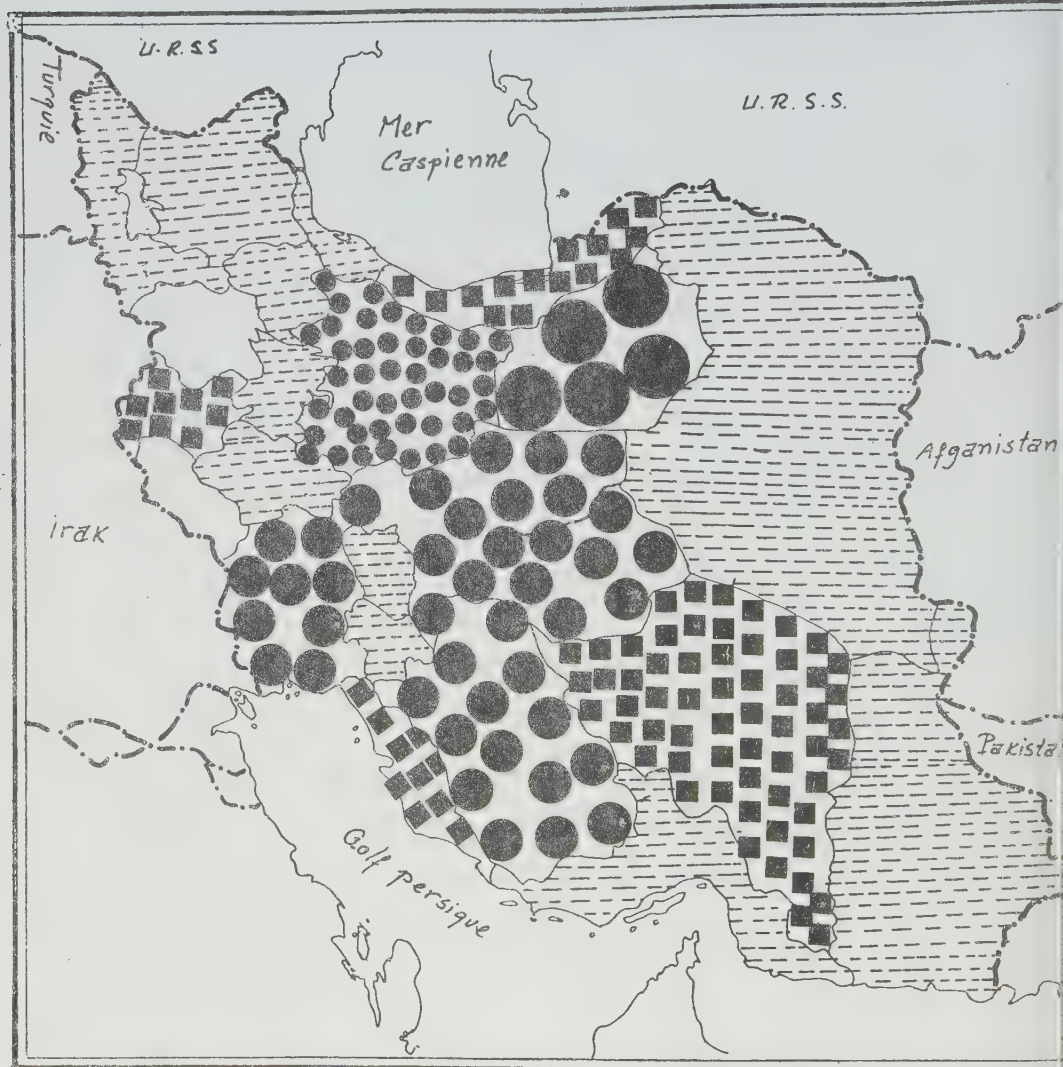
Comme nous l'avons vu plus haut, les effectifs des écoles maternelles sont concentrés à Téhéran. Il en est de même dans le primaire.

En 1970-1971, il y avait, à Téhéran, quelques 578 mille élèves dans l'enseignement primaire. Cela fait 32 % du total des élèves des villes et 17 % de l'ensemble du pays (1). Rappelons que la population de Téhéran constituait 29 % de la population urbaine et 12 % de la population totale du pays à la même date. Ces chiffres corroborent les données sur le taux de scolarisation très élevé dans le département central. L'élévation de ce taux est due essentiellement au poids démographique de la capitale. Car, il semble y avoir une certaine égalité entre les grandes villes en ce qui concerne les taux de scolarisation dans le primaire.

(1) Educational statistics in Iran - Ministère de l'Education, Téhéran 1972. Dans le Bulletin, il est dit que Téhéran scolarise 19 % des enfants du pays. Mais, vérification faite, nous avons trouvé la proportion de 12 %. Il s'agirait sans doute d'une erreur d'impression ou de calcul.

Fig. 23 La géographie de l'enseignement primaire en Iran en 1972-73
Taux de scolarisation nets 6-11 ans des départements.

228



Faute de données précises pour le groupe d'âge de 6-11 ans par ville, nous n'avons pu calculer des taux de scolarisation précis. Mais, nous avons contourné cette difficulté en calculant le nombre d'habitant pour un élève du primaire.

Ainsi, avons-nous constaté qu'il n'y avait presque pas de différences entre les grandes villes (1). Dans 2 villes, il n'y a que 5 habitants pour un élève du primaire : Arâk et Abadan. Dans les 41 autres villes (y compris Téhéran) que nous avons étudiées, nous avons trouvé, à quelques décimales près, 6 habitants pour 1 élève du primaire. A titre de comparaison, rappelons qu'il y a 10 habitants dans l'ensemble du pays pour 1 élève du primaire : 7,8 habitants dans les zones urbaines et 15 habitants dans les zones rurales pour 1 élève du primaire.

Il apparaît ainsi que la particularité de Téhéran n'est pas due à un taux de scolarisation plus élevé que dans les autres grandes villes, mais simplement à la concentration humaine.

Certes, le taux de scolarisation de Téhéran est plus élevé que dans les petites villes et a fortiori que dans les villages, mais il y a un certain nivellement entre les grandes villes dont Téhéran.

E - LES INEGALITES ENTRE LES GARÇONS ET LES FILLES

Aux inégalités tenant à l'habitat, s'ajoutent des inégalités encore plus importantes tenant au sexe. La faiblesse des taux de scolarisation des filles est un problème universel. Même en Occident, jusqu'à une date récente, il y avait plus de garçons dans le primaire que de filles, et cette supériorité masculine ne pouvait s'expliquer uniquement par des

(1) Nous avons pris les 43 villes les plus importantes. La ville la plus petite avait, en 1971, une population de 63 mille habitants.

considérations démographiques. (1)

Les inégalités entre les garçons et les filles ont été résorbées en Occident au niveau de la scolarité obligatoire. D'après l'annuaire statistique de l'ONU, la proportion des filles dans les effectifs du primaire est de 49 % en France, en Belgique, en Allemagne, de l'Ouest, en Autriche, en Angleterre, etc ...

En regardant les proportions de filles dans l'enseignement primaire, nous avons constaté que plus on s'éloigne de l'Europe occidentale vers l'Orient, les proportions, pour 1969, diminuent très nettement :

		%
GRECE	.....	48
TURQUIE	.....	42
IRAN	.....	37
IRAK	.....	29
PAKISTAN	.....	28
AFGANISTAN	.....	13

Ainsi l'Iran se trouve dans une position intermédiaire dans ce concert des nations. Depuis, cependant, une quarantaine d'années, il y a une certaine amélioration dans la scolarisation des filles.

En 1934-1935, la première année où les élèves du primaire ont été recensés selon les sexes, il y avait 25 % de filles. Ce taux est progressivement remonté jusqu'à 37 %. On doit noter que cette évolution est très lente, puisqu'en 35 ans, la proportion des filles n'a gagné que 12 points.

(1) Dans tous les pays, le rapport de masculinité des naissances ($\frac{H}{F} \times 100$) est supérieur à 100, variant entre 103 et 110 environ.

En Iran, il est de 105 (cf. Supra, 1ère partie, ch. 2 § 4 Analyses démographiques).

Si l'on songe que la résistance à la scolarisation des filles vient pour une grande part des villages, on doit additionner les deux inégalités :

Voici l'évolution du pourcentage des filles dans l'enseignement primaire selon les zones d'habitat :

<u>Années</u>	<u>Zones rurales</u>	<u>Zones urbaines</u>	<u>Deux zones réunies</u>
1962-1963	16,5	42,8	32,5
1963-1964	16,9	43,2	31,9
1964-1965	18,3	43,3	31,5
1965-1966	19,1	43,6	31,7
1966-1967	19,8	43,9	33,0
1967-1968	20,3	44,3	35,1
1968-1969	23,0	44,9	36,3
1969-1970	-	-	37,0
1970-1971	25,4	45,3	37,5

Ainsi, la proportion des filles varie de 25 à 45 %. Mais, en réalité, l'élévation de la proportion des filles dans les zones urbaines est due essentiellement à la ville de Téhéran, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant.

La proportion des filles dans certaines villes en 1970-1971 :

	<u>Nombre de filles</u>	<u>Garçons + Filles</u>	<u>%</u>
Arak	11.104	42.370	26,2
Tabriz	36.612	102.466	35,7
Tehrân	276.417	577.692	47,8
Abadan	28.273	65.327	43,3
Ahvaz	22.896	57.322	39,9
Esfahan	53.661	146.598	36,6
Mach'had	41.270	103.694	39,8
Chiraz	38.388	96.211	39,9
Abadeh	5.502	18.312	30,0
Rézahieyh	13.834	40.393	34,2

La scolarisation des filles est presque aussi importante à Téhéran que celle des garçons. Mais, on ne peut pas en dire autant des autres villes. Par exemple, la proportion des filles dans la ville d'Arak est presque aussi peu importante que dans les villages.

Si l'on étudie les taux d'inscription dans le primaire par année d'âge et par sexe, il faut se reporter à Supra, notre figure 21.

D'après les données fournies par l'Iran à l'UNESCO, les taux de scolarisation les plus élevés se trouvent situés à l'âge de 8 ou 9 ans.

En 1968, les garçons de 8 ans se trouvaient scolarisés dans la proportion de 70 % et les filles de 43 %.

Du fait du retard scolaire qui conduit le plus souvent à l'abandon, les inscriptions à l'âge de 8 ans diminuent très rapidement. A l'âge de 11 ans, les taux d'inscription ne sont plus que de 63 % pour les garçons et de 35 % seulement pour les filles.

Les taux de scolarisation nets, par année d'âge, d'après le recensement de 1966, selon le sexe et la zone d'habitat varient (pour l'âge de 8 ans) de 13 % pour les filles des villages à 86 % pour les garçons des villes (tableau 32).

§ 2 - LES STRUCTURES ET LES DEFAUTS DU SYSTEME D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

A - STRUCTURES

Il y a trois grandes catégories d'écoles primaires :

1) Les écoles ordinaires

Cette catégorie est la plus homogène, bien qu'il y ait d'assez importantes variations quant à la qualité de l'enseignement, selon la formation des maîtres (la durée de la formation peut varier de 7 à 13 ans)

Tableau 31 : LES TAUX DE SCOLARISATION NETS SUIVANT LE SEXE, L'AGE ET LA ZONE D'HABITAT EN 1966 (Recensement de la population).

Ages	Zones urbaines			Zones rurales			Iran entier		
	deux sexes	M	F	deux sexes	M	F	deux sexes	M	F
7	71,7	77,3	65,8	27,0	39,5	13,0	43,5	53,3	32,8
8	80,0	86,5	73,3	30,4	45,8	13,5	48,1	60,1	35,2
9	82,0	89,0	75,1	34,2	52,2	15,0	52,9	66,3	38,9
10	79,7	87,1	71,9	32,1	49,2	12,7	50,7	63,7	26,1
11	82,5	89,4	75,1	37,0	57,1	13,9	56,8	71,0	41,0
12	74,2	81,4	66,0	27,6	43,1	9,1	45,9	57,9	31,7

Source : Recensement de 1966.

selon que les écoles sont situées en villes ou en villages (près de la moitié des classes rurales sont multigrades contre 0,5 % dans les villes), ou encore selon qu'il s'agit des écoles publiques ou privées.

2) Les écoles de l'Armée du Savoir.

Ce sont des écoles tournées davantage vers la lutte contre l'analphabétisme que pour la préparation aux enseignements ultérieurs. Comme le dit, le Souverain, l'"Armée du Savoir" a apporté l'enseignement aux moindres frais possibles dans les villages" (1).

Les jeunes conscrits de l'Armée régulière possédant un certain bagage scolaire, sont dirigés vers les villages déshérités pour y enseigner sous l'appellation de "Sipahi".

L'institution fait partie de la "Révolution" (blanche) de sa Majesté impériale. C'est essentiellement pour cette raison que celle-ci a connu une croissance bien "choyée" depuis une dizaine d'années. Pour que l'institution "Armée du Savoir" (2) paraisse en bonne voie, le Pouvoir a mis à sa disposition un certain nombre d'écoles ordinaires. Il suffit pour cela de se reporter à notre figure 18 et les commentaires qui l'accompagnent. Dès 1962, la croissance des écoles ordinaires publiques s'arrête, mais si l'on y ajoute les écoles de l'Armée du Savoir, la croissance reprend sa tendance antérieure sans qu'on puisse y remarquer une quelconque avance "révolutionnaire". Il en est de même des effectifs scolaires (figure 19).

(1) S.M.I. Mohammed Reza Pahlavi "La Révolution sociale de l'Iran", bibliothèque impériale 1967, page 98.

(2) Il faudrait plutôt l'appeler "Armée d'alphabétisation", c'est d'ailleurs comme cela qu'elle est traduite en anglais "Literacy Corps".

De là à qualifier cette institution de "révolutionnaire", il y a un pas qui est trop vite franchi (1).

3) Les écoles tribales.

Ce sont des écoles nomades pour les nomades. Les maîtres sont habilement mais spécialement formés pour pouvoir s'adapter à la vie tribale. L'école, le plus souvent une tente, suit la tribu dans ses déplacements, et dès l'arrivée au lieu de transhumance ou d'hivernage, les cours reprennent.

En d'autres termes, on n'attend pas que les tribus soient sédentarisées pour en scolariser les enfants. Mais, dans ce domaine, nous ne disposons d'aucune statistique, si ce n'est que le nombre d'élèves inscrits dans les centres de formation spéciale des maîtres pour les besoins des tribus. En tout cas, c'est une institution marginale.

Quelle est la part des différents types d'enseignement primaire ?

59 % des écoles sont dites ordinaires et 41 % de l'Armée du Savoir. Au vu de ces pourcentages, très fréquemment cités dans les publications officielles, on pourrait croire que l'Armée du Savoir a déjà conquis la moitié de l'enseignement primaire. Or, le nombre d'écoles est une indication très imparfaite.

Le nombre de classes est un meilleur indicateur puisque une bonne partie des écoles de l'Armée du Savoir sont à classe unique. 83 % des classes sont situées dans les écoles ordinaires.

Quant au nombre d'élèves qui est un indicateur encore meilleur, sur les 3,5 millions, 3 millions sont inscrits dans les écoles ordinaires, soit donc 86 % du total.

(1) En réalité, le même système (l'affectation d'une partie des conscrits aux écoles rurales) fonctionne en Turquie depuis les années 50, dans le cadre des écoles primaires ordinaires sans qu'il y ait question d'une "révolution".

Fig.24 STRUCTURE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE EN % DU TOTAL DES
ELEVES SCOLARISES DANS LES TROIS TYPES D'ECOLE

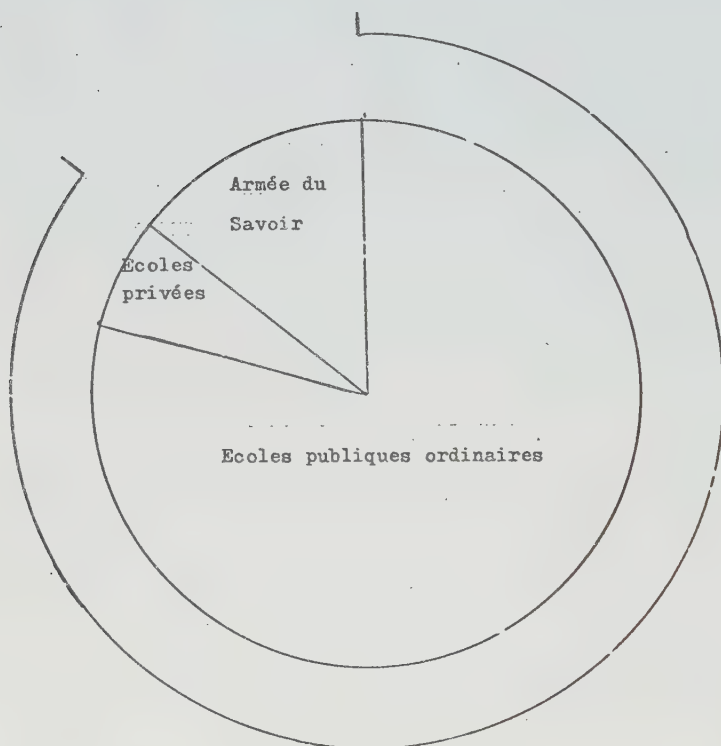


Tableau 31 : STRUCTURE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE EN 1970-1971

Nombre d'écoles, de classes, de maîtres, d'élèves dans les différents types d'enseignement primaire : en milliers.

Ensemble des écoles primaires	Ecoles	Classes	Maîtres			Elèves			% répartition des élèves des 2 sexes.
			H	F	T	H	F	T	
TOTAL ***	25,7	95,2	58,6	49,0	107,6	2.261,0	1.245,9	3.506,9	100,00
1) Ecoles primaires ordinaires :									
IRAN entier	15,2	79,1	46,0	45,6	91,6	1.874,7	1.128,1	3.002,8	85,63
Zones urbaines	4,4	47,4	21,6	34,8	56,3	1.001,6	830,1	1.831,7	52,23
Zones rurales	10,7	31,7	22,8	7,6	30,4	873,1	298,0	1.171,1	33,39
Ecoles publiques	14,0	70,6	42,2	38,4	80,6	1.715,5	1.042,9	2.758,4	78,66
Ecoles privées	1,2	8,5	3,8	7,2	11,0	159,2	85,2	244,4	6,97
2) Ecoles de l'Armée du Soudan :									
Zones urbaines	10,5	16,1	12,6	3,4	16,0	386,3	117,8	504,1	14,37
Zones rurales	-	2,4	2,8	1,7	4,5	52,1	39,2	91,3	2,60
3) Ecoles tribales :	10,5	13,7	9,8	1,7	11,5	334,2	78,6	412,8	11,77

On ne dispose pas de données précises sur les écoles primaires destinées aux tribus nomades. Les maîtres de ce type d'écoles sont spécialement formés dans la province de Fars. En 1970-1971, 270 maîtres étaient en cours de formation. Le stage de formation ne dure qu'un an après l'école primaire, soit 7 années d'études au total.

Source : Educational statistics in Iran - 1972. Ministère de l'Education.

A notre avis, le meilleur indicateur est le nombre de maîtres dans les deux catégories d'enseignement, puisqu'il implique aussi la qualité de l'enseignement : 92 mille enseignants sur 103 mille sont affectés aux écoles ordinaires.

Ces quatre indicateurs réunis sur le tableau 31 donnent une idée assez précise sur la structure du primaire.

Mais, il y a encore le problème des écoles privées destinées aux enfants des couches sociales aisées et donc solvables pour les frais de scolarité (1).

Quelques 244 milles élèves fréquentent les écoles privées, soit 7 % du total des effectifs (Armée du Savoir y comprise) et 8 % des élèves des écoles ordinaires.

Ce sont des écoles essentiellement urbaines. Dans les zones rurales, 0,4 % seulement des élèves vont dans les écoles privées (en 1970-1971). On peut noter aussi que ce pourcentage n'a pas varié depuis 1962-1963 pour les zones rurales, alors qu'il augmente dans les villes. A Téhéran, près d'un élève sur quatre s'inscrit dans une école privée (22,7 %).

Quand on considère la période 1964-1970, on s'aperçoit que la part des écoles privées (en nombre d'élèves) s'accroît constamment, passant de 6,6 % à 8,1 %.

Une autre caractéristique des écoles privées, c'est qu'il y a moins de filles que dans les écoles publiques. Il est possible qu'une même famille envoie ses fils dans une école privée payante et ses filles dans une école publique gratuite moins bien renommée.

(1) Les frais d'inscription dans les écoles privées s'élevaient, en 1970, à environ 4.000 à 10.000 rials, soit l'équivalent de quelques 260 à 660 francs français par an et par enfant. Cependant, du fait des subventions du gouvernement, une partie (variable) des enfants est dispensée des frais d'inscription pour donner une apparence d'égalité sociale. Cette proportion est d'environ 10 %.

Tableau 32 : EFFECTIFS DES ECOLES PRIMAIRES PRIVEES DANS LES DEUX ZONES
REUNIES ET PROPORTION DE CEUX-CI DANS LES ZONES RURALES.

Années	Privées			Privées G et F % du tot. publ. et privées Ecoles or dinaires	Y compris l'Armée du Savoir tot. pu- bliques + privées	Privées filles en % du total effectifs du privé	Zones d'habita
	Garçons	Filles	Total				
1962 - 1963			124.523	7,2	1.719.353	-	2 zones
			2.827	0,4	677.579	-	zon.rur.
1963 - 1964	85.571	45.180	130.751	7,1	1.841.201	34,6	2 zones
	2.518	654	3.172	0,43	729.991	21,0	zon.rur.
1964 - 1965	96.403	49.223	135.626	6,6	2.030.733	36,3	2 zones
	2.341	600	2.941	0,34	841.002	20,4	zon.rur.
1965 - 1966	105.005	53.619	158.624	7,2	2.181.633	34,0	2 zones
	2.361	561	2.922	0,33	878.185	19,3	zon.rur.
1966 - 1967	118.537	61.171	179.708	7,5	2.378.082	34,0	2 zones
	2.575	732	3.307	0,35	942.660	22,1	zon.rur.
1967 - 1968	131.350	66.017	197.367	7,7	2.575.667	33,4	2 zones
	2.980	819	3.799	0,36	1.033.585	21,5	zon.rur.
1968 - 1969 *	141.682	72.804	214.486	7,8	2.753.132	33,8	2 zones
	3.497	986	4.483	0,4	1.103.641	22,2	zo.rur.
1970 - 1971	159.235	85.249	244.484	8,1	3.506.900	34,9	2 zones
	5.098	1.491	6.589	0,56	1.583.900	22,6	zon.rur.

* Compte non tenu de : 240 garçons d'école religieuse

1. 021 garçons anormaux

334 filles anormales.

5) La durée des études primaires

Depuis l'origine, l'organisation pédagogique de l'enseignement primaire a été calquée sur celle de la France.

L'admission à l'école commence à 6 ans et dure pendant 6 ans. Cependant, depuis une réforme datant de 1968 et mise progressivement en application en 1971, le sixième grade des écoles ont été détachés pour former un cycle nouveau appelé "cycle d'observation" (1) ou "cycle d'orientation" (en anglais guidance course).

Ainsi, avec cette réforme, la scolarité primaire obligatoire se trouve ramenée de 6 à 5 ans dans l'immédiat, avec la promesse qu'ultérieurement le cycle d'orientation sera aussi rendu obligatoire. Mais, comme il a été dit plus haut, ce n'est qu'une obligation théorique.

Dans nos statistiques et graphiques précédents, nous avons tenu compte de la première année du cycle d'orientation pour assurer la comparabilité temporelle de nos séries de données.

La durée des études primaires, autrefois 6 ans, aujourd'hui 5 ans, n'a cependant pas cours dans la majorité des villages ou dans certaines petites villes, la durée effective ne dépasse pas 4 années. Les enfants qui voudraient continuer leurs études jusqu'au certificat doivent être envoyés dans les localités pourvues du cycle complet (du 1er au 6ème grade).

Comme nous avons vu plus haut, une partie importante des écoles de l'Armée du Savoir fonctionne avec un seul grade, les grades suivants étant situés dans les localités d'une certaine importance démographique.

(1) D'après la traduction de Robert MEDARD dans sa thèse 3ème cycle EPHE sur "Le développement de l'Education en Iran pendant les 3ème et 4ème Plans quinquennaux" (1963-1973), page 246.

B - LE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME ET SES DEFAUTS

Nous avons déjà traité de l'évolution quantitative de l'enseignement primaire sans nous soucier de "l'évolution de la qualité" de l'enseignement.

Pour ne pas entrer dans les discussions pédagogiques qui alourdiraient notre travail et qui nous éloigneraient de notre sujet, nous nous proposons ici d'évoquer simplement quelques aspects qualitatifs, comme les rapports maîtres-élèves, les différences dans la formation des maîtres, le retard à l'entrée dans le primaire, les redoublements et le retard scolaire en cours d'études, les taux de rétention, les abandons avant l'achèvement des études, les abandons en fin d'études et les taux de transition entre le cycle du primaire et l'enseignement secondaire, etc ...

B₁ - L'évolution des rapports maîtres-élèves

Ce rapport est obtenu, sur un plan global, en divisant le nombre d'élèves par le nombre de maîtres. Un rapport de 30 veut dire qu'il y a 30 élèves par maître. C'est une moyenne qui cache parfois d'énormes variations. Il est possible, par exemple, que dans la moitié des écoles, le rapport soit de 15 et dans l'autre moitié de 45, ce qui donne un rapport global de 30.

Malgré cet inconvénient, c'est un calcul qui a son utilité pour comparer les séries statistiques temporelles. Son avantage principal c'est d'être très simple et de mesurer approximativement la qualité de l'enseignement, si l'on part de l'idée suivant laquelle plus une classe est surchargée moins efficace sera l'enseignement du maître.

En Iran, il n'est pas toujours très aisé de calculer ce rapport pourtant si simple à cause du manque de précision des statistiques du Ministère. En effet, pour certaines années, on donne l'effectif du personnel dans l'enseignement primaire sans préciser s'il s'agit uniquement du "personnel enseignant" stricto-sensu, à l'exclusion des employés d'administration et d'entretien.

Dans la mesure du possible, nous avons calculé le rapport "maître-élèves" stricto-sensu et quand cela ne nous a pas été possible, nous nous sommes contentés du rapport "employés-élèves" en le précisant bien pour éviter toute confusion.

Dans le cas de l'Iran, d'autres difficultés apparaissent pour calculer correctement le rapport maîtres-élèves :

- les enseignants contractuels, temporaires ou à temps partiel, sont parfois comptés avec les enseignants titulaires à temps plein sans aucune précision et parfois ne sont pas comptés du tout sans pour autant que ce soit précisé. Nous arrivons par recoupement de plusieurs séries statistiques à faire un calcul valable ;
- le personnel effectivement enseignant diffère du personnel enseignant titulaire, parce que une partie des enseignants exécutent des travaux administratifs ou autres. Ainsi, un rapport du Ministère (Educational statistics 1970) signalait-il que le personnel effectivement enseignant pouvait être estimé à 82 % dans les villes et à 83 % dans les villages.

Compte tenu de toutes ces difficultés, nous n'avons pu calculer qu'une série relativement courte de rapports maîtres-élèves réunis dans le tableau 33 ci-après.

1) La première constatation à faire est que nous n'avons pas pu faire nos calculs selon la définition rigoureuse du rapport maîtres-élèves. Il faut y ajouter encore 6 ou 7 élèves par maître pour éliminer du calcul les enseignants s'occupant d'autres tâches que l'enseignement proprement dit.

2) Seulement les écoles privées observent des normes européennes en matière de rapport maîtres-élèves. Il y a en effet 22-33 élèves par

Tableau 33 : EVOLUTION DU RAPPORT MAITRES-ELEVES

Années scolaires	IRAN entier			Armée du Savoir (publiq.)	à Téhéran	Ecoles ordinaires publiques	
	Ecoles Publiques et priv.	Ordi- naires privées	Publi- ques			Dans les autres villes	Dans les villages
1953-1954	29	-	-	-	-	-	-
1960-1961	30	-	-	-	-	-	-
1965-1966	32	-	36	-	-	31	37
1966-1967	33	-	-	-	-	-	-
1967-1968	33	-	34	-	-	32	36
1968-1969	32	22	36	33	30	32	37
1969-1970	33	23	34	32	30	32	37
1970-1971	32	22	34	32	30	32	38

Source : Educational statistics 1962 - 1972.

N.B. Nos calculs ont été effectués en tenant compte du seul personnel enseignant (administratifs purexclus), mais compte non tenu du personnel enseignant qui ne pratique pas effectivement l'enseignement.

Les maîtres effectivement enseignants sont de 82 % dans les villes et de 83 % dans les villages.

Ainsi le rapport de 34 pour l'enseignement public IRAN entier serait en fait de 41 élèves pour un maître (45 dans les villages et 39 dans les villes).

maître dans les écoles privées dans les années 1970. A la même époque, il y en avait autant en Autriche, en Italie et un peu moins en France (1).

3) Dans les écoles publiques ordinaires (à l'exclusion de l'Armée du Savoir), il y a 50 % de plus d'élèves par maître que dans les écoles privées : 34 contre 22.

4) L'évolution des 15-20 dernières années ne montre aucune amélioration du rapport maîtres-élèves.

5) La situation semble légèrement meilleure dans l'Armée du Savoir que dans les écoles ordinaires publiques : 32 élèves par maître. Mais, dans ce secteur, la dispersion doit être très grande : on peut rencontrer des classes de 70 élèves et de 10-15 élèves. De toute manière, les spahis sont affectés par priorité à des villages de petite taille, ce qui explique que le rapport global maîtres-élèves est plus bas que dans le secteur public ordinaire.

6) Dans les villages, le rapport maîtres-élèves est nettement plus élevé que dans les villes : 38 contre 32. A Téhéran, la situation est meilleure que dans les autres villes (30 élèves). Cependant, même dans la capitale, ce rapport reste encore élevé si on le compare au secteur privé ou à des pays européens.

Les comparaisons internationales avec des pays voisins ne défavorisent pas beaucoup l'Iran. Cependant, comme nous l'avons dit, nous nous doutons de la portée réelle de ces comparaisons, étant donné l'existence des enseignants qui n'enseignent pas dans la pratique.

(1) Annuaire statistique de l'UNESCO.

Nous pouvons cependant citer quelques chiffres pour 1969 :

AFGANISTAN 43, IRAN 33, IRAK 22, LIBAN 19, TURQUIE 40, SYRIE 36 élèves par maître.

B₂ - Les différences dans la formation des maîtres du primaire

La formation est assurée "normalement" dans les "écoles normales d'instituteurs". Mais les besoins en maîtres étaient tels que la "production" de ces écoles restait très nettement en deçà. Aussi bien a-t-on eu recours à une formation hâtive en un ou deux ans, soit après l'école primaire, soit après le premier cycle du secondaire, dans des centres appelés "formation des maîtres" (1).

Si bien que la durée totale des études faites par les maîtres peut varier de 7 à 14 ans, sans compter les maîtres qui ont eu une formation de niveau universitaire (environ 1 % du personnel enseignant dans le primaire en 1971).

Au début de la création des écoles primaires modernes se substituant aux Maktab (cf. Supra historique), il suffisait d'être diplômé de l'école primaire traditionnelle (Maktab) pour être maître dès les premières promotions des écoles primaires modernes ; le certificat d'études primaires modernes était exigé mais sans plus.

C'est à partir de 1918 que la création des écoles normales d'instituteurs d'une durée de 3 ans après le primaire fut systématisée.

La durée totale des études étaient donc de 9 ans.

(1) La traduction officielle en anglais est "Teacher training center".

A partir de 1929, on limita le recrutement des élèves des écoles normales aux diplômés du 1er cycle de l'enseignement secondaire. La durée des études était, à cette époque, de 12 ans (6 + 3 + 3). Plus tard, on réduisit d'un an la formation normale des maîtres et c'est ce système qui est encore en vigueur (6 + 3 + 2 = 11 ans).

En 1946, sur l'initiative de "Near East Fondation", on créa des "écoles normales d'instituteurs ruraux" d'une durée très inférieure aux écoles normales ordinaires : 2 ans après l'école primaire (6 + 2 = 8 ans). Ce système est encore en vigueur.

Un peu plus tard, on créa les fameuses "écoles normales tribales" d'un cycle encore plus réduit. Il suffit de faire un stage d'un an après l'école primaire (6 + 1 = 7 ans).

Les centres de formation des maîtres à 1 ou 2 ans ont été institués au début pour "caser" la production du 1er cycle des écoles secondaires et ensuite celle du second cycle.

A cette diversité de formation des maîtres, vient s'ajouter celle de l'Armée du Savoir qui est de 6 mois. Au début, les sipahis, membres de l'Armée du Savoir, étaient recrutés parmi les conscrits bacheliers et actuellement le recrutement est limité aux diplômés du niveau universitaire.

Pour clarifier un peu la complexité de la formation des maîtres du primaire qui varie du simple au double, nous proposons la récapitulation suivante :

<u>Types de formation</u>	<u>Durée de la formation</u>	<u>Durée des études antérieures</u>	<u>Durée totale</u>	<u>La production de 1969-1970 en %</u>
- Ecoles normales d'instituteurs	2	6 + 3	11 ans	47,8
- Ecoles normales tribales	1	6	7 ans	7,2
- Centres de formation des maîtres ruraux	2	6	8 ans	10,6
- Formation des maîtres en 1 an	1	6 + 6	13 ans	28,3
- Formation des maîtres en 2 ans	2	6 + 6	14 ans	3,4
- Formation des maîtres pour les enfants anormaux	-	-	-	2,7
T O T A L	-	-	-	100
Armée du Savoir	$\frac{1}{2}$	6 + 6 + $\frac{1}{2}$	12 ans $\frac{1}{2}$	-

Nota : La formation des maîtres du cycle d'orientation (la 6ème année de l'école primaire) a commencé en 1967-1968 dans des sections annexées aux centres de formation des maîtres dans lesquelles la durée des études est de 2 ans.

On remarquera que moins de la moitié de la production des maîtres est assurée par les écoles normales d'instituteurs et que plus du quart de la production vient de la formation en un an des bacheliers.

L'évolution des effectifs des écoles et des centres de formation des maîtres, entre 1964 et 1970 (tableau 34), est assez spectaculaire puisque ceux-ci ont été multipliés par 2,5 en six ans. Mais l'effort est plus particulièrement concentré sur la période 1967-1970 : + 114 %.

Il y a une certaine tendance à diminuer les effectifs des centres de formation en un an remplacés par des centres de formation en deux ans.

Tableau 34 : L'EVOLUTION DE LA FORMATION DES MAITRES DU PRIMAIRE EN
NOMBRE D'ELEVES DANS LES ECOLES NORMALES ET LES CENTRES
DE FORMATION.

	1964-1965	1967-1968	1970-1971
- Ecoles normales	640	2.623	4.864
dont filles	565	2.503	3.197
- Ecoles normales tribales	96	241	270
dont filles	16	91	22
- Centres de formation des maîtres ruraux	243	445	722
dont filles	243	445	655
- Centres de formation en un an	3.476	3.372	1.043
dont filles	3.187	3.310	1.043
- Centres de formation en deux ans	-	-	7.432
dont filles	-	-	4.186
TOTAL des centres de for- mation	4.455	6.681	14.331
dont filles en nombre	3.991	6.349	9.103
dont filles en %	89,6	95,0	63,5
Croissance triennale des effectifs en %	-	+ 50	+ 114

Dans l'ensemble, on peut dire cependant que la formation des maîtres est nettement insuffisante puisque la durée de la formation tant générale que pédagogique ne dépasse guère deux ans. Près de 10 % des effectifs ne suivent qu'un an de stage et cela fait 35 % de la production de 1970-1971.

B₃ - L'efficacité de l'enseignement primaire : le rendement scolaire (1) et la déperdition des effectifs.

Nous avons déjà montré l'importance des admissions tardives et du retard scolaire en étudiant les taux d'inscription par année d'âge (voir figure 21 et tableau 29).

Nous allons, ici, étudier la cause du retard scolaire autre que l'admission tardive, c'est-à-dire les redoublements.

Mais, auparavant, quelques mots sur les abandons qui, comme on le verra, sont fort importants.

Les abandons

En suivant une cohorte d'élèves de la 1ère à la 6ème année d'études, nous remarquons que près de 7 % des élèves abandonnent l'école au cours de la 1ère année de la scolarité.

La deuxième année, les abandons diminuent de moitié, mais reste encore importants : 3,5 % des effectifs. Les années suivantes, le taux d'abandons reste aux alentours de 3,2 à 3,4 %. Mais la dernière année (6ème grade), il remonte brusquement à 5,3 % (voir figure 25).

(1) La terminologie des sciences de l'éducation n'étant pas encore uniforme, on ne doit pas s'étonner de ces mots barbares. D'autres auteurs parleraient de "productivité interne" de l'enseignement primaire ou encore d'"efficacité interne". Ces nouveaux concepts sont le plus souvent empruntés aux sciences économiques.

Sur le schéma suivant, on peut voir aussi bien les abandons que les redoublements. C'est la seule série statistique établie pour la période 1962-1967 qui donne clairement les deux composantes de la déperdition des effectifs scolaires. En dehors de cette série, nous disposons de statistiques par grade sur plusieurs années, statistiques qui nous permettront de calculer les "taux apparents de déperdition" (1) qui atteignent des proportions très considérables en Iran.

Les redoublements

Les taux de redoublement varient dans le sens d'une légère réduction du 1er au 5ème grade et remontent de nouveau au 6ème grade.

Nous avons calculé les taux de redoublement suivants à partir du schéma précédent :

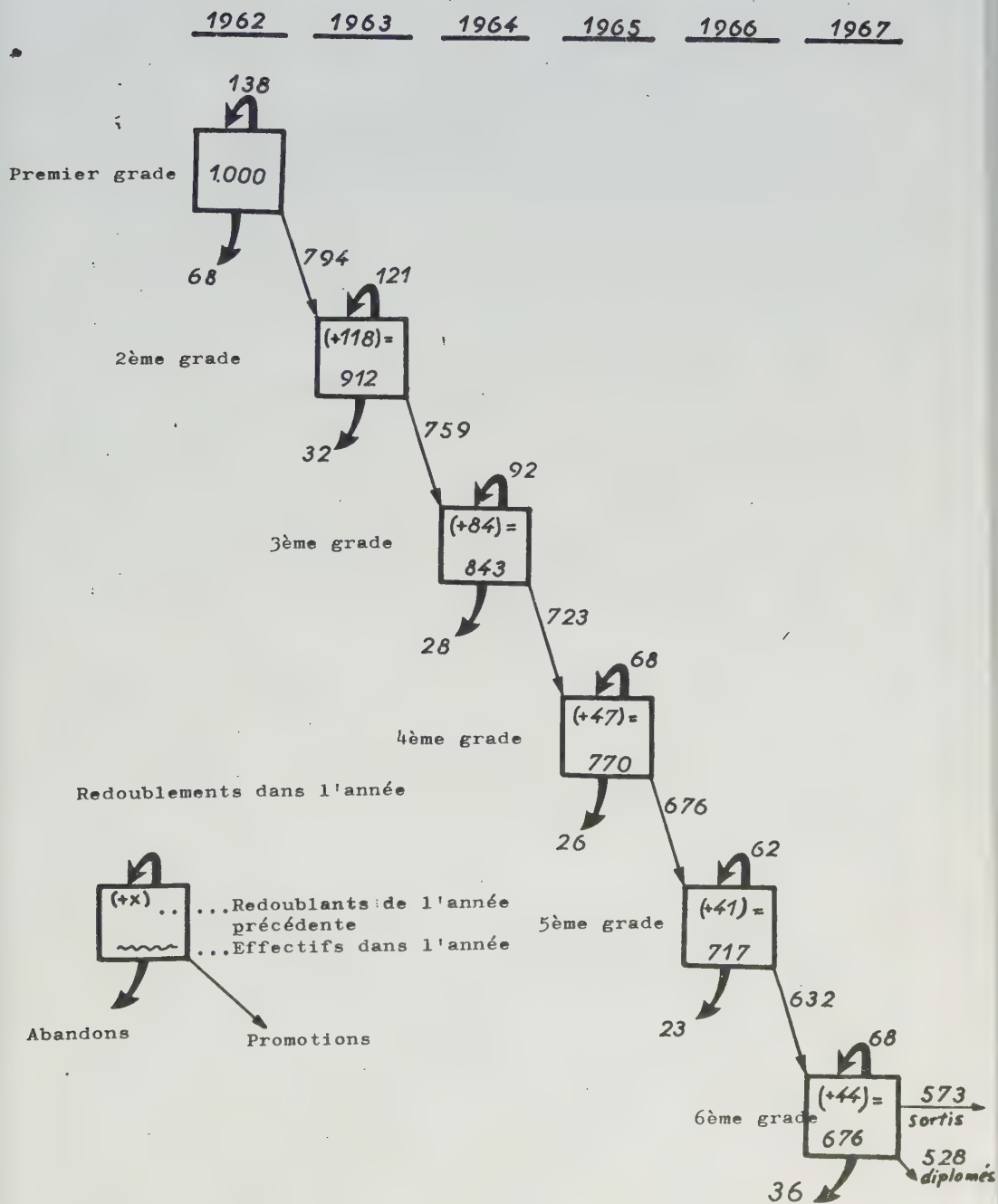
1er grade	.....	1962	:	13,8 %
2ème grade	.....	1963	:	13,3 %
3ème grade	.....	1964	:	10,9 %
4ème grade	.....	1965	:	8,8 %
5ème grade	.....	1966	:	8,6 %
6ème grade	.....	1967	:	10,0 %

Le cumul des redoublements et des abandons conduit à un rendement scolaire extrêmement faible. C'est à peine la moitié d'une cohorte d'élèves qui sort du cycle primaire avec diplôme : 528 sur 1.000. Et pourtant, dans ce total de promus en 1967-1968, est compris le reliquat des redoublements des années précédentes au début de la période où nous avons commencé à suivre la cohorte.

(1) On dit taux apparent parce que ce taux regroupe le taux d'abandons et le taux de redoublement. Le "taux net de déperdition" correspond au taux d'abandons avant la fin du cycle considéré.

Fig 25 Le devenir d'une cohorte de 1.000 élèves du primaire.
Abandons, redoublements et promotions

251



Si nous avions pu suivre cette cohorte en éliminant les redoublants des cohortes antérieures, nous aurions probablement atteint un taux de promotion au certificat d'études par rapport aux effectifs du premier grade d'il y a six ans, de l'ordre de moins de 50 %.

Les causes du redoublement

Une enquête aurait été faite en 1964-1965 dans quelques écoles primaires (lesquelles ?) par des fonctionnaires du Ministère de l'Education Nationale. Les conclusions assez sommaires, accompagnées de quelques mots très discrets sur la méthode d'enquête, ont été communiquées au "stage d'études sur la déperdition scolaire et les abandons en cours d'études" organisé par l'UNESCO à Bangkok du 5 au 12 septembre 1966 (1).

"Dans le cadre de cette étude, dit le rédacteur du bulletin, la situation socio-économique et les résultats scolaires de 339 élèves primaires ayant redoublé en 1964-1965 étaient analysés et comparés à ceux de 339 élèves choisis par échantillonnage au hasard parmi les camarades de la même année ayant étudié dans les mêmes conditions et ayant passé leurs examens avec succès. Les différences observées étaient ensuite mesurées par le test Chi-carré".

"..... Le pourcentage d'élèves qui redoublaient était plus élevé dans les familles économiquement moins favorisées. Les différences observées étaient très significatives et ne sauraient être attribuées au hasard" (quels pourcentages ?).

(1) Cf. bulletin du Bureau Régional de l'UNESCO pour l'Education en Asie - Bangkok, tome 1, n° 2, mars 1967.

"..... Le fait qu'un père était fonctionnaire, officier, homme d'affaires, patron et (spécialement) enseignant, favorisait le progrès des études de l'enfant. Au contraire, les enfants des cultivateurs, soldats ou petits commerçants, accusaient très souvent une tendance à l'irrégularité dans leurs études".

"..... Les élèves de chacun des deux groupes (d'enfants) étaient divisés en quatre catégories suivant le niveau intellectuel (ou d'instruction) de leurs parents (illettrés, ... instruction de niveau primaire, secondaire ou supérieur). Il est apparu que plus le niveau intellectuel des parents est élevé, meilleures sont les chances de réussite des enfants. Les différences observées étaient statistiquement très significatives".

Nous avons signalé ici les trois causes du redoublement. Ce sont sûrement des causes corrélées entre elles : niveau économique, niveau social, niveau culturel.

L'enquête signale d'autres causes de redoublement relativement secondaires, telles que, le déménagement (changement d'écoles et de maîtres pour l'enfant), la mère au foyer ou au travail, le bilinguisme des ethnies minoritaires, la santé de l'enfant, la fréquentation de l'enseignement pré-primaire.

Mais, en l'absence des résultats chiffrés, pour toutes ces causes, on ne pourra dire laquelle des causes est prédominante. Cependant, les études faites en France et ailleurs sur l'origine sociale et la réussite scolaire (1)

(1) Cf. Le Thanh Kkoi "L'industrie de l'enseignement" Ed. Minuit, Paris INED - P.U.F. 1961.

I. DEBLE "Les rendements scolaires dans les pays d'Afrique d'expression française" in "Problème de Planification de l'Education" Etudes "Tiers Monde" Paris P.U.F. 1964.

et cf. surtout C. BAUDELLOT et R. ESTABLET "L'école capitaliste en France" Paris Mospéra 1971.

semblent indiquer que les trois premières causes (qui n'en font en réalité qu'une seule) sont déterminantes.

Les taux de rétention et les taux apparents de déperdition des effectifs scolaires.

Ces deux concepts qui permettent de mesurer le rendement scolaire sont en fait interchangeables. Le taux de rétention est le rapport entre les effectifs d'un grade à un grade supérieur l'année suivante, exprimé en pourcentage :

$$\text{Taux de rétention : } \frac{\text{Effectifs scolaires grade } n \text{ en année } t}{\text{Effectifs grade } n + 1 \dots 5 \text{ en année } t + 1 \dots 5}$$

Généralement, ce calcul se fait pour chaque grade successif et entre le premier et le dernier grade d'un cycle d'enseignement.

Le taux apparent de déperdition est le complément du taux de rétention à 100 :

Taux apparent de déperdition = 100 moins le taux de rétention = abandons + redoublement, sauf la dernière année.

Nous calculerons simplement les taux apparents de déperdition des effectifs, bien que la plupart des experts et notamment ceux de l'UNESCO utilisent le concept du taux de rétention et qu'on appelle parfois le taux de rendement. En tout cas, il n'y a aucune difficulté pour convertir le premier dans le second et vice-versa.

Nous avons établi trois cohortes pour la mesure de la déperdition :

- première cohorte : 1958 à 1963
- deuxième cohorte : 1961 à 1966
- troisième cohorte : 1963 à 1968

(voir tableau suivant).

Tableau 35 : LES TAUX APPARENTS DE DERERDITION DES EFFECTIFS DE L'ENSEI-
GNEMENT PRIMAIRE EN % PAR GRADE, DU 1er au 6ème GRADE EN
3 COHORTES DIFFERENTES.

Années	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	Taux 1 à 6
Grades	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>4</u>	<u>5</u>	<u>6</u>						
Garçons		3,5	4,0	5,4	7,5	8,0						34,5
Filles	-	5,7	7,0	3,3	6,3	10,5						36,5
Total	-	4,2	5,9	4,8	7,2	8,7						35,6
Grades				<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>4</u>	<u>5</u>	<u>6</u>			
Garçons					0,6	9,4	9,9	8,5	3,8			28,5
Filles				-	3,3	12,0	7,8	6,3	6,8			31,4
Total				-	1,4	10,2	9,5	7,5	4,8			29,4
Grades						<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>4</u>	<u>5</u>	<u>6</u>	
Garçons						-	6,0	8,2	8,8	3,0	0,0	23,6
Filles						-	12,0	7,9	4,7	4,9	5,2	30,4
Total						-	8,1	8,5	7,0	3,6	1,4	25,7

TABLEAU 36 : REUSSITES AU CERTIFICAT D'ETUDES PRIMAIRES (en milliers)

Années	Total des partici- pants	Candidats extérieurs	Candidats intérieurs	Réussites tous candidats	% de réus- sites tous candidats	% de réus- site des candidats intérieurs
1962-63	194,8	18,1	176,7	136,5	70,0	72,0
1963-64	207,5	20,2	187,3	156,5	75,2	78,0
1964-65	220,4	22,1	198,3	171,9	77,5	81,0
1965-66	244,5	26,3	218,2	195,9	79,7	84,0
1966-67	282,8	32,4	250,4	229,9	81,5	85,9
1967-68	335,9	41,4	294,5	272,5	81,0	85,6
1968-69	379,8	48,5	331,3	305,3	80,4	85,1
1969-70	416,8	64,8	352,0	333,4	80,0	85,2

Les taux apparents (ou bruts) de déperdition diminuent d'une cohorte à l'autre avec une tendance à la promotion automatique. De 36 % pour l'ensemble du cycle dans la première cohorte, la déperdition n'est plus que de 26 % dans la cohorte la plus récente.

La déperdition est plus importante chez les filles que chez les garçons. L'écart entre les deux sexes est très sensible dès les premiers grades.

De la deuxième à la troisième cohorte, la diminution de la déperdition est très peu importante pour les filles (un point). Pour les garçons, au contraire, la diminution est fort sensible (5 points).

Dans un pays comme l'Iran, l'inégalité d'accès à l'enseignement primaire entre les deux sexes, déjà importante, se trouve aggravée par une plus grande déperdition des filles.

Malheureusement, le sexe est notre seul critère social, mis à part le clivage entre les urbains et les ruraux, pour analyser la déperdition scolaire. Des statistiques de déperdition suivant l'origine sociale des élèves auraient sûrement apporté des éléments d'appréciation sur les différences entre les couches sinon les classes sociales comme on le fait par exemple en France, cf. l'école capitaliste (1).

La déperdition semble beaucoup plus importante dans les villages que dans les villes. D'après une étude d'un de nos compatriotes, pour la période 1956-1961 (2), le taux brut de déperdition serait de 57 %. Nous

(1) C. BAUELOT et R. ESTABLET "L'Ecole capitaliste en France" PARIS Naspero Edition Naspéro, Paris.

(2) Amine Zadeh "Le développement de l'instruction en Iran dans les villes et les campagnes", thèse d'université, Sorbonne 1966.

avons vu que dans notre première cohorte, 1958-1963, ce taux pour l'Iran entier n'était que de 36 %. On peut penser que dans les villes ce taux ne dépassait pas les 25 %. Ainsi la déperdition serait deux fois plus importante dans les localités rurales que dans les villes.

La réussite au certificat d'études primaires.

En Iran, le certificat d'études primaires confère la promotion non seulement aux élèves de la 6ème année du primaire, mais aussi à des candidats, enfants et adultes, se présentant de l'extérieur sans passer par la scolarité régulière. La proportion de ces derniers dans l'ensemble des candidats ne dépasse guère 15 %. De plus, on élimine systématiquement la moitié des candidats extérieurs en refusant leur promotion.

De 1962 à 1969, le nombre de certificats délivrés a été multiplié par 2,4, passant de 136 mille à 333 mille. Rappelons que pendant la même période les effectifs du primaire ont été multipliés par 1,9. Ces données corroborent nos calculs sur l'amélioration progressive des taux de rendement.

La comparaison internationale des taux de rendement à l'école primaire.

Cette comparaison est relativement difficile dans la mesure où le cycle d'études primaires peut varier considérablement d'un pays à l'autre. Pour que la comparaison ait un sens, nous avons choisi les pays où le cycle est de 5 ou 6 ans.

D'après une étude de l'UNESCO (1), la place de l'Iran dans le concert de certains pays asiatiques est assez honorable. L'Iran est proche

(1) UNESCO : "Le problème de la déperdition des effectifs scolaires", bulletin du Bureau Régional pour l'Education en Asie", tome 1, n° 2, Hong Kong, mars 1967, page 7.

des pays les plus industrialisés de la région comme Singapour, Taïwan, Malaisie, Corée du Sud. (voir tableau suivant)

D'autre part, nous avons tenté de calculer sur une base homogène les taux de rendement en Turquie et en Iran pour deux cohortes portant sur la même période. Comme en Turquie, le cycle d'études primaires est de 5 ans ; nous avons fait le même calcul pour l'Iran sur la base de 5 ans, de 1963-1964 à 1967-1968.

Les taux de rendement du premier au cinquième grade sont :

TURQUIE	.....	85,0 %
IRAN	.....	75,2 %.

Sources : pour la Turquie "Main Educational Statistics", mars 1969, Ankara, Plan Organization, pour l'Iran "Educational Statistics" op. cit. séries annuelles 1962-1972.

Tableau 37 : COMPARAISON INTERNATIONALE DES TAUX DE RENDEMENT DANS L'ENSEI-
GNEMENT PRIMAIRE.

- Les pays sont rangés dans l'ordre croissant du rendement -

Pays asiatiques			Année	%
1 -	LAOS	.....	1959	16
2 -	PAKISTAN	.....	1958-1959	27
3 -	CAMBODGE	.....	1959	30
4 -	INDE	.....	1956	35
5 -	VIETNAM DU SUD	.....	1959	40
6 -	AFGANISTAN	.....	1959	50
7 -	PHILIPPINES	.....	1958	51
8 -	IRAN	.....	1959	65
9 -	SINGAPOUR	.....	1957	75
10 -	MALAISIE	.....	1959	84
11 -	COREE DU SUD	.....	1959	85
12 -	TAIVAN	.....	1959	89

Source : UNESCO.

- CHAPITRE IV -

L'enseignement secondaire§ 1 - L'EVOLUTION RECENTE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIREA) Général

Les écoles d'enseignement secondaire étaient, au début de la modernisation, essentiellement privées. En 1924-25 sur 56 écoles, 48 étaient privées. Mais à côté de ces écoles modernes il y avait encore 282 écoles secondaires traditionnelles qu'on appelait "madrassah" et qui ont progressivement disparues.

La moitié environ des écoles privées appartenait à des missions étrangères établies en Iran (1).

L'accroissement des écoles secondaires est assez rapide de 1924 à 1952 à cause de la faiblesse initiale de leur nombre : les écoles publiques ont été multipliées par 48 et les écoles privées par 2.

Depuis 1952, ce sont surtout les écoles privées qui ont connu un accroissement notable : par période quinquennale les taux de croissance d'abord favorables aux écoles publiques (+ 116 %) contre 70 % pour les écoles privées de 1952 à 1957) sont à l'avantage des écoles privées d'enseignement secondaire

générale :	1957 - 1962	privées + 52 %	publiques + 21 %
	1962 - 1967	privées + 124 %	publiques + 38 %
	1967 - 1972	privées + 49 %	publiques + 23 %

Ce formidable accroissement du secteur privé lui permet de tenir une place de choix dans l'enseignement secondaire général (exception faite

(1) Cf. Reza ARASTEH "Education and Social Awakening in Iran - 1850-1968, Laiden, E.J. BRILL 1969 (second revised and enlarged edition)

des écoles professionnelles et techniques) : Il y a environ une école privée sur trois.

Cependant en nombre de classes, la place du secteur privé descend à 26 % du total en 1970-71 (5.000 classes privées sur 21.000 environ). Le personnel enseignant du secteur privé est rétribué par le Ministère de l'éducation. Mais l'enseignement n'est pas pour autant gratuit. Les élèves devaient verser à l'établissement privé des sommes variant de 3.000 à 30.000 rials (40 à 400 dollars US par an), en 1967 selon la renommée de l'établissement.

Entre 1953-70, les effectifs de l'enseignement secondaire général ont été multipliés par 10, soit un taux de croissance annuel de près de 15 %.

La proportion des filles qui était de 20 % en 1953 est passée à 33 %. Leur nombre a été multiplié par 16, ce qui fait un taux de croissance annuel de 18 %. La croissance des effectifs masculins n'a été que de 13 % par an.

Ces taux de croissance sur une si longue période sont certes très élevés. Mais compte tenu du niveau initial (il y avait 100 mille élèves dans le secondaire général en 1953) de tels taux ne devraient pas étonner puisqu'il s'agit de rattraper un retard considérable sans cesse fuyant étant donné les effets cumulatifs de l'accroissement démographique et de la faiblesse des investissements éducatifs (1).

Avant la seconde Guerre Mondiale, les effectifs s'accroissaient beaucoup plus lentement bien que le niveau initial ait été infiniment plus faible. Le taux de croissance moyen pour la période 1928-1940 était de 10 % par an contre 15 % depuis 1953.

(1) Cf. infra les taux de scolarisation par année d'âge dans le secondaire.

Tableau n° 38 - NOMBRE D'ÉCOLES SECONDAIRES GÉNÉRALES 1924-1969

PUBLIQUES - PRIVÉES

ANNÉES SCOLAIRES	NOMBRE			TAUX D'ACCROIS. QUINQUEN.		
	Publiques	Privées	Total	Publiques	Privées	Total
1924 - 25	8(1)	48	56	-	-	-
1928 - 29	-	-	122	-	-	-
1940 - 41	209	78	387	-	-	-
1952 - 53	385	80	465	-	-	-
1953 - 54	434	93	527			
1954 - 55	539	93	632			
1955 - 56	631	108	739			
1956 - 57	723	119	842			
1957 - 58	827	136	962	116,5	70	110
1958 - 59	978	147	1.125			
1959 - 60	1.000	163	1.163			
1960 - 61	988	195	1.183			
1961 - 62	984	200	1.184			
1962 - 63	1.001	206	1.207	21	52	26
1963 - 64	1.010	259	1.269			
1964 - 65	1.109	293	1.402			
1965 - 66	1.220	334	1.554			
1966 - 67	1.285	397	1.682			
1967 - 68	1.379	488	1.867	38	124	54
1968 - 69 (2)	1.450	617	2.067			
1969 - 70	1.648	650	2.298			
1970 - 71	1.775	734	2.509			
1971 - 72	1.842	764	2.606			
1972 - 73	1.698	727	2.422	23	49	30

Sources : 1924-25 : Arasteh op. cit. et Educ. statistics

1952-63 : Statistical Handbook of Iran

1963-69 : Educational Statistics, op. cit.

1969-70 à 1972-73 : Selected Statistics ; 1972-73 : Statistical Center of Iran.

(1) D'après le mémoire du Chah d'Iran, ce pays possédait en 1959 "près de 1.100 écoles du second degré dépendant...du gouvernement (soit une augm. de 23%)(de 1922) op. cit. p.251. Ainsi en 1922 l'Iran comptait plus de 80 écoles secondaires, pour 1922 il existait environ 9.300 élèves (le mémoire du Chah p.250)

(2) Le nombre des écoles secondaires (technique et prof. comprises) dépasse actuellement 3.000. Pour les écoles primaires ce nombre atteint 7.000.

Cette croissance d'avant guerre s'effectuait pour ainsi dire comme par à coup : l'accroissement qui n'était que de 4 % entre 1932-1933 passe brusquement à 33 % entre 1935-1936. Cela fait plus de 5.000 élèves de plus en une seule année (voir tableaux 39 et 39 bis).

La croissance des effectifs du secondaire depuis les années 60 a même étonné les planificateurs : les objectifs prévus par les plans de développement ont été constamment dépassés surtout pour le 3ème Plan :

	1962 - 1963	1967 - 1968
! En milliers d'élèves :	Fin du 2ème Plan	Fin du 3ème Plan
!	-----	-----
! Objectifs du plan :	300	400
! Réalité :	327	674
! Dépassement en % :	+ 9 %	+ 68 %
!	-----	-----

N.-B. Nous n'avons pu faire les mêmes calculs pour le 4ème Plan se terminant en 1972 - 73. Les effectifs de l'enseignement secondaire général n'avaient plus la même base de calcul à cause de l'introduction de la sixième année de l'école primaire dans le cycle d'orientation qui constituera désormais le premier cycle du secondaire (voir en annexe le ~~schéma~~ de la structure du système scolaire avant et après la réforme).

Les taux nets de scolarisation dans l'enseignement secondaire général

D'après les soumissions de l'Iran à l'UNESCO (1), entre 1960 et 1969, les taux de scolarisation auraient plus que doublé passant d'environ 11 % à 24 % pour le groupe d'âge de 12 à 17 ans.

(1) UNESCO annuaire statistique 1971, page III.

Tableau n° 39 - LES EFFECTIFS DES ECOLES SECONDAIRES 1928-40.

ACCROISSEMENT EN MILLIERS ET TAUX D'ACCROISSEMENT EN %

ANNÉES	Nombre d'ÉLÈVES	ACCROISSEMENTS ANNUELS	TAUX ANNUEL (%) D'ACCROISSEMENT
1928 - 29	9,0	1,04	-
1929 - 30	10,0	1,39	11,57
1930 - 31	11,4	1,39	13,82
1931 - 32	12,5	1,04	9,09
1932 - 33	13,1	0,62	5,01
1933 - 34	13,6	0,52	3,95
1934 - 35	14,5	0,87	6,39
1935 - 36	16,3	1,78	12,30
1936 - 37	21,7	5,49	33,69
1937 - 38	25,5	3,71	17,02
1938 - 39	26,5	1,05	4,14
1939 - 40	26,8	0,29	1,12
1940 - 41	28,2	1,32	4,90

Source : Reza Aresteh - op. cit. et Educational Statistics 1962,
Chapitre rétrospectives 1928 - 1940.

Tableau n° 39 bis - LES EFFECTIFS DES ECOLES SECONDAIRES GENERALES,
PROFESSIONNELLES ET TECHNIQUES (en milliers, de
1953 à 1972).

Années	Secondaire général			Profes. et techn.			Total Général secondaire	Part de l'en- seignement prof. et tech. en % du total général except. écoles norm.
	Filles	Garc.	Total	Filles	Garc.	Total		
1953-54	21,0	80,0	101,1	0,1	0,7	0,8	101,9	0,7
1954-55	28,7	93,0	121,7	0,1	0,6	0,8	122,5	0,6
1955-56	28,2	94,4	122,6	0,7	1,1	1,8	124,4	1,4
1956-57	32,4	108,1	140,6	0,5	1,0	1,5	142,1	1,0
1957-58	40,6	122,9	163,6	0,8	4,0	4,8	168,4	2,8
1958-59	48,5	139,2	187,7	0,6	6,0	6,6	194,3	3,4
1959-60	60,2	158,6	218,8	0,6	6,0	6,6	225,4	2,9
1960-61	71,4	181,3	252,7	0,4	7,6	8,0	260,7	3,0
1961-62	82,3	199,6	281,9	0,7	8,6	9,3	291,2	3,2
1962-63	94,6	206,2	300,8	0,9	8,2	9,1	309,9	2,9
1963-64	98,4	228,5	326,8	0,7	8,4	9,2	336,0	3,0
1964-65	-	-	369,0	-	-	12,9	381,9	3,4
1965-66	156,2	337,5	493,7	2,6	12,6	15,2	508,9	3,0
1966-67	185,3	394,4	579,7	2,7	13,2	15,9	595,6	2,8
1967-68	217,9	456,1	674,0	3,0	13,3	16,3	690,3	2,4
1968-69	253,9	527,5	781,5	3,7	15,3	19,0	800,5	2,4
1969-70	292,8	604,6	897,0	4,5	18,8	23,3	920,3	2,5
1970-71	334,8	678,2	1013,0	6,2	24,4	30,6	1043,6	2,9
1971-72	-	-	1141,0	9,0	39,0	47,0	1188,0	3,9

Sources : 1953-1963 : Statistical Handbook of Iran. Edition Mars 1966

1963-1971 : Education Statistics

1971-1973 : Selected Statistics 1972-73 et le Vème plan 1973-1978.

Ainsi l'Iran rattrape son retard sur son voisin Turquie où le même taux passe de 15 à 26 pendant la même période.

Le tableau 40 ci-après, retrace cette évolution par année d'âge. La faiblesse des taux d'inscription à l'âge de 12 ans, âge normal de la première année de la scolarité dans le secondaire, s'explique par le retard scolaire dans le primaire que nous avons étudié plus haut. Les baisses constatées à l'âge de 16 ou 17 ans s'expliquent en grande partie par les abandons à ce niveau (abandons définitifs en passages dans l'enseignement professionnels ou techniques).

Les taux d'inscription des garçons sont deux fois plus importantes que ceux des filles. En 1968, par exemple à l'âge de 15 ans on trouve un taux d'inscription de 28,6 % pour les garçons et 14,7 % pour les filles.

Sur le tableau ci-après, on voit également qu'il y a beaucoup d'élèves hors d'âge dans l'enseignement secondaire. Près de 10 % de la classe d'âge de 18 - 19 ans se trouve encore dans le secondaire.

En 1961 - 62, 60 à 79 % des garçons et 50 à 61 % des filles avaient un retard scolaire d'au moins un an selon les grades (1).

En tout cas la proportion des groupes d'élèves hors d'âge semble avoir une tendance à un fort accroissement.

B) L'enseignement secondaire professionnel et technique

Comme on peut le constater sur la figure 26 (ou le tableau 39 bis), l'irruption de l'enseignement professionnel et technique (à l'exception des écoles normales étudiées plus haut) ne date que de 1964, année où le nombre

(1) Cf. infra - le rendement scolaire dans l'enseignement secondaire.

Tableau n° 40 - TAUX D'INSCRIPTION PAR ANNEE D'AGE DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL (EN %)

AGES	AGE NORMAL DE LA SCOLARITE							HORS D'AGE		Elèves non répartis par âge en % du total des effectifs concernés
	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
MF 1960	2,1	7,5	10,3	11,2	11,3	8,8	7,3	5,0	-	-
MF 1968	7,7	18,0	20,9	21,8	18,9	16,3	11,6	7,3	4,4	2,2
M 1960	2,8	9,6	13,7	15,2	16,1	12,8	11,0	7,8	-	-
M 1968	10,1	23,1	27,1	28,6	25,1	21,8	15,8	10,5	6,6	2,6
F 1960	1,4	5,3	6,8	7,2	6,4	4,7	3,6	2,1	-	-
F 1968	5,3	12,8	14,6	14,7	12,5	10,5	7,2	4,0	2,1	2,4

Source : Annuaire statistique UNESCO - 1971.

d'élèves de cette catégorie dépasse pour la première fois le seuil de 10.000.

En 1954-55, 6 élèves sur 1.000 seulement, fréquentaient les écoles professionnelles et techniques du niveau secondaire. La forte progression constatée en 1964 fait place ensuite à une certaine stabilisation des effectifs jusqu'en 1967-68 (+ 2 à 4 %).

Mais comme le 4ème plan qui a débuté en 1968 mettait l'accent sur l'enseignement professionnel et technique nous constatons un redémarrage à partir de cette date. Voici les taux de croissance des effectifs dans les deux catégories d'enseignement secondaire dans les huit dernières années :

	Secondaire général	Secondaire professionnel et technique
1964 - 1965	12,9	40,2
1965 - 1966	33,8	17,8
1966 - 1967	17,4	4,6
1967 - 1968	16,3	2,5
1968 - 1969	16,0	16,5 (1)
1969 - 1970	14,8	22,6
1970 - 1971	12,9	31,3
1971 - 1972	12,6	53,6

On constate ainsi que l'ont voulu les planificateurs du IVème Plan(1). Un ralentissement des taux de croissance de l'enseignement secondaire général, au profit de l'enseignement professionnel et technique du même niveau.

(1) Les objectifs du IVème Plan, (1968-1973) en ce qui concerne l'enseignement professionnel et technique :

"Pour satisfaire les besoins en main-d'oeuvre professionnel et technique en niveau moyen, par exemple, le secrétariat, formation des infirmiers, des comptables des enseignants techniques, des cadres du tourisme, des techniciens pour les activités agricoles"... "L'activité dans l'enseignement secondaire devrait être orientée en partie pour la satisfaction de ces besoins".

Tableau n° 41 - PROPORTION DES EFFECTIFS DU SECONDAIRE PROFESSIONNEL
ET TECHNIQUE DANS L'ENSEMBLE DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE, NORMAL INCLUS

	IRAN	TURQUIE	IRAK	SYRIE	FRANCE	URSS	ISRAEL
1960	4,7	22,4	12,05	8,4	25,4	57,2	33,6
1965	0,84	27,1	5,2	7,6	24,6	42,9	39,0
1968	3,1	20,1	6,98	5,7	25,6		43,7
1969	3,5	19,5	4,3	4,8	23,9	48,5	46,3

§ 2 - LES STRUCTURES ET LE FONCTIONNEMENT DU SYSTEME D'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE ET SES DEFAUTS

A) Structures

En plus de la différenciation de l'enseignement secondaire entre général ou théorique et professionnel ou technique, ou enseignement normal formation des maîtres, il y a lieu de distinguer des structures du secondaire selon qu'il s'agit du secteur privé ou du secteur public et selon la durée des études.

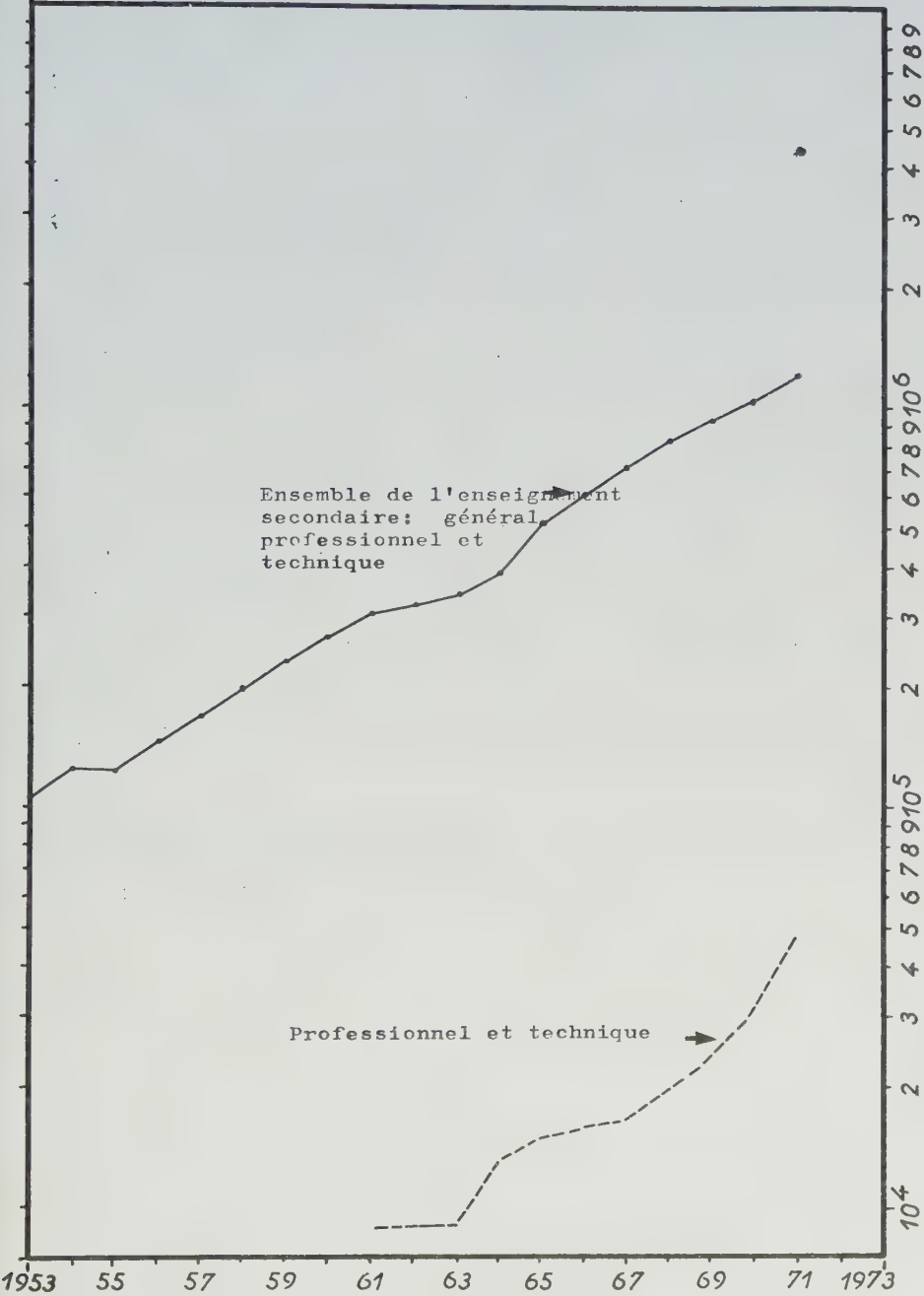
Comme le montre le tableau suivant, la durée des études varie de 7 (6 + 1) à 14 ans (6 + 6 + 2). Quand la durée des études secondaires dépassent 6 ans après le primaire nous devrions classer cette catégorie dans l'enseignement supérieur. Mais en fait, comme il s'agit du recyclage des maîtres déjà en place pendant deux ans, nous l'avons classée dans l'enseignement secondaire.

Nous avons classé l'ensemble de l'enseignement secondaire dans le tableau n° 42, en 6 catégories principales subdivisées selon le statut des

Fig. 26 L'évolution des effectifs des écoles secondaires

Echelle semi-log.

271



Comparaisons internationales de la part de l'enseignement professionnel et technique dans l'ensemble de l'enseignement secondaire

Nous comparons ici l'IRAN à un certain nombre de pays de la région et à deux autres pays développés, l'un capitaliste (la France) l'autre socialiste (L'URSS).

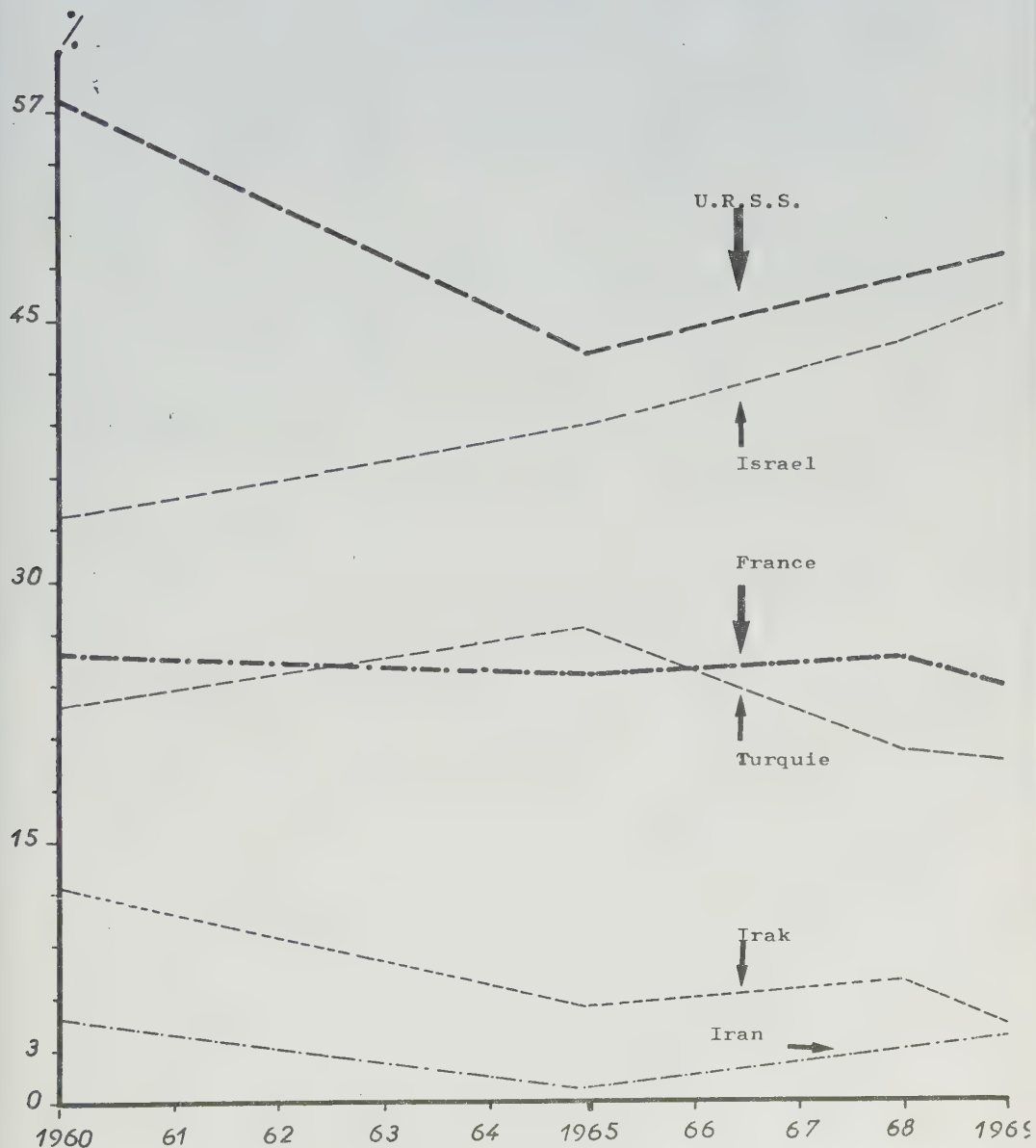
Cette comparaison met en évidence l'extrême infériorité de l'IRAN en ce qui concerne l'enseignement professionnel et technique (voir tableau n° 41 - figure 27).

La Turquie qui supporte le mieux la comparaison avec l'Iran à bien des égards, instruit proportionnellement 6 à 7 fois plus de techniciens et professionnels de niveau secondaire que l'Iran. Même l'Irak qui vient immédiatement au-dessus de l'Iran et où la proportion d'élèves "techniciens" diminue beaucoup ces dernières années conserve encore une avance sérieuse.

Cette situation devrait s'améliorer à la fin du Vème Plan (1978) de façon notable puisque ce document prévoit des taux d'accroissement considérable pour l'enseignement professionnel et technique alors que l'enseignement secondaire général se contentera d'un taux d'accroissement relativement modeste :

		:Taux d'accroissement des effectifs dans l'enseignement secondaire de 1973 à 1978
Secondaire général	:	+ 54 %
- technique	:	+ 179 %
- professionnel	:	+ 477 %

Fig. 27 Proportions des effectifs du secondaire professionnel (y compris normaliens) et technique dans l'enseignement secondaire en IRAN et dans quelques pays choisis



écoles (publiques, privées) et éventuellement selon le genre d'études (commerciales, industrielles, etc...).

Les principales catégories et la proportion d'élèves scolarisés dans chacune d'elles sont les suivantes :

	Secteur public et privé %	Privé %
1. Secondaire général	95,60	19,83
2. - professionnel	0,67	0,16
3. - technique	1,77	0,23
4. Formation des maîtres	1,25	0,00
5. Enseignement islamique	0,02	0,00
6. Enseignement spécial pour handicapés	0,24	0,14
T O T A L	100,0	20,36

La structure de l'enseignement secondaire appelle quelques remarques :

- en dehors du secondaire général, les élèves sont saupoudrés dans les autres catégories dans d'infimes proportions.
- le secteur privé qui scolarise un enfant sur cinq, ne s'intéresse qu'à l'enseignement général.
- le secteur privé du secondaire est trois fois plus important que celui du primaire (plus de 20 % des élèves contre moins de 7 % dans le primaire)
- l'enseignement technique occupe une place tellement infime dans la structure du secondaire qu'il n'est pas utile de distinguer les différentes branches ou sous-branches.
- l'enseignement agronomique du niveau secondaire déjà peu important n'existe plus.

La proportion des filles dans les différentes catégories d'enseignement secondaire montre que la structure n'est pas favorable à leur scolarisation:

Tableau n° 42 - STRUCTURES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRES EN 1970 - 71

Type d'enseignement	Durée des Etudes	Nbre d' Etablis- sements	Nbre d'Ens.t plein temps	Nbre d'élèves	Rapport maîtres élèves	Réparti- tion élèves en %
SECONDAIRE	-		31.275	1.059.530	33,9	100,00
a) général	6+6	2.509	28.244	1.012.920	35,9	95,60
- public	6+6	1.775	23.767	802.845	33,8	75,77
- privé	6+6	734	4.477	210.073	46,9	19,83
b) profes.	6+3	53	-	7.133		0,67
- public	-	46	-	5.437		0,51
- privé	-	7	-	1.696		0,16
c) technique	-	90	-	18.779		1,77
- public	6+6	78	-	16.351		1,54
- privé	-	12	-	2.428		0,23
Commercial et Secrétariat	-	38	-	4.196		0,40
- public	6+6	23	-	3.325		0,31
- privé	-	13	-	871		0,08
Agriculture	6+6	Aucune statistique pour 1970 - 71, l'année précédente il y avait seulement 19 élèves, dans tout le pays et il n'y avait qu'une seule école (expérimentale)				
- public	6+6					
- privé	-					
Chimie industrielle		8	-	471		0,04
- public	6+5	6	-	331		0,03
- privé	-	2	-	140		0,01
b + c TOTAL						
profes. et techniq.		189	2.181	30.579	14,0	2,89
- public		155	1.967	25.444	12,9	2,40
- privé		34	214	5.135	24,0	0,48

tableau n° 42 - (suite)

Type d'enseignement	Durée des Etudes	Nbre d' Etablis. sements	Nbre d'Ens. plein temps	Nbre d'élèves	Rapport maîtres : élèves	Réparti- tion élèves %
a) Formation des maîtres	-	90	461	13.288	28,8	1,25
Ecole normale	6+5	64	-	4.864		0,46
EC. norm.trib.	6+1	2	-	270		0,03
Formation des maîtres ruraux	6+2 6+4	13	-	722		0,07
Ecole de stage des maîtres	6+6+1	}				
Stage maîtres technique	6+6+2					
Stage Educ. spéciale	6+6+1		Aucune statistique pour 1970 - 1971			
			De toute façon les élèves et maîtres			
			sont probablement compris dans le			
Formation des maîtres privée	6+6	}	total B			
Stage de form. des maîtres d'orientation	6+6+2	11	-	7.432		0,70
e) Ecole d'ens. islamique	6+6	3	-	189		0,02
f) Ecoles spéc. pour handicapés	-	55	389	2.554	6,6	0,24
- public	-	36	149	1.096	7,4	0,10
- privé	-	19	240	1.458	6,1	0,14

Pourcentage de filles
en 1970 - 1971

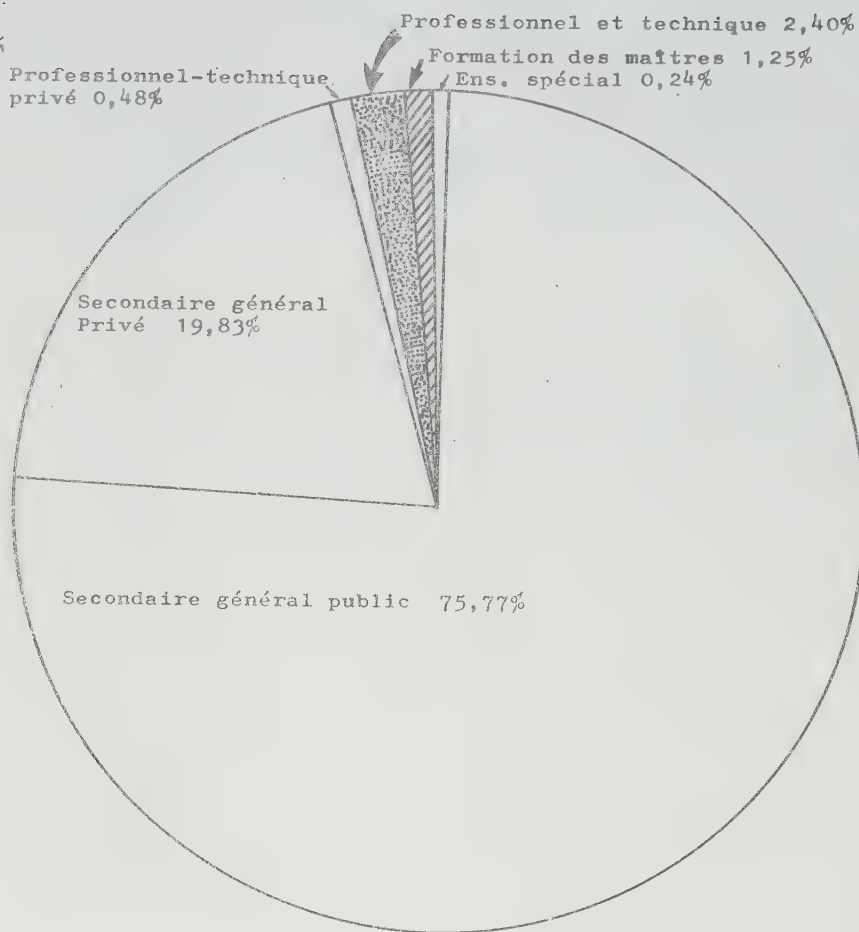
1. Secondaire général	33,0
2. Professionnel	37,3
3. Technique (commerce - secrétariat)	8,8 50,6
4. Normal (formation des maîtres)	60,7
5. Enseignement islamique	0,0
6. Enseignement spécial handicapées	29,4

T O T A L

On remarquera aussi que la proportion des filles est moins importante dans le secondaire que dans le primaire où, la même année, celle-ci était de 37,5 %. En comparaison avec les pays voisins la proportion des filles en Iran est plus importante que dans les pays arabes (Irak 28 %, Syrie 25 %) et en Turquie (28 %) mais elle est beaucoup moins grande qu'en Israël (52 %) (1).

(1) Annuaire UNESCO 1971.

Fig. 28 La structure de l'enseignement secondaire en 1970-71



B - Le fonctionnement du système et ses défauts

Comme dans l'enseignement primaire nous étudierons ici essentiellement les défauts internes du système, les défauts externes (en relation avec l'économie et la société) étant traité dans la troisième partie.

B1.- L'évolution du rapport maître-élève dans l'enseignement secondaire

Ce rapport est un indicateur classique pour la mesure de la qualité de l'enseignement puisque celle-ci dépend en grande partie du taux d'encadrement des élèves.

Les statistiques dont nous disposons depuis quelques années en grande quantité montrent que ^{ce} rapport augmente continuellement dégradant d'autant l'encadrement des élèves. Cela veut dire que la croissance des effectifs du secondaire a été plus rapide que celle des maîtres. En effet, de 1963 à 1968, le taux d'accroissement des élèves a été de + 139 % et celui des maîtres de + 62 %.

Voici en effet, le résultat de nos calculs pour l'enseignement secondaire général :

1963 - 64	29 élèves par maître
1964 - 65	27 élèves par maître
1965 - 66	27 élèves par maître
1967 - 68	28 élèves par maître
1968 - 69	30 élèves par maître
1970 - 71	36 élèves par maître

Ce dernier rapport varie considérablement suivant qu'il s'agit des écoles publiques (34 élèves par maître) ou des écoles privées (47 élèves par maître) (1).

(1) A titre de repère pour comparaison, il faut noter qu'en France ce même rapport n'était que 12,5 élèves par maître en 1969 d'après l'UNESCO et en Turquie 33 élèves)

Le secteur privé semble ainsi rentabiliser ses entreprises d'enseignement en augmentant le plus possible les inscriptions d'élèves et en embauchant le moins possible de maîtres.

Dans les autres types d'enseignement secondaire, le rapport maître-élève est un peu meilleur.

Formation des maîtres : 29 élèves par maître

Formation professionnelle
et technique : 14 - -

dont :

Secteur public : 13 - -

Secteur privé : 24 - -

Ici, encore le secteur privé encadre moins bien les élèves que le secteur public pour les raisons de rentabilité financière, ce qui évidemment n'a rien d'étonnant. Cependant l'examen des rapports classes-élèves montrent que les écoles privées sont dans une position meilleure que les écoles publiques :

Nombre d'élèves par classe

	Ecoles publiques		Ecoles privées	
	cycle 1	Cycle 2	Cycle 1	Cycle 2
1965 - 66	45	38	39	29
1966 - 67	47	40	40	30
1967 - 68	48	43	40	32
1968 - 69	50	45	40	32

B2.- Les différences dans la formation des maîtres de l'enseignement secondaire

Le niveau de formation des maîtres- continue également de se dégrader dans les lycées. La proportion des licenciés d'enseignement supérieur est tombée ces dernières années en dessous de la moitié :

ANNEES	% LICENCIES	% BACHELIERS	% AUTRES infér.	TOTAL
1965-66	55	40	5	100
1966-67	54	41	5	100
1967-68	49	45	6	100
1968-69	46	48	6	100
1970-71	44	50	6	100

Source : Educational Statistics - Op. cit.

Il est inconcevable qu'un maître sur 16 ou 17 puisse enseigner dans le secondaire général avec un bagage intellectuel inférieur au B.A.C. Ce fait est dû d'une part aux insuffisances de l'enseignement supérieur (cf. infra) et d'autre part, par la diminution, en part proportionnelle, de la population active (cf. 3ème partie) alors que la population totale s'accroît à un rythme de plus de 3 % (cf. 1ère partie).

B3.- Le rendement scolaire et les déperditions des effectifs

Nous n'avons pas de statistiques précises sur les taux d'abandons et de redoublement (faute de cohortes suivies).

Cependant si l'on considère les taux de rendement du moment (pour une seule année), il était comme suit en 1966/67) .

1er cycle	2ème cycle	Ensemble des deux cycles du secondaire général
0,560	0,652	0,269

Ces données ont été calculées en divisant les nombres d'élèves de la dernière année par les effectifs de la première année de chaque cycle :

Les taux du rendement appa-ent du moment pour 1970-71 calculés dans les mêmes conditions pour l'enseignement secondaire général sont les suivants :

1er cycle	2ème cycle	Ensemble des 2 cycles du secondaire général
0,572	0,604	0,234

Ces données indiqueraient à première vue, que le rendement du premier cycle a légèrement augmenté alors que dans le 2ème cycle il aurait diminué de 5 %, en fait ce genre de calcul ne rend pas compte exactement du rendement scolaire pour des raisons suivantes :

1°) chaque cycle est en fait indépendant. Le fait de finir un cycle n'oblige pas l'élève à poursuivre dans le second cycle.

2°) Il peut y avoir et il y a effectivement des passages d'un types d'enseignement à l'autre, soit en cours du cycle soit à la fin du cycle. On peut, par exemple, abandonner l'enseignement général pour passer à l'enseignement professionnel ou technique ou encore le plus souvent à l'enseignement normal.

Pour contourner ces difficultés nous avons regroupé toutes les catégories (les 3 principales) d'enseignement secondaire et nous avons recalculé les taux de rendement à partir des tableaux nos 43 et 44, en distinguant les garçons et les filles.

Taux de rendement apparent du moment, dans l'ensemble de l'enseignement secondaire :

1966/67	1er cycle Grade 3/1	2ème cycle Grade 6/4	2 cycles Grade 6/1
G + F	0,560	0,652	0,266
G	0,567	0,616	0,257
F	0,545	0,738	0,286

Tableau n° 43 - LES ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PAR GRADE ET PAR
SEXE (en milliers, arrondis, 1966-1967)

Grades Catégories et Sexes	1	2	3	4	5	6	TOTAL
SECONDAIRE GENERAL	184	128	103	71	49	44	579
- Garçons	124	87	70	49	34	30	394
- Filles	60	41	33	22	15	14	185
PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE	2,61	1,89	1,76	3,93	3,20	2,48	15,95
- Garçons	1,81	1,39	1,46	3,43	2,90	2,28	13,27
- Filles	0,8	0,5	0,3	0,5	0,3	0,2	2,68
FORMATION DES MAITRES	0,4	-	-	1,26	0,69	3,34	5,7
- Garçons	0,1	-	-	0,06	0,09	0,04	0,3
- Filles	0,3	-	-	1,2	0,6	3,3	5,4
TOTAL SECONDAIRE	187,01	129,89	104,76	76,39	52,89	49,82	600,29
- Garçons	125,91	88,39	71,46	52,49	36,99	32,32	407,57
- Filles	61,1	41,5	33,3	23,7	15,9	17,5	192,72

Source : Educational Statistics, op. cit. série 1968

Tableau n° 44 - LES ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PAR GRADE
ET PAR SEXE (en milliers, arrondis 1970-71)

GRADES	1	2	3	4	5	6	TOTAL
CATEGORIES							
secondaire général							
G + F	248	185	142	96	70	58	803
G	165	123	94	64	47	40	535
F	83	62	48	32	23	18	268
Profess. technique							
G + F	2,67	1,64	1,03	8,2	6,99	4,79	25,37
G	1,27	1,04	0,63	6,7	6,0	4,09	19,7
F	1,4	0,6	0,4	1,5	0,99	0,7	5,67
Formation maîtres							
G + F	5,5	2,8	-	2,34	2,4	-	13,26
G	1,9	1,6	-	1,04	0,6	-	5,2
F	3,6	1,2	-	1,3	1,8	-	8,06
TOTAL GENERAL							
G	168,17	125,64	94,63	71,74	53,6	44,09	559,9
F	88,0	63,8	48,4	34,8	25,79	18,7	281,75
G + F	256,17	189,44	143,03	106,54	79,39	62,79	841,63

Source : Educational Statistics op. cit. 1972

<u>1970/71</u>	<u>1er cycle Grade 3/1</u>	<u>2ème cycle Grade 6/4</u>	<u>2 cycles Grade 6/1</u>
G + F	0,558	0,589	0,245
G	0,563	0,615	0,262
F	0,550	0,537	0,212

On constate ainsi que le rendement a légèrement diminué entre les deux dates pour l'ensemble des cycles. Cependant pour les garçons, le rendement a plutôt légèrement amélioré. La diminution générale du rendement est due uniquement aux filles.

Dans l'ensemble le rendement est extrêmement faible : dans chacun des cycles près de la moitié des élèves disparaissent du fait des abandons et des redoublements de la 1ère année.

Redoublements et les élèves hors d'âge

Un autre moyen de cerner la réalité du redoublement, faute de statistiques précises est l'étude des effectifs par âge et par grade. Mais ici ces données doivent être croisées. Or, nous ne disposons de données croisées que pour une date relativement ancienne : 1961 - 1962.

A cette date, selon les grades, 60 à 80 % des garçons et 48 à 61 % des filles avaient dépassé l'âge normal correspondant à son grade (voir tableau n° 45 - fig. 29, voir aussi supratableau n° 40).

La diminution de la proportion des élèves hors d'âge au 2ème grade suggère que les redoublants du 1er grade abandonnent l'école.

Quant à l'explication d'une moindre proportion de filles hors d'âge, elle est facile : Les filles hors d'âge abandonnent l'école plus facilement d'autant plus qu'elles sont à l'âge du mariage dans la société du niveau secondaire. L'âge du mariage varie de 13 à 18 ans pour les 9/10e des filles iraniennes.

Fig. 29 La proportion d'élèves hors d'âge dans les 6 286
grades de l'enseignement secondaire général selon
les sexes

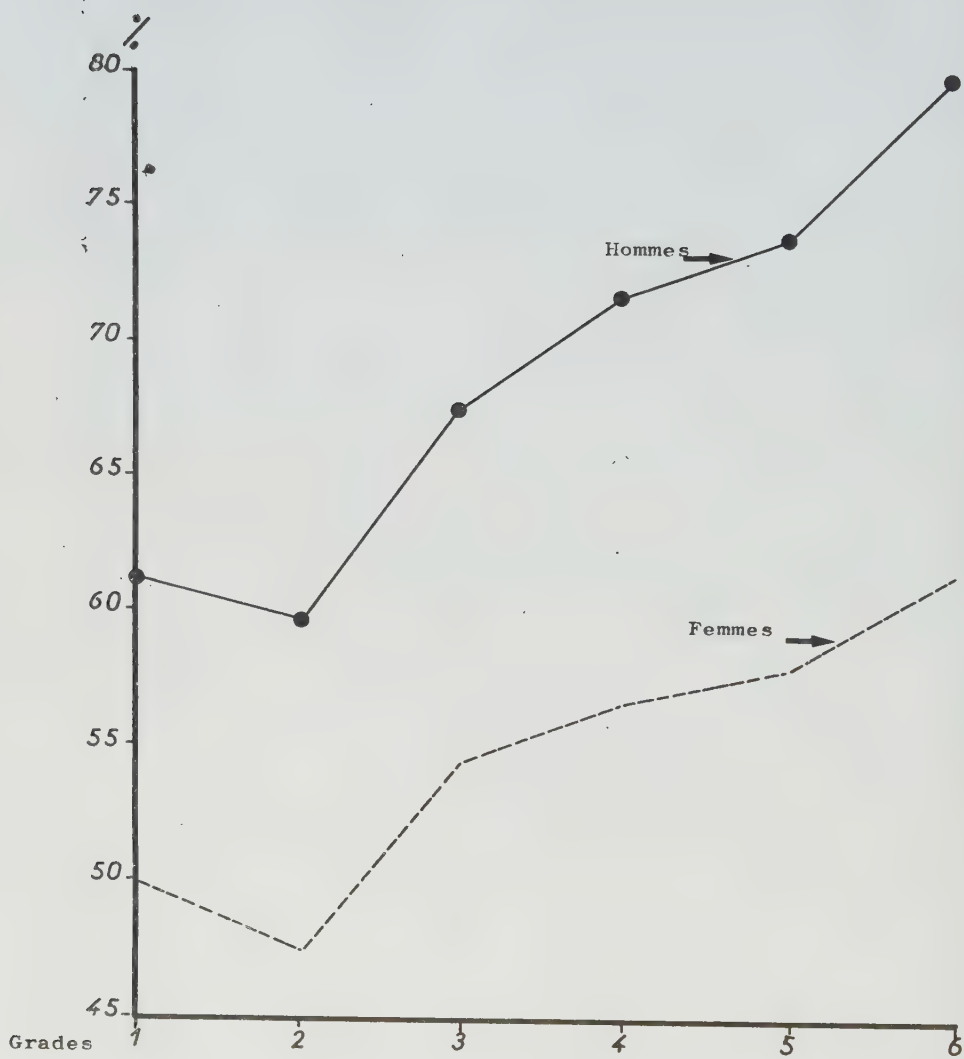


Tableau n° 45 - REPARTITION EN % DES ELEVES DE CHAQUE GRADE DE L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE, SELON QU'ILS ONT L'AGE NORMAL DE LA SCOLARITE
DANS LE GRADE CONSIDERE OU QU'ILS SONT PLUS JEUNES OU PLUS
AGES (année scolaire 1961 - 1962)

GRADES	GARÇONS			FILLES		
	+jeunes (un an)	Age normal	+ agés (un an ou +)	+jeunes (un an)	Age normal	+agées (un an ou +)
1er	11,2	27,5	61,3	13,1	36,4	50,5
2ème	12,3	28,0	59,7	16,1	36,2	47,7
3ème	10,5	22,0	67,5	14,0	31,5	54,5
4ème	8,3	20,0	71,7	12,3	31,1	56,6
5ème	7,1	19,4	73,5	11,3	30,8	57,9
6ème	5,5	15,3	79,2	10,0	28,8	61,2

Source : Educational Statistic in Iran 1962.

N.B.- Ces brochures ne publient plus depuis cette date les données croisées par âge et par grade, si bien que nous ne savons pas l'évolution de ces pourcentages. Cependant d'après le tableau n° 40 précédent, la proportion des groupes hors d'âge aurait augmenté considérablement entre 1960 et 1968.

B.4 - La promotion des élèves

Les promotions intermédiaires de grade en grade ayant été étudiées, nous nous bornerons ici à évoquer les flux de diplômés.

Entre 1956 et 1966 (les deux derniers recensements) le nombre de diplômés du secondaire complet (niveau BAC) a été triplé passant de 11,5 milliers

à 34,5 milliers, ce qui signifie un taux d'accroissement annuel de 11,6 %
Il s'agit ici de l'accroissement du stock de bacheliers.

Quant aux flux annuels de diplômés de 1961 à 1969, ils se sont multipliés dans le secondaire général complet par 2,4 en 8 ans, ce qui correspond à un taux annuel de croissance de près de 12 %. Pour le premier cycle la croissance est plus forte : + 14,3 % par an. La croissance des flux de diplômés de l'enseignement professionnel et technique n'est que de 9 % par an pour le second cycle dans les 2 dernières années. Tandis que le premier cycle diminue. Pour la formation des maîtres c'est le contraire, le cycle court augmente tandis que le cycle long diminue.

Tableau n° 46 - LES FLUX DE DIPLOMES DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

ANNEES	Secondaire Général		Professionnel et Technique		Formation des maîtres	
	1ER CYCLE (3)	2e CYCLE	1er CYCLE (1)	2e CYCLE	1er CYCLE (2)	2e CYCLE
1961	40956	21200				
1962	45915	21602				
1963	49461	23892				
1964	54027	28619				
1965	64208	34539				
1966	77279	35472				
1967	-	42648	1235	2419	507	4458
68-69	105689	50755	1090	2756	404	3093
69-70	119183	50886	878	2887	653	3009

- (1) Amouzechgâh (professionnel) 3 ans après le primaire
- (2) Comprend les écoles normales d'instituteurs ruraux 2 à 4 ans après le primaire et d'instituteurs pour tribus 1 an après le primaire
- (3) Le nombre de diplômés est estimé par nous à partir des effectifs du grade 3, en supposant un taux de réussite constant de 75 %

Source : Educational Statistics.

- CHAPITRE V -

L'enseignement supérieur

§ 1 - DONNEES PRELIMINAIRES SUR LES INSUFFISANCE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR

L'enseignement supérieur est très sous-développés en Iran. Ceci aussi bien par rapport aux pays voisins que par rapport aux pays européens (encore plus).

Comment mesure-t-on le sous-développement de l'enseignement supérieur dans un pays ?

Il y a plusieurs méthodes :

1°) Les rapports d'équilibre entre le secondaire et le supérieur. C'est-à-dire plus grande est la proportion des diplômés qui arrivent à se faire inscrire à l'université (3ème degré), meilleur est le rapport entre le secondaire et le supérieur.

2°) Comme il est pratiquement impossible de mesurer à ce niveau, les taux de scolarisation (étant donné les admissions tardives, les redoublements, les abandons et les incertitudes quant à l'âge d'accéder et de terminer l'enseignement supérieur)

En ce qui nous concerne, nous allons utiliser toutes les statistiques disponibles. Faute de rechercher les taux de scolarisation, nous allons, par exemple, nous servir des indicateurs tels que le nombre d'élève par 1.000, 10.000, ou 100.000 habitants.

Il y a dix ans de cela, en 1964, 18.000 candidats s'étaient présentés pour l'inscription à l'université de Tehrân. "Il n'y eut guère qu'un millier

d'entre eux à être reçus à l'examen d'admission. Après quelques concessions faites à la "jeunesse dorée" (sic), l'on en accepta finalement 2.000. Mais que deviennent alors les 16.000 refusés ?" (1)

L'indignation de l'intelligentsia iranien devant de tels faits continue de susciter un véritable malaise dans le pays puisque la situation ne s'est guère améliorée depuis 1964.

Voici par exemple en 1970-71, les entrées dans l'enseignement supérieur pour l'Iran entier, comparées aux flux de diplômés de l'enseignement secondaire complet donnant droit (théorique) à l'entrée au troisième degré :

Entrées dans l'enseignement supérieur 1970 - 71		Diplômes délivrés donnant le droit d'accès à l'enseignement supérieur 1969-70	
Universités	10.640	Secondaire général	50.886
Inst. publics semi-publics	6.320	Professionnel et technique long	2.887
Instituts privés	4.221	Ecoles normales niveau secondaire long	3.009
T O T A L	21.181	T O T A L	56.782

Source : Tableau 46

On voit ainsi l'énorme disproportion entre les diplômés du secondaire et les admis dans l'enseignement supérieur. La différence est de 35.600 diplômés non-admis. Certes, on peut nous reprocher d'avoir inclus dans ce total les instituteurs et les techniciens diplômés "qui n'ont pas forcément besoin de

(1) Bahman Nirumand (L'Iran, exemple de pays en voie de développement ou la dictature du Monde Libre" - Traduit de l'Allemand par P.M. FLECHER - Edit. Julliard - PARIS 1969.

poursuivre leurs études au niveau supérieur".

Soit ! mais il reste quand même près de 30.000 bacheliers qui n'ont aucune formation professionnelle pour exercer un métier quelconque. Ce sont des chômeurs virtuels dont une infime partie arrivera peut-être à se faire embaucher comme "fonctionnaire" ou après avoir fait son service militaire dans "l'Armée du savoir" à se faire nommer "instituteur de village".

Nous ne voudrions pas anticiper sur notre troisième partie.

La différence entre les diplômés du secondaire et les admissions dans le supérieur, avons-nous souligné, est au moins de 30.000 individus. Mais en fait cette différence est beaucoup plus énorme, puisque nous n'avons pas tenu compte des diplômés des années antérieures dont une proportion identique sinon plus importante a été refusée aux concours d'admission dans l'enseignement supérieur mais qui se représente aux concours jusqu'à ce que tout espoir d'y accéder se soit évaporé.

Nous estimons (parce qu'il n'y a pas de statistiques précises sur le nombre de candidats aux concours d'entrée à l'Université), que, au moins 100.000 candidats postulent chaque année les quelques 20.000 admissions possibles. Les quatre cinquième retournent à leur foyer aigris et oisifs. Une petite partie de ces candidats malheureux mais plus ou moins fortunés se dirigera vers les universités et grandes écoles des pays étrangers. En particulier en Amérique et en Europe (1).

Comment a-t-on pu en arriver là ? Pour répondre à cette question, nous allons recourir à l'histoire récente de l'enseignement supérieur en Iran.

(Cf. infra les flux et stock d'étudiants iraniens à l'étranger.

§ 2 - EVOLUTION RECENTE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN IRAN

La première université moderne a été organisée en 1934 (il y a seulement 40 ans) dans la ville de Tehrân, capitale d'Iran. Elle demeure toujours ~~comme étant~~ la plus importante université du pays, comprenant :

1°) facultés et instituts d'études supérieures et instruisant 68 % des étudiants universitaires (1970-71) d'Iran.

Avant 1934, il existait en Iran certaines grandes écoles du niveau universitaire dont la prestigieuse école polytechnique fondée en 1851 par AmirKabir. Mais le fondateur de l'école misait plus sur l'envoi des étudiants dans les pays européens que sur l'extension de l'enseignement supérieur. ~~Le manque de place~~ ~~(manque de places)~~ obligent les dirigeants à diriger de plus en plus de bacheliers vers les universités étrangères, comme le montre le tableau suivant, l'évolution de l'enseignement est très lente jusqu'à 1934. Au cours de 36 ans, le nombre des centres de l'enseignement supérieur créés pour la formation des cadres supérieurs ne dépasse pas dix unités. C'était les premiers pas accomplis dans la voie de la modernisation.

Appartition des centres de l'enseignement supérieur en Iran de
1898 à 1932

- Centres d'enseignement supérieur -	Année d'organisation
Ecole des sciences politiques	1898
Ecole de l'agriculture	1900
Ecole industrielle Iran-allemand	1907
Inst. sup. de la Mission américaine à Tabriz	1916
Ecole normale de Téhéran	1918
Ecole de Droit	1920
Ecole d'agriculture	1922
Ecole de Commerce	1926
Ecole Normale Supérieure	1928
Ecole vétérinaire	1932

Source : H. ASSAYECHE - L'enseignement supérieur
1962 - 1972 p. 14

Nous allons voir plus bas que l'Iran envoie, proportionnellement plus d'étudiants à l'étranger que ses voisins.

La véritable croissance des effectifs de l'enseignement supérieur commence dans les années 60 (voir fig. 30). Mais cette croissance se fait par bond successif. De 1960 à 1961 il y a une croissance très légère des effectifs : + 2,7 %. Mais l'année d'après en 1962, il y a un bon ^d de + 28,7 % Il y a ensuite une certaine stabilisation pendant deux ans avec un taux de croissance annuel de 3,5 % de 1962 à 1964.

Pendant les trois années suivantes, la croissance s'accélère (1). De 1964 à 1967, la croissance annuelle passe à 31 %. Après une pose en 1968, la croissance reprend à un taux annuel de 18,5 % jusqu'en 1972.

Le développement en deux ou trois bonds successifs aboutit en fin de compte à un taux de croissance annuel moyen de 18 % sur 12 ans : 1960-1972.

(1) Sans pour autant approcher les taux de croissance de l'enseignement secondaire (cf. supra).

Comme nous l'avons vu à plusieurs reprises, la Turquie est un pays comparable à tout point de vue à l'Iran. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi ce pays pour le comparer à l'Iran (voir tableau n° 47 - fig. 30)

En 1960, la Turquie, avec une population et un niveau de vie à peu près identiques, avait une avance considérable sur l'Iran : Les effectifs de l'enseignement supérieur y était de 3,5 fois supérieur à ceux de l'Iran. La Turquie a atteint un plafond depuis 1970 et les effectifs de l'enseignement supérieur dans ce pays sont restés plafonnés au niveau de 170.000. La croissance des effectifs iraniens étant nettement plus forte qu'en Turquie, l'avance turque se réduisit en 1972 à 1,47 fois des effectifs iraniens. Mais c'est tout de même une différence assez impressionnante puisque, comme nous l'avons vu, les taux de scolarisation, 12-17 ans, au niveau du secondaire sont à peu près les mêmes dans les deux pays. Cette observation nous permet de souligner une fois de plus le caractère déséquilibré du système d'enseignement en Iran.

D'après les calculs de l'UNESCO, le taux brut de scolarisation du groupe d'âge, 20-24 ans pour le troisième degré serait de 2,9 % en Iran et de 6,74 % en Turquie en 1969 (1).

Le taux brut de scolarisation n'étant pas un indicateur très précis (c'est la proportion des étudiants du troisième degré quelque soit leur âge dans la population totale âgée de 20 à 24 ans), nous avons calculé le nombre d'étudiants pour 100.000 habitants pour bien faire ressortir le retard de l'enseignement supérieur en Iran.

(1) En France le taux d'inscription du même groupe d'âge est de 15,93 % soit 5,5 fois plus qu'en Iran.

Tableau n° 47 - L'EVOLUTION RECENTE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
EN IRAN ET EN TURQUIE (Nombre d'étudiants inscrits)

Début de l'année scolaire	Universités et établissements équivalents (con- férant un titre académique)		Enseignement supérieur non universitaire		TOTAL SUPERIEUR	
	IRAN	TURQUIE	IRAN	TURQUIE	IRAN	TURQUIE
1960	-	44.461	-	20.836	18.500	65.297
1961	-	-	-	-	19.000	65.400
1962	-	48.779	-	22.221	24.456	71.000
1963	-	50.504	-	26.496	24.885	77.000
1964	-	54.757	-	29.243	26.183	84.000
1965	-	55.583	-	41.748	29.683	97.331
1966	-	59.830	-	49.170	38.096	109.000
1967	36.405	63.235	22.369	62.312	58.774	125.547
1968	34.526	67.764	23.668	75.515	58.194	143.279
1969	39.444	75.522	27.824	84.812	67.268	160.334
1970	-	-	-	-	75.876	170.000
1971	-	-	-	-	97.338	170.000
1972	-	-	-	-	115.311	170.000
-	-	-	-	-	-	-
1977	Prévision du Vème Plan		-	-	190.000	-

Sources : Turquie - 1960, 1965, 1967, 1968, 1969.

Annuaire statistique de l'UNESCO 1971

Les autres années - Statistical Year book of Turkey - Ankara 1973

Iran - 1967, 1968, 1969.

Annuaire UNESCO 1971

Les autres années - Annuaire statistique de l'Iran

1972 et les séries annuelles de Educational Statistics

Tehran 1962 à 1972.

Fig. 30 La croissance des effectifs de l'enseignement supérieur en IRAN et en TURQUIE 1960-1972

295



Comme on le constate (tableau n° 48 - fig. 31), l'Iran n'est pas seulement en retard sur la Turquie mais sur tous les pays voisins sauf l'Afghanistan où il n'y avait que 23 étudiants pour 100.000 habitants en 1965. L'Iran apparaît ainsi comme plus de 5 fois supérieur à l'Afghanistan.

Mais dans un pays comme la Syrie il y a 620 étudiants pour 100.000 h. (1965). Ce qui fait une supériorité de plus de 5 fois sur l'Iran.

Nous avons également inclu la France dans nos comparaisons internationales à titre de repère (ou modèle d'un pays développé) pour mieux situer l'Iran et les autres pays sous-développés dans ce contexte.

La supériorité française sur l'Iran (mesurée toujours en nombre d'étudiants pour 100.000 h.) était de 5,4 fois en 1960, 7,1 fois en 1965 et de 5,6 fois en 1968. On voit que l'écart grandit jusqu'en 1965, puis redescend ensuite avec l'accélération de la mise en service de nouvelles universités et grandes écoles en Iran. (voir fig. 30 et 31).

§ 3 - LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

L'enseignement supérieur, comme du reste, la plupart des activités culturelles, commerciales, économiques, financières, et administratives est concentré à Tehrân.

71 centres d'enseignement sur 140 (Facultés et Instituts) sont situés à Tehrân.

En 1970-71, 68 % des étudiants du pays étaient inscrits à Tehrân, et en 1969-70, 74 % des diplômés l'étaient à Tehrân.

Fig. 31 Le nombre d'étudiants pour 100.000 habitants en IRAN¹ et dans certains pays choisis 1960-1972

Echelle: semi-log

297

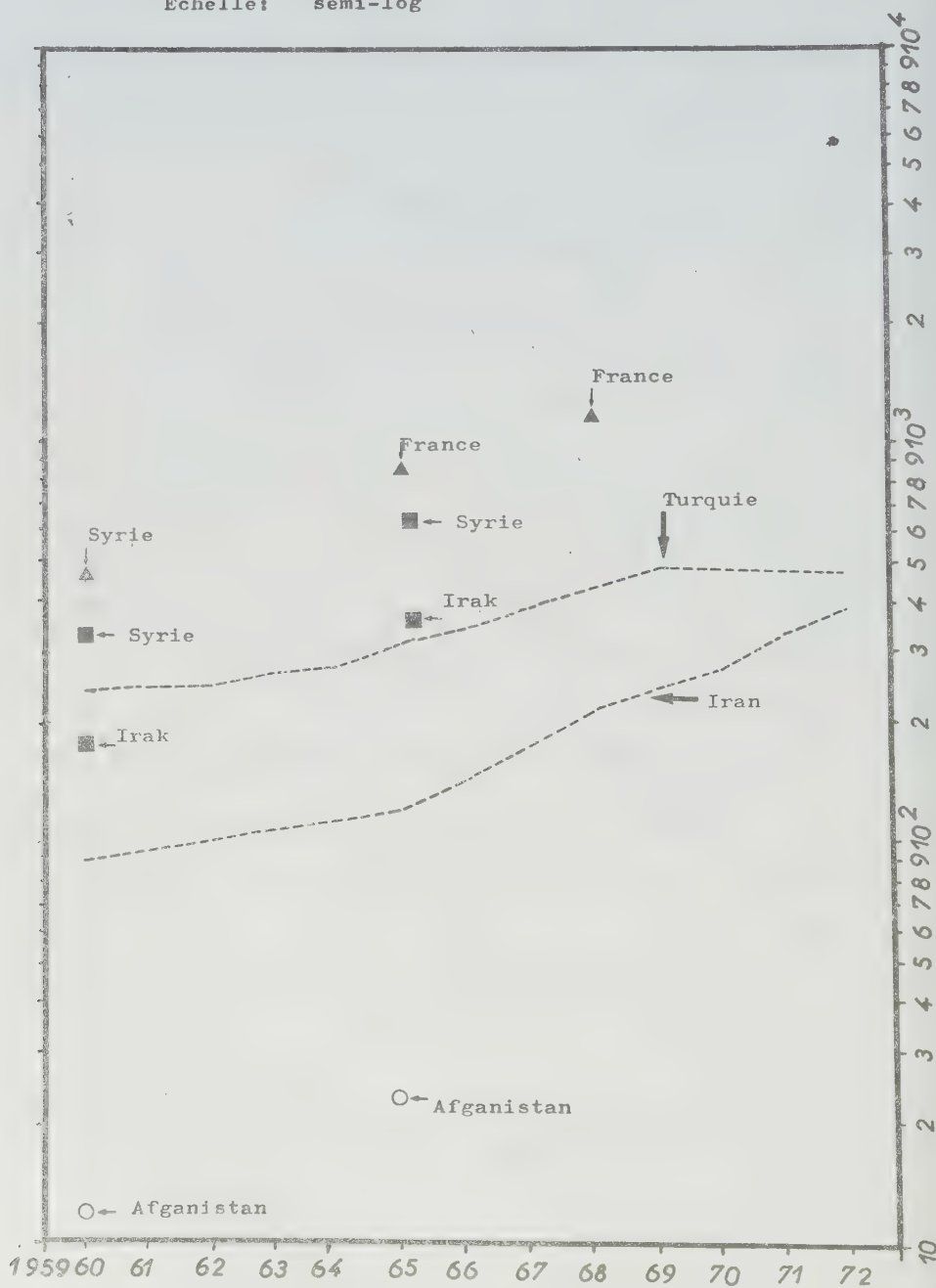


Tableau n° 48 - NOMBRE D'ETUDIANTS POUR 100.000 HABITANTS

293

EN IRAN, DANS QUELQUES PAYS VOISINS ET EN FRANCE
(Les étudiants à l'étranger ne sont pas inclus)

	IRAN	TURQUIE	AFGANIS.	IRAK	SYRIE	FRANCE
1960	87	237	12	176	315	470
1961	-	238				
1962	-	245				
1963	-	259				
1964	-	276				
1965	120	312	23	352	620	848
1966	143	341				
1967	-	383				
1968(1)	211	427				1.180
1969	236	466				
1970	264	481				
1971	324	469				
1972	374	457				

Sources : IRAN - Educational statistiqs et nos tableaux Nos 2 et 47.

TURQUIE - Notre tableau n° 2 et statistical yearbook of Turkey 1973

AFGANISTAN, IRAK, SYRIE, FRANCE : annuaires UNESCO et ONU

(1) Le nombre de diplômés supérieurs pour 100.000 habitants est de 39 en Turquie et 27 en Iran.

Cf. Mahmut Adem, "les aspects économiques de l'enseignement supérieur en Turquie (1960-1969) Thèse de 3ème cycle EPHE VIème section - PARIS-Avril 1971 - page 307 bis.

L'université publique de Tehrân (à l'exception des Instituts non universitaires) groupe à elle seule 21 % des étudiants diplômés en 1971-1972. Deux autres universités privées sont également installées à Tehrân.

Université Melli : 6,4 % des étudiants diplômés du pays
 Université Aryamahr : 1,4 % - - -
 pour l'année scolaire 1971 - 1972

La troisième université en importance (après l'université Melli) est celle de Tabriz qui groupe près de 5 % du total des étudiants diplômés.

La quatrième université en importance se trouve à Isfahan : 3,5 % des diplômés. On voit ainsi que, en dehors de Tehrân, les nouvelles universités provinciales ne constituent qu'une sorte de saupoudrage.

Après l'université de Mach'had (cinquième avec 3,3 % des étudiants diplômés) vient la luxueuse université à grande vocation internationale : l'Université Pahlavi à Chiraz dont l'attraction devrait s'étendre, dans l'esprit du Chah, sur tous les pays voisins.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement a dépensé entre 1962 et 1966 des sommes considérables pour l'université de Pahlavi : 861 millions de rials, soit près de 12 millions de dollars. Cependant en 1969, il n'y avait dans tout le pays que 160 étudiants étrangers contre 88 en 1960.

La figure 32 ci-après la répartition des étudiants selon les villes. Les cercles sont proportionnels à l'importance de ceux-ci.

On voit ainsi que l'enseignement supérieur à Tehrân n'est pas comparable aux autres villes universitaires. En dehors de Tehrân il y a quatre villes universitaires d'une certaine importance qui se partagent chacune 5 à 8 % du total des étudiants. Le reste, comme nous l'avons souligné n'est qu'un saupoudrage.

Fig.32 La Répartition en % des ^{étudiants} 75.776^V de 1971 selon les villes

300



● 5 à 8 %

● 1,8 à 2,5 %

• 0,7 % et moins

Tableau n° 49 - LE NOMBRE DES ETUDIANTS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
(en 1970 - 1971)

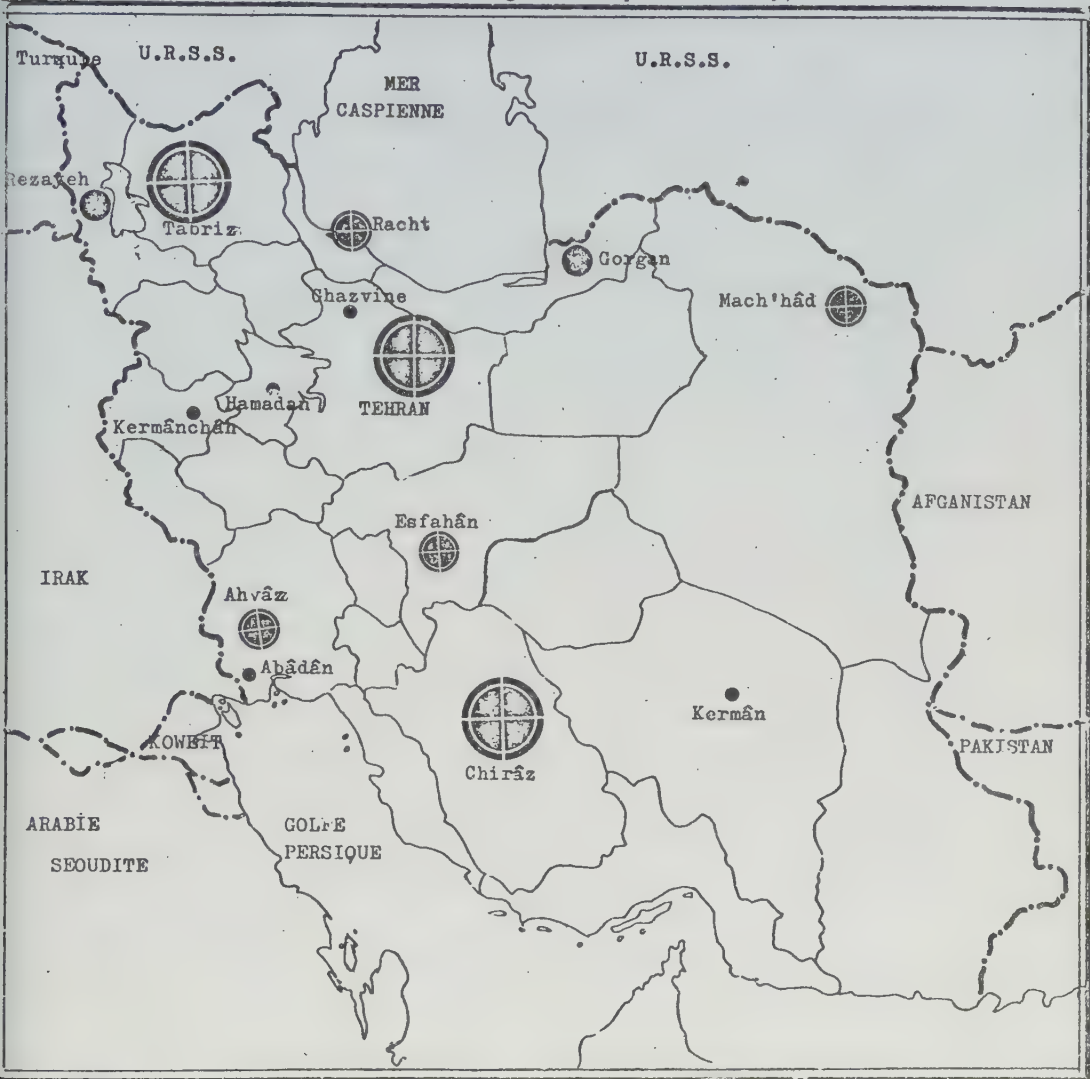
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Nombre d'étudiants 1970-71			Nombre de diplômés 1969-70		
Total des centres de l'enseignement à :	H	F	T	H	F	T
TEHERAN	:36.814	:14.811	: 51.725	! 6.101	: 2.562	: 8.663
PROVINCES	:19.824	: 4.327	: 24.151	! 2.603	: 489	: 3.092
TOTAL IRAN	:56.738	:19.138	: 75.876	! 8.704	: 3.051	:11.755

Statistiques : MINISTERE DE L'EDUCATION - 1972

TEHRAN ET LE RESTE DU PAYS EN % -

TEHRAN	: 64,88	: 77,39	: 68,17	! 70,09	: 83,97	: 73,70
PROVINCES	: 35,12	: 22,61	: 31,83	! 29,91	: 16,03	: 26,30
IRAN	:100,00	: 100,00	: 100,00	! 100,00	: 100,00	: 100,00

Fig.33 Le nombre d'étudiants pour 100.000 habitants des villes abritant des établissements d'enseignement supérieur en 1971



1.111 à 1428 étudiants pour 100.000 habitants de la ville



699 à 847



374 à 472



96 à 282

**Tableau n° 50 - LE NOMBRE DES FACULTES, INSTITUTS DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR EN IRAN 1970-71**

	Nbre d'établ.	Nbre d'étud.		1969 - 1970 Dipl. Nbre réussis		Statut des Etablissements
		T	H	T	H	
TEHERAN*	19	17.292	12.798	3.830	2.799	Public
TABRIZ	8	5.187	4.250	692	600	Public
AHWAZ	3	1.474	1.114	132	117	Public
MACHAD	6	3.106	2.563	522	423	Public
ESFAHAN	6	3.654	2.879	784	668	Public
ARYAMEHR	8	1.746	1.658	264	253	Privé
Univ. Melli TEHERAN	7	5.980	4.300	527	353	Privé
Pahlav. CHIRAZ	6	3.461	2.818	448	377	Privé
Universit. indépendant	6	9.323	7.632	1.551	1.285	Public
Instituts Autres Centr Supérieurs	24	7.613	6.869	237	188	Public
AUTRES CENTRES SUP.	32	4.460	3.037	1.094	805	Public
INSTITUT	15	12.580	6.820	1.674	836	Privé
TOTAL	140	75.776	56.638	11.755	8.704	

* TEHERAN comprend 71 centres de l'enseignement supérieur.

Tableau n° 51 - LES DIPLOMES DES UNIVERSITES ET DES CENTRES DE
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

	1968 - 69	1969 - 70	1970 - 71	1971 - 72	1971 - 72
					Répartition
					en %
Universités					
TEHRAN	3.215	3.730	3.386	3.796	21,15
ISFAHAN	603	784	765	625	3,48
TABRIZ	396	692	866	878	4,89
AHWAZ	116	132	300	204	1,14
MACH'HAD	323	522	539	591	3,29
ARYAMEHR	...	264	297	255	1,42
MELLI Iran	400	527	1.112	1.150	6,41
PAHLAVI Chiraz	...	449	411	534	2,98
Instituts d'ens. sup. public	2.337	2.912	7.216	7.883	43,92
Inst. ens. sup. privé	1.577	1.674	2.258	2.033	11,33
T O T A L	.....	11.686	17.150	17.949	100,00

Tableau n° 52 - LES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN
1969 - 1970 (8 universités + 77 Instituts
et autres unités)

Centres d'ensei- gnement supér. :	H	F	T	Répart. %
UNIVERSITES :				
TEHERAN :	2.799	1.031	3.830	32,58
TABRIZ :	600	92	692	5,89
AHWAZ :	117	15	132	1,12
MACH'HAD :	423	99	522	4,44
ISFAHAN :	668	116	784	6,67
ARYAMCHR :	263	11	264	2,25
MELLI :	353	174	527	4,48
CHIRAZ :	377	71	448	3,81
Unités indépend. :	1.285	266	1.551	13,19
Inst. dépend. du :				
Ministère de :	188	49	237	2,02
l'Educ. National :				
Autres : Public :	805	289	1.094	9,31
ou semi-public :				
Inst. sup. priv. :	836	838	1.674	14,24
T O T A L :	8.704	3.051	11.755	100,00

Pour apprécier pleinement la répartition géographique de l'enseignement supérieur en Iran, nous avons réunis quelques indicateurs sur le tableau n° 53.

Nous avons réparti selon les villes l'ensemble des étudiants de l'enseignement supérieur (et non plus seulement les diplômés des universités comme dans les tableaux 51 et 52).

En nombre, en pourcentage. De plus, dans une troisième, colonne nous avons calculé le nombre d'habitants ~~pour un étudiant~~, de la ville. ^{par étudiant.} Et dans une quatrième colonne le nombre d'étudiants pour 100.000 habitants.

Les derniers critères nous permettent de tenir compte du poids démographique des différentes villes.

Téhérân groupe 68 % de l'ensemble des étudiants et Chiraz 5 % Cela ne veut pas dire que l'enseignement supérieur est 13 ou 14 fois plus important à Téhérân qu'à Chiraz. Car la différence est assez peu importante entre ces deux villes si l'on tient compte du poids des populations respectives dans ces villes : il y a un effet, 70 habitants pour un étudiant à Téhérân contre 90 à Chiraz.

Si l'on tient compte du poids des populations, trois villes apparaissent comme étant les plus développés et relativement homogènes que nous considérons comme la première famille de villes :

Téhérân : 70 habitants pour un étudiant ou 1.428 étudiants pour 100.000 h.

Tabriz : 77 - - 1.299 - -

Chiraz : 90 - - 1.111 - -

On voit ainsi que l'enseignement supérieur n'est pas aussi surdéveloppé à Téhérân qu'on pourrait le croire à première vue. Téhérân est plutôt surdéveloppé du point de vue démographique (1), (voir fig. 33 et la comparer à la fig. 32).

(1) La population de la capitale dépasse actuellement les 4 millions. Elle est composée d'immigrés dans la proportion de 60 %. La population née à Téhérân est d'environ 1,5 millions (cf. supra 1ère partie "les migrations").

Il y a une seconde famille de villes où le développement de l'enseignement supérieur se trouve dans une position médiane :

Racht	: 118 habitants pour un étudiant ;		
Esphahan	: 129	-	-
Mach'had	: 130	-	-
Ahvaz	: 143	-	-

Dans les 7 autres villes où le nombre d'habitants pour un étudiant varie de 212 (Gorgan, petite ville) à 1.040 (Kermachah, grande ville), il y a en tout quelques 2.000 habitants, soit 3 % du total des étudiants pour ces 7 villes prises ensemble.

Il y a cependant des nuances assez sensibles entre ces 7 villes que nous avons groupées en deux familles :

Troisième famille de villes :

Rezayeh	: 267 habitants pour un étudiant		
Gorgan	: 212	-	-

La quatrième famille se compose de cinq villes :

Ghazvine	: 443 habitants pour un étudiant		
Kermân	: 353	-	-
Hamadân	: 873	-	-
Abâdân	: 917	-	-
Kermânchah	: 1040	-	-

Les considérations précédentes montrent que le développement de l'enseignement supérieur dépend en partie (seulement en partie) de l'urbanisation des populations.

Cependant, on doit noter que dans aucune ville d'Iran le nombre d'étudiants n'est ~~pas~~ proportionnel au nombre d'habitants.

Tableau n° 53 - NOMBRE D'HABITANTS POUR UN ETUDIANT ET NOMBRE D'ETUDIANTS
POUR 100.000 HABITANTS, DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
DANS CERTAINES VILLES ET LA REPARTITION EN NOMBRE ET EN %
DU TOTAL DES ETUDIANTS SELON LES VILLES EN 1971

FILLES	NOMBRE	%	Nbre d'habitants pour 1 étudiant	Nbre d'étu- diants pour 100.000 hab.
Tehrân	51.625	68,13	70	1.438
Esfahân	4.248	5,61	129	775
Machhad	4.103	5,41	130	769
Tabriz	6.157	8,13	77	1.299
Abâdân	327	0,43	917	109
Chirâz	3.786	5,00	90	1.111
Ahvâz	1.891	2,50	143	699
Kermânchân	221	0,29	1.040	96
Racht	1.401	1,85	118	847
Hamadân	158	0,21	873	114
Remayeh	528	0,70	267	374
Ghazvine	230	0,30	443	226
Kermân	297	0,39	353	282
Gorgân (1)	301	0,40	212	472
TOTAL	75.776	100,00	-	-

Source : DOXIADIS

(1) Cette ville n'avait pas 100.000 habitants en 1971.

§ 4 - LES INEGALITES D'ACCES A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Dans les pays occidentaux, devant ce qu'on a appelé "l'explosion scolaire" d'après la Seconde Guerre Mondiale, l'analyse sociologique (et aussi économique) de l'éducation a fait un bond considérable.

Dans un récent ouvrage encyclopédique publié dans la collection "Larousse-Université, intitulé "Sociologie de l'Education" "textes fondamentaux" (1), nous avons dénombré plus de 300 indications bibliographiques, ne comprenant "qu'exceptionnellement des articles de revues et les ouvrages sélectionnés (étant) de préférence récents" (sic)

C'est dire l'importance attachée à la compréhension de la fonction de l'école en tant qu'appareil de la reproduction des classes sociales (pour les uns) ou en tant qu'institution de la mobilité sociale (pour les autres).

Les premières enquêtes effectuées en France quant à la probabilité d'accès à l'enseignement supérieur selon l'origine sociale (le plus souvent définie par la profession du père et accessoirement par celle de la mère) mirent à l'évidence que celle-ci était très faible pour les catégories sociales défavorisées.

Actuellement il y a de bonnes statistiques en France pour de telles analyses sociologiques.

Mais en Iran, ou dans quelques autres pays du même niveau socio-économique que nous connaissons bien (comme par exemple, la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan), il n'existe aucune donnée quant à l'origine sociale des étudiants. Les pouvoirs publics n'aiment pas ce genre de statistiques, qui donneraient des armes aux "marxistes" (sic).

(1) par Alain Gras - Librairie Larousse - Paris 1974 pp. 382.

Nous ne pouvons évoquer ici que les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur selon le sexe.

Les inégalités entre les garçons et les filles sont constamment distinguées dans les statistiques de tous les pays (à la demande de l'UNESCO).

A défaut de données quantitatives sur l'origine sociale des étudiants en Iran, il y a l'observation courante. Ainsi, un de nos compatriotes, dans un mémoire de 3ème cycle remis à l'IEDES (Institut d'Etudes du Développement Economique et Social - Paris) en 1968, écrivait à juste titre : "Si une poignée d'élèves originaires de familles pauvres franchit les obstacles et obtient le baccalauréat, la poursuite d'études supérieures est obstruée par le concours d'entrée et les frais de scolarité (de 750 à 1.500 F.F.) dans les universités publiques. L'enseignement payant du secondaire et du supérieur ne favorise que les classes aisées : moyenne et supérieure. L'université accueille de plus en plus la haute hiérarchie sociale" (1). Ces remarques ne concernent que les universités publiques. On peut ajouter que les universités privées sont pratiquement fermées aux classes défavorisées.

Inégalités entre les garçons et les filles dans l'enseignement supérieur

La proportion des filles qui était de 17 % à ce niveau d'études en 1962 s'élève assez rapidement à 24 % en 1965. Mais depuis cette date nous constatons une certaine stabilisation autour de 25 %.

Les comparaisons internationales ne défavorisent l'Iran que par rapport à un pays relativement développé de la région, l'ISRAEL.

(1) CHEIKHESTANI SADEGH - L'éducation et le développement rural en Iran
Mémoire I.E.D.E.S. - PARIS, 1967.

Parmi les autres pays de la région l'Iran vient en tête dans la proportion des filles scolarisées dans l'enseignement supérieur.

Il faut également noter que cette proportion diminue en Turquie et en Irak depuis 5 ans alors qu'en Iran elle est restée stationnaire. (Voir tableau ci-dessous).

Tableau n° 54 - LA PROPORTION DES FILLES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
EN IRAN ET DANS QUELQUES PAYS VOISINS - %

	1960	1962	1965	1968	1969	1970
IRAN	-	17	24	26	25	25
Afganistan	9	-	19	15	15	-
Inde	17	-	21	-	-	-
Irak	23	-	27	24	22	-
Israël	41	-	49	50	49	-
Turquie	-	-	24	22	22	19

Sources : Annuaire Statistiques UNESCO - 1972

Educational Statistics : IRAN - 1972

Statistical year book of Turkey - 1973 - ANKARA

§ 5 - LES ETUDIANTS IRANIENS A L'ETRANGER

A) Le flux d'étudiants

Nous avons souligné plus haut combien les universités iraniennes étaient insuffisantes pour faire face à la "demande d'éducation". C'est la raison pour laquelle on a fixé des droits d'inscription à des taux fort

élevés, allant jusqu'à 23.000 rials (1.500 frs). Les économistes appelaient ce fait "le rationnement par l'argent". Comme ce rationnement n'était pas suffisant pour endiguer le flot de diplômés que déversait l'enseignement secondaire vers l'université et aussi pour donner une apparence plus démocratique au recrutement à l'université on a institué le concours d'entrée qui élimine automatiquement ~~des~~ 80 % des candidats.

Une petite partie de ces étudiants, le plus souvent les plus fortunés, et rarement les "courageux" qui acceptent un travail manuel ou les "chanceux" qui se "débrouillent" pour obtenir une bourse, prennent le chemin de l'étranger.

Le flux d'étudiants vers l'étranger qui commence à prendre une certaine ampleur pendant la grande dépression économique mondiale s'est poursuivie et s'est même accélérée depuis 3 ans.

Entre 1928 et 1934, 2.887 étudiants ont été envoyés à l'étranger soit par leurs parents (2.247) soit par l'Etat (640). Cela fait un flux annuel moyen de quelques 481 étudiants pendant 6 ans.

Tableau n° 55 - LES ETUDIANTS IRANIENS A L'ETRANGER DE 1928 à 1934
(envoyés par l'Etat) + flux pour 6 ans

PAYS	NOMBRE	%
France	481	75,1
Angleterre	74	11,6
Allemagne	39	6,1
Belgique	21	3,3
U.S.A.	16	2,5
Suisse	9	1,4
T O T A L	640	100,0

Pour la même période 2.247 étudiants avaient été envoyé à l'étranger par leurs parents. En tout plus de 480 élèves par an en moyenne ont pris le chemin de l'étranger. (Ministère de l'Enseignement Supérieur).

On ne connaît les pays d'études que pour les étudiants envoyés : par l'Etat. Pour les autres étudiants les pays d'accueil devraient être à peu près les mêmes. Dans cette période les trois quarts des étudiants iraniens se dirigeaient vers la France. L'ensemble des pays européens absorbait 97,5 % des étudiants envoyés à l'étranger.

Nous allons voir plus loin que ce courant s'est radicalement transformé de nos jours au profit des U.S.A. qui pendant la période de 1928-1934 n'attiraient que 2,5 % des étudiants iraniens.

Le flux d'étudiants iraniens officiellement recensés (1) augmente considérablement après la Seconde Guerre Mondiale. Mais ce flux subit de fortes fluctuations "conjoncturelles" selon les changements dans la politique gouvernementale.

Ce flux annuel qui était de 3.431 étudiants en 1958, le plus haut niveau jamais atteint (voir tableau n° 56) retombe à 418 étudiants en 1967, le plus bas niveau enregistré depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

Mais il est probable que ce flux officiel de faible niveau ait été compensé par le flux officieux d'étudiants envoyés par leurs parents comme "touristes".

Pendant les deux dernières années connues (1971 et 1972) un peu plus de 2.000 étudiants sont partis chaque année à l'étranger, traduisant une croissance de 54 à 55 % par rapport à 1957, année que nous avons retenue comme base de notre indice (tableau n° 56).

(1) Un certain nombre d'étudiants de nationalité iraniens partent à l'étranger en faux "touristes" et de ce fait ne sont pas connus comme étudiants par les autorités consulaires. Un attaché culturel dans les ambassades iraniennes, est chargé plus spécialement de s'occuper des étudiants iraniens envoyés par les canaux officiels.

Tableau n° 56 - LES ETUDIANTS ENVOYES A L'ETRANGER DE 1957 A 1972
+ FLUX ANNUELS

ANNEES	Nbre d'ETUDIANTS	INDICES base 100 1957
1928 - 1934	481	35
1957	1.375	100
1958	3.431	250
1959	2.958	215
1960	1.879	137
1961	1.390	101
1962	908	66
1963	760	55
1964	751	55
1965	777	57
1966	685	50
1967	418	30
1968	750	55
1969	1.220	89
1970	-	-
1971	2.129	155
1972	2.121	154

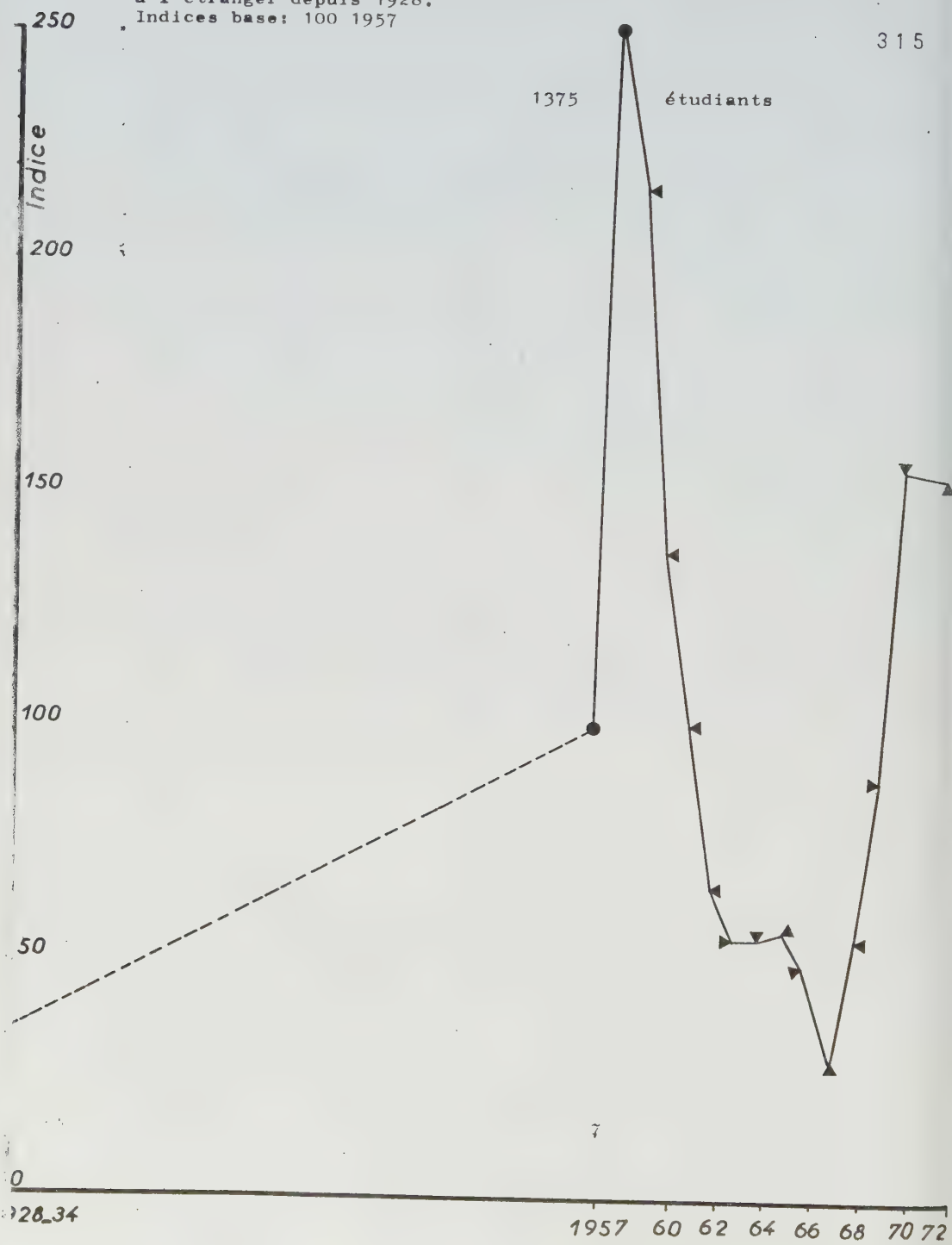
Ministère de l'Enseignement supérieur

+ un grand nombre d'étudiant ont quitté le pays comme

"touristes" qui ne sont pas compris dans ces statistiques.

La fig. 34 traduit les fluctuations des flux annuels d'étudiants iraniens envoyés à l'étranger depuis 1928. A notre avis ces fluctuations ne reflètent que celles de la politique gouvernementale en cette matière, la réalité devant être moins fluctuante à cause des étudiants "touristes" non recensés.

Fig. 34 Les fluctuations des flux annuels d'étudiants iraniens envoyés à l'étranger depuis 1928.
Indices base: 100 1957



315

1375

étudiants

7

128_34

Actuellement (1972) les principaux pays d'accueil des étudiants iraniens sont les pays anglo-saxons. Les U.S.A. (50 %) et l'Angleterre (31 %) remplacent la France qui en accueillait presque autant dans les années 1928 - 1934.

Les U.S.A. accueillent 50 % de l'ensemble des étudiants iraniens. Mais lorsqu'on étudie le départ des étudiants par niveau d'études, on s'aperçoit que 59 % des étudiants qui ont le niveau "doctorat" au départ se rendent aux U.S.A. Pourquoi cette proportion si énorme ?

A notre avis, on doit considérer le départ des étudiants de ce niveau comme une "fuite des cerveaux" purement et simplement. Ce sont surtout les médecins qui ont le niveau "doctorat" au départ qui s'en vont aux U.S.A. sans esprit de retour. C'est ainsi que l'on trouve plus de médecins iraniens dans la seule ville de New-York que dans l'Iran tout entier (1).

Trois pays seulement accueillent les étudiants iraniens ayant, au départ, le niveau maîtrise :

U.S.A.	50 %
ROYAUME - UNI	30 %
FRANCE	20 %

Mais à ce niveau, qui est étudié depuis la dernière réforme de l'enseignement en France, il n'y a qu'une vingtaine d'étudiants en 1972. La majorité des étudiants au départ n'ont que le niveau baccalauréat : 89,4 %.

(1) Cf. "l'exode des cerveaux" compte rendu de la conférence de Lausanne publié par le C.R.E. Lausanne 1968 et par Payot - PARIS, 1968.

Tableau n° 57 - LES ETUDIANTS IRANIENS ENVOYES A L'ETRANGER EN 1972
REPARTIS SELON LES PAYS D'ACCUEIL PRINCIPAUX

- FLUX -

PAYS	NOMBRE	REPARTITION EN %
U.S.A.	1.057	49,8
ANGLETERRE	657	31,0
FRANCE	84	3,9
ITALIE	118	5,5
INDE	52	2,4
AUTRICHE	10	0,5
ALLEMAGNE OUEST	12	0,6
CANADA	20	0,9
autres	111	5,2
T O T A L	2.121	100,0

Source : Ministère de l'enseignement supérieur 1972.

N.B. - Le ^{total de} ~~stock~~ étudiants iraniens à l'étranger à la fin de l'année 1972, se chiffrait officiellement à environ 31.000

En réalité, compte tenu des étudiants "touristes", non inscrits dans les registres des administrations consulaires, le ^{total} ~~stock~~ est beaucoup plus important.

Les U.S.A. viennent en tête comme pays d'accueil à tous les niveaux d'études au départ des étudiants iraniens.

Le Royaume-Uni qui est le second pays d'accueil à tous les niveaux augmente son pourcentage pour les étudiants du niveau de la licence par rapport à d'autres niveaux.

Tableau n° 58 - LES ETUDIANTS IRANIENS ENVOYES A L'ETRANGER EN 1972,
SELON LE NIVEAU D'ENSEIGNEMENT AU DEPART ET LE PAYS
D'ETUDES.

- FLUX -												
Niveau d'études par pays d'études	Baccalauréat			Licence			Maitrise			Doctorat		
	F	H	F+H	F	H	F+H	F	H	F+H	F	H	F+H
U.S.A.	70	894	964	11	62	73	-	10	10	2	8	10
Angleterre	46	537	583	14	50	64	-	6	6	-	4	4
France	23	28	51	6	22	28	-	4	4	-	1	1
Italie	4	111	115	1	2	3	-	-	-	-	-	-
Inde	4	48	52	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autriche	-	10	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Allemagne Ouest	1	7	8	-	4	4	-	-	-	-	-	-
Canada	3	12	15	-	3	3	-	-	-	4	4	2
Autres	16	82	98	1	12	13	-	-	-	-	-	-
T O T A L	167	1729	1896	33	155	188	-	20	20	3	17	17

Source : Ministère de l'Enseignement Supérieur.

Tableau n° 58 bis - Le même tableau en % du total pour F + H

Niveau d'études par pays d'études	Baccalauréat	Licence	Maitrise	Doctorat
	%	%	%	%
U.S.A.	50,8	38,8	50,0	58,8
Angleterre	30,7	34,0	30,0	23,5
France	2,7	14,9	20,0	5,9
Italie	6,1	1,6	-	-
Inde	2,7	-	-	-
Autriche	0,5	-	-	-
R.F.A.	0,4	2,1	-	-
Canada	0,8	1,6	-	11,8
Autres	5,2	6,9	-	-
T O T A L	100,0	100,0	100,0	100,0

La France, au troisième rang des pays d'accueil voit son pourcentage s'élever pour le niveau maîtrise, qui, seul désormais, permet de préparer le doctorat, en dehors du doctorat d'université qui est considéré comme "un diplôme bon pour l'Orient" puisque réservé aux seuls étudiants étrangers, et de ce fait fortement dévalorisé en Iran comme dans les autres pays du Proche et Moyen Orient.

L'ensemble de

B) Le ~~stock~~ d'étudiants iraniens à l'étranger

Il y a, comme on peut le voir, de très grandes différences entre les flux annuels d'étudiants iraniens et ^{l'ensemble des} ~~les stocks~~ d'étudiants existants, aussi bien selon les pays que selon la composition de ces étudiants.

A un flux de l'ordre de 2.000 étudiants, correspond ^{total} ~~un stock~~ de l'ordre de 30.000 étudiants.

Si l'on considère que dans les 5 dernières années (1968-1972), 8.000 étudiants iraniens sont partis à l'étranger, on s'explique difficilement qu'il y ait en 1972 un ^{total} ~~stock~~ d'étudiants iraniens officiellement recensés de 31.000.

On peut, raisonnablement penser, que la durée moyenne des études des iraniens à l'étranger est de 5 ans dont un an pour l'apprentissage de la langue du pays d'accueil.

Dans ce cas d'où vient la différence ?

A notre avis, la différence s'explique par trois faits principaux :

1°) La durée moyenne de 5 ans considérée comme normale s'allonge de quelques années, du fait des redoublements à l'université, ou de la prolongation à deux ans au lieu d'un an, de la durée d'apprentissage de la langue du pays d'études.

2°) La régularisation de la situation des étudiants "touristes" auprès des autorités consulaires, après un certain temps de résidence dans le pays d'accueil.

3°) Les étudiants diplômés, ayant trouvé un emploi dans le pays d'études, continuent de se faire enregistrer comme "étudiants" auprès des autorités consulaires.

Lorsqu'on étudie l'évolution récente du stock d'étudiants iraniens à l'étranger, on remarque les faits saillants suivants : (tableau n° 59 - fig. 35).

1°) Entre 1963 et 1965, il y a une augmentation très légère du fait de la stagnation des effectifs en 1964 + 11 %

2°) Entre 1965 et 1969, on remarque une certaine stabilisation du stock d'étudiants due à la politique du gouvernement d'arrêter l'hémorragie des compétences par la pratique de hauts salaires pour les fonctionnaires et enseignants de haut niveau de qualification et l'augmentation de la capacité d'accueil des universités iraniennes.

3°) Depuis 1969, la politique gouvernementale de hauts salaires ayant échoué et la capacité d'absorption des universités iraniennes restant relativement stable, la croissance des effectifs d'étudiants ~~en terme de stock~~ reprend de plus belle : + 51 % en 3 ans.

4°) Il y a deux fois plus d'étudiants iraniens à l'étranger que d'étudiants turcs. Ce fait tient essentiellement à la capacité d'absorption des universités turques qui semble être supérieure à celle des universités et grandes écoles iraniennes.

5°) La capacité d'absorption des universités turques ayant atteint un plafond depuis surtout 1970 (cf. supra la croissance des effectifs dans l'enseignement supérieur), le ^{flux} ~~stock~~ d'étudiants turcs à l'étranger croît plus rapidement que le ^{celui} ~~stock~~ d'étudiants iraniens : + 126 % en 3 ans contre 51 % pour les étudiants iraniens.

6°) La proportion d'étudiants iraniens à l'étranger qui était plus de 41 % du total en 1963 continue de décroître malgré l'augmentation, en valeur absolue, du stock d'étudiants à l'étranger. En 1972, il n'y a plus que 21 % d'étudiants à l'étranger sur la base du total des étudiants à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

7°) La baisse de la proportion d'étudiants iraniens à l'étranger est simplement due à la croissance des effectifs de l'enseignement supérieur dans le pays.

8°) La proportion des étudiants iraniens à l'étranger, malgré la diminution récente reste encore très élevée si on la compare à celle de la Turquie (tableau n° 59, fig. 35 bis). Celle-ci était, en 1972, trois fois plus élevée pour les étudiants iraniens que pour les étudiants turcs : 21 % contre 7 %.

9°) Pour la répartition par pays d'accueil du ^{total} ~~stock~~ d'étudiants à l'étranger, nous manquons de deux données essentielles : les statistiques fournies par le Ministère de l'Education Nationale excluent les étudiants qui se trouvent en Angleterre et à Chicago. Compte tenu de ces restrictions (ou lacunes), les U.S.A. apparaissent toujours comme le premier pays d'accueil : 40 % du total en 1968, 47 % en 1969.

flux

Tableau n° 59 - L'EVOLUTION DU STOCK D'ETUDIANTS TURCS ET
IRANIENS A L'ETRANGER

étudiants iraniens				étudiants turcs			
Début année scolaire	Nbre d'é- tudiants	Croissan- ce % indices	Propor- tion % (1)	Nbre d'étu- diants	Croissan- ce % indices	Propor- tion % (1)	
1963	17.385	89,81	41,13	-	-	-	
1964	17.385	89,81	39,90	-	-	-	
1965	19.358	100,00	39,47	3.580	100,00	3,55	
1966	20.507	105,94	34,99	4.070	113,69	3,60	
1967	20.317	104,95	25,69	3.747	104,66	2,90	
1968	20.317	104,95	25,88	4.756	132,85	3,21	
1969	20.535	106,08	23,39	6.386	178,38	3,83	
1970	-	-	-	8.338	232,91	4,68	
1971	-	-	-	10.678	298,27	5,91	
1972	31.000	160,14	21,19	14.432	403,13	7,83	

Sources : TURQUIE - Statistical Yearbook of Turkey 1973

IRAN - Ministère de l'éducation.

Educationnal statistics - Op. cit.

Organisation du Plan : Opuscules sur le développement
de l'éducation pendant la 3ème et 4ème plan
Ces opuscules existent également en anglais.

Le second pays d'accueil est l'Allemagne Fédérale, la France n'occu-
pant que le 4ème rang après l'Autriche. La Turquie est le 5ème pays d'accueil
à cause de la présence en Iran des minorités ethniques turcophones et non pas
à cause de l'existence des structures d'accueil dans ce pays. Cependant la part
de Turquie dans le stock d'étudiants iraniens à l'étranger est inférieur à 5 %.

(1) Proportion % par rapport au total des étudiants à l'intérieur et à
l'extérieur.

Fig. 35 L'evolution du stock d'étudiants turcs et iraniens à l'étranger.

Echelle semi-log

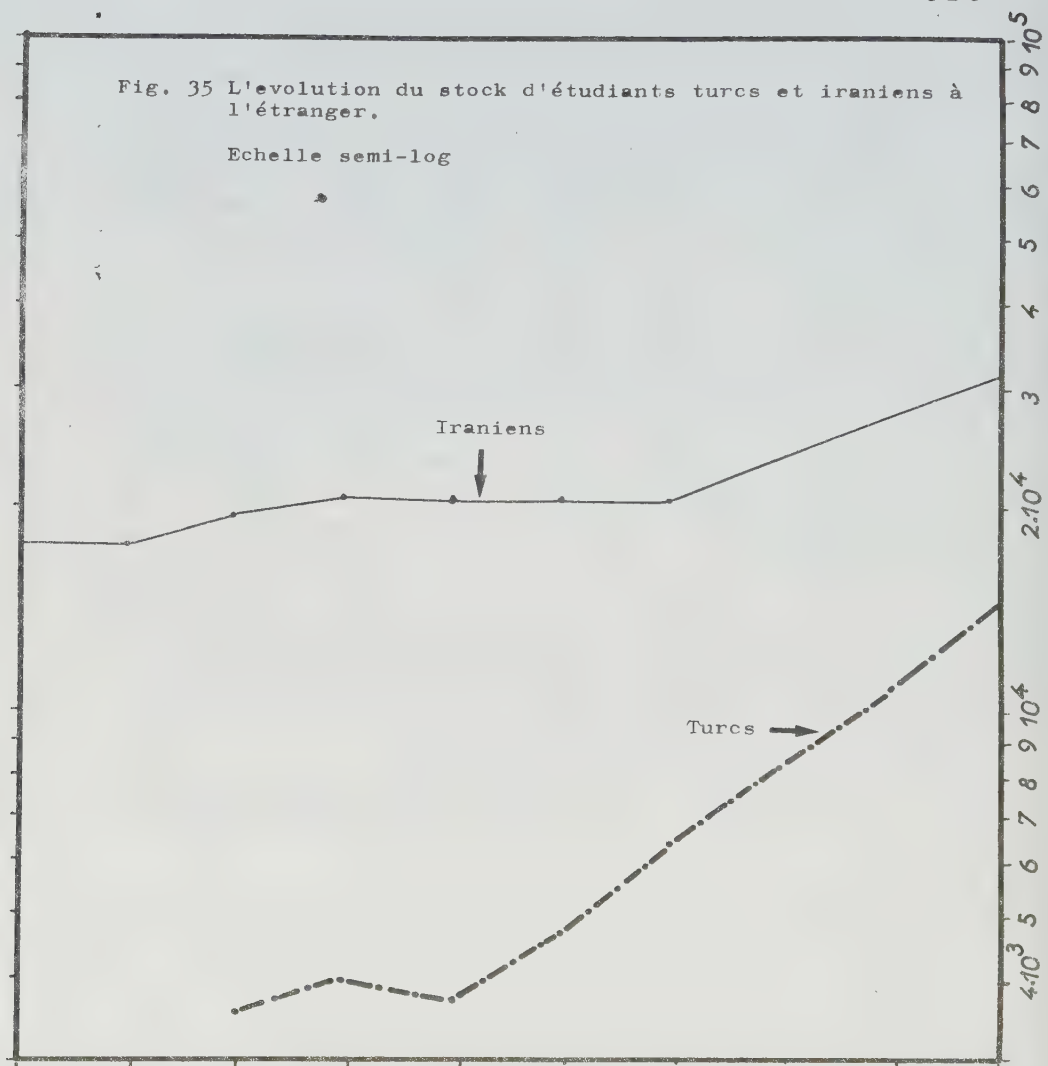
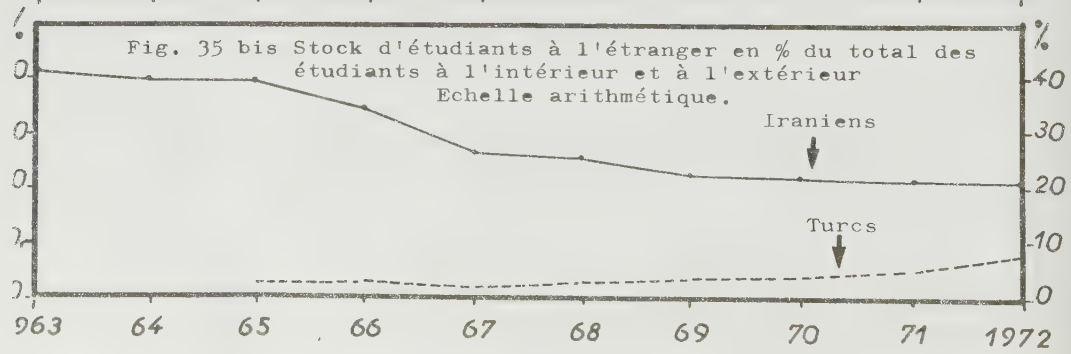


Fig. 35 bis Stock d'étudiants à l'étranger en % du total des étudiants à l'intérieur et à l'extérieur

Echelle arithmétique.



10°) Dans les pays de l'est, il y a très peu d'étudiants : 43 étudiants dont 16 en Pologne et 11 en U.R.S.S. en 1969-70.

Tableau n° 60 - LES ETUDIANTS IRANIENS A L'ETRANGER EN 1968-69

- STOCK -

=====					
	1968	-	1969 (+)	1969	- 1970 (++)
PAYS	NOMBRE		%	NOMBRE	%
U.S.A.	7.236	:	40,61	9.768	47,6
ALLEMAGNE	5.027	:	28,22	4.278	20,8
AUTRICHE	1.360	:	7,63	1.860	9,1
FRANCE	1.166	:	6,55	1.222	6
TURQUIE	1.088	:	6,11	910	4,4
=====					

(+) le reste des étudiants étaient dans 23 autres pays.

(++) et le reste dans 30 autres pays.

N.B. - L'Angleterre et Chicago exclus.

Ministère de l'Enseignement Supérieur. -

Tableau n° 61 - LES ETUDIANTS IRANIENS A L'ETRANGER EN 1969-70

- STOCK -

PAYS	F	H	F+H	%	PAYS	F	H	F+H
TOTAL	1.870	18.665	20.535	100				
U.S.A.	706	9.062	9.768	47,6	Pologne	-	16	16
Allem. Ouest	209	4.069	4.278	20,8	Danemark	-	13	13
Autriche	205	1.655	1.860	9,1	U.R.S.S.	-	11	11
France	230	992	1.222	6	Jordanie	6	2	8
Turquie	85	825	910	4,4	Argentine	1	4	5
Suisse	131	327	458	2,2	Brésil	1	4	5
Canada	34	270	304	1,5	Philippine	1	4	5
Italie	103	578	681	3,3	Yugoslav	1	4	5
Inde	39	203	242	1,2	Espagne	2	3	5
Pakistan	29	142	171	0,8	Arabie	-	4	4
Irak	28	133	161	0,8	Australie	1	3	4
Belgique	15	116	131	0,6	Hongrie	1	3	4
Liban	19	70	89	0,4	Grèce	1	3	4
Suède	-	52	52	0,3	Chine populaire	-	3	3
Japon	11	29	40	0,2	Roumanie	-	2	2
Hollande	3	33	36	0,2	Tchécosl	-	2	2
Syrie	7	24	31	0,2	Norvège	-	2	2
Algérie	-	1	1	0,01	Maroc	1	1	2

Source : Ministère de l'enseignement supérieur 1969-70.

(1) L'Angleterre et Chicago exclus.

Nous donnerons le nombre des étudiants et des enseignants pour la même période.

Année universitaire	Nombre d'étudiants	Nombre d'enseignants
1925 - 1926	301	20
1926 - 1927	301	34
1927 - 1928	-	-
1928 - 1929	289	53
1929 - 1930	316	47
1930 - 1931	451	52
1931 - 1932	592	-
1932 - 1933	692	64
1933 - 1934	886	91

Source : Bar ressi-é-Nirouyé Ensâni-é-Iran - P. 2.034

Cité par H. Assâyeche - L'enseignement supérieur de 1962-1973 p. 16

§ 6 - LES PRINCIPALES DISCIPLINES ETUDIÉES DANS LES UNIVERSITÉS ET
GRANDES ÉCOLES IRANIENNES ET À L'ÉTRANGER

Les sciences sociales et humaines occupent une place de choix : 44 % des effectifs de 1972-73. Si l'on y ajoute les disciplines apparentées comme Beaux-Arts, sciences de l'éducation et le Droit, on atteint une proportion de 52 %. Celle-ci était bien plus élevée 4 années plutôt : 58 % en 1968 - 69.

On constate une croissance très forte des effectifs pour les sciences exactes et naturelles, multipliés par 2,6 en 4 ans. La part de ces disciplines qui était de 22 % en 1968 passe à 16 % en 1973.

La seconde discipline qui enregistre une croissance supérieure à la moyenne est le groupe des ^{études} ~~sciences~~ d'ingénieur dont les effectifs ont été multipliés par 2,4 pendant la même période portant la proportion d'étudiants dans cette branche de 15 % à 18 %.

L'orientation vers les sciences exactes des nouveaux candidats admis aux universités en 1972 - 1973 confirme les changements structurels dans les disciplines étudiées.

études d'ingénieur

La proportion des effectifs dans les sciences de l'ingénieur est de 19 %. Celle des sciences exactes et naturelles est aussi en progrès : 17 % du total.

Les sciences humaines et sociales, y compris les disciplines apparentées, comme le droit, les Beaux-Arts, les sciences de l'éducation continuent de diminuer en part proportionnelle : 51 % pour les nouveaux admis contre 52 % pour l'ensemble des effectifs anciens et récemment entrés en 1972 - 73.

Les études agronomiques qui avaient légèrement reculé en part proportionnelle depuis 1969 retrouvent leur niveau antérieur en 1972 pour les nouveaux candidats admis : 5 % du total.

Tableau n° 62 - LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE DES ETUDIANTS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN IRAN

SELON LES DISCIPLINES

	1968 - 1969		1969 - 1970		1970 - 1971		1971 - 1972		1972 - 1973		Croissance des effectifs (%) 1972-73/1968-69
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	
Sciences Sociales	14.238	24	15.991	24	18.163	24	21.921	22	25.623	22	+ 80,0
Sciences Humaines	13.426	23	13.305	20	14.704	20	20.979	22	25.642	22	+ 91,0
Ingénieur	8.603	15	11.703	17	14.008	19	17.451	18	20.612	18	+ 139,6
Médecine	9.116	15	9.370	14	10.000	13	9.893	10	11.339	10	+ 24,4
Sciences naturelles et Mathématiques	7.131	12	8.964	13	9.876	13	15.280	16	18.928	16	+ 165,4
Agriculture	2.481	4	2.976	5	3.162	4	4.154	4	4.722	4	+ 90,3
Education	1.842	3	2.150	3	1.951	3	2.522	3	2.945	3	+ 59,9
Beaux Arts	2.331	4	2.809	4	2.844	4	3.159	3	3.219	3	+ 38,1
Droit	2.202	4	2.325	3	-	-	1.979	2	3.281	2	+ 49,0
T O T A L	59.168	100	67.268	100	74.708	100	97.338	100	115.311	100	+ 94,9

Source : Annuaire Statistique 1972.

Nous donnerons ci-dessous l'évolution de l'enseignement supérieur pour le cinquième plan (1972-1977). La contradiction entre les données de l'annuaire statistique de 1972 et le cinquième plan révisé est flagrante en ce qui concerne l'année 1972-73.

Tableau n° 62 bis : L'EVOLUTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ENTRE LE IVe et Ve PLAN (révisé) SELON LES DISCIPLINES

	1972 - 1973	1972-1973	1977-1978	1977-1978
	ETUDIANTS			
	N	%	N	%
Sciences sociales				
Sciences humaines	15.361	13,4	19.000	10,0
Ingénieurs	18.116	15,8	34.800	18,3
Médecine	11.300	9,8	19.000	10,0
Sc. Nat. et math.	11.759	10,2	20.900	11,0
Agriculture	4.700	4,1	8.300	4,4
Education	23.394	20,3	37.300	19,5
Beaux Arts	3.200	2,8	5.300	2,8
Droits	2.300	2,0	3.400	1,8
TOTAL	115.000	100,0	190.000	100,0

Source : Vème Plan révisé -

- 1954 -

études

Les comparaisons internationales montrent que dans les sciences de l'ingénieur, il y a proportionnellement moins d'étudiants en Iran que dans certains pays comme la Turquie et l'Allemagne Fédérale :

	Mediane	Sciences de l'ingénieur	Sciences exactes et naturelles	Agronomie
IRAN (1969)	14	17	13	5
TURQUIE (1969)	12	24	8	3
SYRIE (1969)	6	7	13	2
ISRAEL (1969)	3	13	12	1
(RFA) Allemagne (1969)	9	23	13	2

des études d'

Avec un taux de croissance des effectifs des sciences de l'ingénieur en Iran, très supérieur à la moyenne (+ 140 % en 4 ans contre une moyenne de + 95 %), la répartition par discipline étudiée devrait se rapprocher rapidement de celles de Turquie et d'Allemagne Fédérale.

"Le choix" (1) des disciplines des étudiants iraniens à l'étranger comparé à celui des étudiants "intérieurs".

Les différences entre les étudiants "intérieurs" et "extérieurs" dans le choix des disciplines sont assez importantes.

A l'intérieur, la proportion d'étudiants ayant "choisi", ou étant orientés vers les disciplines à caractère littéraire (Groupe A du tableau 64) au sens large du mot est de 5,5 fois plus importante que celle des étudiants à l'étranger : 49,4 % contre 9,1 %.

(1) Il ne s'agit évidemment pas d'un choix libre mais d'un "choix imposé", par le nombre de places disponibles dans les établissements d'enseignement.

Tableau 63 : NOMBRE DE CANDIDATS ADMIS AUX UNIVERSITES EN 1972-1973.

Disciplines	Total						au-dessus du baccalauréat						Licence						Maîtrise						Doctorat						
	T		P		H		T		F		H		T		F		H		T		F		H		T		F		H		
Total	132.836	9.476	123.360	11.007	3.274	7.733	19.055	5.632	13.423	1.558	311	1.247	1.558	311	1.247	1.216	259	957													
Médecine	2.905	1.482	1.423	727	464	263	1.017	735	282	98	44	54	98	44	54	1.063	239	824													
Droit	611	117	494	76	8	68	475	103	372	60	6	54	60	6	54	0	0	0													
Sciences sociales	7.563	1.983	5.580	1.170	259	911	6.038	1.650	4.388	355	74	281	355	74	281	0	0	0													
Sciences humaines	6.595	3.224	3.371	2.239	1.357	882	4.167	1.809	2.358	159	54	105	159	54	105	30	4	26													
Education	1.258	444	814	469	124	345	707	292	415	82	28	54	82	28	54	0	0	0													
Sciences naturelles																															
Mathématiques	5.456	1.294	4.162	1.380	500	880	3.914	747	3.167	162	47	115	162	47	115	0	0	0													
Agriculture	1.498	134	1.364	649	44	605	689	68	621	37	6	31	37	6	31	123	16	107													
Ingénieurs	6.217	567	5.650	4.071	468	3.603	1.720	77	1.643	426	22	404	426	22	404	0	0	0													
Beaux-Arts	733	231	502	226	50	176	328	151	177	179	30	149	179	30	149	0	0	0													
Admission selon niveau initial en % du total	100,0	100,0	100,0	33,5	34,3	33,1	58,0	59,4	57,5	4,7	3,3	5,3	4,7	3,3	5,3	3,7	2,7	4,1													

Source : Annuaire statistique 1972.

Tableau 64 : DISTRIBUTION DES ETUDIANTS SELON DISCIPLINES (1968-1969)

- Etudiants en Iran et à l'étranger -

Disciplines	En Iran				A l'étranger			
	F	H	T	% du total	F	H	T	% du total
Théologie		806	806	1,38				
Lettres	4.536	5.842	10.378	17,72	148 ⁽¹⁾	283	431	2,42
Sciences humaines	1.880	2.875	4.755	8,20	37	156	193	1,08
Comptabilité, commerce	652	3.431	4.083	6,97	-	-	-	-
Economie	474	2.644	3.118	5,32	38	378	416	2,33
Droit	410	1.864	2.274	3,88	47	355	402	2,26
	254	1.012	1.266	2,16	15	81	96	0,54
Education	1.043	1.216	2.259	3,86	33	62	95	0,53
Technique	558	9.361	9.919	16,94	95	3.988	4.083	22,92
Médecine	3.012	6.132	9.144	15,61	408	3.937	4.345	24,39
Sciences	1.664	5.330	6.994	11,94	158	1.286	1.444	8,10
Agriculture	198	2.235	2.433	4,16	4	756	760	4,27
Arts	305	559	864	1,48	92	199	291	1,63
Ingénieurs	77	143	220	0,38	-	-	-	-
Inconnus et divers	-	48	48	0,80	-	-	5.261	29,53
TOTAL	15.063	143.498	158.561	100,00	1.075	116.742	117.817	100,00
(1) Y compris la théologie.								

Source : Ministère de l'Education.

A fortiori, dans le groupe de discipline B, à caractère scientifique (sciences exactes et naturelles) et techniques, la proportion d'étudiants à l'étranger est beaucoup plus importante : 61,3 contre 50,1 %.

La différence aurait été encore plus importante s'il n'y avait le groupe d'étudiants de disciplines inconnues et diverses. Pour près d'un tiers des étudiants iraniens à l'étranger, on ne connaît pas avec certitude la discipline choisie : 29,5 %. Or, pour les étudiants intérieurs, cette proportion est un epsilon : 0,8 % dans le groupe de discipline C.

Un étudiant sur quatre choisit la médecine à l'étranger contre un étudiant sur six en Iran.

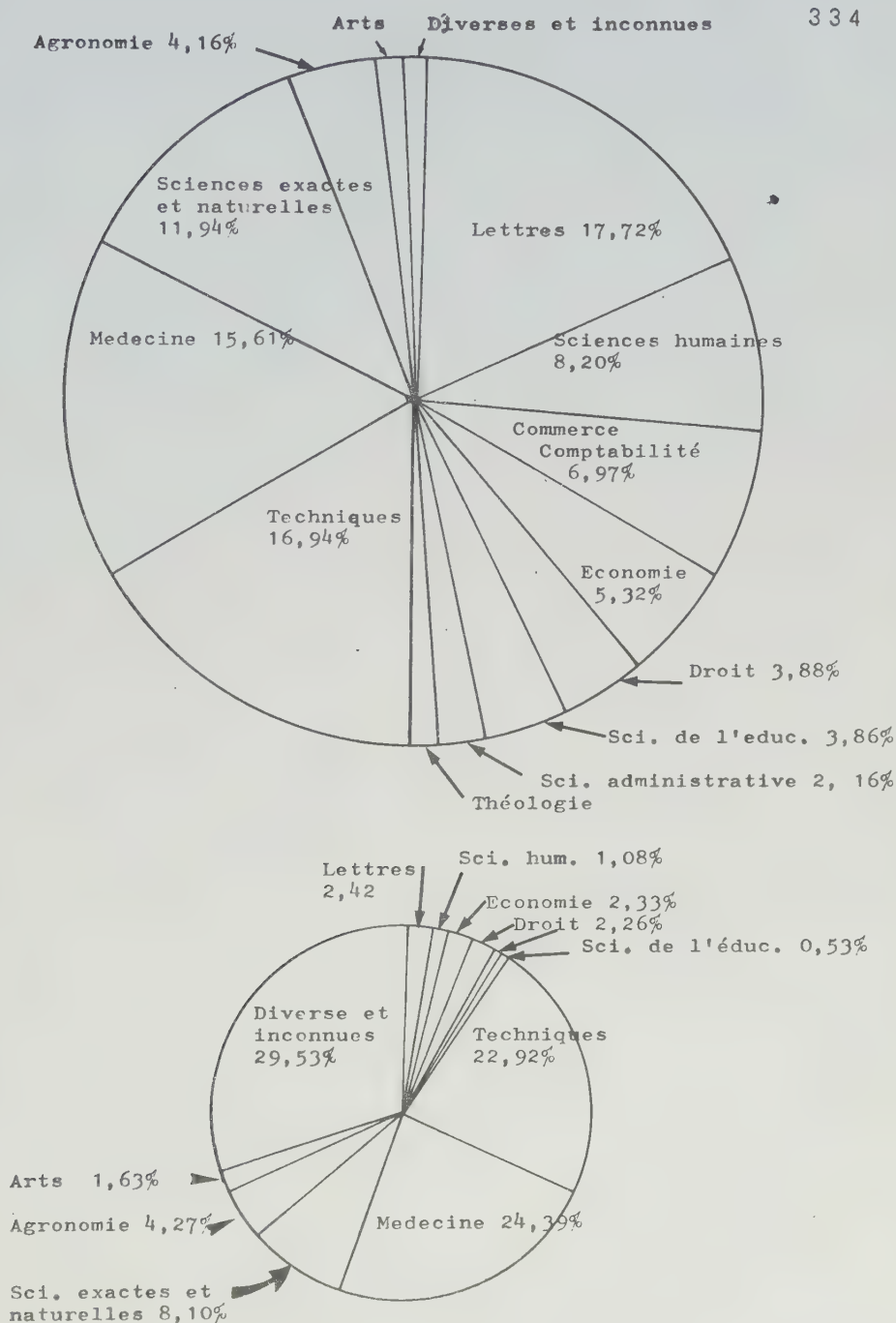
La seconde branche de prédilection des étudiants iraniens à l'étranger est celle des disciplines techniques, essentiellement ^{les études} ~~des sciences de~~ l'ingénieur : 22,9 % contre 16,9 % pour les étudiants "intérieurs".

Nous disposons en outre des statistiques d'étudiants iraniens aux U.S.A. en 1969-70, répartis selon 50 branches d'études très détaillées. D'après ces données complètes, à l'exception des étudiants iraniens à Chicago et bien entendu compte non tenu des "étudiants touristes" qui ne sont pas inscrits sur les registres des attachés culturels, les branches les plus "cotées" par les étudiants aux U.S.A. sont principalement les suivantes, dans l'ordre décroissant de la proportion d'étudiants dans la branche :

- Ingénieurs	Bâtiment et travaux publics	18,4 %
-	Etudes de langues	9,2 %
	(en fait cette branche ne concerne que les étudiants qui commencent par apprendre l'anglais avant de choisir une branche d'études plus spécialisée)	
- Ingénieurs	Electricité	8,1 %
-	construction de routes	7,1 %
-	génie civil	6,7 %
-	mécanique	5,7 %
-	chimie	4,7 %

soit au total : 59,9 %

Fig. 36 LA REPARTITION DES ETUDIANTS PAR DISCIPLINE EN IRAN ET A L'ETRANGER 1968-69 334



On voit que le bâtiment et travaux publics, branche à laquelle on peut ajouter le Génie Civil et la construction de route concerne près du tiers des étudiants iraniens aux U.S.A. : 32,2 %.

Tableau 65 : ETUDIANTS IRANIENS AUX U.S.A. (1969 - 1970)

- Stock -

	F	H	F + H	%
T O T A L	706	9.062	9.768	100
1 - Ingénieur électronique	6	250	256	2,6
2 - Ingénieur géologie	5	15	20	0,2
3 - Ingénieur pétrole	3	387	390	4,0
4 - Ingénieur irrigation	2	14	16	0,2
5 - Ingénieur Télé-film	2	31	33	0,3
6 - Ingénieur mines	1	22	23	0,2
7 - Ingénieur sidérurgie	-	19	19	0,2
8 - Ingénieur électricité	4	792	796	8,1
9 - Ingénieur mécanique	2	556	558	5,7
10 - Ingénieur aéronautique	-	57	57	0,6
11 - Ingénieur construction de routes	3	692	695	7,1
12 - Ingénieur chimie	49	395	444	4,5
13 - Ingénieur architecture-urbanisme	8	195	203	2,1
14 - Génie civil	11	647	658	6,7
15 - Enseignement professionnel	-	3	3	-
16 - Textile	-	2	2	-
17 - Physique - mécanique	-	-	-	-
- Voie et construction travaux publics	1	1.785	1.786	18,4
18 - Cartographie - dessin	17	45	62	0,6
19 - Médecine	15	209	224	2,3
20 - Médecine - spécialité	32	352	384	4
21 - Microbiologie	18	23	41	0,4
22 - Pharmacologie	11	28	39	0,4
23 - Laboratoire	5	2	7	-

Tableau 65 : ETUDIANTS IRANIENS AUX U.S.A. (1969 - 1970)

- Stock -

(suite)

	F	H	F + H	%
24 - Hygiène	10	5	15	0,2
25 - Infirmière	10	-	10	0,1
26 - Dentaire	6	30	36	0,4
27 - Espace	-	4	4	-
28 - Atome	-	9	9	0,1
29 - Biologie	16	21	37	0,4
30 - Alimentation	4	1	5	-
31 - Mathématiques	13	108	121	1,2
32 - Physique atomique, géographique	11	77	88	0,9
33 - Agriculture	51	335	386	4,0
34 - Secrétariat	8	-	8	-
35 - Langue	79	810	889	9,2
36 - Journalisme	5	15	20	0,2
37 - Bibliothèque	-	3	3	-
38 - Droit - sciences politiques	12	76	88	0,9
39 - Relation internationale	-	9	9	0,1
40 - Sciences sociales - philosoph.	24	48	72	0,7
41 - Psychologie	43	36	79	0,8
42 - Géographie	3	-	3	-
43 - Education	20	82	102	1
44 - Histoire	-	3	3	-
45 - Sociologie	1	-	1	-
46 - Administration, commerce, compt.	-	-	-	-
47 - Economie - statistique	60	266	320	3,3
48 - Beaux-Arts	54	104	158	1,6
49 -	-	3	3	-
50 - Propédeutique	4	110	114	1,1
51 -	9	37	46	0,5

Source : Ministère de l'enseignement supérieur - Chicago exclu.

- CHAPITRE VI -

Le coût de l'enseignement

Après avoir décrit et analysé le développement de l'éducation en nombre d'écoles, de maîtres et d'élèves, il convient maintenant de mesurer ce développement en termes financiers et replacer les dépenses d'éducation dans l'ensemble des ressources financières du pays.

Mais la mesure du coût total de l'enseignement est très difficile en Iran, pour des raisons suivantes :

1°) Les dépenses publiques afférentes à l'enseignement sont réparties dans plusieurs documents budgétaires dont le plus important est le budget du Ministère de l'Education. Certaines écoles relèvent d'autres ministères. Il faut donc compulser les budgets de tous les ministères pour pouvoir y relever toutes les rubriques contenant des dépenses d'enseignement.

2°) En Iran, le budget de l'Etat n'est pas consigné dans un seul document, car il y a deux budgets distincts :

- budget général (classique)
- budget du développement (alimenté principalement par les fonds provenant des ressources pétrolières et géré par l'organisation du Plan).

A partir de 1965, les crédits de l'ensemble des deux budgets croissent de façon très spectaculaire puisque de nombreux organismes à caractère industriel et commercial y sont progressivement inclus. D'autre part, les revenus pétroliers augmentent régulièrement.

Avant 1965, le budget n'était qu'une simple liste d'organismes auxquels les crédits étaient affectés. Par exemple, en 1964 on trouvait, pour le Ministère de l'Education un chiffre global de 8,6 milliards de rials sans aucune ventilation. Une autre rubrique du même budget indiquait qu'il était alloué au même ministère un crédit de 2 millions de rials pour l'impression d'un dictionnaire. A travers d'autres rubriques (15 au total) nous avons pu isoler une somme de 5,75 milliards de rials consacrée à l'enseignement soit au total 14,4 milliards de dépenses d'enseignement.

3°) Les dépenses pour l'enseignement supérieur public et privé ne sont prises en compte dans les budgets de l'Etat que dans la mesure des crédits qui sont alloués aux établissements universitaires.

Or, les universités ont d'autres ressources que les crédits de l'Etat. Ces ressources proviennent essentiellement des droits d'inscription qui, comme nous l'avons vu plus haut, sont très élevés en Iran. Il faut donc aussi tenir compte de la partie des budgets des universités n'étant pas déjà consigné (sous forme de crédits) dans les deux budgets de l'Etat.

4°) Les dépenses publiques afférentes à l'enseignement privé (à tous les niveaux, de la maternelle à l'université) sont connues à travers les budgets de l'Etat. Mais les établissements d'enseignement privé ont des ressources provenant des droits d'inscription comme dans le cas des universités et le montant de ceux-ci n'est pas connu.

5°) Les dépenses des familles pour l'éducation de leurs enfants ne sont pas connues, sauf quelques vagues renseignements dans les enquêtes sur la consommation des familles.

Dans la mesure du possible, nous tâcherons de démêler tout cet imbroglie budgétaire et de calculer le coût total de l'enseignement en Iran et d'essayer de voir comment évoluent les coûts totaux selon les différents niveaux d'enseignement.

§ 1 - L'EVOLUTION DES DEPENSES PUBLIQUES GLOBALES AFFERENTES A L'ENSEIGNEMENT PUBLIC ET PRIVE

Définition des dépenses -

Les dépenses que nous étudions sous ce paragraphe sont inscrites dans les deux budgets de l'Etat : budget général plus budget de développement. Elles concernent la totalité des dépenses publiques à l'exception de la participation familiale (ou individuelle) qui se concrétise sous forme de droits d'inscription dans les écoles privées et dans les universités publiques et privées et des dépenses annexes comme le matériel scolaire (livres, cahiers, vêtements spéciaux etc...).

*

* *

Un coup d'oeil sur la fig. 27 nous persuade que les dépenses publiques d'enseignement se sont accrues à un rythme exponentiel très rapide.

De 1960 à 1973, celles-ci ont été multipliées par plus de 7, passant de 7 milliards à 52 milliards de rials courants, non corrigés de la hausse des prix à la consommation est passé de 100 en 1963 à 120,7 en 1971 (1).

(1) Annuaire statistique du B.I.T. - Genève 1971.

On peut donc négliger ce taux d'inflation qui est très faible en regard de la croissance des dépenses publiques d'enseignement. 710 % d'augmentation en 13 ans, ^{ce qui, vraiment} (est ~~assez~~ énorme. Cela représente un taux annuel moyen de 16,5 %.

En fait, on distingue deux périodes dans la croissance des dépenses publiques d'enseignement. 1960-70 et 1970-73. Dans la première période, la croissance des dépenses est plus lente : 310 % en 10 ans, ce qui fait un taux annuel de 12 % environ. Or dès 1971 ces taux annuels atteignent des records historiques : 1971 + 26 %, 1972 + 27 %, 1973 + 39 %

Il s'agit là de l'effet de la croissance des revenus pétroliers (1), comme en témoigne les taux de croissance suivants (par rapport à l'année précédente) :

DEPENSES D'ENSEIGNEMENT %

	Budget :Général	Budget : Développement	Total	Revenus :Pétroliers %
1971	+ 17	+ 71	+ 26	+ 78
1972	+ 25	+ 36	+ 27	+ 21
1973	+ 26	+ 85	+ 39	+ 104

L'étude des dépenses publiques d'enseignement montre que l'effort du gouvernement en faveur de l'enseignement s'est relativement affaibli entre 1963 et 1970, puisque la part revenant à l'enseignement dans le total des dépenses publiques (les deux budgets réunis) ^{descend} de 15,9 % à 5,7 %.

(1) Les revenus pétroliers alimentent le budget de développement. La colonne "revenus pétroliers" ci-dessus ne concerne que l'organisation du plan qui gère le budget du développement. Le budget général aussi est alimenté en partie (61 %) par le pactole pétrolier.

Par la suite on remarque une certaine amélioration, mais en 1973 la part de l'enseignement dans le total des dépenses ne peut rattraper que le niveau atteint en 1968 (voir tableau n° 66 - fig. 37).

Mais en réalité, cela ne provient que d'une croissance beaucoup plus forte des autres catégories de dépenses et notamment des dépenses militaires (1).

Il est évident que la priorité donnée au secteur militaire limite aussi la part des dépenses d'enseignement dans le P.N.B. (produit national brut aux prix courants du marché).

Cette part qui était de 2,5 % en 1960 s'est élevé très rapidement à 3,5 % en 1964. Mais depuis cette époque, malgré de très forts taux d'accroissement du P.N.B. (et peut-être aussi à cause de cela), la part des dépenses publiques d'enseignement dans le P.N.B. est restée stationnaire autour de 3 %

Comparé à d'autres pays de la région et d'Europe, la situation iranienne semble relativement mauvaise :

(1) "s'adressant principalement à des fournisseurs américains (...) les forces armées iraniennes sont en passe de devenir les plus puissantes de cette région du monde, avec les matériels de guerre les plus modernes conçus actuellement, pour l'an dernier (1973) on évalue à l'équivalent de 15 milliards de francs le montant total des commandes militaires de l'Iran à l'étranger et pour les deux années qui suivent, on estime que les contrats d'armes qui sont ou seront passés représenteront une somme égale à l'ensemble de ses dépenses militaires des 15 dernières années. Selon des sources de renseignements occidentaux, le montant des importations d'armements par l'Iran qui était de 8,5 millions de dollars par an au début des années 60, atteindra 2 à 3 milliards de dollars par an avec le Vème plan lancé en 1973" - LE MONDE, le 26.6.74.

Dépenses publiques d'enseignement
dans le P.N.B. %

JORDANIE	(1969)	3,3
SYRIE	(1969)	4,5
PAKISTAN	(1968)	1,4
ARABIE SEOUDITE	(1969)	4,3
TURQUIE	(1968)	3,4
IRAK	(1968)	5,5
FRANCE	(1969)	2,0
DANEMARK	(1969)	9,5
ITALIE	(1969)	7,2

Source : Annuaire Statistiques UNESCO - 1971

Fig. 37 L'évolution récente des dépenses publiques afférentes à l'enseignement public et privé en valeur absolue (Indice base 1960) et en pourcentage du budget et du P.N.B.

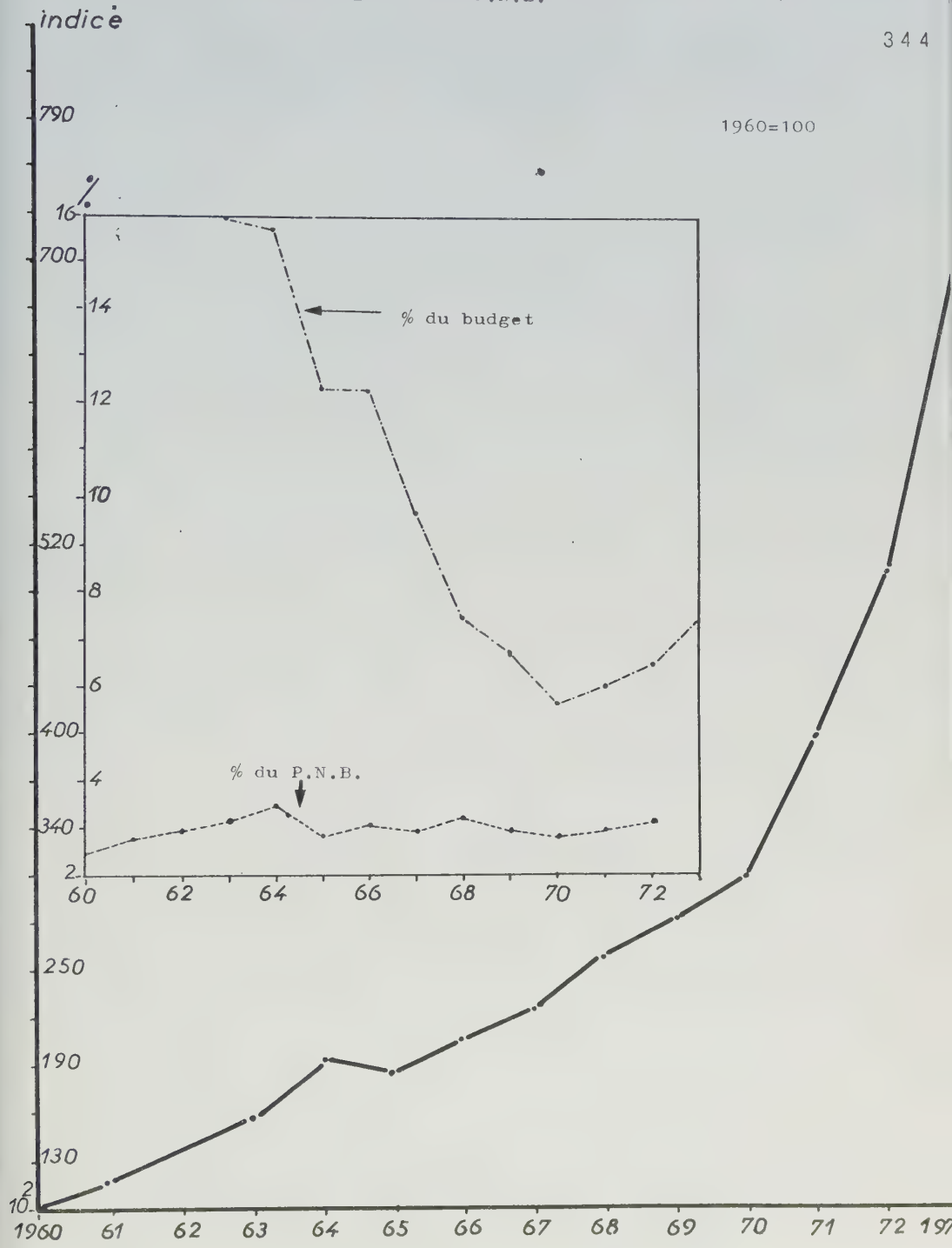


Tableau 66 : DEPENSES PUBLIQUES AFFERENTES A L'ENSEIGNEMENT PUBLIC
ET PRIVE

- en millions de rials - prix courants -

A n n é e	D é p e n s e s				Total des dépenses en pourcentage du		
	ordi- naires	en capital	total	indices	budget	revenu national	PNB
1 9 6 0	-	-	7.334	100,00	-	-	2,4
1 9 6 1			8.559	116,70		3,0	2,8
1 9 6 2	-	-	-	-	-	-	-
1 9 6 3			11.635	158,64	15,9	3,6	3,2
1 9 6 4	13.303	1.097	14.400	196,35	15,8	4,0	3,5
1 9 6 5			13.534	184,54	12,4	3,4	2,9
1 9 6 6			15.175	206,91	12,4	3,6	3,1
1 9 6 7	12.773	689	16.300	222,25	9,7	3,5	3,0
1 9 6 8	17.597	2.036	19.633	267,70	7,5		3,3
1 9 6 9	18.799	2.097	20.896	284,92	6,8		3,0
1 9 7 0			23.280	317,43	5,7		2,9
1 9 7 1			29.279	399,22	6,1		3,0
1 9 7 2			37.310	505,73	6,5		3,2
1 9 7 3			52.060	709,84	7,5		

N.B. Les budgets propres des universités n'y figurent pas.

L'aide de l'Etat aux universités inscrite dans ses budgets y est comprise.

Sources très variées :

- Annuaires statistiques de l'UNESCO.
- National income of Iran - Bank Markazi 1969 Iran.
- Educational statistics of Iran, série 1962 - 1972.
- Selected statistics - 1972-1973 - Organisation du Plan.
- Thèse de Robert Médard - 3ème cycle EPHE "Le développement de l'éducation en Iran pendant les IIIème et IVème Plans" - Paris 1970.

§ 2 - LA REPARTITION DES DEPENSES PUBLIQUES D'EDUCATION SELON LES
NIVEAUX ET LES TYPES D'ENSEIGNEMENT

L'enseignement primaire est le plus gros "budgétivore" du budget de l'éducation : 34,4 % en 1973. Son importance relative a cependant diminué au fil des années depuis 8 ans. En 1966, l'enseignement primaire "dévorerait" plus de la moitié des dépenses publiques d'enseignement : 51,4 %, soit 7,8 milliards de rials sur un total de 15,2 milliards.

Le second "budgétivore" est l'enseignement secondaire général (1) avec 20,1 % des dépenses totales en 1973. L'ensemble du second degré, en y incluant la formation professionnelle et technique et l'enseignement normal, "dévore" une part plus importante que l'enseignement primaire en 1973 : 35,1 %

Ce pourcentage global pour le second degré n'était que de 22,2 % en 1966. L'augmentation de la part du second degré est due en grande partie à celle très spectaculaire de l'enseignement professionnel et technique dont la part est passée de 4,3 % à 10,9 % (1966-73) d'une part, et à celle encore plus spectaculaire de la formation des maîtres qui a accru sa part de 1,2 % à 4,1 % pendant la même période.

Ces fortes croissances des dépenses s'expliquent aisément par le retard pris par l'Iran comparé à ses voisins dans l'enseignement primaire (d'où de fortes dépenses pour la formation des maîtres) et dans l'enseignement professionnel et technique (2).

La part de l'enseignement supérieur qui était de 13,7 % en 1966 passe rapidement à 19,3 % en 1968 par la création d'une université nouvelle mais ensuite elle baisse à 14,1 % en 1972 pour se redresser brutalement 18,9 % en 1973, nouveau palier.

(1) Le cycle d'orientation qui englobe la 6ème année du primaire et les 2 premières années du secondaire est compris sous cette rubrique. Ce cycle est entré en application effective depuis 1971

(2) Cf. supra IIème partie - chapitre III, § 1 C et chapitre IV, § 1 B

Tableau n° 67 - REPARTITION EN % DES DEPENSES TOTALES D'EDUCATION (budget général + budget du développement) selon les DIFFERENTS NIVEAUX et CATEGORIES D'ENSEIGNEMENT - 1966-1973

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Enseignement Supérieur	13,69	14,25	19,35	15,50	16,04	15,03	14,14	18,93
Ens. secondaire et cycle d'orientation	16,62	16,77	15,13	14,85	15,73	15,81	16,23	20,09
Ens. primaire ord. et l'armée du Savoir	51,39	51,29	49,25	48,72	48,00	43,47	43,58	34,42
Ens. prof. et technique	4,32	3,92	3,89	6,10	6,41	10,83	10,84	10,92
Ens. artistique	0,26	0,47	0,41	0,44	0,42	0,35	0,30	-
Ens. normal (formation des maîtres)	1,23	1,44	1,45	1,78	2,10	2,46	3,55	4,12
Autres activités d'enseignement	0,73	0,70	0,33	0,88	0,64	1,36	1,39	2,65
Recherches scient.	0,88	0,90	0,74	1,28	1,13	1,71	1,58	0,34
Services généraux	10,87	10,28	9,44	10,45	9,53	8,98	8,41	7,50
TOTAL Education Nationale	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : Annuaire Statistique d'Iran - 1972.

Les changements dans la répartition des dépenses publiques par degré d'enseignement sont dûs, au hasard des besoins ressentis d'une part dans l'économie, d'autre part dans la société où la pression de la demande d'enseignement fait parfois reculer le choix des pouvoirs publics dans son orientation vers la priorité de l'enseignement primaire.

C'est ainsi que les besoins de l'économie poussent le gouvernement à la création de nouvelles écoles professionnelles et techniques et la pression des flux de diplômés du secondaire à la construction des nouvelles universités, cela au détriment de la part de l'enseignement primaire.

En effet, ces deux types d'enseignement professionnel et technique d'un côté et l'enseignement supérieur de l'autre progressent par bonds ~~successifs~~, ce qui veut dire qu'il n'y a pas de continuité dans la politique éducative, mais un "pilotage à vue".

Dans le tableau n° 68 suivant, nous avons calculé d'une part des taux de croissance septennaux par degré d'enseignement et d'autre part des taux de croissance annuels de ces mêmes dépenses.

Nous avons procédé ainsi, parce que les taux annuels sont plus facilement comparables entre eux, et aussi parce qu'on peut de la sorte comparer à l'intérieur du même degré d'enseignement, les taux annuels moyens calculés sur 7 ans, avec les taux maxima correspondants aux bonds enregistrés.

Par exemple le taux annuel moyen de la croissance des dépenses pour la formation des maîtres est de 39,9 % (1966-73). Mais ce taux moyen contient des bonds considérables : 1972 + 83,7 % ; 1973 + 62,1 %.

Il en est de même dans la formation professionnelle et technique. Le taux moyen annuel est de 36,1 % sur 7 ans, mais on constate une diminution de 2,7 % en 1967 par rapport à l'année précédente et des croissances de l'ordre de 112,5 % en 1971, + 40,5 % en 1973.

Dans l'enseignement supérieur la croissance des dépenses a été de 24,8 % par an en moyenne. Mais on a aussi enregistré des taux tels que + 61,2% en 1968, + 86,9 % en 1973.

Le taux de croissance annuel le plus bas est celui de l'enseignement primaire (mise à part la recherche scientifique) : 12,6 % par an en moyenne. C'est aussi celui dont le taux de croissance est relativement régulier sans faire des bonds comme dans certains degrés et types d'enseignement que nous venons d'étudier.

Dans l'ensemble, les deux sortes de budgets ont évolué différemment. Les dépenses d'enseignement inscrites au "budget de développement" ont été multipliées par 11,4 entre 1966 et 1973 alors que celles du "budget général" ont été, elles, multipliées que par 2,6 pendant la même période. Il n'y a cependant pas lieu d'attacher une importance quelconque à la dualité du budget de l'Etat dont la signification n'est autre que comptable.

Nous avons reproduit cependant les deux budgets séparément à titre indicatif (voir tableaux 69 - 70).

§ 2 bis - ETUDE PARTICULIERE DES DEPENSES DES UNIVERSITES ET DES AUTRES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Pourquoi une étude particulière ?

Dans notre analyse des dépenses publiques afférentes aux différents degrés d'enseignement, nous avons souligné le fait que le budget des universités et d'autres centres d'enseignement supérieur n'était pas composé uniquement des

Tableau n° 68 - LES DEPENSES DE L'ENSEIGNEMENT (total) DE 1966 - 1973
(BUDGET GENERAL + BUDGET DU DEVELOPPEMENT)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	%Crois. 1973/1966:
Ens. supérieur	2.078	2.323	3.745	3.197	3.735	4.402	5.274	9.855	374,2
Ens. secondaire et d'orientation	2.522	2.733	2.928	3.064	3.662	4.630	6.055	10.457	314,6
Ens. primaire et l'Armée du Savoir	7.798	8.360	9.530	10.050	11.175	12.723	16.258	17.918	129,8
Ens. prof. et tech.	656	639	753	1.258	1.492	3.170	4.044	5.684	766,5
Ens. artistique	40	76	80	90	98	103	112	0	180,0
Formation des ens.	187	235	281	368	489	720	1.323	2.145	1.047,1
Autres activités d'enseignements	111	114	64	182	148	397	519	1.380	1.143,2
Recherches	134	147	143	263	263	501	588	177	32,1
Services généraux	1.650	1.675	1.826	2.156	2.618	2.628	3.197	3.905	136,7
Total Education Nale	15.175	16.299	19.350	20.627	23.280	29.279	37.310	52.060	243,1
									19,4

Source : Annuaire statistique d'Iran - 1972.

Tableau n° 69 - LES DEPENSES POUR L'ENSEIGNEMENT EN IRAN DE 1966 à 1973 (du budget général)

- en million de rials -

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Enseig. supér.	1.313	1.542	2.232	2.153	2.546	2.941	3.334	5.278
- second. et d'orient.	2.441	2.682	2.826	2.985	3.389	4.049	4.934	8.205
- primaire et Armée du sav	7.334	7.937	8.663	9.175	10.027	11.343	14.865	15.038
- prof. techn.	656	639	617	660	307	989	1.183	2.393
- artistiques	40	76	80	90	98	103	112	0
Format. enseign.	187	234	281	362	396	493	668	1.084
Autres activités d'enseignements	87	87	64	182	148	397	519	800
Recherches	129	139	143	217	204	385	398	140
Services généraux	1.650	1.675	1.826	2.017	2.100	2.484	3.005	3.785
Total Education Nationale	13.826	15.008	16.732	17.841	19.715	23.184	29.018	36.723

Source : Statistique 1972

Tableau n° 70 - LES DEPENSES DE L'ENSEIGNEMENT (budget du développement) 1966 - 1973.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Enseig. supérieur	765	781	1.513	1.044	1.189	1.461	1.940	4.577
- secondaire et cycle d'orient.	81	51	102	79	273	581	1.121	2.252
Ens. prim. et l'Armée du Savoir	464	423	867	875	1.148	1.385	1.393	2.880
Ens. prof. et techn.	0	0	136	598	685	2.181	2.861	3.291
Formation des enseig.	+	I	0	6	93	237	655	1.601
Autres activités d'enseignements	24	27	0	0	0	0	0	580
Recherches	5	8	0	46	59	116	190	37
Services généraux	0	0	0	139	118	144	132	120
TOTAL EDUCATION NATION.	1.139	1.291	2.618	2.786	3.565	6.095	8.292	15.337

Source : Annuaire statistiques - 1972

crédits alloués par l'Etat dans ses deux budgets. Il y a aussi dans les budgets des établissements d'enseignement supérieur des recettes provenant des droits d'inscription, qui sont fort élevés en Iran, comme nous l'avons également souligné plus haut dans les paragraphes consacrés à l'accroissement des effectifs d'étudiants.

Les dépenses publiques s'élèvent à 9,8 milliards de rials en 1973. Or, il faut y ajouter 2,7 milliards de rials de recettes d'origine non publiques et constituées essentiellement des droits d'inscription, soit au total 12,5 milliards de rials dont 78 % sont fournis par l'Etat et 22 % par les familles.

D'autre part, il y a de très grandes différences entre les différents établissements d'enseignement supérieur qu'il convient de souligner, notamment entre les universités publiques et privées, mais aussi entre les établissements minuscules et les universités géantes concentrées pour la plupart à Tehrân.

La seule université publique avec sa faculté de médecine a un budget de 4.126 millions de rials soit 33 % de l'ensemble des budgets de l'enseignement supérieur.

A l'autre extrémité, il y a par exemple l'Institut Supérieur des Communications qui ne dispose que de 0,5 % des budgets consolidés des établissements du troisième degré.

L'université de Chiraz qui fournit moins de 3 % des diplômes du pays se taille une très belle part dans le total des dépenses d'enseignement supérieur : 18,5 % et les dépenses de cette université de luxe construite pour être un centre d'attraction pour tout le Moyen Orient croissent à un rythme moyen de 23,8 % par an.

Comme le montre les tableaux 71 à 73, on constate des taux de croissance moyens des dépenses publiques qui peuvent atteindre plus de 54 % par an.

C'est le cas de l'Université privée Melli qui a été instituée en 1967 (donc une date relativement récente) mais qui disposait déjà en 1973, 7,5 % du total des budgets que nous avons consolidés sur les tableaux suivants.

Outre les dépenses d'origine publique, les universités disposent des revenus qui proviennent essentiellement des droits d'inscription qui sont très élevés (voir tableau 73 bis). Voici la moyenne des droits d'inscription dans les universités :

	Montant des droits Sections littéraires	Montant des droits Sect. scientifique
Enseignement public	10.000 rials	18.000 rials
- privé	25.000 rials	45.000 rials

Source : Ali HADJ YOUSSEF "La jeunesse intellectuelle en Iran" - Mémoire IEDES - PARIS, 1970, page 41.

§ 3 - LES COMPARAISONS INTERNATIONALES DANS LA REPARTITION DES DEPENSES SELON LES DEGRES ET TYPES D'ENSEIGNEMENT

Ces comparaisons sont extrêmement difficiles du fait même que selon les pays on peut distinguer ou non les dépenses d'administration des dépenses d'enseignement proprement dites, et dans certains cas comme les U.S.A. il est pratiquement impossible de séparer l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire, ou encore certains types d'éducation spéciale (handicapés, adultes, etc.) sont soit, répartis entre les différents degrés soit réunis dans la rubrique "autres types d'enseignement". Il y a aussi le fait que dans certains

Tableau n° 71 - LES DEPENSES DES UNIVERSITES ET DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR (total) 1966 - 1973

En millions de Rials

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	Répart. : en % 1973	Taux de crois- : annuels moyens sur 7 ans
Univ. Tehran	915	992	1209	1181	1313	1653	1863	2060	16,45	12,4
Fac. Méd. exclue	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Groupe méd. Univ. Tehran	589	614	727	915	997	1116	1281	2066	16,50	19,5
Univ. Tabriz	213	333	451	504	482	740	872	1122	8,96	26,8
Univ. Isfahan	119	183	293	252	283	393	465	735	5,88	29,5
Univ. Mach'had	996	129	208	290	393	499	515	840	6,71	- 2,1
Univ. Ahwaz	98	107	298	295	279	397	526	947	7,56	38,4
Univ. Aryamehr	0	11	163	168	229	232	371	189	1,51	3,0 (1)
Univ. Melli Iran	0	66	106	123	161	228	279	938	7,49	54,4 (1)
Fac. ind. Tehran	47	53	85	99	111	123	153	230	1,84	25,2
Fac. agr. sup. Rezaieh	5	4	18	28	30	69	104	153	1,22	53,4 (1)
École Nale Sup.	79	61	90	110	128	158	188	332	2,65	23,2
Ec. Arts & Métiers	45	52	74	91	103	133	153	-	-	24,4 (1)
- Sup. commerce	7	7	11	13	24	28	36	-	-	38,7 (1)
Ec. Sup. Pars	0	10	15	21	26	28	35	142	1,13	56,5
Ec. Nale sup.	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
Armée du Savoir	0	0	21	30	42	60	102	161	1,29	50,4 (1)
Inst. sup. Services Sociaux	6	7	18	11	9	28	18	115	0,92	44,6 (1)
Inst. sup. communication	0	0	0	0	0	0	61	63	0,50	-
Inst. sup. de physique	-	-	-	-	-	-	10	111	0,89	-
Univ. Chiraz	519	576	810	635	670	977	1070	2320	18,52	23,8
T O T A L	3638	3205	4597	4766	5280	6862	8102	10524	100,00	19,4

(1) Taux calculés sur 5 dernières années connues.

Tableau n° 72 - LES DEPENSES DES UNIVERSITES ET DES CENTRES DE
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (budget général) 1966-1973

(En million de rials)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
1	609	668	798	901	952	1132	1200	1850
2	589	614	727	906	987	1106	1233	1891
3	142	238	317	355	391	556	628	942
4	91	123	162	186	208	319	381	525
5	922	81	127	157	182	253	295	670
6	56	93	165	177	194	276	356	667
7	0	10	120	120	135	155	189	38
8	0	66	106	108	128	200	244	684
9	47	53	76	74	81	98	113	175
10	5	4	18	22	27	40	54	78
11	71	59	80	95	107	139	158	219
12	45	52	62	73	84	97	113	-
13	7	7	11	13	15	21	28	-
14	0	10	15	21	26	28	35	66
15	0	0	21	30	37	46	52	131
16	6	7	11	11	9	12	15	25
17	0	0	0	0	0	0	12	63
18	0	0	0	0	0	0	10	96
19	329	389	450	485	519	694	770	2070
TOTAL	2919	2474	3266	3734	4082	5172	5886	10190

Source : Annuaire Statistiques 1972

Tableau n° 72 -

1. Université de Téhéran (Fac. médecine exclue)
2. Groupe médical de l'Université de Téhéran
3. Université de Tabriz
4. - d'Isfahan
5. - Mach'had
6. - Ahwaz
7. - Aryamehr
8. - Melli Iran
9. Faculté in~~na~~cade Téhéran
10. - d'Agri. de RezaTeh
11. Ecole n~~or~~male Supérieure
12. Ecole des Arts et métiers
13. Ecole Sup. de commerce
14. Ecole sup. PARS
15. Ecole Norm. sup. de l'Armée du Savoir
16. Inst. sup. et services sociaux
17. Inst. sup. communications
18. Inst. Sup. d'éducation physique
19. Univers. de Chiraz

Tableau n° 73 - LES DEPENSES DES UNIVERSITES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
(budget du développement) 1966-73

	(en million de rials)							
	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Univ. Téhéran	306	324	411	280	361	521	663	210
(fac.méd. exclue)								
Groupe méd. univ. Téhéran	0	0	0	9	10	10	48	125
Univ. Tabriz	71	95	134	149	91	184	244	180
- Isfahan	28	60	125	66	78	74	84	210
- Mach'had	74	48	81	133	211	246	220	170
- Ahwaz	42	14	133	118	85	121	170	280
- Aryamehr	0	1	43	48	94	77	182	151
- Melli Iran	0	0	0	15	33	28	35	254
Fac.ind. Téhéran	0	0	9	25	30	25	40	55
- agr. Rezafeh	0	0	0	6	3	29	50	75
Ecole norm. sup.	8	2	10	15	21	19	30	113
Ecole arts et métiers	0	0	12	18	19	36	40	0
Ecole sup. commerce	0	0	0	0	9	7	8	3
Ecole sup. PARS	0	0	0	0	0	0	0	76
Ecole norm. sup. l'Armée du Savoir	0	0	0	0	5	14	50	30
Inst. sup. Sces Soc.	0	0	7	+	+	16	3	90
Inst. sup.Communic.	0	0	0	0	0	0	49	0
Inst. sup. éd. phys.	0	0	0	0	0	0	0	15
Univ. Chiraz	190	187	360	150	151	283	300	250
T O T A L	719	731	1325	1032	1201	1690	2216	2337

Source : Annuaire Statistiques - 1972

Tableau n° 73 bis - LES REVENUS D'ORIGINE NON PUBLIQUE DES CENTRES
D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE 1966 à 1972

(En million de rials)

	1966	1968	1969	1970	1971	1972
Univ. Téhéran	40	76	76	130	153	160
Fac.Méd.Téhéran	10	33	40	82	80	87
Univ. Chiraz	47	82	173	196	195	-
- Tabriz	9	12	8	11	37	40
- Esfahan	6	11	32	56	52	48
- Machad	10	10	23	33	37	37
- Ahwaz	7	12	32	25	33	42
- Aryamehr	0	153	108	136	135	-
- Melli	0	0	266	252	251	-
Fac.ind.Téhéran	6	6	10	2	3	3
- agr.Remafteh	0	1	1	1	1	2
E.N.S.	0	13	10	9	8	11
Arts et métiers	0	6	8	9	10	9
Ecole sup.Commerce	0		10	15	15	21
- - Pars	0	22	48	55	69	0
- norm. de A.S.	0	0	0	12	7	8
Inst.Serv. Socials	0	4	6	9	11	0

Source : Annuaire Statistiques - 1971

N.B. - Il s'agit essentiellement des droits d'inscription. La différence positive entre les revenus et les dépenses des universités privées sont des bénéfices.

pays l'enseignement primaire est de 6 ans (comme l'Iran) et dans d'autres de 5 ans comme la Turquie. Pour se convaincre de la difficulté des comparaisons, on peut se reporter aux notes de bas de page du tableau 74.

Nous essaierons cependant, moyennant les précautions nécessaires de comparer l'Iran à un certain nombre de pays.

D'une manière générale les pays peu développés comme l'Iran dépendent une plus grande proportion du budget de l'éducation dans le premier degré.

Ainsi les pays suivants dépensent approximativement la moitié du budget de l'éducation dans l'enseignement primaire du fait de leur retard dans l'alphabétisation de leurs populations : Iran, Irak, Syrie, Turquie, Algérie.

Dans ces mêmes pays, la part du second degré varie entre 19,2 % Irak et 32,4 % Turquie.

La différence entre l'Iran (20,8 %) et la Turquie (32,4 %) s'explique en partie par le fait qu'en Iran l'enseignement secondaire commence après 6 années d'études primaires et en Turquie après 5 années seulement. La différence essentielle provient du fait qu'en Turquie l'enseignement professionnel et technique du second degré est beaucoup plus développé qu'en Iran, comme nous l'avons souligné en comparant les effectifs de ce type d'enseignement dans les deux pays.

§ 4 - L'EVOLUTION COMPAREE DES DEPENSES D'EDUCATION ET DES DEPENSES MILITAIRES EN IRAN

Les dépenses militaires sont en général assez mal connues, car le plus souvent elles sont dissimulées sous d'autres rubriques. Dans le cas

Tableau n° 74 - DEPENSES PUBLIQUES ORDINAIRES AFFERENTES A L'ENSEIGNEMENT :
REPARTITION EN % PAR DEGRE D'ENSEIGNEMENT

PAYS	Adminis- tration	Pré-pri- maire et prim.	Second degré	Troisi- ème degré	Autres types d'ens.	Autres dépen- ses non réparties
IRAN 1969	8,0	50,4	20,8	20,4	0,4	-
IRAK 1968	3,4	61,6	19,2	15,8	-(1	-
ISRAEL 1968	4,0	42,0	27,4	23,1	3,5	
PAKISTAN 69	-(2)	45,5	25,4	20,8	-(3	8,3(2)
SYRIE 1969	-(4)	51,0	29,4	29,4	-	4,0
TURQUIE 61	-(4)	61,3	32,4	1,4	-	4,9
FRANCE 69	3,1(5	30,5	42,9	21,5	2,0	-
ITALIE 69	10,6(5	34,0	41,6	6,6	7,2	-
R.P.A. 69	1,1	43,1	32,4	21,7	-(6	1,7
Allemagne						
ALGERIE 69	-(2)	58,3	19,6	8,9	0,1	13,1
CUBA 66	5,7(5	39,2	31,8	-	11,9	11,3
YUGOS- LAVIE 69	1,1	51,8	26,5	14,3	1,7	4,6
U.S.A. 69	-(4)	69,8	-(7)	30,2	-	-
U.R.S.S. 69	-(4)	15,6	59,2	12,6	8,5	4,1
POLOGNE 69	-(4)	37,0	21,4	25,1	12,0	4,5

Source : Annuaire statistique UNESCO - 1971

- (1) Les dépenses afférentes à l'éducation des adultes sont comprises dans l'enseignement primaire
- (2) Les dépenses d'Administration sont comprises sous la rubrique (Autres dépenses non réparties par degré)
- (3) Les dépenses afférentes à l'éducation spéciale et à l'éducation des adultes sont réparties entre différents degrés et types d'enseignement
- (4) Les dépenses d'Administration sont réparties entre les différents degrés
- (5) Dépenses du Ministère de l'Education seulement
- (6) Les dépenses afférentes à l'Education spéciale sont comprises dans celles du Premier degré.
- (7) Dépenses comprises dans celles du primaire.

d'Iran, qui en tant que membre de l'O.N.U. doit fournir à l'O.N.U. des statistiques sur ses différentes catégories de dépenses budgétaires, la dissimulation est assurée par la non ventilation des dépenses en capital.

En effet, seules les dépenses courantes de fonctionnement sont ventilées entre quelques rubriques très agrégées : Défense et sécurité (1) éducation, santé, agriculture et autres.

Les dépenses en capital couvrent aussi bien la construction des barrages, des écoles et des hopitaux que l'achat de matériels militaires durables, comme les fameux Fantômes commandés récemment aux U.S.A. pour plus de deux milliards de dollars.

Dans ces conditions, il peut paraître superflu de comparer les seules dépenses courantes d'éducation et de défense.

Cela nous semble toutefois nécessaire, ne serait-ce que pour montrer quelques proportions significatives même au niveau des dépenses de fonctionnement.

D'après les données fournies à l'O.N.U. (tableau 75), en 1972 un peu plus de la moitié des dépenses courantes ont été attribuées à la défense et aux services de sécurité, contre 12,6 % pour l'éducation et 3,5 % pour la santé, et 3,3 % pour l'agriculture.

(1) Bahman Nirumand. Iran, exemple du pays en voie de développement ou la dictature du "Monde Libre" - Edit. Julliard - PARIS, 1969.

Paul Vieille et Collaborateurs - Pétrole et violence, Terreur Blanche et résistance en Iran - Edit. Anthropos - PARIS, 1974.

Tableau n° 75 - L'EVOLUTION DE LA STRUCTURE DES DEPENSES DE L'ETAT ITALIEN
DECOMPOSITION FONCTIONNELLE DES COMPTES BUDGETAIRES

En millions de rials

	1966	1967	1968(1)	1969(2)	1970(2)	1971	1972
Défense et services de sécurité	24.400	33.300	41.900	46.800	58.200	65.500	92.100
Agriculture	3.000	3.100	3.900	3.200	3.900	5.000	6.100
Education	13.800	15.000	15.900	16.400	17.800	19.700	23.200
Santé	4.500	4.800	5.100	5.000	5.200	5.700	6.500
Autres	23.400	24.400	31.300	32.600	36.100	39.000	56.200
Total des dépenses courantes	69.100	80.600	98.100	104.000	121.200	134.900	184.100
Dépenses en capital (aucune ventilation)	37.800	53.400	64.700	70.100	83.000	96.100	118.700
TOTAL GENERAL	106.900	134.000	162.800	174.100	204.200	231.000	302.800

Source: Annuaire Statistique de l'ONU - 1972.

(1) Prévisions budgétaires rectifiées

(2) Prévisions budgétaires votées

N.B. - Les autres années il s'agit des chiffres indiquants les montants effectifs portés aux comptes clos.

Ces mêmes pourcentages étaient un peu différents quelques années plutôt en 1966. Défense 35,3 %, éducation 20,0 %, santé 6,5 %, agriculture 4,3 %.

On voit ainsi que les proportions de tous les secteurs ont diminué pour permettre à la défense et aux services de sécurité une plus grande part dans la "tarte budgétaire". Nous sommes certains que si l'on pouvait aussi répartir les dépenses en capital entre les secteurs, la défense et les services de sécurité auraient obtenu une part de l'ordre de 60 à 70 %.

§ 5 - LES COUTS UNITAIRES PAR ELEVE ET PAR NIVEAU ET CATEGORIE D'ENSEIGNEMENT

L'intérêt de ce paragraphe ne réside pas uniquement dans les considérations financières et économiques en soi. Car la comparaison des coûts unitaires entre les différents niveaux et les catégories d'enseignement montre les variations du niveau de développement de ceux-ci. On a vu plus haut qu'en Iran le secondaire professionnel et technique était très sous-développé par rapport à ses voisins immédiats et à fortiori par rapport aux pays européens. Dans ce paragraphe, nous trouverons une des explications possible de ce sous-développement. A savoir que cette catégorie d'enseignement coûte beaucoup plus cher que l'enseignement secondaire général.

Evidemment ce n'est pas la seule explication possible du niveau de développement d'une catégorie d'enseignement. Car il y a d'autres facteurs de développement d'un type d'enseignement donné que nous allons étudier plus longuement dans la troisième partie.

Dans ce paragraphe, nous ne pouvons pas tirer les conclusions qui pourraient s'imposer pour expliquer les différences de coûts unitaires, soit entre les degrés d'enseignement, soit dans les mêmes degrés entre l'Iran, et

d'autres pays. On ne pourra qu'émettre des hypothèses plausibles.

Le coût unitaire par élève varie en fonction d'un grand nombre d'éléments. En voici quelques uns :

1°) La diminution du rapport maître-élèves entraîne aussi celle du coût unitaire. Il en résulte simplement une surcharge des classes et celle du travail du Maître.

2°) Le démarrage d'un type d'enseignement donné est une cause de l'élévation du coût unitaire. D'abord à cause des dépenses d'investissements qui sont imputées aux seuls effectifs de l'année en cours alors que la durée de vie des constructions scolaires s'étend sur une période de 25 à 100 ans. Ensuite le faible recrutement d'élèves dans les premières années conduit à des dépenses courantes élevées relativement au nombre d'élèves. Au total le coût unitaire par élève croît rapidement dans les premières années pour décroître ensuite dans la phase de la stabilisation où l'augmentation des effectifs d'élèves dépasse celle des dépenses.

3°) Certains types d'enseignement nécessitent des dépenses d'investissement et de fonctionnement plus élevées que d'autres. C'est le cas par exemple, du secondaire technique où les constructions de classes ne sont pas suffisantes. Il faut aussi construire des ateliers. D'autre part dans les dépenses de fonctionnement l'achat de matériel se limite dans le secondaire général aux papiers et quelques petits appareils. Dans le secondaire technique on achète aussi des matières premières pour les travaux pratiques des élèves.

C'est le cas également des facultés de médecine où les étudiants ^{normalement} travaillent ~~seulement~~ dans des hopitaux universitaires, outre les laboratoires propres des facultés. Ce type d'enseignement coûte ^{normalement} ~~beaucoup~~ plus cher que par exemple celui des lettres.

4°) D'une manière générale, le coût unitaire par élève augmente avec les degrés d'études. Ceci peut être observé dans tous les pays du monde. Il s'explique d'abord par le fait qu'on rémunère le corps enseignant suivant son niveau d'éducation. Et ce niveau s'élève progressivement du 1er au 3ème degré. Cela pour les dépenses de fonctionnement. Il s'explique aussi par le fait que les investissements sont plus coûteux dans les degrés élevés que dans le premier degré, les besoins des élèves allant croissant en surfaces scolaires et en matériel pédagogique. C'est donc aussi bien les dépenses de fonctionnement que les dépenses en capital qui s'élèvent avec les degrés d'enseignement.

5°) Il peut arriver aussi à l'intérieur d'un même degré que les dépenses de certaines catégories d'enseignement soient plus élevées que celles d'autres catégories. C'est le cas notamment du secteur privé réservé à une catégorie riche ou aisée de la population.

Après avoir passé en revue certains éléments (notre énumération n'est pas limitative) des coûts unitaires dans l'enseignement, nous allons étudier maintenant ces coûts par degré d'enseignement, leur évolution et les comparer à ceux observés dans d'autres pays. Nous insisterons plus particulièrement sur l'enseignement supérieur parce que d'abord de niveau est le plus cher et qu'ensuite nous disposons de données plus détaillées pour notre analyse.

B) Les dépenses publiques par élève afférentes à l'enseignement public et privé en Iran

Dans l'enseignement primaire public un élève coûtait 2.960 rials à l'Etat, En 1969, soit 39 dollars U.S. au taux de change officiel en cours;

Tableau n° 76 - DEPENSES ORDINAIRES PAR ELEVE EN IRAN EN RIALS

	1er degré	Second degré			3e degré
	Total	Total	Général	Prof/Tech.	normal

Dépenses publiques afférentes à l'enseignement public

1963	22724	-	6.392	-	20.143	-
1965	22974	66343	5.845	16.411	20.988	-
1967	2.798	5.368	4.592	25.788	21.554	-
1968	3.035	4.957	4.251	22.143	26.281	96.408
1969	2.960	4.830	3.818	33.398	20.277	85.079

Note : en 1969 le P.N.B. par habitant était de 24.800 rials.

Dépenses publiques afférentes à l'enseignement privé

1968	-	-	-	-	-	-
1965	-	-	-	-	-	-
1967	-	-	-	-	-	-
1968	3.823	6.736	6.828	1.651	-	-
1969	5.154	2.652	2.439	15.248	-	3.148

Indices des dépenses publiques ordinaires par élèves
premier degré = 1

1963	1	-	2,3	-	7,4	-
1965	1	2,1	2,0	5,5	7,1	-
1969	1	1,6	1,3	11,3	6,8	28,7

Source : Annuaire statistique de l'UNESCO - 1971

N.B. - Il convient d'interpréter les chiffres avec beaucoup de circonspection.

Tableau n° 76 bis - LE COUT UNITAIRE DE L'EDUCATION D'APRES

LE MODELE ASIEN - années 1966-67 - ET

LES CALCULS DE Robert MEDARD - 1965 à 1967

	PRIMAIRE		SECONDAIRE		SUPERIEUR	
	Dollars	Rials	Dollars	Rials	Dollars	Rials
Dépenses Ordinaires	12,10	907	58,4	4.380	294,8	22.110
Dépenses en capital	27	2.025	40	3.000	60	4.500
Calculs de MEDARD : Total des dépenses (ordinaires et en capital) :						
1965 : 1966	-	3.027	-	5.022	-	-
1966 : 1967	-	2.837	-	4.441	-	-
1967 : 1968	-	2.752	-	4.099	-	-

Source : Thèse MEDARD op. cit. - Annexe VI - 5

Ce même élève, d'après les données officiellement fournies à l'Unesco, coûtait 5.154 rials à l'Etat (sans compter la contribution des familles) s'il était dans l'enseignement privé. C'est-à-dire 74 % de plus que dans l'enseignement public. Cela montre le caractère socialement ségrégationniste de l'enseignement en Iran, même au niveau des dépenses publiques.

Dans ces écoles privées, la contribution des familles par élève sous forme de droits d'inscription est importante. On peut l'estimer à un minimum de 4.846 rials. Cela fait un total de 10.000 rials par an et par élève, soit trois fois plus que la moyenne des écoles primaires publiques.

L'erreur (si erreur il y a) ne doit pas être très grande car, les données de l'année précédente (1968) confirment également le fait que l'Etat dépense davantage pour un élève de l'Ecole privée que pour un élève d'école publique. La différence est certes un peu moins accentuée mais elle existe encore assez nettement : + 26 au profit de l'enseignement privé.

Dans l'enseignement secondaire général un élève coûtait à l'Etat 4.251 rials par an en 1968 dans les écoles publiques contre 6.828 rials dans les écoles privées, soit une différence de 61 %. Cependant l'année suivante (1969) les données changent complètement sans qu'on sache pourquoi : Les dépenses publiques par élèves ne sont plus que de 3.818 rials dans les écoles publiques du secondaire général, soit une diminution de 11 % en un an. Dans les écoles privées la chute est beaucoup plus brutale. Le coût unitaire passe de 6.828 à 2.439 rials soit une baisse de 80 %.

Il semblerait que la chute dans les écoles publiques soit imputable à la très forte croissance des coûts unitaires dans l'enseignement professionnel et technique. En effet dans ce type d'enseignement le coût unitaire déjà très élevé en 1968 (environ 5 fois plus que dans le secondaire général) passe de 22.143 rials à 33.398 rials en 1969. La croissance du coût unitaire est donc de 51 % en une seule année.

Les subventions de l'Etat aux écoles techniques privées passent de 1.651 rials à 15.248 par élève, soit une multiplication par plus de 9 des dépenses publiques par élève. Tout porte à croire que l'Etat veut favoriser ce type d'enseignement en transférant des ressources du secondaire général au secondaire technique et professionnel.

L'enseignement normal coûte en 1969 beaucoup moins cher que l'enseignement technique : 20.277 rials par élèves. Cependant suivant les années les proportions changent beaucoup. En 1968, l'enseignement normal coûtait plus cher que l'enseignement professionnel et technique. Ces variations sont sûrement dûes à des vagues d'investissement plus importantes selon les années dans l'un des deux types d'enseignement. La moyenne calculée sur 4 ans fait ressortir les données suivantes sur les coûts unitaires dans ces deux types d'enseignements:

Enseignement technique : 24.435 rials par élève

Enseignement normal : 22.277 - -

Bon an, mal an, l'enseignement technique coûte plus cher que l'enseignement général ou normal, à cause du fait que le premier est dans une phase de démarrage et qu'il nécessite des locaux et du matériel plus important.

L'enseignement supérieur coûte par élève 29 fois plus que l'enseignement primaire et 2,5 fois plus que l'enseignement technique.

Le coût unitaire d'un étudiant était de 85.079 rials par an en 1969, en légère diminution par rapport à 1968 (96.408 rials). Ce chiffre représente 8,4 fois le P.N.B. par tête en Iran, qui était de 24.800 rials en 1969.

Les dépenses publiques dans les universités privées sont 5 fois moins importantes que dans les écoles secondaires techniques. Car l'Etat ne dépense que 3.148 rials par étudiants dans les universités privées. C'est peu important par rapport aux autres niveaux d'études, mais il s'agit, tout de

même de confortables subventions aux universités privées.

B) Les coûts unitaires iraniens comparés à ceux de certains pays

Ici les comparaisons ne peuvent se faire que sur la base d'un étalon monétaire international incontestable. Or, un tel étalon n'existe pas. La pratique courante est de transformer les monnaies nationales en dollars des U.S.A. pour pouvoir comparer les niveaux des dépenses d'après une unité commune. Or, comme chacun le sait, les taux de change officiels ne reflètent que très imparfaitement (ou parfois pas du tout) les pouvoirs d'achats locaux de ces monnaies.

Il faut dire qu'il s'agit dans ce cas-là des ordres de grandeur très approximatifs qu'on utilise à défaut d'autres méthodes.

Pour pouvoir faire des comparaisons rigoureusement exactes, il faut calculer de nouveaux taux de change des différentes monnaies en se basant sur le pouvoir d'achat local pour les éléments suivants qui se trouveraient dans le même "panier" identique dans tous les pays considérés :

1. Matériaux de construction (bâtiments scolaires)
2. Traitements et salaires des enseignants
3. Différentes fournitures scolaires : Livres, papier, crayons, machines à écrire etc.

À partir de ces éléments on établit de nouveaux taux de change plus proches de la réalité et on procède ensuite aux comparaisons internationales.

Mais étant données les difficultés de se procurer tous les éléments d'un tel calcul, et aussi le temps nécessaire pour le calcul lui-même, le chercheur choisit la solution de la facilité.

Ce sera, à notre grand regret, aussi notre cas. Nous ne pouvons donc donner ici, des ordres de grandeur sans rigueur aucune.

D'une manière générale, les dépenses par élève sont plus élevées dans les pays riches que dans les pays pauvres, (voir tableau 77) à tous les niveaux d'études.

Dans l'enseignement primaire, plus un pays est pauvre moins sont élevées les dépenses par élève. En Iran on dépense 5 fois plus qu'au Pakistan où le coût unitaire est 42 fois moins qu'en Allemagne Fédérale. Si les données ne sont pas très rigoureusement exactes, elles montrent tout de même qu'il y a des écarts significatifs.

Dans le secondaire technique, dans tous les pays on dépense beaucoup et les écarts selon les pays sont peu importants.

Ce qui frappe le plus, c'est le coût unitaire très élevé de l'enseignement supérieur en Iran. Celui-ci est presque aussi élevé qu'en France, et en tout cas 17 fois plus important qu'au Pakistan.

La chute de l'enseignement supérieur en Iran a été souligné de façon très pertinente par un expert international envoyé en Iran par l'UNESCO (1).

Nos données corroborent les conclusions du rapport de cet expert mondialement connu.

(1) Cf. Lê Thanh Khoa "Recherche scientifique et problèmes de l'enseignement supérieur en Iran - PARIS, 1969.
UNESCO - 1139/BMS - RD/SP.

Tableau n° 77 - DEPENSES PUBLIQUES AFFERENTES A L'ENSEIGNEMENT
PUBLIC EN IRAN ET DANS CERTAINS PAYS CHOISIS

(A) En monnaies nationales

	S E C O N D			D E G R E			monnaies et dates
	1er degré	Total	Général	Prof. Tech.	Normal	3e degré	
IRAN(4)	2.960	4.830	3.818	33.398	20.277	85.079	rials 69
IRAK	33	40	39	100	-	281	Dinar 68
AFGANIST	433	2.853	1.730	13.058	-	-	Afgani 69
PAKISTAN (1)	34	47	34	1.032	1.091	310	Roupi 69
	:	:	:	:	:	:	:
FRANCE (4)	1.073	2.627	2.249	3.402	4.977	6.731	Francs 69
R.F.A.	1.099	1.361	1.861	815	-	6.351	D.M. 69
	(3)	:	:	(2)	:	:	:

(B) En dollars U.S. - au taux de change
officiel en vigueur à la date considérée

N.B. - Les taux de change officiels ne reflètent pas le pouvoir
d'achat local, mais ils donnent une idée approximative

IRAN	39,07	63,76	50,40	440,85	267,66	1.123,04	1969
IRAK	92,40	112,00	109,20	280,00	-	786,80	1968
AFGANIST	9,61	63,34	38,41	289,89	-	-	1969
PAKISTAN	7,14	9,87	7,14	216,72	229,11	65,10	1969
	:	:	:	:	:	:	:
FRANCE	193,14	472,86	404,82	612,36	895,86	1.211,58	1969
R.F.A.	297,83	368,83	504,33	220,87	-	1.721,12	1969

Source : Annuaire statistiques de l'UNESCO 1971

- (1) Y compris enseignement privé
- (2) y compris les élèves à temps partiel
- (3) y compris l'éducation spéciale
- (4) Budgets du Ministère de l'Education seulement.

C) Les coûts unitaires comparés dans les universités iraniennes et Turques

Le coût public très élevé d'un étudiant iranien justifie le fait que nous y consacrons un sous-paragraphe particulier.

Comme le montrent les tableaux 78 et 79, le coût d'un étudiant iranien peut varier de un à 35, selon les facultés. Par exemple, en 1965, un étudiant de la Faculté des Sciences d'Esfahan ne coûtait à l'Etat que 8.300 rials contre 292.000 rials à la prestigieuse université de Pahlavi à Chirâz. Dans ce dernier établissement, le coût unitaire est de 3,3 fois le coût unitaire moyen de tous les établissements d'enseignement du pays.

A Tehrân le coût unitaire de la Faculté de médecine était de 214.000 rials en 1966-67, soit 2,7 fois la moyenne nationale universitaire. La faculté de médecine d'Esfahân est un peu moins cher mais le coût de l'étudiant de cet établissement est de 35 % plus élevé que le coût unitaire moyen calculé pour tout le pays : 106.000 rials contre 78.400 rials.

En 1966, le coût unitaire plus bas se trouvait être à la Faculté des Lettres d'Esfahân : 7.600 rials, soit 90 % moins que la moyenne des coûts unitaires.

Les comparaisons avec la Turquie montrent que dans ce dernier pays le coût unitaire est aussi élevé qu'en Iran.

D'après les calculs de Lê Thanh Khoi et de Mahmut Adem que nous avons reproduit dans le tableau suivant (79), la moyenne universitaire serait de 838 dollars en Iran (dépenses publiques courantes par étudiant) contre 814 en Turquie. Etant donné l'imprecision attachée aux données en dollars

**Tableau n° 78 - LE COUT UNITAIRE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
POUR LES ANNEES SCOLAIRES 1965 - 66 et 1966 - 67**

	Coûts unitaires en milliers de rials:		Rapport coût
	1965 - 1966	1966 - 1967	unitaire sur coût unitaire moyen 1966 -67
Polytechnique de Tehéran (aide)	64	56	0,71
Ecole Nale Tech. et Ecole Techn. attachée (aide)	104	56	1,85 (1)
Univ. de Téhéran	49	48	0,61
Fac. de médecine et hôpitaux de Téhéran	203	214	2,7
Univ. de Pahlavi (aide)	292	260	3,3
Univ. de Mach'had	46	40	0,51
Univ. de Tabriz	72	66	0,84
Fac. d'Agron. Bezafeh	-	48	0,61
Fac. médecine Ispahan	115	106	1,35
Fac. des Lettres d'Ispahan	9,8	7,6	0,10
Fac. des Sciences Ispahan	8,3	14,7	1,87
Univ. d'Ahwaz	106	96	1,22
TOTAL (en moyenne)	83,6	78,4	1,00

Source : Ministry of Education - "Educational statistics in Iran"

- Organisation du Plan - "Extrait de la Loi du Budget -
année 1345".

Cité par MEDARD - op. cité. page 164 - Tabl. VI-5

- (1) Le groupement de deux établissements de nature différente (Sec. et sup.)
ôte à ce coût toute signification.

Tableau n° 79 - DEPENSES COURANTES PAR ETUDIANT DANS LES UNIVERSITES
TURQUES ET IRANIENNES

en prix courants et en dollars U.S.A. pour l'année 1967-1968

I R A N		\$	T U R Q U I E		\$
UNIVERSITES	Coût par étudiants	\$	UNIVERSITES	Coût par(1) étudiants	\$
Tehrân (univ. publique)	813	\$	Ankara	519	\$
Mach'had	595	\$	Istanbul	386	\$
Tabriz	777	\$	Technique d'Istanbul	897	\$
Esfahan	368	\$	Ege	1804	\$
Ahvaz	1070	\$	Hacettepe	4224	\$
RezaTeh	798	\$	Technique du M.Orient	1066	\$
Polytechnique	881	\$	Atatürk	1915	\$
Ecole normale supér.	603	\$	Technique de Karadeniz	1014	\$
Pahlavie de Chiraz	2306	\$	-	-	\$
Moyenne universitaire	838	\$	Moyenne universitaire	814	\$
Moyenne sans Pahlavi	748	\$	Moyenne sans Ege et Hacettepe	604	\$
		\$			\$

Source : IRAN - Lê Tân Khoi - op. cit. pages 32 et 55.

cité par M. Adem - Op. cit. - Thèse 3ème cycle, Avril 1971, p.308

TURQUIE : M. Adem - Op. cit.

(1) calculé à partir des budgets effectivement réalisés.

à cause des taux de change (cf. supra nos considérations à ce sujet), la différence n'est pas significative.

Comme
~~Come~~ en Iran, il y a en Turquie des établissements universitaires de prestige qui coûtent excessivement chers. Par exemple, à l'université Hacettepe, un étudiant coûte 4.224 dollars par an soit 5,2 fois la moyenne des universités turques, en 1967-68. En Iran la même année l'université de Pahlavie dépensait 2.306 dollars par étudiant sans compter les dépenses d'investissement, soit 2,75 fois la moyenne universitaire d'Iran.

En éliminant les universités où le coût unitaire des étudiants est exceptionnellement élevé, nous obtenons des moyennes beaucoup plus raisonnables : 748 dollars en Iran et 604 dollars en Turquie.

Dans le cas aussi bien de Turquie que de l'Iran, le coût unitaire^{la} des dépenses courantes pour un étudiant est d'environ deux fois sinon plus le revenu national par tête.

Le coût très élevé d'un étudiant iranien est bien comme en Iran et ceci non seulement au niveau des spécialistes mais aussi au niveau des hommes politiques et des journalistes, qui n'ont cessé de dénoncer cet état de choses; j'avais déjà cité (1) certaines de ces dénonciations ailleurs. Nous croyons savoir utile d'en reproduire une partie de nouveau pour montrer l'état d'esprit régnant dans le pays à ce sujet "Dans sa conférence de Presse Monsieur le Premier Ministre fit une comparaison entre certaines universités en ce qui concerne la dépense par tête d'étudiant :

(1) La sociologie urbaine de la ville de tehéran. - 1969

- Pakistan	59 dollars
- Inde	164 -
- Allemagne	970 -
- Liban	340 -
- France	1.064 -
- Iran	1.100 -
- Angleterre	1.600 -
- Etats-Unis	1.600

Cette comparaison était pour exprimer ses regrets que malgré une dépense si élevée les universités de l'Iran soient si bas comme niveau de rendement prenant un air triste, Monsieur le Premier Ministre déclara "est-il acceptable que nous dépensions deux milliards et demi de rials au nom du budget courant et un milliard deux cents millions de Rials pour les budgets de construction et que le rendement soit ce qu'il est" (1).

Jusqu'à présent aucune attention n'a été portée à l'enseignement technique. Le but unique de tout étudiant qui mettait les pieds à l'université était de devenir fonctionnaire d'Etat. C'est le métier le plus sûr, on a une retraite, on est en même temps à l'abri de l'oppression des fonctionnaires d'Etat et on pille dans la mesure du possible. Pour l'employé d'Etat ce n'est pas le traitement qui compte ce sont les autres sources de revenus (Daramâd Madâkkel). C'est le mécanisme du fonctionnement des organismes d'Etat. Dans cet organisme chaque membre doit remplir son rôle. Si par hasard un membre voulait être honnête et ne pas suivre la politique du système, tout l'organisme entier serait paralysé. Monsieur le Premier Ministre dans sa conférence de Presse sur la révolution de l'Enseignement avait regretté que seulement 2 % du budget des universités fussent consacrés à la recherche et que les autres crédits consacrés à ce but sont distribués parmi les employés de

(1) quotidien Ettelâ-ât Havaï - 29 juillet 1968.

de l'université, tandis qu'en Amérique 5 % des budgets universitaires sont consacrés à la recherche (1).

Et ~~Mengshan~~ Hadj Seyed Djavadi écrit dans son article intitulé "une construction commencée par son dernier étage" : si vraiment on a l'intention de faire des recherches à l'université, il faudra d'abord réformer l'enseignement secondaire et primaire. Et finalement M. Hadj Seyed Djavadi termine ironiquement son article en disant que ces bruits autour de la révolution d'enseignement, bien qu'elle n'eussent ^{eurent} aucune valeur, ~~mais~~ au moins le mérite de tenir ^{et} le marché des informations chaud ~~en~~ en critiquant un peu, le peuple trouva un apaisement en crevant leurs blessures (2).

Le coût des étudiants iraniens à l'étranger.

En raison du nombre élevé d'éléments à prendre en compte et de la complexité des calculs, nous n'avons pu calculer les dépenses occasionnées par l'envoi d'étudiants à l'étranger. M. G.-B. BALDWIN (3) l'évalue à 30 millions de dollars pour 1960. Mais il semble qu'il n'ait pas pris en compte tous les éléments entrant dans le calcul du coût total, car il s'agit là de la seule incidence sur la balance des paiements.

(1) Ettelaat 29 Juillet 1968

(2) Ettelaat Havaï - 8 août 1968

(3) Planning and Développement in Iran - John Hopkins Presse, Baltimore 1967, cité par Ahmad Hobkhoo - "La contribution de l'enseignement au développement d'après le cas de l'Iran". - in option Méditerranéennes - N° 21, Oct. 1973
PARIS

T R O I S I E M E P A R T I E

LES RESULTATS DU PROCESSUS D'ENSEIGNEMENT

- L'impact du développement de l'éducation sur l'économie et la société -



- CHAPITRE I -

LES CHANGEMENTS QUALITATIFS DANS LA POPULATION IRANIEUNE

Les changements quantitatifs de la population iranienne ont été étudiés dans la première partie de notre étude.

Quant aux changements qualitatifs, qui font l'objet du présent chapitre, ils sont entendus au sens restreint du niveau intellectuel mesuré par le niveau d'éducation. Les changements dans la structure sociale de la population qui sont à la fois d'ordre quantitatif et qualitatif seront également étudiés à la fin de ce chapitre, dans le paragraphe sur "les couches sociales bénéficiaires du développement de l'éducation".

La société iranienne étant essentiellement une société analphabète, nous commencerons par étudier le rôle de l'éducation dans le recul de l'analphabétisme.

§ 1 - L'ALPHABETISATION

L'alphabetisation d'une population totalement illettrée est une tâche de longue haleine. Ou bien on scolarise les enfants à 100 % dès l'âge de 6 ans et on attend ensuite pendant environ 50 ans, période correspondant à la durée moyenne de vie en Iran, ou bien on arrête tout et on envoie à l'école toute la population de 6 à 66 ans. On alphabetise.

Cette dernière solution est évidemment impossible et n'a été tentée dans aucun pays. La première solution est théoriquement possible mais demande de gros moyens de financement et au départ un délai de

"moratoire" d'une vingtaine d'années, temps minimum nécessaire pour former les instituteurs.

Le fameux plan de Karachi (1) qui avait été élaboré en janvier '60 sous les auspices de l'UNESCO, avec les représentants de tous les pays asiatiques non communistes, visait à scolariser à 100 % les enfants dans l'enseignement primaire dans un délai de 20 ans, c'est-à-dire à l'horizon de 1980. Les experts avaient calculé que le financement de ce programme de 20 années se monterait à 65 milliards de dollars (dollars de 1960), soit une dépense annuelle de 3,25 milliards au lieu de 390 millions dépensés en 1960 par ces pays asiatiques pour l'enseignement primaire.

En ce qui concerne l'Iran, nous avons vu plus haut que les ressources consacrées à l'enseignement dans le passé étaient relativement faibles. Mais, si l'on avait diminué de moitié le budget militaire pour allouer les sommes ainsi dégagées à l'enseignement, la solution de la scolarisation à 100 % n'était pas du tout théorique, c'était bien faisable mais on ne l'a pas fait.

De nos jours, du fait du quadruplement et du quintuplement des revenus en provenance du secteur pétrolier, il semble que l'Iran dispose des moyens financiers tellement considérables qu'il ne sait pas quoi en faire, d'après les déclarations des responsables du Plan. A l'occasion de la récente visite de M. d'Ornano, Ministre français de l'Industrie et de la Recherche, à Téhéran, le Ministre iranien du Plan, M. Madjidi, déclarait à un journaliste de "Le Monde" que, "pour la première fois, un pays

(1) Cf. Article de M. Debeauvais in revue Tiers-Monde, tome I, N° 1-2, janvier-juin 1960 - Paris P.U.F.

n'a pas eu à se préoccuper de ses ressources financières pour l'élaboration de son Plan de développement" (1).

Nous allons voir si de telles ressources, quasi illimitées (2), permettront d'alphabétiser l'ensemble de la population dans un délai aussi court que possible. Nous n'y croyons guère, étant données les informations dont nous avons fait état plus haut (IIème partie, chapitre VI, § 4), et selon lesquelles une bonne partie des ressources supplémentaires sont déjà engagées pour des achats massifs d'armement.

Les nations pauvres (à ressources très limitées), dont l'Iran faisait partie il n'y a pas longtemps, ont en fait choisi une solution intermédiaire entre les deux extrêmes théoriques que nous venons de citer.

On essaie, d'une part, d'augmenter le nombre des effectifs de l'enseignement primaire au fur et à mesure de la formation accélérée des maîtres et, d'autre part, on dispense un enseignement spécial pour les adultes en vue de les alphabétiser.

Nous allons d'abord étudier la régression (3) de l'analphabétisme en Iran dans les 15 ou 20 dernières années, dans l'ensemble de la population iranienne.

(1) "Le Monde" des 16, 17 et 19 novembre 1974, série d'articles intitulés "L'Iran à la conquête de la puissance".

(2) En 1973, les revenus pétroliers de l'Iran s'élevaient à 4,4 milliards de dollars. En 1974, ils devraient atteindre 20,3 milliards de dollars. Pour le Vème Plan (1973-1977), les revenus pétroliers sont évalués à 108 milliards de dollars, voir déclaration de M. Mahran, Secrétaire d'Etat iranien aux Finances - ibid.

(3) En fait, il n'y a de régression qu'en proportionnalisant les données. Nous allons voir plus bas que la population analphabète s'est accrue à un rythme annuel de 1 % entre 1956 et 1966.

La population iranienne était presque totalement illettrée au début du siècle. D'après nos estimations fondées sur l'analyse des pourcentages d'analphabètes selon les groupes d'âge dans les différents recensements et enquêtes par sondage.

Une évolution lente, mais positive depuis la création des écoles modernes (voir Supra historique), a eu pour conséquence d'alphabétiser environ un tiers de la population.

De nos jours, plus de 60 % de la population iranienne reste encore analphabète. Mais ce pourcentage global cache en réalité de considérables inégalités sociales tenant essentiellement à l'habitat et au sexe.

L'habitat semble être un facteur très important d'incitation à l'alphabétisation. En effet, comme le montrent la figure 38 et le tableau 30, les hommes sont en général plus favorisés que les femmes, mais la proportion d'analphabètes est plus importante chez les hommes ruraux que chez les femmes urbaines.

Quand les deux principaux facteurs favorables à l'alphabétisation sont réunis, cela met en évidence le fait que pour avoir une chance (probabilité 7 sur 10) d'accéder au titre d'alphabète, il faut être du sexe masculin et habiter une ville (localité de plus de 5.000 habitants).

D'après nos projections, 10 % des femmes rurales seraient actuellement alphabètes contre 72 % des hommes urbains. La distance

entre les deux catégories sociales extrêmes serait donc de 1 à 7. Les hommes urbains ont une chance d'être alphabétiser à près de 100 % dans un délai relativement court, alors que les femmes rurales, si l'on regarde l'évolution passée (figure 38) n'ont aucune chance d'être alphabétiser à 100 % avant le XXIème siècle.

La distance sociale entre les "lettrés" d'Iran se réduit progressivement. En 1956, la proportion de femmes rurales lettrées n'était que de 1,2 % contre 45,6 % pour les hommes urbains, soit une distance de 1 à 38. Celle-ci n'était plus que de 1 à 12 en 1966 et de 1 à 9 en 1971.

Mais cette réduction ne concerne pas que les deux catégories extrêmes. La distance entre les hommes ruraux et les femmes urbaines se réduit également malgré l'impression qu'on peut tirer du graphique.

En 1956, 22,4 % de femmes urbaines étaient lettrées contre 10,9 % des hommes ruraux, soit une distance (ou écart) de 1 à 2,3. En 1971, celle-ci n'était plus que de 1 à 1,5.

Même la distance entre les femmes urbaines et rurales diminue au fil des années : de 1 à 18,7 en 1956 et de 1 à 6 en 1971.

L'impression différente qu'on tire du graphique provient du fait qu'il est dessiné sur papier arithmétique. Sur papier semi-logarithmique, on peut constater un rapprochement entre les différentes catégories sociales (voir figure 38 bis).

Bien que les données reportées sur le graphique 38 à échelle arithmétique soient des proportions en pourcentages par rapport au total,

Fig. 38 La lente progression de la proportion d'alphabètes dans la population iranienne de 7 ans et plus (1956-1966) et de 6 ans et plus (1968-1971). Fléchettes : projections 1974

Dans les villes et les campagnes selon le sexe

Echelle arithmétique Voir le même graphique à échelle log.

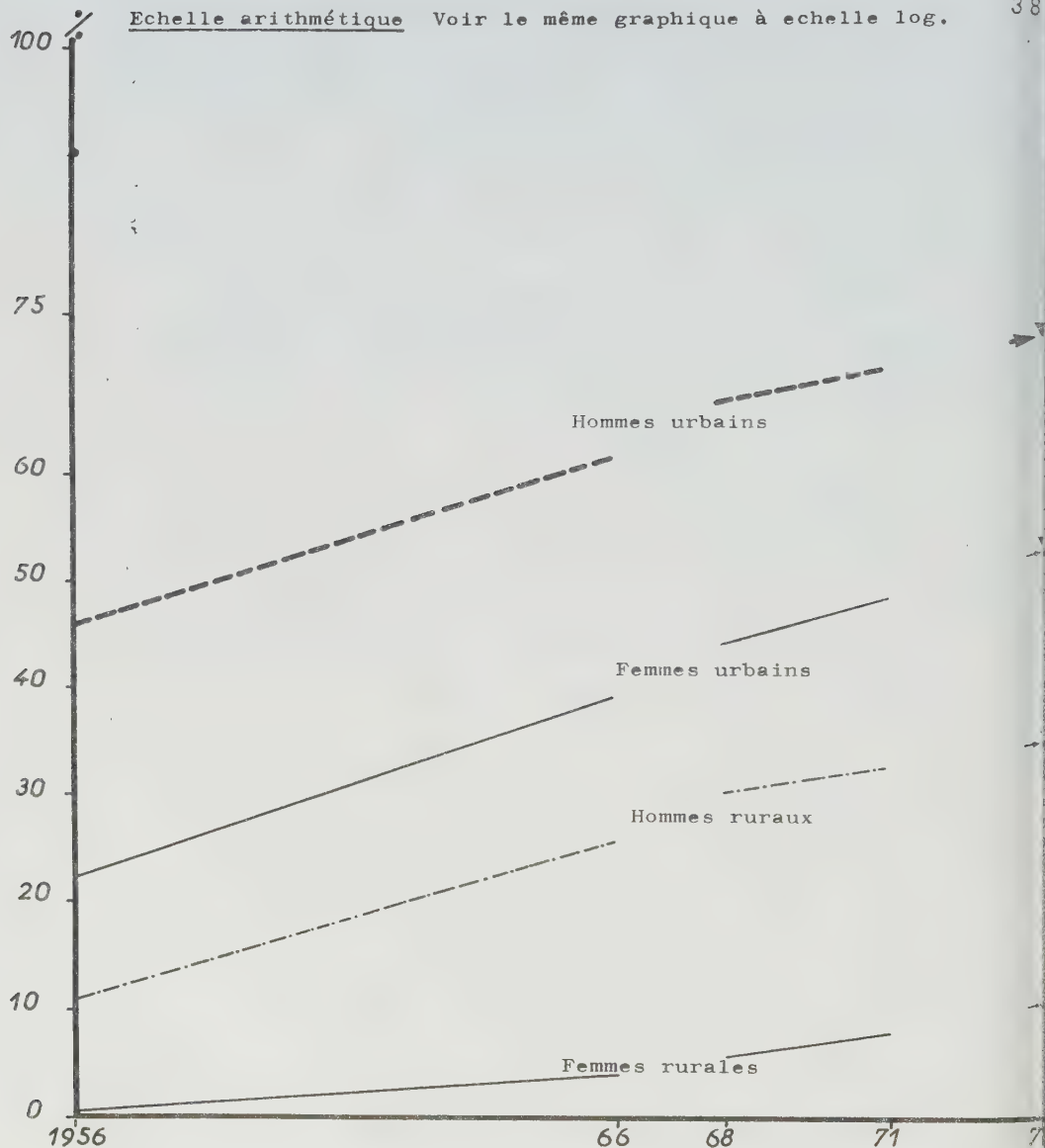


Tableau 80 : LA POPULATION LETTÉE DE L'IRAN, 7 ans et plus (en milliers et pourcentage)

	1956				1966				1971 sondage			
	Popula- tion		Alphabètes		Popula- tion		Alphabètes		Popula- tion		Alphabètes	
	7a. & +	7 ans	Nombre	%	7a. & +	7 ans	Nombre	%	7 ans	let +	Nombre	%
(1)												
IRAN entier												
H + F	114,364	15,4	2,210	15,4	18,843	21,858	7,291	33,4	22,320	8,225	36,9	
H	7,344	22,4	1,648	22,4	9,741	11,276	3,906	40,1	11,396	5,440	47,7	
F	7,020	8,0	562	8,0	9,102	10,582	1,627	17,9	10,923	2,785	25,5	
URBAINE												
H + F	4,675	34,6	1,618	34,6	7,603	8,843	3,833	50,4	9,617	563	58,6	
H	2,421	45,6	1,111	45,6	3,974	4,543	2,442	61,5	4,892	3,363	68,7	
F	2,255	22,4	506	22,4	3,629	4,300	1,390	38,9	4,724	2,273	48,1	
RURALE												
H + F	9,689	6,1	592	6,1	11,240	13,015	1,700	15,1	12,703	2,589	20,4	
H	4,923	10,9	536	10,9	5,767	6,733	1,463	25,4	6,504	2,077	31,9	
F	4,766	1,2	56	1,2	5,473	6,282	237	4,3	6,199	512	8,3	

(1) Les chiffres de la population de 7 à 9 ans sont calculés de groupes d'âge 5 à 9 ans.

(2) Les chiffres de la population alphabètes de 7 à 9 ans sont calculés à partir des pourcentages donnés.

Source : Selected statistics 1972.

les rapports entre les quatre groupes sociaux paraissent relativement faussés, car pour voir exactement l'évolution comparative des proportions d'alphabètes dans la population iranienne, il faut utiliser l'échelle logarithmique.

C'est ce que nous avons fait avec la figure 38 bis qui nous montre de façon très nette la convergence des différents groupes sociaux, ainsi que le relatif plafonnement des groupes plus favorisés au départ, comme nous l'avons fait remarquer précédemment en mesurant la distance entre les quatre groupes sociaux.

Il faut noter cependant que les distances entre les groupes sociaux, bien que convergentes, restent encore très élevées, notamment entre les groupes ruraux et les groupes urbains.

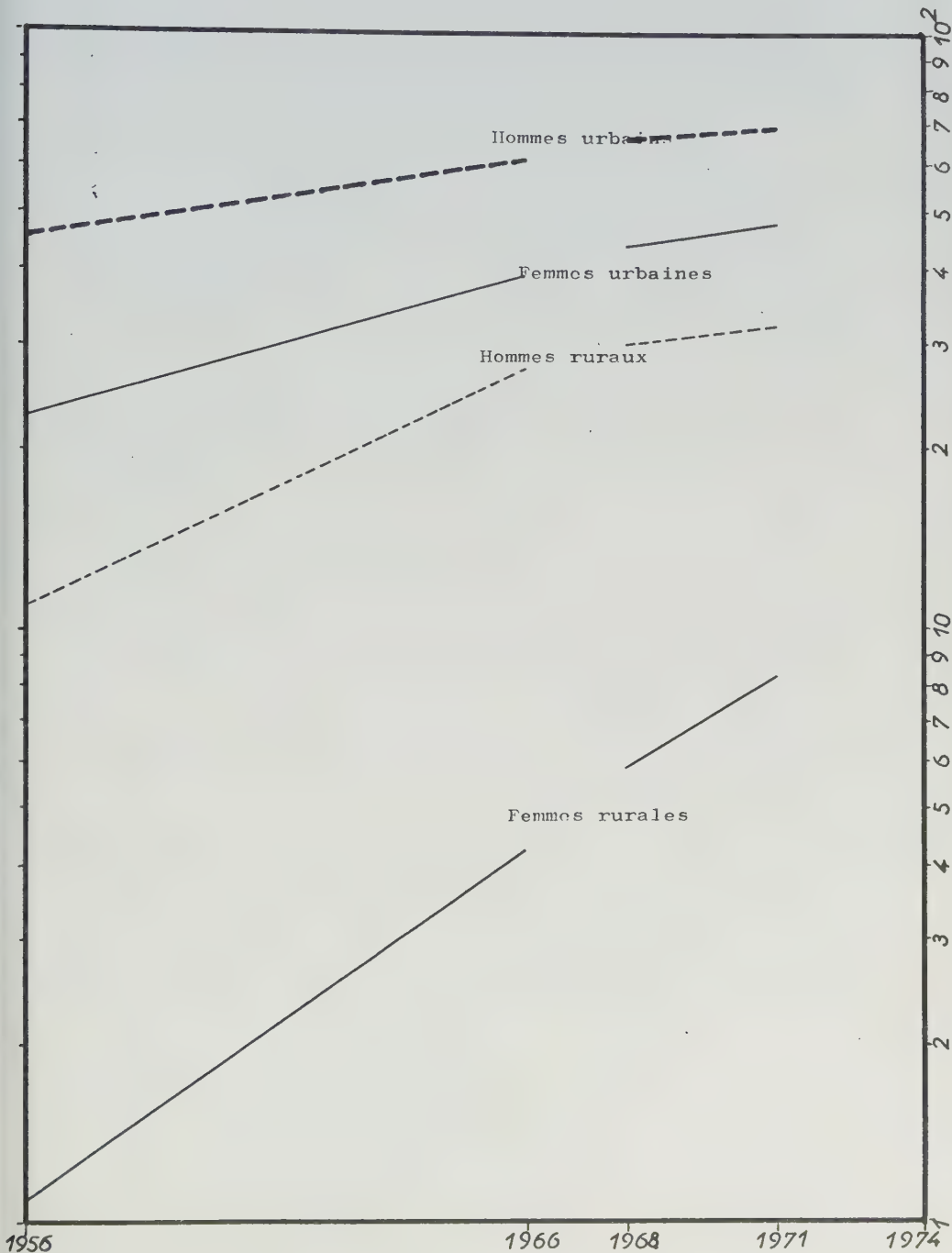
§ 1 B - LA CROISSANCE DE LA POPULATION ANALPHABETE

Le titre de ce sous-paragraphe peut étonner du fait que dans le précédent nous avons étudié la diminution proportionnelle de la population analphabète.

En fait, comme nous l'avons vu dans la première partie de notre travail, l'Iran a connu, depuis le début du siècle, une démographie "galopante" des plus rapides. Le développement de l'enseignement primaire, principal instrument de lutte contre l'analphabétisme à côté de cours d'alphabétisation des adultes, n'ayant pu suivre le même rythme, il s'ensuivit une croissance de la population illettrée à un rythme de près d'un pour cent par an entre 1956 et 1966 ; cela équivalait au taux de croissance de la population française depuis la fin de la

Fig. 38 bis La lente progression de la proportion d'alphabètes dans la population iranienne de 7 ans et plus (1956-1966) et de 6 ans et plus (1968-1971) dans les villes et les campagnes selon le sexe

390



dernière Guerre Mondiale. La population analphabète de 7 ans et plus est passée de 12,1 millions en 1956 à 13,3 millions en 1966, soit plus d'un million d'illettrés en plus dans la décennie. En 1971, d'après une enquête réalisée, il y aurait toujours plus de 13 millions d'illettrés, cela montrerait que le nombre d'illettrés ne croît plus depuis 1966.

En fait, elle continue de croître pour une catégorie sociale : les femmes.

La population féminine illettrée de 7 ans et plus, qui était de 6,5 millions en 1956, a atteint le chiffre record (provisoire) de 7,5 millions en 1966, soit un taux de croissance annuel de 1,5 %. D'après les données de l'enquête de 1971, elle serait de 7,8 millions. La croissance de la population féminine illettrée se serait donc ralentie. Entre 1966 et 1971, le taux est diminué de moitié. Cette croissance n'est plus que de 0,75 % par an en moyenne.

L'augmentation du nombre d'illettrés entre 1956 et 1966, au taux annuel de 0,9 %, est presque entièrement due aux femmes, car, d'après nos calculs, le taux de croissance annuel moyen des hommes illettrés n'est que de 0,243 %.

Le plafonnement du nombre d'illettrés pour la période 1966-1971 provient de la neutralisation de deux phénomènes inverses.

Le nombre des femmes illettrées croît à un rythme annuel moyen de + 0,75 %, alors que celui des hommes illettrés passe de 5,8 millions

en 1966 à 1,8 millions en 1971, soit une diminution de plus de 68 % en 5 ans, ce qui fait un taux annuel moyen de - 20,5 %.

A défaut de données sur l'analphabétisme des femmes suivant les groupes sociaux, nous indiquons, ci-après, le taux de croissance annuel des femmes illettrées selon les zones d'habitat (femmes de 7 ans et plus) :

		1956 - 1966	1966 - 1971
		%	%
Femmes urbaines	.....	+ 2,5	+ 0,39
Femmes rurales	.....	+ 1,06	+ 0,76
Femmes d'Iran	.....	+ 1,5	+ 0,7

A première vue, il peut paraître étonnant que le taux de croissance des femmes analphabètes des villes soit plus élevé en 1956-1966 que celui des femmes analphabètes des villages. Mais, nous avons montré dans la première partie de ce travail l'ampleur du phénomène de l'exode rural qui explique tout.

Il semble que, dans un premier temps, les femmes immigrant dans les villes ~~étaient~~ ^{étaient} en grande majorité des analphabètes (elles étaient pratiquement toutes analphabètes à cette époque), et que dans la période récente c'est surtout les femmes alphabétisées qui émigrent dans les villes, ce qui peut expliquer en partie la forte diminution de la croissance de la population féminine illettrée des villes. Le taux de croissance a en effet diminué de plus de 6 fois, passant de 2,5 % par an à 0,4 %. L'autre explication doit être recherchée dans l'amélioration des taux de scolarisation dans le primaire des filles vivant dans les villes.

La croissance continue de la population analphabète en Iran a conduit certains fonctionnaires du centre de statistiques à inclure dans leur calcul les enfants de 6 ans, depuis 1968, alors que les deux recensements de 1956 et de 1966 n'étaient exploités que pour la population âgée de 7 ans et plus en ce qui concerne le niveau d'instruction.

L'inclusion des enfants de 6 ans, qui sont considérés comme alphabètes dès l'instant qu'ils vont à l'école, fausse les résultats et empêche les comparaisons; ^{cela est dû à} ~~cela est dû à~~ ^à ~~cela est dû à~~ uniquement ~~par~~ la honte qu'éprouvent un certain nombre de fonctionnaires chauvins devant l'opinion internationale (et aussi devant l'opinion publique intérieure).

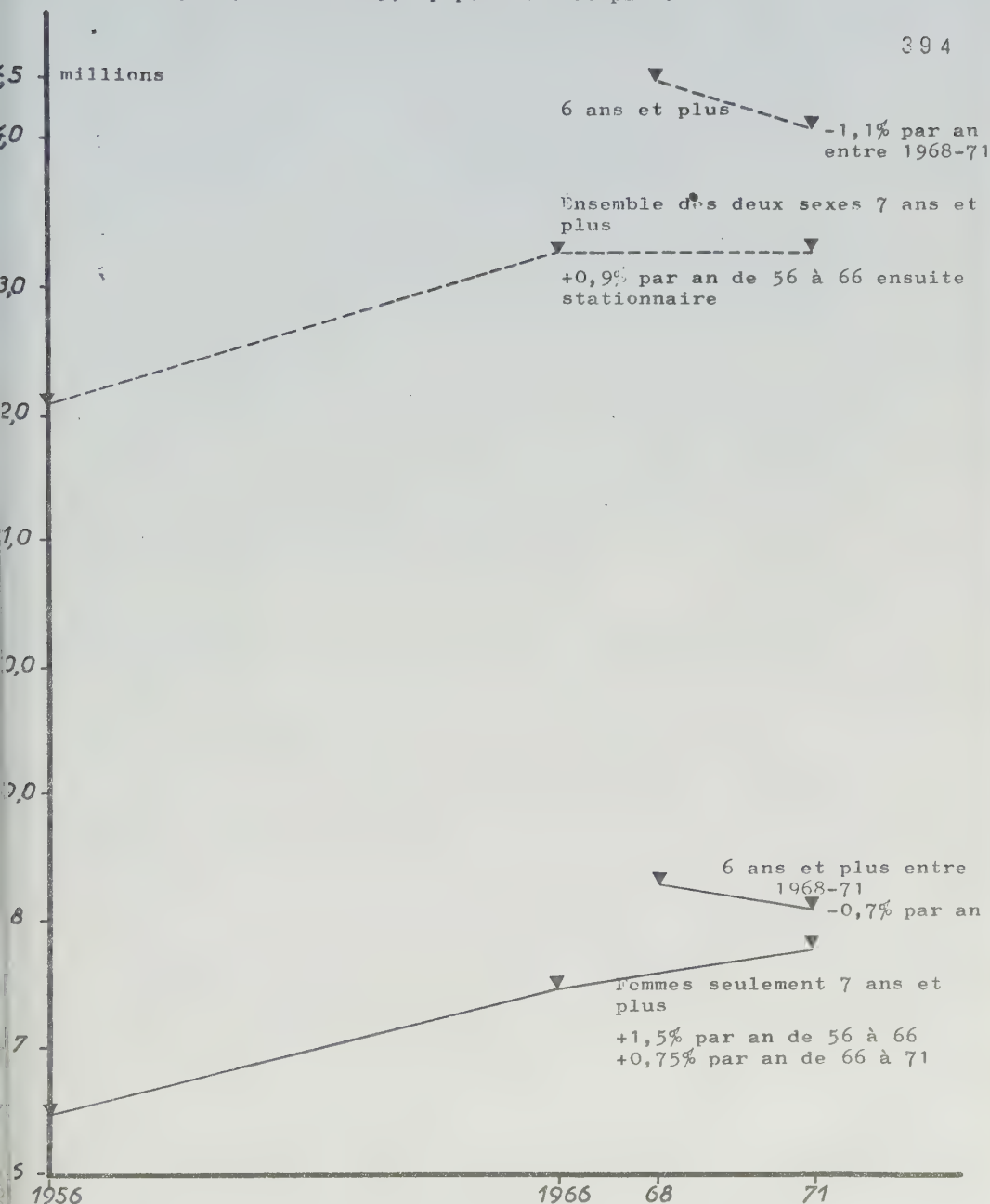
Nous avons reproduit leurs données sur la figure 39 où l'on constate un début de régression de la population illettrée qui serait de - 1,1 % par an en moyenne entre 1968 et 1973. Or, en fait, le nombre d'illettrés reste stationnaire jusqu'en 1971. Il est toutefois fort possible, étant donné les taux de scolarisation, qu'un début de régression soit déjà amorcé depuis cette date.

De toute façon, nous avons pu nous procurer les données sur l'alphabétisation des enfants de 6 ans et nous les avons éliminés des données officielles de l'enquête de 1971.

Il est difficile d'admettre les enfants de 6 ans comme alphabètes, dès l'instant qu'ils fréquentent l'école primaire, étant donné le taux d'abandons considérable entre le premier et le second grade de ce niveau d'enseignement (1). Du reste, il est presque aussi difficile d'inclure les enfants

(1) Cf. IIème partie, chapitre III, § 2 B₃.

Fig. 39 La croissance et le début de régression de la population illettrée 1956 et 1966 pop. 7 ans et plus, 1968 et 1971 pop. 6 ans et plus.



de 7 ans dans le calcul des proportions d'alphabètes. C'est la raison pour laquelle nous étudierons les proportions d'analphabètes par groupes d'âge. Cette analyse par groupes d'âge se justifie d'autre part par les très grandes différences entre les générations devant l'alphabétisation, par la facilité qu'elle permet de faire des comparaisons internationales.

§ 1 C - LES DIFFERENCES D'ALPHABETISATIONS ENTRE LES GENERATIONS.

L'étude des proportions d'analphabètes selon les groupes d'âge nous permet d'affirmer que la population iranienne était presque totalement illettrée au début du siècle (plus de 90 %). Les personnes nées entre 1902 et 1906 étaient à l'âge de 50-54 ans en 1956, 60-64 ans en 1966, 65 ans et plus en 1971. Voici les pourcentages d'analphabètes pour ces groupes d'âge à travers les résultats des recensements et de l'enquête de 1971 :

<u>En 1956 : 50 à 54 ans</u>	<u>en 1966 : 60 à 64 ans</u>	<u>en 1971 : 65 ans et +</u>
91 %	89 %	89 %

La figure 40 montre bien qu'il y a peu de différence entre les groupes d'âge au-delà du groupe de 40-44 ans, ce qui veut dire que le démarrage de l'alphabétisation n'a eu vraiment lieu qu'à partir des années 1930. Est-ce à mettre ce changement sensible sur le compte de la nouvelle dynastie qui prit le pouvoir en 1925 ? Nous pensons que oui.

Mais le changement le plus sensible semble intervenu après la Seconde Guerre Mondiale, puisque le pourcentage d'analphabètes descend

très rapidement à 68 % pour le groupe d'âge 25-29 ans (en 1971, alors qu'il était de 74 % pour les personnes âgées de 30-34 ans à la même date.

Le processus d'alphabétisation s'accélère à partir du groupe d'âge de 20-24 ans. Cela veut dire qu'une nouvelle impulsion a été donnée à l'enseignement primaire dans les années 1953-1957 (1) et cela continue. Cependant, en 1971, plus de 35 % des enfants de 10-14 ans étaient encore analphabètes, ce qui veut dire que dans 10 ou 15 ans, lorsque ce groupe sera à la force de l'âge sur le marché du travail, il y aura encore quelques 40 % d'analphabètes.

Toutes ces données montrent que l'Iran, à moins d'entreprendre une vaste campagne d'alphabétisation des adultes, accompagnée d'une scolarisation à 100 % des enfants dès maintenant, comptera encore une bonne proportion d'analphabètes au début du XXIème siècle.

Pour les femmes, la situation est encore plus dramatique. En 1956, plus de 90 % des jeunes femmes (20-24 ans) étaient analphabètes. celles-là, en 1976, auront 40-44 ans, et resteront analphabètes dans la même proportion (90 %) si aucune action d'alphabétisation des femmes adultes n'est pas entreprise entre temps.

Il y a certes en Iran des classes d'alphabétisation des adultes, mais, bon an mal an, le nombre d'élèves de ces classes ne dépasse guère

(1) Ce groupe était né dans les années 1947-1951 et avait atteint l'âge scolaire entre 1953 et 1957, scolarité à 6 ans accomplis.

500 milliers pour les hommes et 200 à 300 milliers pour les femmes, dont plus de 10 % dans le département de Téhéran. Les classes relativement chargées (23 à 26 élèves) (1) reçoivent des élèves plus particulièrement le soir après le travail.

L'insuffisance de l'alphabétisation des adultes peut se constater à travers les statistiques, à des dates différentes, des personnes alphabètes par groupes d'âge.

Par exemple, en 1966, le groupe d'âge de 20-24 ans était analphabète dans la proportion de 66,5 %. Cinq ans après, en 1971, le même groupe est âgé de 25-29 ans et la proportion d'analphabètes du groupe atteint 68,1 %. Ainsi, par le jeu de la croissance démographique, il y a une sorte de "désalphabétisation" d'une génération. La différence est cependant peu importante (+ 1,6 %) et peut être imputée à l'imprécision des données (2).

Toutefois, lorsqu'on regarde attentivement la figure 40, la proportion d'analphabètes augmente pour une cohorte fictive d'adultes. Pour les jeunes de 10-14 ans, c'est un peu différent. La proportion d'analphabètes qui était de 48,5 % dans ce groupe, en 1966, descend à 45,8 % en 1971 (le groupe est alors âgé de 15-19 ans).

(1) Les classes d'alphabétisation des adultes ne doivent pas dépasser 10 élèves à la fois étant données les grandes différences pouvant exister entre les élèves de cette catégorie.

(2) Rappelons que les données de 1956 et de 1966 sont tirées des recensements, alors que celles de 1971 sont le résultat d'une enquête sur échantillon qui a pu être biaisée.

Il est peut-être moins bizarre que dans la cohorte de 15-19 ans de 1966, la proportion d'analphabètes augmente assez sensiblement en 1971, quand la cohorte atteint le groupe d'âge de 20-24 ans : 58,0 % en 1966 (15-19 ans) et 61,5 % en 1971 (20-24 ans). Pourtant, les éléments masculins de cette cohorte ont effectué entre temps leur service militaire pendant la durée duquel une partie des analphabètes a pu être alphabétisée.

Si l'on suit les cohortes d'adultes de 1956 à 1966, on constate une baisse assez nette des proportions d'analphabètes :

Première cohorte :

20 à 24 ans :	84 % d'analphabètes en 1956
30 à 34 ans :	80 % d'analphabètes en 1966

Deuxième cohorte :

25 à 34 ans :	87 % d'analphabètes en 1956
35 à 44 ans :	83 % d'analphabètes en 1966.

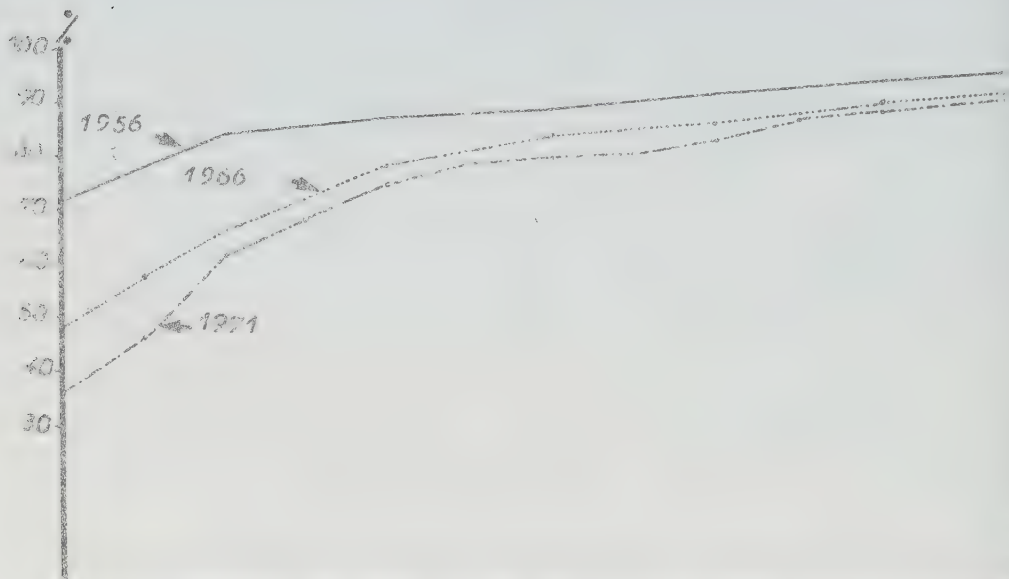
Dans les deux cohortes, la proportion d'analphabètes perd 4 points, au contraire de ce que nous avons constaté pour les cohortes de 1966 à 1971.

§ 1 D - LES COMPARAISONS INTERNATIONALES DES POPULATIONS ANALPHABETES :
IRAN - IRAK - TURQUIE.

Dans le tableau 82 (plus haut), nous avons réuni les données sur l'alphabétisation des populations d'Iran, d'Irak et de Turquie en 1965 ou 1966.

Fig. 40 L'évolution des proportions d'analphabètes selon les groupes d'âge et le sexe de 1956 à 1971.

ENSEMBLE DES HOMMES ET DES FEMMES



LES FEMMES SEULEMENT

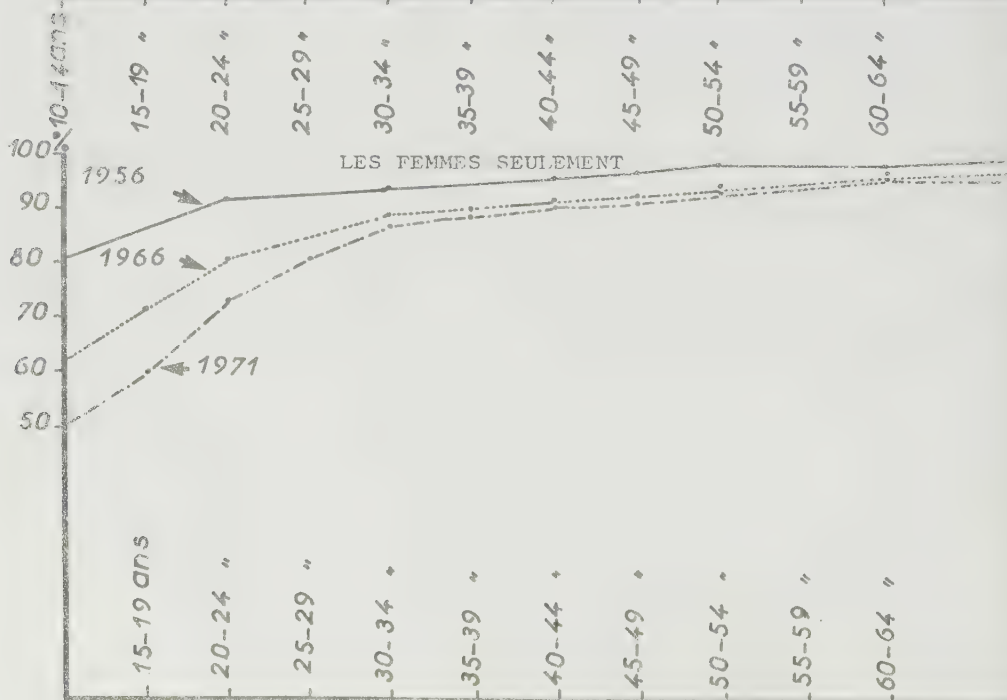


Tableau 81 : REPARTITION DE LA POPULATION ALPHABETISEE PAR SEXE
ET PAR AGE

Groupes d'âge	I R A N			Zones	Zones
	Total	Masculin	Féminin	urbaines	rurales
	H + F				
10 - 14 ans	513.593	354.513	159.080	369.036	144.557
15 - 19 ans	316.236	224.818	91.418	237.996	78.240
20 - 24 ans	237.302	177.518	59.984	184.620	52.682
25 - 34 ans	382.700	297.536	85.164	280.369	102.331
35 - 44 ans	223.049	187.992	35.057	160.303	62.746
45 - 54 ans	125.544	108.897	14.647	87.814	35.730
55 - 64 ans	73.480	66.229	7.251	49.623	23.857
65 ans et plus	39.995	35.845	4.150	25.813	14.182
TOTAL	1.910.630	1.435.676	456.954	1.396.150	514.480

Pourcentages de chaque groupe d'âge					
10 - 14 ans	28	36	19	59	12
15 - 19 ans	22	32	13	46	9
20 - 24 ans	16	25	8	33	6
25 - 34 ans	13	21	6	31	5
35 - 44 ans	12	16	4	27	5
45 - 54 ans	9	15	2	19	4
55 - 64 ans	7	13	2	16	4
65 ans et plus	5	9	1	12	3
TOTAL	15	22	7	33	6

Source : Le recensement de 1956, volume II.

Tableau 82 : POPULATION ANALPHABETE SELON LE SEXE ET L'AGE DE L'IRAN
 COMPAREE A DEUX PAYS VOISINS, en 1965 ou 1966.

- en milliers et en pourcentage -

Groupes d'âges		15 ans et +	10-14 ans	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	65 ans et +	Inconnu
Pays et sexe												
IRAN (1966)												
Hommes : Nombre		4.663,1	557,0	535,9	465,6	411,1	1.117,8	1.107,1	650,8	468,1	442,4	-
%		67	13	34	44	52	67	74	77	82	86	-
Femmes : Nombre		5.744,5	740,2	897,2	769,5	721,2	1.475,2	1.133,4	692,7	511,8	440,5	-
%		87	18	63	72	81	89	92	94	97	97	-
Hommes+Femmes %		77	15,5	48,5	58	66,5	78	83	85,5	89,5	91,5	-
IRAK (1965)												
Hommes : Nombre		1.316,2	-	169,2	115,7	118,2	124,0	281,8	216,4	138,5	170,1	498,0
%		63	-	32	35	43	55	72	80	81	88	75
Femmes : Nombre		1.761,6	-	307,0	225,2	220,2	226,7	337,9	170,9	156,5	206,6	708,6
%		85	-	67	71	79	86	91	73	94	95	88
TURQUIE (1965)												
Hommes : Nombre		3.240,0	1.065,3	436,5	303,8	231,0	596,6	593,3	525,5	582,4	407,2	552,3
%		35	22	21	20	20	27	35	49	64	77	39
Femmes : Nombre		6.617,6	1.129,7	782,2	664,1	685,1	1.612,8	1.232,6	871,4	860,2	691,3	763,1
%		73	25	43	48	59	70	77	85	92	95	52
(1) Compris dans le groupe d'âge 25 - 29 ans.												

Source : Annuaire Education dans le monde UNESCO 1972.

Tableau 83 : POPULATION ALPHABETE DE L'IRAN SELON LE SEXE
ET L'AGE EN 1971

- en centaines -

	Hommes + Femmes			Femmes			Anal- phabètes
	Hommes +Femmes	Alphabètes		Total 6ans& +	Alphabètes		
		Nombre	%		Nombre	%	
Total							
6 ans et +	233.196	82.249	36,9	109.233	27.845	25,5	74,5
6 ans	8.568	604	7,0	4.029	197	4,9	95,1
7 - 9 ans	26.440	13.063	49,4	12.813	5.175	40,4	59,6
10 - 14 ans	38.365	24.526	63,9	18.063	9.047	50,1	49,9
15 - 19 ans	27.621	14.964	54,2	13.917	5.589	40,2	59,8
20 - 24 ans	17.957	6.911	38,5	10.457	2.786	26,6	73,4
25 - 29 ans	16.530	5.268	31,9	9.014	1.712	19,0	81,0
30 - 34 ans	16.366	4.241	25,9	8.301	1.054	12,7	87,3
35 - 39 ans	16.330	3.591	22,0	7.988	774	9,7	90,3
40 - 44 ans	14.145	2.941	20,8	6.478	596	9,2	90,8
45 - 49 ans	11.307	2.318	20,5	4.736	397	8,4	91,6
50 - 54 ans	8.819	1.480	16,8	4.168	208	5,0	95,0
55 - 59 ans	4.799	675	14,1	2.182	93	4,3	95,7
60 - 64 ans	6.104	678	11,1	2.796	114	4,1	95,9
65 ans et +	9.857	989	10,0	4.291	103	2,4	97,6

Source : Organisation du plan 1971 - Public. n° 349.

Population : 10 ans + (en centaines)

<u>Total</u>	<u>Alphabètes</u>	<u>%</u>
198.188	68.582	34,60
	<u>Analphabètes</u>	<u>%</u>
	129.606	65,40

Tableau 84 : L'ALPHABETISME DE LA POPULATION MASCULINE
PAR AGE, EN 1971, IRAN ENTIER.

Groupes d'âges	Total	Alphabètes	Alphabètes %	Analphabètes %
Total 6 ans et +	113.963	54.404	47,7	52,3
6 ans	4.539	407	8,9	91,1
7 - 9 ans	13.627	7.888	57,9	42,1
10 - 14 ans	20.302	15.479	76,2	23,8
15 - 19 ans	13.704	9.375	68,4	31,6
20 - 24 ans	7.500	4.125	55,0	45,0
25 - 29 ans	7.516	3.556	47,3	52,7
30 - 34 ans	8.065	3.187	39,2	60,8
35 - 39 ans	8.342	2.817	33,7	66,3
40 - 44 ans	7.667	2.345	30,6	69,4
45 - 49 ans	6.570	1.921	29,2	70,8
50 - 54 ans	4.651	1.272	27,3	72,7
55 - 59 ans	2.617	582	22,3	77,7
60 - 64 ans	3.308	564	17,0	83,0
65 ans et +	5.566	886	15,9	84,1

Tableau 85 : POPULATION ALPHABETE URBAINE DE L'IRAN SELON L'AGE

	Hommes + Femmes			Femmes		Anal- phabètes	
	Populat. totale	Alphabètes		Alphabètes			
		Nombre	%	Nombre	%	%	
Total							
6 ans et +	19.616.800	15.635.500	58,6	14.724.400	12.272.500	48,1	51,9
6 ans	319.400	35.000	10,9	154.500	14.900	9,6	90,4
7 - 9 ans	1.068.500	800.500	74,9	380.600	380.600	71,7	28,3
10 - 14 ans	1.705.200	1.515.800	88,9	818.300	684.800	83,7	16,3
15 - 19 ans	1.313.600	1.055.500	80,3	648.700	429.900	72,4	27,6
20 - 24 ans	819.700	530.400	64,7	476.000	253.700	53,3	46,7
25 - 29 ans	735.100	408.200	55,5	386.700	155.500	40,2	59,8
30 - 34 ans	714.800	331.600	46,4	351.400	97.600	27,8	72,2
35 - 39 ans	700.200	271.200	38,3	346.600	74.300	21,4	78,6
40 - 44 ans	592.300	227.000	38,6	267.700	55.600	20,8	79,2
45 - 49 ans	470.100	172.300	36,6	194.900	37.700	19,3	80,7
50 - 54 ans	366.100	111.200	30,4	174.500	19.500	11,2	88,8
55 - 59 ans	198.800	55.300	27,8	92.300	8.700	9,4	90,6
60 - 64 ans	233.500	49.400	21,1	108.200	10.200	9,4	90,6
65 ans et +	379.500	72.100	19,0	174.000	9.500	5,4	94,6

Source : Organisation du plan 1971 - Public. n° 343.

Tableau 86 : POPULATION MASCULINE URBAINE SELON
L'ALPHABETISME ET L'AGE

Groupes d'âges	Total Hommes	Alphabètes Hommes	Alphabètes %	Analphabètes %
Total 6 ans et +	4.892.400	3.363.000	68,7	41,3
6 ans	164.900	20.100	12,2	87,8
7 - 9 ans	687.900	419.900	61,0	39,0
10 - 14 ans	886.900	831.000	93,7	6,3
15 - 19 ans	664.900	625.600	94,0	6,0
20 - 24 ans	347.700	276.700	79,5	20,5
25 - 29 ans	348.400	252.700	72,5	27,5
30 - 34 ans	363.400	234.000	64,4	35,6
35 - 39 ans	353.600	196.900	55,6	34,4
40 - 44 ans	324.600	171.400	52,8	47,2
45 - 49 ans	275.200	134.600	48,9	51,1
50 - 54 ans	191.600	91.700	47,8	52,2
55 - 59 ans	106.500	46.600	43,7	56,3
60 - 64 ans	125.300	39.200	31,2	68,8
65 ans et +	205.500	62.600	30,4	69,6

Tableau 87 : POURCENTAGE D'ANALPHABETES EN TURQUIE SELON
L'AGE ET LE SEXE EN 1970

- Résultats d'un échantillonnage de 1 % du
recensement -

Ages	Total	Hommes	Femmes	Ages	Total	Hommes	Femmes
6 ans	82,8	81,2	84,4	7 - 9ans	42,2	37,4	47,7
7 ans	56,6	54,0	59,5	10 -14ans	23,3	15,3	32,2
8 ans	39,9	35,2	45,0	15 -19ans	26,1	13,9	39,0
9 ans	26,4	21,7	31,4	20 -24 ans	30,5	12,3	51,0
10 ans	29,3	22,4	37,0	25 -29ans	39,6	18,7	59,6
11 ans	19,5	14,5	25,0	30 -34 ans	48,0	25,5	67,7
12 ans	23,5	14,6	33,6	35 -39ans	51,7	31,8	72,1
13 ans	20,5	10,9	31,2	40 -44ans	56,3	35,9	76,9
14 ans	20,1	11,0	31,4	45 -49ans	57,2	38,5	77,6
15 ans	27,1	14,7	40,4	50 -54ans	68,2	49,8	85,1
16 ans	23,6	12,3	35,3	55 -59ans	68,9	53,2	86,9
17 ans	23,2	12,1	34,5	60 -64ans	80,0	66,7	92,0
18 ans	31,5	16,4	22,8	65 ans et plus	84,1	74,0	92,8
19 ans	23,1	13,0	36,2				
20 ans	37,7	14,9	58,3				
21 ans	17,5	6,7	38,3				
22 ans	30,0	13,7	47,3				
23 ans	29,0	12,6	47,8				
24 ans	29,4	12,1	49,0				

Source : Statistical yearbook of Turkey 1973.

Tableau 88 : NOMBRE DE CLASSES POUR L'ALPHABETISATION EN
1968 - 1969 - 1970 (Lutte contre analphabétisme)
(Deux promotions)

Départements	1968		1969		1970	
	Classes		Classes		Classes	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
TOTAL	17.294	11.120	18.211	11.668	20.257	8.730
O. Markazi (central)	2.151	2.627	2.093	2.377	1.473	1.569
Guilân	1.116	906	1.084	1.063	424	607
Mâzandarân	1.068	709	1.146	962	1.411	1.079
Azarbaydjan est	1.066	328	1.309	408	1.457	376
Azarbaydjan ouest	575	210	678	204	813	212
Kermânchâhân	675	258	764	343	400	244
Khouzestan	824	499	923	527	599	354
Fârs	1.694	1.524	1.297	1.233	974	1.043
Kermân	593	531	718	577	791	496
Khorâssân	763	705	775	740	592	542
Esfahân	571	710	662	961	-	-
Sistan-Baloutchestan	205	47	298	77	317	131
Kordestan	672	103	817	108	809	107
Hamadan	176	128	948	353	243	118
Semnan	118	167	54	137	95	99
Lorestân	1.117	389	213	200	850	286
Iles et ports d'Oman	180	106	203	91	361	138
Tchehârmahâl Bakhtiari	120	148	252	172	291	143
Ilâm	145	31	249	44	271	56
Kohkilouyê-Boweyr	91	19	136	35	200	107
Ahmadi	-	-	-	-	-	-
Zandjan	-	-	-	-	246	62
Yazd	91	103	80	117	60	117

Source : Annuaire de statistiques 1972.

Tableau 89 : NOMBRE D'ELEVES DES CLASSES D'ALPHABETISATION
(Deux promotions) EN 1968 - 1969 - 1970 -

(en milliers)

Départements	1968		1969		1970		1971
	Nombre d'élèves		Nombre d'élèves		Nombre d'élèves		Hommes +
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Femmes
TOTAL	534	327	532	331	465	228	-
O. Markazi (centr.)	59	68	58	58	39	34	18
Guilân	39	29	36	33	11	16	7
Mâzandarân	38	22	39	28	42	33	13
Azarbaydjan est	44	11	51	14	51	12	28
Azarbaydjan ouest	18	6	24	6	27	6	-
Kermânchânân	18	7	20	9	9	6	5
Khouzestan	43	41	48	40	40	30	50
Fârs	47	42	36	32	27	26	14
Kermân	20	16	22	19	20	14	6
Khorâssân	28	25	26	25	19	15	19
Esfahân	20	23	22	30	-	-	6
Sistan-Balout- chestan	6	1	9	2	8	3	2
Kordestan	20	2	22	2	22	2	8
O. Saheli (côtier)	5	3	5	2	10	3	5
Hamadan	6	4	7	11	6	3	7
Semnân	3	4	2	3	2	2	2
Lorestân	35	12	27	6	23	9	7
Tchehârmahâl Bakhtiari	4	5	8	5	9	3	3
Ilâm	5	1	7	1	7	1	2
Kohkiloué-Boweyr Ahmadi	3	-	5	1	8	4	-
Zandjan	-	-	-	-	7	1	5
Yazd	3	3	3	4	2	3	2

Source : Annuaire de statistiques 1972.

La différence à tous les âges entre l'Iran et l'Irak est infinitésimale aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

Par contre, entre la Turquie et l'Iran, on constate de grandes différences comme nous l'avions vu plus haut.

Ici, en étudiant le même phénomène par groupes d'âge, on peut faire des constatations très importantes.

1°) Entre l'Iran et la Turquie, il y a une différence de 20 années (20 ans de retard pour l'Iran sur la Turquie) en ce qui concerne l'alphabétisation des femmes. En effet, en 1966, les femmes iraniennes de 15-19 ans étaient analphabètes dans la proportion de 72 %. Or, en 1965, les femmes turques de 35-44 ans étaient analphabètes à peu près dans la même proportion : 77 %.

2°) La distance entre les deux pays était encore plus importante en ce qui concernait les hommes : en 1966, les hommes d'Iran de 15-19 ans étaient analphabètes à 44 % contre à peu près dans la même proportion pour les hommes turcs de 40-44 ans, soit un retard de l'Iran sur la Turquie de 25 ans environ.

Si l'on peut faire confiance aux données de l'enquête de 1971, les comparaisons entre l'Iran et la Turquie montrent une légère diminution de l'écart entre les deux pays.

Les femmes iraniennes de 15-19 ans (en 1971) sont analphabètes dans la proportion de 60 %. On trouve la même proportion chez les femmes

turques de 25-29 ans (en 1970), soit un écart de 10 ans. On voit ainsi que la différence a diminué de moitié en 5 ans.

Les hommes iraniens de 15-19 ans (1971) sont, eux, analphabètes à 31,6 %. On trouve la même proportion chez les hommes turcs (1970) de 35-39 ans (31,8 %). L'écart entre iraniens et turcs n'est plus que de 20 ans au lieu de 25 ans en 1966 (voir figure 41).

Dans les deux pays, il y a de très grandes différences entre les générations. On peut cependant remarquer que l'alphabétisation de la population turque était déjà plus avancée qu'en Iran au début du siècle. En effet, quand on compare les pourcentages d'illettrés des turcs et des iraniens (hommes) de 65 ans et plus (les personnes nées au plus tard en 1905-1906), on constate déjà une différence assez importante : turcs analphabètes 74 % et iraniens analphabètes 69,6 %.

En Turquie, toujours d'après l'observation de la figure 41, l'analphabétisme diminue rapidement en allant vers les jeunes générations. L'écart maximum entre les deux pays est atteint dans le groupe d'âge de 25-29 ans : iraniens 52,7 %, turcs 18,7 % (hommes).

La diminution de la proportion d'analphabètes chez les hommes turcs est très brutale en passant du groupe d'âge de 50-54 ans à celui de 45-49 ans, alors que chez les hommes iraniens la diminution est beaucoup plus lente.

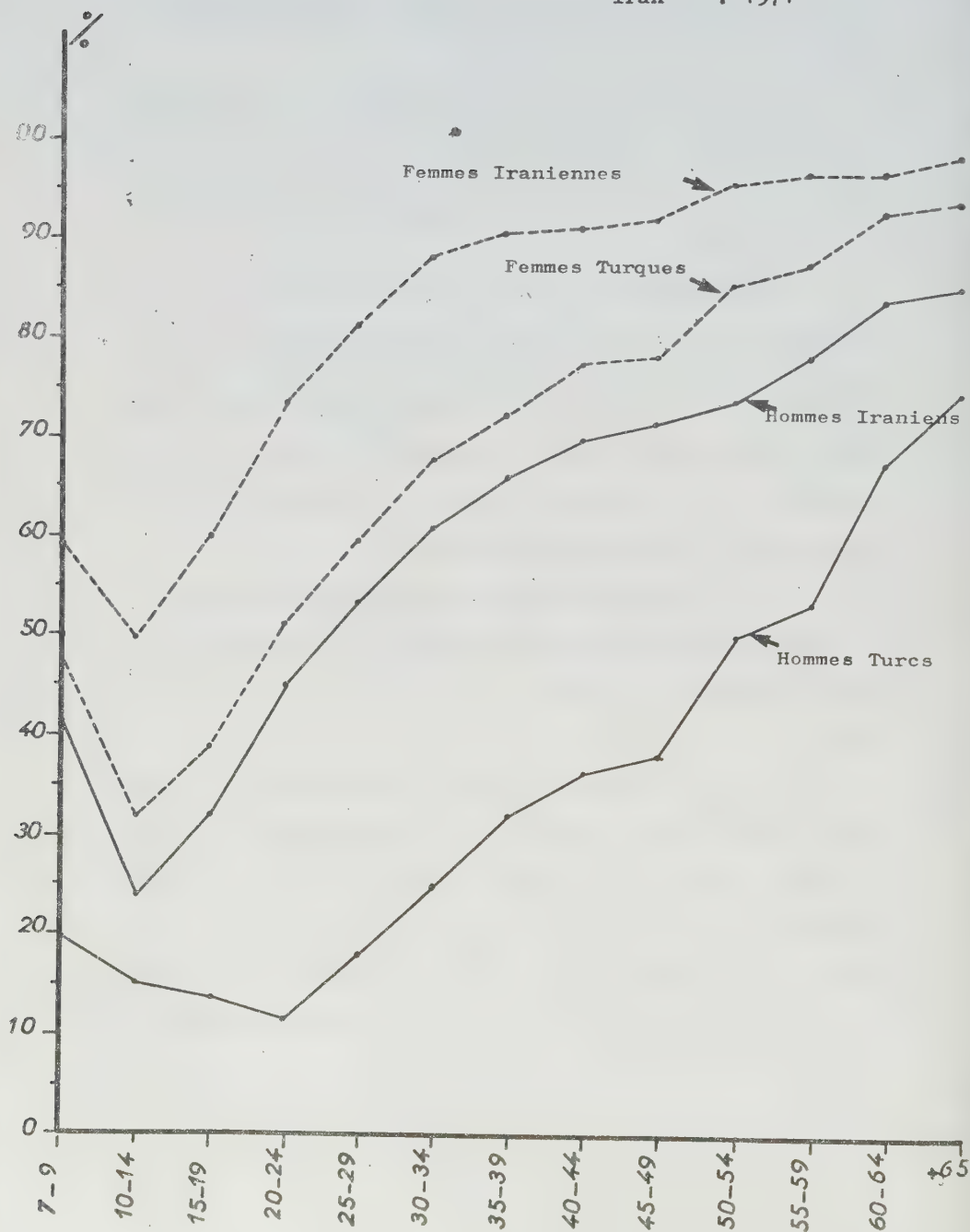
Pour la Turquie, il s'agit des hommes nés entre 1921 et 1925 (groupe âgé de 45-49 ans). Ils ont donc été à l'école (théoriquement) entre

Fig. 41 Les proportions d'analphabètes en IRAN et en TURQUIE selon âge et le sexe.

418 41

411

Turquie : 1970
Iran : 1971



1927 et 1931. Nous pensons que cette brutale diminution des analphabètes en Turquie depuis cette date est due à l'adoption, en 1928, par ce pays de l'alphabet latin à la place de l'alphabet arabe qui semble adapté uniquement à la langue arabe. Le succès turc dans la lutte contre l'analphabétisme a conduit certains intellectuels iraniens à préconiser la même solution à l'Iran.

Jusqu'ici les propositions des intellectuels, souvent les plus éminents (1), se sont heurtées à l'intransigeance des milieux obscurantistes. Le débat n'est pas achevé à ce sujet.

A notre avis, l'alphabet latin pourrait constituer un puissant levier contre l'analphabétisme et du même coup contre l'obscurantisme. Il ne faut cependant pas exagérer le rôle de l'alphabet latin dans la lutte contre l'analphabétisme. La Turquie a adopté ce dernier alphabet depuis plus de 45 ans, sans que l'analphabétisme soit disparu pour autant. L'alphabetisation dépend surtout des structures socio-économiques.

§ 1 E - LES COMPARAISONS INTERDEPARTEMENTALES DES PROPORTIONS D'ANALPHABETES.

Nous avons vu plus haut que près de 45 % des hommes étaient analphabètes en 1968, mais nous allons voir que cette proportion est une moyenne qui ne peut expliquer la société iranienne dans son ensemble.

(1) Entre autres Saïd Naficy - L'alphabet arabe utilisé en Iran.

Un seul département, celui de Téhéran, autrement dit Ostan Markazi, se trouve en-dessous de la moyenne nationale. Dans tous les autres départements, la proportion des hommes illettrés est de 47 % et plus. Dans deux départements, Oman et Kohkilouyeh, plus des 3/4 des hommes sont illettrés (voir figure 42 et tableau 90).

Après le département Markazi, celui où il y a le moins d'illettrés est Esfahân : 47 %. Celui-ci étant le plus industrialisé d'Iran, suggère qu'il y a là une certaine relation entre l'industrialisation et l'alphabétisation. Nous reviendrons sur ce problème.

Il est possible que la campagne d'alphabétisation fonctionnelle de jeunes adultes iraniens entreprise dès 1967 sous l'égide de l'UNESCO, prévoyant l'alphabétisation de 100.000 jeunes ouvriers sur 200.000 analphabètes dans la ville d'Esfahân, ait pu contribuer à diminuer la proportion d'illettrés à partir de 1968 (1).

Cependant, nous allons voir que, déjà avant l'expérience de l'UNESCO, la proportion d'analphabètes a toujours été moins élevée dans ce département qu'ailleurs, exception faite, bien entendu, du département de Téhéran.

En ce qui concerne les proportions de femmes analphabètes dans les différents départements, les différences sont moins importantes mais à un niveau très élevé de femmes illettrées.

(1) Cf. "Possibilités et limites de l'alphabétisation fonctionnelle : l'expérience iranienne" - Série Etudes et documents d'Education n° 9 - UNESCO - PARIS 1973.
Il faut remarquer que la ville d'Isfahân est connue comme un centre de culture et d'art dès le règne des Safavides (16ème siècle). D'autre part, l'industrie moderne (surtout le textile) a connu des grands progrès au cours de ces quarante dernières années dans cette ville.

Dans le département de Téhéran, moins de la moitié des femmes (6 ans et plus) est illettrée. Mais, outre ce département, deux autres départements se trouvent en-dessous de la moyenne nationale (75 %) : Esphahan et Hamadan.

La proportion la plus élevée de femmes illettrées concerne le département de Khorassan : 96 %. Ceci s'explique essentiellement par le fait que la population de ce département est le plus fanatiquement religieux de toute l'Iran. (1)

Les proportions d'analphabètes chez les hommes urbains descendent jusque 28-29 % dans les départements de Téhéran (Markazi) et de Hamadan.

Dans le deuxième groupe de départements qui entourent les deux que nous venons de citer, les pourcentages varient entre 34 et 40 %. Le troisième groupe de départements (42-43 % d'analphabètes) est situé au sud-est des précédents. Seul, dans le département de Khorassan, la proportion d'analphabètes chez les hommes urbains atteint 51 % (voir figure 43 et tableau 91).

On remarque que les différences entre les localités urbaines des départements sont beaucoup moins accusées (comparer tableaux 90 et 91). Mis à part les départements de Téhéran, de Hamadan et de Khorassan, les proportions d'analphabètes varient dans d'étroites limites : 34 à 43 %.

(1) Les lieux de pèlerinage du chiisme se trouvent sur le territoire de ce département.

Fig. 42 Les proportions d'analphabètes (hommes) selon les départements en 1968 (6 ans et plus)

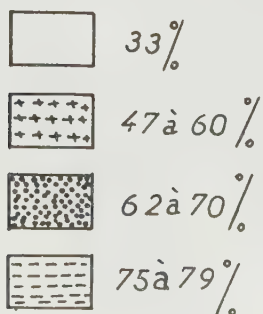
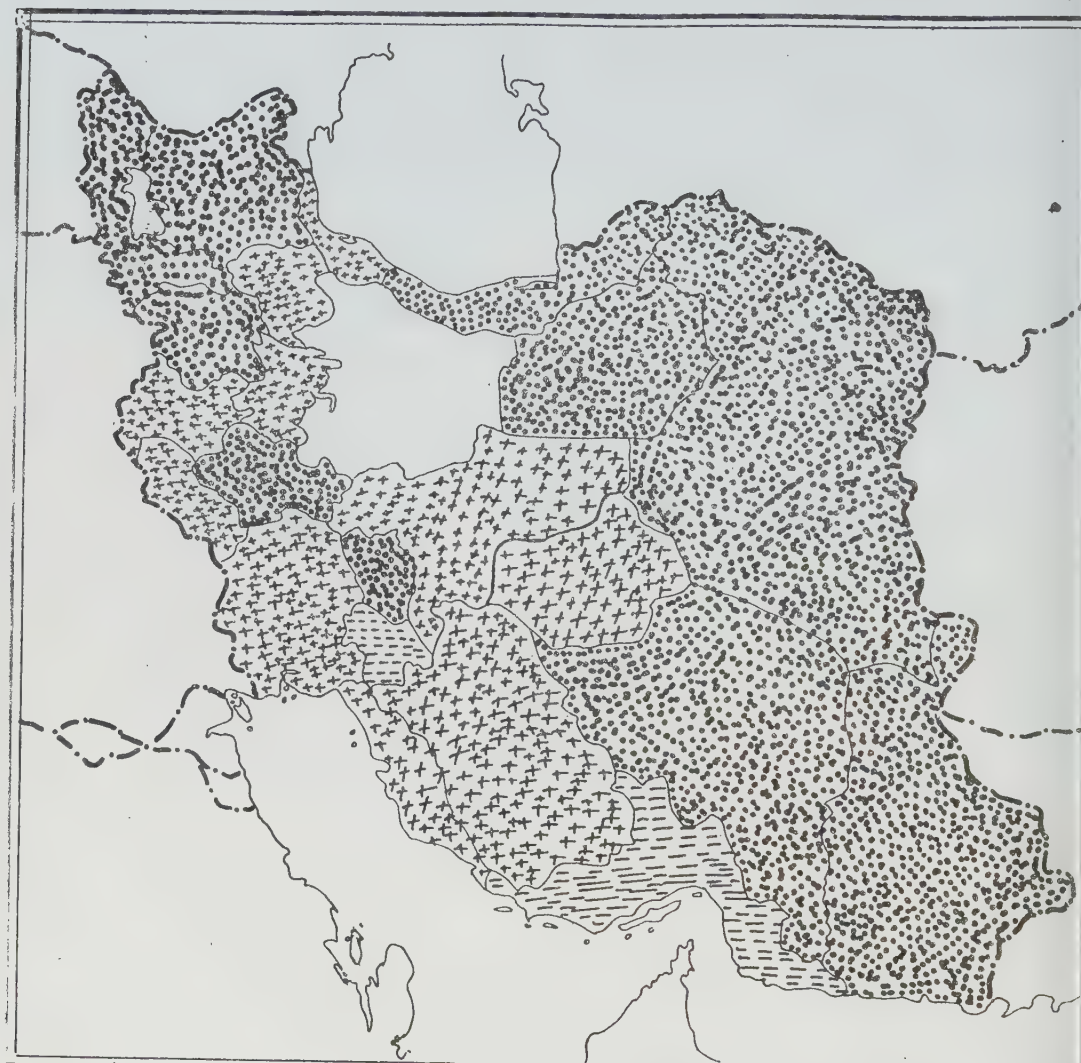


Tableau 90 : PROPORTIONS D'ANALPHABETES DANS LES 20 DEPARTEMENTS
D'IRAN SELON LE SEXE

- Population 6 ans et plus en 1968 -

Ostans et farmandarikols (Départements)	Hommes	Femmes
Total	44,7	75,3
O. Markazi (central)	32,6	47,7
Guilân	60,5	82,7
Mâzandarân	62,7	88,4
Azarbaydjan	69,8	89,1
Kermânc'hâhân	57,5	82,7
Khouzestan	49,8	77,3
Fârs	59,8	78,8
Kermân	64,7	90,6
Khorâssan	62,2	96,2
Esfahân	46,6	67,8
Sistan-Baloutchestan	67,4	89,7
Kordestan	65,1	90,9
Hamadan	50,7	69,2
Semnân	62,3	82,5
Lorestân	63,9	90,3
Iles et ports d'Oman	78,6	94,3
Tchehârmahâl Bakhtiari	64,8	88,2
Iles-Ports Golf Persique	59,1	81,7
Ilâm	50,9	73,5
Kohkiloué-Boweyr Ahmadi	75,6	93,7

Cette observation se vérifie également chez les femmes urbaines.

Dans deux départements (Markazi et Hamadan), les proportions d'analphabètes sont relativement faibles : respectivement 46 et 49 % (1). Par contre, à Khossan, elle est anormalement élevée, du fait du fanatisme religieux : 88 %.

En revanche, les proportions dans les autres localités urbaines des départements varient comme pour les hommes dans d'étroites limites : 53 à 70 %, cependant ces variations sont un peu plus importantes chez les femmes que chez les hommes urbains. Il faut dire aussi que ces proportions se rapprochent seulement à un niveau assez élevé.

§ 2 - LE STOCK D'EDUCATION DE LA POPULATION

Le terme "stock d'éducation" peut paraître un peu barbare lorsqu'il est appliqué à un phénomène urbain. Cependant, on n'a pas trouvé mieux pour pondérer la population d'un pays par son niveau d'éducation.

Une population de 100 millions d'analphabètes ne peut être comparée à une autre population de 100 millions dont les individus auraient fait en moyenne 7 ou 8 années d'études. Du point de vue culturel, la différence est de 1 à 7 ou 8, mais du point de vue des démographes, il n'y a aucune différence entre les deux populations si certains taux de mouvement (natalité, mortalité, etc ...) sont identiques.

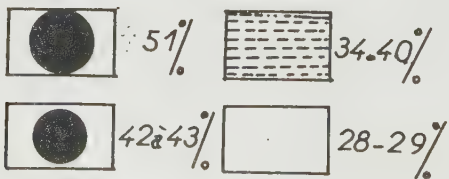
(1) Les données de Sistan-Baloutchestan semblent entachées d'erreurs manifestes.

Tableau 91 : REPARTITION DES ANALPHABETES URBAINS 6 ANS
ET PLUS SELON LE SEXE ET DEPARTEMENTS EN 1968

- En pourcentage -

Ostans et farmandarikols (Départements)	Hommes	Femmes
Total	33,6	54,3
O. Markazi (central)	27,9	46,4
Guilân	40,5	60,8
Mâzandarân	39,9	66,7
Azarbaydjan	37,4	63,0
Kermânchâhân	33,6	54,6
Khouzestan	38,9	62,1
Fârs	36,1	58,3
Kermân	43,1	66,4
Khorâssân	50,9	88,1
Esfahân	37,5	56,9
Sistan-Baloutchestan	28,1	64,9
Hamadan	28,8	48,9
Semnân	36,0	52,6
Lorestân	33,8	55,5
Iles et ports d'Oman	42,0	70,0
Tchehârmahâl Bakhtiâr#	37,6	62,7
Iles ports Golf Persique	39,6	58,7
Ilâm	35,0	56,2
Kohkilouyé-Boweyr	40,4	66,8

Fig 42 Les proportions d'analphabètes chez les hommes urbains selon les départements en 1968 (8 ans et plus).



Pour mesurer la durée moyenne des études (en nombre d'années), il faut multiplier chaque fraction de la population par le nombre d'années d'études correspondant, additionner les produits et les coefficients de pondération (en l'occurrence nombre d'années d'études), ensuite diviser le premier total par le second selon le schéma suivant :

P = population alphabète

P_1 = fraction de population ayant fait une année d'études

P_2 = fraction de population ayant fait deux années d'études, etc...

N = nombre d'années d'études

N_1 = une année

N_2 = deux années, etc...

$P = P_1 \dots\dots P_n$

$N = n_1 \dots\dots n_n$

Une fois le stock d'éducation total calculé, on le divise par le chiffre de la population concernée, comme on le fait pour une moyenne arithmétique :

$$Sm = \frac{St}{P}$$

Sm = Durée moyenne d'étude par personne

St = Stock d'éducation

P = Population (10 ans et plus)

Il y a un peu plus de 10 ans, une équipe de chercheurs dirigée par M. Michel Debeauvais avait calculé le stock d'éducation de la population française (1) avec deux méthodes différentes :

(1) L'éducation de la population française et son évolution de 1850 à 1980 - IEDES - PARIS 1963

1°) à partir des données du recensement de 1954 avec la formule précédente à quelques approximations près ;

2°) à partir des taux de scolarisation par âge et groupe d'âge.

Nous avons utilisé pour notre compte, pour l'Iran, les données des deux recensements 1956-1966 et celles résultant de l'enquête de 1971 bien qu'elles ne soient pas très précises. Nous n'utiliserons pas ces dernières données pour nos projections, mais elles serviront tout de même ~~un~~ point de repère.

A titre de comparaison, nous avons également calculé le stock d'éducation de la population turque à partir des résultats du recensement de 1970 (1).

La comparaison avec la France est assez délicate, étant donné que le ~~stock~~ d'éducation moyen de la population française est calculé pour les français de 14 ans et plus. Or, pour l'Iran, nous avons effectué nos calculs pour les iraniens de 10 ans et plus.

La comparaison avec la Turquie est plus facile (et aussi plus significative) car nous avons pu calculé le stock d'éducation pour les turcs de 11 ans et plus. La différence avec les iraniens (10 ans et plus) n'est pas très grande.

Nos projections pour la population iranienne ne sont qu'une simple extrapolation d'après le taux de croissance moyen observé entre 1956 et

(1) Données sur le niveau d'instruction de la population, publiées dans Statistical year - Book of Turkey 1973 - Tableaux 31 et 32.

1966. Les projections pour la population française sont effectuées de la même manière. Pour la Turquie, il ne nous a pas été possible de faire des projections.

En 1974, le stock d'éducation moyen de la population française est de 9,70 années de scolarité, soit 3,5 fois plus que celui de la population iranienne, qui est de 2,75 années d'études d'après nos calculs (voir figure 44).

Par contre, le taux de croissance annuel du stock d'éducation moyen de la population iranienne (10 ans et plus) est nettement plus élevé (3,26 %) que celui de la population française (14 ans et plus) qui est de 0,64 % entre 1954 et 1961.

Pour que l'Iran rattrape le niveau français de 1974, il faudrait 39 années au rythme actuel de + 3,26 % par an ; à ce moment là, le stock moyen français atteindra 12,5 ans. Pour que le stock moyen d'éducation de la population iranienne soit égal à celui de la France, si les taux de croissance observés restent invariables, il faudrait attendre l'année 2033, c'est-à-dire encore 49 années. A ce moment, la durée moyenne de la scolarité serait, dans les deux pays, de 13,25 années. Il s'agit là d'une hypothèse (taux de croissance invariables dans les deux pays pendant un demi siècle) formulée pour évaluer, au moins grossièrement, le retard de l'Iran sur un pays développé tel que la France.

La comparaison avec la Turquie, dont nous avons calculé le stock moyen d'éducation de la même manière, met en évidence un certain retard à ce niveau global. En 1970, la durée moyenne de la scolarité de la population iranienne (10 ans et plus) était de 2,45 années contre 3,75 années en

Turquie (population 11 ans et plus) (voir figure 44).

Le niveau moyen relativement bas du stock d'éducation iranien par rapport à la Turquie s'explique par une plus grande proportion d'illettrés en Iran (cf. Supra).

Lorsqu'on étudie le niveau d'études de la seule fraction alphabète de la population dans les deux pays, nous croyons pouvoir affirmer que le niveau iranien est plus élevé.

Voici la répartition en pourcentage de la population alphabète dans les deux pays selon le niveau d'instruction :

<u>1 9 7 1</u>		<u>1 9 7 0</u>	
Population alphabète iranienne 10 ans et plus		Population alphabète turque 11 ans et plus	
TOTAL	100,0	.....	100,0
Sans certificat ...	10,9	.....	20,9
Primaire	61,0	.....	62,9
Secondaire	25,6	.....	14,2
Supérieur	2,3	.....	1,8
Non classé	0,6	.....	0,1

Ce tableau montre très clairement que le niveau d'études de la population alphabète iranienne est très nettement supérieur ^{celui} à ~~celle~~ de la Turquie. La proportion des iraniens ayant fait des études au-delà du primaire (secondaire + supérieur) est de 28 % contre seulement 16 % pour les turcs. Cette constatation rejoint celle que nous avons notée dans la deuxième partie : le secondaire (en particulier le secondaire général) est plus développé en Iran qu'en Turquie; contrairement à l'enseignement primaire où le retard iranien est manifeste.

Le développement de l'enseignement primaire peut être considéré comme plus démocratique que l'enseignement secondaire pour les raisons suivantes :

1°) le coût des études à la charge des familles est infiniment moins élevé au niveau primaire, ce qui fait que ce niveau est ouvert à un public plus grand;

2°) le secteur privé, dont le but universel est la maximisation du profit, occupe, au niveau primaire, une proportion beaucoup moins grande (cf. 2ème partie), par conséquent, les écoles publiques où l'enseignement est fatalement gratuit (parce que déclaré solennellement universel et obligatoire).

Le niveau secondaire est plus important chez les filles iraniennes que chez les garçons. Leur proportion est deux fois plus importante en Iran qu'en Turquie (voir tableau ci-dessous).

D'une manière générale, aussi bien pour les garçons que pour les filles, on peut formuler les remarques suivantes : la scolarité est certes peu développée en Iran, mais ceux qui vont à l'école poursuivent leurs études très longtemps ; en tout cas, beaucoup plus longtemps que leurs homologues turcs.

<u>IRAN - 1971</u>		<u>TURQUIE - 1970</u>	
Femmes alphabètes 10 ans et plus		Femmes alphabètes 11 ans et plus	
TOTAL	 100,00	.....	100,00
Sans certificat	5,5	.....	20,6
Primaire	 65,2	.....	64,6
Secondaire	 27,3	.....	13,7
Super	 1,3	.....	0,9
Non classé	 0,7	.....	0,2

§ 3 - LES CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES.

Le rôle de l'éducation dans la mobilité sociale a été maintes fois avancé dans les sociétés où la culture est offerte quasi gratuitement à la population sans distinction de classes sociales. Cependant, il a été récemment démontré que la gratuité de l'enseignement n'assure pas automatiquement la promotion des "classes inférieures". L'école peut être organisée de telle sorte que la société reproduise ses classes sociales en réduisant au minimum la promotion des enfants de certaines catégories socio-professionnelles (1).

Dans le cas de l'Iran, on ne peut pas déterminer le rôle de l'école dans la mobilité ou le blocage social. Nous tenterons cependant de déterminer le rôle de l'éducation dans les changements intervenus dans la structure socio-professionnelle de la population employée.

(1) Cf. Chr. Baudelot et R. Establet "L'école capitaliste en France"-
Edit. François Maspéro - Cahiers libres 213-214 - Paris 1974.

Fig. 44 Le stock d'éducation moyen de la population iranienne comparée aux populations française et turque.

426

Tendances antérieures et projections

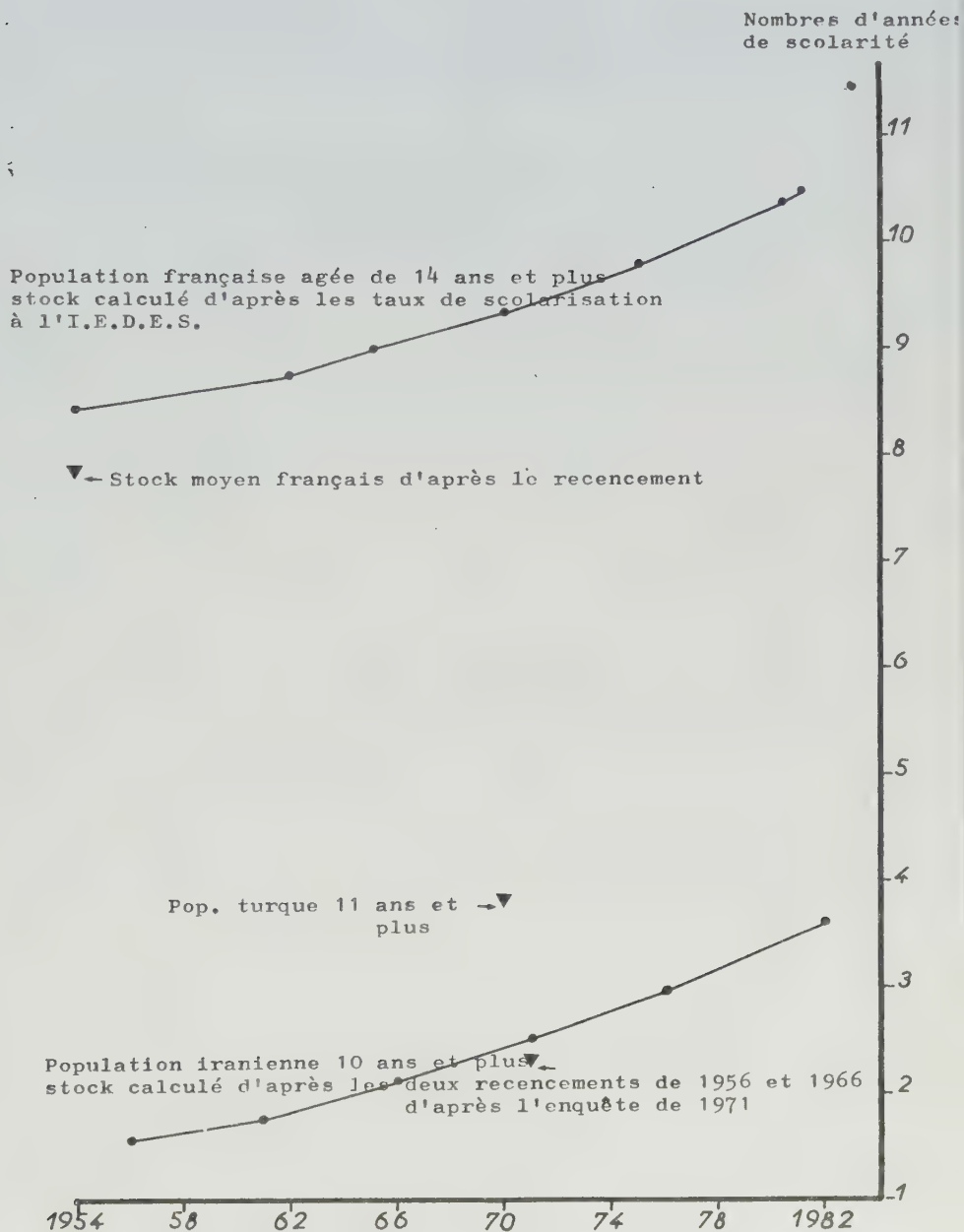


Tableau 92 : NIVEAU D'ETUDE DE LA POPULATION ALPHABETE DE L'IRAN
DE 10 ANS ET PLUS SELON L'HABITAT ET LE SEXE

- Recensement 1956 -

	Iran entier			Zones urbaines			Zones rurales		
	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F
Total alphabètes	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sans certification	24,2	24,4	24,0	16,3	18,4	10,6	35,0	36,8	15,3
1 à 3 ans	13,7	12,3	15,2	13,2	11,4	14,2	17,8	17,3	24,1
4 à 6 ans	21,0	21,1	24,6	20,7	19,4	23,8	25,3	24,7	32,0
7 ans	22,0	20,0	26,8	24,8	23,6	27,6	14,4	14,0	19,3
8 à 9 ans	11,7	11,0	13,8	14,3	14,1	14,7	4,7	0,4	5,4
10 à 11 ans	4,9	4,7	5,4	6,1	6,2	5,8	1,5	1,5	1,5
12 ans	2,0	2,3	2,0	3,0	3,4	2,2	0,4	0,4	0,4
Supérieur	1,7	2,0	0,5	2,2	2,9	0,6	0,2	0,2	0,2
Non déterminé	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	1,2

Tableau 93 : NIVEAU D'ETUDE DE LA POPULATION ALPHABETE
DE 10 ANS ET PLUS SELON L'HABITAT ET LE SEXE

- Recensement 1966 -

(en %)

	Iran entier			Zones urbaines			Zones rurales		
	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F
Sans certificat	12,5	15,4	5,3	9,0	11,2	5,0	21,2	23,3	7,0
1 à 3 ans	17,8	17,2	19,4	22,3	12,9	16,6	26,9	25,2	39,1
4 à 6 ans	22,3	21,9	23,6	20,2	18,9	22,7	27,6	27,3	29,6
6 ans	22,3	21,2	25,1	25,0	24,4	26,3	15,6	15,5	16,7
7 à 9 ans	12,7	11,8	14,8	16,0	15,8	16,3	4,5	4,5	4,3
10 à 11 ans	3,7	3,6	4,0	4,8	5,0	4,4	1,0	1,0	1,0
12 ans	5,3	5,2	5,6	6,6	6,8	6,3	2,1	2,2	1,2
Supérieur	2,3	2,7	1,3	3,2	4,1	1,5	0,2	0,3	0,1
Non déterminé	6,4	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5	0,8
Total	100,0								

Tableau 94 : NIVEAU D'ETUDE DE LA POPULATION ALPHABETE DE 10 ANS ET PLUS SELON L'HABITAT
ET LE SEXE
-Recensements de 1956 et 1966-

	Iran entier			Zones urbaines			Zones rurales		
	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F
1956 :									
Total alphabètes	1.910.630	1.453.676	456.954	1.396.150	981.887	414.263	514.480	471.789	42.691
Sans certificat	405.510	354.881	50.629	225.281	181.199	44.082	180.229	173.683	6.547
1 à 3 ans	263.265	193.825	69.440	171.377	112.336	59.041	91.888	81.589	10.299
4 à 6 ans	419.824	307.413	112.411	289.318	190.589	98.729	130.506	116.823	13.682
6 ans	420.922	298.244	122.678	346.651	232.232	114.419	74.271	66.013	8.259
7 à 9 ans	224.516	161.177	63.339	200.254	139.247	61.007	24.262	21.930	2.332
10 à 11 ans	94.312	69.473	24.839	86.306	62.235	24.071	8.006	7.238	768
12 ans	44.898	34.453	9.445	42.707	33.455	9.252	2.191	1.998	193
Supérieur	32.471	29.643	2.828	31.168	28.428	2.740	1.303	1.215	88
Non déterminé	4.912	3.567	1.345	3.088	2.266	822	1.824	1.301	523
1966 :									
Total alphabètes	14.649.841	13.329.457	1.320.384	13.310.769	12.154.028	1.156.741	11.339.072	11.175.429	163.643
Sans certificat	584.674	514.758	69.916	300.153	241.754	58.399	284.521	273.004	11.517
1 à 3 ans	830.642	574.641	256.001	470.319	278.323	191.996	360.323	296.318	64.005
4 à 6 ans	1.040.878	728.885	311.993	670.657	407.128	263.529	370.221	321.757	48.464
6 ans	1.040.298	708.463	331.835	830.640	526.169	304.471	209.658	182.294	27.364
7 à 9 ans	592.042	395.538	196.504	531.451	342.066	189.389	60.587	53.472	7.115
10 à 11 ans	173.382	120.494	52.888	159.101	107.932	51.169	14.281	12.562	1.719
12 ans	249.209	174.187	75.022	220.676	147.601	73.073	28.533	26.586	1.947
Supérieur	109.035	91.699	17.336	105.544	88.413	17.131	3.491	3.286	205
Non déterminé	29.681	20.792	8.889	22.224	14.642	7.582	7.457	6.150	1.307

Source : Recensements 1956 et 1966.

Tableau 95 : NIVEAU D'INSTRUCTION DE LA POPULATION IRANIENNE
EN 1956 SELON LES GROUPES D'AGE (15 +) ET LE SEXE

Groupe d'âge	Population totale	Sans scolar.	Prim. non complété	Prim. complété (1)	Second. 1er cycle	Second. 2ème cycle	Supér.
H + F	Nombre	%	%	%	%	%	%
15-24 ans	2.917.702	82,9	2,8	7,3	4,0	2,7	0,3
25-34 ans	2.904.755	90,0	2,0	4,9	1,4	1,2	0,5
35-64 ans	4.381.021	95,0	1,1	2,2	0,7	0,6	0,3
65 ans & +	751.607	98,9	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1
25 ans & +	8.037.383	93,6	1,3	3,0	0,9	0,8	0,4
F							
15-24 ans	1.508.304	90,7	1,3	4,5	2,2	1,3	0,1
25-34 ans	1.463.846	94,9	0,8	2,7	0,9	0,6	0,1
35-64 ans	2.058.797	98,2	0,3	0,8	0,3	0,3	0,1
65 ans & +	359.529	99,8	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
25 ans & +	3.882.172	97,1	0,5	1,4	0,4	0,5	0,1

(1) Premier degré complété comprend les deux dernières années de l'enseignement du premier degré.

Source : UNESCO - Annuaire 1971.

Tableau 96 : POPULATION ALPHABETE DE L'IRAN ENTIER SELON
LE NIVEAU D'ETUDE ET L'AGE EN 1971 (en centaines)

Groupe d'âge	Hommes + Femmes					
	Alpha- bêtes	Sans certif.	Primaire	Second.	Supér.	Non déterm.
Total	82.249	7.545	55.237	17.443	1.578	446
6 ans	604	7	596	0	0	1
7 - 9 ans	13.063	58	12.982	0	0	23
10 - 14 ans	24.526	207	21.991	2.274	0	54
15 - 19 ans	14.964	298	6.814	7.741	59	52
20 - 24 ans	6.911	401	3.184	2.860	416	50
25 - 29 ans	5.268	565	2.727	1.620	289	67
30 - 34 ans	4.241	766	2.156	1.040	236	43
35 - 39 ans	3.591	976	1.601	763	213	38
40 - 44 ans	2.941	997	1.307	463	141	33
45 - 49 ans	2.318	935	946	334	62	41
50 - 54 ans	1.480	717	468	204	72	19
55 - 59 ans	675	345	217	54	55	4
60 - 64 ans	678	491	115	54	13	5
65 ans et plus	989	782	133	36	22	16
Source : Organisation du Plan - Publication n° 349						
10 ans et plus	68.282	7.480	41.659	17.443	1.578	445
Pourcentage	100,0	10,9	61,0	25,6	2,3	0,6

Tableau 97 : POPULATION ALPHABETE FEMININE DE L'IRAN ENTIER
 SELON LE NIVEAU D'ETUDE ET L'AGE EN 1971 (en centaines)

Groupe d'âge	Alpha- bêtes	Sans certif.	Primaire	Second.	Supér.	Non déterm.
Total	27.845	1.270	19.981	6.138	301	155
6 ans	197	3	194	0	0	0
7 - 9 ans	5.175	27	5.141	0	0	7
10 - 14 ans	9.047	95	8.054	881	0	17
15 - 19 ans	5.589	116	2.620	2.792	30	31
20 - 24 ans	2.786	114	1.390	1.096	151	35
25 - 29 ans	1.712	104	904	610	63	31
30 - 34 ans	1.054	124	623	278	24	5
35 - 39 ans	774	145	417	188	19	5
40 - 44 ans	596	146	311	126	3	10
45 - 49 ans	397	119	188	78	6	6
50 - 54 ans	208	69	83	52	2	2
55 - 59 ans	93	53	21	14	3	2
60 - 64 ans	114	73	19	19	0	3
65 ans et plus	103	82	16	4	0	1
Source : Organisation du Plan 1971 - Publication n° 349.						
10 ans et plus	22.473	1.240	14.546	6.138	301	148
Pourcentage	100,0	5,5	65,2	27,3	1,3	0,7

Tableau 98 : NIVEAU D'INSTRUCTION DE LA POPULATION ALPHABETE
DE 11 ANS ET PLUS - TURQUIE -

	1 9 6 5			1 9 7 0		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Total	10.478.234	7.181.839	3.296.395	13.358.372	8.748.062	4.610.310
Sans certificat (1)	2.963.390	2.095.914	867.476	2.792.557	1.840.623	951.934
Primaire	6.097.107	4.063.920	2.033.187	8.407.220	5.428.935	2.978.285
Secondaire 1er cycle ...	695.435	493.078	202.357	1.101.721	734.362	367.359
Secondaire 2ème cycle ...	275.097	197.837	77.260	405.215	281.935	123.280
Professionnel	269.682	184.117	85.565	393.731	256.457	137.274
Supérieur	170.741	142.151	28.590	236.601	195.133	41.468
Non connu	6.782	4.822	1.960	21.327	10.617	10.710
(1) Dans les autres groupes dernier diplôme obtenu.						
Source : Statistical yearbook of Turkey 1973.						
En pourcentage	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sans certificat + Primaire + Non connu ...	86,6			84,0		85,4
Secondaire ...	11,8			14,2		13,7
Supérieur ...	1,6	2,0	0,9	1,8	2,2	0,9

Tableau 99 : POPULATION URBAINE ALPHABETE DE L'IRAN SELON
LE NIVEAU D'ETUDE ET L'AGE EN 1971
(Hommes + Femmes)

	Alpha- bètes Total	Sans certif.	Primaire	Second.	Supér.	Non déterminé
TOTAL	5.635.500	392.300	3.540.100	1.525.400	154.400	23.300
6 ans	35.000	600	34.300	0	0	100
7 - 9 ans	800.500	1.400	798.800	0	0	300
10 - 14 ans	1.515.800	5.200	1.312.900	195.800	0	1.900
15 - 19 ans	1.055.500	11.800	381.400	655.400	5.800	1.100
20 - 24 ans	530.400	16.000	220.000	249.900	40.700	3.800
25 - 29 ans	408.200	23.600	202.900	148.300	28.500	4.900
30 - 34 ans	331.600	32.900	177.100	95.900	23.000	2.700
35 - 39 ans	271.200	47.800	130.700	69.700	20.900	2.100
40 - 44 ans	227.000	52.100	113.800	44.800	13.800	2.500
45 - 49 ans	172.300	48.600	84.100	31.700	6.100	1.800
50 - 54 ans	111.200	40.400	42.700	20.100	7.000	1.000
55 - 59 ans	55.300	24.500	19.700	5.300	5.500	300
60 - 64 ans	49.400	33.400	9.300	5.100	1.300	300
65 ans et +	72.100	54.000	12.400	3.400	1.800	500
Source : Organisation du Plan 1971 - Publication n° 343						
10 ans et +	4.800.000	390.300	2.707.000	1.525.400	154.400	23.300
%	100,0	8,1	56,4	31,8	3,2	0,5

Tableau 100 : POPULATION URBAINE FEMININE DE L'IRAN SELON
L'AGE ET LE NIVEAU D'ETUDE EN 1971

	Alpha- bètes Total	Sans certif.	Primaire	Second.	Supér.	Non déterminé
TOTAL	2.272.400	98.800	1.552.600	582.400	30.000	8.700
6 ans	14.900	300	14.600	0	0	0
7 - 9 ans	380.600	1.200	379.300	0	0	100
10 - 14 ans	684.800	3.300	598.700	82.400	0	400
15 - 19 ans	469.900	7.900	195.100	263.200	2.900	800
20 - 24 ans	253.700	9.000	123.000	104.000	15.100	2.600
25 - 29 ans	155.500	6.300	82.400	58.000	6.300	2.500
30 - 34 ans	97.600	9.700	57.800	27.400	2.400	300
35 - 39 ans	74.300	14.100	39.600	18.400	1.900	300
40 - 44 ans	55.600	11.600	30.400	12.300	300	1.000
45 - 49 ans	37.700	10.800	18.200	7.800	600	300
50 - 54 ans	19.500	5.800	8.100	5.200	200	200
55 - 59 ans	8.700	4.800	2.100	1.400	300	100
60 - 64 ans	10.200	6.500	1.700	1.900	0	100
65 ans et +	9.500	7.500	1.600	400	0	0

Source : Organisation du Plan - Publication n° 343.

Le rôle de l'éducation n'apparaîtra pas de façon explicite dans la croissance des effectifs de telle ou telle catégorie socio-professionnelle. L'éducation ne joue parfois aucun rôle, même implicite, pour le passage de la catégorie "ouvrier agricole" à celle de "mineurs" ou de "manoeuvres à la production". Il est certain cependant que l'éducation joue un rôle important pour le passage, par exemple de la C.S.F. "Vendeurs" (48,7 % d'analphabètes et 0,1 % licence d'enseignement supérieur) à la C.S.P. "Directeurs et cadres administratifs supérieurs" (4,9 % d'analphabètes et 31,0 % licence d'enseignement supérieur ou plus).

Ainsi, le rôle de l'éducation apparaît de façon implicite. Quant à la mobilité sociale, ~~elle~~ apparaîtra aussi de façon implicite lorsqu'on constatera par exemple que les deux catégories socio-professionnelles (C.S.P.) "Directeurs et cadres administratifs supérieurs" plus "Employés de bureau" ont vu leurs effectifs s'accroître de près de 50 % entre 1956 et 1971, alors que la croissance du total de la population employée n'a été que de 23 % pendant la même période de 15 ans. On doit, dans ces conditions, supposer que les éléments d'autres C.S.P. (on ne sait pas lesquelles) sont venus gonfler les effectifs de ces couches sociales considérées comme "supérieures".

§ 3 A - LE NIVEAU D'EDUCATION DES CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES.

Nous avons dit qu'il y avait une certaine relation entre le niveau d'éducation et les catégories socio-professionnelles. La relation

n'est pas très stricte, mais n'en existe pas moins pour certaines d'entre elles. Aussi bien avons-nous décidé de mesurer d'abord le niveau d'éducation de chacune des C.S.P. Dans le sous-paragraphe suivant, nous étudierons la croissance relative des C.S.P. On pourra dire ainsi qu'implicitement l'augmentation des effectifs de telle ou telle C.S.P. est due à l'accroissement du stock d'éducation de la population en général.

Si l'on prend comme base d'analyse les grands groupes (de 0 à 9) de la classification internationale type des professions (C.I.T.P.), on peut distinguer, en Iran, 7 groupes, compte tenu du fait que les C.S.P. suivants sont groupées en une seule dans la plupart des statistiques :

- 5 - Mineurs, carriers et travailleurs assimilés
- 6 - Travailleurs des transports et communications
- 7 - Artisans
- 8 - Ouvriers, y compris les manoeuvres.

Le stock d'éducation moyen, autrement dit la durée moyenne des études des individus composant les différentes C.S.P. est comme suit, dans l'ordre décroissant :

<u>C.I.T.P.</u>	<u>Dénomination</u>	<u>Stock d'éducation</u>	
		moyen 1966	<u>Nombre d'années</u>
1	Directeurs et cadres administratifs supérieurs	10,39	
0	Personnes exerçant une profession libérale, techniciens et assimilés	10,18	
2	Employés de bureau	7,25	
3	Vendeurs	2,45	
5+6+7+8	Mineurs, travailleurs des transports, artisans, ouvriers	1,93	
9	Travailleurs spécialisés dans les services	2,10	
4	Agriculteurs, pêcheurs, chasseurs forestiers	1,28	

(voir pour plus de détail : tableaux 101 et 102, figure 45).

On voit ainsi que la durée moyenne des études varie, selon les C.S.P., de un à huit. Dans certaines catégories, dont le niveau d'éducation est très proche, comme les n°s 1 et 0 d'une part, et 3, 5+6+7+8 et 9 d'autre part, la mobilité professionnelle ne nécessitera pas forcément un niveau d'éducation plus élevé.

Par contre, pour que les enfants d'un employé de bureau puissent accéder au niveau social supérieur, il leur faudrait faire 3 années d'études de plus que leur père, si entre temps le niveau moyen d'éducation de la C.S.P. visée n'a pas sensiblement augmenté.

Sur la figure 45, on constate qu'il y a encore une proportion d'analphabètes non négligeable, même dans les C.S.P. supérieures. Avec l'augmentation générale du stock d'éducation que nous avons étudiée pour

la population théoriquement active (10 ans et plus), il est possible que les doses d'éducation requises pour accéder aux C.S.P. n°s 0 et 1 soient actuellement nettement plus élevées, ne serait-ce que par l'élimination progressive des analphabètes de ces deux groupes.

Pour certaines catégories socio-professionnelles, nous pouvons comparer la situation iranienne de 1966 à celle de la France en 1964 (1) pour bien montrer les différences de niveau de développement imparfaitement soulignées par les comparaisons de P.N.B. per capita.

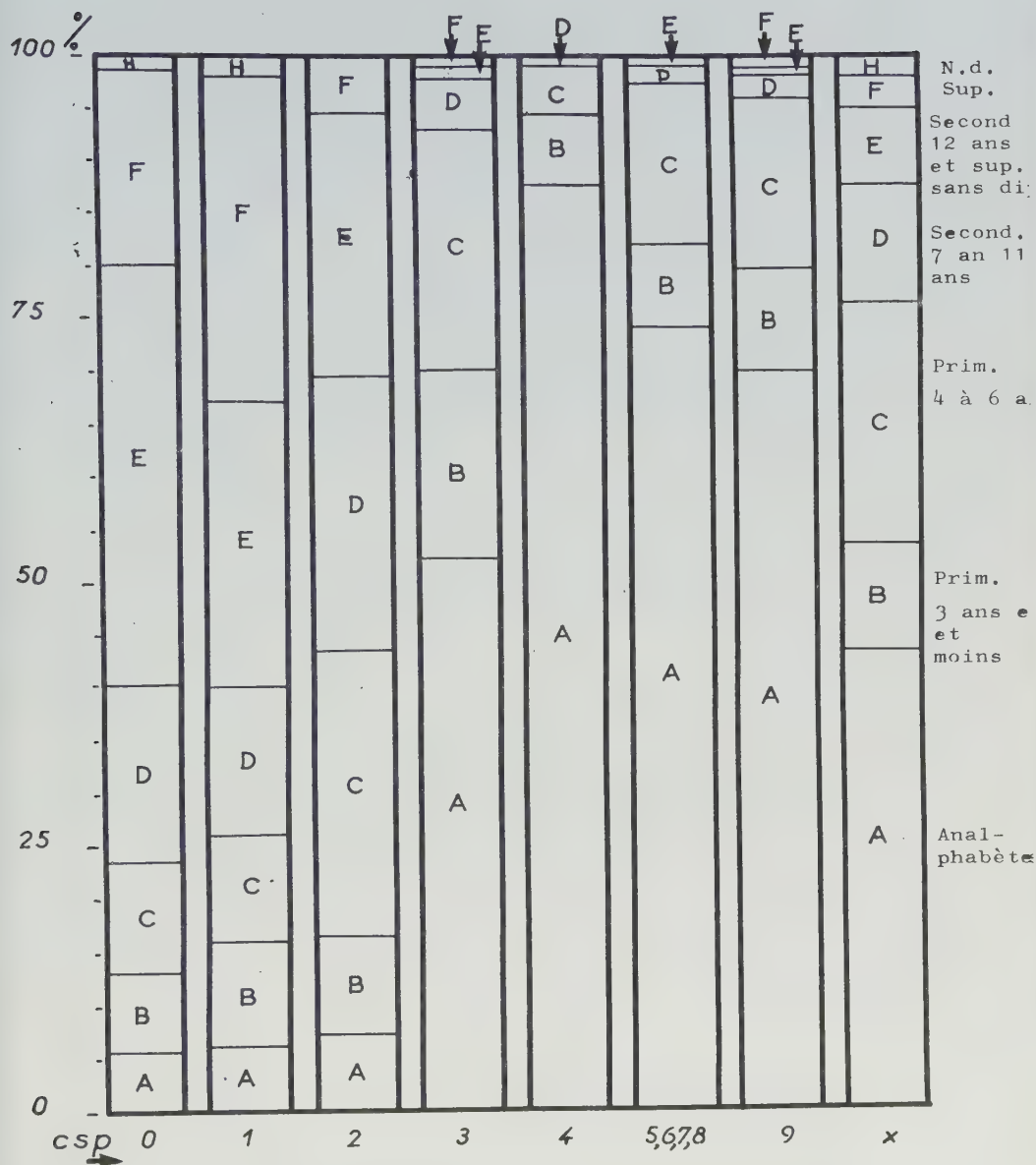
Dans la catégorie "Professions libérales ...", les personnes n'ayant pas atteint le niveau du certificat d'études primaires constituent 0,5 % du total de la C.S.P. en France, contre 14,3 % en Iran. Il est également intéressant de noter que dans la même C.S.P. la proportion de ceux qui ont reçu un enseignement supérieur est de 71 % en France, mais de 18 % seulement en Iran.

Les ouvriers du niveau C.E.P. composent 32 % de cette C.S.P. en France et de 10 % en Iran. De plus, 24 % des ouvriers français avaient reçu un enseignement post-primaire contre 2,4 % des ouvriers iraniens.

(1) Cf. Enquête INSEE 1964 - Résultats complémentaires dans la revue Economie et Statistiques n° 9 - Février 1970, pages 49 à 57. Les différences de nomenclature (en Iran C.I.T.P.) utilisée en France et en Iran ne permettent pas de faire des comparaisons pour toutes les C.S.P.

Fig. 45 Niveau d'éducation des C.S.P. en 1966

440



stock | 10.18 | 10.39 | 7.25 | 12.45 | 11.28 | 11.93 | 2.10 | 4.30 |

- A - Analphabètes
- B - Primaire 3 ans et moins
- C - Primaire 4 à 6 ans
- D - Secondaire 7 ans à 11 ans
- E - Secondaire 12 ans et supérieure sans diplôme
- F - Supérieure
- H - non déterminé

Tableau 101 : POPULATION ACTIVE EMPLOYÉE SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LA PROFESSION EN 1966.

Code C.I.T.P.	Alphabètes	Semi- Alphabètes	Alphabètes	Sans certif.	1 à 3 ans	4 à 5 ans	6 ans	7 à 9 ans	10 à 11 ans	Bac. - 12 ans	Supérieur sans dipl.	Licence	Maîtrise	Ingénieurs	Docteurs	Dipl. n.d.	Alphabé- tisme n.d.	Total	Professions
0	4,4	0,8	94,8	7,4	0,5	1,2	9,1	9,8	5,7	138,7	2,4	9,9	1,0	2,5	5,0	1,3	0,0	100,0	Personnes exerçant une prof. libér., techniciens et assim.
1	4,9	0,6	94,4	9,5	0,7	1,3	8,8	10,1	3,9	123,5	3,5	17,1	2,8	6,1	5,0	1,9	0,0	100,0	Directeurs et cadres administratifs supér.
2	4,9	0,8	94,3	9,8	0,9	3,1	23,9	19,7	6,2	24,0	1,1	3,6	0,4	0,5	0,3	0,7	0,0	100,0	Employés de bureau
3	48,7	3,3	47,9	15,5	2,6	6,6	16,4	4,2	0,7	1,4	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	100,0	Vendeurs
9	67,3	2,6	29,9	5,9	3,8	6,0	10,5	2,2	0,3	0,5	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	100,0	Travailleurs spécial. dans les services, les sports et les activ. récréatives
4	84,7	2,9	12,3	5,4	1,6	2,5	2,4	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	100,0	Agriculteurs, pêcheurs, chasseurs, forestiers et travailleurs assim.
5-6-7-8	71,5	2,5	25,9	5,1	3,0	5,6	9,6	1,9	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	100,0	Mineurs, travailleurs des transports et communic., artisans, ouvriers et manoeuv. à la production
X	40,0	3,4	56,0	3,5	6,4	5,8	17,2	9,0	2,3	6,4	0,9	2,5	0,2	0,2	0,2	1,2	0,6	100,0	Personnes non class. selon la profession
Tot. sans	71,5	2,7	25,70	4,0	2,2	4,0	7,2	2,1	0,5	2,5	0,2	0,5	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	100,0	
Tot. avec	70,3	2,7	26,9	4,0	2,4	4,1	7,5	2,4	0,6	2,2	0,1	0,5	0,0	0,1	0,2	0,2	0,0	100,0	

Source : Recensement de 1966 - Centre de statistiques - Téhéran 1968.

Tableau 102 : POPULATION ACTIVE EMPLOYEE SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION EN 1966.

	Alpha- bêtes	Semi- Alphabêt.	Alpha- bêtes	Sans Certific.	1 à 3 ans	4 à 5 ans	6 ans	1 à 3 ans sec.	4 à 5 ans sec.	
Tr. Prof. techn.	8.945	1.708	192.230	15.097	995	2.474	18.602	19.979	11.477	Hommes + Femmes
Patrons, fonct.	584	77	11.273	1.140	83	155	1.048	1.210	468	
Tr. bureau	9.893	1.616	184.602	19.654	1.929	6.221	48.185	39.597	12.548	Hommes
Vente	245.678	16.814	242.003	78.211	13.182	33.099	82.674	21.429	3.643	
Services	343.568	13.476	152.604	30.280	19.497	30.442	53.528	11.122	1.388	Femmes
Agr. élev., pêche	92.929	386.426	169.348	49.688	79.461	74.088	7.875	1.275	1.275	
Transport et produc.	1.452.992	50.209	527.084	103.758	60.115	113.552	195.770	38.987	4.766	Hommes + Femmes
5 + 6 + 7 + 8	102.932	8.864	143.957	9.118	16.583	14.867	44.304	23.143	5.869	
n. c.	4.718.771	176.829	1.696.222	265.074	145.489	265.404	473.895	140.199	35.565	Hommes
Total sans n. c.	4.821.703	185.693	1.840.179	274.192	162.072	280.271	518.199	163.342	41.434	
Total avec n. c.	2.454	423	49.272	807	242	469	4.231	6.799	3.357	Hommes + Femmes
Tr. Prof. techn.	12	0	377	9	4	3	19	38	24	
Patrons, fonct.	346	39	13.336	233	47	89	1.484	3.451	1.173	Hommes
Tr. bureau	4.364	98	1.065	116	63	158	358	215	32	
Vente	102.154	1.811	7.795	976	2.218	1.357	1.705	798	121	Femmes
Services	196.058	1.740	2.894	521	910	791	561	48	9	
Agr. élev., pêche	478.001	6.482	23.659	1.982	4.341	5.159	9.468	1.873	186	Hommes + Femmes
Transport et produc.	9.711	282	6.221	848	1.368	524	1.494	777	192	
5 + 6 + 7 + 8	783.389	10.596	98.398	4.444	7.825	8.026	17.826	13.222	4.902	Hommes
n. c.	793.100	10.876	104.619	5.292	9.193	8.550	19.320	13.999	5.094	
Total sans n. c.										Hommes + Femmes
Total avec n. c.										

Source : Recensement 1966.

Tableau 102 : (Suite)

	Baccalauréat	Supérieur dans diplôme	Licence	Maîtrise	Ingénieur	Docteur	Diplôme n. d.	Alphabétisme non déclaré	TOTAL
Tr. Prof. techn.	0	4.871	20.063	2.082	5.161	10.170	2.636	61	202.944
Patrons, fonct.	1	422	2.044	340	725	603	230	3	11.937
Tr. bureau	2	2.123	7.302	728	1.055	617	1.331	37	201.148
Vente	3	7.079	753	49	153	163	1.315	183	504.878
Services	9	2.543	2.058	101	23	36	1.370	1.133	510.781
Agr. élev., pêche	4	1.786	249	26	79	25	2.438	1.610	3.137.876
Transport et produc.		172	326	38	209	47	3.283	1.296	2.031.581
5 + 6 + 7 + 8									
n. c.	16.525	2.394	6.461	493	580	463	3.157	1.498	257.251
Total sans n. c.	163.734	10.539	32.795	4.350	7.405	11.661	12.603	4.323	6.601.147
Total avec n. c.	147.209	8.145	39.256	3.857	7.985	12.124	15.760	5.821	6.858.398
Tr. Prof. techn.	0	1.113	4.748	417	114	788	593	17	52.169
Patrons, fonct.	1	16	78	16	3	22	11	0	389
Tr. bureau	2	5.771	620	54	21	26	138	1	13.722
Vente	3	90	12	0	1	1	15	6	5.533
Services	9	330	4	1	0	3	272	513	112.273
Agr. élev., pêche	4	22	2	1	0	1	24	154	200.846
Transport et produc.		414	17	0	5	2	203	483	508.625
5 + 6 + 7 + 8									
n. c.	631	53	148	9	12	30	135	212	16.426
Total sans n. c.	32.555	1.379	5.487	489	144	843	1.219	1.174	893.557
Total avec n. c.	33.186	1.432	5.635	498	156	873	1.354	1.386	909.983

Source : Recensement 1966.

Tableau 103 : POPULATION ACTIVE EMPLOYÉE: FÉMININE SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LA PROFESSION EN 1966.

Code C.I.T.P.	Analphabètes	Semi- Alphabètes	Alphabètes	Sans certificat	1 à 3 ans	4 à 5 ans	6 ans	7 à 9 ans	10 à 11 ans	Bac.-12 ans	Supérieur sans dipl.	Licence	Maîtrise	Ingénieurs	Docteurs	Dipl. n.d.	Alphabétisation n.d.	
0	4,7	0,8	94,5	1,2	0,4	0,9	8,1	13,0	6,4	49,5	2,1	9,1	0,8	0,2	1,5	1,1	0,0	100,0
1	3,8	0,0	97,0	2,3	1,0	0,8	4,9	9,7	6,1	34,5	4,1	20,0	4,1	0,7	5,6	2,8	0,0	
2	2,5	0,3	97,0	1,7	0,4	0,6	10,8	25,2	8,5	42,0	1,6	4,2	0,4	0,1	0,2	1,0	0,0	
3	178,9	1,8	19,2	2,1	1,1	2,8	6,5	3,9	0,6	1,6	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,3	0,1	
9	190,1	1,6	6,9	0,8	1,9	1,2	1,5	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,5	
4	197,6	0,9	1,5	0,3	0,5	0,4	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
5-6-7-8	194,0	1,3	4,7	0,4	0,8	1,0	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
X	159,1	1,7	37,9	5,2	8,3	3,19	9,1	4,7	1,2	3,9	0,3	0,9	0,0	0,0	0,2	0,8	1,3	
Total sans X	87,7	1,2	11,0	0,5	0,9	0,9	2,0	1,5	0,6	3,7	0,2	0,6	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	
Total avec X	8,7	1,2	11,5	0,6	1,0	0,9	2,12	1,5	0,6	3,7	0,2	0,6	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	

§ 3 B - LES MODIFICATIONS INTERVENUES DEPUIS 15 ANS DANS LA STRUCTURE DE LA POPULATION EMPLOYEE, ANALYSEES PAR CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (C.S.P.) ET PAR STATUT DANS LA PROFESSION (S.P.).

L'analyse des données de ces dernières années concernant les C.S.P. montre que la société iranienne est entrée dans une période de profonds changements.

Les catégories qui formaient et qui forment encore une petite fraction de la population employée enregistrent des taux de croissance très élevés.

C.I.T.P. : 0 "Les personnes exerçant une profession libérale, techniciens et assimilés" ne constituaient que 1,6 % de la population employée en 1956. Cette proportion a doublé en 1971 (3,3 %). Les effectifs de cette catégorie ont été multipliés par 2,5 en 15 ans, soit un taux de croissance annuel de 6,3 %, ce qui est considérable dans un pays comme l'Iran.

Les comparaisons avec la Turquie montrent que dans les deux pays cette C.S.P. se développe sinon de la même manière du moins les proportions atteintes sont à peu près identiques :

Proportion de la C.S.P. : "0"	1965	1966	1970	1971
dans le total, %	TURQUIE	IRAN	TURQUIE	IRAN
.....	2,2	2,8	3,2	3,3
Taux de croissance quinquennal,				
%	-	-	68,4	16,7

L'enquête de 1972 en Iran montre qu'il y a eu 12,5 % ^{de} plus de personnes appartenant à la C.S.P. "O" en une seule année, contre un taux de croissance annuel moyen de 6,3 % pour les 15 dernières années. Mais, étant donné le faible degré de précision de ce genre d'enquête par sondage, probablement à échantillon insuffisamment représentatif, nous ne pouvons y attacher une signification autre qu'indicative.

Quel peut être le rôle du développement de l'éducation dans la croissance des effectifs "Profession libérales ..." ?

D'après le niveau d'éducation de cette C.S.P., niveau que nous avons déterminé plus haut pour 1966, 18,4 % des personnes s'y trouvant inclus doivent posséder un bagage intellectuel du niveau de la licence ou plus.

Les effectifs ~~augmenté~~ ^{ont} augmenté de 34.000 personnes entre 1966 et 1971, soit 6.800 par an en moyenne. Si l'on suppose que la proportion de diplômés du supérieur est restée sans changement entre temps, cela représente l'entrée dans cette C.S.P. de 1.251 personnes par an ayant ce bagage intellectuel. Rappelons que la production des établissements d'enseignement supérieur iranien a été d'environ 10.000 à 17.000 diplômés par an entre 1966 et 1971 (cf. Supra IIème partie).

C.I.T.P. : 1 + 2 "Directeurs et cadres administratifs supérieurs + employés de bureau (1)".

(1) Nous avons été amenés à grouper ces 2 C.S.P. parce que les statistiques dont nous disposons ne les donnent séparément qu'en 1966 et en 1968. L'enquête de 1968 nous paraissant particulièrement mauvaise, il ne nous restait plus que les données provenant du recensement de 1966.

Ces deux catégories réunies constituaient 3,1 % de la population employée en 1956 et 3,8 % en 1971, passant de 183.000 à 274.000 personnes, soit un accroissement de 49,7 % en 15 ans, à rapprocher du taux d'accroissement de l'ensemble de la population employée : + 22,6 % comme le montre la figure 45, dans la C.S.P. n° 1, les personnes doivent posséder un bagage intellectuel plus élevé que dans la C.S.P. n° 0 : 10,39 années d'études en moyenne contre 10,18 années. Mais c'est surtout la proportion de diplômés du supérieur qui est la plus importante de toutes les catégories : 31 %, 58 % des membres de la catégorie doivent avoir au minimum le baccalauréat.

Chez les employés (C.S.P. n° 2), la proportion de diplômés supérieurs n'est que de 5 %. C'est peu par rapport aux "cadres administratifs supérieurs", mais c'est beaucoup par comparaison à la France. En France, d'après l'enquête INSEE (op. cit.), cette proportion n'est que de 2 %. Cette différence est normale dans la mesure où, en Iran, les cadres moyens sont compris dans "les employés", alors que l'INSEE les a regroupés avec les cadres administratifs supérieurs.

Cela dit, la demande de diplômés d'enseignement supérieur émanant des "employés et des cadres administratifs supérieurs" peut être déterminée comme suit :

<u>Années</u>	<u>Total C.S.P. 1 + 2 (milliers)</u>	<u>C.S.P. 1 + 2 diplômés supér. (milliers)</u>	<u>$\frac{\%}{\text{de diplômés}}\br/>supérieurs$</u>
1966	213	13,4	6,3
1971	274	17,3	6,3

En supposant donc la proportion de diplômés supérieurs inchangée entre 1966 et 1971, la demande globale de diplômés d'enseignement supérieur est de 3.900 en 5 ans.

Ainsi, les trois C.S.P. (n°s 0, 1, 2) avaient-elles une demande globale de diplômés d'enseignement supérieur (dans les autres catégories, la proportion de diplômés d'enseignement supérieur est très peu importante) de l'ordre de 11.600 en 5 ans. Or, la production de "l'industrie d'enseignement supérieur iranienne" a été de l'ordre de 60.000 à 70.000 pendant la même période.

Une partie des diplômés de l'enseignement supérieur est peut-être allée gonfler les effectifs des chômeurs. Mais, la majorité des diplômés est sans doute allée s'incorporer dans les trois C.S.P., augmentant de la sorte la proportion des diplômés d'enseignement supérieur, que nous avons supposée comme inchangée dans une première approximation.

En supposant que tous les diplômés d'enseignement supérieur ont pu s'incorporer dans l'une des 3 C.S.P. citées, la proportion des diplômés supérieurs serait passée de 12,2 % en 1966 à 22,7 % en 1971 pour les trois groupes pris ensemble. La réalité doit se situer autour de 20 %.

C.I.T.P.: 3 "Les vendeurs".

Cette catégorie est proportionnellement plus importante que les trois premières catégories prises ensemble : 5,8 % de la population

employée en 1956, 7,1 % en 1966 et 8,0 % en 1971. Ils sont passés de 345.000 en 1956 à 579.000 en 1971, soit un accroissement de 67,8 % en 15 ans.

Intellectuellement parlant, les vendeurs arrivent en 4ème position dans l'ordre décroissant de la durée moyenne des études : 2,45 ans d'études en 1966. Plus de la moitié des vendeurs étaient analphabètes en 1966 (figure 45), 93 % d'entre eux avaient un niveau d'éducation inférieur au C.E.P.

La croissance des effectifs de vendeurs ne peut être attribuée qu'au développement de l'alphabétisation. Dans les C.S.P. immédiatement inférieures, la proportion d'analphabètes est plus importante.

C.I.T.P. : 4 "Les agriculteurs, les pêcheurs, les chasseurs, les forestiers, et les travailleurs assimilés".

Les effectifs de cette catégorie sont restés presque stationnaires entre 1956 et 1971 : + 3,2 % en 15 ans. L'exode rural que nous avons étudié dans la première partie de notre travail explique en grande partie la stagnation des effectifs de cette C.S.P.

Leur proportion dans le total de la population employée est passée de 55,5 % en 1956 à 46,7 % en 1971.

Près de 90 % des effectifs sont analphabètes. C'est la catégorie où l'analphabétisme est le plus élevé. Le stock moyen d'éducation

n'est que de 1,28 années. La stagnation des effectifs dans cette catégorie veut dire que sur 4 enfants (en moyenne par famille d'agriculteurs), 2 restent pour remplacer les parents et les 2 autres vont en ville gonfler probablement les effectifs d'ouvriers (+ 64 % en 15 ans) et de vendeurs (+ 68 % en 15 ans).

C.T.T.P. : 5, 6, 7, 8 "Mineurs, travailleurs des transports et communications, artisans, ouvriers et manoeuvres à la production".

La proportion de ces 4 C.S.P. prises ensemble (et qu'on serait presque tenté de l'appeler "classe ouvrière") ne cesse d'augmenter au fil des années : 22,6 % en 1956, 29,0 % en 1966, 30,2 % en 1971. Le taux de croissance pour 15 ans est de 63,9 %.

Leur niveau d'éducation est à peine meilleur que celui des agriculteurs : 2 années d'études en moyenne. La proportion des analphabètes est près de 75 %, 95 % d'entre eux ont un niveau inférieur au certificat d'études primaires.

L'éducation ne devrait jouer qu'un rôle négligeable dans la promotion sociale des "agriculteurs" en "ouvriers ou artisans".

C.I.T.P. : 9 "Travailleurs spécialisés dans les services, les sports et les activités récréatives".

C'est une catégorie assez peu homogène, étant donné qu'un acteur de théâtre ou de cinéma est mis sur le même plan qu'un apprenti-coiffeur ou qu'une ouvreuse de cinéma.

Mais c'est une catégorie essentiellement urbaine. 70 % des effectifs sont analphabètes, mais 0,4 % d'entre eux possèdent une licence d'enseignement supérieur.

Cependant, il y a peu de différences entre cette catégorie et les ouvriers-artisans du point de vue du niveau d'éducation (figure 45).

C.I.T.P. : X Les personnes non classées selon la C.S.P. ont diminué de moitié entre 1956 et 1971, ce qui s'explique peut-être par l'amélioration de l'organisation des services de statistiques. La répartition selon le niveau d'éducation de cette "catégorie inconnue" indique qu'elle représente à peu près toutes les C.S.P. étudiées.

Les modifications dans les statuts professionnels de la population employée.

- La croissance la plus forte enregistrée entre 1956 et 1971 est celle des employeurs : + 204 %. 12 personnes sur 1.000 étaient "employeurs" en 1956. 15 ans après, on comptait 29 employeurs sur 1.000.

- Les travailleurs sans salaire (aides familiaux et les apprentis) se sont accrus de 118 % en 15 ans, améliorant leur proportion dans la population totale employée : 12 % en 1956 et 21,3 % en 1971.

- Les salariés du gouvernement (fonction publique et entreprises d'Etat) viennent en troisième position pour le taux d'accroisse-

ment : 72 % en 15 ans. Leur proportion, dans le total, passe de 7,6 % en 1956 à 10,7 % en 1971.

- En quatrième position, viennent les salariés du secteur privé : seulement 4,2 % de plus en 15 ans ou si l'on veut 100.000 salariés de plus qu'en 1956. Cela s'explique essentiellement par le style d'investissement choisi par les industriels privés : on achète des usines de plus en plus modernes, de plus en plus automatisées, et qui utilisent peu de main d'oeuvre.

La quasi stagnation des effectifs entre 1956 et 1966 n'est pas régulière : de 1956 à 1966, les effectifs augmentent de 831.000. De 1966 à 1971, on enregistre une diminution de 737.000 personnes.

La diminution dans les 5 dernières années s'explique par le rôle croissant de l'Etat dans les domaines économiques, commerciaux, financiers, etc ...

Tableau 103 : POPULATION EMPLOYEE SELON LA PROFESSION EN
1956, 1966, 1968, 1971.

- En milliers -

	1956	1966	1968	1971	Croiss. % 1971/1956
TOTAL C.S.P.	5,908	7,116	7,220	7,243	22,60
Personnes exerçant une profession libérale, tech- niciens et assimilés	94	203	296	237	152,13
Directeurs et cadres admi- nistratifs supérieurs	-	12	6	= 274	49,73
Employés de bureau	183	201	249	)	
Vendeurs	345	505	594	579	67,83
Travailleurs spécialisés dans les services, les sports et les act. récréat.	455	515	573	470	3,3
Agriculteurs, pêcheurs, chasseurs, forestiers, ass.	3,281	3,349	3,398	3,386	3,20
Mineurs, travailleurs des transports et communicat. artisans	1,335	2,062	1,977	2,188	63,90
Ouvriers et manoeuvres à la production					
Personnes non classées selon la profession	214	268	128	109	- 49,07
Source : Statistical centre of Iran					
STATUT PROFESSIONNEL - En milliers -					
Employeurs	69	153		210	204,3
Travailleurs indépendants	2,435	2,659		2,376	- 2,4
Salariés (1)	2,697	3,740		3,115	15,5
Travailleurs familiaux	594	677		1,543	118,2
Apprentis et non classés	113	71		)	
Employés du Gouvernement	451	663		775(2)	71,8
Salariés du privé	2,246	3,077		2,340	4,2
(1) Y compris les employés du Gouvernement dénombrés séparément dans les deux recensements.					
(2) En 1974, il y en aurait environ 900.000.					

Tableau 104 : POPULATION EMPLOYEE SELON LA PROFESSION EN
1956, 1966, 1968, 1971.

- En pourcentage -

	1956	1966	1968	1971
TOTAL C.S.P.	100,0	100,0	100,0	100,0
Personnes exerçant une profession libérale, techniciens et assimilés	1,6	2,8	4,1	3,3
Directeurs et cadres administratifs supérieurs	0,0	0,2	0,1	= 3,8
Employés de bureau	3,1	2,8	3,4	
Vendeurs	5,8	7,1	8,2	8,0
Travailleurs spécialisés dans les services, les sports et les activités récréatives	7,7	7,2	7,9	6,5
Agriculteurs, pêcheurs, chasseurs, forestiers, assimilés	55,5	47,1	47,2	46,7
Mineurs, travailleurs des transports et communications	22,6	29,0	27,3	30,2
Artisans, ouvriers et manoeuvres à la production				
Personnes non classées selon la profession	3,6	3,8	1,8	1,5
Source : Statistical centre of Iran.				
STATUT PROFESSIONNEL				
Employeurs	1,2	2,1		2,9
Travailleurs indépendants	41,2	36,4		32,8
Salariés (1)	45,6	51,2		43,0
Travailleurs familiaux	10,1	9,3		
Apprentis et non classés	1,9	1,0		=21,3
Employés du Gouvernement	7,6	9,1		10,7
(1) Y compris les employés du Gouvernement dénombrés séparément dans les deux recensements.				

- CHAPITRE II -

LES BENEFICIAIRES DE LA CROISSANCE DU CAPITAL INTELLECTUEL

§ 1 - LA REPARTITION DE LA MATIERE GRISE (BRUTE ET RAFFINEE) PAR SECTEUR D'ACTIVITE.

Les différents secteurs d'activité socio-économique n'utilisent pas les mêmes quantités de matière grise ou du même niveau de raffinement.

L'emploi, dans l'agriculture, des personnes du niveau d'études supérieures est chose très rare : 0,9 % des personnes ayant fait des études supérieures en 1966. D'après l'enquête de 1972, il n'y en avait même pas une personne sur 1.000. La population active du niveau d'études supérieures est utilisée pour 90 % dans les services et pour 10 % dans l'industrie. L'agriculture utilise essentiellement une main d'oeuvre analphabète. Plus de la moitié de la population active analphabète est utilisée par l'agriculture. Le plus important c'est que cette proportion augmente dans le temps : 55 % en 1966 et 60 % en 1972. Tout se passe comme si les analphabètes étaient refoulés vers l'agriculture. Sur la figure 46, on voit bien ce phénomène de refoulement des analphabètes vers l'agriculture. La proportion d'analphabètes utilisés par l'industrie et par les services diminue, ce qui se traduit par une augmentation de la proportion d'analphabètes dans les activités agricoles.

On observe également le même phénomène en Turquie où il y a moins d'analphabètes qu'en Iran. La population analphabète active de Turquie, en 1970, se répartit comme suit :

		Population analphabète active	Population active totale
Agriculture	.....	90 %	69 %
Industrie	.....	5 %	11 %
Services	.....	5 %	20 %

Source : Statistical yearbook of Turkey 1973.

Dans l'avenir, le jour où l'Iran rattrapera la Turquie pour le taux d'alphabétisation, il est donc probable que la proportion d'analphabètes utilisés par l'agriculture iranienne tendra vers 100 %. La tendance observée, entre 1966 et 1972, continuera donc dans ce sens.

La population active ayant fait des études primaires (1 à 6 ans) est utilisée à peu près par part égale par les trois grands secteurs d'activité. La proportion est cependant un peu plus élevée dans les services de l'agriculture et l'industrie, mais la tendance (le sens de la flèche sur la figure 46) observée montre que cette catégorie de population active est refoulée aussi vers l'agriculture (la proportion est passée de 27 % en 1966 à 32 % en 1972). Dans l'industrie, la même proportion reste pratiquement inchangée : 30,2 % en 1966 et 30,4 % en 1972. Le refoulement se fait donc directement des services vers l'agriculture.

La population active du niveau d'études secondaires (7 à 12 ans) est utilisée pour trois quarts par les activités de services.

Cette catégorie est presque inexistante dans l'agriculture : 3 %. La tendance observée montre^{que} cette catégorie est refoulée vers l'industrie où la proportion passe de 17 % à 20 % entre 1966 et 1972.

Cela est sans doute la conséquence du début de développement de l'enseignement professionnel et technique du niveau secondaire.

En conclusion de ce paragraphe, on peut dire que chaque niveau d'éducation correspond (et à l'avenir correspondra davantage) à un secteur d'activité.

- . Au secteur primaire correspond les études primaires
- . Au secteur secondaire correspond les études secondaires
- . Au secteur tertiaire correspond les études de 3ème degré.

Ce schéma simplifié montre de façon certaine que, par exemple, si l'on veut développer le secteur secondaire, il faut aussi développer les études secondaires ou vice-versa. Ici, comme dans l'histoire de savoir si c'est l'oeuf qui sort de la poule ou si c'est la poule qui sort de l'oeuf, on ne peut dire si c'est le développement du secteur secondaire qui engendre le développement des études secondaires ou si c'est le contraire. En tout cas, le cycle doit se répéter dans le temps.

On peut évidemment compliquer ce schéma simplifié en distinguant par exemple les différentes catégories d'enseignement secondaire pour voir quelle catégorie est plus particulièrement préférée par le secteur secondaire.

On peut donner ici l'exemple de la Turquie pour laquelle nous avons des données un peu plus détaillées.

L'utilisation de la population active turque (12 ans et plus) ayant un diplôme d'enseignement secondaire en 1970 pour trois secteurs d'activité :

		Secondaire 1er cycle %	Général 2ème cycle %	Profess. et technique %
		-----	-----	-----
Primaire :	Agriculture	15,5	7,1	2,2
Secondaire :	Mines			
	Industries	16,6	12,5	11,9
	Travaux publics			
Tertiaire :	Commerce et autres services	67,9	80,4	85,9
		-----	-----	-----
	TOTAL	100,0	100,0	100,0

Source : Statistical yearbook of Turkey 1963.

Il est, pour le moins, curieux de constater que les activités industrielles utilisent une proportion plus petite de diplômés du secondaire "professionnel et technique" que de diplômés du "secondaire général". C'est sans doute à cause du fait que dans la catégorie "professionnel et technique" les diplômés d'enseignement technique proprement dits sont très minoritaires puisqu'il y a la grande masse des instituteurs, des dactylos, infirmiers, etc ...

Evidemment, les données un peu plus détaillées que nous avons reproduites en exemple sont encore insuffisantes pour planifier

l'éducation en fonction des besoins de main d'oeuvre des différentes activités économiques, mais cela montre qu'il faut pouvoir disposer des statistiques encore plus détaillées pour déterminer la structure de l'emploi par secteur et par niveau et catégorie d'enseignement.

La structure ainsi déterminée ne suffira pas encore pour planifier l'éducation. Il faut aussi déterminer, à partir des travaux théoriques et pratiques, la "structure optimale", l'optimum étant déterminé à partir des calculs économétriques et corrigé ensuite dans une optique sociale pour tenir compte des aspirations socio-professionnelles des différentes couches sociales.

En Iran, la planification de l'éducation se fait uniquement dans l'optique économique en termes de balances égales emplois-diplômés, mais les techniques utilisées sont tellement rudimentaires, et la demande d'éducation du niveau secondaire général, émanant des couches bourgeoises et petites bourgeoises, est tellement forte qu'il n'y a jamais d'égalité entre emplois et diplômés. Nous traiterons de ce problème dans le paragraphe "chômage et éducation".

§ 2 - LE PRINCIPAL BENEFICIAIRE DU CAPITAL INTELLECTUEL EN IRAN

Dans le présent paragraphe, il sera prouvé que le principal bénéficiaire du capital intellectuel (ou du stock d'éducation) c'est l'Etat. Nous allons prouver cet état de chose de deux façons :

A) Preuves apportées par les statistiques de catégories socio-professionnelles (dont pour chacune nous avons mesuré Supra le

Tableau 105 : REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE ENTRE LES SECTEURS
D'ACTIVITE SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION EN 1966.

- En pourcentage -

	Popul. active %	Popul. anal- phab.	Population active alphabète				Total %
			Ecole prim.	Ecole second.	Ets. supér.		
0 - Agriculture	46,2	55,4	27,1	3,0	0,9		21,2
1 - Industries extractives	0,74	0,3	0,5	0,5	0,5		0,5
2 - Industries manufacturières	18,5	18,4	21,7	12,0	6,7		19,0
3							
4 - Construction	7,4	8,1	6,6	2,3	3,3		5,6
5 - Electricité, eau, gaz	0,8	0,5	1,4	2,2	1,9		1,6
6 - Commerce	8,0	5,3	16,0	15,6	6,0		15,5
7 - Transports	3,3	2,3	6,1	6,0	2,2		5,9
8 - Services (surtout l'Etat)	13,0	8,1	18,4	55,4	75,2		28,3
9 - Autres et non c.	1,8	1,6	2,2	3,0	3,3		2,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0		100,0
Source : A. Ahmadi - Etude de la situation de la population active en Iran : Centre de Recherche du Ministère de l'Enseignement supérieur - 1969.							
In UNESCO - Etude et documents d'éducation - Publication n° 9 1973.							
Regroupements							
0	46,2	55,4	27,1	3,0	0,9		21,2
1 à 5	27,1	27,3	30,2	17,0	12,4		26,7
6 à 9	26,7	17,3	42,7	80,0	86,7		52,1

Tableau 106 : POPULATION EMPLOYEE SELON LE NIVEAU D'ETUDES
ET LES ACTIVITES ECONOMIQUES EN 1972.

- En pourcentage -

	Total	Anal- phabètes	1 à 6 ans d'ét	7 à 12 ans d'ét	13 ans et + d'ét	n.d.
0 - Agriculture, forêt, pêche	48,4	60,3	32,1	3,3	0,0	34,0
1 - Mines incl.	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,0
2 + 3 - Prod. ind.	18,6	17,6	23,1	14,8	5,0	24,2
4 - Construction	7,0	7,8	6,0	3,1	4,2	7,7
5 - Eau, électricité, gaz	0,6	0,2	1,1	2,4	3,0	0,0
6 - Commerce, assuran- ce, banque	9,4	6,0	16,1	18,5	4,1	13,5
7 - Transport, commu- nication	3,8	2,5	6,6	7,1	1,8	6,9
8 - Services	11,6	5,2	14,1	49,4	80,0	11,4
9 - Non d.	0,3	0,1	0,4	0,9	0,8	1,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère du Travail.

Regroupements en trois secteurs :

0 Primaire	48,4	60,3	32,1	3,3	0,0
1 à 5 Secondaire	26,4	25,7	30,4	20,5	12,4
6 à 9 Tertiaire	25,1	13,8	37,2	75,9	87,6

niveau d'études achevées) croisées avec le statut dans la profession.

Pour abréger l'exposé, nous avons regroupé plusieurs C.S.P. par affinité d'une part, et nous avons aussi regroupé les statuts en trois groupes dont on trouvera toutefois le détail voulu dans les tableaux qui suivront notre analyse.

1er groupe de C.S.P. : (0 + 1 + 2)

"Professions libérales, techniciens, cadres administratifs supérieurs, employés".

Dans ce groupe, 70 % des quelques 600.000 personnes ont le statut de salariés de l'Etat en 1972 (fonction publique + entreprises d'Etat). Cette proportion semblait avoir une tendance vers une légère décroissance entre 1956 et 1966 (72,7 % et 69,5 %), mais les résultats de l'enquête 1972 montrent une légère croissance depuis 1966, passant à 70,1 %.

On peut cependant estimer que cette proportion reste plutôt stationnaire, ce qui nous semble d'ailleurs logique, étant donnée l'intervention croissante de l'Etat dans la vie économique.

Les 30 % restants appartiennent évidemment au secteur privé : 8 % de patrons et indépendants (patrons sans salariés).

Rappelons que dans ce premier groupe de C.S.P. le stock d'éducation moyen est de 9 années d'études en 1966 contre 2 années seulement pour l'ensemble de la population employée.

Dans les groupes suivants, nous allons constater que la proportion des salariés de l'Etat diminue parallèlement à la diminution du stock d'éducation moyen, sauf peut-être pour les ouvriers, mais la différence du niveau moyen d'études est assez insignifiante.

2ème groupe de C.S.P. : (3 + 9)

"Vendeurs et travailleurs spécialisés dans les services".

La proportion des salariés de l'Etat est de 17,2 %. Elle est en forte augmentation depuis 1956, année pendant laquelle l'Etat employait 8,6 % des membres de ce groupe de C.S.P.

Rappelons que dans la C.S.P. "vendeurs", le niveau moyen d'études est de 2,4 ans, et dans celle des "travailleurs d'autres services" 2,1 ans.

La proportion des salariés de l'Etat n'est que de 11 % pour les "vendeurs" et 42 % pour les "travailleurs des autres services".

La majorité des membres de ces deux C.S.P. du 2ème groupe est constituée de travailleurs indépendants (patrons sans salariés) 49,5 %, en 1972, en augmentation très rapide (38,3 % en 1956). Les patrons occupent aussi une place assez importante avec 4,2 % des membres du groupe. Leur proportion n'était que de 1,6 % en 1956.

Ce rapide accroissement des patrons n'est pas accompagné de celui des salariés du secteur privé : 49,4 % en 1956 et 24,3 % en 1972.

Les travailleurs non salariés, et essentiellement les aides familiaux, sont aussi en rapide accroissement du fait de la participation grandissante des femmes à la vie économique (1) : 1,7 % en 1956 et 4,3 % en 1972, et aussi sans doute pour compenser la diminution en part proportionnelle des salariés du secteur privé.

3ème groupe de C.S.P. : (5 + 6 + 7 + 8)

"Mineurs, travailleurs des transports, ouvriers et manoeuvres à la production".

La proportion des salariés de l'Etat est peu importante en 1972 : 8,3 %. Cependant, cette proportion est en décroissance de 1956 à 1966, alors qu'elle était, à peu près, stationnaire entre 1956 et 1972 : 8,5 % et 8,3 %.

La philosophie de l'Etat se traduit par une politique de faveur pour développer le secteur privé afin de créer les bases d'une bourgeoisie.

Malgré la proportion stationnaire des salariés de l'Etat, celle des salariés du privé diminue assez fortement.

L'augmentation assez sensible de la proportion des aides familiaux (2,4 % en 1956 et 9,4 % en 1972) ne compense pas suffisamment la diminution de la proportion des salariés du secteur privé.

(1) Dans une récente thèse (N. Guity "La condition sociale et le rôle économique de la femme iranienne", 3ème cycle EPHE 1973), il était soutenu qu'il y avait une certaine corrélation (pour 14 pays sous-développés) entre la proportion d'aides familiaux dans la population totale employée et le pourcentage de participation de la femme à la vie économique.

Par contre, on observe une forte croissance de patrons (1,3 % en 1956, 3,6 % en 1972) et une légère croissance de la proportion d'indépendants (artisans, chauffeurs de taxis et de camions : 22,5 % en 1956 et 25,5 % en 1972).

Cependant, en valeur absolue, les salariés du secteur privé se sont accrus de 34 % de 1956 à 1972, passant de 859.000 à 1,1 million, soit un taux de croissance annuel très faible : 1,85 %, ce qui explique la diminution en part proportionnelle, puisque la croissance annuelle de l'ensemble de ce 3ème groupe a été de 3,14 %.

4ème groupe de C.S.P. : (4)

"Agriculteurs".

Il n'y a pratiquement pas de salariés de l'Etat dans cette catégorie : 3 pour 100.000 en 1956, et 1966, et 8 pour 100.000.

Les patrons agriculteurs composaient 1 % de la catégorie en 1956, 1,4 % en 1966 et 0,003 % en 1972. Si les chiffres sont exacts, il y aurait eu un certain morcellement de la grande propriété agricole entre 1956 et 1966 (1) et le démantèlement effectif de la grande propriété dont les détenteurs utilisaient des ouvriers agricoles.

(1) Les grands propriétaires fonciers ont sans doute partagé les domaines agricoles entre les membres de leur famille pour échapper à la réforme agraire dont il était question déjà avant 1966. Les patrons agriculteurs étaient de 34.000 en 1956, 45.000 en 1966 et plus que 14.000 en 1972. Pour les mêmes années, les salariés agricoles étaient respectivement au nombre de 11.500, 9.000, 31.100.

La proportion de salariés agricoles (privé) a diminué de presque de moitié en 16 ans, de 1956 à 1972, passant de 27,4 % à 13,9 %. C'est la conséquence de la diminution en valeur absolue : 900.000 en 1956, 515.000 seulement en 1972 (- 43 %).

Cette diminution de salariés agricoles est compensée par une augmentation d'aides familiaux ; leur proportion passe de 16,4 % en 1956 à 25,1 % en 1972. Ils étaient 541.000 en 1956, ils sont de 932.000 16 ans plus tard.

Si l'on additionne le nombre de salariés agricoles du secteur privé avec les aides familiaux, on remarque une certaine stabilité du nombre pendant la même période : (en milliers)

	<u>1956</u>	<u>1972</u>	<u>Variations</u> %
Salariés agricoles	900	515	- 43
Aides familiaux	541	932	+ 72
ENSEMBLE	1.441	1.447	+ 0,4

La proportion des agriculteurs indépendants (sans salariés mais avec des aides familiaux éventuellement) est en accroissement : 54,4 % en 1956 et 59,7 % en 1972.

En conclusion de ce sous-paragraphe, nous pouvons affirmer que la majorité des éléments les plus instruits est employée par l'Etat, soit dans l'Administration, soit dans les entreprises publiques. Nous allons aboutir à la même conclusion dans le prochain sous-paragraphe.

Tableau 107 : REPARTITION EN POURCENTAGE DES STATUTS PROFESSIONNELS
SELON LES C.S.P. : 1956, 1966 et 1972.

- C.S.P. regroupées -

	1956	1966	1972
C 0 + 1 + 2	100,0	100,0	100,0
A - Patrons	0,10	2,5	2,4
B - Indépendants	14,7	5,7	5,5
C - Salariés de l'Etat ..	72,7	69,5	70,1
D - Salariés du privé ..	10,0	21,6	17,2
E - Aides familiaux	0,1	0,002	0,005
F - Apprentis	-	0,001	0,001
G - Non classés	0,001	0,002	0
3 + 9	100,0	100,0	100,0
A - Patrons	1,6	4,7	4,2
B - Indépendants	38,3	40,9	49,5
C - Salariés de l'Etat ..	8,6	10,9	17,2
D - Salariés du privé ..	49,4	39,7	24,3
E - Aides familiaux	1,7	3,2	4,3
F - Apprentis		0,001	0,001
G - Non classés	0,002	0,001	0

Tableau 107 : (Suite)

		1956	1966	1972
C 4				
A - Patrons	.....	100,0	100,0	100,0
B - Indépendants	.....	54,4	57,0	59,7
C - Salariés d'Etat	.....	0,003	0,003	0,008
D - Salariés du privé	.....	27,4	24,4	13,9
E - Aides familiaux	.....	16,4	16,4	25,1
F - Apprentis	.....	-	-	-
G - Non classés	.....	0,002	0,002	0
5 + 6 + 7 + 8		100,0	100,0	100,0
A - Patrons	.....	1,3	2,2	3,6
B - Indépendants	.....	22,5	20,5	25,5
C - Salariés d'Etat	.....	8,5	4,8	8,3
D - Salariés du privé	.....	64,3	65,6	52,4
E - Aides familiaux	.....	2,4	5,9	9,4
F - Apprentis	.....	-	0,006	0,004
G - Non classés	.....	0,006	0,002	0,002
		100,0	100,0	100,0
A - Patrons	.....	0,002	0,007	1,6
B - Indépendants	.....	0,008	3,7	3,2
C - Salariés d'Etat	.....	24,1	60,7	44,0
D - Salariés du privé	.....	29,1	16,8	38,4
E - Aides familiaux	.....	-	2,9	2,4
F - Apprentis	.....	43,8	12,4	6,4
G - Non classés	.....			

Tableau 108 : STRUCTURE SOCIO-PROFESSIONNELLE ET LE STATUT
DANS LA PROFESSION DE LA POPULATION EMPLOYEE.

- En pourcentage - C.S.P. Données les plus détaillées

C. S. P.	1956	1966	1972
C.I.T.P. 0	100,0	100,0	100,0
A - Patrons	0,64	1,8	0,01
B - Indépendants	24,1	8,9	10,3
C - Salariés de l'Etat	58,3	70,8	75,1
D - Salariés du secteur privé	16,6	18,3	12,8
E - Aides familiaux	0,1	0,002	0,002
F - Apprentis	-	0,002	0,002
G - Non classés	0,3	0,003	0,001
C.I.T.P. 1	100,0	100,0	100,0
A - Patrons	-	25,0	34,4
B - Indépendants	-	9,1	8,2
C - Salariés de l'Etat	-	46,6	28,2
D - Salariés du secteur privé	-	16,6	26,2
E - Aides familiaux	-	0,0	2,0
F - Apprentis	-	0,0	0,0
G - Non classés	-	0,0	0,0
C.I.T.P. 2	100,0	100,0	
A - Patrons	-	1,9	2,2
B - Indépendants	-	2,2	1,6
C - Salariés de l'Etat	-	69,8	72,3
D - Salariés du secteur privé	-	25,3	22,8
E - Aides familiaux	-	0,003	0,007
F - Apprentis	-	0,0	0,0
G - Non classés	-	0,002	0,0

Tableau 108 : (Suite)

C. S. P.	1956	1966	1972
C.I.T.P. 1+2	100,0	100,0	100,0
A - Patrons	1,75	3,19	3,6
B - Indépendants	9,3	2,7	1,9
C - Salariés de l'Etat	80,2	68,5	70,4
D - Salariés du secteur privé	6,7	24,8	21,8
E - Aides familiaux	1,8	0,003	0,007
F - Apprentis	-	0,0	0,0
G - Non classés	0,0	0,002	0,0
C.I.T.P. 3	100,0	100,0	100,0
A - Patrons	2,8	7,2	5,2
B - Indépendants	76,4	69,4	76,3
C - Salariés de l'Etat	0,0	0,008	1,0
D - Salariés du secteur privé	17,6	19,7	11,3
E - Aides familiaux	2,1	2,6	5,8
F - Apprentis	-	0,0	0,0
G - Non classés	0,003	0,001	0,0
C.I.T.P. 4	100,0	100,0	100,0
A - Patrons	1,0	1,4	0,003
B - Indépendants	54,4	57,0	59,7
C - Salariés de l'Etat	0,003	0,003	0,008
D - Salariés du secteur privé	27,4	24,4	13,9
E - Aides familiaux	16,4	16,4	25,1
F - Apprentis	-	0,0	0,0
G - Non classés	0,002	0,002	0,0

Tableau 108 : (Suite)

C. S. P.	1956	1966	1972
C.I.T.P. 5	100,0		
A - Patrons	0,009		
B - Indépendants	6,2		
C - Salariés de l'Etat	9,2		
D - Salariés du secteur privé	82,7		
E - Aides Familiaux	0,003		
F - Apprentis	-		
G - Non classés	0,001		
C.I.T.P. 6			
A - Patrons	0,006		
B - Indépendants	26,4		
C - Salariés de l'Etat	16,5		
D - Salariés du secteur privé	53,2		
E - Aides familiaux	1,4		
F - Apprentis	-		
G - Non classés	1,5		
C.I.T.P. 7 + 8	100,0		
A - Patrons	1,4		
B - Indépendants	22,8		
C - Salariés de l'Etat	7,5		
D - Salariés du secteur privé	64,8		
E - Aides familiaux	2,6		
F - Apprentis	-		
G - Non classés	1,005		

Tableau 108 : (Suite)

C. S. P.	1956	1966	1972
C.I.T.P. 5 + 6 + 7 + 8	100,0	100,0	100,0
A - Patrons	1,3	2,2	3,6
B - Indépendants	22,5	20,5	25,5
C - Salariés de l'Etat	8,5	4,8	8,3
D - Salariés du secteur privé	64,3	65,6	52,4
E - Aides familiaux	2,4	5,9	9,4
F - Apprentis	-	0,006	0,004
G - Non classés	0,006	0,002	0,002
C.I.T.P. 9	100,0	100,0	100,0
A - Patrons	0,006	2,2	2,8
B - Indépendants	9,4	12,8	13,0
C - Salariés de l'Etat	14,6	20,9	39,3
D - Salariés du secteur privé	73,5	59,5	41,9
E - Aides familiaux	1,3	3,8	2,3
F - Apprentis	-	0,003	0,004
G - Non classés	0,002	0,002	0,0
C.I.T.P. X	100,0	100,0	100,0
A - Patrons	0,002	0,007	1,6
B - Indépendants	0,008	3,7	3,2
C - Salariés de l'Etat	24,1	60,7	44,0
D - Salariés du secteur privé	29,1	16,8	38,4
E - Aides familiaux	1,7	2,6	0,004
F - Apprentis	-	2,9	2,4
G - Non classés	43,8	12,4	6,4

Tableau 109 : EVOLUTION RECENTE DES C.S.P. CROISEES AVEC LEUR STATUT

- En milliers -
- Croissance en pourcentage -

C. S. P. / S. P.	1956 Nombre	1966 Nombre	1966/ 1956 %	1972 Nombre	1972/ 1966 %	1972/ 1956 %
TOTAL	5,908	6,858	16,08	7,635	11,1	29,2
0 - Professions libérales, techn.	94,0	202,0	14,9	268,7	33,0	185,8
A - Patrons	0,6	3,7	16,6	2,9	0,78	3,8
B - Indépendants	22,7	18,0	-21,0	27,9	55,0	23,0
C - Salariés de l'Etat	54,8	143,0	161,0	201,9	41,0	268,4
D - Salariés du privé	15,6	37,0	137,0	34,5	0,93	121,0
E - Aides familiaux	0,1	0,4	300,0	0,7	75,0	600,0
F - Apprentis	-	0,4	-	0,6	50,0	-
G - Non classés	0,3	0,7	133,0	0,2	0,28	0,66
<u>C.S.P. 1 et 2 séparément</u>						
1 - Cadres administratifs supér.		12,0	-	14,5	20,0	
A - Patrons		3,0	-	5,0	66,6	
B - Indépendants		1,1	-	1,2	9,0	
C - Salariés de l'Etat		5,6	-	4,1	-27,0	
D - Salariés du privé		2,0	-	3,8	90,0	
E - Aides familiaux		0,01	-	0,3	200,0	
F - Apprentis		0,002	-	0,0	-	
G - Non classés		0,003	-	0,0	-	
2 - Employés		201,1	-	316,5	57,0	
A - Patrons		3,8	-	7,1	86,0	
B - Indépendants		4,5	-	5,1	13,0	
C - Salariés de l'Etat		140,4	-	222,8	62,9	
D - Salariés du privé		51,0	-	72,3	41,7	
E - Aides familiaux		0,6	-	2,5	316,0	
F - Apprentis		0,1	-	0,2	100,0	
G - Non classés		0,5	-	0,2	0,40	

Tableau 109 : (Suite)

	1956	1966	1966/1956	1972	1972/1966	1972/1956
	Nombre	Nombre	%	Nombre	%	%
1 + 2 - Cadres administratifs supérieurs et employés	182,6	213,0	39,6	331,0	55,4	81,6
A - Patrons	3,2	6,8	112,0	12,0	76,4	275,0
B - Indépendants	17,0	5,7	33,5	6,3	10,5	0,37
C - Salariés de l'Etat	146,5	146,0	0,99	233,0	60,0	59,0
D - Salariés du secteur privé	12,3	53,0	330,0	72,4	36,6	488,0
E - Aides familiaux	3,3	0,6	18,2	2,5	316,0	0,75
F - Apprentis	-	0,1	-	0,4	300,0	-
G - Non classés	0,2	0,5	150,0	0,2	0,40	0,0
3 - Vendeurs	345,4	504,8	46,0	648,3	28,4	87,7
A - Patrons	9,7	36,7	278,0	34,1	0,93	251,0
B - Indépendants	264,1	350,4	32,7	495,0	41,3	87,4
C - Salariés de l'Etat	2,0	4,2	110,0	6,9	64,3	245,0
D - Salariés du secteur privé	60,8	99,4	63,4	73,8	0,74	21,3
E - Aides familiaux	7,5	13,1	74,7	38,2	191,0	409,0
F - Apprentis	-	0,2	-	0,0	-	-
G - Non classés	1,2	0,7	0,58	0,3	0,43	0,25
4 - Agriculture	3.281,1	3.137,8	-	3.707,0	-	12,9
A - Patrons	34,0	45,2	-	14,0	-	-58,9
B - Indépendants	1.786,0	1.791,3	-	2.213,2	-	23,9
C - Salariés de l'Etat	11,5	9,0	-	31,1	-	70,4
D - Salariés du secteur privé	900,6	765,9	-	515,0	-	-42,8
E - Aides familiaux	540,8	516,6	-	931,6	-	72,2
F - Apprentis	-	1,3	-	0,0	-	-
G - Non classés	8,2	8,4	-	1,8	-	-78,0

Tableau 109: (Suite)

C. S. P. / S. P.		1956	1966	1966/	1972	1972/	1972/
		Nombre	Nombre	1956	Nombre	1966	1956
				%		%	%
5 - Mines	.....	54,3		-		-	
A - Patrons	.....	0,5		-		-	
B - Indépendants	.....	3,4		-		-	
C - Salariés de l'Etat ..		5,0		-		-	
D - Salariés du sect.privé		44,9		-		-	
E - Aides familiaux		0,2		-		-	
F - Apprentis	.....	-		-		-	
G - Non classés	.....	0,07		-		-	
16 - Transports	.....	138,9		-		-	
A - Patrons	.....	0,9		-		-	
B - Indépendants	.....	36,7		-		-	
C - Salariés de l'Etat ..		23,0		-		-	
D - Salariés du sect.privé		74,0		-		-	
E - Aides familiaux		2,0		-		-	
F - Apprentis	.....	-		-		-	
G - Non classés	.....	2,2		-		-	
17 + 8 - Production industrielle		1.142,0				-	
A - Patrons	.....	16,3				-	
B - Indépendants	.....	260,3				-	
C - Salariés de l'Etat ..		86,3				-	
D - Salariés du sect.privé		740,2				-	
E - Aides familiaux		30,1				-	
F - Apprentis	.....	-				-	
G - Non classés	.....	5,6				-	

Tableau 109 : (Suite)

C. S. P. / S. P.	1956 Nombre	1966 Nombre	1966/ 1956 %	1972 Nombre	1972/ 1966 %	1972/ 1956 %
5 + 6 + 7 + 8	1.335,2	2.031,6	52,1	2.191,2	7,8	64,0
A - Patrons	18,0	46,4	157,0	78,8	69,8	337,0
B - Indépendants	300,5	418,2	39,0	559,0	33,6	86,0
C - Salariés de l'Etat ..	114,5	97,5	0,85	182,9	87,6	59,7
D - Salariés du sect.privé	859,2	1.332,7	55,0	1.149,8	0,86	33,8
E - Aides familiaux	32,3	119,9	271,0	206,5	72,0	539,0
F - Apprentis	-	12,8	-	9,3	0,72	-
G - Non classés	7,8	4,0	0,51	4,6	15,0	0,59
9 - Services	455,0	510,7	112,0	476,7	0,93	4,7
A - Patrons	3,0	11,6	286,0	13,5	16,0	350,0
B - Indépendants	43,0	65,6	52,0	62,4	0,95	45,0
C - Salariés de l'Etat ..	66,8	106,8	59,9	187,3	75,4	180,3
D - Salariés du sect.privé	334,6	304,0	0,90	199,8	0,65	0,60
E - Aides familiaux	6,2	19,7	217,0	11,1	0,56	79,0
F - Apprentis	-	1,7	-	2,0	17,6	-
G - Non classés	0,9	1,1	22,0	0,4	0,36	0,44
X - Non classés	214,4	257,2	19,9	12,5	0,04	0,05
A - Patrons	0,5	1,9	2,8	0,2	0,1	0,4
B - Indépendants	1,8	9,5	427,0	0,4	0,04	0,22
C - Salariés de l'Etat ..	51,7	156,2	202,0	5,9	0,03	0,11
D - Salariés du sect.privé	62,5	43,3	0,69	4,8	0,11	0,07
E - Aides familiaux	3,7	6,7	81,0	0,06	0,0	0,01
F - Apprentis	-	7,5	-	0,3	0,04	-
G - Non classés	94,0	31,9	0,4	0,8	0,02	0,0

B) Preuves apportées par les statistiques de fonctionnaires avec répartition selon le niveau d'éducation.

D'abord, pourquoi deux preuves différentes pour démontrer que l'Etat est le plus grand utilisateur du capital intellectuel ?

La première série de statistiques, que nous avons analysées au sous-paragraphe précédent, englobait l'ensemble des salariés de l'Etat sans distinction entre Fonction Publique et Entreprises Publiques à caractère commercial, industriel, financier, ou agricole. De plus, les niveaux d'éducation n'apparaissaient qu'indirectement à travers le niveau moyen des catégories socio-professionnelles.

La seconde série de statistiques que nous allons analyser ici ne concerne que la Fonction Publique et avec des niveaux d'éducation assez précis.

Ainsi, les deux sous-paragraphe se complèteront sans faire de doubles emplois.

Dans les commentaires de la figure 46, nous avons fait ressortir que la population du niveau d'études secondaires, et plus particulièrement supérieures, travaillait pour plus des trois quarts de ses effectifs dans les services. Cette situation est presque entièrement due aux effectifs de l'Administration Publique.

D'après nos calculs, 56 % des fonctionnaires avaient un niveau d'études égal ou supérieur au baccalauréat en 1971, soit un minimum de 12 années d'études : 43 % bacheliers et 13 % au-delà. L'Administration

employait, à la même date, 2,5 millions d'années d'études (stock total), ce qui fait un stock moyen d'éducation de 9,86 années par fonctionnaire (voir tableau 110).

En outre, le stock d'éducation de la population de fonctionnaires s'améliore d'année en année.

Les fonctionnaires, qui avaient fait moins de 12 années d'études, constituaient 45 % du recrutement de 1959. Cette proportion n'était plus que de 16 % en 1971.

Par contre, la proportion des bacheliers qui n'était que de 42 % en 1959 atteignait près des trois quarts des nouveaux recrues en 1971 : 73 %.

La diminution, en part proportionnelle, des recrues⁴⁵ du niveau d'études supérieur au baccalauréat (de 13 à 11 %) pendant la même période n'empêche pas l'augmentation régulière du stock d'éducation moyen au recrutement :

1959	:	9,75 années d'études
1965	:	10,15 années d'études
1971	:	11,36 années d'études.

Dans aucun autre secteur d'activité on ne peut trouver des stocks d'éducation moyens aussi importants que dans l'Administration.

Pour plus de détails, voir les tableaux 111 et 112.

Tableau 110 : NOMBRE DE FONCTIONNAIRES DE L'ETAT SELON LE NIVEAU D'EDUCATION ET LE SEXE EN 1971.

- Stock de fonctionnaires -

	Hommes	Femmes	Total	% Hommes	% Femmes	% Total
TOTAL	190.774	65.008	255.782	100,0	100,0	100,0
1 à 11 ans d'étu- des	92.481	18.728	111.209	48,4	28,8	43,4
Bacheliers ...	71.019	39.997	111.016	37,2	61,5	43,4
Au-dessus du baccalauréat ..	3.003	445	3.448	1,5	0,6	1,3
Licence	17.114	5.155	22.269	8,9	7,9	8,7
Maîtrise	2.862	344	3.206	1,5	0,5	1,2
Doctorat	4.295	339	4.634	2,2	0,5	1,8
<u>Stock d'éducation total du stock de fonctionnaires</u>						
TOTAL			2.521.095			
6 années d'études			667.254			
12 " "			1.332.192			
14 " "			48.272			
15 " "			334.031			
16 " "			51.296			
19 " "			88.046			
Stock d'éducation moyen de l'ensemble des fonctionnaires en service en 1971 : 9,86 années.						

Source : Annuaire statistique 1971.

Tableau 111 : RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES SELON LE NIVEAU D'EDUCATION (NOMBRE D'ANNES D'ETUDES)

	1 à 11 ans		Baccalauréat		Au-dessus Bac		Licence		Maîtrise		Doctorat		Total
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
1 9 5 9	5.046	45,1	4.698	41,9	189	1,6	887	7,9	168	1,5	200	1,7	111.188
1 9 6 5	4.297	37,7	5.680	49,9	128	1,1	969	8,5	172	1,5	127	1,1	111.373
1 9 7 1	552	16,2	2.481	72,8	94	2,7	190	5,5	72	2,1	15	0,4	3.404
Stock d'éducation total des fonctionnaires au recrutement													
Nombre d'années d'études pour chaque niveau	6		12		14		15		16		19		Stock total
1 9 5 9	30.276		56.376		2.646		13.305		2.688		3.800		109.091
1 9 6 5	25.782		68.160		1.792		14.535		2.752		2.413		115.434
1 9 7 1	3.312		29.772		1.316		2.850		1.152		285		38.687
Stock d'éducation moyen en nombre d'années d'études des flux annuels de recrutement de fonctionnaires													
													1959 9,75
													1965 10,15
													1971 11,36

Source : Tableau 112.

Tableau 112 : ACCROISSEMENT ANNUEL DES FONCTIONNAIRES SELON LE SEXE ET LE NIVEAU D'EDUCATION.

	1 à 11 ans		Bacheliers		Au-dessus Bac		Licence		Maîtrise		Doctorat		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1 9 5 9	3.968	1.078	3.434	1.264	173	16	677	210	150	18	186	14	8.588	2.600
1 9 6 0	4.393	954	3.752	1.126	232	16	627	196	148	18	221	27	9.373	2.337
1 9 6 1	2.476	461	3.576	1.348	239	17	584	222	122	16	167	9	7.164	2.073
1 9 6 2	2.914	709	6.835	1.256	88	9	535	222	137	12	108	8	10.617	2.216
1 9 6 3	2.813	925	6.888	1.577	400	17	856	394	220	27	113	16	11.290	2.956
1 9 6 4	3.548	975	4.039	3.963	116	54	647	416	306	29	156	32	8.812	5.469
1 9 6 5	3.350	947	2.129	3.551	105	23	525	444	158	14	117	10	6.384	4.989
1 9 6 6	904	340	925	1.249	35	9	146	142	36	4	47	13	2.093	1.757
1 9 6 7	186	343	4.316	3.711	181	46	427	330	62	8	73	7	5.245	4.445
1 9 6 8	699	389	4.332	3.325	153	39	361	143	104	13	62	9	5.711	3.918
1 9 6 9	339	404	4.452	3.476	268	28	233	93	106	7	22	8	5.420	4.010
1 9 7 0	579	542	4.160	2.862	305	12	233	109	59	3	18	1	5.354	3.529
1 9 7 1	282	270	1.306	1.175	82	12	111	79	65	7	11	4	1.726	1.678

Source : Annuaire statistique 1971.

§ 3 - LES DETENTEURS DU CAPITAL EDUCATION.

A) Niveau d'éducation et prestige social.

De tout temps, la moindre dose d'éducation a conféré un certain prestige social à son détenteur. Ce dernier jouit de considérations sociales plus ou moins hautes selon son niveau de savoir.

L'éducation n'est certes pas le seul facteur, ni le plus important dans l'élévation de la hiérarchie sociale. En Iran, par exemple, le patron illettré, mais riche de terres agricoles ou d'usines, jouit certainement d'un prestige social incommensurablement plus élevé qu'un chômeur hautement éduqué, mais, néanmoins, à niveau de richesse (ou de noblesse) égale, une personne bien instruite jouit davantage de considérations sociales qu'une autre personne non instruite ou moins bien instruite.

Cette loi sociologique est universelle et n'est nullement propre à l'Iran.

Ce qui est propre à l'Iran, c'est que même quelques années d'études primaires permettent un prestige social considérable à son détenteur auprès des masses analphabètes qui sont majoritaires dans le pays comme nous l'avons vu.

On peut se demander si, le fait d'être instruit, fournit davantage de revenus, en fin de compte ce n'est pas le niveau de la richesse qui confère plutôt le prestige social. Dans ce cas, l'éducation n'aurait joué qu'un rôle d'intermédiaire. On peut se demander aussi si le

fait d'exercer tel ou tel métier n'aurait pas plutôt le rôle le plus décisif dans la détermination du prestige social. On sait par exemple que ceux qui exercent des professions non manuelles jouissent davantage de considérations que ceux exerçant des professions manuelles.

Dans les deux cas, on ne peut pas refuter les conclusions du raisonnement parfaitement logique. L'éducation ne jouerait donc qu'un rôle intermédiaire, elle serait un moyen ou un levier indirect.

Nous avons déjà étudié plus haut le rôle de l'éducation dans la détermination d'une catégorie socio-professionnelle. Dans le sous-paragraphe B, nous étudierons aussi les relations entre le niveau d'éducation et les salaires.

Cependant, nous pouvons affirmer que toutes choses égales par ailleurs (profession, revenus ou richesse), l'éducation permet à son détenteur un prestige social direct. Nous citerons, à l'appui de notre affirmation, l'exemple suivant : dans un chantier de travaux publics, lorsqu'il y a un groupe de 10 manoeuvres terrassiers, on peut être certain que 9 sont analphabètes, et 1 sait lire. Tous les 10 ont exactement le même salaire pour un travail identique. Mais lorsque le courrier arrive, l'alphabeté fait connaître son savoir, lit les lettres de ses camarades et il est aussitôt auréolé d'un prestige social, se distinguant ainsi de ses camarades illettrés.

B) Niveau d'éducation et salaires.

Il semble qu'il y ait une liaison (pour ne pas dire corrélation) assez étroite entre le niveau d'éducation et le montant des salaires, mais l'éducation n'est pas le seul facteur dans la détermination du niveau des salaires. Les études faites en Occident montrent que le niveau des salaires dépend, ^{également} ~~entre autres~~, d'autres facteurs :

1 - L'ancienneté dans le travail.

Les salaires en début de carrière sont bas, ensuite ils s'élèvent pour culminer après 10 ou 15 années d'ancienneté, puis déclinent de nouveau.

2 - La qualification reçue le plus souvent en cours de travail.

A niveau d'éducation et d'ancienneté égale, les manoeuvres gagnent moins que les ouvriers spécialisés qui gagnent moins que les ouvriers qualifiés, etc ...

3 - Le sexe.

Dans tous les pays du monde, même les plus avancés (Suède, U.S.A., etc ...), la rémunération des femmes est inférieure à celle des hommes, toutes choses égales par ailleurs : niveau d'éducation, l'ancienneté, la qualification, etc ...

4 - Origine sociale.

La rémunération est aussi déterminée par l'origine sociale du travailleur. Celui, qui, par les relations de ses parents, obtient un bon salaire de début, garde son avantage tout au long de sa carrière (s'il ne l'améliore pas davantage).

Pour déterminer les relations entre le niveau d'éducation et les salaires, nous tiendrons compte de l'ancienneté et de la qualification dans le travail, en négligeant le sexe (nos données concernent les deux sexes réunis) et l'origine sociale (ou le favoritisme) pour lesquels nous ne disposons d'aucune donnée chiffrée, sinon de quelques observations personnelles que nous ne pouvons pas généraliser.

L'ancienneté est indéniablement une variable déterminante du niveau des salaires. Chez les travailleurs dont le niveau d'éducation est inférieur à 13 années de scolarité réussies, le salaire croît jusqu'à 10-14 années d'ancienneté dans le travail, puis décline sensiblement. Pour ceux qui ont fait 13 années et plus d'études, le point culminant se situe à 5-9 ans. A 10-14 ans, on constate une baisse sensible et puis une remontée en fin de carrière au lieu de diminuer comme pour les autres niveaux d'éducation. Cela s'explique probablement par le fait que ceux qui ont fait des études supérieures ont commencé à un âge plus avancé leur carrière que les autres (on peut raisonnablement penser que les analphabètes commencent leur carrière à l'âge de 10-12 ans et les diplômés du supérieur à 21-23 ans).

Sur la figure 47, nous avons représenté les travailleurs selon leur niveau d'éducation par diverses courbes. Ces courbes évoluent en fonction de l'ancienneté (abscisse), selon le niveau des salaires hebdomadaires (ordonnée). Pour le moment, on ne tient donc pas compte du niveau de qualification professionnelle. Nous introduirons la variable qualification après une première analyse "toutes qualifications confondues".

Nous pouvons constater que l'éventail des salaires entre les travailleurs analphabètes urbains et ceux qui ont fait 13 ans et plus d'études est très largement ouvert.

L'écart de salaire entre ces deux extrêmes du niveau d'éducation va selon l'ancienneté de 1 à plus de 7 :

Ancienneté dans la profession -----		Ecart des salaires (urbains) entre analphabètes et 13 ans et + d'études Nombre de fois -----
Moins de 5 ans	.....	7
5 - 9 ans	.....	6
10 -14 ans	.....	5
15 ans et plus	.....	6

Si l'on tient compte aussi du niveau de qualification, l'éventail des salaires s'ouvre encore davantage. Nous prenons l'exemple suivant : L'écart entre les salaires des ouvriers non qualifiés, analphabètes et les spécialistes ayant fait 13 ans et plus d'études est considérable :

Début de carrière	:	10 fois
Fin de carrière	:	9 fois.

Les salaires hebdomadaires des ouvriers non qualifiés analphabètes sont de 600 rials et ceux des spécialistes de 5.900 rials en début de carrière.

Le niveau d'éducation ne joue presque aucun rôle sur le niveau des salaires des ouvriers agricoles dans les régions rurales.

Voici quelques exemples :

Salaires hebdomadaires en rials

	Début de carrière Ancienneté - 5 ans	Milieu de carrière Ancienneté 10-14 ans	Fin de carrière Ancienneté 15 ans et +
Analphabètes	497	513	485
1 - 4 ans d'études	497	676	461
5 - 9 ans d'études	498	707	427
10 -12 ans d'études	-	-	840

Ce fait explique probablement, en partie, le peu d'empressement des ouvriers agricoles à envoyer leurs enfants à l'école, du moment que les études n'apportent aucune amélioration financière à leur condition sociale si l'enfant doit rester dans la même catégorie socio-professionnelle.

Salaires des travailleurs de l'Etat et du secteur privé.

Nous avons démontré qu'en Iran l'Etat était le plus grand utilisateur du capital intellectuel. Comment y parvient-il ?

Nous allons voir maintenant qu'il y parvient en pratiquant des salaires plus élevés que dans le secteur privé.

Les salaires horaires s'établissaient comme suit en 1972, sans distinction du niveau de qualification :

Fig. 47 Les relations entre le salaire, le niveau d'éducation et l'ancienneté
Travailleurs urbains seulement.

489

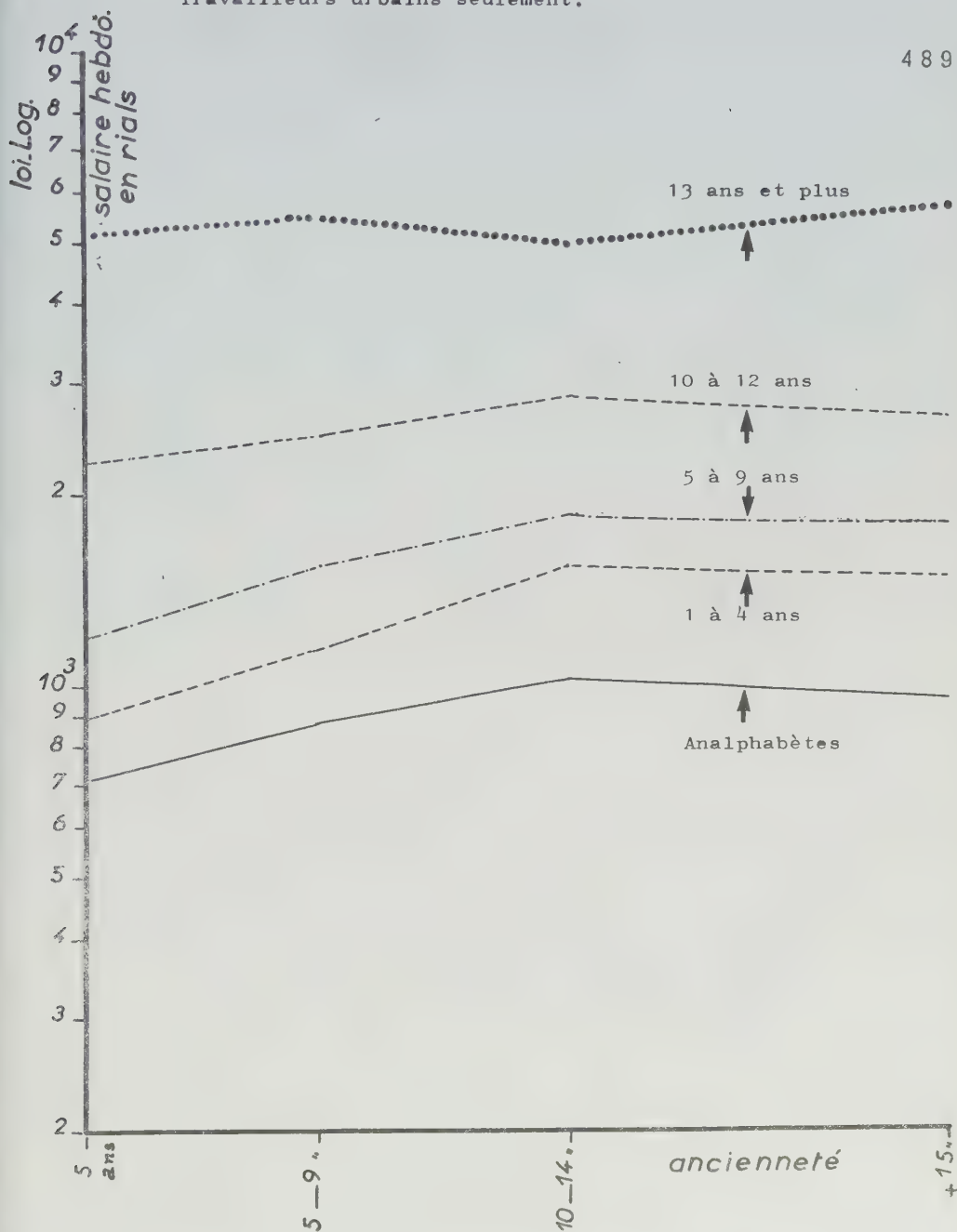


Tableau 113 : SALAIRES HEBDOMADAIRES SELON LE NOMBRE D'ANNEES
D'ETUDES ET L'ANCIENNETE DANS LE TRAVAIL ET LA
SPECIALISATION EN IRAN (Zones urbaines)
- Hommes + Femmes en 1972 -
- En rials -

Ancienneté		Total	Moins de 5 ans	5 - 9 ans	10 - 14 ans	15 ans et plus	n.d.
Années d'études et qualification							
<u>TOTAL</u>	.....	1.597	1.435	1.621	1.772	1.681	1.887
Analphabètes	....	887	708	879	1.041	983	816
1 - 4 ans	....	1.256	898	1.164	1.576	1.518	1.041
5 - 9 ans	....	1.526	1.195	1.557	1.881	1.855	1.345
10 - 12 ans	....	2.492	2.262	2.499	2.870	2.736	2.439
13 ans et plus	....	5.403	5.173	5.516	5.055	5.876	5.589
n. d.	....	1.686	2.089	1.108	924	2.314	1.008
<u>Agriculteurs</u>	....	794	734	815	796	813	655
Analphabètes	....	769	716	796	768	779	748
1 à 4 ans	....	896	889	839	799	956	0
5 - 9 ans	....	874	698	915	995	1.068	480
10 - 12 ans	....	-	-	-	-	-	-
13 ans et plus	....	-	-	-	-	-	-
n. d.	....	652	1.050	490	583	-	-
<u>Non qualifiées</u>	....	743	609	796	867	805	543
Analphabètes	....	699	597	713	792	743	519
1 - 4 ans	....	880	634	878	1.013	1.103	613
5 - 9 ans	....	809	621	1.050	1.225	863	503
10 - 12 ans	....	1.638	-	-	-	713	480
13 ans et plus	....	700	-	-	-	-	-
n. d.	....	650	369	610	-	610	980
<u>Qualifiées</u>	....	1.610	1.380	1.566	1.840	1.865	1.849
Analphabètes	....	1.049	791	996	1.252	1.283	1.459
1 - 4 ans	....	1.339	1.071	1.217	1.587	1.645	1.289
5 - 9 ans	....	1.627	1.310	1.590	1.928	2.029	1.542
10 - 12 ans	....	2.405	2.172	2.424	2.747	2.659	2.644
13 ans et plus	....	3.000	2.943	2.799	3.302	3.321	2.005
n. d.	....	1.636	1.039	1.202	1.066	3.260	1.050
<u>Maîtrise</u>	....	2.476	2.581	2.456	2.588	2.382	738
Analphabètes	....	1.454	1.368	1.283	1.495	1.548	0
1 - 4 ans	....	2.275	1.265	2.114	2.764	2.272	1.750
5 - 9 ans	....	2.553	2.372	2.404	2.731	2.791	1.389
10 - 12 ans	....	3.711	3.529	3.680	3.865	4.085	0
13 ans et plus	....	3.969	3.056	4.668	4.401	4.349	0
n. d.	....	2.007	0	2.397	0	1.400	0
<u>Spécialistes</u>	....	6.199	5.917	6.456	5.829	6.493	7.888
Analphabètes	....	-	-	-	-	-	-
1 - 4 ans	....	-	-	-	-	-	-
5 - 9 ans	....	-	-	-	-	-	-
10 - 12 ans	....	-	-	-	-	-	-
13 ans et plus	....	6.186	5.883	6.456	5.829	6.493	7.888
n. d.	....	14.000	14.000	-	-	-	-

Source : Ministère du Travail.

Tableau 114 : SALAIRES HEBDOMADAIRES (REGIONS RURALES) SELON LE
NOMBRE D'ANNEES D'ETUDES, LA QUALIFICATION ET
L'ANCIENNETE DANS LE TRAVAIL EN 1972.
- Hommes + Femmes, en rials -

Ancienneté Années d'études et qualification	Total	Moins de 5 ans	5 - 9 ans	10 - 14 ans	15 ans et plus	n. d.
	Moyenn. toutes ancienn.					
TOTAL	639	564	741	788	607	681
Analphabètes	531	448	568	649	535	455
1 - 4 ans	742	616	762	970	807	701
5 - 9 ans	971	729	1.095	1.156	1.318	2.285
10 - 12 ans	2.117	1.975	2.462	2.537	1.529	1.903
13 ans et plus	2.853	7.000	2.460	1.773	5.171	0
n. d.	609	399	500	1.200	700	420
Agriculteurs	498	498	540	534	483	498
Analphabètes	494	497	520	513	485	505
1 - 4 ans	495	497	545	676	461	451
5 - 9 ans	539	498	645	707	427	0
10 - 12 ans	840	0	0	0	840	0
13 ans et plus	-	-	-	-	-	-
n. d.	700	700	-	-	-	-
Non qualifiés	564	503	618	644	563	260
Analphabètes	548	476	585	635	553	260
1 - 4 ans	621	530	848	647	586	0
5 - 9 ans	660	605	684	773	758	0
10 - 12 ans	-	-	-	-	-	-
13 ans et plus	-	-	-	-	-	-
n. d.	-	-	-	-	-	-
Qualifiés	821	613	912	111	989	1.113
Analphabètes	560	407	595	859	698	339
1 - 4 ans	971	732	785	1.086	1.460	1.189
5 - 9 ans	1.240	926	1.409	1.280	1.774	2.285
10 - 12 ans	1.941	1.805	2.090	2.304	1.667	1.903
13 ans et plus	1.773	0	0	1.773	0	0
n. d.	593	0	500	1.200	700	420
Maîtres	1.440	1.074	1.830	1.490	1.445	0
Analphabètes	692	263	540	937	796	0
1 - 4 ans	976	660	1.050	1.658	925	0
5 - 9 ans	2.631	1.656	3.041	1.889	3.702	0
10 - 12 ans	3.387	3.047	3.970	4.697	262	0
13 ans et plus	0	0	0	0	0	0
n. d.	0	0	0	0	0	0
Spécialistes	3.937	7.000	2.460	0	5.171	0
Analphabètes						
1 - 4 ans						
5 - 9 ans						
10 - 12 ans						
13 ans et plus	3.937	7.000	2.460	0	5.171	0

Source : Ministère du travail.

Tableau 115 : SALAIRES HEBDOMADAIRES SELON LE NOMBRE D'ANNEES D'ETUDES
ET L'ANCIENNETE DANS LE TRAVAIL ET LA SPECIALISATION
EN IRAN EN 1972.

- Hommes + Femmes, en rials -

Ancienneté	Total	Moins de 5 ans	5 - 9 ans	10 - 14 ans	15 ans et plus	n.d.
Années d'études et qualification						
TOTAL	1.258	1.159	1.374	1.471	1.186	1.471
Analphabètes	701	582	745	865	706	617
1 - 4 ans	1.105	801	1.065	1.446	1.300	908
5 - 9 ans	1.432	1.101	1.483	1.778	1.784	1.455
10 - 12 ans	2.461	2.241	2.496	2.834	2.640	2.369
13 ans et plus	5.379	5.180	5.423	5.040	5.858	5.589
n. d.	1.455	1.771	1.006	1.020	2.146	694
Agriculteurs	539	539	591	576	520	507
Analphabètes	528	535	568	547	515	515
1 - 4 ans	581	569	641	722	551	451
5 - 9 ans	606	532	693	777	596	480
10 - 12 ans	595	-	-	-	595	-
13 ans et plus	-	-	-	-	-	-
n. d.	671	786	490	583	-	-
Non qualifiés	671	569	724	781	696	514
Analphabètes	631	546	660	726	647	482
1 - 4 ans	805	596	870	940	961	613
5 - 9 ans	772	617	951	1.120	844	503
10 - 12 ans	938	879	1.357	-	713	480
13 ans et plus	700	700	-	-	-	-
n. d.	-	-	-	-	-	-
Qualifiés	1.450	1.196	1.451	1.720	1.695	1.684
Analphabètes	870	615	873	1.146	1.080	1.004
1 - 4 ans	1.259	940	1.132	1.492	1.610	1.263
5 - 9 ans	1.587	1.262	1.571	1.877	2.010	1.651
10 - 12 ans	2.369	2.147	2.399	2.699	2.582	2.540
13 ans et plus	2.997	2.943	2.799	3.277	3.321	2.005
n. d.	1.332	903	971	1.123	2.836	582
Maîtres	2.257	2.262	2.353	2.284	2.191	738
Analphabètes	1.203	936	1.065	1.288	1.321	0
1 - 4 ans	2.084	961	2.080	2.605	2.167	1.750
5 - 9 ans	2.566	2.304	2.449	2.418	2.962	1.389
10 - 12 ans	3.668	3.466	3.742	3.945	3.847	0
13 ans et plus	3.969	3.056	4.668	4.401	4.349	0
n. d.	2.007	0	2.397	0	1.400	0
Spécialistes	6.154	5.922	6.288	5.829	6.451	7.888
Analphabètes	-	-	-	-	-	-
1 - 4 ans	-	-	-	-	-	-
5 - 9 ans	-	-	-	-	-	-
10 - 12 ans	-	-	-	-	-	-
13 ans et plus	6.142	5.889	6.288	5.829	6.451	7.888
n. d.	14.000	14.000	-	-	-	-

Source : Ministère du Travail 1972.

Etat	(Fonctionnaires	63 rials
	(Autres travailleurs	23 "
	Autres travailleurs	14 " .

Les fonctionnaires gagneraient donc 4,5 fois plus, et les autres travailleurs de l'Etat 64 % de plus que les salariés du secteur privé.

En calculant les salaires horaires selon les niveaux de qualification (donc indirectement selon le niveau d'éducation), on s'aperçoit que l'écart entre les salaires du secteur public et du secteur privé diminue et même disparaît pour les spécialistes :

<u>Qualification et durée moyenne des études</u>		<u>-Salaires horaires en rials</u>		<u>1972</u>
		<u>Fonctionnaires</u>	<u>Autres trav. Etat</u>	<u>Trav. secteur privé</u>
Agriculteurs	1,36 an :	15,90	14,09	9,14
Trav. non quali- fiés	1,61 an	25,08	19,48	9,61
Trav. qualifiés	3,18 ans	48,67	27,98	18,16
Contremaîtres	2,42 ans	77,87	45,10	31,23
Spécialistes	15,00 ans	152,08	85,96	151,64

On peut faire ici les remarques suivantes :

1°) L'éventail des salaires est plus ouvert dans le secteur privé que dans le secteur public. Les écarts entre les salaires les plus bas et les plus élevés sont :

Fonctionnaires :	de 1 à 9,5
Autres travailleurs de l'Etat :	de 1 à 6,1
Salariés du privé :	de 1 à 16,6.

2°) Le niveau moyen d'éducation des travailleurs qualifiés est plus élevé que celui des contremaîtres, mais les salaires de ces derniers sont beaucoup plus importants, ce qui laisserait croire que le facteur éducation est de signe négatif. En fait, la responsabilité du commandement rapporte davantage que le savoir scolaire.

3°) A tous les niveaux de qualification, les salaires horaires versés par l'Etat sont supérieurs à ceux du secteur privé. Il y a une seule exception, c'est la qualification "spécialistes". Le salaire horaire d'un spécialiste du secteur privé est équivalent du salaire horaire du fonctionnaire et près du double du salaire des autres travailleurs de l'Etat.

Pour plus de détails, voir les tableaux 116 à 118.

C) Niveau d'éducation et chômage.

Dans un pays comme l'Iran où le chômage est très important et le niveau d'éducation moyen de la population très bas, il peut paraître difficile d'établir un quelconque lien entre ces deux paramètres.

Cependant, après quelques réserves que nous allons formuler sur l'exactitude des données sur le nombre de chômeurs, nous tenterons, néanmoins, d'étudier la population de chômeurs selon le niveau d'éducation.

Tableau 116 : SALAIRES HEBDOMADAIRES DES DIFFERENTES CATEGORIES
DE SALAIRES EN 1972 EN IRAN.

- En rials et par semaine -

	Total		Agriculteurs		Travailleurs qualifiés		Travailleurs non qualif.		Maîtres		Spécialistes	
	Sal.	h/s	Sal.	h/s	Sal.	h/s	Sal.	h/s	Sal.	h/s	Sal.	h/s
<u>IRAN</u>												
Fonctionnaires de l'Etat	2.773	44	970	61	1.254	50	1.190	45	3.504	45	6.083	40
Autres travailleurs de l'Etat	1.226	53	775	55	1.013	52	1.483	53	2.345	52	4.126	48
Salariés du secteur privé	820	58	521	57	586	61	1.017	56	1.749	56	6.672	44
<u>Zone urb.</u>												
Fonctionnaires de l'Etat	2.826	44	970	61	1.275	50	2.223	45	3.548	44	6.068	41
Autres travailleurs de l'Etat	1.282	52	929	54	1.042	52	1.538	52	2.243	50	4.126	48
Salariés du secteur privé	1.034	59	733	62	624	61	1.148	58	2.040	57	6.672	44
<u>Zone rur.</u>												
Fonctionnaires de l'Etat	2.149	44	-	-	1.010	48	1.819	44	3.258	48	6.755	38
Autres travailleurs de l'Etat	1.066	54	628	56	906	51	1.329	55	2.868	65	-	-
Salariés du secteur privé	551	57	494	56	537	61	638	52	835	54	-	-

Source : Ministère du Travail.

Tableau 117 : POPULATION EMPLOYEE SELON LE NOMBRE D'ANNES
D'ETUDES ET LA QUALIFICATION EN 1972.

- Hommes + Femmes -

	Agriculture	Non qualifiée Main d'oeuvre	Qualifiée	Contre-maîtres	Spécialistes	n.d.	Total
Stock moyen d'éducation	1,36	1,61	3,18	2,42	15,00		
Total	3.347.793	1.043.804	2.707.894	447.610	87.476	1.056	7.635.633
Analphabètes	2.779.237	784.417	1.247.814	282.064	-	282	5.093.814
1-6 ans	550.143	238.091	980.971	117.838	-	442	1.887.485
6-12ans	14.437	19.681	448.023	41.674	-	73	523.888
13 ans et plus	0	270	24.583	4.784	87.341	0	116.978
n. d.	3.976	1.345	6.503	1.250	135	259	13.468

Source : Ministère du Travail 1972.

Tableau 118 : COMPARAISON DES SALAIRES HEBDOMADAIRES : SALAIRES
DU SECTEUR PRIVE AVEC CEUX DE L'ETAT, EN 1972.

- En rials et heures par semaine -

	Fonction- naires de l'Etat		Autres travailleurs de l'Etat		Salariés du secteur privé	
	Salai- res	Heures de trav.	Salai- res	Heures de trav.	Salai- res	Heures de trav.
Agriculture, forêt, chasse, pêche	1.898	48	1.457	56	530	59
Mines	3.939	50	1.269	51	1.350	53
Production industrielle ..	3.429	52	1.408	54	764	53
Construction	3.423	49	1.293	51	953	58
Eau, électricité, gaz, santé	2.548	48	1.327	52	1.347	56
Commerce, banques, assurances	2.903	47	1.229	52	1.284	60
Transport, communications ..	2.293	50	1.381	52	1.313	66
Services	2.764	42	1.056	52	808	62
N. C.	2.663	51	1.484	51	1.882	55
TOTAL	2.773	44	1.226	53	820	58

Source : Ministère du Travail.

Le recensement de 1966 avait mis en évidence l'existence de 726.000 chômeurs (personnes en quête de travail). 6 ans après, l'enquête 1972 du Ministère du Travail faisait ressortir un nombre ridicule de chômeurs : 88.000, soit donc une diminution fantastique de 88 %.

Or, contradiction flagrante, l'enquête 1971 du même Ministère montrait que la population employée n'avait augmenté, en 5 ans, que de 1,8 %. Ainsi, est-il évident que si l'emploi total est stationnaire, le nombre de chômeurs ne peut pas diminuer (encore moins de 88 %).

Lors d'un séminaire du 1-8 du mois d'Esfand 1349 (février 1970), M. Amine Zadeh, du Ministère du Travail, prévoyait, pour la fin du IVème Plan (mars 1973), 197.000 chômeurs, et pour la fin du Vème Plan (mars 1978), 250.000 chômeurs.

Dans ces conditions, il paraît très nettement que l'enquête de 1972 a été falsifiée pour montrer une diminution exemplaire du chômage.

Cependant, d'après quelques recoupements, il paraît que la falsification a porté simplement sur le volume global du chômage, les proportions par niveaux d'études ne semblant pas atteintes par la manipulation.

La proportion d'analphabètes dans l'ensemble des chômeurs, qui était de 77 % en 1966, serait descendue à 65 % en 1972.

Ceci montrerait que les personnes ayant fréquenté les écoles sont de plus en plus atteintes. On sait, en effet, que la proportion d'analphabètes de la population reste stationnaire, depuis 1966 (1).

(1) Cf. Supra notre paragraphe sur la croissance de la population analphabète.

Sur le point de savoir de façon plus détaillée l'évolution du nombre des chômeurs selon l'alphabétisme, on peut se reporter aux tableaux suivants n°s 119 à 122.

Si donc, comme nous avons supposé, la falsification de l'enquête n'a pas porté sur les proportions, il y a un lien très étroit entre le niveau d'éducation et le taux de chômage.

En effet, les chômeurs bacheliers, qui constituaient 3,3 % du chômage total en 1966, seraient passé à 17,1 % en 1972. La proportion des chômeurs du niveau d'études supérieures aurait été multipliée par 17 (0,1 % en 1966 et 1,7 % en 1972).

Voici la proportion de chômeurs de quelques niveaux d'éducation en 1966 et en 1972 :

		<u>1 9 6 6</u>	<u>1 9 7 2</u>
		%	%
- 1 à 6 ans d'études	.....	10,5	29,3
- 7 à 11 ans d'études	.....	2,3	13,2
- 12 ans (bac)	.....	3,3	17,1
- Etablissements supérieurs	.....	0,1	1,7
<u>Sous-Total</u>	.....	<u>16,2</u>	<u>61,3</u>
- Alphabètes sans certificat	.....	4,3	3,8
- Analphabètes	.....	76,9	34,5

On remarquera que la croissance de l'éducation en Iran a surtout servi à augmenter les proportions de chômeurs "intellectuels".

Tableau 119 : CHOMEURS SELON L'ALPHABETISATION ET L'HABITAT,
EN 1966.

	TOTAL		Zones urbaines		Zones rurales	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	+		+		+	
	Femmes		Femmes		Femmes	
Total chômeurs	725.689	89.845	158.067	11.681	567.622	78.164
Analphabètes	541.674	80.159	68.807	4.588	472.867	75.571
Demi-alphabètes	16.158	858	2.439	111	13.719	747
Alphabètes	167.336	8.727	86.692	6.960	80.644	1.767
N. D.	521	101	129	22	392	79

Source : Annuaire statistique 1972.

Tableau 120 : CHOMEURS SELON L'ALPHABETISATION ET L'HABITAT,
EN 1966.

- En pourcentage -

		TOTAL		Zones urbaines		Zones rurales	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
		+		+		+	
		Femmes		Femmes		Femmes	
Total chômeurs	.....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Analphabètes	.....	74,6	89,2	43,5	39,2	83,3	96,6
Demi-alphabètes	.....	2,2	0,95	1,5	0,95	2,4	0,9
Alphabètes	.....	23,0	9,7	54,8	59,5	14,2	2,2
N. D.	.....	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1

Source : Annuaire statistique 1972.

Tableau 121 : CHOMEURS SELON LE SEXE, L'AGE ET L'ALPHABETISATION,
EN 1972.

		Hommes			Femmes		
		Alpha- bètes	Anal- phab.	Total	Alpha- bètes	Anal- phab.	Total
10 - 14 ans	.....	2.493	3.913	6.406	1.068	433	1.501
15 - 19 ans	.....	13.503	5.211	18.714	3.668	1.000	4.668
20 - 24 ans	.....	19.042	2.232	21.274	3.613	270	3.883
25 - 29 ans	.....	6.839	3.844	10.683	719	0	719
30 - 34 ans	.....	1.355	1.907	3.262	135	59	194
35 - 39 ans	.....	1.242	2.195	3.437	0	453	453
40 - 44 ans	.....	1.018	1.776	2.794	0	0	0
45 - 49 ans	.....	943	3.619	4.562	0	65	65
50 - 54 ans	.....	976	1.251	2.227	0	0	0
55 - 59 ans	.....	811	804	1.615	0	0	0
60 - 64 ans	.....	465	1.380	1.845	0	149	149
65 ans et plus	.....	99	0	99	0	0	0
TOTAL	.....	48.786	28.132	76.918	9.203	2.429	11.632
Pourcentage	.....	63,4	36,6	100,0	79,1	20,9	100,0

Source : Ministère du Travail 1972.

TABLEAU 122 : CHOMEURS SELON LE SEXE, L'AGE ET L'ALPHABÉTISATION,
EN 1972.

- En pourcentage -

		Hommes			Femmes		
		Alpha- bètes	Anal- phab.	Total	Alpha- bètes	Anal- phab.	Total
TOTAL	.....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
10 - 14	....	5,1	13,9	8,3	11,6	17,8	12,9
15 - 19	....	27,6	18,5	24,3	39,8	41,1	40,1
20 - 24	....	39,0	7,9	27,6	39,2	11,1	33,3
25 - 29	....	14,0	13,6	13,8	7,8	0,0	6,2
30 - 34	....	9,7	6,7	4,2	1,4	2,4	1,6
35 - 39	....	3,5	7,8	4,4	0,0	18,6	3,8
40 - 44	....	2,0	6,3	3,5	0,0	0,0	0,0
45 - 49	....	1,9	12,9	5,9	0,0	2,6	0,5
50 - 54	....	0,0	4,4	2,8	0,0	0,0	0,0
55 - 59	....	1,5	2,6	2,0	0,0	0,0	0,0
60 - 64	....	0,0	4,9	2,3	0,0	6,1	1,2
65 et plus	....	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0

Source : Ministère de l'Éducation.

Le détail de nos calculs se trouve dans les tableaux 123, 124, 125 et 126 suivants.

L'analyse des chômeurs selon le niveau d'éducation et les groupes d'âge est également fort instructive.

Dans le groupe d'âge 15-19 ans, 57 % des chômeurs alphabètes auraient fait 1 à 6 années d'études primaires 1972.

A l'âge de 20-24 ans, 46 % des chômeurs alphabètes auraient ~~obtenu~~ le bac. Cela montre qu'ilssont en chômage depuis un maximum de 5 ans. La proportion des bacheliers parmi les chômeurs lettrés reste quand même assez importante dans le groupe d'âge 25-29 ans, cela prouve aussi que 10 ans après l'obtention du baccalauréat, le quart des chômeurs lettrés était encore constitué de bacheliers.

En ce qui concerne les chômeurs du niveau d'études supérieures, la plus grande proportion se trouve située à l'âge de 55-59 ans ; dans ce groupe d'âge, 17 % des chômeurs lettrés ont fait des études supérieures. Ils sont également assez nombreux dans le groupe d'âge 25-29 ans : 15 % des chômeurs lettrés ont un niveau d'éducation supérieure.

En 1966, d'après le recensement, il y aurait eu 1.720 chômeurs ayant fait des études supérieures. D'après l'enquête 1972, il n'y en aurait que 1.526. A notre avis, étant données les falsifications, nous estimons que le nombre de chômeurs du niveau supérieur doit être de l'ordre de 3.400, sur la base des prévisions d'Amine Zadeh.

Tableau n° 123 - LES CHOMEURS ALPHABETS SELON LE NIVEAU D'EDUCATION
ET L'HABITAT EN IRAN (1966)

	IRAN ENTIER		ZONE URBAINE		ZONE RURALE	
	H+F	F	H+F	F	H+F	F
TOTAL chômeurs	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Analphabets	76,9	90,2	45,1	40,4	85,7	99,7
Alphabets	23,0	9,7	54,8	59,5	14,2	0,2
dont :						
sans certificat	4,3	0,2	4,6	0,4	4,2	-
1 à 3 ans d'études	0,2	0,9	3,5	2,9	1,9	-
4 à 5 -	4,0	0,9	7,3	3,7	3,0	-
6 ans -	6,3	2,0	15,2	11,0	3,8	-
7 à 9 ans	1,8	0,7	6,6	5,6	0,4	-
10 à 11 ans	0,5	0,2	1,9	1,8	0	-
B.A.C.	3,3	4,0	14,1	30,9	0,4	-
Un an et plus sans diplôme supplémentaire	0	0	0,1	0	0	-
Licence	0,1	0,2	0,6	1,6	0	-
Maîtrise	0	0	0	0	0	-
Ingénieur	0	0	0	0	0	-
Doctorat	0	0	0,1	0,4	0	-
n. d.	0,1	0	0,2	0,4	0	-

Source : Annuaire Statistiques 1972

Tableau n° 124 - LE CHOMAGE DANS SON RAPPORT AVEC LE SEXE ET LE NIVEAU
D'EDUCATION SELON L'HABITAT - 1972 (H + F)

	IRAN		ZONE URBAINE		ZONE RURALE	
	H + F	F	H + F	F	H + F	F
T O T A L	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Analphabets	34,5	20,8	25,6	12,1	70,0	50,0
Alphabets	65,4	79,1	74,3	87,8	29,3	50,0
dont :						
Sans certificat	3,8	1,1	4,0	1,4	3,2	0
1 à 6 ans d'ét.	29,3	20,8	30,9	12,7	22,9	47,5
6 à 11 ans -	13,2	9,6	15,9	12,3	2,2	0
12 ans -	17,1	43,3	21,1	55,9	0,9	0
13 ans et +	1,7	4,1	2,1	5,3	0	0
n. d.	0,1	0	0,1	0	0	0

Source : Ministère du Travail - 1972

Tableau 125 : CHOMEURS ALPHABETES SELON LE NIVEAU D'EDUCATION
ET L'HABITAT EN IRAN, EN 1966.

		Iran entier		Zones urbaines		Zones rurales	
		Hommes + Femmes	Femmes	Hommes + Femmes	Femmes	Hommes + Femmes	Femmes
Total chômeurs	.....	725.689	89.845	158.067	11.681	567.622	781.164
Chômeurs analphabètes	..	558.353	81.118	71.375	4.721	486.978	779.397
Alphabètes	.....	167.336	8.727	86.692	6.960	80.644	1.767
dont							
Sans certificat	.....	31.266	233	7.388	53	23.878	180
1 à 3 ans d'études	.....	16.732	855	5.588	349	11.144	506
4 à 5 ans d'études	.....	29.187	858	11.549	436	17.638	422
6 ans d'études	.....	46.039	1.833	24.058	1.294	21.981	539
7 à 9 ans d'études	.....	13.206	702	10.539	658	2.667	44
10 à 11 ans d'études	...	3.699	220	3.135	213	534	7
Baccalauréat	.....	24.526	3.673	22.146	3.620	2.380	53
1 an et plus sans diplôme supérieur	.....	240	29	230	29	10	0
Licence	.....	1.049	193	1.027	191	22	2
Maîtrise	.....	316	11	309	11	7	0
Ingénieurs	.....	98	6	97	6	1	0
Doctorat	.....	257	52	253	52	4	0
N. D.	.....	751	62	373	48	378	14

Source : Annuaire statistique 1972.

Tableau n° 126 - LE CHOMAGE DANS SON RAPPORT AVEC LE SEXE ET LE
NIVEAU D'EDUCATION SELON L'HABITAT
(1972)

	IRAN		ZONE URBAINE		ZONE RURALE	
	H + F	F	H + F	F	H + F	F
T O T A L	120					
CHOMEURS	88.550	11.632	71.123	9.025	17.427	2.672
Analphabètes	30.561	2.429	18.254	1.093	12.307	1.336
Alphabètes	57.989	9.203	52.869	7.932	5.120	1.336
dont :						
Sans certific.	3.453	135	2.894	135	559	0
1 à 6 ans d'ét	26.014	2.420	22.007	1.149	4.007	1.271
6 à 11 ans -	11.722	1.119	11.332	1.119	390	0
12 ans d'étud.	15.172	5.045	15.008	5.045	164	0
13 ans et plus	1.526	484	1.526	484	0	0
n. d.	102	0	102	0	0	0

Source : Ministère du Travail - 1972

En admettant toujours que les proportions de l'enquête 1972 ~~soient~~ quand même justes, les trois quarts des chômeurs d'éducation supérieure seraient à l'âge de 25-29 ans. En tout cas, plus de 90 % des chômeurs "supérieurs" sont jeunes.

D) Niveau d'éducation et l'exode des cerveaux.

Nous avons étudié les migrations intérieures de populations dans la première partie de notre étude et nous avons constaté qu'il y avait des mouvements de populations très considérables à l'intérieur des frontières. Nous avons noté à cette occasion que les mouvements migratoires Iran-étranger étaient insignifiants. Cela est vrai au niveau global, mais au niveau des personnes hautement qualifiées, on ne peut en dire autant.

Dans le compte rendu des travaux de la Conférence de Lausanne, réunis par les deux plus grands spécialistes de "la fuite des cerveaux" MM. Walter Adams et Henri Rieben, respectivement professeur à Michigan State University et professeur à l'Université de Lausanne (1), on peut lire, dès la quatrième page, la remarque suivante :

"On trouve plus de médecins iraniens formés aux Etats-Unis, dans la seule ville de New-York, que dans l'Iran tout entier".

(1) Le compte rendu a paru en 1968, sous le titre "L'exode des cerveaux" - Centre de Recherches Européennes - Lausanne, diffusé en France par Payot édit.

Tableau n° 127 - LES CHOMEURS ALPHABETES SELON LE NIVEAU D'EDUCATION
ET L'AGE -(en 1972)

Age	En %				
	Sans certificat	1 à 6 ans d'étude	1 à 5 ans second.	BAC	1 an et + supplément.
10 - 14	0	100,0	0	0	0
15 - 19	0	57,5	28,1	14,3	0
20 - 24	0,6	30,4	21,5	46,1	1,2
25 - 29	8,1	35,0	17,9	24,1	14,5
30 - 34	24,2	50,3	12,0	13,3	0
35 - 39	22,8	36,8	29,3	10,8	0
40 - 44	42,2	48,7	0	9,0	0
45 - 49	64,3	35,6	0	0	0
50 - 54	39,8	60,1	0	0	0
55 - 59	49,3	21,4	12,5	0	16,6
60 - 64	35,2	42,7	0	0	0
65 et +	64,6	35,3	0	0	0
T O T A L	5,9	44,9	20,2	26,2	2,6

Source : Ministère du Travail - 1972

Tableau 128 : CHOMEURS ALPHABETES SELON LE NIVEAU D'EDUCATION
ET L'AGE, EN 1972.

- Hommes + Femmes -

Groupes d'âges	Total	Sans certif.	1 à 6 ans d'étud.	1 à 5 ans de lyc.	Bacca- laur.	1 an & + supér.
10 - 14 ans	3.561	0	3.561	0	0	0
15 - 19 ans	17.171	0	9.883	4.828	2.460	0
20 - 24 ans	22.655	135	6.888	4.883	10.461	288
25 - 29 ans	7.558	618	2.647	1.356	1.825	1.103
30 - 34 ans	1.490	362	750	179	199	0
35 - 39 ans	1.242	284	458	365	135	0
40 - 44 ans	1.018	430	496	0	92	0
45 - 49 ans	943	607	336	0	0	0
50 - 54 ans	976	389	587	0	0	0
55 - 59 ans	811	400	174	102	0	135
60 - 64 ans	465	164	199	0	0	0
65 ans et plus	99	64	35	0	0	0
TOTAL	57.989	3.453	26.014	11.722	15.172	1.526
Total des chômeurs alphabètes et analphabètes : 88.550.						

Source : Ministère du Travail 1972.

Toujours selon la même source, il y aurait, en 1966, 1.145 médecins iraniens pratiquant en Allemagne Fédérale.

Selon Ali Hadj Youssefi (1), de 1957 à 1964, 3.802 intellectuels, dont 287 techniciens et spécialistes de qualité, auraient émigré à l'étranger et notamment aux U.S.A. Entre 1959 et 1964, 1.300 iraniens auraient pris la nationalité américaine. Tous sont de qualification très élevée. 62 % de ceux-ci étaient âgés de 20 à 39 ans.

L'émigration des iraniens à l'étranger n'est possible qu'avec un bagage intellectuel élevé (et même très élevé).

Parmi les causes de "l'exode des cerveaux", on cite le plus souvent celles qui suivent, sans que personne n'ait pu encore en déterminer ou en mesurer le rôle exact :

1°) Les salaires plus élevés à l'étranger. Le phénomène de "l'exode des cerveaux" ne serait que la conséquence du fonctionnement du marché international du travail, le capital humain se déplaçant vers les régions (ou occupations) où sa productivité est élevée (rémunération égale à la valeur de son produit marginal (2)).

(1) "La jeunesse intellectuelle - Développement National en Iran" - Mémoire de diplôme du 3ème cycle IEDES - Paris 1970.

(2) Le produit marginal est la valeur de l'unité produite par le dernier travailleur embauché. Toutes les rémunérations s'alignent, d'après la théorie marginaliste de l'économie, sur la valeur de l'unité supplémentaire produite par le travailleur supplémentaire.

2°) L'avenir professionnel. Les possibilités d'avancement et l'assurance d'une pension de retraite décente seraient plus élevées dans les pays occidentaux.

3°) La résistance au changement dans les pays d'émigration. Les entraves du traditionnalisme, du conservatisme et de la bureaucratie, seraient très douloureusement ressenties par les personnes hautement qualifiées.

4°) Absence d'une politique réaliste de l'emploi dans les pays d'émigration et notamment un taux élevé de chômage d'intellectuels.

5°) La tyrannie politique. Les personnes hautement éduquées aspireraient plus fortement à un régime de démocratie égalitaire freinée par l'obscurantisme des classes dirigeantes héritées du féodalisme, etc ...

Dans le cas de l'Iran, toutes les causes que nous venons de citer jouent certainement un rôle.

Mais, de plus, les iraniens ont de très grandes facilités pour émigrer.

L'émigration provisoire pour des raisons d'études supérieures est même rendue inévitable pour beaucoup d'étudiants iraniens du fait de l'insuffisance des structures d'accueil des universités iraniennes.

Nous avons souligné plus haut (1) l'importance des effectifs d'étudiants à l'étranger : 8 % du total des étudiants à l'intérieur et à l'extérieur, soit 31.000 étudiants en 1972.

(1) Voir tableau 59 et les commentaires qui le précèdent.

Cette immigration provisoire pour raison d'études se transforme facilement en émigration définitive.

C'est la raison pour laquelle plus de 500 iraniens par an choisissent la nationalité américaine et des milliers de médecins iraniens exercent dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord.

En dehors du courant d'émigration vers les pays occidentaux, il y a un courant vers les pays socialistes de l'est. Il y aurait, actuellement, quelques 2.000 personnes hautement qualifiées dans ce groupe de pays.

CHAPITRE III

EDUCATION ET MOUVEMENTS SOCIO- POLITIQUES

§ I - Mass media

§ 2 - Participation des intellectuels dans la
politique officielle

§ 3 - Participation des intellectuels dans
l'opposition politique

§ - I MASS MEDIA

Comme nous l'avons étudié, le dix neuvième siècle fut l'époque des contacts continus de l'Iran avec l'occident et cela pour deux raisons : l'intérêt des puissances étrangères pour cette partie du monde et l'évolution de la société iranienne.

Ces contacts étaient utiles dans la mesure où la société iranienne trouvait ses aspirations confirmées par l'apport des Européens. Le voyage des iraniens vers l'Europe, surtout l'envoi des étudiants qui avait commencé vers les débuts du siècle, la visite des rois et d'un grand nombre de courtisans, l'entrée des journaux étrangers qui apportaient de nouvelles idées, au moins, à un groupe d'élites intellectuelles, étaient de bonnes choses, la formation d'une force militaire sous la direction du général Gardanne envoyé par Bonaparte, tout cela facilitait et accélérail la marche de la société et surtout la formation d'un groupe d'avant-gardes ou de progressistes.

La création de l'école Polytechnique manifeste à la fois le besoin de cadres et le réveil du pays. Cette école donna naissance à un groupe d'intellectuels qui prendront part activement dans le développement

.../...

.../...

social de l'Iran. L'aspect social de l'école était beaucoup plus important car les diplômés de ce centre d'éducation vivaient, en réalité, en société européenne. Les enseignants, de nationalités différentes travaillaient avec zèle, ayant pris conscience de l'importance de leur tâche. Les 1.100 diplômés de l'Ecole formaient chacun à son tour d'autres éléments et facilitaient ainsi la propagation des idées, qui finirent par la réalisation de la révolution de 1907, bien qu'incomplète, mais indispensable pour l'évolution politique et sociale de l'Iran.

Ainsi, les polytechniciens se présentent-ils comme les éléments d'un mass médium moderne.

Mais une éducation dans n'importe quelle discipline a besoin d'un support d'information. Interrogeons nous sur les moyens d'information et d'éducation dans la période qui nous concerne.

Nous étudierons brièvement, les médina traditionnelles, la presse et les média modernes.

I - Communication orale :

a) - Les Sadates

Dans le chapitre concernant la structure de la société iranienne nous avons déjà parlé de cette couche sociale. Les Sadates ont le contact direct avec les agriculteurs et les marchands. Ils se déplacent dans les périodes de l'exploitation (I) d'une maison à l'autre et ainsi ils racontent

.../...

(I) La loi religieuse leur reconnaît un droit, une sorte de "dîme" (Khoms) qui veut dire "un cinquième" des revenus, calculé selon des règles très précises.

.../...

ce qu'ils ont entendu ailleurs et apprennent d'autres nouvelles pour raconter aux autres. Ils créent ainsi un moyen de communication de masse entre la ville et la campagne.

b) - Les Derviches

C'est un élément qui se prend pour un mystique, on peut dire que c'est un soi-disant mystique. C'est le mystique qui ne se sent aucun besoin d'une éducation temporelle. Il apprend quelques morceaux de poèmes par coeur et les récite ça et là en chantant, ainsi il rend visite aux groupes et se promène dans la rue. Ses connaissances sont d'origine orale et il les communique oralement. Dans un certain sens c'est un mystique menant un mode de vie "hippy" avant la lettre (I).

N'oublions pas que nous étudions une société analphabète en majorité, c'est pourquoi l'éducation orale y tient une place importante.

Une société analphabète ne signifie absolument pas une société sans culture; c'est là que l'on trouve des oreilles très vigilantes, on écoute partout; c'est pour cette raison que certaines localités de rassemblement jouent un rôle très important dans l'éducation et l'information politique du peuple.

Nous parlerons des barbiers, des cafés et des mosquées qui sont des moyens de communication de masse très efficaces.

c) - Les barbiers

C'est la couche sociale qui est la plus proche de la vie familiale dans la société traditionnelle, quelquefois même il fait partie
.../...

(I) Cf. Gobineau

.../...

des membres de la famille. Il joue le rôle du conseiller familial, il s'occupe des cérémonies des funérailles et du mariage, il est le masseur dans les bains et même le laveur des morts chez les grandes familles. Quelquefois, de grandes personnalités civiles ou religieuses font le testament d'être lavées après leur mort par leur barbier. Ce sont des polyvalents, c'est ce que nous affirme la littérature persane :

"... Vous n'avez demandé qu'un barbier, et vous avez eu en ma personne le meilleur barbier expérimenté, un chimiste très profond, un astrologue qui ne se trompe point, un grammairien achevé, un parfait rhétoricien, un logicien subtil, un mathématicien accompli dans la géométrie, dans l'arithmétique dans l'astronomie et dans les raffinements de l'algèbre, un historien qui sait l'histoire de tous les royaumes de l'univers. Outre cela, je possède toutes les parties de la philosophie... j'ai dans ma mémoire, toutes nos lois et toutes nos traditions, je suis poète, architecte; mais que ne suis-je pas ? Il n'y a rien de caché pour moi dans la nature" (I)

Enfin, le barbier est un moyen de communication de masse d'une efficacité extraordinaire. D'où sans doute l'attention de la police pour recruter des agents de renseignement parmi les barbiers et les masseurs des hammam "Les masseurs messagers".

Le personnel des bains compte tenu de ce que le client aime souvent parler, est en contact direct avec le peuple et ainsi se produit l'échange des informations.

d) - Les cafés

En Iran il n'existe pas de cafés proprement dit. Ce que l'on appelle des maisons de café est un paradoxe en occident.

En effet ces établissements qui sont très répandus n'ont pour but que de servir exclusivement du thé, des boissons non alcoolisées.

.../...

(I) Gallaud Antoine : Les mille et une nuits - Garnier Flammarion, 1965
T.I, p. 425.

.../...

Pour l'origine de cette nomination nous sommes obligés de faire une rétrospective vers le passé à une distance temporelle de plus de trois cents ans. Au seizième siècle où l'Europe se trouvait en pleine renaissance, l'Iran aussi passait des instants ~~très~~ décisifs qui devaient marquer son avenir. La dynastie Safavide avait apporté une sorte d'évolution dans plusieurs domaines : militaire, culture, gouvernement politique, l'art et surtout la religion. C'était dans cette même période qu'une faille s'était creusée entre l'Islam Ottoman et l'Islam iranien.

Le gouvernement iranien déclara officielle la religion shiite. C'était un grand événement dans son histoire culturelle et métaphysique.

Le shiisme, à la base de l'Islam mahométane, donne naissance à quelques écoles philosophiques qui devaient s'épanouir au 17^{ème} et 18^{ème} siècle pour continuer jusqu'à nos jours : c'était à l'époque Safavide que l'Iran donna des grands artistes de miniature, dont les travaux sont considérés comme des chef d'oeuvres. Isfahan, capitale des Safavides était transformé en un centre politique et spirituel. Cette ville avait commencé son développement urbain. De grandes routes communiquaient de cette ville aux autres localités principales du pays.

Des ambassadeurs étrangers vinrent à Isfahan.

A côté des transformations on voit éclore des "maisons de café" par ci et par là.

Les Iraniens connaissaient déjà le café.

Les graines enfermées par deux dans le fruit d'un arbre appelé

.../...

gahara en arabe, ce produit d'origine africain "prit le chemin de yemène" au quinzième siècle". D'abord des "maisons de café" furent installées en Arabie où elles reçurent un bon accueil. "A la Mecque une fois sa consommation fut interdite. Toutes les "maisons de café" se mirent en feu et prendre du café devint une prohibition religieuse. Mais cette interdiction ne dura qu'un an". Revenons vers Isfahan. Les maisons de café devaient répondre à un certain besoin social. Or la société persane était à cette époque, en évolution progressive et continue. C'était dans ces établissements que se rassemblaient les hommes de lettres et de sciences. On y parlait de la philosophie, de la poésie et on y buvait du café, on fumait le Narguilé.

Mais au temps des Safavides ces endroits remplissaient une autre fonction d'une importance plus considérable. L'épanouissement du shiisme avait une forte position dans ces lieux de réunion. Les murs étaient décorés avec les portraits des Imans martyrisés et de temps à autre on célébrait des cérémonies de deuil en leur honneur. Quand vous entriez dans un café en face de vous au mur vous trouviez un portrait des prophètes avec une auréole autour de la tête ou celui d'Iman Ali assis ayant pris un sabre dans ses deux mains appuyées sur ses genoux.

Fait curieux, en dessous de celui-ci et quelquefois au dessus de l'étalage de la Maison de Café on trouvait une reproduction encadrée du propriétaire actuel ou de son père, fondateur de la maison. Parce que les propriétaires des maisons de café avaient un statut social important. Ils remplissaient souvent le rôle d'un maire dans le quartier. Tous les problèmes concernant les cérémonies religieuses, des deuils, des mariages et les funérailles, étaient posés au directeur des maisons de café. Chah Abbasse le grand fréquentait les cafés à Isfahan, et Nasser-ed-din Chah était assidu au café "Ghambar" qui se trouve déjà à Téhéran et était fondé il y a déjà plus d'un siècle. Le rôle du café évoluait en fonction

.../...

des changements sociaux. Au dix-neuvième siècle les conditions économiques et sociales du peuple iranien subirent des changements très sensibles.

Si les Maisons de café à la période de la renaissance Safavide rassemblaient des hommes de lettres et créaient une ambiance de gaieté et de distraction (par exemple par les groupes de danseurs géorgiens) à la période Kadjar elles n'attiraient plus par la suite que des ouvriers des voyageurs. C'est ainsi qu'elles perdirent leurs propagations philosophiques et religieuses. Il en advint un développement du commerce entre l'Iran et la Russie d'une part et l'Iran et l'Angleterre de l'autre. La fonction dévia à un tout autre but que celui d'origine.

Faute de documents nous ne pouvons pas suivre la filière de l'activité de ces lieux de réunion qui étaient caractéristiquement religieux et philosophiques et ^{qui prenaient} ~~devaient~~ un but commercial.

Celui qui apparaît de nos jours après la deuxième guerre mondiale et par suite de la naissance des groupes communistes en Iran les Maisons de Café trouvèrent une animation. Mais ces activités politiques, se centralisaient dans quelques cafés que fréquentaient des intellectuels progressistes.

A ce propos nous pourrions donner un exemple européen de l'importance des cafés comme un des mass media très efficace destiné à diffuser les idées nouvelles : Monsieur Antoine ADAM, professeur à la Sorbonne, consacre un long paragraphe pour illustrer le rôle des cafés dans son ouvrage intitulé : "Le mouvement philosophique dans la première moitié du XVIII^{ème} siècle" (1). Cette comparaison est importante parcequ'elle met en relief la différence du progrès idéologique entre la France et l'Iran.

.../...

(1) Antoine Adam : Le Mouvement Philosophique dans la première moitié du XVIII^{ème} siècle pp. 16 et suiv. Société d'Édition d'Enseignement supérieur Paris 1967.

.../...

On pourrait penser que l'Iran traversait dans la première moitié du 20^{ème} siècle la même situation que la France dans la première moitié du XVIII^{ème} siècle : une différence de phase de deux siècles :

"Les cafés ont également joué un rôle capital dans le mouvement des idées philosophiques. Leur action s'accordait avec celle des cercles de pensée et la prolongeait. C'étaient souvent les mêmes hommes qui se retrouvaient au café après tenu une réunion où les plus graves questions avaient été discutées.

La vogue des cafés continuait en effet. Ils étaient de plus en plus nombreux, et l'on en comptait trois cent quatre vingt en 1723. Cinquante ans plus tard, leur nombre atteignait le chiffre de dix-huit cents. Autour de leurs tables de marbre les Parisiens aimaient à se rencontrer pour jouer aux échecs, lire les gazettes, discuter les nouvelles politiques et confronter leurs idées. Un mot avait été créé, en 1725 au plus tard, pour désigner les habitués des cafés. C'étaient les cafétistes.....

A vrai dire, les cafétistes se tenaient sur leurs gardes quand ils parlaient de politique. Ils savaient que la police y envoyait ses mouchards, comme on disait alors, ses mouches. Nous avons sur ce point un curieux témoignage de l'abbé Prévost. Il oppose les cafés de Londres et de Paris. Jamais, dit-il, en France, les conversations des cafés ne sont choquantes pour le gouvernement.....

L'importance des cafés dans la diffusion des Lumières fut capitale. D'abord ils amenèrent les gens de lettres et les savants à se rencontrer et à confronter leurs vues. La présence de plusieurs mathématiciens illustres au café Gradot offre une haute signification. Notre littérature, pendant quelques dizaines d'années, échappa aux traditions de frivolité, d'élégance formelle, ou de creuse éloquence, qui sont ses périls habituels. D'autre part, les réunions dans les cafés, loin des hommes du monde et des femmes, amenaient les écrivains à discuter les questions les plus sérieuses sans aucun souci de conformisme. Les théories les plus radicales pouvaient s'y affirmer sans timidité et se préciser en d'utiles discussions. Ce n'est pas Montesquieu, ni Voltaire, qui ont fait des vieilles orthodoxies la critique décisive. C'est Boindin, c'est Terrasson, Dumarsais, Fréret, ce sont "Messieurs du Café"....."

.../...

.../...

Il y aurait beaucoup à écrire à ce sujet, mais notre but est tout autre. Seulement nous dirons que ces centres d'activités progressistes des années 1940 à 1952 sont transformés en des localités de corruption et de drogue sous la protection de certains milieux.

Il existe plus de 2.000 maisons de café à Téhéran (Khosravi). Ces maisons de café, suivant les quartiers et les activités économiques, sont fréquentées par différentes couches sociales. Elles sont en quelque sorte des centres d'intégration syndicales par exemple :

- café de bouchers : rue Marvi
- café des maçons : Sarchachmeh
- café des cordonniers : Islamboul
- café voyoux et voleurs : Darrasé Ghasvine.

Les étudiants et les provinciaux aussi ont leur Maison de café. Ainsi il y a une Maison de café pour les émigrés ou voyageurs d'origine de Racht, une autre maison de café pour les Chirasient etc...

Monsieur Khosravi (I) nous donne des renseignements sur l'organisation et le personnel d'un café de la manière suivante :

- 1 - Oussa (Ostad) Maître : Propriétaire et en même temps caissier.
- 2 - serveur du thé : Il verse du thé dans les tasses et il surveille en même temps les autres serveurs, son salaire est de 50 à 150 Rials par jour.
- 3 - responsable de l'étalage : (il reste au pied du samovar)
- 4 - assistant : il aide le serveur de thé. Salaire : 50 à 80 Rials.
- 5 - porte thé : sert le thé aux clients de l'établissement. Salaire : 80 à 100 Rials.

..../...

(I) - Extrait ménagé et remanié de l'étude de Khosrow Khosravi Revn Kavoché p. 84 Bahman 1341 (1962) N° 9

.../...

6 - servent du Bazar : cette appellation se rapporte au salarié chargé de satisfaire les commerçants avoisinant désireux de boire du thé. Salaire : 25 Rials pour la vente de 100 tasses de thé.

7 - ramasseur des tasses : ramasse les tasses vides. Salaire 65 Rials.

8 - laveur des tasses (dans la plupart des cafés il remplit en même temps la fonction de ramasseur de tasses. Cette fonction correspond en occident avec celle de plongeur.

9 - distributeur de sucre : (sa fonction est de satisfaire la clientèle en sucre et est souvent remplie par le serveur de thé).

10 - Khalifa (Chef) : prépare les Narguilés. Salaire 90 Rials.

11 - balayeur (dans certains cafés ramasseur de tasses).

12 - cuisinier de DIZI. Salaire de 100 à 160 Rials.

Dans certains cafés 1,5 Rials pour chaque DIZI.

La vente des DIZI peut atteindre 40 à 200 par jour.

Le travail dans les cafés est pénible, c'est pourquoi ces travailleurs, souvent des paysans émigrés (80%) quittent ce métier après avoir économisé un peu d'argent pendant cinq à six ans de travail, pour s'occuper à un autre plus fructueux et moins fatigant (colporteur par exemple).

Si vous entrez dans un café vous devez prendre obligatoirement 2 tasses de thé.

Il existe une division spéciale dans une maison de café : le directeur pour donner signe aux servants fait continuellement entendre sa voix, par exemple vous l'entendez crier à haute voix : thé pour au-dessous de l'horloge, au-dessous du miroir, cinq thé au-dessus la tête.

.../...

.../...

Ainsi une animation tumultueuse se crée dans la maison de thé mélangée avec les conversations délibérées des clients.

Dans certains cafés il existe des Derviches narrateurs (I) qui récitent l'épopée de Fardowsi (Le livre des rois). C'est une sorte de théâtre très courant en Iran depuis les temps anciens. Dans les périodes où les rois de l'Iran faisaient la guerre avec les ennemis ces récitations jouaient un rôle important pour l'éducation guerrière des gens.

Mais maintenant, avec l'apparition de la radio-télévision, tout a changé ou va changé complètement. Les cafés perdent de plus en plus les fonctions qu'ils avaient remplies depuis plusieurs siècles.

e) - Les mosquées

Les prédicateurs des mosquées ont une large influence sur la communauté musulmane. Surtout après la prière du vendredi, ils parlent des différents problèmes religieux et sociaux. Des questions politiques concernant l'Islam en général et la vie sociale en particulier sont abordées. Ainsi il se crée une ambiance de contact d'une part entre le prédicateur et le peuple et d'autre part entre les individus. Le rôle éducatif des mosquées est très important et nous en avons traité dans le chapitre intitulé de l'histoire de l'éducation.

Ta'zia -

C'est une cérémonie religieuse théâtrale à laquelle participent les acteurs représentant les saints du chiism. Ces cérémonies ont pris naissance au dixième siècle dans la communauté chiite.

A l'époque des Chajars le Ta'zia jouissait d'une grande popularité.

.../...

(I) qui correspond au troubadour du moyen âge.

.../...

Le Ta'zia prend sa source orale dans les cérémonies commémoratives célébrées pour l'anniversaire de la mort des saints chiites.

D'abord ce sont les précidateurs qui prononcent des conférences élogieuses pour apprécier la valeur humaine et divine des imams, mais avec le temps des gestes seront créés. L'évolution ultérieure conduira à la création de pièces de théâtre religieuses sans respecter des règles très sévères.

Finalement ce théâtre fait partie de la vie sociale iranienne, et on y trouve l'accomplissement d'un devoir religieux qui peut être considéré de nos jours comme un loisir.

Les rois même, construisent des locaux spéciaux rattachés à la cour, dans lesquels toute la population de la ville prend place pour assister au spectacle.

La prière de la mosquée et le Ta'zia ont joué et jouent encore des rôles politiques considérables.

La Presse

"La presse est représentée à Téhéran par le journal de l'Iran, rédigé en Persan, qui paraît une fois par semaine. Tous les employés du gouvernement sont obligés de s'y abonner, et s'ils ne payent pas l'abonnement de la "Gazette officielle" on le retient sur leurs appointements. Le journal de l'Iran est fort original. Sa publication fait l'honneur à l'esprit inventif de son rédacteur en chef, emploi bien plus difficile qu'ailleurs, car dans cette feuille il lui est interdit de parler d'une foule de chose.

.../...

1°) Il ne peut s'occuper de la politique de l'extérieur, pour ne pas blessier la susceptibilité des ministres européens résident à Téhéran.

2°) Il ne peut traiter les affaires intérieures, afin de ne pas blessier la susceptibilité des gouvernants persans.

3°) Il ne peut indiquer les nouvelles télégraphiques, parce que, tant que l'on ne connaît pas les détails complets et précis d'une affaire, le sens peut en être dénaturé.

Bref, il serait trop long d'énumérer tout ce qui est défendu au journal de l'Iran. Mais en revanche, il peut raconter en détail les voyages du Shah aux environs de la capitale, indiquer où sa Majesté a chassé, tenir le public au courant de l'état de santé de la lionne favorite du souverain, surtout lorsqu'elle met bas et d'autres futilités".

Hommes et choses en Perse

par Mme Carla SERENA

- p. 167 ; PARIS, 1883

G. CHARPENTIER et Cie - Editeurs

C'est en 1837 que le premier (1) journal iranien parut. Le nom de ce journal montre que son directeur avait des contacts avec l'Inde ou les anglais. Il donna le titre de "Kaghazé Akhbar" qui est la traduction mot à mot du "News Paper" anglais.

Le deuxième journal apparaît en 1850 (Vaghayé Ettefaghieh).

.../...

(1) Il est probable que le premier journal soit paru en 1797 (1212 de l'Hégire). On a trouvé des traces d'un journal appelé "Akhbaré Irami" qui est la traduction mot à mot de l'anglais "Iran news". Avec la documentation actuelle et disponible, il est difficile de le prouver. Mais compte tenu de l'existence d'un grand nombre d'iraniens (les Zoroastriens), les Parsis en Inde, on peut facilement imaginer la diffusion d'un journal par eux. On retrouve les noms d'autres journaux parmi lesquels "Chamsol-Akhbar", "AInché Sekandari", "Soltanol-Akhbar", "Goftaré-râst".

.../...

Journaux les plus importants parus jusqu'à la veille de la révolution constitutionnelle

journaux	Date de parution	Journaux	Date de parution
1-Kaghazé Akhbar	1837	6-Sorayya	1898
2-Vaghayé Ettefaghieh	1850	7-Ghanoun	1889
3-Vatan (fran.persan)	1876	8-Adab	1898
4-Akhtar (hebdomadaire)	1875	9-Sour Esrafile	1907
5-Habl-al-matine	1893		

L'évolution du nombre des journaux parus est très lente; cependant vers la fin du siècle dernier, parallèlement à l'évolution de la société et au développement de l'enseignement grâce au rôle de l'école polytechnique, ce nombre s'accroît considérablement.

Le tableau suivant représente le nombre de journaux paraissant à l'intérieur du pays de 1844 à 1963.

TABLEAU N° 129

Nombre des journaux parus en Iran jusqu'en 1963

périodes	Nbre de journaux	périodes	Nbre de journaux
à 1844	I	1921 - 1924	168
1845 - 1895	48	1925 - 1941	130
1896 - 1906	55	1942 - 1963	194
1907 - 1908	167	n. d.	112
1909 - 1920	III	Total	986

Source : Organisation du Plan Téhéran.

.../...

TABLEAU N° 130

Les journaux parus en Iran et à l'étranger des origines à 1963
selon les langues.

Persan	978	Turc-Persan	3
Turc	4	Caldeén-Syriaque	4
Arménien	49	Hébreux	4
Français	9	autres	4
Arabe	2		
Français-Persan	3	total	1.060

Source : Organisation du plan Téhéran

L'étude des journaux nous montre les relations avec l'Iran, et les contacts culturels du peuple iranien avec d'autres pays du monde. On comprend aussi la part des idées sociales reçues de ces pays. Il est certain que les éditeurs de ces journaux avaient subi, chacun à son tour, une part d'influence du milieu social et politique.

Le tableau suivant nous montre le nombre total des journaux parus jusqu'à 1963 à l'étranger et leur nombre jusqu'à la révolution de 1979.

Ces publications étaient souvent discontinues; certains journaux ne pouvaient être publiés que pour une seule édition.

Une partie assez importante de ces publications paraissait sous la forme de revues (30%).

TABLEAU N° 131

Les journaux parus à l'étranger des origines à 1963.

	Nbre total	Nbre journaux jusqu'à 1907
Kabol-Herat	9	2
Istanbul	12	8
Dehli Bombaï	7	5
Calcuta	6	4
Caire	6	4
Berlin	9	-
Londres	5	2
Bagdad Najaf Karbala	7	5
Badkouba	7	3
Paris	3	2
Beyrouth	3	2
	74	37

Source : Organisation du Plan Téhéran.

Le nombre de ces publications parues jusqu'à 1906, c'est à dire à la veille de la révolution, n'atteint que 127 (12% du total) dont 37 parus à l'étranger comme le montre le tableau ci-dessus.

Nous dressons le tableau suivant pour distinguer les journaux des revues.

.../...

TABLEAU N° 132

La presse iranienne des origines à 1963 (en nombre)

	!	Total	!	Journaux	!	Revue	!	total général cumulé	!
à 1844	!	4	!	4	!	-	!	4	!
1845 - 1895	!	59	!	52	!	7	!	63	!
1896 - 1906	!	64	!	57	!	7	!	127	!
1907 - 1908	!	181	!	168	!	13	!	308	!
1909 - 1920	!	123	!	88	!	35	!	431	!
1921 - 1924	!	173	!	139	!	34	!	604	!
1925 - 1941	!	142	!	89	!	53	!	746	!
1942 - 1963	!	196	!	69	!	127	!	942	!
n. d.	!	118	!	71	!	47	!	1.060	!
TOTAL	!	1.060	!	737	!	323	!		!

Source : Organisation du plan Téhéran.

Nous pourrions attribuer à la presse iranienne une fonction politique, pendant toute la période de la dynastie Ghajar.

"La fermentation des idées nouvelles parmi les groupements persans de la Russie, de l'Egypte et de l'Inde, provoqua l'apparition simultanée de journaux, qui secrètement pénétrèrent en Perse, y critiquèrent l'état de choses établi et préconisèrent les avantages de la liberté. Le seul de ces journaux qui s'acquit la faveur universelle, fut l'Habl-oul-Matin (l'aide puissante), une feuille hebdomadaire de vingt quatre pages, publiée depuis quatorze ans par un seyyed de Kechan exilé à Calcuta. Puis, vinrent les journaux persans du Caire, le Tchehrè-Nouma (celui qui montre son visage), et l'Hikmet (la sagesse). Un journal de Bakou, Irchad (la bonne voie) se

.../...

répandit dans tout le Nord de l'Iran; il en fut de même d'une feuille humoristique, rédigée en turc azeri, le Mollah Nasr-ed-Din, qui parut à Tiflis en 1906. En outre, les journaux arabes de l'Egypte, notamment le Mouayyad, semèrent la bonne parole dans les rangs du clergé". (1)

C'était une période d'instabilité politique, l'époque des concessions et de l'intervention étrangère dans les affaires intérieures du pays.

Au cours du règne de l'ex-roi (1925 - 1941) le régime instauré ne pouvait pas donner la liberté à la presse, ni à d'autres moyens d'expression. C'était une époque où le nationalisme atteignait son apogée. Il fallait créer une union entre les différentes communautés et surtout il fallait donner naissance à une évolution sociale rapide. Il fallait la sédentarisation des nomades qui troublaient souvent la paix intérieure, intrigués par les forces étrangères et disposés faute d'une évolution sociale. L'ancien roi prit le pouvoir en main et se transforma en un "despote éclairé". Ce fut une période de dépolitisation totale de la nation.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, grâce à la présence des Alliés et à leur influence, la presse entra dans une nouvelle étape : anarchie d'abord par l'effet de la tendance de gauche, fortifiée par l'Armée Rouge, modérée ensuite, elle apparait sous le visage d'une lutte anti-impérialiste jusqu'à la chute de Mossadegh. Depuis silence de mort en matière de politique, dépolitisation totale de la presse et dévirilisation néfaste de la société.

Le tableau suivant montre grosso-modo les contenus de la presse iranienne.

.../...

(1) Aubin p. . 193,194 .

.../...

535

TABLEAU N° 133

Contenu de "Keyhan" et de "Ettelaat" les quotidiens du 2 au 12 mars 1973

	!	Keyhan	!	Ettelaat	!
		%		%	
Actualité extérieure	!	5,9	!	6,1	!
Commentaires extérieurs	!	4,5	!	6,6	!
Commentaires intérieurs	!	2,0	!	3,6	!
Articles et inf. économiques	!	1,7	!	2,6	!
sur les programmes de R.T.V.	!	2,9	!	1,4	!
Publicité	!	48,2	!	52,2	!
Sport	!	1,2	!	2,5	!
Critiques sociales (politique)	!	0,7	!	0,8	!
Autres	!	?	!	?	!

Extr. de Djafarian pp. 208 - 209

Malgré tous les efforts déployés par le gouvernement pour le développement des mass-media, malgré les différentes publications affiliées à l'Etat, l'Iran reste en retard sur ses voisins la Turquie et l'Israël en ce qui concerne la consommation du papier journal en kilogramme par tête d'habitant.

.../...

Consommation du papier journal par tête d'habitant, en kilogramme (1971)

- Iran	0,4 Kg. par tête
- Turquie	2,0 "
- Israël	10,7 "

Source : UNESCO annuaire statistique 1971

L'Iran produit à peine quelques pourcentages de sa consommation de papier : 6.070 tonnes produites en 1970 contre 124.080 tonnes importées la même année, et 21.550 tonnes produites contre 98.690 tonnes importées en 1971.

Pour l'année 1971 on assiste à une diminution d'importation contre une augmentation de production. Cependant, on constate une diminution significative de la consommation de papier en Iran de 1970 à 1971.

Importation et production de papier à l'imprimerie (tonnes)

- 1970	124.080	imprimé	6.070	produit
- 1971	98.690	"	21.550	"

Enfin, pour clore ce paragraphe nous donnerons le tableau de la consommation du papier journal et du papier à écrire et à imprimer à titre de comparaison internationale

TABLEAU N° 134

La consommation du papier en Iran et de quelques autres pays en 1970
(par tête Kg.)

	! Papier ! journal	! Papier à ! écrire et ! à imprimer !		! Papier ! journal	! Papier à ! écrire et ! à imprimer !
Allemagne Est	! 4,8	! 10,20	Japon	! 19,1	! 21,50
Allemagne ouest	! 17,5	! 34,40	Suède	! 42,7	! 33,50
Angleterre	! 27,7	! 24,20	Irak	! 0,3	! 1,70
U.S.A.	! 43,6	! 48,60	France	! 11,9	! 29,40
Iran	! 0,57	! 4,44	Egypte	! 1,0	! 1,20
Turquie	! 2,0	! 1,4	Inde	! 0,4	! 0,70
U.R.S.S.	! 4,0	! 5,20	Afghanistan	! 0,04	! 0,05

Source : Annuaire statistique UNESCO 1970

Publication des livres

Nous ne sommes pas en mesure de donner une histoire détaillée de la publication des livres en Iran, ayant limité notre travail à l'époque actuelle.

La préparation des livres dépendait, en grande partie, de l'attention manifestée par les gouverneurs à la diffusion des lettres ou des sciences. Surtout en matière de poésie et d'oeuvres littéraires, c'était les rois ou leurs représentants qui encourageaient, en tant que mécènes, les auteurs littéraires. Cette protection généreuse était en plein épanouissement surtout au moyen-âge. Mais quand nous parlons des livres, nous devons penser à l'art de la calligraphie et à celui de la peinture décorative.

.../...

.../...

On n'a pas besoin de dire que l'art plastique étant découragé, sinon interdit, par la religion, le goût artistique des musulmans (iraniens) a été orienté vers l'ornementation des écritures, d'où la naissance d'un art original avec des chefs d'oeuvres inappréciables (1), et aussi la création d'un nouveau métier : celui de calligraphe et de décorateur de livres.

Nous avons déjà parlé de l'aspect aristocratique de l'éducation et du nombre limité de personnes qui pouvaient avoir accès à l'instruction scolaire. De ce fait, la multiplication des manuscrits dépendait des demandes des familles aisées (c'était souvent des étudiants et des "mollah" curés qui pratiquaient l'art de la calligraphie).

Malgré toutes ces limitations, les bibliothèques des centres intellectuels de l'Iran possédaient d'innombrables exemplaires des manuscrits sans tenir compte des ouvrages détruits par les fanatiques religieux, ce qui n'est pas sans précédent dans l'histoire :

"Les religions qui se disputèrent le monde, rivalisèrent de fanatisme : l'admirable bibliothèque d'Alexandrie fut pillée ou détruite à deux reprises, par les vandales chrétiens au IV^{ème} siècle, puis par les musulmans frénétiques au VII^{ème} siècle" (2)

Compte tenu du peu de développement des statistiques, on ne peut pas encore présenter des données exactes sur les conditions des bibliothèques et des livres. Il y a seulement quelques années que les premiers essais ont .../...

-
- (1) Ivan Stchoukine : Les peintures des manuscrits Tīmūrides, Paris 1954
Imprimerie Nationale
Ivan Stchoukine : Les peintures des manuscrits Safavis de 1502 à 1587
Paris 1959
(2) Tobis Dantzig : Le nombre, langage de la science, Payot 1931
cité par Marcel Boll in histoire des mathématiques, P.U.F., p. 41,
Paris 1963.

étés élaborés dans ce domaine; mais on en est encore à l'étape du tâtonnement.

Les différents centres de recherche ne cachent pas leur méfiance envers les données publiées par eux-mêmes et quelquefois ils arrivent à préciser 30 à 40% de marge d'erreur à leurs statistiques.

Nous pensons que déjà on peut avoir une appréciation sur l'évolution de la publication des livres. Ahmad Mouzavi nous donne le nombre de 37.158 exemplaires de livres manuscrits dans les quatre premiers volumes de sa bibliographie et annonce un nombre total de 60.000 livres manuscrits non imprimés (cette bibliographie aura 6 volumes avec 60.000 livres au total, comprenant 20.000 titres) (1).

Le nombre de tous les ouvrages imprimés en iranien est estimé à 45.000. Nous avons pu trouver le résultat d'une recherche comprenant les publications des livres en Iran de 1941 à 1971. Ce tableau montre bien l'évolution des publications au cours des huit dernières années, qui n'est pas comparable avec les années précédentes. On voit par exemple qu'en 1963 le nombre des titres parus n'était que de 751 tandis que ce nombre atteint 4359 en 1970 et baisse à 3474 en 1971 (2). On constate que l'accroissement des publications de 1970 par rapport à 1963 est de 580% et l'accroissement de 1971 par rapport à la même année est de 462%. Il est entendu que le nombre des alphabètes a augmenté considérablement (bien que le nombre des alphabètes ait augmenté, le rapport en pourcentage n'a pas subi de grandes variations) et cet accroissement est dû surtout à cette augmentation.

On trouve une corrélation très significative entre ces deux

... ..

(1) Organisation du Plan Téhéran

(2) Rapport des activités culturelles de l'Iran en 1971. Conseil de l'Art et de la Culture, Cité par l'Organisation du Plan.

.../...

variables qui ont en même temps une relation biunivoque avec l'évolution de la société iranienne (I)

TABLEAU N° 135

Le nombre de titres de livres parus en Iran de 1941 à 1971

Année	Nbre de Titres	!	Année	Nbre de Titres	!	Année	Nbre de Titres
1941	328	!	1952	480	!	1963	751
1942	286	!	1953	387	!	1964	1.048
1943	193	!	1954	394	!	1965	1.752
1944	328	!	1955	797	!	1966	2.137
1945	328	!	1956	570	!	1967	3.169
1946	310	!	1957	690	!	1968	3.621
1947	369	!	1958	621	!	1969	4.079
1948	313	!	1959	485	!	1970	4.359
1949	505	!	1960	568	!	1971	3.474
1950	308	!	1961	587	!		
1951	538	!	1962	803	!		

Source : Organisation du Plan Téhéran.

Cependant, la Bibliothèque Nationale est chargée d'enregistrer les publications iraniennes, et la diffusion de chaque livre est soumise à l'autorisation de ce centre qui nous donne une statistique tout à fait différente pour les années 1963 à 1971. C'est la suivante :

.../...

- (I) pour avoir une idée de cette évolution on remarque que l'accroissement de 1963 par rapport à l'année 1941 (22 ans) n'est que de 228% mais 8 ans plus tard c'est à dire en 1970 ce pourcentage atteint 1328%, ce qui revient à dire 13,3 fois plus grand.

<u>Année</u>	<u>Nbre de titres</u>	<u>Année</u>	<u>Nbre de titres</u>
1963	522	1967	1.341
1964	984	1968	+?
1965	1.104	1969	1.231
1966	1.242	1970	1.586
		1971	1.961

Ces publications sont classifiées selon les disciplines pour les années 1963 et 1971 (voir tableau suivant).

L'étude des disciplines des livres publiés de 1963 à 1971 est intéressante du point de vue social : on constate une diminution en pourcentage sur les titres philosophiques, une augmentation très nette des titres religieux 8,6% en 1963 contre 17% en 1971, une diminution dans les publications concernant l'art et une augmentation dans les publications traitant des problèmes sociaux. On constate une stabilité dans les sciences et un léger accroissement dans les sciences appliquées. Il est très difficile de tirer une conclusion définitive au point de vue social de ces données d'abord nous avons les pourcentages pour les années 1963 et 1971. Les disciplines différentes ne peuvent pas avoir une évolution analogue. Car, par exemple, il est certain que la demande pour les romans et les livres littéraires est plus grande en pourcentage que celle pour les livres scientifiques; cependant, nous pouvons constater que les lecteurs iraniens s'intéressent de plus en plus à la lecture des problèmes sociaux. Il faut noter aussi qu'un grand nombre de livres traitant les sujets sociaux sont parus sans avoir été enregistrés et autorisés par la censure; il faut attribuer aussi une part des publications sociales aux livres religieux, car nous savons que le groupe révolutionnaire se déclarant "Les marxistes islamiques" a intensifié

.../...

542

son activité pendant cette même période, une activité qui a coûté la vie à plusieurs de ses combattants d'élite.

La baisse en pourcentage des livres d'art est significative. Dans cette même période il y a la fête annuelle de l'art avec beaucoup de pompe dans la ville de Chivaz. Beaucoup d'argent est dépensé et beaucoup d'artistes étrangers y assistent. Une baisse notable est observée dans la publication des livres littéraires. Sa place est occupée sans doute par la religion et les sciences sociales. Le tableau suivant nous montre ces changements.

T A B L E A U N° I 3 6

Nombre de titres de livres publiés selon les disciplines de 1963 à 1971

	1963				1971			
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Généralité	11	2,1	81	4,1				
Philosophie	24	4,6	60	3,1				
Religion	45	8,6	335	17,1				
Sciences sociales	65	12,5	300	15,3				
Langues	24	4,6	104	5,3				
Science pure	33	6,3	124	6,3				
Science appliquée	30	5,7	155	7,9				
Arts	12	2,3	35	1,8				
Littérature	217	41,6	577	29,4				
Histoire + géographie	61	11,7	190	9,7				
Total	522	100	1.961	100				

Source : Organisation du Plan Téhéran

Nous n'avons pas pu nous documenter sur le nombre de livres publiés pour les enfants. L'Organisation du Plan donne le chiffre de 333 titres entre les années 1954 - 1963. Ce chiffre ne peut rien nous apprendre sur l'intensité de la diffusion et le nombre de livres vendus et lus. Cependant, nous pensons qu'il y a déjà un pas de fait dans ce domaine. La publication des livres pour les enfants vient à peine de naître en Iran.

TABLEAU N° 137

Nombre de titres de livres parus en Iran de 1954 à 1963 selon les disciplines

	!Généraux !	Pour !	Total !	% généraux!	1963 !	1971 !
	!	enfants !	!	!	!	!
Généralité	! 92 !	- !	! 92 !	! 1,7 !	! 2,1 !	! 4,1 !
Philosophie	! 350 !	- !	! 350 !	! 6,6 !	! 4,6 !	! 3,1 !
Religion	! 567 !	- !	! 567 !	! 10,7 !	! 8,6 !	! 17,1 !
Sci. Sociales	! 612 !	- !	! 612 !	! 11,6 !	! 12,5 !	! 15,3 !
Langue	! 275 !	- !	! 275 !	! 5,2 !	! 4,6 !	! 5,3 !
Sci. Pure	! 269 !	62 !	! 331 !	! 5,1 !	! 6,3 !	! 6,3 !
Sci. appliquée	! 441 !	12 !	! 453 !	! 8,3 !	! 5,7 !	! 7,9 !
Art	! 89 !	3 !	! 92 !	! 1,6 !	! 2,3 !	! 1,8 !
Littérature	! 1.968 !	192 !	! 2.160 !	! 37,3 !	! 41,6 !	! 25,4 !
Histoire et Géogr.	! 606 !	64 !	! 670 !	! 11,5 !	! 11,7 !	! 9,7 !
Total	! 5.269 !	333 !	! 5.602 !	! 100 !	! 100 !	! 100 !

Source : Organisation du Plan Téhéran.

Une comparaison internationale situe la place de la publication des livres en Iran par rapport aux autres pays.

.../...

La part de la religion dans la publication est de 4,9 % pour la France en 1969, pour l'Iran c'est de 18,6 %, c'est à dire près de 4 fois plus. Dans le groupe de pays que nous avons pris pour comparer, l'Iran a le pourcentage le plus grand, après l'Iran vient l'Egypte avec 15,7 % puis l'Iraq ~~13,2~~ 13,2 %

Dans les publications concernant l'art, l'Iran est en avance seulement sur l'Iraq^k avec 2,3 % pour l'Iran contre 2,1 % pour l'Iraq~~2,1~~. La France occupe la première place parmi notre groupe avec un pourcentage de 6,2 %.

Littérature et philosophie ont une part importante dans le total des publications 41 % pour l'Iran contre 31 % pour la France et 10,1 % pour l'U.R.S.S.

Cette tendance est manifeste parmi tous les lecteurs questionnés par exemple chez les retraités et les chômeurs nous avons les pourcentages de 14,6 pour les Sciences sociales et 53,7 % pour la littérature. En considérant le niveau d'études, on constate que chez les personnes ayant fait des études supérieures le pourcentage est de 17,6 pour les sciences sociales et 39,9 % pour la littérature, chez les personnes ayant fait 9 ans d'études et plus le même ordre de grandeur s'observe : 11,01 % pour les sciences sociales et 46,3 % pour la littérature.

Les fonctionnaires d'administration, les professions libérales, les ménagères et les élèves de toutes sortes d'écoles ont une forte tendance pour les sujets littéraires, et les fonctionnaires, les élèves et les retraités pour les problèmes sociaux. Cette tendance est représentée dans le tableau qui fait suite.

Nous pouvons en déduire encore que l'Iran n'est pas dans la phase technique. Les éditeurs savent très bien choisir les disciplines

.../...

.../...

545

pour publication. Si une grande partie des publications iraniennes concerne les lettres et les sciences humaines, c'est parce que la tendance sociale des lecteurs est dirigée vers ces domaines et aussi parce que les lecteurs s'intéressent tout particulièrement aux problèmes sociaux.

Le tableau suivant nous montre ces tendances.

T A B L E A U N° 138

Les titres des livres parus en 1969 (comparaison internationale)

	! Iran	! Turquie	! Egypte	! France	! Iraque	! U.R.S.S.
Généralités	! 4,2	! 7,6	! 4,2	! 2,4	! 2,9	! 2,9
Philosophie	! 3,9	! 2,0	! 2,7	! 3,3	! 0,6	! 1,1
Religion	! 18,6	! 4,6	! 15,7	! 4,9	! 13,2	! 0,2
Sc. Sociales	! 10,2	! 32,4	! 23,1	! 24,3	! 31,3	! 24,4
Langue	! 5,6	! 2,1	! 7,7	! 2,2	! 2,5	! 2,9
Sc. pure	! 4,8	! 6,4	! 7,2	! 5,9	! 1,6	! 8,3
Sc. appliquées	! 6,3	! 17,8	! 9,8	! 13,7	! 4,9	! 44,5
Art	! 2,3	! 5,3	! 3,0	! 6,2	! 2,1	! 3,0
Littérature	! 37,1	! 16,0	! 20,5	! 27,7	! 23,0	! 10,1
Hist. + Géogr.	! 7,0	! 5,8	! 6,1	! 9,4	! 15,8	! 2,6

Source : UNESCO annuaire statistique 1970.

.../...

.../...

T A B L E A U N° 139

546

Le pourcentage des livres achetés selon les disciplines et le niveau d'études des acheteurs dans la ville de Téhéran en 1972.

	!	!	!	!	!	!
	T	de I à 9	de 9 à 12	Supérieures		
	!	!	!	!	!	!
	d'études	d'études	d'études	d'études		
Total	! 100 %	! 100 %	! 100 %	! 100 %	!	!
Généraux	! 1,6	! 9,7	! 0,5	! 0,6	!	!
Philosophie	! 6,3	! 1,4	! 7,2	! 6,8	!	!
Religion	! 2,6	! 5,6	! 3,8	! 1,4	!	!
Sciences sociales	! 14,0	! 4,2	! 11,0	! 17,6	!	!
Langue	! 7,2	! 5,6	! 6,0	! 8,2	!	!
Science pure	! 8,4	! 6,9	! 12,1	! 6,8	!	!
Sciences appliquées	! 8,1	! 6,9	! 4,9	! 9,9	!	!
Art	! 2,5	! -	! 1,7	! 3,4	!	!
Littérature	! 44,2	! 59,7	! 46,3	! 39,9	!	!
Histoire et Géographie	! 5,1	! -	! 6,6	! 5,4	!	!

Source : Organisation du plan Téhéran.

.../...

TABLEAU N° 140

La distribution en % des livres achetés selon la discipline et l'emploi (1972).

	T	Elèves	Adminis- tration	prof. libérale	ménagère	retraités chômeurs
Total	100	100	100	100	100	100
Généraux	1,6	0,4	3,0	3,3	3,0	-
Philosophie	6,3	5,8	8,6	3,3	3,0	4,9
Religion	2,6	0,7	5,1	1,6	6,1	2,4
Sci. Sociales	14,0	16,4	14,2	6,6	6,1	14,6
Langues	7,2	9,5	4,0	9,8	3,0	7,3
Sci. pure	8,4	9,1	9,6	8,2	-	4,9
Sci. appliquées	8,1	9,1	3,5	16,4	21,2	-
Art	2,5	2,6	2,0	6,6	-	-
Littérature	44,2	43,5	41,9	42,6	54,6	53,7
Hist + Géogr.	5,1	2,9	8,1	1,6	3,0	12,2

Source Organisation du Plan Téhéran.

Qui achète des livres ?

Les acheteurs de livres sont en grande partie : la population scolaire et les fonctionnaires. Les élèves achètent 45,1 % des livres vendus dans la ville de Téhéran et les fonctionnaires 32,6 %.

Les acheteurs de livres dans la ville de Téhéran (en %) en 1972 .

acheteurs	élèves	fonct. administr.	autres
%	45,1	32,6	21,3

Source : Organisation du Plan

.../...

Les acheteurs de livres selon le niveau d'étude sont représentés comme suit :

Niveau d'études	!	9 années d'études	!	de 9 à 12 ans d'études	!	13 ans et +
%	!	11,9	!	30,0	!	58,1

Cette distribution d'acheteurs provient d'abord, peut-être, de ce que les livres sont achetés par des gens qui ont davantage la possibilité matérielle pour payer le prix; ensuite étant plus aisés, ils ont davantage de temps à consacrer à la lecture. Cette dernière raison nous paraît plus solide.

Il est entendu que le nombre des hommes lecteurs est plus important que celui des femmes, cela vient sans doute du niveau d'instruction qui est très bas chez les femmes.

Acheteurs de livres selon le sexe en 1972 à Téhéran

genre	!	Hommes	!	Femmes	!	Total
%	!	77,4 %	!	22,6 %	!	100 %

En ce qui concerne l'âge des lecteurs le pourcentage obtenu se corréle bien avec l'espérance de vie, 50 ans environ.

- jusqu'à 25 ans	56,3 %
- de 26 à 35 ans	26,9 %
- de 36 à 50 ans	12,5 %
- 51 ans et plus	4,3 %

Source : Organisation du Plan Téhéran 1972

.../...

La publication et la diffusion des livres sont assurées par 132 ateliers d'imprimerie dont 106 localisés à Téhéran. La main d'oeuvre dans l'imprimerie iranienne n'est pas élevée : 3.495 ouvriers pour tout le pays, dont 3.061 dans la ville de Téhéran.

Bien que le nombre des titres des livres parus manifeste une certaine activité dans le développement de ce mass-medium, il est en rapport très proche avec l'augmentation du nombre des alphabètes, cependant le nombre d'ouvrages parus dans chaque édition n'est pas considérable, entre 1.000 et 2.000 exemplaires, seulement pour la collection de poche, ce tirage peut atteindre 5.000.

En ce qui concerne le nombre des bibliothèques publiques, leur nombre atteint à peine 308 dont 30 à Téhéran. Le nombre de personnes qui fréquentent les salles de lecture de ces bibliothèques est de 2.820.076 pour l'Iran dont 30 % dans la capitale. Il est entendu que la majorité des personnes qui s'adressent aux bibliothèques sont des étudiants.

TABLEAU N° 141

Nombre de bibliothèques publiques en Iran en 1973.

	! Nombre de ! bibliothèques ! ques	! Nombre de livres ! Imprimés ! Manuscrits	! personnes qui ! s'adr. seul. aux ! bibliothèques
IRAN	! 308	! 1.035.658	! 1.416
Province Centrale	! 30	! 235.314	! 104
autres	! 278	! 800.344	! 1.312
			! 2.820.076
			! 905.881
			! 1.914.195

Source : Annuaire statistique 1973

.../...

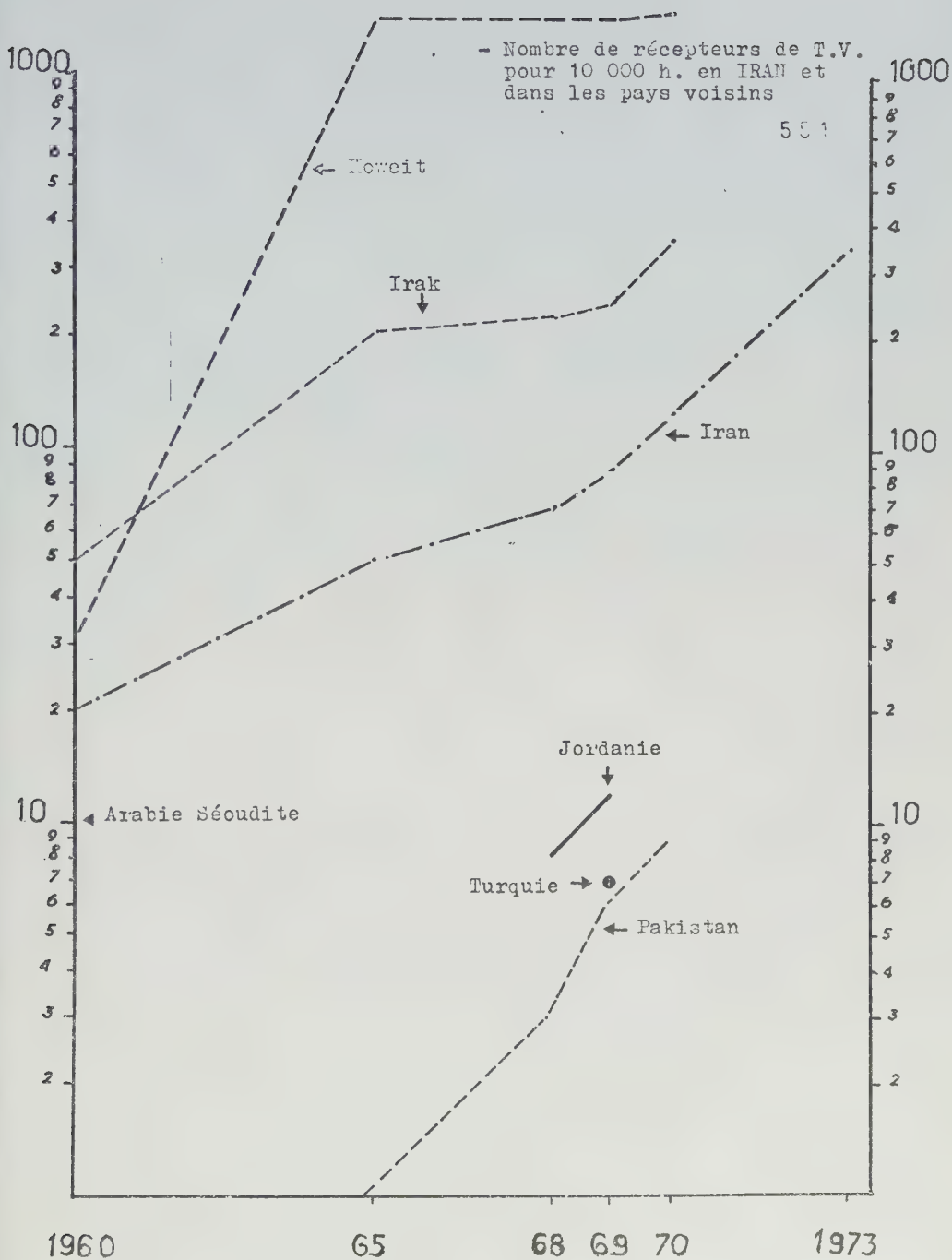
La radio est le moyen de communication d'une grande masse. Le nombre de postes récepteurs atteignait 7.000.000 pour l'Iran entier, 200 postes pour 1.000 habitants en 1971. L'année précédente, ^{en} 1970, il n'y avait que 100 postes pour le même nombre de personnes. Mais la télévision dont le développement avait été considérable pendant ces dernières années ne touche que les familles aisées. Selon les enquêtes effectuées par l'administration de la télévision iranienne "la télévision reste essentiellement la chose des fonctionnaires". Les familles équipées en récepteur de télévision sont également assez bien équipées en d'autres biens. Par exemple, 83 % des familles de téléspectateurs disposent également de 7 autres articles, 40 % d'entre elles possèdent une voiture.

Cette même enquête montre que la télévision est à la disposition des personnes qui ont un certain niveau d'éducation, 7,6 % seulement des analphabètes sont représentés parmi les téléspectateurs.

Ainsi donné le pourcentage très élevé des analphabètes du pays, 58 % minimum, une grande majorité de la population iranienne ne peut pas avoir accès aux mass-media modernes, d'où une sorte de stabilité qui dépend de la non mobilité générale dans tous les domaines.

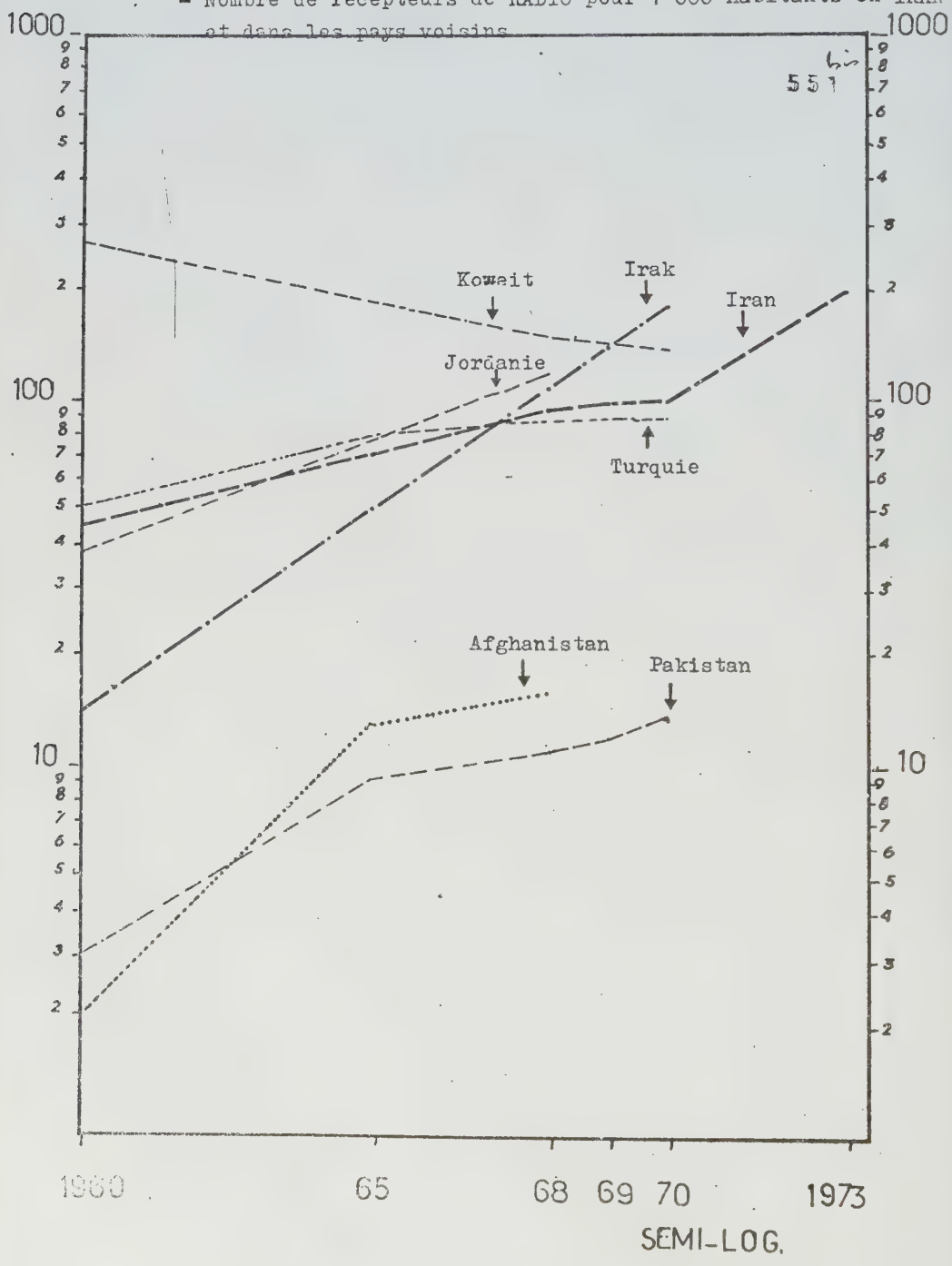
Tableau n° 142 - LES SPECTATEURS DE LA TELEVISION SELON LE NIVEAU D'ETUDES (Téhéran)

Niveau d'instruction	1967 Téhéran
Analphabètes	7,6
Primaire	26,0
Secondaire I	19,0
Secondaire II	25,0
Supérieur	20,3



SEMI-LOG.

- Nombre de récepteurs de RADIO pour 1 000 habitants en IRAN
et dans les pays voisins



Despotisme

Monte au despotisme ! Faute de pouvoir l'attaquer directement on se rattrapait sur l'antiquité. Thomas Gordon, le violent, dans ses discours historiques, critiques et politiques sur Tacite (1728), donnait l'exemple en lançant ses foudres contre César, contre Auguste contre les mauvais empereurs romains, contre les criminels qui avaient violé ce droit sacré des peuples, la liberté. Mieux encore, on flétrissait dans le despotisme oriental de gouvernement arbitraire, absolu et néfaste, des tyrans de Perse, du Mogol, du Japon et de Perse. De ce despotisme asiatique on pouvait dire tout le mal qu'on voulait, sans courir aucun risque : on n'y voyait ni honneur, ni grandeur, ni gloire, ni même une étincelle de magnanimité, son ressort n'était que la crainte. Le savoir n'était l'ennemi et l'émulation funeste ; les talents y étaient décriés. Le Prince, premier prisonnier de son palais, devenait tous les jours imbécile dans son orgueil et déléguait son pouvoir à son valet, afin de se livrer à l'excès de ses passions stupides. Perdu par le vice triait piteusement le peuple qu'il enfonçait en désert. Le despotisme conduisait à la mort.

De L'ÉTAT : La pensée européenne
MATHIEU éditeur - Librairie Artline Eyraud
1962 - p. 181

§ 2 - PARTICIPATION DES INTELLECTUELS DANS LA POLITIQUE OFFICIELLE

Les conditions sociales de l'Iran avant la révolution et les premières fructes de l'éducation en 1906

Eugène Aubin résume les conditions de la société iranienne d'avant la révolution de 1906 de la manière suivante :

Avant que la révolution persane eut fait intervenir dans le gouvernement un modeste début de contrôle populaire, le Shah était, en droit, maître absolu d'un pays où n'existait que le cercle étroit des privilèges de l'aristocratie. Du haut de son trône, dans l'obscurité des pierreries, il présidait à la foule aveugle et surhumaine, dont émanait un irrésistible pouvoir. Sa cour ne comprenait que des domestiques courbés devant la majesté souveraine. Parmi eux, à défaut des princes Kadjars, sans souci de l'âge ni de la capacité la fantaisie royale désignait les satrapes, chargés d'administrer les provinces. Le gouverneur favorisé parvenait à la cour, suivi d'un flot de domestiques, qui se répartissaient à leur tour les fonctions subalternes. Sans murmure, le peuple iranien

.../...

subissait ainsi une hiérarchie de domestiques sur laquelle planait la personne du Shah. La soumission était telle que l'ordre se maintenait de lui-même; l'armée n'était qu'un fantôme, la police assurée par quelques cavaliers... D'administration, point : d'innombrables ministres étaient titulaires de départements inexistants et leurs agents dans les provinces jouissaient de paisibles sinécures. Un corps de Moustofis tenait une apparence de comptabilité. Le Sadi A'zam suffisait à diriger la politique, c'est à dire à maintenir coordonnés, par une intelligente diplomatie, les divers éléments du royaume. Le paysan payait l'impôt, mais il était admis que le produit n'en arrivât pas au trésor; l'argent était détourné par les intermédiaires, fournissait un nombre exagéré de traitements et de pensions; souvent même il était immédiatement perçu par les bénéficiaires de tiyyouls. D'un mouvement ininterrompu, la substance du pays remontait vers le shah à titre de pichkechs, destinés à capter la faveur souveraine, il redescendait d'en haut, sous forme d'an'ams; car l'habitude des cadeaux fait le fond des rapports entre Persans. Pour gouverner l'indolence raffinée de l'Iran, il suffisait au Shah de distribuer autour de lui des diamants et des cachemires, d'attribuer, sous des noms divers, des sinécures identiques, de concéder des grades, pensions et tiyyouls, et surtout de multiplier les Lakehs, qui remplacent le nom primitif par un titre approprié.

En face de cette organisation désordonnée il existait le pouvoir religieux.

En général le grand pontif épousait une des princesses royales et c'était ainsi que se mariaient le "Temporel" et le "Spirituel". L'organisation des autorités religieuses n'était pas complexe : des Imnams-Djoum'É, des ghazis et des Cheikhs-oul-Islam

.../...

- Imam=Djourn'É pour le culte des mosquées
- Ghâzi, pour l'administration de la justice
- Cheikh-oul-Islam pour l'interprétation de la Loi.

Mais avec le temps la première fonction perd de son crédit et se transforme en un élément neutre et sans efficacité sociale chargé de présider la prière du vendredi il finit par devenir un simple fonctionnaire nommé et payé par le Shah.

Le clergé persan devient de plus en plus nombreux à cause des différentes fonctions qu'il exerce dans la communauté : présider au culte, à la justice et surtout la fonction de donner l'instruction au peuple. Il se crée des "pichnamaz" pour faire célébrer la prière à la mosquée, des prédicateurs pour y haranguer la foule. On voit apparaître des "rouzé-Khâns" pour faire pleurer les "Massacres" des Imams.

Enfin on voit les "Talaba" (étudiants) qui font un peu de tout : copier des livres, lire le coran pour les morts, donner des cours, etc... Il faut ajouter à toutes ces couches les gardiens des localités saintes "motawalis". Certains gardiens deviennent des autorités très puissantes grâce au revenu considérable obtenu par la voie des dons des bienfaiteurs pieux. Parmi ces gardiens celui de la ville de Machhad a une place particulière. Ce poste à l'exemple de la fonction d'Imam Djourn'a est sous le rang religieux du "Modjtahed" restera pendant longtemps indépendant de la volonté du Chah "Gardiens de la religion nationale, dispensateurs de l'enseignement, juges uniques en matière religieuse, appuyés sur le peuple des mollahs et des seyyeds, les moudjteheds possédaient seuls une autorité suffisante, pour tenir tête au pouvoir royal, dont ils prétendaient

.../...

critiquer les actes, à la lumière de la religion. Ils formaient une apparence d'opinion politique et se posaient éventuellement en tribuns populaires contre l'arbitraire des grands. En fait, deux pouvoirs coexistaient en Perse, se contrebalançaient l'un par l'autre : le pouvoir civil, représenté par la cour; le pouvoir religieux, par les moudjtaheds. De l'harmonie des deux pouvoirs résultait la paix publique. (I)

A la veille de la révolution constitutionnelle, "le pays appartenait tout entier à une aristocratie restreinte, enrichie par le pouvoir ou par la religion. C'est pour cette aristocratie que peinait la masse populaire. Téhéran appartenait à la cour; Machhad au personnel du tombeau d'Imam Réza, Koum au gardien du tombeau de Fatémé. L'Azarbaïdjan appartient à un groupe de famille turque, les Ilkham ont sous leurs ordres des villages, Cachan, Sultanabad et Zandjan appartenaient aux grands Modjtaheds. A Isfahan, le prince gouverneur et le grand Moudjtahed se partagent la province.

Le Fars entier appartenait à la famille Ghavam-ol-Molk, enfin à Pocht-Kouh et à Mohamarrah des valis possédaient tout. Cette situation devenait de plus en plus inquiétante. La défaite de l'armée iranienne devant les Russes ne pouvait pas laisser indifférentes les couches supérieures de la société.

Le traité de Golestan rendait à la Russie une grande partie du territoire du Caucase 1813, et faisait admettre à la Perse de ne pas avoir de forces/navales dans la Mer Caspienne.

Le traité de Turkmanchai (1828) rendit aux Russes le territoire situé à l'ouest de la Caspienne et les parties situées au nord de la

.../...

(I) Cf. Aubin pp. 178 et suivantes.

.../...

frontière actuelle. L'intervention militaire des deux rivaux (anglais russe) en Iran dura jusqu'à l'année 1870. Après cette date c'est l'époque de la rivalité économique et commerciale qui se substitue à la rivalité militaire et cela jusqu'à la révolution de 1906 (c'est une période où l'Iran cède de nombreuses concessions aux anglais et aux russes).

Durant la période de l'intervention militaire les objectifs des anglais étaient caractérisés par l'établissement et l'expansion de leur commerce d'une part et la défense de leur possession dans l'Inde; et pour la même période l'objectif des russes était l'expansion territoriale vers le sud de son territoire, tout en suivant une politique contre l'influence des anglais en Perse.

Ainsi la marche de la société Iranienne et son évolution ne pouvaient se réaliser que dans le cadre de ces deux politiques antagonistes.

Sur le plan étranger la situation de la révolution persane était ceci :

"L'Angleterre se trouva là pour soutenir les aspirations révolutionnaires de la jeune Perse et provoquer une action décisive, que la timidité asiatique aurait hésité à entreprendre sans la certitude d'un appui extérieur. Après avoir réglé avec la France les questions d'Afrique, la diplomatie anglaise, désireuse de concentrer son effort contre l'impérialisme germanique recherchait un accord avec la Russie sur le terrain de l'Asie. Or, quand cette diplomatie fort experte, envisage le moment venu d'imposer à son interlocuteur la conversation sur une affaire, elle s'emploie sagement à le placer en face d'une situation nouvelle, qui lui fasse sentir à la fois la nécessité d'une entente et, si possible le néant de ses prétentions.

.../...

.../...

L'Angleterre doit une aussi précieuse liberté d'agir à la force de sa tradition politique et à l'avantage de son insularité. La révolution persane n'eut rien perdu à de moins brusques développements. Elle dut sa rapidité au seul fait qu'elle rendait inéluctables les négociations anglo-russes; et c'est ainsi que le libéralisme persan profita des convenances de l'Angleterre" (1)

Richard W. Cottam prendra le même raisonnement :

"The ideal internal situation for Anglo-Russian objectives would have been an Iranian government strong enough to maintain internal security but not strong as to challenge the privileged Anglo-Russian position in the country" (2)

Contre cette situation désagréable née de l'influence étrangère et contre le système archaïque de gouvernement c'est le réveil des intellectuels qui manifeste sa contestation. Pour un certain moment de l'histoire de l'Iran les objectifs de la couche intellectuelle progressiste (de son temps) et ceux d'une couche d'intellectuels religieux se rencontrent. Dans la religion on constate deux objectifs parallèles :

- a) - le besoin de restituer la pureté primitive d'une religion incessamment déformée par les superstitions populaires. C'est l'idée du Messianisme qui fut le support d'une réforme dans la religion chiite avec l'apparition du babisme.
- b) - le besoin d'un changement dans le système politique du pays afin de créer un état musulman indépendant et non soumis aux états "infidèles" (Chrétiens). En marge de ces groupes ou pourrait placer la secte des

.../...

(1) E. Aubin pp. 195 - 196

(2) R.W. Cottam Nationalism in Iran p. 168

derviches qui se présentait comme le continuateur des mystiques du Moyen-Âge en en conservant toutes ses apparences sans pouvoir cependant en garder le contenu.

Les intellectuels progressistes à leur tour suivaient le même objectif mais sous d'autres manteaux.

Ceux-ci appartenaient aux familles aristocrates. Ils étaient les premiers à avoir le contact avec l'occident grâce aux voyages ou à la lecture des journaux et des publications étrangères. Rappelons que le roi lui-même, Nasseroddine (1848 - 1896) entrepris trois voyages en Europe (1873 - 1878 - 1889) "Mozaffarod-dine chah (1896 - 1906) se fit une habitude régulière de visiter les capitales et les villes d'eaux" (1) Un grand nombre de courtisans et des aristocrates accompagnaient le voyage royal en Europe. Ainsi le roi et sa suite eurent le contact direct avec la société occidentale. Le roi fut influencé fortement par la différence qui existait entre la société occidentale et la sienne.

Cette société nouvelle "lui révéla des habitudes inconnues, d'indépendance et de liberté. Il semble que le séjour de Paris fit sur eux l'impression la plus vive; les espoirs de régénération de la Perse s'échauffèrent au souvenir de notre Révolution". (2)

A côté de ce groupe il faut rappeler les mille cent diplômés de l'école polytechnique qui étaient de véritable propagateurs des idées européennes.

.../...

(1) E. Aubin p. 192

(2) E. Aubin p. 192

.../...

"La pénétration des idées européennes, dit E. Aubin, acheva de mûrir dans les esprits les tendances propagées par les cénacles de philosophes, issus des sectes persanes (1)

Les intellectuels progressistes formaient deux groupes :

- a) - un groupe gardait son indépendance à l'égard de toute organisation même de la religion. E. Aubin écrit à ce propos que "... la dévotion les pratiques religieuses se sont affaiblies dans les classes élevées"(2)
- b) - l'autre groupe plus attaché à la spiritualité et au mysticisme se rallia à la Franc-maçonnerie, comme le dit E. Aubin : "plusieurs (des suites du roi) devinrent francs-maçons et se firent affilier aux loges françaises" (3)

La guerre russo-japonaise d'une part et la révolution Russe fortifi^{rent} le réveil politique parmi l'intelligentsia persane "le bruit des victoires japonaises secoua l'assoupissement de l'Iran; l'espoir lui revint à cette démonstration décisive que les peuples ne s'élevaient point à la dignité impériale, en vertu d'une sélection préétablie, mais bien par le travail et par l'effort. D'un mouvement unanime, tout ce qui pensait en Perse, réclama la diffusion des lumières" (4)

Le voisinage de l'Iran avec la Russie eut beaucoup d'effet sur le réveil des intellectuels iraniens. Tiflis et Bakou se situent sur les limites nord-ouest du pays. La langue parlée par les habitants de ces régions est la même que celle des habitants voisins de l'Iran. Les agitations

.../...

(1) E. Aubin p. 188

(2) E. Aubin p. 184

(3) *ibid.* p. 192

(4) E. Aubin p. 194

révolutionnaires des sociaux-démocrates eurent leur contre-coup dans les villes de l'Iran, Tabriz, Racht et puis Téhéran. L'action des musulmans russes favorisa dans une grande échelle la révolution constitutionnelle de 1906. Il est cependant important de noter que le rôle joué par les intellectuels était de première importance dans la réalisation de la révolution et dans l'évolution sociale propre à cette période.

La population des campagnes qui formait plus de 90 % de la population totale du pays était étrangère aux idées nouvelles. Les changements ne l'intéressaient pas, puisque en tout cas son destin n'allait pas devenir plus satisfaisant. En réalité le mouvement social révélait le caractère urbain, c'était dans les villes que fomentait la révolution. Aux intellectuels religieux et progressistes il faudrait ajouter la couche des commerçants qui nourrissaient le désir ~~de~~^{de} s'échapper aux vexations des puissants. Tabriz était le cerveau de la révolution et Téhéran son bras.

L'éducation et la politique de 1906 à 1961

Nous avons à notre disposition une enquête sérieusement faite sur les conditions sociales des députés au parlement iranien au cours de vingt et une législatures.

De cette enquête nous essaierons de sortir les parties traitant du niveau d'études et d'instruction des représentants de la nation. Pour faciliter notre étude nous la diviserons en trois périodes de la manière suivante :

- I - de 1906 à 1924 = cinq législatures
- II - de 1924 à 1941 = Sept législatures
- III - de 1941 à 1961 = huit législatures

Cette classification a un sens sociologique puisque la société iranienne a été soumise sous trois systèmes politiques différents au cours de cette période bien qu'ils se fussent déclarés constitutionnels :

a) - La première période s'étale de l'année 1906 (l'année de la révolution) à 1924 l'avènement du Reza-chah.

C'est une période de tâtonnement, d'influence étrangère ouverte, et d'application d'une constitution à une révolution prématurée.

b) - La deuxième période couvre le règne de l'ex roi Reza-Chah baptisée la période du "despotisme éclairé".

c) - La troisième période (divisée en deux sous périodes 1941 à 1950, 1950 à 1961) s'étend de 1941 à 1961, elle est appelée l'époque des troubles et de l'insécurité.

Nous étudierons dans ce chapitre : la profession et le niveau d'études des députés au parlement au cours des périodes sus-mentionnées.

A - La profession des députés -

L'enquête disponible divise les professions en 19 catégories, mais avec redondance. Cette table présente un intérêt particulier en représentant les professions multiples des députés ce qui nous montre clairement les conditions socio-économiques de la classe dirigeante.

En moyenne chaque député exerçait trois fonctions différentes. Au contraire en représentant les professions sous une forme cumulée on obtient des catégories plus significatives sur le plan social.

Le système politique autocratique qui existait en Perse durant sa longue histoire cède la place à un système constitutionnel, basé sur la propriété terrienne.

a) - Les propriétaires occupaient 39 % dans la première période, début de la révolution; ce pourcentage atteint 57 au cours de la deuxième période et reste inchangé pendant la troisième période. Ainsi pendant 15 législatures (37 ans), cette couche de la société iranienne avait la majorité parlementaire. L'obtention de cette majorité était facile, même si les élections se déroulaient par la voie normale, étant donné le pouvoir des propriétaires sur les paysans qui formaient 80 % de la société globale.

Après les propriétaires, venaient les fonctionnaires qui eux formaient 44 % des députés dans la première période pour baisser à 39 % au cours de la deuxième et passer à 46 % au cours de la troisième période.

Les autorités religieuses qui avaient participé à la révolution formaient 24 % des députés pendant la première période mais leur participation diminue considérablement et progressivement pour atteindre 11 % dans la deuxième période et 4 % au cours de la troisième. Cette tendance révèle une signification intéressante : le régime aura plus besoin de la participation du clergé au pouvoir mais de son appui.

Le reste ne présente pas de grands intérêts puisque les deux catégories étudiées nous révèlent la nature du gouvernement. Nous donnerons les données étudiées plus en détail dans les tableaux suivants.

TABLEAU N° 143

Les députés au parlement pendant les trois périodes législatives selon les professions.

	!	!	!	!	!	!
	!	I 906-I924	!	I 925-I94I	!	I 94I-I96I
	!	I	!	II	!	III
Fonctionnaire	!	44	!	39	!	46
Propriétaire	!	39	!	57	!	57
religieux	!	24	!	II	!	4
commerçant	!	I5	!	I6	!	I3
profession libérale	!	I2	!	I7	!	I9
employé secteur privé	!	3	!	2	!	2
autres	!	-	!	I	!	-

Source : Zahrâ Chadjii - Les députés au parlement iranien - Téhéran Iran
1965 - Inst. d'Etudes et de recherches sociales.

TABLEAU N° 144

Les professions des députés iraniens pendant les trois périodes législatives
(selon plusieurs professions exercées)

	!	I	!	II	!	III	!
	!	I 1906 - 24	!	II 1925 - 41	!	III 1941 - 61	!
I - Propriétaire fonctionnaire Etat	!	19	!	19	!	20	!
2 - Fonctionnaire d'état	!	18	!	14	!	19	!
3 - Religieux	!	14	!	4	!	2	!
4 - Propriétaire	!	9	!	21	!	23	!
5 - Profession Libérale	!	9	!	8	!	9	!
6 - Propriétaire Religieux	!	6	!	6	!	2	!
7 - Artisans	!	6	!	1	!	-	!
8 - Commerçant	!	5	!	10	!	7	!
9 - Religieux Fonctionnaire	!	4	!	1	!	-	!
10 - Propriétaire commerçant	!	3	!	5	!	5	!
11 - Fonctionnaire Prof. Libérale	!	2	!	4	!	5	!
12 - Employé secteur privé	!	2	!	-	!	-	!
13 - Commerçant Fonctionnaire	!	1	!	-	!	1	!
14 - Propriétaire Empl. Sect. Privé	!	1	!	2	!	2	!
15 - Propriétaire prof. Libérale	!	1	!	4	!	4	!
16 - Prof. Libérale Empl. sect. privé	!	-	!	-	!	-	!
17 - Religieux prof. libérale	!	-	!	-	!	-	!
18 - Dernière classe	!	-	!	1	!	-	!
19 - Fonct. Prof. libérale Propriét.	!	-	!	-	!	1	!

Source : Zahrâ Chadjii - Les Députés au Parlement Iranien - Téhéran Iran
1965 - Inst. d'Etudes et de Recherches Sociales.

II - Le niveau d'éducation des députés au parlement -

Pour l'étude du niveau d'éducation on distingue deux systèmes d'enseignement, c'est à dire l'enseignement religieux - (pour la formation des prêtres) et l'enseignement moderne.

Les équivalences de l'enseignement traditionnel sont comme ceci :

- Edjtehad = Doctorat
- Modarressi = Licence
- Vaez = Baccalauréat

Nous constatons un accroissement des titres de l'enseignement supérieur moderne en dépit d'un décroissement des titres de l'enseignement supérieur traditionnel. Pour les catégories I + 2 + 4 + 5 qui forment l'ensemble de l'enseignement supérieur (licence + doctorat) le % reste le même dans la première et la deuxième période 48%. Mais l'enseignement supérieur traditionnel (I + 2) décroît de 30 à 12 % de la première période à la troisième en passant par 20 % au cours de la deuxième période, tandis que l'enseignement supérieur moderne occupe une place très importante, c'est à dire suit un accroissement de 18 à 36 % de la première à la troisième période.

Le titre du doctorat s'accroît pendant la troisième période de 4 à 14 %, mais le titre de Edjtehad (l'équivalent du doctorat) s'annule dans la troisième période, un décroissement de 7 % à zéro.

La tendance générale est le décroissement de l'enseignement traditionnel religieux, ce qui revient à dire que le régime ne se montre pas aimable envers cette couche et qu'en même temps l'Etat essaie de se débarrasser de l'influence du "spirituel".

.../...

.../...

566

L'Etat essaie d'envoyer des députés de plus en plus cultivés et ayant fréquentés des écoles modernes et surtout possédant un bagage scientifique significatif.

L'enseignement primaire occupe sa place au parlement 18 % en première période pour 21 % en troisième, mais 31 % à la deuxième période.

Le statut de la deuxième période est curieux. La distribution du niveau d'éducation représente un événement sans relation avec le passé et le futur.

Peut-on conclure que dans cette période la politique exercée ne se corrélaient pas avec l'évolution de la société : on constate l'anomalie dans les catégories (4 + 5), (5), (1 + 2 + 4 + 5), (6), (3), (7).

T A B L E A U N° I 4 5

Niveau d'études des députés au parlement de 1906 à 1961

Niveau d'études		! 1906 - 25 !	! 1925 - 41 !	! 1941 - 61 !	!
		I	II	III	!
A) Etudes Modernes	{ Primaires	! 18	! 31	! 21	!
	{ Secondaires	! 9	! 7	! 16	!
	{ Supérieures	! 14	! 7	! 22	!
	{ Doctorat	! 4	! 6	! 14	!
B) Etudes Traditionnelles	{ Licence	! 23	! 18	! 12	!
	{ Supérieures	! 25	! 29	! 15	!
	{ Edjtehad	! 7	! 2	! -	!
TOTAL		! 100,0	! 100,0	! 100,0	!

Source : Zahrâ Chadji : Les députés au parlement iranien. Téhéran Iran
Inst. d'Etudes et de recherches sociales.

.../...

TABLEAU N° I 4 6

Niveau d'études des députés au parlement pendant les trois périodes de Législation.

	!	I	!	II	!	III	!
4 + 5 Doctorat + Licence	!	18	!	13	!	36	!
I + 2 Edjtehad + Modarressi	!	30	!	20	!	12	!
4 + I Doctorat + Edjtehad	!	II	!	8	!	14	!
I Edjtehad	!	7	!	2	!	-	!
4 Doctorat	!	4	!	6	!	14	!
2 Modarressi	!	23	!	18	!	12	!
5 Licence	!	14	!	7	!	22	!
I + 2 Supérieur moderne + traditionnel +4+ 5	!	48	!	33	!	48	!
6 Secondaire	!	9	!	7	!	16	!
3 Secondaire traditionnel	!	25	!	29	!	15	!
3 + 6 Secondaire moderne + traditionnel	!	34	!	36	!	31	!
7 Primaire	!	18	!	31	!	21	!

A = Education traditionnelle.

I - Edjtehad, 2 - Modarressi, 3 Niveau Bac

B = Education moderne

4 - Doctorat, 5 - Licence, 6 - Secondaire, 7 - Primaire.

Source : Zahrâ Chadji - Les Députés au Parlement Iranien. Téhéran Iran 1965
Inst. d'Etudes et des Recherches Sociales.

Le niveau d'études des députés au parlement iranien pendant 20 législatures.

Source : Zahré Chadjili - Les Députés au Parlement Iranien - Téhéran Iran 1965
Inst. d'Etudes et des recherches sociales

Pour la vingt et unième législature ce sont toujours les fonctionnaires qui prédominent au parlement, 60 % des députés avaient une fonction dans l'appareil de l'état. Les propriétaires ne représentent que 13 % (il faut compter aussi les effets de la réforme agraire, qui a transplanté les grands propriétaires dans le secteur capitaliste industriel).

Mais encore le système politique envoie un nombre plus grand d'intellectuels au parlement. On observe que 67,6 % des députés ont fait des études supérieures parmi lesquels 27,4 % sont titulaires du titre de doctorat, 38,0 % ont une licence et 2,2 % le grade de maîtrise. Le changement est significatif.

Pour la même législature la place de ceux qui avaient fait leurs études à l'étranger est importante. Parmi 179 députés 57 avaient étudié à l'étranger et 122 à l'intérieur, c'est à dire un pourcentage de 31,8 % contre 68,2 %.

TABLEAU N° 148

La profession des députés au parlement iranien pendant la 21^{ème} législature.

	Nbre	%		Nbre	%
1 fonctionnaire	95	49	8 commerçant propriét.	3	1
2 fonct. Propriétaire	4	2	9 ouvrier	9	5
3 fonct. prof. libérale	17	9	10 artisans	3	1
4 prof. libérale	15	8	11 religieux	1	1
5 propriétaire	24	13	12 (empl. sect. privé	1	1
6 employé sect. Privé	11	6	(prof. libérale	1	1
7 commerçant	8	4	13 ménagère	1	1
			TOTAL	192	100

Source : Zahrâ Chadjii - Les députés au parlement iranien - Téhéran Iran 1965
Inst. d'Etudes et des Recherches Sociales.

TABLEAU N° 149

Niveau d'études des députés de la 21^{ème} législature.

Niveau d'étude	! Nbre !	% !
! Doctorat	! 49 !	27,4 !
! Maîtrise	! 4 !	2,2 !
! Licence	! 68 !	38,0 !
! Au-dessus du Bac	! 3 !	1,7 !
! BAC	! 26 !	14,5 !
! Primaire	! 29 !	16,2 !
! TOTAL	! 179 !	100 !

Source : Zahrâ Chadji - Les députés au parlement iranien - Téhéran Iran 1965
Inst. d'Etudes et des recherches sociales.

TABLEAU N° 150

La profession des députés au parlement iranien pendant la 21^{ème} législature (professions cumulées)

! Nbre !	% !	! Nbre !	% !
1-Fonctionnaire	! 136 ! 69,4 !	6-Ouvrier	! 9 ! 4,6 !
2-Propriétaire	! 69 ! 35,2 !	7-Artisan	! 4 ! 2,0 !
3-Profession libérale	! 41 ! 20,9 !	8-Capitalistes	! 5 ! 2,5 !
4-Commerçant	! 19 ! 9,6 !	9-Ménagère	! 1 ! 0,5 !
5-Fonct. Sect. privé	! 11 ! 5,6 !	10-Paysan	! 2 ! 1,0 !

Source : Zahrâ Chadji - Les Députés au Parlement Iranien - Téhéran Iran 1965
Inst. d'Etudes et des Recherches Sociales.

.../...

Dans notre étude concernant la classe sociale du pouvoir nous allons étudier une autre caractéristique de cette classe pour confirmer que la situation ne change guère de la première législature à nos jours.

L'étude de la profession des pères des députés nous montre clairement que ceux-ci appartenaient à un milieu presque constant et que la majorité des députés ont été toujours les défenseurs des couches riches et aisées de la société iranienne.

Au cours de la première période de l'époque constitutionnelle 30 % des députés avaient des parents propriétaires, 29 % des parents religieux et 19 % des parents fonctionnaires, c'est à dire que 78 % des députés sortaient des familles aisées.

Au cours de la deuxième période les enfants des propriétaires avaient l'écrasante majorité : 42 % cependant, ces trois couches sociales (fonctionnaire - propriétaire - religieux) occupaient encore 76 % des places au parlement.

La troisième période est très significative, ce sont toujours les enfants des propriétaires qui ont la majorité 48 %. Dans cette période aussi les trois couches mentionnées occupent 76 % des places. On constate que la position de la couche régnante reste presque la même. Ce sont ou les propriétaires ou les descendants des propriétaires (qui peuvent être propriétaires eux-mêmes, ou être intégrés dans une autre couche aisée) qui ont la majorité.

La réforme agraire imposée à l'état par la force des choses et en partie par le monde libre qui n'avait pas d'intérêt à laisser le pays à la portée du communisme, en est une contrepartie.

.../...

TABLEAU N° 151

Le milieu social des parents des députés au parlement iranien au cours des 3 périodes.

Profession	1ère période	2ème période	3ème période
Propriétaire	30	42	48
Fonctionnaire	19	14	12
Commerçant	7	13	11
Artisan	6	4	4
Religieux	29	20	16
Profession libérale	4	1	3
Employé secteur privé	2	4	3
Troisième classe	3	2	3
TOTAL	100	100	100

source : Zahrâ Chadji - Les députés au parlement iranien. Téhéran Iran 1965
Inst. d'Etudes et des Recherches Sociales.

Pour présenter un argument de plus nous n'avons qu'à regarder le tableau suivant qui montre le nombre de fois que chacun des députés a été réélu.

Dans la deuxième période il y a plus de stabilité pour les députés. On pourrait dire que pour un certain nombre des députés, être parlementaire était devenu un métier. Ils étaient en quelque sorte devenus des fonctionnaires salariés.

Cependant pendant la troisième période cette tendance diminue : par exemple il y a 12 % des députés qui avaient été réélu deux fois contre

.../...

18 % de la deuxième période, 6 % au lieu de 13 % pour trois législatures et 3 % contre 9 % pour quatre législatures.

TABLEAU N° 152

Les députés au parlement selon le nombre de fois élus au cours des trois périodes de législature (%).

	I ère période	2 ème période	3ème période
Nouveaux élus	76	24	49
Avec une législature .	17	21	21
" 2 "	5	18	12
" 3 "	2	13	6
" 4 "	-	9	3
" 5 "	-	6	2
" 6 "	-	4	1
" 7 "	-	2	2
" 8 "	-	1	1
" 9 "	-	1	1
" 10 "	-	1	1
" 11 "	-	-	1
TOTAL	100	100	100

Source : Zahrâ Chadjii - Les députés au parlement iranien - Téhéran Iran 1965
Inst. d'Etudes et des recherches Sociales.

.../...

§ - 3 PARTICIPATION
DES INTELLECTUELS DANS
L'OPPOSITION POLITIQUE

"A ne considérer que les reproches qu'on
leur adresse, il faut que les intellectuels
soient de bien grands coupables"

Sartre : plaidoyer pour les intellectuels (I)

Dans ce paragraphe nous avons l'intention d'étudier le rôle des intellectuels iraniens dans les mouvements politiques. Il est entendu que ce rôle est lié directement aussi bien à la politique de l'éducation qu'à l'éducation des politiciens.

Nous avons déjà analysé la structure de notre société et son évolution au cours de l'histoire. Nous avons surtout étudié le rapport étroit qui existe entre le système du gouvernement et la religion; nous avons vu que dans la société iranienne la religion est en même temps la philosophie de la politique et les règles de conduite pour atteindre le bonheur de l'au-delà.

Au cours de notre recherche nous avons observé que l'éducation avait un but déterminé : apprendre les lois de la religion et servir l'état.

.../...

(I) p. 9 IDEES Gallimard 1972

.../...

Il est très difficile de parler d'une société de classe à propos de la société iranienne. La notion de classe au sens utilisé dans la sociologie actuelle trouve difficilement sa place dans la société iranienne. Nous aurons du mal à appliquer une théorie de "plus value", une classe exploitante et une classe exploitée, comme on pourrait le définir dans une société capitaliste, à la société traditionnelle iranienne qui a une structure tout à fait différente de celle de l'occident.

Ce que nous venons de dire fait déjà apparaître les lignes générales du portrait de l'intellectuel que nous essaierons de mettre à jour. Ce mot d'intellectuel que nous utiliserons tout au long de ce chapitre n'a pas le même sens que celui utilisé en Europe ou en Amérique. "Lorsqu'un Iranien et un Américain parlent d' "intellectuels", le sens qu'ils lui donnent diffère largement" (1)

L'intellectualisme iranien est lié directement au nationalisme. En face de l'invasion arabe l'Iranien proteste. Cette protestation n'a pas le caractère militaire, car il n'a pas la puissance guerrière. D'autre part, le système corrompu de la dynastie Sassanide ne lui paraît pas défendable. Il repousse l'étranger tout en reniant le système vaincu.

La protestation se fait sous la forme de la philosophie. Cette arme il l'avait déjà utilisée sous la forme d'un système (2) philosophique socialisant.

Nous avons vu comment les philosophes iraniens arrivèrent grâce

.../...

(1) Nationalism in Iran

(2) "Quand l'hypothèse est soumise à la vérification expérimentale elle devient théorie; tandis que si elle est soumise à la logique seule, elle devient un système". Claude Bernard : Médecine expérimentale ed. Gilbert, 265 cité par Henri Lefevre in le Marxisme p. 7 paris P.U.F.

.../...

à leur "intellect" à adapter une philosophie sémitique à leur philosophie arienne en accueillant l'Islam tout en respectant le Zoroastrisme. Ces philosophes protestataires nous les prenons pour des "Intellectuels". Mais de nouveau l'Iran fut saccagé et cette fois-ci par les Turco-Mongols. Ceux-ci n'apportaient à la Perse ni une culture ni une philosophie. Il fallait ou les accepter et collaborer avec eux ou nier tout.

Encore un autre groupe de philosophes apparaît. Ils protestent contre l'invasion et contre la religion décadente par l'arme du mysticisme. Pas besoin d'intermédiaire pour atteindre le Dieu. Il faut de la communication directe face à face. Le mysticisme aura le terrain favorable à son épanouissement pour une période très longue. Il atténua l'agresseur en le dissolvant et en le transformant à son image, il abaissa le crédit de la religion.

Au siècle dernier, de nouveau le nationalisme iranien se trouve en danger. Cette fois la composition de la société était plus complexe qu'auparavant, de nouveaux éléments étaient intervenus dans la vie sociale : le contact avec l'occident ^{avait} évolué, les guerres avec les russes et les anglais, l'apparition d'une couche commerçante assez puissante, le développement des villes, l'arrivée des nouvelles idées sociales.

En contre-partie le mouvement nationaliste est aussi complexe que la structure de la société elle-même. Le messianisme et l'apparition du babisme dirigé contre la religion officielle, la Franc-Maçonnerie, contre l'influence russe qui menaçait étroitement la frontière. Il n'y a plus de philosophie mais des idéologies. A cette tentative xénophobe avaient partiellement participé des gens de lettres, des prêtres pour établir une

constitution avortée et importée sinon bâtarde (1906). Dans la révolution constitutionnelle le rôle de ceux que nous nommons provisoirement intellectuels était moins important que celui des autres couches. Cependant, ils faisaient le support des idées nouvelles. Le but de la révolution était de permettre au peuple de participer à ses affaires, cette participation était symbolisée par l'envoi des députés au parlement, c'était peut-être le partage du pouvoir entre le roi et quelques autres personnalités, c'était, pourtant une tâche audacieuse, c'était la transition d'un despotisme obscurantiste vers une dictature éclairée qui présenta sa forme définitive dans la deuxième période de législature (1925 - 1941). Mais, cette dictature était trop sombre pour la prévision de l'avenir.

La deuxième guerre mondiale eut une grande influence sur la structure de la société. L'entrée des alliés correspondait à l'écroulement d'un château de cartes construit au cours de quinze ans. Dès cette date jusqu'à nos jours, la société a subi des changements sérieux. Du milieu d'une ombre qui enveloppait durant des millénaires une société dans laquelle se distinguait un despote qui régnait sur la vie et les biens des autres, en un mot une société sans classe, on voit apparaître comme des fantômes les premiers traits d'autres couches insignifiantes d'abord, mais en développement ensuite, parmi ces couches, c'est l'intelligentsia qui nous intéresse pour le moment.

Les intellectuels en Iran sont pour nous les personnes qui ont un certain niveau d'études supérieures. Or, nous avons observé que la majorité de cette couche est au service de l'Etat. Le reste occupe des activités professionnelles libérales jouissant souvent d'une condition économique favorable.

Il est nécessaire de déterminer la place des intellectuels dans la société. Nous avons pu préparer un tableau représentant le nombre des diplômés de l'enseignement supérieur de 1923 à 1974. Pendant les dix premières années de cette période, c'est à dire de 1923 à 1933, l'Iran a formé un total de 630 diplômés d'études supérieures. Durant la deuxième période le nombre des diplômés formés atteint 3.756 c'est à dire le total de 4.386 diplômés de 1923 à 1943. La moyenne annuelle des diplômés de l'enseignement supérieur pendant les dix années qui couvrent 1933 à 1943 atteint 375. Or, la moyenne annuelle des diplômés de l'enseignement supérieur dans la période 1963 à 1972 est 7.300, c'est à dire 19,4 fois plus. Nous n'avons pas eu la statistique des diplômés de l'enseignement supérieur pour les années 1949 à 1962, c'est pourquoi nous avons comparé deux périodes avec plus d'une dizaine d'années de distance. Cependant, on peut estimer les sortis^e annuels dans l'enseignement supérieur pour la période de 1949 à 1962. En 1963 il y avait 4.302 diplômés et en 1948 les sortis^e n'étaient que de 856 diplômés. Nous avons pris la moyenne arithmétique entre ces deux chiffres et obtenu la moyenne annuelle de 2.000 diplômés par an.

Ce grand accroissement dans le nombre des diplômés de l'enseignement supérieur est dû à plusieurs facteurs parmi lesquels l'extension de l'enseignement et l'accès des couches nouvelles à l'enseignement supérieur. Au début c'étaient les grandes familles, aristocrates et propriétaires, qui se permettaient d'envoyer leurs enfants à l'université. Mais avec le développement du pays et l'apparition d'une couche importante de la bourgeoisie, on voit apparaître cette nouvelle couche dans l'enseignement supérieur.

.../...

579

Le recensement de 1966 donne le chiffre de 109.000 pour le nombre de personnes ayant le niveau d'enseignement supérieur. En 1968, ce chiffre atteint 127.000 et en 1971 on devait avoir 158.000 diplômés de l'enseignement supérieur.

Le tableau suivant nous montre cette évolution.

T A B L E A U N° 153

Les diplômés de l'enseignement supérieur de l'Iran de 1923 à 1972

! Année	! Nbre de diplômés	! Total Cumulé	!! Année	! Recen- ! cement	! Nbre de diplômés	! Total Cumulé
! 1923	! 15	!	!! 1941	!	! 610	! 3.476
! 1924	! 28	! 43	!! 1942	!	! 374	! 3.850
! 1925	! 61	! 104	!! 1943	!	! 536	! 4.386
! 1926	! 51	! 155	!! 1944	!	! 465	! 4.851
! 1927	! 64	! 219	!! 1945	!	! 518	! 5.369
! 1928	! 77	! 296	!! 1946	!	! 681	! 6.050
! 1929	! 43	! 339	!! 1947	!	! 720	! 6.770
! 1930	! 34	! 373	!! 1948	!	! 856	! 7.626
! 1931	! 68	! 441	!! 1963	!	! 4.302	!
! 1932	! 74	! 515	!! 1964	!	! 5.711	! 10.013
! 1933	! 115	! 630	!! 1965	!	! 5.033	! 15.046
! 1934	! 102	! 732	!! 1966	! 109.000	! 5.272	! 20.318
! 1935	! 183	! 915	!! 1967	!	! 5.086	! 25.404
! 1936	! 305	! 1.200	!! 1968	! 127.000	! 5.813	! 31.217
! 1937	! 367	! 1.587	!! 1969	!	! 9.114	! 40.331
! 1938	! 321	! 1.908	!! 1970	!	! 11.755	! 52.086
! 1939	! 452	! 2.360	!! 1971	! 158.000	! 14.993	! 67.079
! 1940	! 516	! 2.876	!! 1972	!	! 15.869	! 72.948

Source :
Organisation du plan

Une enquête effectuée par l'Institut de Psychologie de Téhéran détermine les professions des parents des étudiants de l'université de Téhéran. Selon cette enquête 25,8 % des étudiants de l'Université de Téhéran étaient des enfants de fonctionnaires et de P.D.G. Les enfants des industriels forment 10,3 % des étudiants et ceux des commerçants 20,1 %. Les exploitants agricoles ont une place importante dans l'enseignement supérieur 10,0 % et puis viennent les militaires avec un pourcentage de 6,3 %.

.../...

.../...

D'après ce tableau 35,7 % des étudiants appartiennent aux parents fonctionnaires d'état (I-2-9). Les catégories non définies et non déclarées (10 et II) doivent appartenir aux classes de basses conditions matérielles et sociales. Elles peuvent être, les employés de l'ordre des agents de police, des gendarmes, des paysans, des appariteurs et même des ouvriers, ces 14,5 % représentent, en tout cas, les enfants appartenant aux familles non aisées.

TABLEAU N° 154

La profession des parents d'étudiants des universités de l'Iran 1972

	!		Père	!		Mère	!		!
	!	Nbre	!	%	!	Nbre	!	%	!
I - Administration	!	2.645	!	25,8	!	81	!	1,3	!
2 - Enseignement	!	232	!	3,6	!	212	!	3,3	!
3 - Religieux Lettres	!	244	!	3,8	!	36	!	0,6	!
4 - Artistique	!	21	!	0,3	!	5	!	0,1	!
5 - Industr. Technique	!	661	!	10,3	!	23	!	0,4	!
6 - Agriculture	!	636	!	10,0	!	17	!	0,3	!
7 - Commerce	!	1.288	!	20,1	!	10	!	0,2	!
8 - Service	!	327	!	5,1	!	17	!	0,3	!
9 - Militaire	!	402	!	6,3	!	1	!	-	!
10 - Non défini	!	137	!	2,1	!	-	!	-	!
II - n. d.	!	794	!	12,4	!	5.985	!	93,7	!
TOTAL	!	6.387	!	100	!	6.387	!	100	!

Source : Institut psychologique 1972 Téhéran.

.../...

Un autre tableau nous donne le revenu des parents des étudiants de l'Université de Téhéran.

15,4 % des familles ont moins de 5.000 rials de revenu par mois, et le revenu de 11,9 % des parents des étudiants atteint 7.000 rials, 41,7 % des parents ont un revenu qui s'étale entre 5.000 et 10.000 rials, le reste c'est à dire 58,3 % des familles ont un revenu de 10.010 à 100.000 rials par mois. 1936 étudiants ont des parents avec des revenus de 30.010 rials et plus (20,9 % du total des familles)

T A B L E A U N° 1 5 5

Le revenu des parents des étudiants 1972

Revenus	! Nbre !	%	!!	Revenus	! Nbre !	%	!
moins de 5.000 rials	983	15,4	!!	40.010 à 50.000	252	3,9	!
5.010 à 7.000	759	11,9	!!	50.010 à 70.000	156	2,4	!
7.010 à 10.000	920	14,4	!!	70.010 à 100.000	99	1,6	!
10.010 à 15.000	1.010	15,8	!!	plus de 100.000	70	1,1	!
15.010 à 20.000	729	11,4	!!	n. d.	389	6,1	!
20.010 à 30.000	650	10,2	!!	TOTAL	6.387	100	!
30.010 à 40.000	370	5,8	!!				

Source : Institut psychologique Téhéran.

Le niveau d'études des parents des étudiants de l'Université de Téhéran aussi a été l'objet de notre étude:

- 19,3 % des parents étaient analphabètes
- 12,6 % des parents avaient fait des études supérieures
- 68,1 % des parents avaient fait des études jusqu'au Bac.

.../...

On constate que plus de 80 % des étudiants appartiennent aux familles dont le père était alphabète, compte tenu du taux d'alphabétisation de la population iranienne, on peut dire que l'université appartient, cependant à une couche.

T A B L E A U N° I 5 6

Le niveau d'études des parents des étudiants des Universités de l'Iran 1972

	!	Père		!	Mère		!		
	!	Nbre	!	%	!	Nbre	!	%	!
Doctorat et +	!	148	!	2,3	!	6	!	0,1	!
Maîtrise	!	109	!	1,7	!	6	!	0,1	!
Licence	!	402	!	6,3	!	50	!	0,8	!
au dessus du Bac	!	149	!	2,3	!	24	!	0,4	!
Bac	!	663	!	10,4	!	388	!	6,1	!
9 ans d'études	!	705	!	11,0	!	582	!	9,1	!
6 ans d'études	!	1.283	!	20,1	!	1.484	!	23,2	!
sans certificat	!	1.697	!	26,6	!	1.279	!	20,0	!
Analphabète	!	874	!	13,7	!	1.959	!	30,7	!
n. d.	!	357	!	5,6	!	610	!	9,6	!
TOTAL	!	6.387	!	100	!	6.387	!	100	!

Source : Institut psychologique 1972
sondage d'opinion sur les besoins des étudiants (rapport préliminaire)
Dey 1351 - 1972

L'étude des conditions de logement des parents des étudiants est un bon indicateur qui nous renseigne sur les couches sociales des étudiants à l'université.

Selon une enquête effectuée à l'Université de Tehran, 71,4 % des parents des étudiants étaient propriétaires de leur logement, 22,1 % des parents étaient des locataires et le reste habitait dans des logements sans loyer (appartenant aux fondations pieuses, à l'état, etc...)

TABLEAU N° 157

Les conditions de logement des parents des étudiants de l'Université de Tehran.

mode d'occupation	Nbre de parents enquêtés	%
propriétaire	4.559	71,4
location	1.409	22,1
Hypothèque	98	1,5
Fondation pieuse	44	0,7
don	60	0,9
Propriété d'état	62	1,0
n. d.	155	2,4
TOTAL	6.387	100

Source : Institut psychologique Téhéran 1972

Nous pensons avoir donné des preuves suffisantes pour montrer que la couche intellectuelle iranienne, est plus solidaire avec les couches riches qu'avec celles des pauvres.

La place des ouvriers et des paysans est presque ^{nulle} dans cette couche. Cette distinction est valable aussi bien pour le passé que pour le temps présent. A ce sujet l'enquête que nous venons d'analyser est très révélatrice. A partir de ces données il est aisé de déterminer le rôle de l'intelligentsia dans les mouvements sociaux de l'Iran :

.../...

Ainsi faut-il étudier, la part jouée par cette couche dans les mouvements nationalistes déclanchés en Iran. Ces mouvements peuvent être présentés dans l'ordre suivant :

- 1 - Contre la semi-colonisation de l'Iran par les ententes anglo-russes de la deuxième moitié du XIX ème siècle et la révolution constitutionnelle de 1907.
- 2 - Contre le pillage du pétrole iranien par l'A.I.O.C. en soutenant Mossadegh.
- 3 - La participation de cette couche dans le mouvement communiste.

Le mouvement anti-colonialiste se présenta d'abord par une réforme de la religion. Le babisme, un mouvement purement spirituel et philosophique révéla une grande influence sociale et politique. Il visait en même temps la destruction du système royal. Les partisans de ce mouvement ont manifesté un courage exemplaire en défendant leur doctrine.

C'était l'intelligentia religieuse qui sentit le besoin d'une réforme de la religion déformée par un groupe de Molla attaché à la cour.

"Reprenant dans le plus vieux fond des idées nationales, empruntant de toutes mains aux idées étrangères, le Bâb insufflait à l'Islam iranien les extatiques conception de l'Inde, les mystiques tendresses du christianisme et quelques théories ou hypothèses de l'Europe moderne. Surtout, ayant revêtu la robe et la pauvreté du moine mendiant, ce Français d'Assise prêchait la morale de frabchise et désintéressement, dont les nobles coeurs finissent toujours par être assoiffés au contact de ces arides et perfides marchands de cet hypocrite clergé et de ces fonctionnaires corrompus..." (1)

A la révolution constitutionnelle participèrent trois groupes : le clergé, les commerçants et les intellectuels. Le rôle de ce dernier était

.../...

(1) Victor Bérard - Révplution de la Perse, p. 103 Paris, Librairie Armand Colin 1910.

.../...

surtout au niveau de la propagation des idées nouvelles. A travers des publications et surtout à travers une presse combattante. Chez les peuples iraniens il y a une habitude très répandue; pour s'informer, il suffit qu'il y ait un alphabète dans un quartier, pour que tout le monde écoute la lecture d'un journal ou d'un livre. Souvent on observe dans un coin du quartier, dans une boutique, quelqu'un en train de lire un livre autour duquel s'est rassemblé beaucoup de monde. Le soir l'alphabète du village est invité chez un des habitants pour une assemblée d'une dizaine de personnes.

Ainsi les nouvelles se propagent et les groupes de la société qui aspirent à un changement, n'apportent pas leurs efforts pour la formation de l'esprit révolutionnaire.

La structure de la société iranienne d'avant la révolution et peut-être dans une certaine mesure à l'heure actuelle est définie par Victor Bérard de la manière suivante :

"En haut, le roi et sa cour; en bas, la nation des paysans; dans l'intervalle, trois degrés de parasites, marchand, clerc, aristocrate; à côté, le nomade : un pareil état de chose se fût difficilement perpétué depuis quatre cents ans, car le Kadjar (1796 -1907) ne fut, dans le mal, que le continuateur du Sefevi (1500 - 1720) si, les intérêts de la nation étant aussi visiblement sacrifiés; les appétits des parasites et des nomades n'avaient pas été solidaires de l'exploitation monarchique.

Un détail d'apparence insignifiant, a fait la solidité durable de la bâtisse.

Telle, dans l'édifice napoléonien qu'habite encore la France républicaine, cette Légion d'Honneur dont nos gouvernements depuis un siècle ont fait un si commode outil, il existe en Perse une façon d'Ordre Impérial, mais d'une ampleur bien plus grande et qui se prête entre les mains du Roi à des usages bien plus nombreux et qui confère aux bénéficiaires de bien plus grands avantages. De même que tout français aujourd'hui veut porter

.../...

.../...

un ruban, tout Persan veut porter un nom honorifique et revêtir ainsi la livrée royale pour entrer dans la caste des parasites" (1).

L'entourage du roi, c'est à dire ceux qui sont en haut ont grand intérêt à ce que le régime reste stable, toutes les personnes qui ont un certain intérêt dans le régime sont automatiquement des défenseurs pour sa continuation. Les décorés d'ordre impérial (des titres de distinction) ou ceux qui le cherchent sont d'essence attachés au régime.

" Il n'est pas de petit secrétaire, de jeune mollah ou de rouleur de bazar qui, délié et entreprenant, ne parvienne tôt ou tard à décrocher l'un de ces titres que les riches et les aristocrates obtiennent dès la naissance : désormais, associé de proche ou de loin à l'exploitation royale, lié au parti du gouvernement par l'intérêt ou la vanité, le Persan ne peut que désirer la prolongation du régime, dont il attend chaque jour quelque titre et quelque bénéfice nouveaux. Car il est plus honorable d'être le support du royaume (Moult) que du Gouvernement (Saltaneh), plus honorable encore d'entrer dans la classe des Daouleh que de rester dans celle des Memalek ou des Moult. La vie d'un Persan se passe à gravir ces échelons qui, le rapprochent des royaux, le font le complice de plus en plus intime du despotisme Kadjar et de la déchéance nationale". (2)

Toujours selon Victor Berard :

"Aussi longtemps que le roi a satisfait les appétits de ces derniers, toléré leurs exactions aux dépens des villages et leurs empiètements aux dépens de son propre revenu, tous, aristocrates, clercs, marchands et nomades, lui sont restés, sinon fidèles, du moins soumis. La querelle a commencé quand, le Roi ne trouvant pas sa part suffisante, voulut l'agrandir aux dépens de ses associés, quand, au vieux système iranien, il voulut substituer une fiscalité européenne afin de subvenir à ses dépenses personnelles". (3)

Le roi Ghadjar "Nasser-od-dine" et son successeur mirent en faillite le trésor du pays. Les voyages de 1873, 1878, 1889 et 1900 pour

.../...

(1) Victor Berard : Révolution de la Perse p. 339 lib. Armand Colin Paris 1910

(2) Victor Berard : Révolution Persan p. 340

(3) Victor Berard : Révolution de la Perse pp. 341, 342.

.../...

assister aux expositions de Paris, "la folie de dépenses, de luxe baroque, d'achats inutiles et d'emprunts à la petite semaine mangeaient d'avance les revenus de plusieurs années et peu à peu ruinèrent le crédit du Roi".

C'était à Londres que le roi cherchait la solution de ses embarras financiers.

"Dès 1872 -1873, Nasred-Dine, suivant le mot de Sir H. Rawlinson, voulut régénérer la Perse en identifiant les intérêts de son empire avec ceux de l'Angleterre" (1)

Excellente définition, qui ne demande qu'une correction très légère. Ce sont les intérêts de sa royale personne et non les intérêts de son empire que le Kadjar entendait identifier désormais avec ceux d'une puissance étrangère : Angleterre d'abord (1872 - 1898), Russie ensuite (1898 - 1907) (2)

C'était en face de cette main mise étrangère sur les intérêts du pays que le mouvement nationaliste iranien se déclencha. Les intellectuels, émus par leurs sentiments patriotiques se mirent en activité, et utilisèrent toutes les masses-médias existantes pour préparer l'opinion générale à un changement politique et social. On comprend maintenant le sens exact des événements qui se sont baptisés la Révolution de la Perse.

L'aspiration de la couche intellectuelle n'était que la réalisation d'un système politique auquel eussent participé les représentants du peuple (les citadins).

Enfin,

"la révolution constitutionnelle de 1906 est essentiellement une coalition entre bourgeoisie libérale, féodaux et clergé contre

.../...

(1) cf. G. Curzon, Persia, t. II p. 480

(2) Victor Berard. Révolution de la Perse p. 342

.../...

le centralisme despotique du monarque soutenu par l'étranger. Victoire bourgeoise apparemment, victoire des féodaux en fait, les féodaux détenant la grande majorité des terres". (1)

L'autre mouvement nationaliste auquel participa la couche intellectuelle était celui de la nationalisation du pétrole. Ce mouvement dirigé par un groupe d'intellectuels à la tête duquel se trouvait Mossadegh peut être considéré comme un des plus importants mouvements au cours du demi siècle.

Une des qualités de ce mouvement était son aspect anti-impérialiste, et surtout régional. C'était un mouvement appuyé politiquement par tous les pays pétroliers du Golfe Persique. C'était un des mouvements auquel participèrent toutes les couches de la société iranienne.

Les conséquences politiques de ce mouvement furent immenses et finalement Mossadegh arriva à la réalisation de ce mouvement, avec, au début, le support d'une demi douzaine de parlementaires intellectuels, en formant un groupe du "Front National". Il devint le chef du comité parlementaire du pétrole et en 1951 fit décréter la loi de la nationalisation. Son prestige populaire le monta au poste de premier ministre.

"Pour la masse iranienne, intellectuels, classe moyenne, et la jeunesse il était devenu le leader messianique pour les forces du "Bien" contre le mal de la domination étrangère" (2).

Mossadegh avait proposé un régime constitutionnel au vrai sens du mot et dans son allocution radiodiffusée déclara ouvertement que dans un système constitutionnel "Le Roi doit régner et non gouverner".

Cependant, dans le rang des partis politiques il n'existait pas

.../...

(1) H. Medras et Y. Tavernier - Terre paysans et politique tome I

(2) Don Peretz : The Middle East to day p. 438 second édition Holt, Rinehart and Winston inc. 1971 Printed in the U.S.A.

.../...

une unanimité d'opinion. Le manque d'organisation dans le parti de Mossadegh lui coûta cher. En effet, historiquement l'Iran n'avait pas l'expérience de l'organisation des partis.

L'Union se présentait souvent sous la forme des alliances politiques provisoires par des groupes intéressés par un objectif déterminé, ces alliances qui se sont réalisées par les membres des grandes familles jusqu'à la première guerre mondiale n'avaient pas de raison d'être étant donné qu'il n'y avait pas de vie politique organisée jusqu'en 1941. Bien qu'une vie politique fût apparue dans le pays surtout de 1925 à 1941, le régime de l'ex-roi ne permettait pas au peuple de telles organisations. Tout de suite après l'abdication du Roi en 1941, grâce à l'apparition d'une certaine liberté politique due en partie à la présence des forces alliées sur le territoire iranien, des organisations politiques virent le jour. Le parti Tudeh et le parti "La volonté Nationale". L'un appuyé par le communisme et l'autre par l'Angleterre; "la volonté nationale" fut attaquée et accusée d'être l'agent des anglais et le parti Tudeh accusé d'être l'agent des russes.

En 1946, Ahmad Ghavam, premier ministre, créa grâce à l'appui financier du gouvernement le parti démocrate pour contrecarrer "la volonté nationale"; ce parti fut dissous bientôt.

Au cours des dix années qui suivirent la deuxième guerre mondiale d'autres groupes se formèrent et disparurent. On peut parler de deux mouvements organisés sous la forme de parti en Iran.

.../...

.../...

590

1 - Le front national, sans organisation et discipline, créé grâce au mouvement anti-impérialiste et anti A.I.O.C., dirigé par un groupe d'intellectuels appartenant à l'aristocratie et à la bourgeoisie, mais suivi au cours de la lutte pour la nationalisation du pétrole par le peuple.

2 - Le parti Tudeh est dirigé par un groupe d'intellectuels appartenant aussi à l'aristocratie et à la bourgeoisie. Ce parti a l'avantage d'avoir une organisation disciplinée calquée sur le modèle des partis communistes. le parti Tudeh avait pu recruter un grand nombre d'intellectuels iraniens et surtout un pourcentage considérable de diplômés de l'enseignement supérieur engagés politiquement.

Les spécialistes techniques et les médecins y avaient aussi une ample participation. Plus de 90 % des écrivains, des artistes, des journalistes actuels de l'Iran avaient fréquentés les cellules du parti Tudeh. Ce mouvement avait réussi à réunir 5 % des officiers de l'armée autour de ses rangs. La base rurale du parti était faible. Bien que le nombre des membres de ce parti n'eut pas dépassé 50.000, il pouvait organiser des démonstrations ruineuses; son influence syndicale était considérable puisque c'était la seule organisation qui réclamait la défense de la classe pauvre, ses racines étaient profondes dans la société urbaine. C'était l'organisation la plus populaire et la plus solide jamais créée en Iran. Son échec politique est dû à ce que :

1 - l'Union Soviétique avait encouragé sa création avec l'occupation du nord de l'Iran pendant la deuxième guerre mondiale

2 - c'était un parti du prolétariat, mais pratiquement de l'intelligentsia

3 - laissé dans l'oubli par l'U.R.S.S.

.../...

En dehors de ces deux organisations on pourrait parler aussi des petits groupes comme le parti "ouvrier" (Zahmatkechan) sans signification politique et de l'organisation des Combattants de l'Islam qui a une base sociale chez les croyants.

Actuellement, le Front National est dispersé et le parti Tudeh vit dans la clandestinité. Les leaders du Front National discrédités, en partie aux U.S.A., cherchent à regrouper le peuple pour le support de la constitution, l'obtention de la liberté, la création d'une administration honnête et en même temps à lutter contre le communisme. Ses devises bien qu'idéales pour beaucoup de gens sont considérées avec méfiance, le Front National n'ayant pas pris une part catégorique au moment décisif.

Le parti Tudeh, dispersé lui aussi pour plusieurs raisons parmi lesquelles : l'obéissance aveugle des dirigeants aux russes, l'apparition du mouvement maoïste et le discrédit de la politique soviétique dû surtout à la question d'Azar-Bafidjan.

Où faut-il situer les intellectuels qui participent actuellement au mouvement révolutionnaire et qui causent tant d'ennuis au régime ?

Pour nous il n'y a qu'une vérité. Ces hommes qui portent "le flambeau de la révolution" sont en parfaite contradiction avec eux-mêmes. Imbus de leurs connaissances ils se portent au devant de la classe ouvrière,

.../...

peu organisée pour les luttes nécessaires à l'émancipation et au devant des paysans, analphabètes et profondément traditionnels. De ce fait, ces intellectuels, qui par leurs fonctions stratégiques tant au sein de l'administration, que du gouvernement ou plus simplement de la société, prennent la tête du combat, sont en réalité en contradiction avec ce combat. Car comment expliquer que ceux-là même qui dirigent puissent inciter ceux qui souffrent de cette direction à mener une lutte ? Si il y a despotisme ce n'est pas auprès de celui que l'on nomme le Despote qu'il faut le chercher, mais plutôt auprès des intellectuels de la classe dirigeante.

CONCLUSION

"L'art de former les hommes est, en tout pays, si étroitement lié à la forme du Gouvernement, qu'il n'est pas possible de faire aucun changement considérable dans l'éducation publique, sans en faire dans la constitution même des Etats".

Helvétius, De l'Esprit, 1758 - Discours IV, chapitre XVII - cité par Paul Hazard in "La pensée européenne au XVIIIe siècle (de Montesquieu à Lessing)".

- Edit. Fayard - 1963, p. 198.

Pays au relief tourmenté, habité par 32 millions d'habitants répartis sur un territoire vaste comme trois fois la France (1.645.000 km²), l'Iran est limité au Nord (chaîne de l'Elborz) et au Sud Ouest (les Monts Zagros) par deux importants bourrelets montagneux. L'intérieur forme un plateau désertique d'une altitude moyenne de 1.200 mètres, parsemé de dépressions boueuses et salines sans écoulement vers la mer (1).

L'Est du pays est un désert absolu. Le climat, fortement pluvieux sur le versant nord de l'Elborz, en bordure de la mer Caspienne, devient continental et même désertique dans le reste du pays, avec de fortes variations de température (1° à 30° selon les saisons).

Les caractéristiques rudes de l'Iran, tant sur le plan géographique que sur le plan climatique eurent une grande influence sur la formation intellectuelle et politique des iraniens.

(1) H.R. SYKES dans "The Lut, the Great - Desert of Persia, Journ. Manchester géogr. Society, 1907 pages 60 à 76, parlant de ce plateau désertique dit qu'il est "le caractère le plus saillant de la Perse physique".

Depuis quelques années, les choses ont fort heureusement changé et la pauvreté végétative du pays est largement compensée par la richesse du sous-sol : l'Iran posséderait 13 % des réserves mondiales de pétrole et le rythme d'exploitation jusqu'alors observé (1) permet de penser que cette compensation demeurera valable durant encore quelques dizaines d'années. Mais qu'advient-il après ?

Dans les mêmes temps et contrairement aux objectifs de la politique de planification familiale, la population s'accroît à un rythme de 3 % par an.

Cette population est très jeune et la proportion d'âge de scolarité est très importante : 45 % des iraniens sont âgés de 5 à 24 ans.

Sur le plan de la répartition territoriale on constate de profondes différences selon les régions et les densités varient considérablement d'une province à l'autre : 3 habitants au km² en Sistan-Baloutchistan et 82 habitants au km² dans la Province Centrale.

Ces différences proviennent de la désertification importante résultant de l'exode rural et bien connue des pays industrialisés.

Entre 1966 et 1972, la population rurale iranienne est passée de 61 % à près de 55 % soit environ 1 % en moins par an. Les paysans qui quittent les campagnes s'installent dans les régions où l'industrialisation et le commerce leur permettent de trouver un emploi (Province Centrale et l'Azarbaïdjan).

(1) les exportations pétrolières ont atteint 176 millions de tonnes en 1971, 234 millions en 1972 et 288 en 1973

De ce fait, l'urbanisation s'accélère pour atteindre un rythme supérieur à celui de la Turquie dont l'activité économique est pourtant ouverte depuis bien longtemps sur le Monde occidental et surtout sur l'Europe.

La principale conséquence de ce phénomène est la modification subie par la société traditionnelle iranienne, qui est devenue fragile dans les grandes agglomérations où le mode de vie s'est considérablement modernisé.

Ainsi, le système politique qui s'appuyait sur les propriétaires terriens ne répond plus aux exigences nouvelles de l'Iran moderne : à côté des industriels d'aujourd'hui (les propriétaires d'hier) il s'est créé une classe moyenne plus ou moins évoluée qui souhaite se faire entendre, et, éventuellement participer au pouvoir ou remplacer la classe dirigeante actuelle dont le roi disait, il n'y a pas longtemps :

"Je n'étais pas seulement le souverain d'une classe dirigeante d'ailleurs en majorité pourrie et réactionnaire, ni d'une poignée de féodaux, de traîtres et d'égarés qui formaient une cinquième colonne au service de l'étranger. J'étais avant tout le roi de plus de vingt millions de citoyens honorables, travailleurs et racés qui tournaient vers moi des regards pleins d'espoir. Je voyais clairement que les efforts considérables fournis par le peuple ne servaient qu'à enrichir une infime minorité de profiteurs dont l'unique activité consistait à servir l'étranger ou à se livrer à des combinaisons illégales. Je n'avais ni le désir, ni le droit d'accepter une telle situation malgré le fait que beaucoup estimaient de mon intérêt personnel de composer avec la classe dirigeante".

Les conditions pour une révolution sanglante étaient donc réunies lorsque le Roi décida d'en finir en promulguant un train de réformes baptisés globalement "Révolution Blanche".

Les résultats de ces réformes ne se font pas encore sentir aujourd'hui et la situation politique s'est donc guère modifiée. Une forme de pression jusqu'alors inconnue en Iran se constitue progressivement et s'exprime au moyen de révoltes très localisées (surtout dans les Universités) conduites par des hommes issus de la classe dirigeante et donc en contradiction avec leurs origines. Parallèlement, les forces réactionnaires s'ingénient à créer un climat néfaste à la réalisation des réformes sociales voulues par le roi qu'elles vont jusqu'à accuser d'être communiste. (1)

"Lorsque, jeune homme, je revins de faire mes études en Suisse, je devins profondément conscient de la situation difficile de nos citoyens les moins fortunés. Malgré les grands progrès réalisés par mon père, on pouvait encore voir des gens mourant littéralement de faim ou de froid parce qu'ils n'avaient pas d'abri et à peine de quoi se vêtir.

Je me rappelle que, par une froide soirée d'hiver, peu après mon accession au trône, un groupe de députés de notre Assemblée Nationale, répondant à ma convocation, arriva en audience. Je dis brutalement à ces députés, que je ne pouvais supporter la vue de personnes privilégiées comme certains d'entre eux, s'enrichissant, débordant de santé et devenant obèses, alors que certains de mes sujets demeuraient dans une misère noire. Le lendemain quelques-uns de ces députés propageaient des rumeurs affirmant que j'étais communiste. Si ce que j'avais dit est communiste, alors je le

(1) Mohammad Reza Pahlavi : la révolution sociale de l'Iran - Trad. par Hoveyda - p. 8 - Téhéran

suis ! ces députés ignoraient leurs intérêts lointains en même temps que ceux de la nation". (1)

Les dirigeants se soucient peu des raisons profondes de ce climat et pensent que les revenus pétroliers réalisés à la suite des nouvelles conditions du marché mondial leur permettront de faire rapidement le saut économique et social nécessaire à rattraper le niveau des pays industrialisés.

Durant les années 60, le Produit National Brut enregistrerait un taux moyen de progression de 18 % par an. En 1972-73 ce taux devait atteindre + 14,2 %, il est pour 1973-74 de + 30,3 %. "Le Monde" (2) relatait il y a quelques mois, une déclaration de Premier Ministre iranien selon laquelle le P.N.B. atteindrait en Mars 1975, 41.000.000.000 de dollars. Les estimations des experts annoncent que ce même P.N.B. atteindra 190 milliards de dollars U.S. en 1985, soit 4.200 dollars par habitant (avec une population de 45 millions d'habitants).

Les conditions monétaires nécessaires à la mutation économique et sociale du pays serait donc réunies. Tout dépend des utilisations qui en seront faites au niveau des grands choix budgétaires...

(1) Mémoires du Shah d'Iran. Gallimard nrf. 1961 - pp. 176-177

(2) Le Monde, 11 février 1975

La position géographique de l'Iran (entre le Golfe Persique et l'U.R.S.S.) impose à ce pays une dépendance politique et une politique de dépense (1) dont le coût important vient en soustraction, sur les fonds immédiatement utilisables sur le plan économique et social (2).

-
- (1) "Nous sommes en train de prendre des leçons de l'Histoire. Le Pakistan a perdu deux guerres et la moitié de son territoire malgré son appartenance aux Pactes CENTO et SEATO.

Nous avons décidé de nous assurer contre tous les risques possibles en nous appuyant sur nos propres forces armées.

Hoveyda Premier Ministre iranien - cité par HUDSON LETTER.

- (2) "Durant les années 1967-1969 les dépenses militaires étaient de l'ordre de 5,1 % du P.N.B. Cette priorité a toujours été observée : par exemple, en 1973, l'Iran a dépensé + de 3.000 M. de \$ pour les équipements militaires. Le budget de la défense qui atteignait 5.500 M. de \$ pour l'année 1974-1975 a subi un accroissement de 41 % l'année suivante pour atteindre 7.800 M. \$. Actuellement 29,4 % des dépenses totales du budget est consacré à la Défense : c'est la plus grande part du budget".

IRAN : Oil money and the ambitions of a Nation - HUDSON LETTER.

La mutation voulue et attendue à la fois par le roi et par le peuple mettra plus de temps à se réaliser que ce qui a été annoncé, car, nous l'avons vu, les obstacles qui se dressent sont nombreux. Il faut toutefois espérer que le véritable développement de l'Iran générateur de succès économique et de progrès social surviendra avant que les nouvelles richesses du pays trop mal employées au départ de leur création ne soient épuisées !

Ce développement ne sera possible que si les investissements nécessaires à la formation immédiate des enfants mais aussi des adultes sont réalisés.

Le 24 décembre 1962, le roi déclarait : "Pour une nation qui fut pendant des siècles le berceau de la science, c'est une humiliation pour nous que plus de 80 % de ses enfants soient analphabètes".

La Tâche sera longue

L'enseignement pré-primaire a déjà attiré l'attention des autorités : en 1972-73, 24.000 élèves étaient reçus dans les écoles maternelles et à la fin du Vème Plan (1978) ce sont 415.000 élèves qui y seront reçus. Cette forme d'enseignement est malheureusement concentrée dans les grandes villes et surtout à Téhéran où en 1972-73 plus de 80 % des établissements relevaient du secteur privé.

L'enseignement primaire "universel et obligatoire depuis 1911" est dispensé en "public". Il est suivi par environ 75 % des enfants des villes, en âge de scolarité. Ce pourcentage est inférieur à 50 % pour les enfants vivant à la campagne. Le taux d'inscription brut est de 45 % pour le groupe d'âge de 6-17 ans. Etant donné la très grande proportion des

enfants hors d'âge dans la population scolaire, le taux d'inscription net ne couvre même pas le tiers de la population d'âge scolaire. (En France le taux d'inscription bruts pour les enfants de 6 à 17 ans est de 91 %).

Le niveau de scolarisation est relativement faible par rapport à celui pratiqué dans les pays industrialisés, mais sa progression bien que rapide ne permet pas d'envisager une scolarisation totale de l'ensemble des enfants iraniens dans un proche avenir.

Les écoles nécessaires sont construites à un rythme malheureusement inférieur à celui de l'augmentation de la population d'enfants en âge de scolarité.

De tous les pays musulmans du Moyen-Orient, c'est la Turquie qui se classe au premier rang de l'effort de scolarisation primaire, elle est suivie de la Syrie et de l'Irak. L'Iran arrive en quatrième position et le gouvernement semble faire fausse route lorsqu'il compare la situation du pays avec celle de l'Afghanistan (1). En effet, le taux de scolarisation iranien est trois fois plus important que celui de ce pays mais deux fois moins important que celui de la Turquie.

Les villageois bénéficient de l'"Armée du Savoir" composée de 47.000 "sepahis" diplômés de l'enseignement secondaire et qui accomplissent un service civil de quatorze mois : en 1962 on comptait que seulement 12 % de la population savait lire et écrire ; ce pourcentage est passé à moins de 40 % en 1972.

.../...

(1) Cf. graphique n° 20

L'Armée du Savoir n'a réellement rien apporté pour l'amélioration de l'enseignement primaire. Pour que cette utilisation paraisse en bonne voie, le Pouvoir a mis à sa disposition un certain nombre d'écoles ordinaires. Comme le montre bien la figure n° 18, dès 1962, la croissance des écoles primaires s'arrête, mais si l'on y ajoute les écoles de l'Armée du Savoir, la croissance reprend sa tendance antérieure sans qu'on puisse y remarquer une quelconque avance "révolutionnaire". Les autorités pensent aujourd'hui qu'il faudrait confier l'alphabétisation du peuple au peuple ...

C'est là un dernier constat d'échec, mais compensé par les nouveaux horizons qui se sont ouverts aux ruraux grâce au contact qu'ils ont eu avec les "Sepahis" issus dans leur grande majorité de la ville.

La politique de l'enseignement primaire devra être rapidement révisée car, que penser de l'avenir d'un pays où moins de 50 % des élèves régulièrement inscrits dans une école achèvent leur scolarité ?

Ainsi, à la fin du 4ème Plan (1967-72) 4 millions d'enfants suivaient l'enseignement primaire et seulement 685.000 suivaient l'enseignement secondaire technique.

Les orientations du Vème Plan sont très hardis sur le plan quantitatif mais sans grand changement sur le plan relatif.

Il faut noter qu'entre 1924 et 1952 le nombre d'établissements s'est multiplié par 48 ; après 1952 les établissements créés résultent surtout d'initiatives privées et répondent au besoin croissant de la jeunesse iranienne (groupe d'âge de 12 à 17 ans) dont le taux de scolarisation

.../...

secondaire est passé de 11 à 24 %. La priorité est donnée à l'enseignement général au détriment de l'enseignement technique et de ce fait l'écart de technicité possible se creuse face à des pays comme la Turquie et l'Irak où la formation de techniciens est demeuré l'objectif dans la formation secondaire.

Le rendement de l'enseignement secondaire iranien est peu élevé : plus d'un élève sur deux abandonne les études sans avoir achevé de cycle et donc sans diplôme. Malgré cela, la quantité d'élèves accédant à l'enseignement supérieur s'accroît d'années en années (en 1971, 87.000 ; en 1972 116.000 ; en 1973, 123.000 ; le Vème Plan prévoit 190.000 étudiants en 1977); en moyenne, chaque année entre 1960 et 1972, le nombre d'étudiants régulièrement inscrits s'est accru de 18 %.

Malgré cette progression relativement rapide, la population étudiante de l'Iran n'est aujourd'hui constituée que de 2,9 % de la population totale des jeunes gens âgés de 20 à 24 ans. Cette proportion atteint 6,74 % en Turquie et 16 % en France ... Les autorités devront faire un effort nettement supérieur à celui qui a été fait jusqu'à ce jour, car nous ne dirons jamais assez qu'il ne peut y avoir de développement réel d'un pays sans personnel d'encadrement issu des couches sociales mêmes de ce pays.

L'enseignement dispensé dans les universités iraniennes est d'un niveau très bas et sans comparaison avec celui dispensé en Europe ou aux U.S.A. En fait, l'"élite" du pays est formée à l'étranger : la France recevait, avant la seconde guerre mondiale, 75 % des étudiants Iraniens désireux de faire partie de cette Elite ; en 1972, elle n'en recevait plus que 4 % et les U.S.A. 50 %. Diverses raisons sont invoquées pour expliquer cette importante modification. Nous en retiendrons trois :

- . aux U.S.A., les étudiants peuvent poursuivre leurs études tant en travaillant ; cela est de moins en moins possible en Europe.

. L'économie iranienne est considérablement américanisée et les étudiants qui reviennent au pays nantis d'un diplôme U.S. trouvent plus facilement des débouchés sûrs et lucratifs. L'américanisme a donné naissance à un prestige social pour les diplômés des U.S.A. surtout quand dans certaines réunions de l'organisation du Plan les discussions sont menées en langue américaine, il faut une bonne connaissance de leur langue maternelle.

En 1968-1969, 58 % des étudiants iraniens expatriés étaient orientés vers les "sciences sociales et humaines". En 1972-73, ce pourcentage était de 52 %. Cette régression est à notre avis fort heureuse car nous pensons que les autorités -et nous le leur avons déjà conseillé lorsque la question nous a été posée- ne devraient pas favoriser ce type de formation autre part que dans le pays.

Par contre, la formation scientifique, si nécessaire à la construction d'un Etat moderne, devrait être encouragée. Dans la réalité, c'est l'inverse qui se produit, et des obstacles considérables se lèvent devant ceux qui souhaitent entreprendre des recherches fondamentales. Les auteurs de ces obstacles se retrouvent surtout dans le corps enseignant qui, soucieux de préserver sa position sociale dominante, freine l'accession des étudiants au stade du doctorat, titre nécessaire (en Iran) pour enseigner. Seuls ceux qui sont riches ou ceux qui bénéficient d'une bourse d'Etat ont la possibilité de passer un doctorat.

Les autorités devront rapidement intervenir afin de démocratiser le stade de l'enseignement supérieur, sinon là encore, les objectifs de la politique de développement économique et social seront remis en cause ...

Aussi paradoxal que cela puisse paraître le coût de l'enseignement supérieur est presque aussi élevé en Iran qu'en France (et 17 fois plus élevé qu'au Pakistan). Ce coût peut varier, en Iran, de un à trente cinq

selon les Universités : en 1965 un étudiant en sciences d'Isfahân coûtait à l'Etat 8.300 rials ; la même année, il coûtait 292.000 rials à la prestigieuse faculté de Pahlavi à Chiraz. Dans cette dernière université, le coût d'un étudiant est 3,3 fois supérieur au coût moyen comptabilisé pour l'ensemble des universités du pays. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'affectation des fonds publics à l'enseignement universitaire ne semble pas optimal...

Nous avons énuméré divers principes que nous considérons comme impératifs pour la réussite de la transformation économique et sociale du pays : avant tout de

- . nécessité de la formation d'une élite technique et scientifique composée d'iraniens représentant réellement les diverses classes de la société.

- . nécessité d'une accélération du processus d'alphabétisation de l'ensemble de la population.

L'application de ces deux principes doit bien sûr résulter d'une politique volontaire accompagnée des mesures budgétaires correspondantes.

Le problème de l'alphabétisation relève toutefois d'une autre contrainte plus historique que matérielle.

En effet, l'un des principaux obstacles à l'alphabétisation provient de l'alphabet arabe utilisé pour la représentation de la langue persane. Dès 1928, la Turquie utilisa l'alphabet latin et rencontra par la suite peu de problèmes pour communiquer à la base le savoir élémentaire et indispensable que sont : lire, écrire et compter. Certains responsables

.../...

iraniens se sont heurtés aux tollés des conservateurs lorsqu'ils ont préconisé une mesure identique pour vaincre l'analphabétisme qui règne dans leur pays. En vérité, sur quoi reposait la critique ? Ali Akbar Siassi (1) donne une réponse qui nous semble justifiée : "Cette critique repose sur l'ignorance ou l'oubli du fait que cette écriture, bien que vieille de plus de mille ans, n'est point persane. Elle a été imposée par les Arabes à la Perse, en même temps que l'Islam ... on oublie également que si la langue est l'un des éléments constitutif de la nationalité d'un peuple, l'écriture n'en est qu'un aspect occidental, et, qu'en conséquence, le changement de ces signes graphiques ne saurait nullement affecter la nationalité, ni même la langue".

On se doit ici de rappeler l'oeuvre accomplie dans ce domaine par le regretté Saïd Naficy, éminent professeur et érudit progressiste iranien, qui, durant plus de 30 ans, ^a insisté pour que l'alphabet arabe soit remplacé par l'alphabet latin.

Cette réponse se passe de tout commentaire ...

Les experts de tous les pays du monde sont d'accord pour reconnaître que l'enseignement est la clé du déblocage social et par là même de la mutation d'un pays. Nous avons démontré, au cours de notre étude, qu'en Iran, ce déblocage n'était pas particulièrement flagrant. Nous reconnaissons toutefois qu'une évolution s'est amorcée et les premiers résultats se font surtout sentir à l'intérieur de certaines catégories socio-professionnelles. C'est ainsi que les C.S.P. "Directeurs et cadres administratifs supérieur" et "employés de bureau" ont vu globalement leur effectif s'accroître de 50 % entre 1956 et 1971 (durant la même époque, la population n'augmentait que de 23 %). De quelle catégorie sociale provenaient ces 50 % ? Nous émettons l'hypothèse suivante : la valeur du flux de main d'oeuvre campagne-ville s'est substituée à une valeur égale, déjà installée dans les villes, occupée à des tâches industrielles et ayant bénéficié de l'effort gouvernemental en matière d'enseignement. Une partie au moins du flux ouvrier, dans le cadre de la promotion professionnelle, aurait ainsi accédé à la catégorie sociale supérieure.

(1) La Perse au contact avec l'Occident, Librairie Ernest Leroux - PARIS, 1931 pp. 221, 229

Par contre, à l'observation de la C.S.P. "agriculteurs, pêcheurs, chasseurs, forestiers et travailleurs assimilés" on relève une stagnation des effectifs qui résulte essentiellement du fait qu'aucun flux ville-campagne n'est remarqué. Au contraire l'exode rural est à peine compensé par l'installation sur les terres libérées des multiples fils des familles rurales : la population active est ainsi maintenue.

Ainsi, on peut dire qu'une mobilité sociale est possible dans les classes d'"emplois évolués" dépendant des secteurs secondaires et tertiaires, 30 % de la population. Par contre, le secteur primaire (70 % de la population) semble condamné à vivre en vase clos.

Mais à qui profite donc, en réalité, l'effort d'enseignement ? Nous répondons que le grand bénéficiaire est la classe dirigeante. En effet, il suffit de regarder les statistiques des emplois pour comprendre qu'il en est ainsi : plus de 75 % des étudiants diplômés du secondaire ou du supérieur travaillent dans les services (1). En 1971, l'administration employait un personnel qui totalisait 2,5 millions années d'études (stock total) soit un stock moyen d'éducation de 11,36 années par fonctionnaire (Cf. tableau 110) en 1959, ce ratio atteignait 9,75 et 10,15 en 1965 ; le rythme d'intellectualisation de l'administration est donc très rapide.

Nous pensons que si une plus grande partie du stock total d'éducation était insufflée dans les diverses C.S.P., les communications inter-classe pourraient mieux se réaliser et la mutation économique et sociale en serait bénéficiaire au moins au même titre que la classe dirigeante.

(1) en 1971, 56 % des fonctionnaires avaient un niveau d'études égal ou supérieur au baccalauréat.
Le nombre des salariés d'Etat (fonctionnaire-ouvrier, etc) atteindrait un million en 1975.

Cela impliquerait, bien sûr, une importante modification de la structure sociale, cette classe dirigeante qui serait à moyen terme, obligée de partager le pouvoir, c'est-à-dire l'argent.

L'accession de l'Iran au rang de pays industrialisé, à notre avis possible ne pourra se réaliser que si la politique de gaspillage des crédits et de cloisonnement voulu entre les classes sociales est remise en cause. En effet, le développement économique et social du pays nécessite la participation effective de chacun des citoyens. Cette participation est forcément assujettie à la notion de formation, c'est-à-dire à l'alphabétisation et à l'enseignement ; en effet, que valent les moyens et les informations fournies à un peuple qui n'est pas à même de les utiliser et de les comprendre ?

Ainsi comme dans tous les pays du monde et surtout dans les pays "en voie de développement" ou plus simplement "sous-développés". Développement et Education sont deux secteurs de même sens étroitement liés. L'Iran n'échappe pas à ce phénomène.

- LISTE DES TABLEAUX ET DES FIGURES -

PAGES

A) LISTE DES TABLEAUX

N° 1 - Moyens d'irrigation artificielle en Iran	31
N° 2 - Croissance de la population iranienne au cours des 19ème et 20ème siècles selon les différentes estimations et selon nos propres calculs	79
N° 3 - Taux de croissance annuels de la population iranienne selon les estimations	80, 81
N° 4 - Population iranienne au 19ème siècle d'après les estimations des voyageurs	82
N° 5 - Densité de la population dans les différentes régions de l'Iran lors des deux derniers recensements	88
N° 5 - Densité de la population par province en 1956 et 1966 - bis Données comparables	89
N° 6 - Densité de la population agricole du sexe masculin (travaillant uniquement dans l'agriculture) de 10 ans et plus, par hectare de terres irriguées dans les différents ostans d'Iran, en 1960	92
N° 7 - Comparaisons des taux de natalité et de leurs composantes secondaires de l'Iran avec les pays voisins	99
N° 8 - Proportion de célibataires définitifs par sexe dans les différents pays comparés à l'Iran	101
N° 9 - Age moyen au premier mariage en Iran et dans certains autres pays	103
N° 10- Fécondité rétrospective et actuelle (légitime) à Téhéran et dans quatre districts ruraux	108
N° 11 - Répartition en pourcentage	110
N° 12 - Taux de fécondité légitime des femmes par groupes d'âge en 1966 et en 1971 (naissances vivantes pour 1.000 femmes)	112
N° 13 - Population (urbaine et rurale) de l'Iran au 20ème siècle	122
N° 14 - Populations urbaines, rurales, totales et proportions d'urbains en Iran et dans quelques pays voisins	125
N° 15 - Population de certaines villes en 1966 et la proportion d'immigrés	129
N° 16 - Mouvement migratoire en 1969 selon l'origine et la destination	132
N° 17 - Immigration de la population rurale vers des zones urbaines	135
N° 18 - Population urbaine de l'Iran selon l'âge et le lieu de naissance (recensement 1966).....	138
N° 19 - Motifs d'immigration selon le sexe et le statut des immigrés en 1964	142
N° 20 - Structure d'âge de la population	147

.../...

N° 21 - Développement de l'enseignement pré-primaire en Iran et en Turquie	194
N° 22 - Nombre et proportion d'écoles maternelles et d'écopliers dans les localités rurales	197
N° 23 - Répartition géographique (départementale) des jardins d'enfants selon le type d'habitat (villes - villages) en 1968 - 1969	198
N° 23 - Jardins d'enfants en Iran	199
bis	
N° 24 - Répartition géographique des élèves des jardins d'enfants rapportée à la population totale des départements concernés (1966, année du recensement)	201
N° 24 - Nombre d'enfants fréquentant les jardins d'enfants en Iran bis dans les trois dernières années	202
N° 25 - L'enseignement pré-primaire selon les secteurs	204
N° 26 - Evolution de l'enseignement primaire, nombre d'écoles publiques, privées, de 1910 à 1972	210
N° 27 - Evolution du nombre d'élèves dans l'enseignement primaire 1910 - 1947-48	213
N° 27 - Croissance des effectifs scolaires dans l'enseignement bis primaire de 1953 à 1972 et les prévisions du Vème Plan pour 1977	214
N° 28 - Taux de scolarisation bruts dans l'enseignement primaire en Iran et dans quelques pays voisins	216
N° 29 - Taux d'inscription, par année d'âge dans le primaire, en pourcentage du total des enfants du même âge	222
N° 30 - Taux de scolarisation 6-11 ans par ostan urbain et rural ..	226
N° 31 - Taux de scolarisation nets suivant le sexe, l'âge et la zone d'habitat en 1966 (recensement de la population).....	233
N° 32 - Structure de l'enseignement primaire en 1970-71	237
N° 32 - Effectifs des écoles primaires privées dans les deux bis zones réunies et proportion de ceux-ci dans les zones rurales	239
N° 33 - Evolution du rapport maîtres-élèves	243
N° 34 - Evolution de la formation des maîtres du primaire en nombre d'élèves dans les écoles normales et les centres de formation	248
N° 35 - Taux apparents de déperdition des effectifs de l'enseignement primaire en pourcentage, par grade, du 1er au 6ème grade en trois cohortes différentes	255
N° 36 - Réussites au certificat d'études primaires	257
N° 37 - Comparaison internationale des taux de rendement dans l'enseignement primaire	260
N° 38 - Nombre d'écoles secondaires générales 1924-1969 publiques - privées	263
N° 39 - Effectifs des écoles secondaires 1928-1940	265
N° 39 - Effectifs des écoles secondaires générales, professionnelles bis et techniques, de 1953 à 1972	266
N° 40 - Taux d'inscription par année d'âge dans l'enseignement secondaire général, en pourcentage	268

N° 41 - Proportion des effectifs du secondaire professionnel et technique dans l'ensemble de l'enseignement secondaire, normal inclus	270
N° 42 - Structures de l'enseignement en 1970-1971	275, 276
N° 43 - Elèves de l'enseignement secondaire par grade et par sexe, en 1966-1967	283
N° 44 - Elèves de l'enseignement secondaire par grade et par sexe, en 1970-1971	284
N° 45 - Répartition, en pourcentage, des élèves de chaque grade de l'enseignement secondaire, selon qu'ils ont l'âge normal de la scolarité dans le grade considéré ou qu'ils sont plus jeunes ou plus âgés, année scolaire 1961-1962	287
N° 46 - Flux de diplômés dans l'enseignement secondaire	288
N° 47 - Evolution récente de l'enseignement supérieur en Iran et en Turquie	294
N° 48 - Nombre d'étudiants pour 100.000 habitants en Iran, dans quelques pays voisins et en France	298
N° 49 - Nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur, en 1970-1971	301
N° 50 - Nombre de facultés, instituts de l'enseignement supérieur en Iran, en 1970-1971	303
N° 51 - Diplômés d'universités et de centres de l'enseignement supérieur	304
N° 52 - Diplômés de l'enseignement supérieur en 1969-1970	305
N° 53 - Nombre d'habitants pour un étudiant et nombre d'étudiants pour 100.000 habitants, dans l'enseignement supérieur dans certaines villes et la répartition en nombre et en pourcentage du total des étudiants selon les villes en 1971	308
N° 54 - Proportion des filles dans l'enseignement supérieur en Iran et dans quelques pays voisins, en pourcentage	311
N° 55 - Etudiants iraniens à l'étranger de 1928 à 1934	312
N° 56 - Etudiants envoyés à l'étranger de 1957 à 1972 et flux annuels	314
N° 57 - Etudiants iraniens envoyés à l'étranger en 1972 répartis selon les pays d'accueil principaux	317
N° 58 - Etudiants iraniens envoyés à l'étranger en 1972, selon le niveau d'enseignement au départ et le pays d'études ..	318
N° 59 - Evolution du stock d'étudiants turcs et iraniens à l'étranger	322
N° 60 - Etudiants iraniens à l'étranger en 1968-1969	324
N° 61 - Etudiants iraniens à l'étranger en 1969-1970	325
N° 62 - Nombre et pourcentage d'étudiants de l'enseignement supérieur en Iran selon les disciplines	328

N° 62 - L'évolution de l'Enseignement Supérieur entre le bis IVème et Vème Plan (révisé)	329
N° 63 - Nombre de candidats admis aux universités en 1972-1973	331
N° 64 - Distribution des étudiants selon disciplines, en 1968/69	332
N° 65 - Etudiants iraniens aux U.S.A., en 1969-1970	336, 337
N° 66 - Dépenses publiques afférentes à l'enseignement public et privé	345
N° 67 - Répartition, en pourcentage, des dépenses totales d'édu- cation (budget général + budget du développement) selon les différents niveaux et catégories d'enseignement, en 1966 - 1973	347
N° 68 - Dépenses de l'enseignement, de 1966 à 1973	350
N° 69 - Dépenses pour l'enseignement en Iran, de 1966 à 1973 ...	351
N° 70 - Dépenses de l'enseignement (budget du développement) de 1966 à 1973	352
N° 71 - Dépenses des universités et des centres d'enseignement supérieur, de 1966 à 1973	355
N° 72 - Dépenses des universités et des centres de l'enseignement supérieur (budget général), de 1966 à 1973	356
N° 73 - Dépenses des universités d'enseignement supérieur (bud- get du développement), de 1966 à 1973	358
N° 73 - Revenus d'origine non publique des centres d'enseignement bis supérieur, de 1966 à 1972	359
N° 74 - Dépenses publiques ordinaires afférentes à l'enseignement répartition en pourcentage par degré d'enseignement	361
N° 75 - Evolution de la structure des dépenses de l'Etat iranien décomposition fonctionnelle des comptes budgétaires	364
N° 76 - Dépenses ordinaires par élève, en Iran	368
N° 76 - Coût unitaire de l'éducation d'après le modèle asien, bis années 1966-1967 et les calculs de Robert MEDARD, 1965- 1967	369
N° 77 - Dépenses publiques afférentes à l'enseignement public en Iran et dans certain pays choisis	374
N° 78 - Coût unitaire des établissements d'enseignement supérieur pour les années scolaires 1965-1966 et 1966-1967	376
N° 79 - Dépenses courantes par étudiant dans les universités turques et iraniennes	377
N° 80 - Population lettrée de l'Iran, de 7 ans et plus	388
N° 81 - Répartition de la population alphabétisée par sexe et par âge	400
N° 82 - Population analphabète selon le sexe et l'âge de l'Iran, comparée à deux pays voisins, en 1965 ou 1966	401

N° 83 - Population alphabète de l'Iran selon le sexe et l'âge, en 1971	402
N° 84 - Alphabétisme de la population masculine par âge, en 1971, Iran entier	403
N° 85 - Population alphabète urbaine de l'Iran selon l'âge	404
N° 86 - Population masculine urbaine selon l'alphabétisme et l'âge ...	405
N° 87 - Pourcentage d'analphabètes en Turquie selon l'âge et le sexe, en 1970	406
N° 88 - Nombre de classes pour l'alphabétisation en 1968, 1969, 1970	407
N° 89 - Nombre d'élèves des classes d'alphabétisation en 1968, 1969, 1970	408
N° 90 - Proportions d'analphabètes dans les vingt départements de l'Iran, selon le sexe	416
N° 91 - Répartition des analphabètes urbains de 6 ans et plus, selon le sexe, et départements en 1968	418
N° 92 - Niveau d'étude de la population alphabète de l'Iran de 10 ans et plus selon l'habitat et le sexe	427
N° 93 - Niveau d'étude de la population alphabète de 10 ans et plus, selon l'habitat et le sexe (en %)	428
N° 94 - Niveau d'étude de la population alphabète de 10 ans et plus, selon l'habitat et le sexe	429
N° 95 - Niveau d'instruction de la population iranienne, en 1956, selon les groupes d'âge (15 ans et plus) et le sexe	430
N° 96 - Population alphabète de l'Iran entier selon le niveau d'étude et l'âge en 1971	431
N° 97 - Population alphabète féminine de l'Iran entier selon le niveau d'étude et l'âge en 1971	432
N° 98 - Niveau d'instruction de la population alphabète, de 11 ans et plus, en Turquie	433
N° 99 - Population urbaine alphabète de l'Iran selon le niveau d'étude et l'âge, en 1971	434
N°100 - Population urbaine féminine de l'Iran selon l'âge et le niveau d'étude, en 1971	435
N°101 - Population active employée selon le niveau d'instruction et la profession, en 1966	441
N°102 - Population active employée selon le niveau d'instruction, en 1966	442,443
N°103 - Population active employée féminine selon le niveau d'ins- truction et la profession, en 1966	444
N°103 - Population employée selon la profession, en 1956, 1966, 1968, bis 1971 (en milliers)	453
N°104 - Population employée selon la profession, en 1956, 1966, 1968, 1971 (en pourcentage)	454
N°105 - Répartition de la population active entre les secteurs d'ac- tivité, selon le niveau d'instruction, en 1966	451
N°106 - Population employée selon le niveau d'études et les activités économiques en 1972 (en pourcentage)	452

N° 107 - Répartition, en pourcentage, des statuts professionnels, selon les C.S.P., en 1956, 1966, 1972	468, 469
N° 108 - Structure socio-professionnelle et le statut dans la profession de la population employée (en pourcentage) ..	470, 473
N° 109 - Evolution récente des C.S.P. croisées avec leur statut	474, 477
N° 110 - Nombre de fonctionnaires de l'Etat, selon le niveau d'éducation et le sexe, en 1971	480
N° 111 - Recrutement des fonctionnaires selon le niveau d'éducation	481
N° 112 - Recrutement annuel des fonctionnaires selon le sexe et le niveau d'éducation	482
N° 113 - Salaires hebdomadaires selon le nombre d'années d'études et l'ancienneté dans le travail et la spécialisation en Iran (Zones urbaines)	490
N° 114 - Salaires hebdomadaires (zones rurales), selon le nombre d'années d'études, la qualification et l'ancienneté dans le travail, en 1972	491
N° 115 - Salaires hebdomadaires selon le nombre d'années d'études et l'ancienneté dans le travail et la spécialisation, en Iran, en 1972	492
N° 116 - Salaires hebdomadaires des différentes catégories de salariés, en 1972, en Iran	495
N° 117 - Population employée selon le nombre d'années d'études et la qualification, en 1972	496
N° 118 - Comparaison des salaires hebdomadaires : salaires du secteur privé avec ceux de l'Etat, en 1972	497
N° 119 - Chômeurs selon l'alphabétisation et l'habitat, en 1966	500
N° 120 - Chômeurs selon l'alphabétisation et l'habitat, en 1966 (en pourcentage)	501
N° 121 - Chômeurs selon le sexe, l'âge et l'alphabétisation, en 1972	502
N° 122 - Chômeurs selon le sexe, l'âge et l'alphabétisation, en 1972 (en pourcentage)	503
N° 123 - Chômeurs alphabètes selon le niveau d'éducation et l'habitat en Iran, en 1966	505
N° 124 - Chômage dans son rapport avec le sexe et le niveau d'éducation selon l'habitat, en 1972 (%)	506
N° 125 - Chômeurs alphabètes selon le niveau d'éducation et l'habitat, en Iran, en 1966	507
N° 126 - Chômage dans son rapport avec le sexe et le niveau d'éducation selon l'habitat, en 1972	508
N° 127 - Chômeurs alphabètes selon le niveau d'éducation et l'âge, en 1972	510

N° 128 - Chômeurs alphabètes selon le niveau d'éducation et l'âge en 1972	511
N° 129 - Nombre des journaux parus en Iran jusqu'en 1963	530
N° 130 - Les journaux en Iran et à l'étranger des origines à 1963 selon les langues	531
N° 131 - Les journaux parus à l'étranger des origines à 1963	532
N° 132 - La presse iranienne des origines à 1963 (en nombre).....	533
N° 133 - Contenu du "Keyhan" et de "Ettelaat" les quotidiens du 2 au 12 mars 1973	535
N° 134 - La consommation du papier en Iran et de quelques autres pays en 1970 (par tête/kg)	537
N° 135 - Le nombre de titres de livres parus en Iran de 1941 à 1971	540
N° 136 - Nombre de titres de livres publiés selon les disciplines de 1963 à 1971	542
N° 137 - Nombre de titres de livres parus en Iran de 1954 à 1963 selon les disciplines	543
N° 138 - Les titres des livres parus en 1969 (comparaisons internationales)	545
N° 139 - Le pourcentage des livres achetés selon les disciplines et le niveau d'études des acheteurs dans la ville de Téhéran en 1972	546
N° 140 - La distribution en % des livres achetés selon la discipline et l'emploi (1972)	547
N° 141 - Nombre de bibliothèques publiques en Iran en 1973	549
N° 142 - Les spectateurs de la télévision selon le niveau d'études (Téhéran)	551
N° 143 - Les députés au parlement pendant les trois périodes législatives selon les professions	563
N° 144 - Les professions des députés iraniens pendant les trois périodes législatives (selon plusieurs professions exercées).....	564
N° 145 - Niveau d'études des députés au parlement de 1906 à 1961	566
N° 146 - Niveau d'études des députés au parlement pendant les trois périodes de législation	567
N° 147 - Le niveau d'études des députés au parlement iranien pendant 20 législatures	568
N° 148 - La profession des députés iraniens pendant la 21ème législature	569
N° 149 - Niveau d'études des députés de la 21ème législation	570
N° 150 - La profession des députés au parlement iranien pendant la 21ème législature (professions cumulées)	570

.../...

N° 151 - Le milieu social des parents des députés au parlement iranien au cours des trois périodes	572
N° 152 - Les députés au parlement selon le nombre de fois élus au cours de trois périodes de législature	573
N° 153 - Les diplômés de l'enseignement supérieur de l'Iran de 1923 à 1972	579
N° 154 - La profession des parents d'étudiants des Universités de l'Iran .....(1972).....	580
N° 155 - Le revenu des parents des étudiants 1972	581
N° 156 - Le niveau d'études des parents des étudiants des Universités de l'Iran 1972	582
N° 157 - Les conditions de logement des parents des étudiants de l'Université de Téhéran	583

B) LISTE DES FIGURES

PAGES

N° 1 - Relief et cours d'eau de l'Iran	28
N° 2 - Température annuelle (moyenne sur 10 ans)	35
N° 3 - Les précipitations annuelles (moyenne sur 10 ans)	36
N° 4 - Land utilization in Iran, 1951	40
N° 5 - Principaux projets de développement minier	44
N° 6 - Croissance de la population iranienne au cours des 19ème et 20ème Siècles	77
N° 7 - Densité de la population en 1966	87
N° 8 - Distribution des Téhraniennes mariées, selon l'âge au mariage	106
N° 9 - Répartition des Téhraniennes selon le nombre idéal d'enfants et selon le nombre observé de naissances vivantes en 1966....	111
N° 10 - Croissance de la population iranienne selon l'habitat	123
N° 11 - Proportions de populations urbanisées en Iran et chez ses voisins au cours de la seconde moitié du 20ème siècle	124
N° 12 - Proportion d'immigrés dans certaines villes, en 1966	130
N° 13 - Origine et destination des migrants	134
N° 14 - Evolution récente et prévisible de l'exode rural	137
N° 15 - Proportion d'immigrés dans les différents groupes d'âge de la population urbaine en 1966	140
N° 16 - Pyramide de la population iranienne en 1971	148
N° 17 - Croissance des effectifs de la scolarité pré-primaire en Iran et en Turquie	195
N° 18 - Progrès de l'école primaire moderne depuis 1910	209
N° 19 - Croissance des effectifs de l'enseignement primaire depuis 1910 et les prévisions du Vème Plan pour 1977-1978	212
N° 20 - Evolution des taux de scolarisation bruts dans l'enseignement primaire en Iran et dans quelques pays voisins 1960-1969	218
N° 21 - Taux d'inscription par années d'âge dans le primaire, en pour centage du total des enfants du même âge	221
N° 22 - Inégalités des taux de scolarisation selon les zones d'habi- tat (rurales-urbaines) et les départements, en 1967-1968	225
N° 23 - Géographie de l'enseignement primaire en Iran, en 1972-1973, taux de scolarisation nets, 6-11 ans, des départements	228
N° 24 - Structure de l'enseignement primaire, en pourcentage du total des élèves scolarisés dans les trois types d'école	236
N° 25 - Devenir d'une cohorte de 1.000 élèves du primaire, abandons, redoublement et promotions	251
N° 26 - Evolution des effectifs des écoles secondaires	271

.../...

N° 27 - Proportions des effectifs du secondaire professionnel (y compris normaliens) et technique dans l'enseignement secondaire en Iran et dans quelques pays choisis	273
N° 28 - Structure de l'enseignement secondaire en 1970 - 1971	278
N° 29 - Proportion d'élèves hors d'âge dans les six grades de l'enseignement secondaire général selon les sexes	286
N° 30 - Croissance des effectifs de l'enseignement supérieur, en Iran, et en Turquie, 1960-1972	295
N° 31 - Nombre d'étudiants pour 100.000 habitants en Iran et dans certains pays choisis, 1960-1972	297
N° 32 - Répartition, en pourcentage, des 75.776 étudiants de 1971, selon les villes	300
N° 33 - Nombre d'étudiants pour 100.000 habitants des villes abritant des établissements d'enseignement supérieur, en 1971	302
N° 34 - Fluctuations des flux annuels d'étudiants iraniens envoyés à l'étranger, depuis 1928	315
N° 35 - Evolution du stock d'étudiants turcs et iraniens à l'étranger	323
N° 36 - Répartition des étudiants par discipline, en Iran et à l'étranger, 1968-1969	334
N° 37 - Evolution récente des dépenses publiques afférentes à l'enseignement public et privé, en valeur absolue (indice base 1960) et en pourcentage du budget ét du P.N.B.	344
N° 38 - Lente progression de la proportion d'alphabètes dans la population iranienne, de 7 ans et plus (1956-1966) et de 6 ans et plus (1968-1971). Fléchettes : projections 1974 dans les villes et les campagnes selon le sexe	387
N° 38 bis - Lente progression de la proportion d'alphabètes dans la population iranienne de 7 ans et plus (1956-1966) et de 6 ans et plus (1968-1971) dans les villes et les campagnes selon le sexe	390
N° 39 - Croissance et début de régression de la population de 1968 et 1971, population de 6 ans et plus	394
N° 40 - Evolution des proportions d'alphabètes selon les groupes d'âge et le sexe de 1956 à 1971	399
N° 41 - Proportions d'analphabètes en Iran et en Turquie selon l'âge et le sexe	411
N° 42 - Proportions d'analphabètes (hommes) selon les départements, en 1968, 6 ans et plus	415

.../...

N° 43 - Proportions d'analphabètes chez les hommes urbains selon les départements, en 1968, 6 ans et plus	419
N° 44 - Stock d'éducation moyen de la population iranienne comparé aux populations française et turque	426
N° 45 - Niveau d'éducation des C.S.P., en 1966	440
N° 46 - Secteur d'emplois par niveau d'éducation en Iran, évolution 1966-1972	459
N° 47 - Relations entre le salaire, le niveau d'éducation et l'ancienneté	489

- ABBASSI R. - Introduction à la Sociologie urbaine - Thèse 3ème cycle - Faculté des Lettres de NANTERRE - 1969
- ABBASSI Rouhollah - La Perse dans la littérature française de la deuxième moitié du 17ème siècle - Thèse de 3ème cycle - l'Université d'AMIENS - 1971
- ABBASSI R. - Les conditions socio-économiques des Troglodytes à Téhéran - I.E.D.E.S. PARIS (1969)
- ADAM antoine : Le mouvement philosophique dans la première moitié du 17ème siècle Société d'Ediction d'Enseignement Supérieur - PARIS - 1967
- ADEM (Mahmut) : Les aspects économiques de l'Enseignement Supérieur en Turquie (1960-1969) - Thèse 3ème cycle E.P.H.E. - PARIS, 1971
- AMINE Zadeh : Les développement de l'instruction en Iran dans les villes et les campagnes - Thèse d'université - Sorbonne, 1966
- AMIET Pierre : Elam - PARIS, 1966
- ANET (Cl.) : La Perse en automobile - PARIS, 1965
- AMOLI Nân-o-Halvâ - Ed. Mahmoudi Téhéran, 1936/1957 (texte persan)
- ARASTEH Reza : Education and social awakening in Iran - 1850/1968 - Leiden E. J. Brill 1969
- ASSAYECHE H. : L'enseignement supérieur en Iran de 1962 à 1972 - Publication de l'Université de Tabriz, 1972 (texte persan)
- AUBIN Eugène : La Perse d'aujourd'hui - Librairie d'Armand Colin - PARIS, 1908
- AUCHER Eloy : Relation de voyage en Orient de 1830 à 1838 - PARIS, 1842
- BAICOCH P; : "Le Tiers-Monde dans l'impasse" - Ed. Gallimard - Coll. Idées n° 250 PARIS, 1971
- BAUDELLOT Ch. et ESTABLET R. : L'école capitaliste en France - Ed. François Maspero Cahiers libres n° 213 - 214 - PARIS, dernière édition, 1974
- BENNO STERNBERG - SAREL : Révolution blanche dans les campagnes iraniennes, in terre paysans et politique futuribles - S.E.D.E.I.S. (dirigé par H. Mendras et Y. Tavernier)
- BERARD Victor : Révolution de la Perse - Librairie Arnaud Colin - PARIS, 1910
- BISHOP Isabella L. Bird) : Journeys in Persia and Kurdistan - LONDON, John Murray Albemarle Street - 1891
- BOLL Marcel : Histoire des mathématiques - P.U.F., 1963
- BROWN E.G. : A year amongst Persians - LONDON, 1893 - Adam and CHARLES Black, 1893
- CARLA Serena : Hommes et choses en Perse - PARIS, 1883 - G. Charpentier et Cie, Ed.

- CHADJII Zahrâ : Les députés au parlement iranien - Institut d'Etudes et de recherches sociales (texte persan) Téhéran, Iran, 1965
- CHARNOZ Gérard : "L'enseignement, effort improductif" P.U.F., PARIS, 1960
- CHASTELLAN : La population de l'Iran - 1956/66 - Université de TEHERAN
- CHEIKHESTANI SADEGH : L'éducation et le développement rural en Iran - Mémoire I.E.D.E.S. - PARIS, 1967
- CHARDIN Jean : Voyages du Chevalier Chardin en Perse - PARIS, Le Normant, imprimeur - Librairie, 1811
- CORBIN Henri : Histoire de la philosophie islamique - PARIS, Gallimard nrf 1964
- COTTAM Richard W. : Nationalism in Iran - University of Pittsburgh Press U.S.A., 1967 - second edition
- DANTZIG Tobias : Le nombre langage de la science, PAYOT, 1931
- DARMESTER James : Coup d'oeil sur l'histoire de la Perse - PARIS, Ernest Leroux Editeurs, 1885
- De SERCY (Comte) : Une ambassade extraordinaire - La Perse en 1839/1840 - PARIS, 1928
- Don PERETZ : The Middle East to day - Second edition Holt, Rinchart and Winston inc. 1971 - U.S.A.
- DENNISON (E.) : The source of economic growth : in the U.S. "Committee for Economic Development" - New-York, 1962
- DROVILLE Gaspard : Voyage en Perse en 1812 et 1815 - 2ème édition - PARIS, 1825
- DURKHEIM Emile : "Education et sociologie" - PARIS, 1938
- DURKHEIM Emile : "L'évolution pédagogique en France" - PARIS, P.U.F., 1969
- EDDING Friedrich : Die entwicklung der Ausgaben für Schulen und Hoehschulen, Keil, 1958
- FRASER James Baillie : Narrative of the residence of the Persian Princes in London, in 1835 and 1836 - London, Richard Bentley, New Burlington Stret, 1838
- FEUVRIER J.B. (Dr) : Trois ans à la cours de Perse - PARIS, 1899 - F. Juvern Ed.
- GOVINEAU (Comte de) : Trois ans en Asie, PARIS, Grasset, 1922, 2 vol.
- GALLAND Antoine : Les mille et une nuits - Garnier Flammarion, 1965
- FOURASTIE Jean : Le grand espoir du XXème siècle - Edit. Gallimard, 1972 Collection - Idées -
- GRAS Alain : "Sociologie de l'éducation" - Lib. Larousse - PARIS, 1974 - PP 382

- GURWITCH Georges : Dialectique et sociologie - PARIS, Ed. Flammarion, 1972
- GURWITCH Georges : Traité de sociologie - P.U.F., PARIS, 1967
- HAAS W.S. : Iran - Columbia University Press - NEW-YORK, 1946 U.S.A.
- HADJ Youssefi : La jeunesse intellectuelle - Développement national en Iran
Mém. de diplôme I.E.D.E.S. - PARIS, 1970
- HERODOTE : L'enquête I - Bibliothèque de la Pléiade - 1964
- HOARE : Something in Iran - LONDON, 1937
- HARAGI (Mohammad al) : Traité de l'exploitation des eaux souterraines - publié par
l'I.D.E.R.I.C. de l'Université de NICE, 1973 - Traduit par Mazaheri
- LEBRUN Renaud : La Perse Politique et militaire au 19ème siècle - PARIS, 1869
- LEFEBVRE Henri : Le marxisme - P.U.F., 1972
- LEMAITRE Solange : Textes mystiques d'Orient et d'Occident - Plon 1955
- LEROY Eugène Bernard : La Franc-Maçonnerie jugée objectivement - PARIS, Le
Symbolisme - 1934
- Le THANH Khoe : "L'industrie de l'enseignement" - Ed. Minuit - PARIS, 1961
- LIPS (S.M.) et BENDIX (R.) : Social mobility in industrial society, berkley, 1959
- MASSE Henri : Essai sur le poète Saadi - PARIS, 1919
- MASSIGNON Louis : Essai sur les origines du lexique technique de la mystique
musulmane - PARIS, Librairie philosophique - J. VRIN, 1954
- MAZAHERI : La famille iranienne - PARIS, Librairie orientale et américaine
G.P. Maisonneuve - 1938
- MEDARD Robert : Le développement de l'éducation en Iran - 1963/1973
Th. 3ème cycle E.P.H.E. - PARIS, 1970
- MELIA Jean : Visages royaux d'Orient - PARIS, 1930
- NIROUMAND Bahman : "L'Iran, exemple du Pays en voie de développement ou la
dictature du monde libre" - Traduit de l'Allemand par P.M. Flecher
Ed. Julliard - PARIS, 1969
- NIZAMI Aruzi : les quatre discours - Traduit du persan par Isabelle de GASTINES
Ed. G.P. Maisonneuve et Larose - PARIS, 1968
- ORTEGA : La pedagogia social como programa politico - Oeuvres complètes,
1ère édit. Madrid, 1946
- PACKARD Vance, "The Status Seekers" - New-York - 1958
- PAHLAVI M. R. : 1. La révolution sociale - Thérân 1967
2. Mémoire (du Chah d'Iran) - PARIS, Gallimard 1961
- PALMADE Guy : Les méthodes en pédagogie P.U.F. 1953

- PARHAM Bagher : La communauté de production et l'appareil d'administration
Thèse 3ème cycle E.P.W.E. - 1974
- PIATIER André : L'emploi des nouveaux moyens de communication dans les systèmes
d'éducation pour la vie entière - UNESCO - PARIS, déc. 1974
- PIATIER André : Structures traditionnelles et développement - M. Petit Pont
Ed. Eyrolles - PARIS, 1968
- PIERON M. : Traité de psychologie appliquée - P.U.F. - PARIS, 1952
- RAINE Ismaïl : Faramouch Khâneh va Framaçonnerie dar Iran - 1347 - Téhéran, 1968
- RAWLINSON H.G. : Intercours between India and the western world from the earliest
times to the fall of Rome - CAMBRIDGE, 1916 in 16
- ROCHECHOUART C.J. : Souvenir d'un voyage en Perse en 1867 - PARIS, Challemeil Aîné
1867
- RUBROUCK (de) Guillaume : Récit de son voyage traduit du latin par Louis de Backer
PARIS - Ernest Leroux, éditeur, 1877
- SAADI Gulistan : in Panthéon Littéraire : Littérature orientale - Tome II
par Loiseleur Delongchamps - pp. 553 - 621, PARIS 1838
- SADRE M.K. : Relations de l'Iran avec l'Europe de l'Antiquité, du Moyen-Age et la
France des origines à la Révolution de 1789 - PARIS, Les Editions
internationales, 1937
- SAGHAFI SAADI : Recherche d'une stratégie pour la commercialisation du pétrole
iranien - Thèse 3ème cycle - Faculté des Sciences Economiques et de
gestion - Université de DIJON, 17 Juillet 1973
- SARTRE J.P. : Plaidoyer pour les intellectuels - Gallimard - Coll. Idées - PARIS 1972
- SAROUKHANI Bagher : Le choix du conjoint en Iran et en Occident - Thèse PARIS,
Sorbonne 1970
- SIASSI A. Akbar : La Perse : contact de l'occident - PARIS, 1931 - Libr. Ernest Leroux
- SCHULTZ Th. : Education and Economic growth in social forces influencing american
education Chicago - 1961
- SEDDIGH Issâ : L'histoire de la culture iranienne - texte persan - Téhéran 1955
- SETOUDEH Zand : Analyse démographique de la population iranienne à partir de 1956
Thèse d'université - SORBONNE - PARIS 1968
- SHEIL (Lady) : Glimpses of life and Manners in Persia - LONDON, John Murray
Albemarle Street - 1856
- STCHOUKINE Ivan : Les peintures des manuscrits Tîmûrides, - PARIS, 1954 -
Imprimerie Nationale
- STCHOUKINE Ivan : Les peintures des manuscrits Safavis de 1502 à 1587 - PARIS, 1959
- SYKER (Ella C.) : Persia and its people Methuen and Co - Lxd LONDON, 1910
- TALAS Asad : L'enseignement chez les Arabes - La Madrasa Nizamiyya et son histoire
PARIS, 1939 - Librairie orientale

VAIZEY John : Economie de l'éducation - PARIS, 1964

VAIZEY John : The castes of Education - LONDRES, 1952

VIEILLE Paul : Pétrole et violence - Ed. Anthropos - PARIS, 1974¹

TAVERNIER : Voyage en Perse - Les libraires associés - 1964

WILLIAMS (J. J.) : The Social and Political Structure of the Middle East - LONDON, 1968
 (Oxford University Press)

WILLIAMS (J. J.) : The Social and Political Structure of the Middle East - LONDON, 1968
 (Oxford University Press)

B - ARTICLES

- AMANI Mehdi : Essai d'évaluation des sous-enregistrement des enfants de moins d'un an au recensement de 1956 "quelques aspects démographiques de la population d'Iran" - Téhéran, 1968 - pp. 52 (en français)
- BICHER J.-Cl. : "La rentabilité de l'investissement humain" in Revue économique n° 4 - Juillet, 1960
- BOWER G. William : Estimation de l'apport économique de l'éducation en rapport du Groupe d'étude sur les aspects économiques de l'enseignement de l'O.C.D.E. - PARIS, Mars 1964
- CHASTELLAN et COLLABORATEURS - Etudes sur la fécondité et quelques caractéristiques des femmes mariées - Téhéran, 1968
- DEBEAUVAIS Michel : L'éducation de la population française et son évolution de 1850 à 1980 - PARIS, I.E.D.E.S., 1960
- FOURASTIE J. : Rev. Population de l'I.N.E.D. - Juin 1958, Vol. XIV N° 2
- GIROD Roger : La méthode en sociologie - Cahier international de sociologie Vol. 26 - P.U.F. PARIS, 1959
- Le THANH KHOE : Recherche scientifique et problème de l'enseignement supérieur en Iran - PARIS, 1969 UNESCO
- HADJYOUSSEF Ali : Données de bases (en Persan) l'organisation du plan - Téhéran 1971
- HADJYOUSSEF Ali : "Recueil de statistiques sociales" - Téhéran, 1971
- organisation du plan, texte persan -
- HENRY L. : Aspect démographique d'une région rurale d'Iran - in Revue Pop. PARIS, 1953 - n° 3
- HOBKHOO Ahmad : "La contribution de l'enseignement au développement d'après le cas de l'Iran" - in option Méditerranéenne n° 21/10/73 PARIS
- HOSELITZ Busia : Pauvert, Tiryakian, Dormean - Colloque international de PARIS (déc. 1959) in revue Tiers-Monde - Tome I - n° 1-2 - PARIS, 1960
- MAROUFI BOZORGI Nasser : "Population projection" en Iran - 1959/1976
quelques aspects démographiques de la population d'Iran - Téhéran 1968
- STROUMILINE STANISLAS : "Les bénéfices économiques de l'instruction publique" Suppl. du n° 27 des "Recherches internationales" - Sept. Oct. 1961
- THOMAS L.V. : Problèmes spécifiques de l'industrie en Afrique Noire : Economie et Idéologie in "Développement et civilisation" ; I.R.F.E.D. N° 43
PARIS, Mars 1971
- THAMSON : "La Perse, sa population, ses revenus, son armée, son commerce" in bulletin soc. géog. 15ème série - Coll. XVIII - PARIS, 1869
- C.R.E. : "L'exode de " compte rendu de la conférence de LAUSANNE publié par le C.E.E. LAUSANNE - 1968 et par Payat, 1968

Les échos du 18.7.74 - quotidien économique - PARIS

Etude et conjoncture "Formation et qualification" n° 2 - PARIS, 1967 - P.U.F.

Revue Kavoche - Bahman 13 41 (1962) n° 9 (en persan)

Revue population - I.N.E.D. - PARIS XIV N° 2 - Juin, 1958

L'unité - l'hebdomadaire du parti socialiste - 28 juin 1974

Les rendements scolaires dans les pays d'expression française" in "problèmes de planification de l'éducation" - Etude "Tiers-Monde" - PARIS - P.U.F., 1964

Le Monde : 23 Juin 1974 - Eric Rouleau - l'habileté au service de l'absolutisme

Le Monde : 16, 17 et 19 Novembre 1974 - Série d'articles intitulés "L'Iran à la conquête de la puissance"¹/₄

Le Monde de l'Education - Décembre 1974

D - DOCUMENTS ET STATISTIQUES

B.I.T. - Annuaire Statistiques - PARIS-GENEVE, 1971

Ministère de la santé publique - Téhéran : Enquête en collaboration avec la Fondation Rockefeller - TEHRAN

Ministère de l'éducation - Téhéran : I. Annuaire statistiques 1910
 2. - - - 1928
 3. - - - 1940
 4. - - - 1962 à 1973

Ministère de l'éducation - Turquie : I. Statistiques de l'Education Nationale 1953/60
 2. Pocket data book of Turkey - Ankara 1969

Ministère du Travail : Publication n° 44 - TEHERAN - 1969

NATIONS-UNIES - Population and family planning in Iran - Note by the secretary général of United Nations - 7 Avril 1971, réf. St/SOA/SER R/13

NATIONS-UNIES - annuaire de statistiques - 1961 - PARIS

Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) PARIS
 Statistiques : 1961

Organisation du plan étude DOXIADIS - Téhéran

Organisation du plan statistical Handbook of Iran, 1970

Organisation du Plan : Ketâb ba Matbonât dar Iran n° 335 - Téhéran, 1973 Texte persan (livre et presse en Iran)

L'Organisation du Plan et Annuaire statistiques 1972 et 1973 - Téhéran

Organisation du plan : Ve plan du développement - texte anglais - Téhéran

Organisation du plan : Plan de développement 3ème et 4ème - Téhéran

O.C.D.E. : prévoir les cadres de demain - PARIS, 1960

C.A.D. (Comité d'Aide au développement) - Examen 1973 - PARIS, nov. 1973

UNESCO : "Le problème de la déperdition des effectifs scolaires" - Bulletin
du Bureau régional pour l'éducation en Asie - Tome I, n° 2 -
Hong Kong, Mars 1967

UNESCO : "Possibilités et limites de l'alphabétisation fonctionnelle :
l'expérience iranienne" - Série d'études et documents d'éducation
N° 9 - UNESCO - PARIS, 1973

UNESCO : Développement de l'éducation en Asie - PARIS, 1967

UNESCO : Bulletin du bureau régional de l'UNESCO en Asie - Bangkok, 1967

UNESCO : Annuaire statistiques - UNESCO 1971 - PARIS

U.R.S.S. en chiffres - 1959, Editions de Moscou - 1961

HUDSON Letter : Iran : Oil Money and the Ambitions of a Nation - PARIS 1975
Copyright 1975 by Hudson - Research Europe, Ltd and International
Herald Tribune, S.A.

C.E.T.E.M. : Niveau d'Education et revenus salariaux - C.E.T.E.M. PARIS Avril 1967

Sondage des opinions des étudiants à Téhéran - TEHERAN, 1972 - Enquête de
l'Institut. de Psychologie

A/ NOMS PROPRES

- ABBASSI R. : 56, 70
 ABBASSIDES : 156, 169
 ABOU BAKR : 156
 ACHEMENIDES : 51
 ADEM MAHMUT : 298, 377
 ADAM ANTOINE : 522
 ADAMS (W.) : 509
 ADL AHMED HOSSEIN : 27, 30
 AHURA MAZDA : 49
 AIME CHEZAUD : 183
 ALEXANDRE DE RHODES : 183
 ALEXANDRE : 50
 ALI : 58, 156
 AMIET PIERRE : 45
 AMIR KABIR : 177
 AMOLI BEHAODDINE : 59
 ARASTEH REZA : 172, 184, 261, 265
 ARBERRY : 66
 ASSAYECHE H. : 326
 AUBIN (Eugène) : 534, 552, 557, 558, 559
 AVICENNE : 158, 159
 AWHADI : 159
 BAIROCH P. : 78
 BALDWIN (G. B.) : 380
 BAUDELOT Ch. : 18, 425
 BENDIN R. : 17
 BERARD victor : 48, 584, 586, 587
 BHARIER : 122
 BINDER (H.) : 185, 186
 BOWEN (W. G.) : 146
 BROWN E. G. : 180
 BUSTIA : 17
 CARLA SERENA : 528
 CAPELOVICI : 19
 CHADJII ZAHRA : 563, 564, 566, 567,
 568, 569, 570, 571, 572
 CHARDIN : 55, 58, 59, 61, 64,
 166, 167, 168, 170, 171, 174
 175, 176
 CHARNOZ Gérard : 18
 CHASTELAND : 91, 92, 94, 101
 102, 103, 107, 108, 110
 CHEIKHESTANI Sadegh : 310
 CORBIN Henri : 53
 DARMESTETER James : 49, 50, 52
 DAVANI : 159
 DEBEAUVAIS : 13, 22, 383
 DEBLE I. : 253
 DENNISON E. : 13
 DJAMI : 159
 DJALAL-ODDINE-ROUMI : 66
 DON PERETZ : 588
 DORMEAN : 17
 DOXIADIS : 144, 308
 DURKHEIM Emile : 9
 EICHER J. Cl. : 13
 ESOPÉ : 56
 ESTABLET R. : 18, 253, 425
 FEUVRIER J. B. (Dr) : 65
 FOURASTIER Jean : 8, 220
 FRASER (J. B.) : 69
 FRERET : 523
 GAL Roger : 152
 GALLAND Antoine : 519
 GHAJAR : 533
 GHAVAM-ol-MOLK : 555, 589
 GHAZZALI : 158, 161, 162
 GIROD Roger : 10
 GOUILLARD J. : 66
 GRAS (Alain) : 309
 Guillaume de RUBROUCK : 182
 GURVITCH Georges : 11
 HAAS W.S. : 57
 HADJ YOUSSEF (Ali) : 97, 118, 201, 354
 HERODOTE : 151, 154
 HOBKHOU Ahmad : 380
 IGNACE DE JESUS : 183

IRIBARN Fraga :	12,	PAHLAVI (H.R.) :	205, 234, 263
JUSTINIEN :	53	PALMADE Guy :	18
KAHL Joseph A. :	17	PARHAM BAGHER :	31
KHADJE NIZAMOLMOLK :	170	PARSIS :	75
KHOSRAVI KHOSROW :	524	PAUVERT :	17
KHOSROW ANUSH-RAVAN :	53	PIATIER André :	14, 15, 16, 85
LA FONTAINE :	56	PIERON M. :	19
LEDUC Paul :	591	REZA Shah :	65
LEFEBVRE (M.) :	575	RIEBEN Henri :	509
LEMAITRE :	66	ROCHECHOUART :	172
LERoy Bernard :	69	ROULEAU Eric :	60
LE THANH KHOI :	253, 373, 375	SAADI :	56, 163
MAHOMET :	54	SAHRWARDI :	66
MARCEL BOLL :	538	SAFAVIDES :	55, 58, 159, 413
MAROUFI BOZORGI N. :	97, 118	SAINT-LOUIS :	182
MASSE Henri :	155	SAROUKHANI BAGHER, 102, 104	
MAZANHERI :	152, 154, 155	SARTRE :	574
MAZDAK :	67	SASSANIDES :	51
MASSIGNON Louis :	56	SCHULTZ Th. :	13
MEDARD : 226, 240, 345, 369, 376		SEDDIGH Issa :	155, 159
MELIA (Jean :	177	SHEIL :	178
MENDRAS (H.) :	588	SIASSI (A.) :	181
MEYHARD BARBER :	52	STEHOUKINE Ivan :	538
MIRKHOND :	52	STROVMILINE Stanislas :	13
MOHAMMAD Shah :	57	SYKES :	187
MONTESQUIEU :	55, 253	TAVERNIER :	166, 169, 568
MOYANI AHMED :	589	TERRACON :	523
NABICI Said :	412	TIRYAKIAN :	17
NIROUMAND (Bahman) :	290, 363	THEODOSE :	181
NIZAMI ARUZI :	171	THOMAS L.V. :	16
NOUPOUZI Guiti :	185, 512	TORRAS D'AMENIS :	538
OMAYYADES :	17	WUJIE :	150, 152, 162
OMAR :	156	VAIZEY John :	13, 146
ONSOR'OL MAALI :	158, 160	VIEILLE (P.) :	363
ORTEGA :	12	VOLTAIRE :	523
OTHMAN :	156	WELLS G.L. :	176
OTTOMAN :	55	ZANDJANI HABIBOLLAH :	94, 112
PACIFIQUE DE PROVINS (Pere) :	183	ZORCHER :	151
PACKARD Vance :	17		

B/ TITRES

APPARITIONS :	60	FRANC-MACONNUERIE :	68, 69
ARABE :	46, 48, 54, 68, 71, 156, 158, 165	FRONT NATIONAL :	558, 591
ARISTOCRATIE :	72	GITAN :	74
ARYEN :	49, 51	HAREM (haramiser) haramisation :	64, 65
ALPHABETISATION :	395, 396, 397, 398 413	HEREDITE ARISTOCRATIQUE :	63
AUTOCRATIE :	55	IMAM :	54
BABISME :	584	IMMIGRATION :	131, 133, 136, 141
BAZAR :	70	INTELLECTUEL :	65, 412, 455, 460, 478, 488, 552, 559, 574, 576 577, 584, 587, 588, 590 591, 592
CHANGEMENT :	25, 382	ISLAMISATION :	156
CHATIMENT :	152	ISLAM :	53, 54, 55
CHIISME :	58	LAKABS :	553
CLASSES SOCIALES :	54	LUTI :	72
CLERGE :	534	MADRASSAH :	170, 171, 173, 175
COMMUNISME :	589, 590	MAGE :	156
CONFISCATION :	62	MAKTAB :	165, 167, 176
CONNAISSANCE :	66, 153	MAGE :	153
CONTESTATION :	70	MANICHEISME :	53
CONTRADICTION :	67	MARCHANDAGE :	62
COUT :	13, 24, 338, 365, 366, 371, 375, 378, 380	MARXISME-ISLAMIQUE :	592
CROYANCE :	49	MAZDEISME :	51
GRUAUTE :	55	MECENE :	173
CULTURE :	53	METAPHYSIQUE :	68
DENSITE GEOGRAPHIQUE :	84, 85	MOLLAH :	71, 173, 586
DERVISHE :	72	MOSQUEE :	169
DESPOTISME :	55, 56, 57, 63 68, 561, 577, 588	MYSTIQUE :	60, 65, 161, 165
DIALECTIQUE :	11	MYSTICISME :	65, 68
DIEU :	66, 73, 161	OCCULTATION :	58
EMPIRIQUE :	11	OPPRESSION :	68
ESCLAVAGE :	73	PARABOLE :	56
ESPRIT :	54	PEDAGOGIE :	9, 11, 24, 159, 165
EUNUQUE :	74	PRESSE :	527
EXTASE :	66	PERSE :	48, 49, 50, 51, 53, 59
EXODE :	65, 126, 127, 128 144	PHILOSOPHIE :	53, 65, 68, 576
FABLE :	55	POLITIQUE :	53, 54
FONDATION PIEUSE :	169, 171, 583	PROBITE :	63
FRANC-MACONS :	68	RELIGION :	52, 55, 71, 164, 154
		RENDEMENT :	14, 18, 281, 282

REVOLUTION :	180	TEMPOREL :	553
SAGESSE :	59	TITRE :	65
SOCIETE :	12, 23, 48, 49 63, 65	TIYYOULS :	553
SOUFI :	66, 68	TORTURE :	55
SPIRITUALITE :	51, 68	TUDEH :	590, 591
STOCK :	22, 25, 319, 437, 438, 479	TYRAN :	59
STRUCTURE SOCIALE :	72	URBANISATION :	50, 120, 143
STRUCTURE :	17, 270, 274	ZOROASTRISME :	151, 157
TAUX DE CROISSANCE :	78, 292, 349 422, 445	ZOROASTRIEN :	75



